





University of London



P. R. LCD-Societe]

386, 390

SHL
WITHDRAWN

WITHDRAWN
JHS



Digitized by the Internet Archive
in 2026

ANNUAIRE-BULLETIN
DE LA SOCIÉTÉ
DE L'HISTOIRE DE FRANCE

ANNUAIRE-BULLETIN, T. LV, 1948.

1

RÈGLEMENT

DE

LA SOCIÉTÉ DE L'HISTOIRE DE FRANCE

ARRÊTÉ LE 23 JANVIER 1834 ET MODIFIÉ LE 40 MAI 1836.

TITRE PREMIER.

But de la Société.

ART. 1^{er}. Une société littéraire est instituée sous le nom de SOCIÉTÉ DE L'HISTOIRE DE FRANCE.

ART. 2. Elle se propose de publier :

1° Les documents originaux relatifs à l'histoire de France, pour les temps antérieurs aux États généraux de 1789;

2° Des traductions de ces mêmes documents, lorsque le Conseil le jugera utile;

3° Un compte rendu annuel de ses travaux et de sa situation;

4° Un annuaire.

ART. 3. Toutes les publications de la Société sont délivrées gratis à ses membres.

ART. 4. Elle entretient des relations avec les savants qui se livrent à des travaux analogues aux siens; elle nomme des associés correspondants parmi les étrangers.

TITRE II.

Organisation de la Société.

ART. 5. Le nombre des membres de la Société est illimité. On en fait partie après avoir été admis par le Conseil, sur la présentation faite par un des sociétaires.

ART. 6. Chaque sociétaire paie une cotisation annuelle de TRENTE FRANCS.

ART. 7. Les sociétaires sont convoqués au moins une fois l'an, au mois de mai, pour entendre un rapport sur les travaux de la Société et sur l'emploi de ses fonds, ainsi que pour le renouvellement des membres du Conseil.

TITRE III.

Organisation du Conseil.

ART. 8. Le Conseil se compose de quarante membres, parmi lesquels sont choisis :

Un président,
Un président honoraire,
Deux vice-présidents,
Un secrétaire,
Un secrétaire adjoint,
Un archiviste,
Un trésorier.

ART. 9. Les membres du Conseil, à l'exception du président honoraire, sont renouvelés par quart, à tour de rôle, chaque année. Le sort désignera, les premières années, ceux qui devront sortir; les membres sortants peuvent être réélus. Le secrétaire continuera ses fonctions pendant quatre ans.

ART. 10. L'élection des membres du Conseil a lieu à la majorité absolue des suffrages des membres présents.

ART. 11. Le Conseil nomme, chaque année, un Comité des fonds, composé de quatre de ses membres.

Il nomme aussi des commissions spéciales.

Les nominations sont faites au scrutin. La présidence appartient à celui qui réunit le plus de suffrages.

ART. 12. L'assemblée générale nomme, chaque année, deux censeurs chargés de vérifier les comptes et de lui en faire un rapport.

ART. 13. Le Conseil est chargé de la direction des travaux qui entrent dans le plan de la Société, ainsi que de l'administration des fonds.

Les décisions du Conseil pour l'emploi des fonds ne pourront être prises qu'en présence de onze membres au moins, et à la majorité des suffrages.

ART. 14. Le Conseil désigne les ouvrages à publier, et choisit les personnes les plus capables d'en préparer et d'en suivre la publication.

Il nomme, pour chaque ouvrage à publier, un commissaire responsable chargé d'en surveiller l'exécution.

Le nom de l'éditeur sera placé en tête de chaque volume.

Aucun volume ne pourra paraître sous le nom de la Société sans l'autorisation du Conseil, et s'il n'est accompagné d'une déclaration du commissaire responsable portant que le travail lui a paru mériter d'être publié.

ART. 15. Le Conseil règle les rétributions à accorder à chaque éditeur.

Le commissaire responsable aura droit à cinq exemplaires de l'ouvrage à la publication duquel il aura concouru.

ART. 16. Tous les volumes porteront l'empreinte du sceau de la Société. Après la distribution gratuite faite aux membres de la Société (art. 3), les exemplaires restants seront mis dans le commerce, aux prix fixés par le Conseil.

ART. 17. Le Conseil se réunit en séance ordinaire au moins une fois par mois.

Tous les sociétaires sont admis à ses séances.

ART. 18. Nulle dépense ne peut avoir lieu qu'en vertu d'une délibération du Conseil.

ART. 19. Les délibérations du Conseil portant autorisation d'une dépense sont immédiatement transmises au Comité des fonds par un extrait signé du secrétaire de la Société.

ART. 20. Le Comité des fonds tient un registre dans lequel sont énoncées au fur et à mesure les dépenses ainsi autorisées, avec indication de l'époque à laquelle leur paiement est présumé devoir s'effectuer.

Le Comité des fonds tient un registre dans lequel sont inscrits tous ses arrêtés portant mandat de paiement.

ART. 21. Le Conseil se fera rendre compte, tous les trois mois au moins, de l'état des impressions, ainsi que des autres travaux de la Société.

ART. 22. Le Comité des fonds devra se faire remettre, dans le cours du mois qui précédera la séance où il doit faire son rapport, tous les renseignements qui lui seront nécessaires.

ART. 23. Les dépenses seront acquittées par le trésorier sur un mandat du président du Comité des fonds, accompagné des pièces de dépense dûment visées par lui; ces mandats rappellent les délibérations du Conseil par lesquelles les dépenses ont été autorisées.

Le trésorier n'acquitte aucune dépense, si elle n'a été préalablement autorisée par le Conseil et ordonnancée par le Comité des fonds.

ART. 24. Le Comité des fonds et le trésorier s'assemblent une fois par mois.

ART. 25. Tous les six mois, en septembre et en mars, le Comité des fonds fait, d'office, connaître la situation réelle de la caisse, en indiquant les sommes qui s'y trouvent et celles dont elle est grevée.

Le même Comité présentera au Conseil, dans les premiers mois de l'année, l'inventaire des exemplaires des ouvrages imprimés existant dans le fonds de la Société.

ART. 26. A la fin de l'année, le trésorier présente son compte au Comité des fonds, qui, après l'avoir vérifié, le soumet à l'assemblée générale pour être arrêté et approuvé par elle.

La délibération de l'assemblée générale sert de décharge au trésorier.

La SOCIÉTÉ DE L'HISTOIRE DE FRANCE a été fondée le 21 décembre 1833.

Le Dépôt des publications de la Société est à Paris, rue Jacob, n° 46; il est ouvert pour la vente les mardis et vendredis, de 10 heures à midi.

LISTE DES MEMBRES

DE

LA SOCIÉTÉ DE L'HISTOIRE DE FRANCE

SEPTEMBRE 1918.

MM. les Membres de la Société sont priés de vouloir bien faire connaître leurs changements d'adresse à M. Lecestre, trésorier de la Société, rue des Francs-Bourgeois, n° 60, aux Archives nationales.

Les noms précédés d'un astérisque sont ceux des sociétaires qui ont racheté leur cotisation annuelle.

MM.

AGUILLON (Gabriel), [1489], avocat au Conseil d'Etat et à la Cour de cassation, rue Richempanse, n° 10.

AIX (*Bibliothèque Méjanes*, à), [687], représentée par M. Éd. Aude, conservateur; correspondant, M. Garnier, libraire, à Aix-en-Provence.

AIX (*Bibliothèque de l'Université d'*), [2083], représentée par M. Fleury, bibliothécaire; correspondant, M. Picard, libraire, rue Bonaparte, n° 82.

ALBANY (*New York State Library*, à) (États-Unis), [2373]; correspondant, M. Stechert, libraire, rue de Condé, n° 16.

ALBON (marquis d'), [2562], rue de l'Université, n° 41.

ALGER (*Bibliothèque de l'Université d'*), [2081], représentée par M. Paoli, bibliothécaire; correspondant, M. Le Soudier, libraire, boulevard Saint-Germain, n° 174.

AMBOIX DE LARBONT (général d'), [2453], C. ✱, place Malesherbes, n° 24.

AMSTERDAM (*Bibliothèque de l'Université d'*), [2351], représentée par M. Burger junior, bibliothécaire.

ANGERS (*Bibliothèque de la ville d'*), [2117], représentée par M. le Bibliothécaire; correspondant, M. Siraudeau, libraire, à Angers (Maine-et-Loire).

ANTIOCHE (comte d'), [2138], rue Barbet-de-Jouy, n° 25.

ANTIQUAIRES DE PICARDIE (*Société des*), [2336], à Amiens, au Musée de

- Picardie; représentée par M. L. Ledieu, trésorier, à Amiens (Somme), rue Porion, n° 12.
- ARCHIVES NATIONALES (*Bibliothèque des*), [1147], représentée par M. Ch.-V. Langlois, ✱, directeur des Archives; correspondant, M. Picard, libraire, rue Bonaparte, n° 82.
- ARGENSON (marquis d'), [2335], rue Barbet-de-Jouy, n° 17.
- ATHENÆUM CLUB, [2168], à Londres, Pall Mall; correspondants, MM. Dulau et C^{ie}, libraires, à Londres, Soho Square, n° 37.
- AUBRY-VITET (Eugène), [1485], archiviste-paléographe, rue de Varenne, n° 69.
- AUGERD (lieutenant-colonel Louis), ✱, [2427], à Annecy (Haute-Savoie), boulevard du Lycée, n° 3.
- AVIGNON (*Musée et Bibliothèque d'*), [645], représentés par M. J. Girard, conservateur; correspondant, M. Dailhe, libraire, à Avignon, place de l'Horloge.
- AVOCATS (*Bibliothèque de l'ordre des*), à Paris, [720], représentée par M. Boucher, au Palais-de-Justice.
- *BAGUENAUT DE PUCHESSE (comte), [1735], docteur ès lettres, membre du Comité des travaux historiques, correspondant de l'Institut, rue de Surène, n° 24, et à Sandillon (Loiret).
- BÂLE (*Bibliothèque de l'Université de*), [2282], représentée par M. le D^r Chr. Bernoulli; correspondant, M. Picard, libraire, rue Bonaparte, n° 82.
- BALORRE (comte de), [1950], au château de la Cour, par Saint-Pourçain (Allier).
- BALTIMORE (*Bibliothèque de « The Johns Hopkins University », à*) (États-Unis), [2531], représentée par M. L. Raney; correspondant, M. Champion, libraire, quai Malaquais, n° 5.
- *BAPST (Edmond), [2255], O. ✱, ministre de France en Danemark, au ministère des Affaires étrangères, bureau du départ.
- BARANTE (baron de), [2193], rue du Général-Foy, n° 22.
- *BARBEY (Frédéric), [2401], archiviste-paléographe, à Genève (Suisse), rue des Granges, n° 16; correspondant, M. Picard, libraire, rue Bonaparte, n° 82.
- BARBIER (Aimé), [2106], à Laval, place de Hercé, n° 33.
- BAUDRILLART (Mgr Alfred), [2544], membre de l'Académie française, recteur de l'Institut catholique de Paris, rue de Vaugirard, n° 74.
- BAULNY (de), [1332], ✱, ancien maître des requêtes au Conseil d'État, rue Boissy-d'Anglas, n° 30.

BAYE (baron DE), [2174], membre de la Société nationale des Antiquaires de France, avenue de la Grande-Armée, n° 58.

BAYONNE (*Bibliothèque de la ville de*), [1407], représentée par M. le Bibliothécaire; correspondant, M. Jérôme, libraire à Bayonne.

BÉARN (M^{me} la comtesse René DE), [2445], rue Saint-Dominique, n° 123.

BEAUCHESNE (marquis Adelstan DE), [2105], avenue Marceau, n° 8.

BEAUVAIS (*Bibliothèque de la ville de*), [2052], représentée par M. P.-A. Boucher, bibliothécaire; correspondant, MM. Hachette et C^{ie}, libraires, boulevard Saint-Germain, n° 79.

BEAUVERGER (baron DE), [1941], boulevard Haussmann, n° 153.

BELLAGUET (Mademoiselle), [2002], rue Bonaparte, n° 68.

BÉNÉDICTINS (*Bibliothèque des RR. PP.*) du prieuré de Paris, [2318], représentée par M. l'abbé Gabarra, au château de Dongelberg, par Incourt (Belgique, province de Brabant); correspondant, M. l'abbé Dubourg, rue Chardon-Lagache, n° 59.

BERGER (Élie), [1645], ✱, membre de l'Institut et du Comité des travaux historiques, ancien membre de l'École française de Rome, docteur ès lettres, archiviste honoraire aux Archives nationales, professeur à l'École nationale des chartes, conservateur du Musée Condé, quai d'Orléans, n° 14.

BERKELEY (*Bibliothèque de l'Université de Californie*, à) (États-Unis), [2415], représentée par M. J.-C. Rowell, bibliothécaire; correspondant, M. Stechert, libraire, rue de Condé, n° 16.

BERNARD (Lucien), [1320], à Guéret (Creuse), rue du Prat.

BERNE (*Bibliothèque de la ville de*), [2353], représentée par M. de Müllinen, directeur; correspondant, M. Picard, libraire, rue Bonaparte, n° 82.

***BERNON** (baron J.-A. DE), [1799], avocat à la Cour d'appel de Paris, rue des Saints-Pères, n° 3.

BESANÇON (*Bibliothèque de la ville de*), [1371], représentée par M. G. Gazier, bibliothécaire; correspondant, M. Alexandre, libraire, à Besançon (Doubs), Grande-Rue, n° 19.

BESANÇON (*Bibliothèque de l'Université de*), [2055], représentée par M. Prieur, bibliothécaire; correspondant, MM. Marion et C^{ie}, libraires, à Besançon.

BIBLIOTHÈQUE NATIONALE, représentée par M. l'Administrateur général; correspondants, MM. Émile Paul et Guillemin, libraires, rue des Bons-Enfants, n° 28.

BIBLIOTHÈQUES des châteaux de Compiègne, Fontainebleau, Pau et Versailles, [595 à 598].

BIDOIRE, [1499], ancien avocat au Conseil d'État et à la Cour de cassation, rue de Courcelles, n° 38.

- BLACAS** (comte Bertrand DE), [2109], avenue de l'Alma, n° 33, et au château d'Ussé, par Chinon (Indre-et-Loire).
- BLANC** (Alphonse), [2558], avoué au tribunal civil, à Brioude (Haute-Loire).
- BLÉTRY** (Paul), [1719], ancien auditeur au Conseil d'État, rue de l'Alboni, n° 8.
- BLOIS** (*Bibliothèque de la ville de*), [2288], représentée par M. le Bibliothécaire; correspondant, M. Vannier, libraire, à Blois.
- *BOISLISLE** (Jean DE), [2463], archiviste-paléographe, avenue de Tourville, n° 1.
- BONNAULT D'HOUE** (baron DE), [2389], archiviste-paléographe, à Compiègne (Oise), place du Château.
- BONNEFON** (Paul), [2305], O. ✱, conservateur à la bibliothèque de l' Arsenal, rue Sully, n° 1.
- *BOPPE** (Auguste), [2123], O. ✱, ministre de France à Pékin, à Nancy (Meurthe-et-Moselle), rue de Toul, n° 74.
- BORDEAUX** (*Bibliothèque de l'Université de*), [2118], représentée par M. Teulié, bibliothécaire; correspondant, M. Klincksieck, libraire, rue de Lille, n° 11.
- BOSTON** (*Bibliothèque publique de la ville de*) (États-Unis), [2235], représentée par M. H.-G. Wadlin, bibliothécaire; correspondant, M. Terquem, libraire, rue Scribe, n° 19.
- BOSTON** (*Bibliothèque du Boston Athenæum à*) (États-Unis), [2598]; correspondant, M. Terquem, libraire, rue Scribe, n° 19.
- BOULAY DE LA MEURTHE** (comte Alfred), [1656], rue de Villersexel, n° 7.
- BOURGES** (*Bibliothèque de la ville de*), [2371], représentée par M. Jean Béreux, bibliothécaire; correspondant, M. Léon Renaud, libraire, à Bourges (Cher), rue Moyenne, n° 12.
- *BOURRILLY** (V.-L.), [2488], docteur ès lettres, professeur à la Faculté des lettres d'Aix-Marseille, à Sainte-Marthe (Bouches-du-Rhône), boulevard Anatole de la Forge, n° 13.
- *BOUSQUET** (Henri), [2582], boulevard Raspail, n° 284.
- BROGLIE** (prince Emmanuel DE), [2233], rue de Solferino, n° 10.
- BROGLIE** (prince François DE), [2429], ancien officier d'état-major, rue de la Bienfaisance, n° 39.
- BRUEL** (Alexandre), [2146], ✱, membre du Comité des travaux historiques, chef de section honoraire aux Archives nationales, rue Delambre, n° 17.

BRUXELLES (*Bibliothèque de S. M. le roi des Belges*, à), [2568], rue de la Régence, n° 2, représentée par M. Schweisthal, bibliothécaire; correspondant, M. Per Lamm, libraire, rue de Lille, n° 7.

BRUXELLES (*Bibliothèque royale de Belgique*, à), [2346], représentée par M. Stainier, conservateur en chef; correspondant, M. Champion, libraire, quai Malaquais, n° 5.

BULTEAU (M^{me}), [2512], ✱, rue Alfred de Vigny, n° 20.

CAEN (*Bibliothèque de la ville de*), [1014], représentée par M. Sauvage, bibliothécaire; correspondant, M. Picard, libraire, rue Bonaparte, n° 82.

CAEN (*Bibliothèque de l'Université de*), [2078], représentée par M. Bonnet, bibliothécaire; correspondant, M. Le Soudier, libraire, boulevard Saint-Germain, n° 174.

CAHORS (*Bibliothèque de la ville de*), [2289], représentée par M. Palame, bibliothécaire; correspondant, M. Girma, libraire, à Cahors (Lot).

CAMBRIDGE (*Bibliothèque de l'Université de*), [2169], à Cambridge (Angleterre), représentée par M. Jenkinson, bibliothécaire en chef; correspondants, MM. Dulau et C^{ie}, libraires, à Londres, Soho Square, n° 37.

CASENAVE (Maurice), [2274], ✱, ministre plénipotentiaire, avenue Malakoff, n° 87.

*CASTÉJA (comte Stanislas DE), [2494], avenue de Friedland, n° 22.

CASTELLANE (M^{me} la comtesse Jean DE), [2444], avenue Bosquet, n° 12 bis.

CELIER (comte Léonce), [2582], archiviste aux Archives nationales, avenue de Breteuil, n° 70.

CHABANNES (comte Henri DE), [2220], à Lyon (Rhône), place Bellecour, n° 30.

CHABRILLAN (comte Aynard DE), [2388], rue Christophe-Colomb, n° 8.

CHALANDON (Ferdinand), [2470], archiviste-paléographe, ancien membre de l'École française de Rome, boulevard de la Tour-Maubourg, n° 19.

CHAMBRE DES DÉPUTÉS (*Bibliothèque de la*), [1660], représentée par M. Chervet, bibliothécaire; correspondant, M. Le Soudier, libraire, boulevard Saint-Germain, n° 174.

CHAMPION (Édouard), [2569], libraire-éditeur, quai Malaquais, n° 5.

CHARPIN-FEUGEROLLES (comte DE), [2265], rue Francisque-Sarcey, n° 5, et au château de Feugerolles, par le Chambon (Loire).

CHARTRES (*Bibliothèque de la ville de*), [1516], représentée par M. le Bibliothécaire; correspondant, M. Lester, libraire, à Chartres.

*CHARVÉRIAT (Émile), [2436], rue du Regard, n° 1.

- CHÂTEAUDUN (*Bibliothèque de la ville de*), [1855], représentée par M. A. Lacoste, bibliothécaire; correspondant, M. H. Laurens, libraire, rue de Tournon, n° 6.
- CHÂTEAU-GONTIER (*Bibliothèque de la ville de*), [1810], représentée par M. Buchard, bibliothécaire.
- CHÂTEAUX (*Bibliothèque de la ville de*), [2224], représentée par M. Lelong, bibliothécaire; correspondant, M. Pichon, libraire, à Châteaux.
- CHAVANE DE DALMASSY, [2154], lieutenant-colonel au 5^e régiment de cuirassiers, à Asnières (Seine), avenue La Lauzière, n° 8.
- CHAZELLES (Étienne DE), [1863], ancien préfet, rue de Varenne, n° 58, et au château de la Canière, par Aigueperse (Puy-de-Dôme).
- CHÉVRIER (Jacques), [2442], rue de Téhéran, n° 13.
- CHICAGO (*Bibliothèque de l'University of Press*, à) (États-Unis), [2542], Ellis Avenue, n° 5750; correspondant, M. Champion, libraire, quai Malaquais, n° 5.
- CHICAGO (*Newberry Library*, à) (États-Unis), [2238], représentée par M. Chattin Carlton, bibliothécaire; correspondant, M. Terquem, libraire, rue Scribe, n° 19.
- CLERMONT-FERRAND (*Bibliothèque de la ville et de l'Université de*), [1937], représentée par M. J. Laude, bibliothécaire, avenue Charra, n° 20; correspondant, M. Delaunay, libraire, à Clermont-Ferrand.
- COCHIN (baron Denys), [2600], membre de l'Académie française, ancien ministre d'État, rue de Babylone, n° 51.
- COCHIN (Henry), [2054], ancien député, quai d'Orsay, n° 23; correspondant, M. Chevalier, libraire, rue Saint-Jacques, n° 71.
- COLMAR (*Bibliothèque de la ville de*), [2578]; correspondant, M. Hüffel, libraire, à Colmar.
- CONDÉ (*Bibliothèque du Musée*), [2332], représentée par M. Macon, *, conservateur adjoint, à Chantilly (Oise); correspondant, M. Champion, libraire, quai Malaquais, n° 5.
- *CONTÉ (Maurice), [2315], à Nice (Alpes-Maritimes), rue Rossini, n° 19.
- CONTENSON (baron Ludovic DE), [2399], ancien officier d'état-major, avenue Montaigne, n° 53.
- COPENHAGUE (*Bibliothèque royale de*), [2291], représentée par M. H.-O. Lange, directeur; correspondant, M. Lamotte, libraire, rue de l'Antienne-Comédie, n° 11.
- CORMENIN (vicomte Roger DE LA HAYE DE), [1716], rue de l'Arcade, n° 25.

- ***COUDERG** (Camille), [2425], archiviste-paléographe, conservateur adjoint à la Bibliothèque nationale, rue de Harlay, n° 20.
- ***COURCEL** (baron DE), [2133], G. C. ✱, sénateur, ancien ambassadeur, membre de l'Institut, boulevard du Montparnasse, n° 10.
- COURCIVAL** (M^{me} la marquise DE), [2469], rue de Bellechasse, n° 46.
- COURTEAULT** (Henri), [2249], conservateur adjoint aux Archives nationales, rue Denis-Poisson, n° 7.
- COVILLE** (Alfred), [2163], ✱, archiviste-paléographe, docteur ès lettres, directeur au ministère de l'Instruction publique, rue des Vignes, n° 58.
- CRESSON** (Paul), [2400], avocat à la Cour d'appel de Paris, avenue du Coq, n° 6.
- CROÿ-SOLRE** (prince Étienne DE), [2452], à Paris, rue Jean Goujon, n° 8, et au château du Rœulx (Belgique, province de Hainaut); représenté par M. Piérard, administrateur des propriétés, au Rœulx.
- DAGUIN** (Fernand), [1726], ✱, docteur en droit, avocat à la Cour d'appel de Paris, secrétaire général de la Société de législation comparée, rue de l'Université, n° 29.
- ***D'ALLEMAGNE** (Henri), [2121], ✱, archiviste-paléographe, bibliothécaire honoraire à la Bibliothèque de l'Arsenal, membre de la Société nationale des Antiquaires de France et de la Société des Bibliophiles français, rue des Mathurins, n° 30.
- DARESTE** (Pierre), [2537], ancien avocat à la Cour de cassation, à Bellevue (Seine-et-Oise), rue du Bassin, n° 3.
- ***DAUMET** (Georges), [2237], ancien membre de l'École française de Rome, archiviste honoraire aux Archives nationales, boulevard Raspail, n° 87.
- DAVANNE**, [1901], conservateur honoraire à la bibliothèque Sainte-Geneviève, rue des Petits-Champs, n° 82.
- DEDOUVRES** (l'abbé Louis), [2382], docteur ès lettres, professeur aux Facultés catholiques d'Angers, à Beaulieu (Maine-et-Loire).
- ***DELABORDE** (comte Henri-François), [1912], ✱, membre de l'Institut et de la Société nationale des Antiquaires de France, sous-chef de section honoraire aux Archives nationales, ancien membre de l'École française de Rome, professeur à l'École nationale des chartes, rue de Phalsbourg, n° 14.
- ***DELACHENAL** (Roland), [2197], archiviste-paléographe, rue de Babylone, n° 4.
- DELAUVAUD** (Louis), [2272], O. ✱, ministre plénipotentiaire, rue La Boétie, n° 85.

- * **DÉPINAY** (J.), [2200], ✱, ancien notaire, boulevard Haussmann, n° 153.
- * **DES FORTS** (Philippe **FEUGÈRE**), [2221], archiviste-paléographe, rue de Sèvres, n° 29.
- DESJOYEUX** (Claude-Noël), [2508], rue du Bac, n° 108.
- DES MÉLOIZES** (marquis), [2518], à Bourges, rue Jacques-Cœur, n° 18.
- DESPRAS** (Pierre), [2466], archiviste-paléographe, attaché à la questure du Sénat, rue Cernuschi, n° 6.
- DES RÉAULX** (marquis), [2378], rue de Grenelle, n° 81, et au château d'Eurville (Haute-Marne).
- DES ROYS** (M^{me} la marquise), [2591], rue de Chaillot, n° 69.
- DIEPPE** (*Bibliothèque de la ville de*), [1054], représentée par M. le directeur; correspondant, M. Le Tremble, libraire, à Dieppe (Seine-Inférieure), Grande-Rue, n° 156.
- * **DIGARD** (Georges), [2097], archiviste-paléographe, ancien membre de l'École française de Rome, professeur à l'Institut catholique de Paris, à Versailles (Seine-et-Oise), rue d'Angiviller, n° 21.
- DIJON** (*Bibliothèque de la ville de*), [1279], représentée par M. Oursel, bibliothécaire; correspondant, M. L. Groffier, libraire, à Dijon (Côte-d'Or), place du Théâtre, n° 10.
- DIJON** (*Bibliothèque de l'Université de*), [2080], représentée par M. Baland, bibliothécaire.
- DOREZ** (Léon), [2306], archiviste-paléographe, ancien membre de l'École française de Rome, bibliothécaire à la Bibliothèque nationale, rue Littré, n° 10.
- DOWNSIDE ABBEY** (*Bibliothèque de*), [2573], à Stratton-on-the-Fosse, près Bath (Somerset, Angleterre), représentée par le R. P. Bibliothécaire; correspondant, M. Picard, libraire, rue Bonaparte, n° 82.
- DOYON** (Pierre), [2549], rue Boissière, n° 26.
- DULAU et C^e**, [2129], libraires, à Londres, Soho Square, n° 37; correspondant, M. Le Soudier, libraire, boulevard Saint-Germain, n° 174.
- DU LAU D'ALLEMANS** (marquis), [2493], ✱, rue de l'Université, n° 41.
- DUMAINE** (M^{me} Charles), [2467], rue d'Alésia, n° 113.
- DU PONT** (comte), [1977], rue du Regard, n° 5.
- * **DUPONT-FERRIER** (Gustave), [2465], archiviste-paléographe, docteur ès lettres, professeur à l'École des chartes, rue Gay-Lussac, n° 28.
- DURRIEU** (comte Paul), [1873], ✱, archiviste-paléographe, membre de l'Institut, de la Société nationale des Antiquaires de France et du Comité des travaux historiques, ancien membre de l'École française de Rome, conservateur honoraire au musée du Louvre, avenue de Malakoff, n° 74.

ÉCOLE DES HAUTES ÉTUDES (*Bibliothèque de l'*), [2126], à la Sorbonne; correspondant, M. Picard, libraire, rue Bonaparte, n° 82.

ÉCOLE DES HAUTES ÉTUDES DE SAINT-AUBIN (l'), [2189], à Angers (Maine-et-Loire), rue Donadiou de Puycharic, n° 22, représentée par Mgr H. Pasquier, docteur ès lettres, directeur.

ÉCOLE FRANÇAISE DE ROME (l'), [2298], représentée par Mgr Duchesne, C. ✱, membre de l'Académie française et de l'Académie des inscriptions et belles-lettres, directeur de l'École, au palais Farnèse, à Rome; correspondant, M. Fontemoing, libraire, rue Médicis, n° 1.

ÉCOLE NATIONALE DES CHARTES (l'), [1703], représentée par M. Maurice Prou, ✱, directeur de l'École, rue de la Sorbonne, n° 19; correspondant, M. Picard, libraire, rue Bonaparte, n° 82.

ÉCOLE NORMALE SUPÉRIEURE (l'), [1617], représentée par M. E. Lavis, G. C. ✱, directeur de l'École, rue d'Ulm, n° 45; correspondant, M. Klincksieck, libraire, rue de Lille, n° 11.

ÉDIMBOURG (*Signet library*, à) (Écosse), [2171], représentée par M. J. Minto, bibliothécaire; correspondants, MM. Dulau et C^{ie}, libraires, à Londres, Soho square, n° 37.

* ÉPERNAY (*Bibliothèque de la ville d'*), [1474], représentée par M. Gribeau, bibliothécaire.

ESNEVAL (baron d'), [1942], au château d'Acquigny (Eure).

ETCHEGOYEN (comte G. d'), [2424], rue de Babylone, n° 51, et à Ismaïlia (Égypte).

ÉTUDES (*Bibliothèque des*), revue fondée par les RR. PP. Jésuites, [2317], place Saint-François-Xavier, n° 5.

* EU (S. A. R. Mgr le comte d'), [2421], à Boulogne-sur-Seine (Seine), boulevard de Boulogne, n° 7.

EURE (*Société libre d'agriculture, sciences, arts et belles-lettres du département de l'*), [1770], représentée par M. Albert Doucerain, secrétaire perpétuel, à Evreux (Eure), rue de la Banque, n° 12.

FALCON DE LONGEVIALLE (Louis), [2275], au château de Vaurenard, à Gleizé, par Villefranche (Rhône).

FELS (comte FRISCH DE), [2368], rue du Faubourg-Saint-Honoré, n° 135.

* FENAILLE (Maurice), [2599], rue de l'Élysée, n° 14.

FIRINO (Roger), [1785], ancien député, avenue Montaigne, n° 3.

FLORENCE (*Bibliothèque nationale de*) (Italie), [2522], représentée par M. Seeber, libraire à Florence; correspondant, M. Le Soudier, boulevard Saint-Germain, n° 174.

* FLORIAN (comte Xavier DE), [2075], rue Royale, n° 8.

- FONTENILLES (DE LA ROCHE, marquis DE), [1436], rue du Bac, n° 44.
- FRAISSINET (Albert-Georges), [2376], armateur, à Marseille (Bouches-du-Rhône), promenade de la Corniche, n° 337.
- FRAISSINET (Alfred), [1996], gérant de la Compagnie Marseillaise de navigation, à Marseille (Bouches-du-Rhône), place de la Bourse, n° 6.
- FRÉMY (comte Elphège), [2472], archiviste-paléographe, rue de Lille, n° 86.
- FRÉMY (comte René), [2005], rue Casimir-Périer, n° 11 bis.
- FRIBOURG (*Bibliothèque cantonale et universitaire de*) (Suisse), [2482], représentée par M. Max de Diesbach, directeur; correspondant, M. Gamber, libraire, rue Danton, n° 7.
- FROMAGEOT (Henri), [2214], ✱, avocat à la Cour d'appel de Paris, au Chesnay (Seine-et-Oise), avenue de l'Église, n° 6.
- FROMENT (Albert), [2457], archiviste-paléographe, boulevard Raspail, n° 129.
- FUNCK-BRENTANO (Frantz), [2234], ✱, archiviste-paléographe, bibliothécaire à la bibliothèque de l'Arsenal, à Montfermeil (Seine-et-Oise), rue Delagarde, n° 61.
- GALARD (marquis DE), [2438], au château de Captan, par Saint-Sever-sur-l'Adour (Landes).
- GALLAVRESI (Giuseppe), [2519], professeur à l'Académie royale, à Milan (Italie), via del Monte Napoleone, n° 28.
- GENÈVE (*Bibliothèque publique de la ville de*), [1821], représentée par M. F. Gardy, directeur.
- GERMINY (comte Robert DE), [2526], rue Paul-Baudry, n° 8.
- GERMON (Louis DE), [2007], au château de Labatut, par Maubourguet (Hautes-Pyrénées); correspondant, M. Picard, libraire, rue Bonaparte, n° 82.
- GOMEL (Charles), [1025], ✱, ancien maître des requêtes au Conseil d'État, rue de la Ville-l'Évêque, n° 1.
- GONSE (Henri), [2460], rue Alfred-de-Vigny, n° 20.
- GONTAUT-BIRON (comte Théodore DE), [2061], rue de Varenne, n° 45.
- GRAMONT (comte Sanche DE), [2561], rue de l'Université, n° 179.
- GRAND (Roger), [2339], archiviste-paléographe, avocat, ancien archiviste du Cantal, à Kerverho-en-Arradon (Morbihan).
- GREENWICH (*Bibliothèque de la Rosemary Hall School*, à) (Connecticut, États-Unis), [2539], représentée par Miss Ruutz Rees, directrice; correspondant, M. Champion, libraire, quai Malaquais, n° 5.

GRENOBLE (*Bibliothèque de la ville de*), [948], représentée par M. le Bibliothécaire; correspondant, M. J. Rey, libraire, à Grenoble (Isère), Grande-Rue, n° 23.

GRENOBLE (*Bibliothèque de l'Université de*), [1976], représentée par M. Nicaud, conservateur; correspondant, M. J. Rey, libraire, à Grenoble, Grande-Rue, n° 23.

GRISSELLE (abbé), [2525], docteur ès lettres, à Sèvres (Seine-et-Oise), rue des Fontaines, n° 3.

GUÉBIN (P.), [2580], boulevard Pereire, n° 235.

GUERRE (*Bibliothèque du ministère de la*), [2361], représentée par M. le Bibliothécaire; correspondant, M. Fournier, libraire, boulevard Saint-Germain, n° 264.

GUÉTONNY (B.), [2550], rue Cassini, n° 1.

* GUILHIERMOZ (Paul), [1994], archiviste-paléographe, bibliothécaire honoraire à la Bibliothèque nationale, quai Voltaire, n° 5.

GUILLAUME (Joseph), [2162], archiviste-paléographe, professeur aux Facultés catholiques de Lille, avenue de Breteuil, n° 54.

GUISE (Mgr le duc de), [2543], château du Nouvion-en-Thiérache (Aisne); correspondant, M. Pallu de Lessert, rue de Vaugirard, n° 23.

HANOTAUX (Gabriel), [2285], O. ✱, archiviste-paléographe, membre de l'Académie française, ancien ministre, boulevard de Courcelles, n° 78.

HANOTEAU (capitaine Jean), [2530], cité Vaneau, n° 14.

HANQUEZ (Rodolphe), [990], ancien procureur de la République, à Noyon (Oise).

HAUTE-GARONNE (*Archives du département de la*), [2069], à Toulouse, représentées par M. Pasquier, archiviste; correspondant, M. Privat, libraire, à Toulouse (Haute-Garonne), rue des Arts, n° 14.

HAVRE (*Bibliothèque de la ville du*), [1193], représentée par M. Millot, bibliothécaire; correspondant, M^{me} veuve Dombre, libraire, au Havre (Seine-Inférieure).

HELSINGFORS (*Bibliothèque de l'Université de*) (Finlande), [2349], représentée par M. W. Bolin, bibliothécaire; correspondant, M. Gaulon, rue Madame, n° 39.

HÉRAULT (Alfred), [1479], G. O. ✱, premier président honoraire de la Cour des comptes, ancien sous-secrétaire d'État au ministère des Finances, boulevard Haussmann, n° 154.

HODJES, [2172], libraire, à Dublin (Irlande); correspondants, MM. Dulau et C^{ie}, libraires, à Londres, Soho Square, n° 37.

HOMBERG (Octave), [2430], secrétaire d'ambassade, place des États-Unis, n° 18.

HOUEBINE (l'abbé), [2320], professeur d'histoire au collège de Combrée (Maine-et-Loire).

* HYDE (James-H.), [2515], O. ✱, rue Adolphe-Yvon, n° 18.

* IMBART DE LA TOUR (Pierre), [2545], docteur ès lettres, membre de l'Institut, avenue Marceau, n° 25.

INSTITUT DE FRANCE (*Bibliothèque de l'*), [2394], quai Conti, n° 23, représentée par M. Rébelliau, ✱, membre de l'Institut, bibliothécaire; correspondant, M. A. Picard, libraire, rue Bonaparte, n° 82.

INSTITUT CATHOLIQUE DE PARIS (*Bibliothèque de l'*), [2207], représentée par M. l'abbé Langlois, bibliothécaire, rue de Vaugirard, n° 74; correspondant, M. Klincksieck, libraire, rue de Lille, n° 11.

IOWA (*Bibliothèque de l'Université d'*), à Iowa-City (États-Unis), [2552], représentée par M. Malcolm-G. Wyer, bibliothécaire; correspondant, M. Champion, libraire, quai Malaquais, n° 5.

ITHACA (*Cornell University's library*, à) (État de New-York), [2379], représentée par M. G.-W. Harris, bibliothécaire; correspondant, M. Stechert, libraire, rue de Condé, n° 16.

JARRY (Eugène), [2355], archiviste-paléographe, à Orléans (Loiret), place de l'Étape, n° 8.

* JORDAN (Édouard), [2595], professeur à la Faculté des lettres de l'Université de Paris, rue de Varennes, n° 48.

JOUSSELIN (Fernand), [2426], villa Guibert, rue de la Tour, n° 83.

KERGORLAY (comte Jean DE), [2213], rue Mesnil, n° 6.

KERMAINGANT (P. DE), [1753], ✱, avenue des Champs-Élysées, n° 102.

KERMOYSAN (vicomte DE), [2410], à Vitré (Ille-et-Vilaine), hôtel Lantivy.

LA BATUT (Guy DE), [2548], élève de l'École des chartes, avenue Kléber, n° 67.

LABORDE (comte Alexandre DE), [2454], ✱, membre de l'Institut, secrétaire de la Société des Bibliophiles français, boulevard de Courcelles, n° 81.

LA CAILLE (Gaston), [2018], ✱, ancien magistrat, boulevard Malesherbes, n° 50.

LA CHAISE (Eugène-A.), ✱ [2073], rue Joubert, n° 39.

LACOMBE (Paul), ✱ [2435], bibliothécaire honoraire à la Bibliothèque nationale, rue de Moscou, n° 5.

LA FERRONNAYS (marquis DE), [2501], député, rue de Chaillot, n° 40.

LA FONTAINE (Georges DE), [2404], avenue de Messine, n° 26.

LA FORCE (duc DE), [2500], rue Pierre-Charron, n° 55.

LA HAYE (*Bibliothèque royale de*), [2313], représentée par M. le docteur W.-G.-C. Byvanck, bibliothécaire; correspondants, MM. Van Stockum, libraires, à la Haye (Hollande), Buitenhof, n° 36.

L'AIGLE (M^{me} la marquise DE), [2219], membre de la Société des Bibliophiles français, rue d'Astorg, n° 12.

LAIR (M^{me} Jules), [2456], rue Bossuet, n° 8.

* LA MORANDIÈRE (Gabriel DE), [2017], rue de Lille, n° 83.

LANGLOIS (Charles-Victor), [2565], *, membre de l'Institut et du Comité des travaux historiques, docteur ès lettres, directeur des Archives, rue des Francs-Bourgeois, n° 60.

LANGLOIS (Ludovic), [2449], notaire honoraire, rue Dupont-des-Loges, n° 8.

* LAPIERRE (l'abbé), [2331], chanoine honoraire de Meaux, à Saint-Mandé (Seine), rue Sacrot, n° 1, villa Marcès.

LA ROCHE-AYMON (M^{me} la comtesse Alard DE), [2160], rue de Varenne, n° 72.

LA ROCHEFOUCAULD (comte Aimery DE), [1949], rue de l'Université, n° 93.

* LA ROCHEFOUCAULD (comte Xavier DE), [2405], rue de Lisbonne, n° 49.

LA ROCHEFOUCAULD (M^{me} la comtesse Gabriel DE), [2473], rue Murillo, n° 8.

* LA RONCIÈRE (Ch. BOUREL DE), [2553], archiviste-paléographe, ancien membre de l'École française de Rome, conservateur du département des imprimés à la Bibliothèque nationale, membre du Comité des travaux historiques, rue Jacob, n° 46.

LASTEYRIE (comte Charles DE), [2476], archiviste-paléographe, ancien inspecteur des finances, professeur à l'École des sciences politiques, rue Bayard, n° 4.

LAUER (Ph.), [2243], archiviste-paléographe, docteur ès lettres, membre de la Société nationale des Antiquaires de France, bibliothécaire à la Bibliothèque nationale, boulevard Jules-Sandeau, n° 25.

LAURENS (H.), [2124], libraire-éditeur, rue de Tournon, n° 6.

LAUSANNE (*Bibliothèque cantonale et universitaire de*), [2477], représentée par M. Louis Dupraz, directeur; correspondants, MM. Grund et Maguet, libraires, rue Mazarine, n° 9.

LAVAL (*Bibliothèque de la ville de*), [1852], représentée par M. Cahour, bibliothécaire; correspondants, MM. Larchon et Ernouf, rue Soufflot, n° 24.

LAVISSE (Ernest), [1582], G. C. *, membre de l'Académie française, directeur de l'École normale supérieure, rue de Médicis, n° 5.

LA VOLLÉE (Robert), [2407], archiviste-paléographe, rue Christophe-Colomb, n° 16.

* LECESTRE (Léon), [2112], archiviste honoraire aux Archives nationales, rue Saint-Sulpice, n° 18.

- LECHEVALIER (Émile), [1999], libraire, à la Librairie historique des provinces, rue de Savoie, n° 16.
- LECOINTRE (comte Pierre), [1498], au château de Grillemont, par la Chapelle-Blanche (Indre-et-Loire).
- * LEFÉBURE (Paul), [2383], rue de Logelbach, n° 7.
- LEFÈVRE-PONTALIS (Germain), [2019], archiviste-paléographe, secrétaire d'ambassade, rue du Faubourg-Saint-Honoré, n° 118.
- * LELONG (Eugène), [2085], archiviste-paléographe, avocat à la Cour d'appel d'Angers, membre du Comité des travaux historiques, chargé de cours à l'École nationale des chartes et à la Faculté de droit, rue Monge, n° 59, et à Angers (Maine-et-Loire), rue Desjardins, n° 9.
- * LEMAÎTRE (Henri), [2409], archiviste-paléographe, bibliothécaire à la Bibliothèque nationale, rue Guénégaud, n° 11.
- LEMOISNE (Paul-André), [2567], archiviste-paléographe, bibliothécaire à la Bibliothèque nationale, rue de l'Université, n° 91.
- LE SÉNÉCAL (Julien), [2579], à Caen, rue des Chanoines, n° 18.
- * LE SOURD (Auguste), [2367], archiviste-paléographe, à Baix (Ardèche).
- LÉVIS (marquis DE), [2179], rue de Lille, n° 121.
- LÉVIS-MIREPOIX (duc DE), [2583], au château de Lérans (Ariège); correspondant, M. Olive, régisseur.
- LÉVY (Raphaël-Georges), [1808], O. ✱, membre de l'Institut, rue de Noisiel, n° 3.
- * L'HORME (baron DE), [2516], au château de Bussières-lès-Belmont (Haute-Marne).
- LIÈGE (*Bibliothèque de l'Université de*), [2348], représentée par M. Delmer, bibliothécaire; correspondant, M. Baudry, libraire, rue des Saints-Pères, n° 15.
- LIGNE (prince DE), [2479], rue de Babylone, n° 32, et au château de Belœil, province de Hainaut (Belgique).
- LIGUGÉ (*Bibliothèque des RR. PP. Bénédictins de l'abbaye de*), [2280], à Chevetogne, par Leignon (Belgique, province de Namur), représentée par Dom Léopold Gaugain, abbé; correspondant, M. Picard, libraire, rue Bonaparte, n° 82.
- LILLE (*Bibliothèque de l'Université de*), [2079], représentée par M. Vanrycke, bibliothécaire.
- LILLE (*Bibliothèque des Facultés catholiques de*), [1854], représentée par M. l'abbé Dubrulle, bibliothécaire, à Lille, boulevard Vauban, n° 60.
- LIMOGES (*Bibliothèque de la ville de*), [1908], représentée par M. Caillet, bibliothécaire; correspondants, MM. Ducourtieux et Gout, libraires, à Limoges, rue des Arènes, n° 7.

LONDON LIBRARY, [2271], à Londres, Saint-James's square, représentée par M. Hagberg Wright, secrétaire.

LONDRES (*Inner Temple library*, à) (Angleterre), [2170], représentée par M. Latton Pickering, bibliothécaire; correspondants, MM. Dulau et C^{ie}, libraires, à Londres, Soho square, n° 37.

LONDRES (*Bibliothèque du Public Record Office*, à), [2483], représentée par M. Théodore Craib, bibliothécaire; correspondant, M. David Nutt, libraire, à Londres, Shaftesbury Avenue, n° 212.

LONDRES (*Bibliothèque de la Chambre des communes*, à), [2588]; correspondant, M. David Nutt, libraire, à Londres, Shaftesbury Avenue, n° 212.

LORIERE (Ed. DE), [2323], ancien officier de cavalerie, au Moulin-Vieux, par Avoise (Sarthe).

LOUIS-LUCAS (Paul), [1970], professeur à la Faculté de droit de Dijon, à Dijon (Côte-d'Or), boulevard Carnot, n° 2.

LOUVAIN (*Bibliothèque de l'Université catholique de*) (Belgique), [812], représentée par M. Paul Delannoy, bibliothécaire; correspondant, M. Picard, libraire, rue Bonaparte, n° 82.

LOUVAIN (*Bibliothèque du collège philosophique et théologique de*) (Belgique), [2559], représentée par M. de Ghellinck, bibliothécaire, à Louvain, rue des Récollets, n° 11; correspondant, M. Champion, libraire, quai Malaquais, n° 5.

LUGAGNE (Charles), [2250], ancien sous-préfet, à Lodève (Hérault).

LUPPÉ (marquis DE), [2309], *, membre de la Société des Bibliophiles français, rue Barbet-de-Jouy, n° 29.

LYON (Ernest), [2504], archiviste-paléographe, avocat à la Cour d'appel, rue de Courcelles, n° 87.

LYON (*Bibliothèque de l'Université de*), [1998], quai Claude-Bernard, n° 18, représentée par M. Dreyfus, bibliothécaire; correspondant, M. Picard, libraire, rue Bonaparte, n° 82.

LYON (*Grande bibliothèque de la ville de*), [2211], représentée par M. R. Cantinelli, bibliothécaire en chef; correspondant, M. Georg, libraire, à Lyon.

LYON (*Bibliothèque des Facultés catholiques de*), [1851], représentée par Mgr Lavallée, recteur, à Lyon (Rhône), rue du Plat, n° 25.

* MAGNE (Napoléon), [2165], ancien député, avenue Montaigne, n° 31.

MANCHESTER (*John Rylands library*, à) (Angleterre), [2326], représentée par M. H. Guppy, bibliothécaire; correspondant, M. David Nutt, libraire, à Londres, Shaftesbury Avenue, n° 212.

- MANCHESTER** (*Bibliothèque de l'Université Victoria*, à) (Angleterre), [2491], représentée par M. Ch. Leigh, bibliothécaire; correspondant, M. Croville-Morand, libraire, rue de la Sorbonne.
- MANDROT** (B. DE), [2218], archiviste-paléographe, avenue du Président-Wilson, n° 42.
- MANS** (*Bibliothèque de la ville du*), [1696], représentée par M. le Conservateur; correspondant, M. Gaulon, libraire, rue Madame, n° 39.
- MANTES** (*Bibliothèque de la ville de*), [1295], représentée par M. le Maire.
- * **MARCHAND** (l'abbé Ch.), [2212], docteur ès lettres, professeur aux Facultés catholiques d'Angers, à Angers (Maine-et-Loire), rue de l'Esivière, n° 3.
- MAREUSE** (Edgard), [1902], boulevard Haussmann, n° 81.*
- MARGUERIE** (René), [1664], C. ✱, vice-président du Conseil d'État, cité Martignac, n° 6.
- MARINE** (*Bibliothèque centrale du ministère de la*), [1102], rue Royale, n° 2; correspondant, M. Berger-Levrault, libraire, boulevard Saint-Germain, n° 229.
- MARSEILLE** (*Bibliothèque de la ville de*), [1684], représentée par M. le Bibliothécaire; correspondant, M. Laffitte, libraire, boulevard du Musée, à Marseille.
- MARTINET** (comte André), [2284], boulevard de La Tour-Maubourg, n° 22.
- MAZARINE** (*Bibliothèque*), [767], représentée par M. de Porto-Riche, O. ✱, administrateur, quai Conti, n° 21; correspondants, MM. Sandoz et Fischbacher, libraires, rue de Seine, n° 33.
- MÉLY** (F. DE), [2096], membre de la Société nationale des Antiquaires de France, rue La Trémoille, n° 26, et au Mesnil-Germain (Calvados).
- MEYNIAL** (Édouard), [2375], professeur à la Faculté de droit de Paris, à Versailles, avenue de Saint-Cloud, n° 85.
- MICHIGAN** (*Bibliothèque de l'Université de*), [2566], à Ann Arbor (États-Unis d'Amérique); correspondant, M. Terquem, libraire, rue Scribe, n° 19.
- MILAN** (*Bibliothèque nationale de la Brera*, à), [2480], représentée par M. Carta, bibliothécaire en chef; correspondant, M. Henri Mellier, libraire, rue Mignon, n° 2.
- MIMEREL**, [2263], avocat au Conseil d'État et à la Cour de cassation, boulevard Saint-Germain, n° 205.
- MIROT** (Léon), [2374], ancien membre de l'École française de Rome, archiviste aux Archives nationales, à Versailles, rue Royale, n° 75.
- MONACO** (*Bibliothèque du palais de*), [2254], représentée par M. Labande, conservateur.

- MONACO** (*Bibliothèque de la ville de*), [2524], représentée par M. Labande, conservateur; correspondant, M. Champion, libraire, quai Malaquais, n° 5.
- MONSTIERS-MÉRINVILLE** (marquis **DES**), [1989], au château du Fraisse, par Mézières-sur-Issoir (Haute-Vienne).
- MONTALIVET** (comte Georges **DE**), [1805], avenue Montaigne, n° 53.
- MONTESQUIEU** (baron Roger **DE**), [2437], avenue Victor-Hugo, n° 37, et château d'Ouilly, par Brandon (Saône-et-Loire).
- MONTMORAND** (vicomte **DE**), [2586], rue de Lubeck, n° 31.
- MONTPELLIER** (*Bibliothèque de l'Université de*), [2045], représentée par M. Henri Bel, bibliothécaire; correspondant, M. Champion, libraire, quai Malaquais, n° 5.
- MONTREAL** (*Bibliothèque de Saint-Sulpice*, à) (Canada), [2574], représentée par M. Egidius Fauteux, bibliothécaire; correspondant, M. Picard, libraire, rue Bonaparte, n° 82.
- * **MORANVILLÉ** (Henri), [1047], archiviste-paléographe, bibliothécaire honoraire à la Bibliothèque nationale, boulevard Pereire, n° 112.
- MOSCOU** (*Bibliothèque de l'Alliance française*, à) (Russie), [2577], Pretchistenka Gagarinski, n° 23; correspondant, M. Champion, libraire, quai Malaquais, n° 5.
- MOULINS** (*Bibliothèque de la ville de*), [1365], représentée par M. E. Maquet, bibliothécaire; correspondant, M. Brosset, libraire, à Moulins (Allier), rue d'Allier.
- MOULINS** (*Bibliothèque de l'ordre des avocats de*), [1504], représentée par M. Boyron, trésorier du barreau de Moulins; correspondant, M. Grégoire, libraire, à Moulins (Allier), rue François-Péron, n° 2.
- MUN** (comte Gabriel **DE**), [2474], archiviste-paléographe, avenue Marceau, n° 4.
- MUSSY** (Le R. P. Henry **GUÉNEAU DE**), [2596], des Dominicains enseignants, rue de l'Abbaye, n° 13.
- NADAILLAC** (comte J. **DE**), [2418], avenue Bosquet, n° 15.
- NANCY** (*Bibliothèque de la ville de*), [850], représentée par M. Favier, conservateur; correspondant, M. V. Berger, libraire, à Nancy, rue Saint-Georges, n° 13.
- NANCY** (*Bibliothèque de l'Université de*), [2062], représentée par M. Dumont; correspondant, M. Berger-Levrault, libraire, rue des Beaux-Arts, n° 5.
- NAVENNE** (Ferdinand **DE**), [2287], O. ✱, ministre plénipotentiaire, avenue Bosquet, n° 28; correspondant, M. Dosseur, banquier, rue de Lille, n° 5.

* NERVO (baron Jean DE), [2510], avenue Montaigne, n° 24.

NEUFLIZE (baron DE), [2464], rue Lafayette, n° 31.

NEWHAVEN (*Yale University*, à) (États-Unis, Connecticut), [2319], représentée par M. J.-C. Schwab, bibliothécaire; correspondant, M. G.-E. Stechert, libraire, rue de Condé, n° 16.

NEW-YORK (*Bibliothèque publique de la ville de*), [2556], (États-Unis), Fifth Avenue, n° 476; correspondant, M. Terquem, libraire, rue Scribe, n° 19.

NICOLAY (marquis DE), [1889], rue Saint-Dominique, n° 35.

NICOLAY (comte Antoine DE), [2176], rue de Lille, n° 80.

NOUVELLE-ORLÉANS (*Howard Memorial library*, à LA) (États-Unis), [2536], représentée par M. Beer, bibliothécaire; correspondant, M. Terquem, libraire, rue Scribe, n° 19.

ODESSA (*Bibliothèque de l'Université impériale de la Nouvelle-Russie*, à) (Russie), [2301], représentée par M. Sesterikof, conservateur; correspondant, M. Gaulon, libraire, rue Madame, n° 46.

OMONT (Henri), [1992], *, archiviste-paléographe, membre de l'Institut, du Comité des travaux historiques et de la Société nationale des Antiquaires de France, conservateur du département des Manuscrits à la Bibliothèque nationale, inspecteur général des bibliothèques, rue Raynouard, n° 17.

ORLÉANS (*Bibliothèque de la ville d'*), [2100], représentée par M. Cagnieul, bibliothécaire; correspondant, M. Delagrave, libraire, rue Soufflot, n° 15.

ORLÉANS (Monsieur le duc D'), [2270]; correspondant, M. F. Doyen, rue de Varenne, n° 59.

OXFORD (*Bibliothèque du Brasenose college*, à) (Angleterre), [2136]; correspondant, M. David Nutt, libraire, à Londres, Shaftesbury Avenue, n° 212.

OXFORD (*Bibliothèque de Lady Margaret Hall*, à) (Angleterre), [2386], représentée par Miss Edith A. Pearson, bibliothécaire; correspondant, M. Terquem, libraire, rue Scribe, n° 19.

PANGE (marquis DE), [2010], O. *, avenue Montaigne, n° 37; correspondant, M. Champion, libraire, quai Malaquais, n° 5.

PANNIER (Jacques), [2260], docteur ès lettres, pasteur de l'Église réformée, directeur de l'École préparatoire de théologie, rue Nollet, n° 103.

PARIS (*Bibliothèque de la Faculté de droit de*), [1883], représentée par M. Bouvy, bibliothécaire, rue Cujas, n° 5; correspondant, M. L. Larose, libraire, rue Soufflot, n° 22.

PARIS (*Bibliothèque de la ville de*), [135], représentée par M. Marcel Poète, conservateur, hôtel Le Peletier de Saint-Fargeau, rue Sévigné, n° 29.

PARIS (*Bibliothèque de l'Université de*), [766], représentée par M. Chate-lain, ✱, membre de l'Institut, conservateur; correspondant, M. Picard, libraire, rue Bonaparte, n° 82.

PARME (*Bibliothèque de la ville de*) (Italie), [2299], représentée par M. Alvisi, bibliothécaire; correspondant, M. Gaulon, libraire, rue Madame, n° 39.

PASSY (Edgard), [1536], ✱, ancien secrétaire d'ambassade, avenue de Messine, n° 27.

PAU (*Bibliothèque de la ville de*), [1592], représentée par M. Loirette, bibliothécaire.

PELAIN (Pierre), [2555], à Bordeaux (Gironde), rue Calvé, n° 19.

PÉREIRE (Alfred), [2572], faubourg Saint-Honoré, n° 35.

PERRET, [1093], O. ✱, ancien conseiller d'État, rue François I^{er}, n° 6.

PERRETTE (Maurice), [2571], à Limoges, cours Jourdan, n° 7.

PHILADELPHIE (*Bibliothèque de l'Université de Pennsylvanie*, à), [2563], (États-Unis); correspondant, M. Stechert, libraire, rue de Condé, n° 16.

PICARD (Auguste), [2455], libraire-éditeur, rue Bonaparte, n° 82.

PIMODAN (comte Pierre DE), [2570], rue de l'Université, n° 98.

POITIERS (*Bibliothèque de l'Université de*), [2094], représentée par M. Vacher de Lapouge, bibliothécaire; correspondant, M. Le Soudier, libraire, boulevard Saint-Germain, n° 174.

POMMEREAU (DE), [2513], rue des Belles-Feuilles, n° 65.

* **POUPARDIN** (René), [2528], ancien membre de l'École française de Rome, secrétaire de l'École des chartes, directeur à l'École des hautes études, membre du Comité des travaux historiques, boulevard Saint-Michel, n° 72.

* **POURTALES** (comte Hubert DE), [2406], rue de l'Élysée, n° 2.

PRÉVOST (Gustave-A.), [1955], ancien magistrat, à Rouen (Seine-Inférieure), rue Chasselièvre, n° 52.

* **PRINET** (Max), [2242], archiviste-paléographe, directeur à l'École pratique des Hautes-Études, auxiliaire de l'Institut, membre du Comité des travaux historiques et de la Société nationale des Antiquaires de France, à Versailles (Seine-et-Oise), rue d'Anjou, n° 10.

* **PROU** (Maurice), [2594], ✱, membre de l'Institut, du Comité des travaux historiques et de la Société nationale des Antiquaires de France, directeur de l'École nationale des chartes, bibliothécaire honoraire à la Bibliothèque nationale, rue Madame, n° 75.

- PUAUX** (Frank), [2547], O. ✱, pasteur de l'Église réformée, président de la Société de l'Histoire du Protestantisme français, boulevard Raspail, n° 41.
- RAGUENET DE SAINT-ALBIN** (Octave), [1804], archiviste-paléographe, à Orléans (Loiret), rue d'Illiers, n° 17.
- RAYNAUD** (M^{me} Gaston), [2541], avenue de Villiers, n° 130.
- * **RAYNAUD** (Marc), [2363], ancien sous-bibliothécaire à la bibliothèque Mazarine, avenue des Champs-Élysées, n° 120.
- REIMS** (*Bibliothèque de la ville de*), [2135], représentée par M. H. Jadart, bibliothécaire; correspondant, M. Michaud, libraire, à Reims (Marne), rue du Cadran-Saint-Pierre, n° 19.
- RENNES** (*Bibliothèque de la ville et de l'Université de*), [1956], représentée par M. Le Hir, bibliothécaire; correspondants, MM. Plihon et Hommay, libraires, à Rennes (Ille-et-Vilaine).
- REY** (Léon), [2581], archiviste-paléographe, rue Denfert-Rochereau, n° 37.
- RHÔNE** (*Archives du département du*), [2597], à Lyon, représentées par M. Guigue, archiviste; correspondant, M. Georg, libraire, à Lyon.
- * **RICHÉ** (Georges), [2560], rue de l'Alboni, n° 7.
- RILLY** (comte François de), [2576], au château d'Oysonville, par Sainville (Eure-et-Loir).
- ROCHETAILLÉE** (M^{me} la baronne Camille de), [2546], rue Chateaubriand, n° 27; correspondant, M. Champion, libraire, quai Malaquais, n° 5.
- ROHAN** (M^{me} la duchesse de), [2443], boulevard des Invalides, n° 35, et au château de Josselin (Morbihan).
- ROMANA DI STORIA PATRIA** (*Società*), [2362], à Rome, bibliothèque Vallicellane.
- ROME** (*Biblioteca nazionale Vittorio-Emmanuele*, à), [2584], représentée par M. G. Bonazzi, directeur; correspondant, M. Champion, libraire, quai Malaquais, n° 5.
- ROTHSCHILD** (baron Edmond de), [1183], rue du Faubourg-Saint-Honoré, n° 41.
- ROTHSCHILD** (baron Henri de), [2222], rue du Faubourg-Saint-Honoré, n° 33.
- ROTHSCHILD** (M^{me} la baronne James de), [1962], avenue de Friedland, n° 42.
- ROTT** (Édouard), [1946], O. ✱, avenue du Président-Wilson, n° 50.
- ROUEN** (*Bibliothèque de la Cour d'appel de*), [1884], représentée par M. le conseiller Robillard, questeur de la Cour, à Rouen (Seine-Inférieure).

ROUEN (*Bibliothèque de la ville de*), [2012], représentée par M. Labrosse, bibliothécaire; correspondant, M. Lestringant, libraire, à Rouen (Seine-Inférieure).

ROUSSEAU (François), [2601], boulevard Raspail, n° 276.

*ROUSSIER (Paul), [2461], archiviste-paléographe, rue Dupont-des-Loges, n° 8.

ROUSSIGNÉ (Charles), [2589], rue Bayard, n° 8.

ROY (Maurice), [2008], conseiller référendaire à la Cour des comptes, avenue Rapp, n° 20.

SABATIER D'ESPEYRAN (Frédéric), [2420], attaché à l'ambassade de France à Saint-Petersbourg, rond-point des Champs-Élysées, n° 9.

SAINT-ANDREWS (*Bibliothèque de l'Université de*) (Écosse), [2484], représentée par M. J. Maitland-Anderson, bibliothécaire.

SAINT-DENIS (*Bibliothèque de la ville de*), [2357], représentée par M. le Bibliothécaire.

SAINTES (*Bibliothèque de la ville de*), [2408], représentée par M. Dangi-baud, bibliothécaire; correspondant, M. A. Picard, libraire, rue Bonaparte, n° 82.

SAINT-FIRMIN (M^{lle} Jane HAZON DE), [2487], au château de Pallean, à Levet (Cher).

SAINT-MAUR-SUR-LOIRE (*Bibliothèque des RR. PP. Bénédictins de l'abbaye de*), [2303], représentée par Dom Albert Noël, bibliothécaire, à Clervaux (grand-duché de Luxembourg).

SAINT-NAZAIRE (*Bibliothèque de la ville de*), [2185], représentée par M. Richet, bibliothécaire; correspondant, M. Champion, libraire, quai Malaquais, n° 5.

SANCY DE ROLLAND (baron LELOUP DE), [1373], ✱, ancien auditeur au Conseil d'État, rue de Monceau, n° 62.

SCHONEN (baron E. DE), [2385], manoir de Lesbi'ch, à Plestin-les-Grèves (Côtes-du-Nord).

SÉGUR (comte Louis DE), [2247], rue La Boétie, n° 44.

SEILLIÈRE (baron Léon), [2366], avenue Georges V, n° 41.

*SEMICHON (Charles), [1964], O. ✱, inspecteur général honoraire des finances, rue Cassette, n° 27.

SÉNAT (*Bibliothèque du*), [956], représentée par M. Samuel, ✱, bibliothécaire; correspondant, M. Pedone-Lauriel, libraire, rue Soufflot, n° 13.

SERVOIS (Gustave), [1136], O. ✱, archiviste-paléographe, directeur honoraire des Archives, membre du Comité des travaux historiques, boulevard Malesherbes, n° 101.

- ***SCHEINÉE** (Frédéric), [2329], ancien membre de l'École française de Rome, archiviste principal aux Archives nationales, rue de Verneuil, n° 40.
- SOLESMES** (*Bibliothèque des RR. PP. Bénédictins de l'abbaye de*), [1661], représentée par Dom Cagin, bibliothécaire, à Quarr Abbey, Ryde (île de Wight, Angleterre); correspondant, M. A. Picard, libraire, rue Bonaparte, n° 82.
- ***SOMMIER** (Edme), [2499], quai d'Orsay, n° 57.
- ***SOUCAILLE** (Antonin), [2507], à Béziers (Hérault), rue Diderot, n° 2.
- STATHAM** (le Révérend S.-P.-H.), [2387], ancien lieutenant-colonel au corps des chapelains de l'armée anglaise, à Parkhurst (île de Wight, Angleterre), Chaplains house on H. M. Prisons.
- ***STEIN** (Henri), [2084], conservateur aux Archives nationales, membre du Comité des travaux historiques et de la Société nationale des Antiquaires de France, rue Gay-Lussac, n° 38.
- STOCKHOLM** (*Bibliothèque royale de*), [2481], représentée par M. E.-W. Dahlgren, conservateur en chef; correspondant, M. Champion, libraire, quai Malaquais, n° 5.
- STRASBOURG** (*Bibliothèque de l'Université de*), [2300].
- TALHOUËT-ROY** (marquis DE), [2023], avenue Bosquet, n° 2, et au château du Lude (Sarthe).
- ***TARDIF** (E.-J.), [2114], archiviste-paléographe, avocat à la Cour d'appel de Paris, membre de la Société nationale des Antiquaires de France, cité Vaneau, n° 8.
- TERREBASSE** (Humbert DE), [1948], ✱, au château de Terrebasse, par Rousillon (Isère).
- ***TEULET** (Raymond), [1933], archiviste du département des Landes, bibliothécaire de la ville de Mont-de-Marsan, archiviste honoraire aux Archives nationales, à Mont-de-Marsan (Landes).
- ***TEXIER** (René), [2502], boulevard du Montparnasse, n° 4.
- THIERS** (*Bibliothèque de la Fondation*), [2324], représentée par M. Boutroux, membre de l'Académie française, directeur, rond-point Bugeaud, n° 5.
- TOCQUEVILLE** (comte DE), [2251], rue Chanaleilles, n° 4.
- TORONTO** (*Bibliothèque de l'Université de*) (Canada), [2257], représentée par M. Hornby Langton, bibliothécaire; correspondant, M. Terquem, libraire, rue Scribe, n° 19.
- TOULOUSE** (*Bibliothèque de la ville de*), [2082], représentée par M. Guitard, bibliothécaire; correspondant, M. Privat, libraire, à Toulouse (Haute-Garonne), rue des Arts, n° 14.

TOULOUSE (*Bibliothèque de l'Université de*), [2037], représentée par M. Crouzel, bibliothécaire; correspondant, M. Privat, libraire, à Toulouse (Haute-Garonne), rue des Arts, n° 14.

TOURNOÛR (Henri), [2115], archiviste-paléographe, conseiller général du département de l'Orne, ancien attaché aux archives du ministère des Affaires étrangères, boulevard Raspail, n° 5.

TREUILLE (Raoul), [2428], au château de Chitré, par Vouneuil-sur-Vienne (Vienne).

TRIGER (Robert), [2478], président de la Société historique et archéologique du Maine, au château des Talvasières, par le Mans (Sarthe).

TROYES (*Bibliothèque de la ville de*), [1754], représentée par M. Morel-Payen, bibliothécaire; correspondant, M. Paton, libraire, à Troyes (Aube).

TUNIS (*Bibliothèque de la ville de*) (Tunisie), [2532], représentée par M. Louis Barbeau *, bibliothécaire; correspondant, M. Champion, libraire, quai Malaquais, n° 5.

TURIN (*Bibliothèque nationale, à*) (Italie), [2347], représentée par M. Avetta, bibliothécaire en chef; correspondants, MM. Bocca frères, libraires, à Turin.

UNION (*Bibliothèque du Cercle de l'*), [2446], boulevard de la Madeleine, n° 11, représentée par M. le gérant du cercle.

UPSAL (*Bibliothèque de l'Université d'*) (Suède), [2294], représentée par M. Axel Andersson, bibliothécaire en chef; correspondant, Akademiska Bokhandeln, à Upsal; M. Per Lamm, libraire, rue de Lille, n° 7.

URBANA (*Bibliothèque de l'Université d'Illinois, à*) (États-Unis), [2534], représentée par M. Ph. L. Windsor, bibliothécaire; correspondant, M. Stechert, libraire, rue de Condé, n° 16.

URSEAU (l'abbé), [2354], chanoine de la cathédrale, à Angers (Maine-et-Loire), parvis Saint-Maurice.

UTRECHT (*Bibliothèque de l'Université d'*) (Hollande), [2328], représentée par M. Van Someren, bibliothécaire; correspondant, MM. Vanderhoeft et C^{ie}, rue Saint-Martin, n° 239.

* **VAISSIÈRE** (Pierre de), [2330], docteur ès lettres, archiviste principal aux Archives nationales, rue des Francs-Bourgeois, n° 60.

* **VALOIS** (M^{lle} Cécile), [2592], rue de l'Abbaye, n° 13.

VALOIS (Charles) [2593], archiviste-paléographe, rue de l'Abbaye, n° 13.

VATICAN (*Bibliothèque Apostolique du Palais du*), [2297], représentée par Mgr Ratti, préfet, à Rome; correspondant, M. Picard, libraire, rue Bonaparte, n° 82.

- VENISE** (*Bibliothèque de Saint-Marc*, à), [2521], représentée par M. C. Frati, directeur; correspondant, M. Champion, libraire, quai Malaquais, n° 5.
- VERSAILLES** (*Bibliothèque de la ville de*), [2127], représentée par M. Hirschauer, bibliothécaire; correspondant, M. Jousse, libraire, à Versailles (Seine-et-Oise), rue de la Paroisse, n° 65.
- * **VESNITCH** (Milenko), [2529], O. ✱, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire de Serbie en France, rue Léonce-Reynaud, n° 7.
- * **VIARD** (Jules), [2188], conservateur adjoint aux Archives nationales, à Saint-Mandé (Seine), avenue Gambetta, n° 17.
- VIGNAT**, [1811], à Orléans (Loiret), cloître Saint-Aignan, n° 7.
- VINCK DE DEUX-ORP** (baron DE), [2514], ministre plénipotentiaire de Belgique, rue de Presbourg, n° 12.
- * **VINDRY** (Fleury), [2489], à Francheville-le-Haut (Rhône).
- VIRE** (*Bibliothèque de la ville de*), [2296], représentée par M. Lelièvre, bibliothécaire.
- WALCKENAER** (baron), [2506], O. ✱, inspecteur général des Mines, boulevard Saint-Germain, n° 218.
- WASHINGTON** (*Bibliothèque du Congrès*, à) (États-Unis), [2422], représentée par M. Putnam, bibliothécaire; correspondant, M. Terquem, libraire, rue Scribe, n° 19.
- * **WENDEL** (Humbert DE), [2475], rue de Clichy, n° 10.
- ZURICH** (*Bibliothèque de la ville de*) (Suisse), [1830], représentée par M. le Dr Hermann Escher, conservateur; correspondant, M. Gamber, libraire, rue Danton, n° 7.
-

BIBLIOTHÈQUES ASSOCIÉES.

- BIBLIOTHÈQUE MÉJANES, à AIX, [M. AUDE, n° 687].
- de l'UNIVERSITÉ D'AIX, [M. FLEURY, n° 2083].
 - de l'ÉTAT DE NEW-YORK, à ALBANY, [n° 2373].
 - de l'UNIVERSITÉ D'ALGER, [M. PAOLI, n° 2081].
 - de la SOCIÉTÉ DES ANTIQUAIRES DE PICARDIE, à AMIENS, [n° 2336].
 - de l'UNIVERSITÉ D'AMSTERDAM, [M. BURGER junior, n° 2351].
 - de la ville d'ANGERS, [M. le bibliothécaire, n° 2117].
 - de l'ÉCOLE DES HAUTES ÉTUDES DE SAINT-AUBIN, à ANGERS, [Mgr PASQUIER, n° 2189].
 - de l'UNIVERSITÉ DE MICHIGAN, à ANN ARBOR, [n° 2566].
 - de la ville d'AVIGNON, [M. J. GIRARD, n° 645].
 - de l'UNIVERSITÉ DE BALE, [M. le D^r Ch. BERNOULLI, n° 2282].
 - de l'UNIVERSITÉ JOHN HOPKINS, à BALTIMORE, [M. L. RANEY, n° 2531].
 - de la ville de BAYONNE, [M. le bibliothécaire, n° 1407].
 - de la ville de BEAUVAIS, [M. BOUCHER, n° 2052].
 - de l'UNIVERSITÉ DE CALIFORNIE, à BERKELEY, [M. J.-C. ROWELL, n° 2415].
 - de la ville de BERNE, [M. DE MÜLINEN, n° 2353].
 - de la ville de BESANÇON, [M. G. GAZIER, n° 1371].
 - de l'UNIVERSITÉ DE BESANÇON, [M. PRIEUR, n° 2055].
 - de la ville de BLOIS, [M. le bibliothécaire, n° 2288].
 - de l'UNIVERSITÉ DE BORDEAUX, [M. TEULIÉ, n° 2118].
 - de la ville de BOSTON, [M. WADLIN, n° 2235].
 - du BOSTON ATHENÆUM, à BOSTON [n° 2598].
 - de la ville de BOURGES, [M. BÉREUX, n° 2371].
 - de S. M. LE ROI DES BELGES, à BRUXELLES, [M. SCHWEIS-
THEAL, n° 2567].
 - ROYALE DE BELGIQUE, à BRUXELLES, [M. STAINIER, n° 2346].
 - de la SOCIÉTÉ DES BOLLANDISTES, à BRUXELLES, [n° 2356].
 - de la ville de CAEN, [M. SAUVAGE, n° 1015].
 - de l'UNIVERSITÉ DE CAEN, [M. BONNET, n° 2078].
 - de la ville de CAHORS, [M. PALAME, n° 2289].
 - de l'UNIVERSITÉ DE CAMBRIDGE, [M. JENKINSON, n° 2169].
 - du MUSÉE CONDÉ, à CHANTILLY, [M. MACON, n° 2332].
 - de la ville de CHARTRES, [M. le Conservateur, n° 1516].
 - de la ville de CHATEAUDUN, [M. A. LACOSTE, n° 1855].
 - de la ville de CHATEAU-GONTIER, [M. GUILLEMAIN, n° 2180].
 - de la ville de CHATEAURoux, [M. LELONG, n° 2224].
 - NEWBERRY, à CHICAGO, [M. CHATTIN CARLTON, n° 2238].
 - de l'UNIVERSITY OF PRESS, à CHICAGO, [n° 2542].
 - de la ville et de l'UNIVERSITÉ DE CLERMONT-FERRAND, [M. J. LAUDE, n° 1937].
 - de la ville de COLMAR, [n° 2578].
 - du château de COMPIÈGNE, [n° 595].
 - ROYALE DE COPENHAGUE, [M. H.-O. LANGE, n° 2291].
 - de la ville de DIEPPE, [M. le bibliothécaire, n° 1054].

- BIBLIOTHÈQUE de la ville de DIJON, [M. OURSEL, n° 1279].
- de l'UNIVERSITÉ DE DIJON, [M. BALLAND, n° 2080].
- SIGNET, à ÉDIMBOURG, [M. John MINTO, n° 2171].
- de la ville d'ÉPERNAY, [M. GRIVEAU, n° 1474].
- de la SOCIÉTÉ D'AGRICULTURE, SCIENCES, ARTS ET BELLES-
LETTRES DE L'EURE, à ÉVREUX, [M. A. DOUCERAIN,
n° 1770].
- NATIONALE DE FLORENCE, [n° 2522].
- du château de FONTAINEBLEAU, [n° 596].
- CANTONALE ET UNIVERSITAIRE DE FRIBOURG, [M. DE DIES-
BACH, n° 2482].
- de la ville de GENÈVE, [M. F. GARDY, n° 1821].
- de la ROSEMARY HALL SCHOOL, à GREENWICH, [Miss RUTZ
REES, n° 2539].
- de la ville de GRENOBLE, [M. le bibliothécaire, n° 948].
- de l'UNIVERSITÉ DE GRENOBLE, [M. NICAUD, n° 1976].
- de la ville du HAVRE, [M. MILLOT, n° 1193].
- de l'UNIVERSITÉ DE HELSINGFORS, [M. W. BOLIN, n° 2349].
- de l'UNIVERSITÉ D'IOWA, [M. Malcolm-G. WYER, n° 2552].
- de la CORNELL UNIVERSITY, à ITHACA, [M. HARRIS, n° 2379].
- de S. M. LE ROI DES BELGES, à BRUXELLES, [M. SCHWEIS-
THAL, n° 2236].
- ROYALE DE LA HAYE, [M. le D^r BYVANCK, n° 2313].
- CANTONALE ET UNIVERSITAIRE DE LAUSANNE, [M. L. DU-
PRAZ, n° 2477].
- de la ville de LAVAL, [M. CABOUR, n° 1852].
- de l'UNIVERSITÉ DE LIÈGE, [M. DELMER, n° 2348].
- de l'abbaye de LIGUGÉ, [Dom Léopold GAUGAIN, n° 2280].
- des FACULTÉS CATHOLIQUES DE LILLE, [M. l'abbé DUBRULLE,
n° 1854].
- de l'UNIVERSITÉ DE LILLE, [M. VANRYCKE, n° 2079].
- de la ville de LIMOGES, [M. CAILLET, n° 1908].
- de l'ATHENÆUM CLUB, à LONDRES, [n° 2168].
- d'INNER TEMPLE, à LONDRES, [M. L. PICKERING, n° 2170].
- de LONDRES, à LONDRES, [M. H. WRIGHT, n° 2271].
- du PUBLIC RECORD OFFICE, à LONDRES, [M. Th. CRAIB, n° 2483].
- de la CHAMBRE DES COMMUNES, à LONDRES, [n° 2588].
- de l'UNIVERSITÉ DE LOUVAIN, [M. DELANNOY, n° 812].
- du COLLÈGE PHILOSOPHIQUE ET THÉOLOGIQUE DE LOUVAIN,
[M. DE CHELLINCK, n° 2559].
- de la ville de LYON, [M. CANTINELLI, n° 2211].
- des ARCHIVES DU RHONE, à LYON, [M. GUIGUE, n° 2597].
- des FACULTÉS CATHOLIQUES DE LYON, [Mgr LAVALLÉE, n° 1851].
- de l'UNIVERSITÉ DE LYON, [M. DREYFUS, n° 1998].
- de JOHN RYLAND, à MANCHESTER, [M. GUPPY, n° 2326].
- de l'UNIVERSITÉ DE MANCHESTER, [M. LEIGH, n° 2491].
- de la ville du MANS, [M. le bibliothécaire, n° 1696].
- de la ville de MANTES, [M. le Maire, n° 1295].
- de la ville de MARSEILLE, [M. le bibliothécaire, n° 1684].
- de la BRERA, à MILAN, [M. CARTA, n° 2480].
- de la ville de MONACO, [M. LABANDE, n° 2524].
- du palais de MONACO, [M. LABANDE, n° 2254].

- BIBLIOTHÈQUE de l'UNIVERSITÉ DE MONTPELLIER, [M. FÉCAMP, n° 2045].
- de SAINT-SULPICE, à MONTRÉAL, [M. E. FAUTEUX, n° 2574].
- de l'ALLIANCE FRANÇAISE, à MOSCOU, [n° 2577].
- de la ville de MOULINS, [M. MAQUET, n° 1365].
- de l'ordre des AVOCATS de MOULINS, [M. BOYRON, n° 1504].
- de la ville de NANCY, [M. FAVIER, n° 850].
- de l'UNIVERSITÉ DE NANCY, [M. DUMONT, n° 2062].
- de YALE-UNIVERSITY, à NEWHAVEN, [M. J.-C. SCHWAB, n° 2319].
- de la ville de NEW-YORK, [n° 2556].
- HOWARD, à LA NOUVELLE-ORLÉANS, [M. BEER, n° 2536].
- de l'UNIVERSITÉ IMPÉRIALE DE LA NOUVELLE-RUSSIE, à ODESSA, [M. SESTERIKOF, n° 2301].
- de la ville d'ORLÉANS, [M. CAGNIEUL, n° 2100].
- du BRAZENOSE COLLEGE, à OXFORD, [n° 2136].
- de LADY MARGARET HALL, à OXFORD, [Miss E. A. PEARSON, n° 2386].
- de la ville de PARIS, [M. POÈTE, n° 135].
- des ARCHIVES NATIONALES, à PARIS, [M. le Directeur des Archives, n° 1147].
- de l'ordre des AVOCATS de PARIS, [M. BOUCHER, n° 720].
- du CERCLE ARTISTIQUE ET LITTÉRAIRE, à PARIS, [n° 2381].
- du CERCLE DE L'UNION, à PARIS, [n° 2446].
- de la CHAMBRE DES DÉPUTÉS, à PARIS, [M. CHERVET, n° 1660].
- de l'ÉCOLE DES HAUTES ÉTUDES, à PARIS, [n° 2126].
- de l'ÉCOLE NATIONALE DES CHARTES, à PARIS, [M. le Directeur, n° 1703].
- de l'ÉCOLE NORMALE SUPÉRIEURE, à PARIS, [M. le Directeur, n° 1617].
- de la FACULTÉ DE DROIT DE PARIS, [M. BOUVY, n° 1883].
- de la FONDATION THIERS, à PARIS, [M. le Directeur, n° 2324].
- de l'INSTITUT CATHOLIQUE DE PARIS, [M. l'abbé LANGLOIS, n° 2207].
- de l'INSTITUT DE FRANCE, à PARIS, [M. REBELLIAU, n° 2394].
- MAZARINE, à PARIS, [M. DE PORTO-RICHE, n° 33].
- du MINISTÈRE DE LA GUERRE, à PARIS, [M. le Bibliothécaire, n° 2361].
- du MINISTÈRE DE LA MARINE, à PARIS, [n° 1102].
- NATIONALE, à PARIS, [M. l'Administrateur général].
- des RR. PP. BÉNÉDICTINS du prieuré de PARIS, [n° 2318].
- des ÉTUDES, revue fondée par les RR. PP. JÉSUITES de PARIS, [M. DOIZÉ, n° 2317].
- du SÉNAT, à PARIS, [M. SAMUEL, n° 956].
- de l'UNIVERSITÉ DE PARIS, [M. CHATELAIN, n° 767].
- ROYALE DE PARME, [M. ALVISI, n° 2299].
- du château de PAU, [n° 597].
- de la ville de PAU, [M. LOIRETTE, n° 1592].
- de l'UNIVERSITÉ DE PENNSYLVANIE, à PHILADELPHIE, [n° 2563].
- de l'UNIVERSITÉ DE POITIERS, [M. VACHER DE LAPOUGE, n° 2094].

- BIBLIOTHÈQUE de la ville de REIMS, [M. H. JADART, n° 2135].
- de la ville de RENNES, [M. LE HIR, n° 1956].
- de l'UNIVERSITÉ DE RENNES, [M. le bibliothécaire, n° 1346].
- de l'ÉCOLE FRANÇAISE DE ROME, [M. le Directeur, n° 2298].
- NATIONALE VICTOR-EMMANUEL, à ROME, [M. BONAZZI, n° 2584].
- de la SOCIETÀ ROMANA DI STORIA PATRIA, à ROME, [n° 2362].
- du palais du VATICAN, à ROME, [Mgr Ratti, n° 2297].
- de la ville de ROUEN, [M. LABROSSE, n° 2012].
- de la COUR D'APPEL DE ROUEN, [M. ROBILLARD, n° 1884].
- de l'UNIVERSITÉ DE SAINT-ANDREWS, [M. MAITLAND-ANDERSON, n° 2484].
- de la ville de SAINT-DENIS, [n° 2357].
- de l'abbaye de SAINT-MAUR-SUR-LOIRE, [Dom Albert NOËL, n° 2303].
- de la ville de SAINT-NAZAIRE, [M. RICHEL, n° 2185].
- de la ville de SAINTES, [M. DANGIBEAUD, n° 2408].
- de l'abbaye de SOLESMES, [Dom CAGIN, n° 1661].
- ROYALE DE STOCKHOLM, [M. E.-W. DAHLGREN, n° 2481].
- de l'UNIVERSITÉ DE STRASBOURG, [n° 2300].
- de DOWNSIDE ABBEY, à STRATTON-ON-THE-FOSSE, [M. le Bibliothécaire, n° 2573].
- de l'UNIVERSITÉ DE TORONTO, [M. H. H. LANGTON, n° 2257].
- de la ville de TOULOUSE, [M. GUITARD, n° 2082].
- des ARCHIVES DE LA HAUTE-GARONNE, à TOULOUSE, [M. PASQUIER, n° 2069].
- de la SOCIÉTÉ ARCHÉOLOGIQUE DU MIDI DE LA FRANCE, à TOULOUSE, [n° 2158].
- de l'UNIVERSITÉ DE TOULOUSE, [M. CROUZEL, n° 2037].
- de la ville de TROYES, [M. MOREL-PAYEN, n° 1754].
- de la ville de TUNIS, [M. BARBEAU, n° 2532].
- NATIONALE, à TURIN, [M. AVETTA, n° 2347].
- de l'UNIVERSITÉ D'UPSAL, [M. AXEL-ANDERSON, n° 2294].
- de l'UNIVERSITÉ D'ILLINOIS, à URBANA, [M. Ph. L. WINDSOR, n° 2534].
- de l'UNIVERSITÉ D'UTRECHT, [M. VAN SOMEREN, n° 2328].
- de SAINT-MARC, à VENISE, [M. FRATI, n° 2521].
- du château de VERSAILLES, [n° 598].
- de la ville de VERSAILLES, [M. HIRSCHAUER, n° 2127].
- de la ville de VIRE, [M. LELIÈVRE, n° 2296].
- du CONGRÈS, à WASHINGTON, [M. PUTNAM, n° 2422].
- de la ville de ZÜRICH, [M. le Dr H. ESCHER, n° 1830].
-

SOCIÉTÉS CORRESPONDANTES DE LA SOCIÉTÉ DE L'HISTOIRE
DE FRANCE.

EN FRANCE.

- ACADÉMIE DES SCIENCES, ARTS ET BELLES-LETTRES DE CAEN.
 ACADÉMIE DES SCIENCES, ARTS ET BELLES-LETTRES DE DIJON.
 ACADÉMIE DES SCIENCES, ARTS ET BELLES-LETTRES DE MACON.
 ACADÉMIE DES SCIENCES, LETTRES ET ARTS D'ARRAS.
 ASSOCIATION PHILOTECHNIQUE, à Paris.
 COMMISSION DES ANTIQUITÉS ET DES ARTS DU DÉPARTEMENT DE SEINE-
 ET-OISE, à Versailles.
 SOCIÉTÉ ACADÉMIQUE DE L'AUBE, à Troyes.
 SOCIÉTÉ ACADÉMIQUE DE NANTES.
 SOCIÉTÉ ACADÉMIQUE DES SCIENCES, ARTS ET BELLES-LETTRES DE SAINT-
 QUENTIN.
 SOCIÉTÉ ARCHÉOLOGIQUE DE RAMBOUILLET.
 SOCIÉTÉ ARCHÉOLOGIQUE D'EURE-ET-LOIR, à Chartres.
 SOCIÉTÉ ARCHÉOLOGIQUE DU MIDI DE LA FRANCE, à Toulouse.
 SOCIÉTÉ ARCHÉOLOGIQUE ET HISTORIQUE DE L'ORLÉANAIS, à Orléans.
 SOCIÉTÉ ARCHÉOLOGIQUE, SCIENTIFIQUE ET LITTÉRAIRE DE BÉZIERS.
 SOCIÉTÉ BELFORTAINE D'ÉMULATION.
 SOCIÉTÉ D'AGRICULTURE, SCIENCES ET ARTS DU DÉPARTEMENT DU NORD,
 à Douai.
 SOCIÉTÉ DE L'HISTOIRE DU PROTESTANTISME FRANÇAIS, à Paris.
 SOCIÉTÉ D'ÉMULATION DE LA HAUTE-SAÔNE, à Vesoul.
 SOCIÉTÉ D'ÉMULATION DE LA VENDÉE, à la Roche-sur-Yon.
 SOCIÉTÉ D'ÉMULATION DE ROUBAIX.
 SOCIÉTÉ D'ÉMULATION ET DES BEAUX-ARTS DU BOURBONNAIS, à Moulins.
 SOCIÉTÉ DES ANTIQUAIRES DE LA MORINIE, à Saint-Omer.
 SOCIÉTÉ DES ANTIQUAIRES DE NORMANDIE, à Caen.
 SOCIÉTÉ DES ANTIQUAIRES DE L'OUEST, à Poitiers.
 SOCIÉTÉ DES ANTIQUAIRES DE PICARDIE, à Amiens.
 SOCIÉTÉ DES SCIENCES HISTORIQUES ET NATURELLES DE L'YONNE, à Auxerre.
 SOCIÉTÉ D'ÉTUDES DES HAUTES-ALPES, à Gap.
 SOCIÉTÉ D'HISTOIRE ET D'ARCHÉOLOGIE, à Chalon-sur-Saône.
 SOCIÉTÉ HISTORIQUE DE COMPIÈGNE.
 SOCIÉTÉ LIBRE D'AGRICULTURE, SCIENCES, ARTS ET BELLES-LETTRES DU
 DÉPARTEMENT DE L'EURE, à Évreux.
 SOCIÉTÉ NATIONALE D'AGRICULTURE, SCIENCES ET ARTS D'ANGERS.
 SOCIÉTÉ NATIONALE DES ANTIQUAIRES DE FRANCE, à Paris.

EN PAYS ÉTRANGERS.

- ACADÉMIE ROYALE DE BELGIQUE, à Bruxelles.

COMITÉ DE PUBLICATION DES ANALECTES POUR SERVIR A L'HISTOIRE ECCLE-
SIASTIQUE DE LA BELGIQUE, à Louvain.

INSTITUT ARCHÉOLOGIQUE LIÉGEOIS.

INSTITUT D'ÉTUDES CATALANES, à Barcelone.

INSTITUT SMITHSONIEN, à Washington.

MUSÉE NATIONAL SUISSE, à Zurich.

ROYAL HISTORICAL SOCIETY, à Londres.

SOCIÉTÉ D'ARCHÉOLOGIE DE BRUXELLES.

SOCIÉTÉ D'ART ET D'HISTOIRE DU DIOCÈSE DE LIÈGE.

SOCIÉTÉ D'HISTOIRE DE LA SUISSE ROMANDE, à Lausanne.

SOCIÉTÉ D'HISTOIRE ET D'ARCHÉOLOGIE DE GENÈVE.

SOCIÉTÉ HISTORIQUE DU MASSACHUSETTS, à Boston.

SOCIÉTÉ HISTORIQUE ET ARCHÉOLOGIQUE DE BALE.

SOCIÉTÉ HISTORIQUE ET ARCHÉOLOGIQUE DE Tournai.

SOCIÉTÉ PHILOSOPHIQUE AMÉRICAINE, à Philadelphie.

LISTE

DES

MEMBRES DU CONSEIL D'ADMINISTRATION,

avec l'indication des années où cessent leurs fonctions.

1918.	1919.
MM. ANTIOCHE (D').	MM. BARANTE (DE).
BAGUENAUT DE PUCHESSE.	BEAUCHESNE (DE).
BOISLISLE (DE).	BRUEL.
COCHIN (H.).	CONTENSON (DE).
KERMAINGANT (DE).	COVILLE.
LECESTRE.	DELAUVAUD.
MORANVILLE.	LA FORCE (DE).
OMONT.	POUPARDIN.
PRINET.	ROTT.
SCHNÉE.	SERVOIS.
1920.	1921.
MM. AUBRY-VITET.	MM. BOULAY DE LA MEURTHE.
BERGER (É.).	DELABORDE (FR.).
COURCEL (DE).	DELACHENAL.
COURTEAULT.	DURRIEU.
DUPONT-FERRIER.	GUILHIERMOZ.
LELONG.	HANOTAUX.
MANDROT (DE).	IMBART DE LA TOUR.
PROU.	LANGLOIS.
ROY (Maurice).	LEFÈVRE-PONTALIS (G.).
STEIN.	VAISSIÈRE (DE).

BUREAU DE LA SOCIÉTÉ NOMMÉ EN JUIN 1917.

<i>Président.</i>	MM. Germain LEFÈVRE-PONTALIS.
<i>Vice-Présidents.</i> . . .	M. ROY et H. STEIN.
<i>Secrétaire.</i>	R. DELACHENAL.
<i>Secrétaire adjoint.</i> . .	H. COURTEAULT.
<i>Trésorier-Archiviste.</i> }	L. LECESTRE.
<i>Bibliothécaire.</i> }	
<i>Censeurs.</i>	Ch. DE LASTEYRIE et G. DAUMET.

BUREAU DE LA SOCIÉTÉ NOMMÉ EN JUIN 1918.

<i>Président</i>	MM. HENRI STEIN.
<i>Vice-Présidents</i> . . .	BAGUENAUT DE PUCHESSE et A. COVILLE.
<i>Secrétaire</i>	R. DELACHENAL.
<i>Secrétaire adjoint</i> . .	H. COURTEAULT.
<i>Trésorier-Archiviste</i> . }	L. LECESTRE.
<i>Bibliothécaire</i> }	
<i>Censeurs</i>	CH. DE LASTEYRIE et G. DAUMET.

COMITÉ DE PUBLICATION.

MM.	MM.
BOULAY DE LA MEURTHE.	DELABORDE.
H. COCHIN.	DE MANDROT.
DE COURCEL.	OMONT.

COMITÉ DES FONDS.

MM.	MM.
DE BARANTE.	MORANVILLÉ.
DURRIEU.	ROY (M.).

JOURS DES SÉANCES

DE LA SOCIÉTÉ DE L'HISTOIRE DE FRANCE

PENDANT L'ANNÉE 1918.

8 janvier.	7 Mai.
5 février.	4 Juin.
5 Mars.	5 novembre.
9 avril.	3 décembre.

Le Conseil d'administration de la Société se réunit pendant la guerre à l'École des chartes (rue de la Sorbonne, n° 19), à quatre heures un quart, le premier mardi des mois où le bureau juge à propos de le convoquer. Tous les membres de la Société ont le droit d'assister aux séances.

La séance du 7 mai est celle de l'Assemblée générale de la Société.

ORDRE DE PUBLICATION

DES OUVRAGES ÉDITÉS PAR LA SOCIÉTÉ

DEPUIS L'ANNÉE 1892.

(Voir, pour l'ordre de publication des 256 volumes édités par la Société depuis sa fondation jusqu'en l'année 1891, les *Annuaire-Bulletins* de 1863 à 1891.)

1892.

257. MÉMOIRES DE DU PLESSIS-BESAÏON 20 mai 1892.
 258. HISTOIRE UNIVERSELLE D'AGR. D'AUBIGNÉ, t. VI . . . 25 août 1892.
 259. EXTR. DES AUTEURS GRECS CONCERN. LES GAULES, t. VI. 30 nov. 1892.
 260. MÉMOIRES DU MARÉCHAL DE VILLARS, t. V. 25 mars 1893.
 261. ANNUAIRE-BULLETIN, t. XXIX. Année 1892.

1893.

262. CHRONOGRAPHIA REGUM FRANCORUM, t. II 15 avril 1893.
 263. HISTOIRE DE GASTON IV, COMTE DE FOIX, t. I. . . . 30 avril 1893.
 264. CHRONIQUES DE LOUIS XII, PAR JEAN D'AUTON, t. III. 25 oct. 1893.
 265. HISTOIRE UNIVERSELLE D'AGR. D'AUBIGNÉ, t. VII. . . 15 nov. 1893.
 266. ANNUAIRE-BULLETIN, t. XXX. Année 1893.

1894.

267. MÉMOIRES DE GOURVILLE, t. I 15 mars 1894.
 268. L'HISTOIRE DE GUILLAUME LE MARÉCHAL, t. II 10 juill. 1894.
 269. CHRONIQUES DE J. FROISSART, t. IX. 1^{er} août 1894.
 270. JOURNAL DE JEAN DE ROYE, t. I. 25 nov. 1894.
 271. ANNUAIRE-BULLETIN, t. XXXI. Année 1894.

1895.

272. MÉMOIRES DE GOURVILLE, t. II. 24 déc. 1894.
 273. CHRONIQUES DE LOUIS XII, PAR JEAN D'AUTON, t. IV. 10 avril 1895.
 274. LETTRES DE LOUIS XI, t. V 20 juill. 1895.

275. HISTOIRE UNIVERSELLE D'AGR. D'AUBIGNÉ, t. VIII . . . 25 oct. 1895.
 276. ANNUAIRE-BULLETIN, t. XXXII. Année 1895.

1896.

277. HISTOIRE DE GASTON IV, COMTE DE FOIX, t. II 5 déc. 1895.
 278. CHRONIQUE DE RICHARD LESCOT 25 mars 1896.
 279. JOURNAL DE JEAN DE ROYE, t. II 20 juin 1896.
 280. BRANTÔME, SA VIE ET SES ÉCRITS 5 juillet 1896.
 281. ANNUAIRE-BULLETIN, t. XXXIII. Année 1896.

1897.

282. CHRONIQUES DE J. FROISSART, t. X 1^{er} août 1896.
 283. HISTOIRE UNIVERSELLE D'AGR. D'AUBIGNÉ, t. IX . . . 15 mars 1897.
 284. CHRONOGRAPHIA REGUM FRANCORUM, t. III. 20 nov. 1897.
 285. JOURNAL DE JEAN BARRILLON, t. I. 15 déc. 1897.
 286. ANNUAIRE-BULLETIN, t. XXXIV. Année 1897.

1898.

287. LETTRES DE LOUIS XI, t. VI 20 janv. 1898.
 288. LETTRES DE CHARLES VIII, t. I 20 mars 1898.
 289. MÉMOIRES DU CHEVALIER DE QUINCY, t. I 20 nov. 1898.
 290. CHRONIQUE D'ANTONIO MOROSINI, t. I 30 nov. 1898.
 291. ANNUAIRE-BULLETIN, t. XXXV. Année 1898.

1899.

292. CHRONIQUE D'ANTONIO MOROSINI, t. II 20 mai 1899.
 293. MÉMOIRES DU CHEVALIER DE QUINCY, t. II. 5 juillet 1899.
 294. CHRONIQUES DE J. FROISSART, t. XI. 15 oct. 1899.
 295. JOURNAL DE JEAN BARRILLON, t. II. 5 déc. 1899.
 296. ANNUAIRE-BULLETIN, t. XXXVI. Année 1899.

1900.

297. LETTRES DE LOUIS XI, t. VII. 30 avril 1900.
 298. LETTRES DE CHARLES VIII, t. II 20 juill. 1900.
 299. DOC. POUR SERVIR A L'HIST. DE L'INQUISITION, 1^{re} part. 20 août 1900.
 300. DOC. POUR SERVIR A L'HIST. DE L'INQUISITION, 2^e part. 20 août 1900.
 301. ANNUAIRE-BULLETIN, t. XXXVII. Année 1900.

1901.

302. MÉMOIRES DU VICOMTE DE TURENNE 20 janv. 1901.
 303. CHRONIQUE D'ANTONIO MOROSINI, t. III. 15 avril 1901.
 304. L'HISTOIRE DE GUILLAUME LE MARÉCHAL, t. III. . . . 23 oct. 1901.
 305. MÉMOIRES DU CHEVALIER DE QUINCY, t. III 15 nov. 1901.
 306. ANNUAIRE-BULLETIN, t. XXXVIII. Année 1901.

1902.

307. CHRONIQUE DE PERCEVAL DE CAGNY 15 janv. 1902.
 308. CHRONIQUE D'ANTONIO MOROSINI, t. IV 15 janv. 1902.
 309. JOURNAL DE JEAN VALLIER, t. I 30 janv. 1902.
 310. LETTRES DE CHARLES VIII, t. III 30 août 1902.
 311. ANNUAIRE-BULLETIN, t. XXXIX. Année 1902.

1903.

312. LETTRES DE LOUIS XI, t. VIII 8 août 1902.
 313. LETTRES DE CHARLES VIII, t. IV 15 mai 1903.
 314. MÉMOIRES DE SAINT-HILAIRE, t. I 5 nov. 1903.
 315. JOURNAL DE CLÉMENT DE FAUQUEMBERGUE, t. I . . . 10 nov. 1903.
 316. ANNUAIRE-BULLETIN, t. XL. Année 1903.

1904.

317. CHRONIQUE DE JEAN LE BEL, t. I 20 juill. 1904.
 318. MÉMOIRES DU MARÉCHAL DE VILLARS, t. VI 15 oct. 1904.
 319. LETTRES DE LOUIS XI, t. IX 15 mars 1905.
 320. MÉMORIAUX DU CONSEIL DE LOUIS XIV, t. I 1^{er} mai 1905.
 321. ANNUAIRE-BULLETIN, t. XLI. Année 1904.

1905.

322. LETTRES DE CHARLES VIII, t. V 20 nov. 1905.
 323. CHRONIQUE DE GILLES LE MUISIT. 15 janv. 1906.
 324. CHRONIQUE DE JEAN LE BEL, t. II 15 avril 1906.
 325. MÉMORIAUX DU CONSEIL DE LOUIS XIV, t. II 1^{er} oct. 1906.
 326. RAPPORTS ET NOTICES SUR LES MÉMOIRES DU CARDINAL
 DE RICHELIEU, fasc. I et II.
 327. ANNUAIRE-BULLETIN, t. XLII. Année 1905.

1906.

328. MÉMOIRES DU COMTE DE SOUVIGNY, t. I 15 oct. 1906.
 329. MÉMOIRES DE SAINT-HILAIRE, t. II 1^{er} avril 1907.
 330. MÉMOIRES DU COMTE DE SOUVIGNY, t. II 15 déc. 1907.
 331. RAPPORTS ET NOTICES SUR LES MÉMOIRES DU CARDINAL
 DE RICHELIEU, fasc. III (complément du t. I).
 332. ANNUAIRE-BULLETIN, t. XLIII. Année 1906.

1907.

333. MÉMORIAUX DU CONSEIL DE LOUIS XIV, t. III 15 janv. 1908.
 334. RAPPORTS ET NOTICES SUR LES MÉMOIRES DU CARDINAL
 DE RICHELIEU, fasc. IV.
 335. MÉMOIRES DU CARDINAL DE RICHELIEU, t. I 10 mai 1908.
 336. LETTRES DE LOUIS XI, t. X 10 août 1908.
 337. ANNUAIRE-BULLETIN, t. XLIV. Année 1907.

1908.

338. MÉMOIRES DE MARTIN ET GUILLAUME DU BELLAY, t. I. 1^{er} nov. 1908.
 339. MÉMOIRES DU COMTE DE SOUVIGNY, t. III. 15 mars 1909.
 340. MÉMOIRES DU CARDINAL DE RICHELIEU, t. II 1^{er} août 1909.
 341. MÉMOIRES DE SAINT-HILAIRE, t. III. 15 sept. 1909.
 342. ANNUAIRE-BULLETIN, t. XLV. Année 1908.

1909.

343. HISTOIRE UNIVERSELLE D'AGR. D'AUBIGNÉ, t. X 30 oct. 1909.
 344. MÉMOIRES DU MARÉCHAL DE TURENNE, t. I. 15 déc. 1909.
 345. LETTRES DE LOUIS XI, t. XI. 10 mars 1910.
 346. JOURNAL DE CLÉMENT DE FAUQUEMBERGUE, t. II. . . . 31 mai 1910.
 347. ANNUAIRE-BULLETIN, t. XLVI. Année 1909.

1910.

348. CHRONIQUE DES RÈGNES DE JEAN II ET CHARLES V, t. I. 15 juin 1910.
 349. MÉMOIRES DU MARÉCHAL D'ESTRÉES 15 sept. 1910.
 350. MÉMOIRES DE MARTIN ET GUILLAUME DU BELLAY, t. II. 1^{er} oct. 1910.
 351. CORRESPONDANCE DE VIVONNE SUR L'EXPÉDITION DE
 CANDIE. 15 déc. 1910.
 352. ANNUAIRE-BULLETIN, t. XLVII. Année 1910.

1911.

353. CHRONIQUE DE MORÉE 1^{er} avril 1911.
 354. MÉMOIRES DE SAINT-HILAIRE, t. IV 1^{er} oct. 1911.
 355. CORRESPONDANCE DU CHEVALIER DE SÉVIGNÉ 30 déc. 1911.
 356. MÉMOIRES DE MARTIN ET GUILLAUME DU BELLAY, t. III. 1^{er} mai 1912.
 357. ANNUAIRE-BULLETIN, t. XLVIII. Année 1911.

1912.

358. MÉMOIRES DU CARDINAL DE RICHELIEU, t. III 15 juin 1912.
 359. JOURNAL DE JEAN VALLIER, t. II. 15 sept. 1912.
 360. LETTRES DU DUC DE BOURGOGNE, t. I 10 déc. 1912.
 361. MÉMOIRES DE BEAULIEU-PERSAC 15 mars 1913.
 362. ANNUAIRE-BULLETIN, t. XLIX. Année 1912.

1913.

363. MÉMOIRES DU MARÉCHAL DE FLORANGE, t. I. 1^{er} avril 1913.
 364. MÉMOIRES DU MARÉCHAL DE TURENNE, t. II 15 févr. 1914.
 365. HISTOIRE DE LA LIGUE, t. I. 15 mars 1914.
 366. CORRESPONDANCE DE VIVONNE SUR L'EXPÉDITION DE
 MESSINE, t. I. 30 mai 1914.
 367. ANNUAIRE-BULLETIN, t. L. Année 1913.

1914.

368. MÉMOIRES DE SAINT-HILAIRE, t. V. 15 févr. 1915.
 369. RAPPORTS ET NOTICES SUR LES MÉMOIRES DU CARDINAL
 DE RICHELIEU, fasc. V (complément du t. II). . .
 370. CAMPAGNES DE JACQUES DE MERCOYROL DE BEAULIEU. 20 avril 1915.
 371. JOURNAL DE CLÉMENT DE FAUQUEMBERGUE, t. III. . . 20 sept. 1915.
 372. ANNUAIRE-BULLETIN, t. LI. Année 1914.

1915.

373. MÉMOIRES DU COMTE DE BRIENNE, t. I. 20 févr. 1916.
 374. LETTRES DU DUC DE BOURGOGNE, t. II. 25 mars 1916
 375. CHRONIQUE DES RÈGNES DE JEAN II ET CHARLES V,
 t. II. 8 mai 1916.
 376. DÉPÊCHES DES AMBASSADEURS MILANAIS SOUS LOUIS XI,
 t. I₁. 15 mai 1916.
 377. ANNUAIRE-BULLETIN, t. LII. Année 1915.

1916.

378. MÉMOIRES DE SAINT-HILAIRE, t. VI. 3 nov. 1915.
 379. JOURNAL DE JEAN VALLIER, t. III. 28 déc. 1916.
 380. MÉMOIRES DU COMTE DE BRIENNE, t. II. 1^{er} août 1917.
 381. ANNUAIRE-BULLETIN, t. LIII. Année 1916.

1917.

382. ANNUAIRE-BULLETIN, t. LIV. Année 1917.
 383. MÉMOIRES DU MARÉCHAL DE RICHELIEU. 1^{er} févr. 1918.
 384. JOURNAL DE JEAN VALLIER, t. IV. 25 avril 1918.
 385. MÉMOIRES DU COMTE DE BRIENNE, t. III.
-

PROCÈS-VERBAL

DE LA

SÉANCE DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

DE LA

SOCIÉTÉ DE L'HISTOIRE DE FRANCE,

TENUE LE 8 JANVIER 1918,

A l'École des chartes, à quatre heures et demie,

SOUS LA PRÉSIDENTIE DE M. G. LEFÈVRE-PONTALIS, PRÉSIDENT.

(Procès-verbal adopté dans la séance du 5 février suivant.)

Le secrétaire donne lecture du procès-verbal de la séance précédente; la rédaction en est approuvée par le Conseil.

M. le Président annonce que la Société a perdu récemment deux de ses membres : le prince Amédée de Broglie, qui portait dignement un nom qui nous est cher à tant de titres, et M. Frédéric Joüon des Longrais, archiviste-paléographe, érudit de grande conscience, auteur de nombreux travaux sur l'histoire de la Bretagne, sa province natale.

Le Conseil s'associe unanimement aux regrets exprimés par M. le Président.

Depuis notre dernière séance deux de nos confrères ont été élus membres de l'Académie des inscriptions et belles-lettres :

M. le comte Alexandre de Laborde, secrétaire de la Société des bibliophiles français, et auteur de beaux travaux sur les manuscrits à miniatures ;

M. Ch.-V. Langlois, directeur des Archives, dont l'œuvre historique, considérable et variée, nous fait le plus grand honneur.

M. le Président adresse aux nouveaux académiciens les félicitations de la Société.

Publications adressées à la Société.

PUBLICATIONS PÉRIODIQUES. — *Bulletin yougoslave*, novembre 1917 à janvier 1918. — *La nation tchèque*, revue bi-mensuelle, nos de novembre et décembre 1917.

Ouvrage offert par l'auteur.

Documents coloniaux extraits des papiers de Du Fresne, par Louis Delavaud. Br. in-8. Paris, Champion, Larose (extrait de la *Revue de l'histoire des colonies françaises*).

Correspondance.

MM. le comte d'Antioche, le marquis de Beauchesne, Courteault et Ch.-V. Langlois s'excusent de ne pouvoir assister à la séance.

Travaux de la Société.

État des impressions :

Journal de Jean Vallier. T. IV. Feuilles 11 à 15 en placards.

Mémoires du comte de Brienne. T. III. Feuilles 1 à 2 en pages.

Les autres publications, sans changement.

M. le comte Baguenault de Puchesse fait une très intéressante communication sur *Les volontaires suisses en France à l'avènement de Henri IV*.

Le Conseil décide que cette communication sera insérée dans notre *Annuaire-Bulletin*.

La séance est levée à 5 heures 1/2.

II.

BIBLIOGRAPHIE.

1. — ANDRIEU (H.). Notes au crayon pour servir à l'histoire de la commune de Colombiès. In-8, 1918, 55 p. Villefranche-de-Rouergue, Société anonyme d'imprimerie.

2. — ARAGON (H.). La seigneurie de Castel-Roussillon, André de Fenouillet, vicomte d'Ille et de Canet, seigneur de Castel-Roussillon. In-8, 175 p. Toulouse, Privat; Paris, Aug. Picard.

3. — Archives historiques du département de la Gironde; tome LI. In-4, LI-407 p. Bordeaux, Féret et fils; Paris, Alphonse Picard et fils.

4. — AUTUN (A.). L'échec de la Réforme en France au xvi^e siècle; contribution à l'histoire du sentiment religieux. In-16, VII-286 p. Paris, Armand Colin.

5. — BADEL (E.). Le vœu de saint Louis à l'église de Saint-Nicolas-du-Port; la nef d'argent de 1254; le vaisseau du cardinal de Lorraine; les armoiries de la cité lorraine (1546). In-8, III-64 p., avec grav. et planches. Nancy, impr. lorraine Rigot et C^{ie}.

6. — BEAUMONT (comte Ch. DE). Panchien, commune de Luynes (Indre-et-Loire); notes et document. In-8, 77 p. et grav. Tours, impr. A. Mame et fils.

(Extrait, avec additions, du Bulletin de la Société archéologique de Touraine.)

7. — BEAUVAIS (M^{me} É. DE). Vision d'antan : Auxerre au moyen âge. In-8, 9 p. Auxerre, impr. Gallot.

(Extrait du Bulletin de la Société des sciences historiques et naturelles de l'Yonne.)

8. — BLANQUART (abbé F.). Quelques dons royaux en faveur de travaux de réédification à la cathédrale d'Évreux pendant les xv^e, xvi^e et xvii^e siècles. In-8, 50 p. Rouen, impr. A. Lainé.

9. — BLANQUART (F.). Notre-Dame de Montaigu et Liere en Brabant; note sur une image de dévotion du ^{xvii}^e siècle. In-8, 8 p. Evreux, impr. de l'Eure.

10. — BOSSEBŒUF (chanoine L.). Vie de saint Armel, religieux de l'Angleterre et de la Bretagne, apôtre et patron de Beaumont-la-Ronce. In-12, 88 p. et planches. Tours, impr. A. Mame et fils.

11. — BOULAUD (J.). La seigneurie du Muraud en Limousin; notes et documents. In-8, 20 p. et une grav. Limoges, Ducourtieux et Gout.

(Extrait du Bulletin de la Société archéologique et historique du Limousin.)

12. — BOURRILLY (V.-L.). Charles-Quint en Provence (1556). In-8, 74 p. Nogent-le-Rotrou, impr. Daupeley-Gouverneur.

(Extrait de la Revue historique.)

13. — BRÉMOND (abbé H.). Sainte Catherine d'Alexandrie. In-16, 64 p., 41 illustrations. Paris, Henri Laurens.

14. — BULLIARD (E.). Les seigneurs de Vaire. In-16, 61 p. Nancy, impr. Berger-Levrault.

15. — Catalogue général des manuscrits des bibliothèques publiques de France. — Université de Paris et Universités des départements. In-8, x-801 p. Paris, Plon-Nourrit et C^{ie}.

On trouvera, entre autres, dans ce nouveau volume, le catalogue et la description des 1,590 manuscrits de la bibliothèque de l'Université de Paris, dont le fonds principal provient, comme l'on sait, de l'ancien collège Louis-le-Grand, l'inventaire de la partie des archives de cette Université (106 registres et 27 cartons) transportée à la Sorbonne en 1865, celui des manuscrits de la bibliothèque Victor Cousin, léguée, en 1863, à l'Université de France, et celui des manuscrits de la bibliothèque de la Faculté de droit de Paris (dû à notre regretté collègue Paul Viollet). Aux 542 manuscrits de la célèbre Faculté de médecine de Montpellier, inventoriés en 1849 dans le tome I de la série in-4 du Catalogue général, le présent volume en ajoute 73 nouveaux, acquis ou donnés depuis cette époque.

PROCÈS-VERBAL

DE LA

SÉANCE DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

DE LA

SOCIÉTÉ DE L'HISTOIRE DE FRANCE,

TENUE LE 5 FÉVRIER 1918,

A l'École des chartes, à quatre heures et demie,

SOUS LA PRÉSIDENTE DE M. G. LEFÈVRE-PONTALIS, PRÉSIDENT.

(Procès-verbal adopté dans la séance du 5 mars suivant.)

Le secrétaire donne lecture du procès-verbal de la dernière séance; la rédaction en est approuvée par le Conseil.

Publications adressées à la Société.

PUBLICATIONS PÉRIODIQUES. — *Nuova Rivista storica*, janvier-février 1918. — *La nation tchèque*, n° du 15 janvier 1918. — *Bulletin yougoslave*, février 1918.

SOCIÉTÉS SAVANTES. — *Bulletin de la Société d'études des Hautes-Alpes*, 4^e trimestre de 1917.

Ouvrages offerts par les auteurs ou les éditeurs.

Croix-Rouge française. L'œuvre de la Société française de secours aux blessés militaires, 1914-1917. Paris et banlieue. In-4. Paris. — *La grande Mademoiselle à Orléans (mars-avril 1632)*, par le comte Baguenault de Puchesse. Br. in-8. Orléans.

Correspondance.

M. le marquis de Beauchesne s'excuse de ne pouvoir assister à la séance du Conseil.

Travaux de la Société.

État des impressions :

Journal de Jean Vallier. T. IV. Feuilles 11 à 15 en pages.

Mémoires du maréchal de Richelieu. Table alphabétique en pages.

Mémoires du comte de Brienne. T. III. Feuilles 1 et 2 tirées; feuilles 3 et 4 en placards.

Les autres publications sans changement.

M. le Président annonce qu'à la séance d'avril une communication sera faite par M. Henri Cochin sur *Pétrarque et les rois de France*.

La séance est levée à 5 heures 1/4.

II.

BIBLIOGRAPHIE.

16. — BRUTAILS (J.-A.) et COURTEAULT (P.). Notions élémentaires d'histoire girondine, des origines à 1789; préface de M. Raymond Thamin. In-16, 112 p. avec figures. Bordeaux, impr. Gounouilhou.

Ce petit volume, destiné aux enfants des écoles de la Gironde, n'est qu'un livre de vulgarisation, mais, sous son apparence modeste, c'est un livre de grande science et dont toutes les provinces françaises devraient bien avoir le pareil. Rien n'est plus malaisé que d'enclorre en une centaine de pages, sous une forme simple, claire et quasi familière, tout l'essentiel de l'histoire d'un canton de France, de ses institutions, de ses monuments, de ses mœurs, de tout ce qui vaut d'être su de jeunes écoliers à qui l'on veut faire aimer et comprendre leur petite patrie. Les auteurs, — deux spécialistes, — y ont admirablement réussi et l'on a pu dire de leur livre qu'il est un modèle du genre. L'histoire locale s'y fonde très habilement, autant qu'il convenait, dans l'histoire générale; une illustration spécialement faite pour le texte l'éclaire et le concrétise; enfin, quelques monographies-types apprennent aux jeunes lecteurs ce qu'était une métropole (Bordeaux), une bastide (Libourne), une station sur une voie romaine (Blaye), un évêché (Bazas), un prieuré (La Réole), un château fort (Lesparre), une commune (Saint-Émilien), une abbaye (La Sauve). De brèves notes biographiques sur les principaux personnages nommés terminent le volume.

17. — C[HAIX] D'E[ST] A[NGE]. Dictionnaire des familles françaises anciennes ou notables à la fin du xix^e siècle. Tome XV : Duh-Dyé. In-8, 489 p. Évreux, impr. Paul Hérissé.

18. — CHARPENTIER (C.). Le village de Vorges; étude locale. In-8, 15 p. Dijon, impr. veuve Paul Berthier.

19. — CHÉNON (E.). Histoire et coutumes du prieuré de la Chapelle-Aude. In-8, x-205 p. et carte. Paris, libr. de la Société du « Recueil Sirey ».

20. — CHÉNON (E.). Le pays de Berry et le détroit de sa coutume. In-8, 190 p. et carte. Paris, libr. de la Société du « Recueil Sirey ».

(Extrait de la Nouvelle Revue historique de droit français et étranger.)

21. — CHÉNON (E.). Les conséquences juridiques de l'édit de Milan (313). In-8, 9 p. Paris, libr. de la Société du « Recueil Sirey ».

(Extrait de la Nouvelle Revue historique de droit français et étranger.)

22. — COLLET (abbé A.). Biographie chronologique des barons et seigneurs d'Elne depuis le xv^e siècle. In-8, 102 p. Boulogne-sur-Mer, impr. G. Hamain.

(Extrait des Mémoires de la Société académique de Boulogne-sur-Mer.)

23. — COLONNA DE CESARI ROCCA. Un ministre de Philippe II, auteur d'une Histoire de la Corse (Matteo Vasquez de Leca). In-8, 12 p. Nogent-le-Rotrou, impr. Daupeley-Gouverneur.

(Extrait de la Revue historique.)

24. — COURTEAULT (Henri). Un journal inédit du Parlement de Paris pendant la Fronde (1^{er} décembre 1651-12 avril 1652). In-8, 157 p. Nogent-le-Rotrou, impr. Daupeley-Gouverneur.

(Extrait de l'Annuaire-Bulletin de la Société de l'histoire de France.)

25. — COURTEAULT (Paul). La vie des foires bordelaises. In-8, 50 p. Bordeaux, impr. Gounouilhou.

(Extrait de la Revue historique de Bordeaux et du département de la Gironde.)

S'il est une ville qui mérite de voir revivre la vieille institution

des foires que la grande guerre qui s'achève semble vouloir faire renaître en divers points du sol français, c'est bien Bordeaux, où il ne faudra que peu d'efforts pour en renouer la tradition séculaire, ininterrompue pendant plus de vingt siècles. Avant même l'époque romaine, Bordeaux fut en effet un centre d'affaires et ses foires méritaient d'avoir leur historien, car elles furent aussi célèbres que celles de Beaucaire et de Champagne. Bien que les documents statistiques manquent pour en établir la prospérité certaine, M. Courteault a cependant réussi à nous donner, de ces manifestations de l'activité commerciale bordelaise, un tableau vivant, coloré, pittoresque. La vie des foires bordelaises a connu, depuis l'époque romaine, deux apogées : au temps de la domination anglaise des ^{xiv}^e et ^{xv}^e siècles et surtout au temps de Louis XVI et du grand intendant Tourny, où Bordeaux présenta le spectacle incomparable d'une « plénitude joyeuse d'activité ». Fréquentées par les marchands des provinces voisines, ces foires, qui se tenaient alors en mars et en octobre, attiraient aussi nombre d'étrangers : de là, notamment, ces colonies de juifs, surtout portugais, qui finirent par faire partie intégrante de la riche bourgeoisie de la ville, et ces relations suivies avec le nouveau monde, qui, avivées et accrues de nos jours, semblent devoir être le point de départ de la prospérité grandissante du vieil *emporium* bordelais.

26. — COUTIL (L.). La chapelle Saint-Éloi-de-Nassandres (Eure); étude sur le culte des pierres, des sources et des arbres dans les départements de l'Eure, la Seine-Inférieure et la Normandie. In-8, 115 p. Évreux, impr. Ch. Hérissay.

(Extrait du Recueil des travaux de la Société libre d'agriculture, sciences, arts et belles-lettres de l'Eure.)

27. — DEDOUVRES (L.). Le Père Joseph de Paris; sa vie, ses écrits; le pacificateur d'un différend entre les évêques et les réguliers (1625-1638). In-8, 91 p. Angers, J. Siraudeau.

(Extrait de la Revue des Facultés catholiques de l'Ouest.)

28. — DELABARRE (Ed.). L'art allemand du moyen âge est-il original? A propos d'une étude sur l'art allemand et l'art français au moyen âge de M. Émile Mâle. In-8, 32 p. Rouen, impr. Albert Lainé.

(Extrait des Mémoires de l'Académie des sciences, belles-lettres et arts de Rouen.)

PROCÈS-VERBAL

DE LA

SÉANCE DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

DE LA

SOCIÉTÉ DE L'HISTOIRE DE FRANCE,

TENUE LE 5 MARS 1918,

A l'École des chartes, à quatre heures un quart,

SOUS LA PRÉSIDENTENCE DE M. G. LEFÈVRE-PONTALIS, PRÉSIDENT.

(Procès-verbal adopté dans la séance du 9 avril suivant.)

Le secrétaire donne lecture du procès-verbal de la séance précédente; la rédaction en est approuvée par le Conseil.

M. le Président exprime à M. Moranvillé, présent à la séance, la satisfaction qu'éprouve le Conseil à le voir participer, même occasionnellement, à ses travaux. Il rappelle les circonstances douloureuses qui ont tenu et tiennent encore notre confrère éloigné de nous. Elles ont mis en lumière le sang-froid et l'énergie de M. Moranvillé, ainsi que son dévouement pour ses administrés.

Des observations sont échangées entre divers membres du Conseil relativement aux restrictions qu'une circulaire récente a apportées à certains travaux d'impression.

Publications adressées à la Société.

PUBLICATIONS PÉRIODIQUES. — *La nation tchèque*, revue bi-mensuelle, n° du 15 février 1918. — *Bulletin yougoslave*, n° de mars 1918.

SOCIÉTÉS SAVANTES. — *Bulletin de la Société de l'histoire du protestantisme français*, octobre-décembre 1917. — *Bulletin de la Société des Antiquaires de l'Ouest*, 1^{er} et 2^e trimestres de 1917. — *Annales de l'Académie de Mâcon*, 3^e série, t. XIX. — *Bulletin de la Société des sciences historiques et naturelles de l'Yonne*, 2^e semestre de 1916. — *Bulletin de la Société archéologique et historique de l'Orléanais*, 1^{er} et 2^e trimestres de 1917. — *Table des Mémoires et Bulletins de la même Société (1894-1916)*. — *Mémoires de la Com-*

mission des antiquités du département de la Côte-d'Or, t. XVII, 2^e fascicule. — *Indicateur d'antiquités suisses*, 1917, 3^e fascicule. — *Transactions of the royal historical Society*, 3^e série, t. XI. — *Proceedings of the American philosophical Society*, 1917, nos 1 et 2.

Ouvrages offerts par les auteurs ou les éditeurs.

La guerre et l'humanité, par James M. Beck, traduit de l'anglais par Adolphe Cohn. In-8. Lausanne et Paris, Payot. — *Les origines chrétiennes dans les provinces danubiennes de l'empire romain*, par Jacques Zeiller. In-8. Paris, de Boccard (*Bibliothèque des Écoles françaises d'Athènes et de Rome*, fasc. 112). — *Institut d'études catalans*, *Anuari* 1913-1914, 5^e année, parties 1 et 2. In-4. Barcelone.

Correspondance.

MM. le baron de Barante, le marquis de Beauchesne, Henry Cochin et Maurice Roy s'excusent de ne pouvoir assister à la séance.

Travaux de la Société.

État des impressions :

Journal de Jean Vallier. T. IV. 15 feuilles tirées; feuilles 16 à 19 en bon à mettre en pages.

Mémoires du maréchal de Richelieu, au brochage.

Mémoires du comte de Brienne. T. III. 5 feuilles tirées; feuilles 6, 7 et 8 en bon à tirer.

Pas de changement pour les autres impressions.

M. le comte Durrieu, au nom du Comité des fonds, donne lecture du rapport sur les comptes de l'exercice 1917 et du projet de budget pour l'exercice 1918.

Le Conseil, après avoir entendu cette communication, ordonne le renvoi du rapport à MM. les Censeurs.

M. Moranvillé demande au Conseil de vouloir bien réserver, à la vente, un certain nombre de volumes pour que les bibliothèques publiques, figurant avant la guerre sur nos listes de souscripteurs et qui ont été incendiées ou pillées

par l'ennemi, puissent reconstituer au moins partiellement leurs collections. Il émet le vœu que l'attribution de ces volumes puisse leur être faite à titre gratuit. Le Conseil prend acte de la proposition de notre confrère et décide de la renvoyer à l'examen du Comité des fonds.

La séance est levée à 5 heures.

II.

BIBLIOGRAPHIE.

29. — DELACHENAL (R.). Jacques de Chartres, le maître charpentier de Charles V. In-8, 31 p. Nogent-le-Rotrou, impr. Daupeley-Gouverneur.

(Extrait de l'Annuaire-Bulletin de la Société de l'histoire de France.)

30. — DELIGNIÈRES (Émile) et MACQUERON (H.). Essai sur l'histoire de la confrérie de Notre-Dame-du-Puy d'Abbeville. In-8, 201 p. et grav. Abbeville, impr. F. Paillart.

31. — DELISLE (L.). Poèmes de Raimond Astruc et poésies sur Charles d'Anjou conservés dans le ms. 1008 de Saint-Gall. In-8, 12 p. Nogent-le-Rotrou, impr. Daupeley-Gouverneur.

(Extrait de la Bibliothèque de l'École des chartes.)

32. — DESHOULIÈRES (F.) et CHÉNON (E.). Études historiques sur Neuvy-Saint-Sépulcre (Indre). I : La date de l'église; II : les origines de la ville. In-8, 24 p. Nogent-le-Rotrou, impr. Daupeley-Gouverneur.

(Extrait du Bulletin de la Société nationale des Antiquaires de France.)

33. — DOUAT (abbé E.). Une paroisse rurale à la fin du XVIII^e siècle [Samonac]. In-8, 36 p. Bordeaux, impr. Gounouilhou.

(Extrait de la Revue historique de Bordeaux et du département de la Gironde.)

34. — DUFOUR (G.). Un niveau de la Loire au moyen âge. In-8, 5 p. Angers, impr. G. Grassin.

(Extrait des Mémoires de la Société nationale d'agriculture, sciences et arts d'Angers.)

35. — DU MARTRAY (colonel). Semelay, église, prieuré et paroisse aux diocèses d'Autun et de Nevers; notice historique avec développements sur le prieuré de Luzy. In-8, iv-103 p. et planches. Autun, impr. Dejussieu et Xavier.

(Extrait des Mémoires de la Société éduenne.)

36. — DURAND (chanoine A.). Histoire religieuse du département du Gard pendant la Révolution française. I : 1788-1792. In-8, 476 p. Nîmes, Impr. générale.

37. — DU VAIR (Guillaume). Traité de la constance et consolation es calamitez publiques écrit pendant le siège de Paris de 1590, édité par Jacques Flach et F. Funck-Brentano, orné d'un portrait de Guillaume Du Vair. In-16, 259 p. Paris, libr. de la Société du « Recueil Sirey ».

38. — FLACH (J.). Les affinités françaises de l'Alsace avant Louis XIV et l'iniquité de sa séparation de la France. In-16, 158 p. Paris, libr. de la Société du « Recueil Sirey ».

39. — FLACH (J.). Les origines de l'ancienne France, x^e et xi^e siècles. IV : les nationalités régionales; leurs rapports avec la couronne de France. In-8, xi-655 p. Paris, libr. de la Société du « Recueil Sirey ».

40. — FOURNIER (P.). Un tournant de l'histoire du droit (1060-1140). In-8, 56 p. Paris, libr. de la Société du « Recueil Sirey ».

(Extrait de la Nouvelle Revue historique de droit français et étranger.)

41. — FOURNIER (P.). Les sources économiques du « Liber de vita christiana » de Bonizo de Sutri. In-8, 20 p. Nogent-le-Rotrou, impr. Daupeley-Gouverneur.

(Extrait de la Bibliothèque de l'École des chartes.)

PROCÈS-VERBAL

DE LA

SÉANCE DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

DE LA

SOCIÉTÉ DE L'HISTOIRE DE FRANCE,

TENUE LE 9 AVRIL 1918,

A l'École des chartes, à quatre heures et demie,

SOUS LA PRÉSIDENCE DE M. G. LEFÈVRE-PONTALIS, PRÉSIDENT.

(Procès-verbal adopté dans la séance du 4 juin suivant.)

Le secrétaire donne lecture du procès-verbal de la séance précédente; la rédaction en est approuvée par le Conseil.

Le Président annonce qu'une demande a été adressée au Conseil à l'effet d'obtenir l'autorisation de publier une traduction anglaise de la *Chronique de Jean le Bel*, éditée par MM. J. Viard et E. Déprez pour la Société de l'histoire de France. Conformément à l'avis du Comité de publication, le Conseil décide d'accorder en principe l'autorisation demandée, les conditions dans lesquelles elle pourra être obtenue restant à débattre entre l'éditeur de la publication, que la signataire de la lettre sera priée de faire connaître, et notre trésorier, auquel il est donné mandat de conduire en notre nom toutes négociations utiles.

Correspondance.

MM. le marquis de Beauchesne, le comte Durrieu, le duc de la Force, de Mandrot et Moranvillé s'excusent de ne pouvoir assister à la séance.

Travaux de la Société.

État des impressions :

Annuaire-Bulletin de 1917. Feuilles 7 et 8 en placards.

Journal de Jean Vallier. T. IV. Fin du texte en bon à mettre en pages.

Mémoires du maréchal de Richelieu. Volume achevé, en souffrance à Mâcon.

Mémoires de Brienne. T. III. 8 feuilles tirées ; feuilles 9 à 10 en placards.

Grandes Chroniques de France. Feuille 1 en placards.

M. Henry Cochin fait une très intéressante communication sur *Pétrarque et les rois de France*, dont le texte sera publié dans l'*Annuaire-Bulletin*.

La date de l'Assemblée générale est fixée au 7 mai.

La séance est levée à 5 heures et demie.

II.

BIBLIOGRAPHIE.

42. — FRAIN. Les Rolland en Goëlle, en Penthievre, en la baronnie de Lohéac. In-8, 73 p. Vitré, impr. Édouard Lécuyer.

43. — GONTIER (P.). Vie admirable de Pierre Berthelot, en religion et devant l'Église bienheureux Denis de la Nativité, pilote major et cosmographe du roi de Portugal aux Indes orientales, prêtre, carme et martyr (1600-1638); avec un portrait de famille du bienheureux, deux cartes géographiques pour le suivre en ses voyages, un arbre généalogique de sa parenté actuelle, un fac-similé de la carte de Sumatra, dessinée par Pierre Berthelot lui-même et plusieurs estampes hors texte. In-8, 236 p. Caen, Louis Jouan; Paris, Charles Amat, ou chez l'auteur, rue de Nesmond, à Bayeux.

44. — GRAND (R.). Contribution à l'histoire du régime des terres; le contrat de complant depuis les origines jusqu'à

nos jours. In-8, 151 p. Paris, libr. de la Société du « Recueil Sirey ».

45. — GRANIER (abbé M.). L'évêché de Saint-Pons, à l'occasion du sixième centenaire de son érection (1318-1918). In-8, 18 p. Montpellier, impr. de la manufacture de la Charité (Pierre-Rouge).

(Publié dans la Semaine religieuse de Montpellier.)

46. — GUIRAUD (J.). Histoire partielle, histoire vraie. IV : L'ancien régime (xvii^e-xviii^e siècles); 2^e partie. In-16, 399 p. Paris, Gabriel Beauchesne.

47. — HARDY (abbé V.). La cathédrale Saint-Pierre de Lisieux. Gr. in-4, xiv-335 p. avec grav. et planches hors texte. Paris, impr. Frazier-Soye.

48. — HAYEM (J.). Mémoires et documents pour servir à l'histoire du commerce et de l'industrie en France. 5^e série : les Normands au Maroc au xvi^e siècle; le Havre transatlantique de 1571 à 1610; le Havre et la navigation aux Antilles sous l'ancien régime (la question coloniale en 1789-1791). In-8, xiii-283 p. Paris, Hachette et C^{ie}.

49. — HERLAUT (commandant). L'armée à l'époque de la Renaissance. In-8, 31 p. Paris, Gustave Vitry.

50. — HERLAUT (commandant). L'armée à l'époque de Louis XIV. In-8, 91 p. Paris, Gustave Vitry.

51. — JORGA (N.). Histoire des relations entre la France et les Roumains; préface de M. Charles Bémont. In-16, 283 p. Paris, Payot et C^{ie}.

52. — JOUEN (chanoine). La Notre-Dame-de-Pitié de la cathédrale de Rouen et son donateur. In-8, 140 p. et une grav. Rouen, impr. Albert Lainé.

(Extrait des Mémoires de l'Académie des sciences, belles-lettres et arts de Rouen.)

53. — JOURDA DE VAUX (Gaston). Les châteaux historiques de la Haute-Loire (castels, maisons fortes, manoirs); monographies et dessins. In-4, 370 p. avec grav. et planches

hors texte. Le Puy-en-Velay, impr. Peyriller, Rouchon et Gamon.

54. — LACROCQ (L.). Une procédure de monitoires au XVIII^e siècle. In-8, 10 p. Limoges, Ducourtieux et Gout.

(Extrait du Bulletin de la Société archéologique et historique du Limousin.)

55. — LANESSAN (J.-L. DE). Histoire de l'entente cordiale franco-anglaise; les relations de la France et de l'Angleterre depuis le XVI^e siècle jusqu'à nos jours. In-16, XII-310 p. Paris, Félix Alcan.

56. — LANGFORS (A.). Les Incipit des poèmes français antérieurs au XVI^e siècle; répertoire bibliographique établi à l'aide de notes de M. Paul Meyer. In-8, VII-444 p. Paris, Édouard Champion.

57. — LANGLOIS (Ch.-V.). État sommaire des documents entrés aux Archives nationales par des voies extraordinaires (dons, achats, échanges) depuis les origines jusqu'à présent. In-8, 117 p. Nogent-le-Rotrou, impr. Daupeley-Gouverneur.

(Extrait de la Bibliothèque de l'École des chartes.)

58. — LA RONCIÈRE (Ch. DE). Le passage Nord-Est et la Compagnie française du pôle arctique au temps de Henri IV. In-8, 27 p. Nogent-le-Rotrou, impr. Daupeley-Gouverneur.

(Extrait de la Bibliothèque de l'École des chartes.)

59. — LAURIAC (abbé J.). Sainte-Eulalie; le couvent de la Merci; l'église paroissiale; monographie paroissiale. In-8, 56 p. et grav. Montpellier, Louis Valat.

60. — LE CORBEILLER (Édouard). Les affaires municipales à Dieppe de 1642 à 1660; extraits d'un registre de délibérations. In-8, 77 p. Rouen, impr. A. Lainé.

PROCÈS-VERBAL

DE

L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE

DE LA SOCIÉTÉ DE L'HISTOIRE DE FRANCE,

TENUE LE 7 MAI 1918,

A L'École des chartes, à quatre heures,

SOUS LA PRÉSIDENTE DE M. G. LEFÈVRE-PONTALIS, PRÉSIDENT.

(Procès-verbal adopté dans la séance du 4 juin suivant.)

MM. le comte d'Eu, le comte d'Antioche, Aubry-Vitet, le marquis de Beauchesne, Delavaud, le comte Ch. de Lasteyrie, Ernest Lyon s'excusent de ne pouvoir assister à la séance.

L'Assemblée entend la lecture :

1° Du discours de M. le Président (voir p. 64);

2° Du rapport de M. R. Delachenal, secrétaire, sur les travaux et publications de la Société pendant l'exercice 1917-1918 (voir p. 82);

3° Du rapport de MM. de Lasteyrie et G. Daumet, censeurs, sur les comptes des recettes et des dépenses de la Société pendant l'exercice 1917 (voir p. 91).

Les conclusions de ce rapport, approuvant la gestion et les comptes de M. Léon Lecestre, trésorier de la Société, sont mises aux voix par M. le Président et adoptées par l'Assemblée.

Élections.

Sont réélus, à l'unanimité, membres du Conseil, pour siéger jusqu'en 1922 :

MM. D'ANTIOCHE,
BAGÜENAUT DE PUCHESSE,
DE BOISLISLE,
COCHIN,
DE KERMAINGANT,

LECESTRE,
MORANVILLÉ,
OMONT,
PRINET,
SÈHNÉE.

Est élu à l'unanimité, en remplacement de M. Paul MEYER, décédé :

M. POUPARDIN.

Sont réélus censeurs :

MM. DAUMET,

DE LASTEYRIE.

La séance est levée à cinq heures et demie.

DISCOURS DE M. GERMAIN LEFÈVRE-PONTALIS,
PRÉSIDENT DE LA SOCIÉTÉ PENDANT L'EXERCICE 1917-1918.

Messieurs,

Lorsque, dans notre dernière assemblée générale tenue avant le jour fatidique du 1^{er} août 1914, le Président de la Société de l'Histoire de France offrait à notre Compagnie, pour le quatre-vingtième anniversaire de sa fondation, l'hommage ému de ses vœux, de ses félicitations et de ses espérances, qui donc, parmi ceux qui goûtaient le plaisir de l'écouter, le 5 mai de cette année que rien n'annonçait comme dissemblable des autres, aurait pu raisonnablement, dans les profondeurs du possible, prévoir l'ère nouvelle qui allait marquer, moins de trois mois plus tard, les destinées de notre pays, de l'Europe et du monde? « Les travaux de la Société », nous disait M. Eugène Lelong, « se continuent dans l'esprit qui animait ses fondateurs : elle justifie tous les espoirs que sa création avait fait concevoir aux amis de notre histoire nationale. » Et voici que notre nouveau rendez-vous annuel, celui d'aujourd'hui, l'un de ceux qui devaient peu à peu nous acheminer vers notre centenaire, doit être daté à son tour, dans cette ère trop certaine, d'une date qui prend du nombre et de la durée, signe caractéristique d'événements démesurés qui se déroulent, se multiplient, se transforment, ne semblent se calmer que pour reprendre force et se transformer encore.

Ainsi nous rassemblons-nous, en ce jour de 1918, dans un

Paris dont les approches ont repris figure de combat, l'an Quatre de la Guerre, une guerre que nous ne savons encore, tant qu'elle se prolonge, de quel nom dénommer.

La Guerre ! Elle saisit, depuis quatre ans, notre esprit, notre cœur, toutes nos fibres. Elle a ouvert, dans nos rangs mêmes, où la jeunesse côtoie la maturité, des vides profonds et cruels. Robert de Fréville, Louis Lautrey, Augustin Cochin, Maurice Perrette en sont de nobles preuves. Elle a porté chez trop d'entre nous des douleurs ineffaçables. Il en est, ici même, de sacrées, que notre émotion entoure d'un respect plein de silence, que j'oserai dire religieux. Avec vous tous, je m'incline devant elles et devant ceux qu'elles ont frappés.

Notre œuvre, dans le ciel d'orage comme par le calme de naguère, se poursuit cependant d'une marche égale. Le Président de la Société de l'Histoire de France, expression annuelle et éphémère d'un rouage obligatoire de notre constitution intérieure, ferait preuve de quelque prétention excessive en se laissant attribuer dans ce résultat une part quelconque d'efficacité. Nous savons tous, et lui tout le premier, à quels soins diligents et constamment renouvelés sont dues, dans le temps que nous traversons plus encore qu'en tout autre, la vitalité de notre association, la persistance de nos publications, et ce que je peux appeler l'honneur de notre signature. La forme et le fond que nous avons su conserver et maintenir, nos secrétaires et notre trésorier en sont les garants auxquels il convient de réserver la gratitude qu'ils méritent. Leur sollicitude toujours présente croît en raison des difficultés à vaincre : ils découvrent à chacune d'elles des solutions aussi ingénieuses que parfaites. Je suis certain de me faire votre interprète en adressant ici à M. Delachenal, à M. Henri Courteault, à M. Lecestre les remerciements qui sont dus à leur dévouement quotidien, le genre de dévouement le plus nécessaire et le plus difficile de tous.

La Société de l'Histoire de France a vu cette année disparaître un de ses membres de plus haute marque, dont

l'œuvre générale, les travaux créateurs, l'illustration universelle jetaient le plus d'éclat sur notre Compagnie. A ses obsèques émouvantes, célébrées dans cette maison même, dans cette École des Chartes où s'était déclarée si longtemps la force de son enseignement, les maîtres les plus qualifiés ont évoqué les aspects puissants de son apport scientifique et lui ont rendu un précieux hommage. La Société de l'Histoire de France a le devoir d'y ajouter la sincère contribution du sien.

Ce qu'était la position de la science française, en philologie romane, au moment où Paul Meyer abordait la route de l'érudition, peut se rappeler et se définir en quelques mots. Fauriel avait paru, pionnier passionné, frayeur de grandes voies, prospecteur de filons et de trésors. Guessard, esprit curieux de toutes choses, professait avec finesse et largeur. Mais Frédéric Diez régnait. La publication de la *Grammaire des langues romanes* avait instauré un système. Son auteur, en réalité, n'inventait rien. Il réservait seulement aux langues romanes les procédés que Bopp et Grimm avaient employés à l'égard de l'ensemble des idiomes indo-européens comme à l'égard de ceux de la branche germanique. Mais le fait d'avoir appliqué aux rameaux romans la méthode comparative et ses justes principes lui avait assuré dans cette sphère une incontestable domination.

Inaugurateur à l'École des Chartes, en 1865, à vingt-cinq ans d'âge, d'un cours parallèle à celui de Guessard, où il traita de l'histoire de l'ancienne littérature provençale, puis successeur de l'éminent maître dans la chaire même de Philologie romane, bientôt titulaire, au Collège de France, de la chaire de Langues et littératures de l'Europe méridionale, Paul Meyer, très vite et très jeune, s'imposa dans ce domaine et y situa au premier rang la science française affirmée. Le caractère strictement doctrinal de sa méthode, la sûreté de ses formules établirent son enseignement sur des bases inattaquables. Dans les groupes d'initiés où la réputation prend forme, sa renommée s'installa rapidement, s'accrut sans cesse et l'accompagna fidèlement jusqu'à son dernier jour. Il fut pour la science française, dans cette branche, un conquérant.

Ce cours de l'École des Chartes, ceux qui le suivirent et qui lui durent, voici déjà de longues et diverses années, de si fortes et pénétrantes impressions, peuvent en parler en connaissance de cause. L'exposé de ces lois mécaniques du langage, serrant dans leurs théorèmes un mot latin, soit classique, soit vulgaire, vocable cicéronien ou vocable de basse catégorie, « caput » et « testa », double terme parallèle si curieux à suivre, « antecessor » ou « caballus », « imperium » ou « captiare », l'accompagnant pas à pas le long de sa piste populaire ou cultivée, expliquant les conditions successives de chacune de ses voyelles ou consonnes, lui restituant le timbre de son accent, le secret de ses métamorphoses et la continuité de sa vie étonnaient d'abord le néophyte, saisi en pleine ignorance, et le jetaient dans une zone déconcertante et neuve. Mais l'étudiant ne tardait pas à se laisser séduire et bientôt se passionnait.

Paul Meyer montrait Rome établissant, pour l'espèce supérieure des populations qu'elle administre, l'unité de langage dans la frontière de l'Empire : il citait, en les faisant comprendre et sentir, les vers célèbres du poète gallo-romain :

Fecisti patriam diversis gentibus unam,...
Urbem fecisti, quod prius Orbis erat.

Puis il dépeignait l'affreuse inondation barbare recouvrant le monde antique, où avaient habité les délices de la pensée, submergeant peu à peu toutes lettres, toutes sciences, tout art, la nappe visigothe et franque, ostrogothique et vandale, germanique en tous sens, le flot slave et touranien par ailleurs, déluge universel où les Deucalion devaient se faire si longtemps attendre. De l'estuaire du Tage au delta du Danube, cependant, débris individuels d'une langue inimitable, les idiomes se créaient, riches d'une vigueur future, comme des planètes dans l'espace, autour d'une nébuleuse primordiale dont les produits gravitants affirment mieux que tout autre témoignage la puissance évanouie.

Ainsi le portugais, l'espagnol, le catalan, l'occitanien, le français, les langages de l'Italie, les dialectes romanches et

ladins des Alpes orientales et du Frioul, dont il n'est pas excessif d'estimer qu'ils pouvaient rejoindre, en un moment de l'histoire, la région du bassin danubien où avaient essaimé vers l'ouest les légionnaires de Trajan, enfin l'idiome des Roumains qui atteignait la mer Noire formaient alors, de l'Atlantique au Pont-Euxin, un système de parlers génériques, donnant les timbres différents d'une même note, destinés eux-mêmes à devenir langues modernes et à se fixer sur des lèvres humaines qui en font sonner aujourd'hui les dérivés épurés et ennoblis par les siècles.

Dans le domaine varié des langues romanes, Paul Meyer s'empara plus spécialement du compartiment provençal et le fit sien.

Pourquoi la littérature qui brilla avec tant de grâce et de bonheur dans toute la France du Sud, cette littérature qui s'imposa, en dehors de ses limites propres, au delà des Pyrénées à la cour des rois de Castille et d'Aragon, de l'autre côté des Alpes en Lombardie et en Toscane, délicate, expressive et charmante, disparut-elle singulièrement, comme frappée d'anémie, sans laisser de descendance spirituelle? C'est ce que Paul Meyer fait apercevoir et saisir dans les *Derniers troubadours de la Provence*.

Appuyée sur des façons de sentir et de penser qui symbolisaient l'esprit chevaleresque, tel qu'il régnait dans les milieux seigneuriaux du Midi au ^{xii}^e siècle, cette littérature devait tomber en même temps que cet esprit et que ses formes. L'établissement de la domination venue du Nord dans les contrées méridionales des Gaules représente le fait essentiel qui arrêta son développement et ses transformations vitales. Cette domination une fois installée, toute évolution littéraire s'opéra dans le sens de la puissance française devenue prééminente. La langue occitanienne, jusque-là presque uniquement poétique, maintenant privée des sentiments et des idées qui en composaient l'aliment essentiel, ne conquit pas son droit à la prose, comme la langue d'oui. Elle n'eut ni de Joinville ni de Froissart, et nul François Villon ne pouvait naître de son cadre. Elle se réduisit d'elle-même, dans ses dialectes régionaux morcelés, à l'expression de

choses utilitaires et quelconques. Elle se relégua dans une zone d'ordre inférieur où elle prit une teinte crépusculaire, jusqu'à la merveilleuse résurrection que lui a offerte de nos jours, pour l'élite cultivée plutôt que pour la masse, une pléiade à la fois savante et géniale de poètes.

Car, selon la très forte expression de Paul Meyer, dans l'étude que j'essaie ici de résumer, « ce n'est que de nos jours qu'on voit des nations privées de leur indépendance s'attacher à maintenir ou même à recréer à neuf leur idiome. » Aussi pourrait-on dire, continue-t-il, que « malgré les siècles écoulés depuis l'annexion des pays de langue d'oc à la France, la formation et l'expansion d'une littérature originale dans les provinces du Midi ont plus de chance de réussite aujourd'hui qu'au ^{xiv}^e siècle. »

Les nouveaux poètes de la Provence en ont bien fait la preuve. Les Sept de Font-Ségugne, les sept Félibres qui créèrent à pied d'œuvre, voici déjà plus d'un demi-siècle, un jour de mai de l'année 1854, dans une simple demeure de la vallée de la Sorgue, entre Avignon et la Fontaine de Vaucluse, une variété du langage qui avait autrefois sonné dans les vers de Bertrand de Born, de Bernard de Ventadour, de Pierre d'Auvergne, de Folquet de Marseille et de la comtesse de Die, l'ont démontré sous une forme péremptoire et prodigieuse. Et par-dessus tous autres, le prince d'entre eux, Frédéric Mistral.

Avec l'auteur de *Mireille*, Paul Meyer fut lié d'un attachement solide. Il lui dédia son *Girart de Roussillon*. Il loua sincèrement le beau monument linguistique qui s'appelle le *Trésor du Félibrige*. Il rappelait volontiers des épisodes de leur sympathie. « ... Le soir de la première de *Mireille*, Mistral me disait... » J'ai souvent entendu Paul Meyer évoquer avec ferveur ce souvenir et tels propos s'y rapportant. Le savant éditeur de *Flamenca* et de la *Chanson de la croisade albigeoise* visita l'ermitage de Maillane. Il pouvait s'y rappeler ses impressions de jeunesse, éprouvées à Tarascon, au sortir de l'École des Chartes, au cours de cette mission d'archiviste où lui fut révélée, dans la ville historique aux remparts dorés par le soleil, parmi les cyprès

sombres et les oliviers pâles au bord du fleuve, par une sorte d'inclination pressante et impérieuse, toute l'étendue insoupçonnée du domaine de la langue dont il allait apprendre à des générations d'élèves le mécanisme d'origine et l'algèbre phonétique, aussi rigoureuse en ses lois que l'algèbre qui gouverne les nombres.

Dans le ressort du français, l'œuvre de Paul Meyer ne s'est pas moins affirmée avec toute la vigueur de sa personnalité. Ici, il marchait côte à côte avec une amitié d'une autre sorte, fondée sur la parité des goûts, des travaux et des buts, l'amitié célèbre qui l'unit à Gaston Paris, et sur laquelle tout fut dit.

Je n'en rappellerai qu'une définition, celle qui fut donnée en cette maison même, et par celui qui pouvait la donner avec le plus de titres. M. Antoine Thomas y qualifia les deux illustres savants de « Dioscures de la philologie », double culte associé qui se propageait, dans le monde érudit, jusqu'aux plus lointains rivages.

Gaston Paris étudia l'histoire poétique de Charlemagne, Paul Meyer la légende d'Alexandre. Vingt années durant, il groupa les notes et les travaux d'approche autour de la figure principale. De sa légende, on ne connaissait, en ce temps, dans la littérature médiévale, d'autres monuments que le poème en vers dodécasyllabiques de Lambert de Châteaudun et d'Alexandre de Bernay, source et occasion baptismales du magnifique « alexandrin » français, plus le fragment d'Aubry de Briançon publié par Paul Heyse. Paul Meyer multipliait singulièrement le nombre de ces témoignages, obstinément poursuivis et rassemblés par une prospection opiniâtre. Alors seulement, quand il crut les recherches achevées, il confia l'œuvre au public. L'introduction en est nourrie d'idées générales sur le conquérant macédonien, messager de la civilisation hellénique. J'en retiens ici quelques-unes, vigoureusement accentuées.

« L'originalité des textes ici mis au jour », dit en substance Paul Meyer, « est toute entière dans la transformation qu'a subie le héros et qui, d'un roi grec, en a fait un roi féodal. C'est à cette transformation que le vainqueur de la

Grèce et de l'Asie a dû de revivre pendant les siècles du moyen âge dans la mémoire des hommes. Les masses populaires qui font les renommées sont impuissantes à concevoir la variété des éléments qui composent la grandeur. *Elles ne peuvent avoir à la fois plus d'un idéal.* De sorte que les héros ne peuvent occuper l'imagination des peuples qu'à condition de changer perpétuellement d'aspect. »

Sur l'édition de l'*Histoire de Guillaume le Maréchal, comte de Striguil et de Pembroke*, honneur des publications de la Société de l'Histoire de France, que reste-t-il à énoncer? Je ne m'y attarderai pas. Cette source des annales anglaises et françaises, non seulement inexplorée, mais encore totalement ignorée avant la découverte de Paul Meyer, est devenue un élément capital d'information pour toute la question des origines du parlement d'Angleterre. La vie rimée du comte de Striguil et de Pembroke apparaît comme un document inestimable de l'histoire de ces faits, si particuliers et de si longue conséquence, qui fondèrent alors, dans une contrée d'Europe, un régime de gouvernement notoirement en avance sur les autres, et auquel finalement, après des vicissitudes et des secousses multiples, tous en somme se sont ralliés un à un. A ce point de vue, ce beau texte vient illustrer des événements d'éminent intérêt pour la cause des peuples libres et pour le berceau de cette liberté qui naquit en Angleterre, dans la prairie de Runnymede, au bord de la rivière de Windsor, le jour de la signature de la Grande Charte, le 15 juin 1215.

Paul Meyer connaissait tout de l'Angleterre, l'histoire et les historiens, les œuvres et les hommes. Il maniait la langue anglaise comme la sienne propre. Une bibliographie complète de ses travaux comprendrait les études qu'il réserva aux périodiques britanniques. J'en veux pour exemple ce lumineux *Rapport sur l'état de la philologie des langues romanes*, paru en 1874 dans les publications de la *Philological Society*.

Sans multiplier à ce sujet des indications superflues, je ne citerai que ce curieux *Modèle de conversation anglo-française composé en Angleterre à la fin du XIV^e siècle*,

publié par lui, dans la *Revue critique*, dans les numéros complémentaires de l'année 1870, qui se charge déjà d'un tel recul de passé.

Émule de Gautier de Biblessworth, d'Alexandre Neckam et de Jean de Garlande, l'auteur inconnu de ce traité se donne pour tâche d'apprendre à ses lecteurs anglais « la manière qui enseigne bien à droit parler et à écrire selon l'usage et la coutume de France ». Les chapitres du recueil sont divers et distrayants. L'anatomie humaine, les métiers, le commerce, les voyages en composent la substance. La galanterie même n'en est pas exclue, et telle section du vocabulaire, et tels incidents éventuels au gîte d'étapes, sur les belles et bonnes routes françaises, trouveraient difficilement place, aujourd'hui, dans un manuel similaire. La franchise de l'œuvre n'en apparaît d'ailleurs comme nullement altérée.

La précellence de la langue française sur toutes autres langues y est constamment affirmée, ce « plus noble parler qui soit au monde et de toutes gens le mieux prisé et aimé que nul autre. Car Dieu le fit si doux et si aimable principalement à l'honneur et à louange de lui-même. »

Ainsi s'exprimait un Anglais, l'an 1396, sous le second roi Richard et sous notre sixième Charles. Ce témoignage, Paul Meyer l'a mis en valeur en termes particulièrement heureux. Il mériterait, de toute évidence, une notoriété pareille à celle qui accompagne la célèbre formule de Brunetto Latini définissant le langage de France « la parleure la plus délectable et plus commune à toutes gens ». L'Angleterre de la guerre de Cent ans avait de notre « parleure » le même sentiment que l'Italie et que le maître qui eut Dante pour disciple.

Paul Meyer tenait beaucoup à cet opuscule, qu'il associait au morceau détaché de Gautier de Biblessworth publié par lui dans son *Recueil d'anciens textes*. A cet égard, que n'ai-je pu noter la séduisante dissertation que j'eus le rare plaisir d'entendre, seul à seul, un matin, dans son cabinet de travail de l'avenue La Bourdonnais, sur les mérites comparés de ces traités bilingues et de la singulière leçon de

français que contient, dans l'œuvre de Shakespeare, la quatrième scène de l'acte trois de *Henry V*? Volume en main, cueilli au vol sur un des rayons de la bibliothèque, précis, mordant, informé, personnel et supérieur, il expliquait, démontrait, commentait, faisait apercevoir et comprendre, et l'intelligence de toutes choses semblait parler par sa voix.

Cette perte si sensible n'est malheureusement pas la seule qu'ait éprouvée notre association. A côté d'elle, d'autres s'inscrivent, qui ont encore éclairci nos rangs.

M. Valentin de Courcel nous apportait un dévouement qui remontait à bien loin et dont la fidélité ne s'était jamais démentie. Il avait précédé de longue date sur nos listes notre ancien et éminent président son frère. Vice-président de la Société historique et archéologique de Corbeil, au développement de laquelle il s'était particulièrement consacré, il comptait dans les compagnies éruditcs où il siégeait les attachements les plus respectueux et les plus justifiés.

M^{me} la baronne de Ruble continuait parmi nous le souvenir du savant éditeur des *Commentaires et Lettres* du maréchal de Monluc, des *Mémoires* de Michel de la Huguerye et de l'*Histoire universelle* d'Agrippa d'Aubigné. Elle nous assurait un de ces concours de sympathies d'ordre général que la Société de l'Histoire de France s'attache à réunir autour de son programme et dont le maintien demeure une de nos préoccupations les plus fondées.

Le prince Amédée de Broglie avait tenu à associer à l'action de notre Société la haute tradition qu'il représentait. De 1904 à 1906, ses trois frères avaient figuré avec lui, simultanément, sur les listes de nos membres, jusqu'à ce que la mort fût venue rompre une première fois cet émouvant faisceau qu'une main paternelle et illustre avait noué. Le prince Amédée de Broglie, naguère brillant officier d'une arme savante, trop tôt enlevé à une carrière sur laquelle les siens avaient porté tant d'éclat, groupait autour de lui un cercle d'amitiés éprouvées. La finesse de son esprit lui y assignait une place à part.

M. Joüon des Longrais était un des représentants de notre phalange bretonne, à laquelle il appartenait de naissance et par le choix décidé de ses travaux. Ancien élève de l'École des Chartes, il avait fait partie de la promotion de l'année 1870. La guerre de ce temps-là le vit engagé volontaire et combattant l'ennemi perpétuel de notre race. Le plaisir lui aura été refusé de le voir crouler aujourd'hui sous la haine universelle. Ses études sur l'histoire de Bretagne, son édition de la chanson de geste du *Roman d'Aquin*, son *Jacques Cartier*, son *duc de Mercœur* se classent comme de fortes œuvres, à côté de ses érudites recherches sur les débuts de l'imprimerie malouine, sur la bibliophilie rennoise, les voyages, l'enseignement et les arts dans la région au passé de laquelle il avait dévoué toute sa vie. Ses compatriotes et ses confrères savent ce qu'ils perdent en lui.

Le sous-lieutenant Maurice Perrette n'avait pas eu le temps de marquer la place que lui réservait son goût pour les études historiques, lorsque, tout récemment admis dans nos rangs, depuis un an à peine, son âge l'avait appelé à combattre. Nous venons d'être informés que sa disparition, au cours de l'offensive du 25 septembre 1915 en Artois, devait être considérée comme ne permettant plus de doute sur sa mort glorieuse devant l'ennemi. Licencié en droit, attaché à la rédaction de la *Gazette du Centre*, continuateur fidèle d'une forte tradition familiale, il était, très jeune, profondément épris des questions relatives aux annales du Limousin. Il promettait une vie de labeur et de dévouement à la chose française. Soldat d'infanterie, devenu officier, il est tombé, à la tête de sa section, criblé de blessures, cité à l'ordre de l'armée, entre les deux positions ennemies où il avait pris pied avec ses hommes, sur la terre de l'Artois, à Roclincourt, entre Arras et Vimy, le jour anniversaire de ses vingt-trois ans. Nous nous associons avec émotion à la douleur de tous les siens, déjà ancienne, et cruellement réitérée.

Des assemblées générales que nous avons tenues depuis cette ère nouvelle dont je signalais tout à l'heure le caractère

et la prise, aucune ne s'est trouvée réunie dans des conditions comparables à celle qui nous groupe aujourd'hui.

Un Paris se retrouve, en ce printemps de 1918, suspendu aux nouvelles, aux écoutes des bruits qui descendent du Nord, comme au temps de la cinquième semaine du grand choc, en ces jours de septembre 1914 qui restent gravés dans toutes les mémoires.

Un morceau de terre française, actuellement, aspire tous les regards et toutes les attentions, toutes les admirations et toutes les reconnaissances. C'est celui sur lequel, aux heures que nous traversons, se joue le sort de notre pays et aussi, — l'expression n'est que vraie, — le sort du monde. Avant de nous séparer, je voudrais essayer de rendre hommage à cette noble terre et de saluer avec vous, à travers les âges, au nom de la Société de l'Histoire de France, la nation de Picardie.

Nation de Picardie, et pour devise : la Très Fidèle, *Fidelissima*. Ainsi, dans l'Université parisienne, reflet de l'Europe studieuse, se qualifiaient les enfants du territoire qui commence autour de Beauvais pour s'étendre vers la direction des Allemagnes. Nation de Picardie, peut-on dire de façon plus précise, en parlant de tout ce qui concerne la grande plaine nourricière, aux longues et molles ondulations de terrain coupées de rivières lentes, qui s'étale et se développe de part et d'autre de l'eau sinueuse de la Somme et des affluents qu'elle attire.

Larges espaces découverts et semblant uniformes, porteurs de cultures riches et de gros villages, reliefs émousés qui descendent en gradins arrondis du haut des lignes de faite jusqu'aux fonds des creux, surfaces boisées maintenues sur les pentes, courants d'eau qui circulent entre des marges de tourbe, entre des fourrés de roseaux, avec leurs chenaux étroits ou leurs nappes liquides élargies comme des étangs, ainsi apparaît à qui la regarde, simple passant éphémère ou compatriote de ces choses, la terre qu'on observe en montant de Paris vers le Nord, soit par les voies métalliques, comme une génération s'est accoutumée à le faire, soit par les itinéraires naturels où l'homme d'aujourd'hui, reprenant avec des

moyens nouveaux les parcours de jadis, a renouvelé l'habitude ancestrale de la route et recouvré ses facultés de vision.

Ce pays aux grandes lignes simples où ne se révèlent que les traits essentiels de la terre et de son cadre, cette marche française de Picardie, le génie d'un grand artiste en a fixé le caractère dans la suite d'œuvres émouvantes qui sont l'orgueil de sa capitale ancienne, qui font corps avec ses murailles comme si leur sort voulait le plus longtemps possible se sentir lié au sien. Ces calmes aspects, cet équilibre de la lumière et des objets qu'elle baigne, ces terres arables, ces cultures géorgiques, Puvis de Chavannes en a surpris l'impression avec le sentiment puissant et intime que tous les visiteurs d'Amiens ont connu et subi en contemplant les fresques prestigieuses du Musée de Picardie.

Ave, Picardia Nutrix, porte le titre de cette composition saisissante qui rend palpable le travail sacré du sol, de la glèbe diverse et profonde où plongent, selon les temps, telles ou telles racines de plantes, les antiques ou les modernes, celles qui donnent la farine ou le sucre, avec l'herbe des prairies et les arbres du verger, tandis qu'au fond passe la rivière poissonneuse et se dresse la haute ligne d'un bois.

Ludus pro Patria, s'écrie la légende qui lui fait face. Ces figures en action, chez qui la noblesse intérieure transfigure les corps, ces personnages dont les gestes expriment la vigueur intelligente, ces attitudes vivantes où s'inscrivent la conscience de la lutte éventuelle et l'effort réfléchi pour la protection du foyer, c'est dans un paysage picard que le peintre français les a situés, c'est à la pierre de Picardie qu'il a souhaité les incorporer glorieusement.

Son œuvre, en ces jours-ci, partage des périls que nul rêve de dévastation n'aurait jamais su prévoir, les dangers que suspend sur elle, comme sur la merveille d'une cathédrale, une forme de destruction inventée par une espèce humaine ennemie du genre humain, dans les rangs de laquelle l'homme de science et l'homme d'étude marchent coude à coude avec l'homme de mensonge et l'homme de crime.

La Picardie, marche française, présente une histoire que

marque tout d'abord un caractère singulier. Il y a des Picards : il n'exista jamais de souverain de Picardie. La Picardie n'a pas de frontière. Il y eut des comtes d'Amiens, des comtes de Ponthieu, des comtes de Vermandois et de Valois, des comtes-évêques de Noyon et de Beauvais. On n'a jamais connu de titre quelconque historiquement attaché au nom de Picardie.

Le terme humain, même, semble ici avoir conditionné le terme géographique. Il est certain que le mot « Picard » précéda le vocable « Picardie ». Les Picards ne se trouvaient pas dénommés ainsi parce qu'ils habitaient la Picardie. C'est la Picardie qui s'appela de ce nom parce qu'elle était le pays qu'habitaient les Picards. Et le mot « Picard », lui-même, au moins dans la langue écrite, se présente comme un terme relativement jeune. On ne lui connaît aucune origine romaine, gauloise ou préceltique. Il ne se manifeste pour la première fois, et encore sous le costume latin, que vers le temps où la langue vulgaire se fixe, en un temps où l'on saisit que son emploi sous sa forme romane, dans le langage parlé, constitue un fait acquis et courant.

Quelle peut être sa signification expressive et cachée ? Il serait plus simple de reconnaître qu'on n'a pu jusqu'ici la dégager. Toutes les interprétations proposées à cet égard se trahissent comme dénuées de vraisemblance ou saturées de déraison. Je crois, dans les données actuelles des connaissances établies, qu'on aurait droit de hasarder l'opinion suivante. Le mot « Picard », sous le déguisement latin qui le revêt lors de son apparition écrite, peut être considéré, pareillement à tant d'autres, comme un mot créé directement dans la forme romane ou préromane, tels ces noms de lieu facticement latinisés qui se rencontrent sous cet accoutrement d'emprunt quand l'écriture les révèle, et qui, rebelles à toute étymologie, évoquent par comparaison, dans la série infinie des nombres, ceux que le mathématicien baptise nombres premiers, pour lesquels on ne réussit pas à découvrir aucun diviseur existant.

Je pense que le mot « Picard » doit être qualifié : un « mot premier » de la langue de France.

Je trouve un autre exemple de cette loi dans le nom régional d'un pays picard, cœur de la Picardie, le Santerre.

Le Santerre est ce plateau qui se dessine entre la Somme, au nord, et l'Avre, affluent de la Somme, au sud, triangle dont la pointe s'oriente vers le confluent de ces rivières jumelles et que rayent symétriquement, comme deux partageantes proportionnelles, les routes rectilignes tracées jadis par les ingénieurs de Rome, menant d'Amiens vers Saint-Quentin et d'Amiens vers Noyon. C'est le plateau triangulaire à l'extrémité de qui, entre Castel et Sailly-le-Sec, à la lisière de bois et de hameaux inconnus hier et maintenant célèbres, se décide, en ces jours que nous passons, la fortune de l'univers, son esclavage ou sa liberté.

Lui aussi, le mot « Santerre », semble bien un de ces « mots premiers » du vocabulaire géographique de la France. Une des explications naïves par quoi on a voulu l'éclaircir le rattachait au souvenir du sang répandu par les guerres anciennes à la surface de son écorce terrestre, couverte d'une couche épaisse de sol fertile. « In Sanguine Terso », a-t-on dit, en latin, des villages que le langage usuel vient situer « en Santerre », comme Hangest, Lamotte ou Lihons. Si l'invention reposait sur quelque vraisemblance, quel accroissement de signification directe ne recevrait-elle pas des faits qui chargent à nouveau, depuis des semaines, cette terre historique, ensanglantée jadis par des ruisseaux peut-être, aujourd'hui par un lac immense et débordant qui voit arriver à lui des tributaires au large cours !

Les comtés d'Amiens, de Vermandois et de Valois une fois rattachés d'un seul coup à la couronne capétienne, la Picardie s'incorpore aux destinées françaises.

Il y eut une « nation » de Picardie à l'Université parisienne, à côté de la « nation » de France qui englobait tout le midi de l'Europe, à côté de la « nation » de Normandie, à côté de celle qui unissait à la fois, sous deux désignations successives, les Britanniques et les Teutons. La nation de Picardie comptait dix tribus, dont sept relevant exclusivement de la France royale, Amiens, Beauvais, Noyon, Théroouanne, Arras, Laon, Tournai, deux autres de langue

française encore, Cambrai et Liège, une de langue étrangère, celle d'Utrecht. A la cité d'Abbeville, la nation de Picardie avait emprunté sa devise : Très Fidèle. Il n'existe pas de raison pour que cette qualité ne se compare pas à celle que portaient déjà, liée à leur titre, les princes Très Chrêtiens de la France.

Il y eut une cathédrale picarde, plus vaste que Reims, une cathédrale picarde, chef-d'œuvre d'équilibre et de proportions, l'église ogivale par excellence comme structure et comme plan. Robert de Luzarches en fut l'ancien architecte. La prose moderne de Ruskin en a chanté les pierres. Et j'envoie d'ici un salut aussi ému qu'amical à son savant et tout récent historien. Ses porches, ses illustres statues, son glorieux vaisseau, ses roses merveilleuses que les quatre éléments baptisent, rien d'elle n'est plus à décrire. Toutes les raisons qui peuvent exister de sentir et de penser, les pierres d'Amiens le répètent au monde civilisé.

Les pierres de Reims le proclamaient aussi.

Il y eut de grands Picards : dans l'ordre de l'action, Pierre l'Ermite; dans l'ordre de la science, Charles du Cange, qui portèrent tous deux loin et haut le renom français.

Pierre l'Ermite! Depuis l'expiration de l'élan prodigieux suscité par sa parole, depuis la Croisade née de son geste, nulle force chrétienne en armes n'avait reconquis les Lieux Saints. Il était donné à cette année Quatrième de la Guerre de voir les descendants des compagnons du Cœur-de-Lion arracher Jérusalem aux fils renégats des compagnons de Barberousse!

Charles du Cange! De quelle émotion aiguisée l'explorateur de tous les secrets des langues latine et grecque, l'historien de l'Orient français et de nos familles d'Outremer ne suivrait-il pas cette épopée nouvelle des nôtres, de l'Adriatique aux plages de l'Archipel, où tant de valeur s'inscrivit, dans les temps qu'il célébra, où tant d'héroïsme moderne, aujourd'hui, se dépense à toute heure!

La Picardie a subi bien des épreuves et bien des secousses.

Elle était à peine capétienne que ses milices durent se porter à Bouvines, au lendemain de ces jours orgueilleux

du conseil de Valenciennes où l'empereur allemand et ses alliés s'étaient par avance partagé les dépouilles territoriales du royaume français. Quelques jours plus tard, le long de la route éternelle qui descend de Cambrai par Péronne et Pont-Sainte-Maxence vers la vallée de la Seine, les populations picardes, au temps de la moisson, raconte un témoin, quittant leurs javelles et leurs meules, virent passer vers la grosse tour du Louvre les prisonniers de la bataille perdue par Othon de Saxe. Au siècle d'après, la baie de Somme vit se dérouler les manœuvres préalables du grand choc de Crécy. Au temps des guerres civiles entre Français, tout ce pays, élément seigneurial comme élément populaire, prit passionnément parti pour la cause de Bourgogne. Peu de princes furent idolâtrés comme le fut là Jean Sans-Peur. Toute la Picardie, à chaque manifestation de l'offensive bourguignonne, descendait en masse vers l'Ile-de-France contre les Armagnacs de Gascogne installés dans Paris. Pour la Picardie, l'affaire du pont de Montereau fut un deuil personnel. Après la fin du Téméraire, Louis XI et ses façons lui plurent. Elle devint frontière française, dressée contre l'ennemi du Nord, de quelque désignation qu'il se trouve qualifié. Elle eut, comme telle, ses jours critiques, et la bataille de Saint-Quentin, et cette année 1636 qui s'appela l'année de Corbie, comme l'année dont nous comptons les mois pourra peut-être porter le nom de quelque ville picarde, émotionnante et symbolique.

Mais jamais, en aucun siècle, la Picardie, non plus que nulle autre terre, n'a connu ce que le génie de l'homme, en notre temps, a pu inventer comme espèce voulue et intentionnelle de ruines.

La méthode d'anéantissement, appliquée à son territoire, cette méthode savante, ordonnée, minutieuse, par quoi la Picardie se voit comme abolie et supprimée, en des jours qui ne peuvent quitter la mémoire des hommes, abolie depuis la créature humaine jusqu'à la roche, déconcerte l'imagination la plus délirante, la plus effrénée, la plus néronienne. Entre Péronne et Cambrai, l'esclavage reparut. Les arbres picards furent comme les oliviers grecs devant

la hache touranienne de l'Osmanli. Les pierres saintes des églises, les pierres merveilleuses et respirantes des monuments devinrent cendre et poussière de clochers et de donjons. L'herbe de l'herbage, la surface cultivable de la terre laissèrent à vif le sable minéral ou le squelette du rocher. Un paysage empoisonné remplaça des villages irretrouvables et des vergers devenus cratères.

Mais là, parmi les morsures de l'incendie, la stérilisation du sol, la pestilence chimique, la mort même des ruines, quelque chose est né qui ne périra pas. Là prend sa source, à présent, calme, profond, inépuisable, un fleuve sacré qui s'étire, s'allonge, se creuse et s'élargit, qui devient bras de mer et ceinture du monde terrestre, un grand fleuve d'exécration pareil au fleuve Océan des cosmogonies primitives, un fleuve irrésistible qui déroule sa masse et ses anneaux, cernant et séparant de l'association des hommes le peuple qui combina ces forfaits, les organisa de toute sa puissance de nuire et les marqua de son empreinte en les étalant sous le ciel.

Voici l'hommage qui me semblait à rendre, en ces jours qu'elle traverse, à la nation de Picardie.

Si les peuples loyaux du monde doivent être prochainement appelés à créer quelque association vigoureuse, la France ne peut-elle être considérée déjà, elle aussi, comme une Société intérieure de nations, toutes liées, solidement cimentées, indissolublement apparentées les unes aux autres. La place d'honneur, sanglante et glorieuse, où s'y range la Nation de Picardie, la Société de l'Histoire de France, dont l'histoire française est le culte, se doit en ces heures-ci, guidée par ses traditions les plus chères, de la définir et de l'attester.

RAPPORT DE M. R. DELACHENAL, SECRÉTAIRE,
SUR L'ÉTAT DES TRAVAUX DE LA SOCIÉTÉ.

Messieurs,

Dans mes précédents rapports, j'ai pu constater, non sans fierté, la régularité avec laquelle se poursuivaient nos publications, grâce à l'activité, à peine ralentie, de nos divers collaborateurs. Les résultats obtenus en pleine guerre, malgré les difficultés et les complications accrues avec le temps, autorisaient un optimisme relatif, que les événements ont quelque peu démenti. Cette année, il ne serait plus de saison, et je me montrerai très réservé dans mes prévisions, encore que je me sois appliqué jusqu'à présent à ne pas escompter l'avenir avec une confiance téméraire. Le rendement des deux imprimeries qui travaillent pour nous a été, pendant ces douze derniers mois, notablement inférieur à ce qu'il était depuis le commencement des hostilités. A Nogent-le-Rotrou, les récupérations, — une des nombreuses trouvailles de la langue administrative, — nous ont été extrêmement préjudiciables. M. Daupeley-Gouverneur, pris par la mobilisation générale, avait laissé derrière lui un employé capable de le suppléer, ce qui avait permis de traverser, sans que nos publications eussent trop à en souffrir, les deux premières années de la guerre. Cet utile auxiliaire est parti à son tour, et son absence a eu la répercussion la plus fâcheuse sur la marche de nos impressions. Ni la mobilisation générale de 1914, ni la levée en masse des malingres qui, pour un gain médiocre, a désorganisé bien des entreprises utiles, ne pouvaient atteindre au même degré une maison comme celle de M. Protat à Mâcon, où le travail était fait en grande partie par des femmes. Mais là, ainsi que partout dans le Sud-Est, il a fallu compter avec la concurrence de l'usine de guerre, accaparant la main-d'œuvre féminine par l'appât irrésistible de fabuleux salaires.

Bref, je n'aurai à vous entretenir aujourd'hui que de deux volumes terminés depuis la dernière assemblée générale : le

tome II des *Mémoires de Brienne*, depuis longtemps distribué, et par où se solde l'exercice 1916, et les *Mémoires du maréchal de Richelieu*, immobilisés à Mâcon en suite de l'interruption momentanée des transports par voie ferrée, si bien que la remise aux sociétaires en est ajournée *sine die*, mais pour cette unique raison.

Vous savez qui était Louis-Henri de Loménie-Brienne, appelé couramment et familièrement le jeune Brienne. D'une intelligence très vive et d'une culture peu commune, initié dès sa première jeunesse aux grandes affaires par un père, qui avait fourni, comme secrétaire d'État, une très honorable carrière et auquel il aurait dû succéder, il paraissait destiné à un brillant avenir. Une disgrâce, encore insuffisamment expliquée, brise tout à coup cet avenir, et alors d'infortune en infortune, de chute en chute, le malheureux traîne, pendant le reste d'une longue vie, une existence navrante, considéré et traité comme un fou, ne quittant une maison de réclusion que pour être transféré dans une autre, quoique en fin de compte déclaré sain d'esprit par autorité de justice. Pour tromper son ennui et faire diversion à ses tristesses, il écrit, sans ordre, sans méthode, des mémoires copieux, diffus, d'une lecture pénible par les digressions accumulées comme à plaisir, mais où abondent les souvenirs personnels intéressants et les anecdotes piquantes. Malheureusement, on a le droit et le devoir de ne pas accepter sous sa seule caution, — fussent-elles les plus curieuses du monde, — les révélations d'un auteur connu pour avoir eu toujours plus d'imagination que de bon sens et qui a pu être inconsciemment dupe de sa fantaisie.

Le second volume de ces *Mémoires*, que M. Bonnefon a édité et annoté, comme le premier, avec une érudition très avertie, mène le récit des événements jusqu'à la mort de Mazarin. Brienne a vécu dans l'intimité du cardinal et, comme il arrive généralement aux observateurs bien placés pour tout voir, ce qu'il a le mieux vu ce sont les petits côtés du personnage. De volonté tenace, mais d'intelligence ordinaire, le successeur de Richelieu n'eut point l'en-

vergure d'un grand ministre; il excella surtout à pousser sa fortune et celle de sa famille. Son avarice, son avidité à s'enrichir sont particulièrement choquantes chez un homme parvenu si haut et qui avait eu tout à souhait. Sa fidélité même n'aurait pas été à l'épreuve de certaines tentations, et l'ambition chimérique, mais à demi avouée en certaines circonstances, de porter quelque jour la tiare papale lui aurait fait trahir, au traité des Pyrénées, les intérêts de la France, qu'il avait mission de défendre. L'accusation est bien grave; aucun autre témoignage que celui de Brienne ne la justifie et, en l'espèce, ce n'est point assez pour entraîner notre conviction.

La majeure partie du deuxième volume des *Mémoires de Brienne* est remplie par le récit de ses voyages en Allemagne, en Hollande, en Danemark, en Suède et jusqu'en Laponie et en Courlande. Le père du « jeune Brienne », voyant en lui un futur secrétaire d'État, dans ce même département des Affaires étrangères où il avait fait sa propre carrière, avait tenu à ce que son fils connût par lui-même les cours et les pays de l'Europe septentrionale, où l'influence de la France avait été et était encore prépondérante. Louis-Henri de Brienne se mit donc en route, dans les derniers jours de juillet 1652, se rendant d'abord à Mayence, où il devait faire sa philosophie sous la direction des Jésuites et prendre ses degrés de maître ès arts. Ce n'est qu'après avoir soutenu ses thèses qu'il commença son grand voyage. De ce voyage, il a écrit et publié une relation latine, traduite et délayée dans ses *Mémoires* en un français plutôt médiocre. Visiblement, il avait manié jadis une langue morte plus facilement que, sur le tard, il ne maniait sa langue maternelle. Autant sa prose latine, — d'après les échantillons qu'il en donne dans ses *Mémoires*, — est correcte, élégante, alerte, autant sa prose française est gauche, encombrée d'incidentes et de parenthèses, qui alourdissent et allongent des phrases mal venues. Ses récits sont intéressants, mais auraient pu l'être bien davantage, s'il s'était piqué d'être plus précis et plus exact dans ses descriptions. Ce n'est pas qu'à l'occasion il n'ait des clartés de tout. A propos d'une

date controversée entre historiens, — il s'agit, je crois, de la cathédrale de Strasbourg, — il affirme avec décision « qu'on ne bâtit point ainsi du temps de Clovis ». Heureux homme et qui, par ses connaissances spéciales, eût rendu jaloux l'archéologue le mieux informé !

Brienne rapporte-t-il fidèlement ce qu'il a vu dans des pays, encore très neufs pour un Français, et a-t-il su voir ? En ce qui concerne la Laponie, il a été assez aigrement pris à partie par un historien suédois, dont l'œuvre avait été de bonne heure traduite dans notre langue. Mais il semble que Scheffer, — pour l'appeler par son nom, — lui ait cherché des querelles d'allemand pour des vétilles, avec une logique de cuistre et sur le ton d'un régent de collège. La riposte de Brienne est vive, concluante, et il en ressort que sur les points visés il n'avait pas commis d'erreur grave, ayant péché tout au plus par l'impropriété de certains termes.

Les détails qu'il donne sur les souverains et les cours du Nord sont la partie originale et instructive de ses *Mémoires*. Incidemment, il parle de Christine de Suède, qui avait déjà abdiqué lorsqu'il visita son ancien royaume, mais qu'il eut l'occasion de rencontrer en France. Or, ce qu'il raconte n'est guère à l'honneur de la fille de Gustave-Adolphe, femme de grande intelligence et d'un esprit viril, mais n'ayant rien de la sensibilité ni de la délicatesse de son sexe. Avant que le meurtre de Monaldeschi l'eût obligée à sortir de France, elle avait choqué tout le monde, non point par la liberté, mais par l'extrême grossièreté de ses propos. Brienne cite telle de ses réponses, faite en présence de la reine de France, qui eût été à peine tolérable dans un corps de garde.

L'auteur des *Mémoires*, lui-même, ne fait pas toujours le discernement entre ce qu'on peut dire et ce qui doit se taire, et par là s'accuse, chez lui, un déséquilibre mental dont les preuves ne manquent pas, en dépit de la décision judiciaire qui le déclara sain d'esprit. Par là aussi, il est bien de son temps, où un double libertinage, — intellectuel et moral, — contenu plutôt que réprimé, et souvent dénoncé par les contemporains les plus clairvoyants, présageait les mœurs de la régence et les hontes du règne de Louis XV.

L'homme le plus représentatif du siècle, où devaient s'éta-
ler ces turpitudes et ces scandales, est à coup sûr le maréchal
duc de Richelieu, l'arrière-petit-neveu du grand cardinal,
dont les *Mémoires authentiques* sont édités pour la pre-
mière fois, sous les auspices de notre Société. Je dis *authen-
tiques*, car il y a fort longtemps, plus de cent vingt ans, que
de prétendus mémoires du maréchal ont été présentés au
public par un écrivain presque aussi dénué de scrupules que
La Baumelle, comme lui très habile à flatter le goût du lec-
teur, et sachant allier à la curiosité historique une remar-
quable entente des affaires de librairie. Il faut lire, dans
l'introduction mise par Arthur de Boislisle en tête de la pré-
sente publication, les pages si instructives, si savoureuses,
consacrées à celui qu'en 1790 on appelait encore l'abbé
Soulavie, mais qui, par ses opinions révolutionnaires et sur-
tout par son mariage, ne devait pas tarder à renier ses ori-
gines ecclésiastiques. Comme j'ai eu l'occasion de le dire dans
un précédent rapport, c'est, en effet, notre ancien et très
regretté secrétaire qui avait préparé cette édition des
Mémoires authentiques, retrouvés parmi les épaves de l'un
des plus riches chartriers qui aient jamais été constitués. Il
les avait copiés et annotés brièvement, se proposant d'y
joindre une ample introduction où, après avoir dénoncé les
procédés de Soulavie, il aurait retracé l'existence du maré-
chal, dégagée de tout ce que la chronique scandaleuse y a
mêlé de légendaire et de suspect. Ce programme n'a été
rempli qu'en partie, et il est fâcheux qu'une notice pré-
cise et documentée sur Richelieu n'ait pas été écrite par
l'érudit le plus familier avec toutes les sources de l'histoire
moderne.

Peu de temps avant sa mort, le maréchal avait voulu
réunir lui-même les éléments d'une autobiographie, où
eussent été racontés les principaux événements de sa vie
publique. C'est ainsi qu'il avait dicté à un secrétaire, —
d'intelligence et de culture médiocres, comme le manuscrit
ne le prouve que trop, — les quelques chapitres découverts
par Arthur de Boislisle. Mais ces parties détachées d'une
œuvre d'ensemble, que l'âge ou la frivolité naturelle de

l'auteur ne lui permirent pas de composer, si elles ont le mérite de l'authenticité, déçoivent un peu le lecteur, qui s'attendait à des récits moins secs et à des révélations plus piquantes.

Avec plus de conscience et un moindre souci de spéculer sur la curiosité peu exigeante du public, Soulavie aurait trouvé dans la bibliothèque, qui lui avait été libéralement ouverte, la matière d'une publication d'un intérêt et d'un prix infinis. Non seulement le futur éditeur avait eu toutes facilités pour puiser à pleines mains dans les admirables portefeuilles du maréchal, mais le possesseur de tant de richesses avait pris plaisir à guider les recherches de son hôte et à l'initier, par de précieuses confidences, aux événements où il avait joué un rôle. C'est du moins Soulavie qui l'affirme, et peut-être avec quelque fatuité. En tout cas, il a bien mal compris le devoir qui lui incombait et la tâche qu'il assumait. Les mémoires qu'il commença de faire paraître au lendemain de la mort de Richelieu, au lieu d'être l'utilisation judicieuse et discrète de documents originaux de premier ordre, sont une audacieuse contrefaçon et le plus singulier assemblage de matériaux hétérogènes : une histoire générale du règne de Louis XV, où sont venus se fondre, dans une rédaction qui est l'œuvre de Soulavie, des emprunts à d'autres mémoires, encore inédits ou apocryphes, des souvenirs recueillis de la bouche du maréchal et jusqu'à des fragments authentiques, pris à bonne source.

L'édition préparée par Arthur de Boislisle substitue au fatras de Soulavie de véritables mémoires, ceux que le maréchal avait entrepris de dicter lui-même, et où se voient de nombreuses corrections de sa main, — d'une écriture de vieillard déjà tremblée et peu lisible. Nous devons savoir gré à MM. Jean de Boislisle et Léon Lecestre d'avoir enrichi nos collections d'un volume où s'affirment une fois de plus la perspicacité et l'érudition de notre ancien secrétaire.

Les *Mémoires authentiques* relatent donc, en une suite de chapitres d'étendue inégale, les événements importants de la vie publique de Richelieu : ses deux ambassades à Vienne et à Dresde, les trois ou quatre épisodes principaux de sa

.

carrière militaire, — Fontenoy, la campagne de Gênes, la prise de Port-Mahon et la capitulation de Closterseven, — et aussi, car il paraît y tenir, la maladie du roi à Metz pendant laquelle sa conduite, fort équivoque, ne fut que la continuation des intrigues par où il avait assuré la scandaleuse fortune de sa nièce à la mode de Bretagne, M^{mo} de la Tour-nelle, la future duchesse de Châteauroux. Tous ces récits sont d'une concision un peu sèche, et c'est avec raison que l'éditeur les a complétés, quand la chose était possible, à l'aide de rapports adressés par l'auteur lui-même au roi Louis XVI.

Le maréchal de Richelieu a rempli du bruit de ses aventures galantes une bonne partie du XVIII^e siècle, mais son rôle politique a été bien inférieur à celui qu'il aurait eu l'ambition de jouer. Le contraste entre sa *Vie privée*, écrite depuis longtemps et qui, dans l'ensemble, n'est guère que la chronique scandaleuse du règne de Louis XV, le contraste, dis-je, entre cette vie privée et les *Mémoires authentiques* montre ce qu'a été en réalité le héros d'un siècle corrompu, dont, suivant le mot terrible de Sainte-Beuve, il aurait été le dépravateur. Héritier d'un nom illustre, désigné pour les grands emplois, et grisé par quelques succès précoces, — il était de l'Académie française à vingt-quatre ans, et à vingt-huit ans ambassadeur à Vienne, — il a pu croire que la fortune continuerait à le porter où le poussait son ambition. Maréchal de France, successivement gouverneur de deux gouvernements aussi importants que ceux de Languedoc et de Guyenne, il se croyait appelé à monter plus haut encore. Il rêvait d'être premier ministre, et un premier ministre de l'envergure de son arrière-grand-oncle le cardinal. Sa légèreté, des incartades difficiles à oublier, des maladroites, que ce courtisan, pourtant si souple et si averti, ne sut pas éviter, firent évanouir le rêve. Il resta ce qu'il était : un personnage considérable, gardant jusqu'à un âge avancé un prestige de mauvais aloi et une renommée suspecte : le type achevé du roué et de l'homme de cour, prôné, quelques années après sa mort, par un sophisme intolérable, comme un censeur de l'Ancien régime et un précurseur de la Révolution.

Les retards, qu'ont subis la plupart de nos publications, ne me permettent pas de vous présenter un état de nos impressions très sensiblement différent de celui que je vous faisais connaître, il y a un an, à pareille époque. L'exercice 1916 a été clos par la distribution du tome II des *Mémoires de Brienne* et du dernier fascicule de l'*Annuaire-Bulletin*, afférent à la même année. Pour 1917, vous auriez reçu déjà les *Mémoires de Richelieu*, si M. Protat avait pu nous les expédier. Le tome IV du *Journal de Jean Vallier* est au brochage, et par conséquent à imputer sur le même exercice, qui sera complété par un nouveau volume, — le troisième, — des *Mémoires de Brienne*. L'*Annuaire-Bulletin* de 1917 pourra, croyons-nous, être terminé vers le mois d'août ou de septembre de la présente année.

L'exercice 1918 est amorcé. Quelques feuilles du tome I des *Grandes Chroniques* sont en placards, et il y a lieu d'espérer que l'impression de ce volume pourra être poussée activement. D'autre part, M. Bourrilly est maintenant en mesure de reprendre la publication des *Mémoires de du Bellay*. Le tome IV de ces *Mémoires* nous permettrait de clore l'exercice 1918 pour lequel nous sommes en droit de compter sur le tome II de la *Correspondance des ambassadeurs milanais*.

L'exercice 1919, si nos prévisions, d'ailleurs plausibles, se réalisent, comporterait l'achèvement et la distribution des trois volumes suivants : le tome III et dernier de la *Chronique des règnes de Jean II et de Charles V*, plus l'album complémentaire, qui doit être compté pour un volume, et enfin probablement le tome I des *Mémoires de Torcy*, qu'éditera pour nous M. François Rousseau. Votre Conseil a accueilli avec empressement le projet de publication que nous a soumis M. Rousseau. Jean-Baptiste Colbert, marquis de Torcy, a dirigé pendant les quinze dernières années du règne de Louis XIV le département des Affaires étrangères. Il nous a laissé, non pas à proprement parler, des mémoires, j'entends par là des souvenirs personnels et intimes, mais l'exposé des négociations diplomatiques qu'il a conduites depuis le traité de Ryswick jusqu'à celui d'Utrecht. C'est dire qu'il est souvent amené à rappeler quelques-unes

des circonstances les plus critiques et les plus dramatiques du règne. Une partie des *Mémoires*, — pour leur conserver le nom que les premiers éditeurs leur ont donné, — a été imprimée plusieurs fois, mais toujours de façon défectueuse. Une autre partie, et non la moins intéressante, est inédite ; elle va de 1715 à 1718 et, suivant une opinion bien établie et maintenant indiscutable, elle aurait été non seulement résumée et analysée, mais souvent copiée textuellement par Saint-Simon. Torcy a été longtemps, et est encore aujourd'hui, plus célèbre qu'il n'est connu. Les recherches, entreprises par M. Delavaud à son sujet, et dont il a bien voulu faire bénéficier notre Société, comblent très opportunément une lacune de notre information historique. Tout un volume sera consacré à la biographie de Torcy et à la correspondance échangée entre son père et lui ; cinq autres volumes seront nécessaires pour reproduire le texte des *Mémoires* eux-mêmes. La conscience que M. Rousseau apporte à tous ses travaux, et la collaboration si précieuse de M. Delavaud pour la partie biographique, nous sont de sûrs garants que cette nouvelle publication fera grand honneur à notre Société.

Dans quelle mesure et surtout dans quel délai le programme que je viens de vous soumettre se trouvera-t-il réalisé ? L'avenir seul le dira. Ce qui importe, c'est que notre activité, celle de nos collaborateurs ne se ralentissent à aucun moment, en dépit des retards qui, pour des raisons indépendantes de notre volonté, troublent la succession régulière de nos exercices. Pendant les périodes de crise comme celle que nous traversons, c'est quelque chose d'avoir vécu, mais c'est trop peu, pour les individus comme pour les associations, d'avoir échappé aux causes de mort, en se confinant dans une abstention égoïste et inerte ; il faut pour mériter de vivre faire preuve de vitalité, et c'est à quoi nous nous sommes appliqués depuis quatre ans et ne cesserons de nous appliquer jusqu'au bout.

RAPPORT DE MM. LES CENSEURS SUR L'ÉTAT DES FINANCES
DE LA SOCIÉTÉ AU 1^{er} JANVIER 1918.

Messieurs,

Conformément à nos règlements, nous avons vérifié les pièces comptables et les comptes que M. le Trésorier a bien voulu nous communiquer. La situation financière de notre Société se présentait, au 1^{er} janvier 1918, ainsi qu'il suit :

Recettes.

301 cotisations de l'année	9,030 fr. » » c.	
25 cotisations arriérées	750	» »
Vente des publications de la Société (4 années)	3,044	35
Intérêts des fonds et valeurs de la Société.	3,106	18
Remboursement de 5 bons de la Défense nationale	5,000	» »
3 rachats de cotisation	900	» »
Remboursement de frais d'envoi de volumes	15	» »
Reliquat en caisse au 1 ^{er} janvier 1917.	8,618	85
Total	<u>30,464 fr. 38 c.</u>	

Dépenses.

Impression de deux volumes.	4,638 fr. » » c.	
Honoraires d'éditeurs	750	» »
Frais de recouvrement des cotisations .	213	95
— de distribution des volumes . .	481	55
— de magasinage à l'entrepôt . .	30	05
— de gestion	400	» »
Indemnités aux secrétaire, trésorier et rédacteur de l' <i>Annuaire-Bulletin</i> . .	925	» »
A reporter	<u>7,438 fr. 55 c.</u>	

<i>Report</i>	7,438 fr. 55 c.	
Frais de librairie chez M. Laurens (3 années).	2,501	»»
Loyer du dépôt des publications	800	»»
Rémunération de l'agent (9 mois)	450	»»
Frais de déménagement et d'installa- tion	488	85
Dépenses diverses de ce dépôt	70	»»
Impressions diverses	157	»»
Dépenses diverses.	373	53
Placement de fonds	6,402 fr. 60	
Total	<u>18,681 fr. 63 c.</u>	

La balance de l'exercice 1917 s'établit de la manière sui-
vante :

Recettes	30,464 fr. 38 c.	
Dépenses	18,681	63
Restait en caisse au 1 ^{er} janvier 1918.	<u>11,782 fr. 75 c.</u>	

L'excédent de recettes dépasse les prévisions d'une somme de 5,638 fr. 90. D'une part, en effet, le chiffre des recettes a été supérieur de 1,275 fr. 53 à l'évaluation faite dans le projet de budget qui vous a été soumis l'an dernier : cet excédent porte sur le recouvrement des cotisations, la vente des publications, les intérêts des fonds de la Société, le remboursement des frais d'envoi de volumes et le rachat de trois cotisations. Il convient de noter, en outre, que la souscription ministérielle qui s'élève à 1,470 francs ne figure pas au compte, car elle n'a été touchée qu'après la clôture de l'exercice. — D'autre part, les dépenses ont été moindres qu'il n'avait été prévu : 18,681 fr. 63 au lieu de 23,045 francs, soit une économie de 4,363 fr. 37, qui a été réalisée sur divers chapitres du budget, à savoir impression des volumes (deux seulement au lieu de huit), honoraires des éditeurs, frais de recouvrement, frais de librairie, appointements de l'agent, déménagement, installation du dépôt et dépenses diverses.

Nous avons le regret de constater que le nombre des membres de notre Société est en décroissance : 428 au 1^{er} janvier 1918 contre 440 au 1^{er} janvier 1917; nous en avons perdu 12 au cours de l'année, 8 décès et 4 démissions; 3 admissions seulement ont été prononcées.

Les cotisations qui restent à recouvrer sont au nombre de 93, dont 50 pour l'exercice 1917, 20 pour 1916, 17 pour 1915 et 6 pour 1914.

Le projet de budget pour l'exercice 1918 prévoit 32,842 fr. 75 de recettes (y compris les 11,782 fr. 75, reliquat de l'exercice 1917); 20,655 francs de dépenses.

Soit un excédent prévu de 12,187 fr. 75.

Parmi les dépenses figure une somme de 14,000 francs représentant l'impression de cinq nouveaux volumes; on y a inscrit également, — et ceci est une innovation, — 100 francs applicables à l'acquisition de volumes épuisés ou très réduits en nombre. M. le Trésorier a demandé, en effet, au Comité des fonds que ce crédit, d'ailleurs peu important, lui soit ouvert, faisant valoir avec raison que, la Société étant maintenant son propre libraire, elle aurait intérêt à racheter, si elle en trouvait l'occasion, les volumes épuisés et aussi, quand il s'agirait d'une de ses publications en plusieurs tomes, ceux de ces tomes dont il ne resterait plus en magasin qu'une petite quantité, de manière à pouvoir vendre l'ouvrage complet.

Certifié exact et conforme aux écritures de M. le Trésorier de la Société.

Paris, le 7 mai 1918.

Les Censeurs :

G. DAUMET. Ch. DE LASTEYRIE.

II.

BIBLIOGRAPHIE.

61. — LEMIRE (L.-Em.). Cinquième centenaire (1418-1918) du siège soutenu contre les Anglais par la ville de Rouen, du 29 juillet 1418 au 19 janvier 1419; ouvrage accompagné d'un plan de Rouen au xv^e siècle et illustré de sept dessins à la plume hors texte de Charles Dubourg. In-8, 51 p. Rouen, impr. de la Vicomté.

62. — LEMONNIER (Henry). Procès-verbaux de l'Académie royale d'architecture (1671-1793), publiés pour la Société de l'histoire de l'Art français sous les auspices de l'Institut (Académie des beaux-arts; fondation Debrousse). Tome V : 1727-1743. In-8, xii-355 p. Paris, Édouard Champion.

63. — LENNEL DE LA FARELLE (E.). I : Le droit de colombier; II : L'acte de foi et hommage. In-8, 39 p. Abbeville, impr. F. Paillart.

(Extrait du Bulletin de la Société d'émulation d'Abbeville.)

64. — LEROUX (A.). La colonie germanique de Bordeaux; étude historique, juridique, statistique, économique, d'après les sources allemandes et françaises. Tome I : de 1462 à 1870; tome II : de 1871 à 1914. 2 vol. in-8, iv-631 p. Bordeaux, E. Féret.

65. — LE SOURD (A.). Description de quelques cachets armorisés du Lyonnais, Forez, etc., tirés des archives de la famille Guérin de Lyon. In-8, 16 p., orné de 44 illustrations. Paris, H. Daragon.

(Extrait de la Nouvelle Revue héraldique.)

66. — LESTRANGE (marquis H. DE). Le meurtre de François-Christophe de Lestrangle. In-4, 35 p. Aubenas, impr. Clovis Habauzit.

(Extrait de la Revue du Vivarais.)

PROCÈS-VERBAL

DE LA

SÉANCE DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

DE LA

SOCIÉTÉ DE L'HISTOIRE DE FRANCE,

TENUE LE 4 JUIN 1918,

A l'École des chartes, à quatre heures un quart,

SOUS LA PRÉSIDENTENCE DE MM. G. LEFÈVRE-PONTALIS ET H. STEIN,
PRÉSIDENTS.

(Procès-verbal adopté dans la séance du 5 novembre suivant.)

Le secrétaire adjoint donne lecture du procès-verbal de la séance du 2 avril et de celui de l'Assemblée générale du 7 mai; la rédaction en est approuvée par le Conseil.

M. le Président, avant les communications d'usage, tient à associer le Conseil aux angoisses patriotiques des derniers jours de mai et, dans la gravité de l'heure présente, à proclamer sa foi inébranlable dans les victorieuses destinées de la France et de ses alliés.

Il fait part au Conseil de la mort de M. Paul Le Blanc, qui faisait partie depuis soixante-six ans de la Société, où il avait été admis le 4 janvier 1852, et en était le doyen; il exprime les regrets qu'inspire la disparition sur nos listes du nom de ce vénéré confrère.

M. le Président souhaite la bienvenue à M. Poupardin, récemment élu membre du Conseil; il adresse ses félicitations à notre éminent collègue Mgr Baudrillart à l'occasion de son élection à l'Académie française et à notre confrère M. Jules Viard à qui l'Académie des inscriptions vient de décerner le premier prix Gobert.

Le Conseil procède au renouvellement de son Bureau et de ses Comités.

M. le Président fait connaître que, pour raisons de santé,

M. Maurice Roy, premier vice-président, décline toute candidature à la présidence.

Sont élus :

Président : M. Henri STEIN.

1^{er} vice-président : M. le comte BAGUENAUT DE PUCHESSE.

2^e vice-président : M. Alfred COVILLE.

Secrétaire adjoint : M. Henri COURTEAULT.

Trésorier-archiviste-bibliothécaire : M. Léon LECESTRE.

Comité de publication.

Sont réélus :

MM. BOULAY DE LA MEURTHE.

DE COURCEL.

H. COCHIN.

H.-Fr. DELABORDE.

DE MANDROT.

OMONT.

Comité des fonds.

Sont réélus :

MM. DE BARANTE.

DURRIEU.

MORANVILLÉ.

Maurice Roy.

M. Germain Lefèvre-Pontalis remercie le Conseil de la bienveillance et de l'appui qu'il n'a cessé pendant un an de trouver auprès de lui. En invitant M. Henri Stein à prendre possession de la présidence, il se réjouit de céder la place au distingué confrère dont il ne peut songer à détailler l'œuvre immense et variée d'historien, de bibliographe, d'archéologue; il veut rappeler cependant que les premiers travaux de M. Stein furent consacrés à l'un des chroniqueurs du

xv^e siècle dont notre Société mettait au jour dans le même temps les *Mémoires*, Olivier de la Marche.

M. Stein, en prenant possession de la présidence, remercie le Conseil de sa confiance et tâchera, dans le devoir qui lui incombe, de ne point se montrer trop inégal à ses éminents devanciers. Il tient en particulier, en remerciant son prédécesseur immédiat du zèle et de l'activité déployés par lui au cours de sa présidence, à rappeler les titres brillants qu'avait, pour être à la tête du Conseil de notre Société, l'ancien lauréat d'histoire du concours général, l'historien de la guerre de Cent ans, le biographe d'Odet de Selve, l'éditeur de Morosini.

Publications adressées à la Société.

PUBLICATIONS PÉRIODIQUES. — *Bulletin yougoslave*, avril et mai 1918. — *La nation tchèque*, revue bi-mensuelle, mars, avril, mai 1918.

SOCIÉTÉS SAVANTES. — *Bulletin de la Société de l'histoire du protestantisme français*, janvier-mars 1918. — *Bulletin de la Société des sciences historiques et naturelles de l'Yonne*, 1^{er} semestre de 1917. — *Bulletin de la Société d'études des Hautes-Alpes*, 1^{er} trimestre de 1918. — *Mémoires de l'Académie nationale des sciences, arts et belles-lettres de Caen*, 1916-1917. — *Indicateur d'antiquités suisses*, 1917, 4^e fascicule. — *Proceedings of the American philosophical Society*, nos 3 à 6 de 1917.

Ouvrages offerts par les auteurs ou les éditeurs.

Charles-Quint en Provence (1536), par V.-L. Bourrilly. Gr. in-8. Paris (extrait de la *Revue historique*). — *Extrait de l'ouvrage : Essai d'équilibre économique et social positif*, par René-E. Bossière. Br. in-8. Paris, Rousseau et C^{ie}. — *Un texte inédit de la donation par Renaud de Forez, archevêque de Lyon, en qualité d'administrateur des biens de Guy, comte de Forez, son neveu, à la maison de Saint-Jean-de-Jérusalem de Montbrison de cens à Sansier et à Montbrison pour l'anniversaire de son frère Guy, inhumé à Acre (1215)*. Br. in-8. Montbrison (extrait de la *Diana*).

Correspondance.

MM. Cochin, Delachenal, Durrieu s'excusent de ne pouvoir assister à la séance.

M. Poupardin remercie de son élection comme membre du Conseil.

M^{gr} Baudrillart remercie des félicitations que M. Lefèvre-Pontalis lui a adressées au nom du Conseil à l'occasion de son élection à l'Académie française.

Notre confrère M. Desjoyeaux fait hommage au Conseil d'une brochure dont il est l'auteur.

Travaux de la Société.

État des impressions :

Annuaire-Bulletin de 1917. Sans changement.

Journal de Jean Vallier. T. IV. Achevé, prêt à être distribué.

Mémoires de du Bellay. T. IV. 18 feuilles tirées; feuilles 19-21 en pages.

Dépêches des Ambassadeurs milanais. T. II. 8 feuilles tirées; feuilles 9 et 10 en placards.

Mémoires de Brienne. T. III. 12 feuilles tirées; feuilles 13 à 16 en placards.

Grandes Chroniques de France. T. I. 1 feuille tirée. On compose la suite.

Il est donné lecture de deux propositions de publication :

La première, par laquelle M. Paul Bonnefon, conservateur à la bibliothèque de l'Arsenal, offre de publier la correspondance inédite du comte de Brienne, comme complément à l'édition de ses *Mémoires*, est ainsi conçue :

Sur le point d'achever la publication des *Mémoires* du jeune Brienne, que la Société de l'Histoire de France a bien voulu me confier, je crois devoir lui faire connaître une circonstance susceptible de l'intéresser.

Au cours de mes recherches, j'ai réussi à reconstituer la suite complète de la correspondance de Brienne pendant son ministère, c'est-à-dire du 31 octobre 1658 à la fin de décembre 1661. On ne connaissait jusqu'alors que deux portions de cette correspondance : celle de 1659, conservée aux archives des Affaires étrangères, et

dont M. de Cosnac a tiré quelques extraits dans son ouvrage sur *Mazarin et Colbert*, et celle du dernier semestre de 1661, conservée à la fois par les Affaires étrangères et par la Bibliothèque nationale, qui a fourni à M. Jean de Boislisle des appendices utiles à son édition des *Mémoriaux* du Conseil du roi.

C'était, au total, la moitié de l'existence ministérielle de Brienne ; mais on ignorait le sort de sa correspondance pendant un laps de temps égal, c'est-à-dire pendant toute l'année 1660 et le premier semestre de 1661. Elle a pourtant été conservée et se trouve actuellement, d'une part à la bibliothèque de la Chambre des députés, et de l'autre au British Museum. De sorte que le rapprochement de ces sources diverses suffit à rétablir le cours entier de la correspondance de Brienne ministre.

Convient-il de la faire connaître au public ? Ce serait évidemment un fort utile complément aux *Mémoires*, et l'auteur l'envisageait ainsi, comme il résulte des explications qu'il donne. Il est certain que Brienne songeait à prendre ses lettres pour base de la troisième partie de ses *Mémoires*, celle qui devait contenir le détail de son passage aux affaires, et qu'il avait fait préparer dans ce but le recueil de sa correspondance (voy. *Mémoires*, t. I, p. 7-24). La manière dont il en parle peut même servir de guide, en partie, au futur éditeur qui se donnera la tâche de mettre sous les yeux du public cette œuvre demeurée inédite.

Les événements de notre histoire qu'elle renferme sont bien faits pour engager à la faire connaître : ce sont les derniers temps du ministère de Mazarin, depuis la rupture du projet de mariage du jeune roi avec la princesse de Savoie, son union avec l'infante d'Espagne, les négociations et les traités, la mort de Mazarin et les premiers mois du gouvernement personnel de Louis XIV, période courte, à la vérité, puisqu'elle ne comprend que trois années, mais singulièrement pleine d'événements importants dont Brienne fut le témoin direct et qu'il retrace avec précision et agrément.

Lui-même était fier du soin qu'il avait mis à parler de ces faits à mesure qu'ils se produisaient. Si la Société croit que cette considération ne saurait suffire à la déterminer à publier la correspondance du jeune Brienne, peut-être estimera-t-elle que la bonne foi du narrateur, la part qu'il a prise à la conduite des événements, son information diplomatique et sa connaissance du personnel de la Cour donnent une valeur particulière à ce qu'il a écrit. C'est un tableau sincère, pittoresque et véridique que la plume de Brienne trace ainsi quotidiennement de ce monde qui assiste au déclin de Mazarin et à l'éclosion de la personnalité du roi.

Si telle est l'opinion de la Société de l'Histoire de France, je suis prêt, pour ma part, à étendre à la correspondance de Brienne le soin qu'elle m'a confié de mettre au jour ses *Mémoires*. Les recherches faites jusqu'à maintenant m'en faciliteraient l'exécu-

tion qui, du moins pour le début, pourrait être assez prochaine. J'estime que trois volumes imprimés, — un par année, — suffiraient pour présenter au public de façon complète les huit volumes manuscrits qui comprennent cette correspondance et, entendu de la sorte, le premier volume imprimé pourrait paraître dix-huit mois après que cette mission nouvelle m'aurait été confiée si la Société croit devoir retenir la proposition que je viens de lui exposer.

La seconde proposition, émanée de M. de Saint-Léger, professeur à l'Université de Lille, et de M. le docteur Louis Lemaire, tend à la publication d'une partie des lettres authentiques du maréchal Godefroy d'Estrades; en voici le texte :

J'ai l'honneur de soumettre à la Société de l'Histoire de France, au nom du docteur Louis Lemaire et au mien, le projet suivant de publication. Il concerne la correspondance du maréchal Godefroy d'Estrades.

On sait le rôle très important joué par d'Estrades, pendant un demi-siècle environ, dans l'armée et la diplomatie. Chargé de nombreuses missions en Hollande à partir de l'année 1638, auprès des princes Frédéric-Henri et Guillaume d'Orange, gouverneur de places fortes en Italie, gouverneur de Guyenne, gouverneur de Dunkerque à deux reprises, ambassadeur en Hollande de 1663 à 1668, plénipotentiaire à Nimègue, telle fut, en quelques mots, la carrière diplomatique du maréchal.

Il n'est pas étonnant qu'on ait pensé, peu de temps après sa mort, à publier sa correspondance. Les documents ne manquaient pas. Le ministre de Lionne, qui trouvait que les dépêches d'Estrades étaient « pièces curieuses, dont on doit être bien aise de pouvoir remplir son cabinet », les avait collectionnées. En Hollande, de Witt et Wicquefort avaient fait de même. Quant à d'Estrades, il avait conservé précieusement les lettres qui lui avaient été adressées et les brouillons ou les copies des siennes propres. D'après l'abbé Lenglet du Fresnoy, ces papiers formaient vingt-deux volumes in-fol., dont le moindre avait 900 pages.

En 1709 parut à Bruxelles (ou plus exactement à La Haye) une première série de documents, intitulée *Lettres, mémoires et négociations de M. le comte d'Estrades, de 1663 à 1668 inclus* (5 vol. in-12).

En 1710, Moetjens publia à La Haye les *Lettres et négociations d'Estrades, de Colbert de Croissy et d'Avauz, avec les réponses et instructions du roi, de 1676 à 1677* (3 tomes en 2 vol. in-12).

En 1718, parurent à Amsterdam, chez J.-F. Bernard, en deux volumes souvent réunis en un seul, les *Ambassades et négociations, de 1637 à 1662*.

En 1719, Abraham De Hondt fonda en une seule les éditions de

1709 et 1718 et publia les *Lettres, mémoires et négociations de M. le comte d'Estrades* (6 vol. in-12).

Enfin, en 1743, Prosper Marchand, ajoutant à l'édition de 1719 les volumes de 1710, publia en neuf volumes les *Lettres, mémoires et négociations de M. le comte d'Estrades, de 1637 à 1677*.

Dès l'apparition des volumes de la première série (1709), des critiques furent adressées à l'éditeur. On lui reprocha d'avoir négligé certaines pièces très importantes et aussi d'avoir tronqué et défiguré presque toutes les autres.

Les volumes parus en 1710 ne contiennent qu'une partie des négociations de Nimègue. L'éditeur regrette de n'avoir rien trouvé au delà de l'année 1677.

Mais c'est surtout la série parue pour la première fois en 1718, et qui forme le premier volume de l'édition de 1743, qui mérite de retenir notre attention.

Cette série contient deux parties distinctes : 1^o les documents de 1637 à 1657; 2^o les documents relatifs à la vente de Dunkerque de 1661 à 1662.

Laissons de côté la deuxième partie, dont tous les documents sont authentiques. Elle présente toutefois des lacunes importantes.

Quant aux pièces qui composent la première série (1637-1657), des doutes sur leur authenticité ont été émis, notamment par Ranke, Goll et Salmon. Dans un article intéressant paru dans la *Revue historique* en 1877, Goll a conclu que certaines lettres étaient certainement fausses, d'autres douteuses, les dernières, en petit nombre, authentiques. Mais certains historiens ont continué à les utiliser toutes au même titre, et on les trouve souvent citées à l'occasion des relations entre la France et les Provinces-Unies. D'ailleurs, dans l'état de la question, Goll n'avait pu que formuler des hypothèses.

L'étude des papiers du maréchal d'Estrades conservés à la Bibliothèque nationale nous autorise à affirmer que tous ces documents sont faux ou falsifiés. Il n'y a d'exception à faire que pour trois documents : deux lettres et la « Relation de diverses conversations que M. le comte d'Estrades a eues avec M. le prince d'Orange dans les années 1639, 1640 et 1641 » (t. I, p. 46-56 de l'édition de 1743).

Ainsi donc, si nous prenons l'édition de 1743, la plus commode puisqu'elle seule donne toute la correspondance publiée, nous dirons, pour nous résumer, que :

1^o Les 132 premières pages du premier volume (période de 1637 à 1657) ne contiennent que des documents apocryphes, exception faite pour trois pièces;

2^o La deuxième partie de ce premier volume et tous les autres volumes renferment des documents authentiques, mais souvent tronqués; de plus, les lacunes y sont nombreuses.

Dans l'état actuel de nos recherches, nous ne pouvons, pour expliquer ces faits, qu'émettre quelques hypothèses.

En ce qui concerne les éditeurs de 1709 et de 1710, il est certain qu'ils n'eurent pas connaissance des papiers appartenant au maréchal d'Estrades et qu'ils publièrent seulement les documents qu'ils purent trouver en Hollande.

L'édition de 1718 semble n'avoir été qu'une entreprise de librairie. Les premiers volumes parus avaient eu beaucoup de succès; l'attention des érudits et du public était attirée sur les négociations du maréchal. Or, la première pièce publiée ne remontait pas au delà de l'année 1663. Peut-être était-il possible de réunir des documents antérieurs à cette date et de donner ainsi une tête à la collection? C'est ce que pensa probablement l'éditeur Bernard. Il trouva, en ce qui concerne la vente de Dunkerque, un manuscrit qui lui fournit les pièces essentielles. Restait la période antérieure à 1661. Pour cette époque, il ne possédait que quelques lettres authentiques, mais il avait quelques « relations » écrites par d'Estrades. Le maréchal avait eu, en effet, l'intention d'écrire ses mémoires, comme beaucoup de ses contemporains le faisaient; il avait rédigé certaines parties, qui avaient circulé de mains en mains. Grâce à ces « relations », il était possible de reconstituer la correspondance *vraisemblable* du maréchal. C'est ce que dut faire l'éditeur. De là les faits exacts que l'on rencontre dans ces prétendus documents et aussi les erreurs graves, erreurs de date, de personne, de lieu, renseignements fantaisistes, contradictions avec les documents authentiques, etc.

Ainsi donc, pour la période antérieure à 1661, la correspondance aurait été fabriquée de toutes pièces sur des documents dont le maréchal d'Estrades était l'auteur. Cela suffirait pour la faire rejeter en bloc.

Mais, en outre, que valaient les « relations » écrites par d'Estrades? C'étaient, nous l'avons dit, des fragments des mémoires qu'il avait l'intention d'écrire. La véracité des mémoires est souvent sujette à caution. En ce qui concerne les « relations », nous pouvons affirmer qu'il ne faut pas y attacher grande confiance. Nous avons en effet trouvé, dans les papiers du maréchal, des lettres qu'il avait préparées pour les faire entrer dans la rédaction de ses mémoires. Ces lettres ne reproduisent pas exactement les originaux; elles sont arrangées: on constate ici la suppression de certains passages gênants pour lui ou ses amis, là des additions, ailleurs des résumés inexacts ou des déchiffrements fantaisistes. Ainsi d'Estrades falsifiait les textes!

En résumé, la correspondance de la période antérieure à 1661 a été fabriquée sur des documents authentiques, mais dans lesquels on ne peut pas avoir toute confiance.

C'est pour remplacer cette série de documents faux, allant de 1637 à 1661, que nous proposons à la Société de l'Histoire de

France de publier les papiers authentiques du maréchal d'Estrades. Ils comprennent d'ailleurs, pour cette période, de nombreuses lettres de Richelieu, de Mazarin, du prince d'Orange, de Condé, de Lionne, de Le Tellier, etc., inédites pour la plupart. Rien que pour l'année 1649, nous avons vingt-cinq lettres originales inédites de Mazarin; pour l'année 1653-1654, soixante-cinq lettres originales de d'Estrades, etc.

Les documents de la période 1638-1661 pourraient former deux volumes de la dimension ordinaire des publications de la Société.

Ces deux propositions sont renvoyées à l'examen du Comité de publication.

M. Lecestre fait connaître au Conseil que l'entrepôt des Magasins généraux, où une partie de nos volumes était encore déposée, ayant été réquisitionné par l'autorité militaire, il a pu en transporter une partie au magasin de la rue Jacob, et que, pour le reste, notre collègue M. Langlois a bien voulu lui accorder l'hospitalité aux Archives nationales. Des remerciements sont adressés à M. Langlois.

M. Lecestre demande au Conseil de régulariser une dépense urgente que, avec l'approbation du Comité des fonds, il a dû engager et payer déjà en partie pour permettre à M. Viard, éditeur des *Grandes Chroniques*, d'avoir à sa disposition la photographie, reconnue indispensable, des 460 feuillets du manuscrit du British Museum qui en conserve le texte : les deux tiers de la dépense environ, soit 1,100 francs, pourraient être payés sur l'exercice en cours et le solde sur l'exercice suivant.

Le Conseil ratifie cette proposition.

M. Lecestre rend compte de l'état d'avancement de l'édition de Froissart, dont M. Mirot espère pouvoir donner bientôt un nouveau volume. En attendant, M. Georges Daumet offre de dresser la table des onze volumes déjà parus; cette proposition est acceptée avec reconnaissance par le Conseil qui charge officiellement notre collègue de cette partie, si utile, de la publication.

Le Conseil renouvelle les pouvoirs précédemment donnés à M. Léon Lecestre, réélu trésorier de la Société, afin qu'il touche à la caisse centrale du Trésor public le montant des

sommes dues par le ministère de l'Instruction publique pour fourniture d'exemplaires des publications de la Société et pour qu'il en donne quittance et valable décharge.

La séance est levée à cinq heures un quart.

II.

BIBLIOGRAPHIE.

67. — MARGUILLIER (A.). Saint Nicolas. In-16, 64 p., 42 illustrations. Paris, Henri Laurens.

68. — MARTIN (O.). Sentences civiles du Châtelet de Paris (1395-1505), publiées d'après les registres originaux. In-8, 189 p. Paris, libr. de la Société du « Recueil Sirey ».

(Extrait de la Nouvelle Revue historique de droit français et étranger.)

69. — MARTIN-CHABOT (E.). La tradition capitoline à Toulouse à la fin du XIII^e siècle. In-8, 12 p. Toulouse, Éd. Privat.

(Extrait des Annales du Midi.)

Montre, à l'aide d'une glose du XIII^e siècle, inscrite en marge des feuillets du ms. latin 9187 de la Bibliothèque nationale qui contient le texte de la coutume de Toulouse, « qu'en plein moyen âge, des souvenirs de l'époque romaine et du Capitole de Toulouse étaient bien vivants dans cette ville, du moins dans le milieu des juristes, et que, dans leur esprit, un lien était établi entre le lieu où se réunissaient les conseillers de la ville, *capitularii* ou *consules*, et le temple, sanctuaire des trois grandes divinités romaines, où parfois les sénats provinciaux tenaient leurs séances ».

70. — MASTRON (J. DE). Une bastide du XIII^e siècle : Pavie (Gers). In-8, 79 p. et une grav. Auch, impr. Cocharaux.

71. — MATHOREZ (J.). Les éléments de population orientale en France; les Arméniens en France du XII^e au XVIII^e siècle. In-8, 19 p. Nogent-le-Rotrou, impr. Daupeley-Gouverneur.

(Extrait de la Revue historique.)

72. — MEURGEY (J.). Les anciens symboles héraldiques des villes de France : Verdun ; avec des armoiries dessinées et gravées par Henry André. In-8, 51 p. Paris, Éd. Champion.

73. — MEURGEY (J.). Les armoiries du pays basque ; étude historique, critique et anecdotique sur les différents écus qui ont formé le blason du pays basque, les particularités et les analogies qu'ils présentent, les légendes et les traditions qu'ils évoquent. In-8, 78 p. avec figures. Paris, Éd. Champion.

74. — MIGNARD et PARAT (abbé A.). Le château fort ducal d'Avallon au ^{xii}^e siècle. In-8, 7 p. et un plan et grav. Auxerre, impr. Gallot.

(Extrait du Bulletin de la Société des sciences historiques et naturelles de l'Yonne.)

75. — MIROT (Léon). Notes sur un hôtel de la rue des Poulies (hôtel de Vaucouleur, de Cypières, de Créqui). In-8, 317 p. Paris, impr. Renouard.

(Extrait du Bulletin de la Société de l'histoire de Paris et de l'Ile-de-France.)

Reconstitue très complètement l'histoire d'un ancien hôtel parisien, aujourd'hui disparu par suite du percement de la rue de Rivoli, et qui doit surtout sa notoriété à ce qu'on a cru longtemps qu'il appartenait à des parents de Jeanne d'Arc ou à la dame des Armoises. En réalité, il tirait son premier nom de Vaucouleur du nom du plus ancien propriétaire que l'on en connaisse, Hamon de Vaucouleur, originaire du diocèse de Saint-Malo (Vaucouleur est aujourd'hui une localité des Côtes-du-Nord).

76. — MITHOUARD (A.). Paris, capitale de l'Occident. In-8, 31 p. Paris, impr. Plon-Nourrit.

77. — MONVAL (Jean). Soufflot, sa vie, son œuvre, son esthétique. In-8, 550 p. et planches. Paris, Alphonse Lemerre.

78. — MONVAL (Jean). Correspondance de Soufflot avec les directeurs des Bâtiments concernant la manufacture des Gobelins (1756-1780). In-8, 328 p. Paris, Alphonse Lemerre.

79. — MOREAU-NÉLATON (Étienne). Mémorial de famille. 5 vol. in-4, dont 4 avec grav. Tome I, vi-237 p.; tome II, 227 p.; tome III, 165 p.; tome IV, 44 p.; tome V, tableaux généalogiques. Paris, impr. Frazier-Soye; édité par l'auteur.

80. — Notices et extraits des manuscrits de la Bibliothèque nationale et autres bibliothèques, publiés par l'Académie des inscriptions et belles-lettres; tome XL. Paris, C. Klincksieck.

81. — OMONT (H.). Le livre ou cartulaire de la nation de Normandie de l'Université de Paris. In-8, 108 p. et planches. Rouen, impr. A. Lainé.

82. — OMONT (H.). Bibliothèque nationale; nouvelles acquisitions du département des manuscrits pendant les années 1915-1917; inventaire sommaire. In-8, 52 p. Paris, Ernest Leroux.

(Extrait de la Bibliothèque de l'École des chartes.)

83. — OMONT (H.). Minute du contrat de mariage de Charles VIII et d'Anne de Bretagne (6 décembre 1491). In-8, 7 p. Nogent-le-Rotrou, impr. Daupeley-Gouverneur.

(Extrait de l'Annuaire-Bulletin de la Société de l'Histoire de France.)

84. — ORSIER (J.). Pierre II de Savoie, le Petit-Charlemagne (1203-1268), et le droit de succession à la couronne en Savoie du XII^e au XIV^e siècle. In-8, 32 p. Paris, Éd. Champion.

85. — PANEL (D^r G.). Documents concernant les pauvres de Rouen; extraits des archives de l'hôtel de ville, publiés avec une introduction, notes et table. Tome I : 1224 à 1630. In-8, xlix-257 p. Rouen, A. Lestringant; Paris, Auguste Picard.

(Société de l'histoire de Normandie).

PROCÈS-VERBAL

DE LA

SÉANCE DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

DE LA

SOCIÉTÉ DE L'HISTOIRE DE FRANCE,

TENUE LE 5 NOVEMBRE 1918,

A l'École des chartes, à quatre heures et demie,

SOUS LA PRÉSIDENTENCE DE M. H. STEIN, PRÉSIDENT.

(Procès-verbal adopté dans la séance du 3 décembre suivant.)

Le secrétaire donne lecture du procès-verbal de la dernière séance; la rédaction en est adoptée par le Conseil.

Le président annonce que, depuis le 4 juin, la Société n'a pas perdu moins de sept de ses membres : M. le comte d'Antioche, entré dans la Société en 1887 et membre du Conseil depuis 1907; il collaborait à la *Revue d'histoire diplomatique* et a publié un livre documenté sur le général Changarnier; au début de la guerre, il avait repris du service comme capitaine de réserve de cavalerie; — M. le comte Sanche de Gramont, lieutenant pilote-aviateur, tué en combat aérien, trois fois cité à l'ordre du jour; — M. Octave Noël, professeur à l'École des Hautes-Études commerciales, membre de la Société depuis cinquante ans (1868); — M. Raymond Chevalier, maire de Soisy-sous-Étiolles, qui avait remplacé son père sur nos listes en 1915; — M. le comte d'Ussel, entré dans la Société en 1888; — M. René Choppin, entré dans la Société en 1894; — M. le vicomte de Cormanin, qui était des nôtres depuis 1874.

Les regrets unanimes du Conseil accueillent ces communications.

M. le Président proclame membres de la Société, après avoir soumis ces admissions à l'approbation du Conseil :

2602. M^{me} Raymond CHEVALIER, 216, rue de Rivoli, à

la place de son mari décédé; présentée par MM. Henri Stein et Henry Cochin.

2603. M. René BESSIÈRES, 155, rue du Faubourg-Poissonnière; présenté par MM. Stein et Poupardin.

2604. M. le baron Jean DE GAIL, colonel commandant le 4^e cuirassiers à pied, officier de la Légion d'honneur, décoré de la croix de guerre avec sept citations, 102, avenue des Champs-Élysées; présenté par MM. de Kermaingant et Stein.

Publications adressées à la Société.

PUBLICATIONS PÉRIODIQUES. — *La nation tchèque*, revue bi-mensuelle, 15 mai à 15 octobre 1918. — *Bulletin yougoslave*, juin à octobre 1918.

SOCIÉTÉS SAVANTES. — *Bulletin de la Société de l'histoire du protestantisme français*, avril-juin et juillet-septembre 1918. — *Bulletin de la Société nationale des Antiquaires de France*, année 1916. — *Bulletin de la Société archéologique et historique de l'Orléanais*, 3^e et 4^e trimestres de 1917. — *Mémoires de la Société d'agriculture, sciences et arts d'Angers*, année 1917. — *Recueil des travaux de la Société libre d'agriculture, sciences, arts et belles-lettres de l'Eure*, année 1917. — *Bulletin de la Société des Antiquaires de l'Ouest*, 3^e et 4^e trimestres de 1917, 1^{er} trimestre de 1918. — *Mémoires de la Société académique du département de l'Aube*, année 1917. — *Bulletin de la Société d'études des Hautes-Alpes*, 2^e trimestre de 1918. — *Archives historiques du département de la Gironde*, tome LI. — *Indicateur d'antiquités suisses*, 1918, 1^{er} et 2^e fascicules. — *Musée national suisse*, à Zurich, XXVI^e rapport annuel, 1917. — *Proceedings of the American philosophical Society*, 1917, n^o 7; 1918, n^{os} 1 à 4. — *Bureau of American ethnology*, bulletins 63 et 66. — *Annual report of the American historical association*, 1914 (2 vol.) et 1915.

Ouvrages offerts par les auteurs ou les éditeurs.

Les Journaux du trésor de Charles IV le Bel, publiés par Jules Viard. In-4. Paris, Impr. nationale (*Collection des documents inédits*). — *Analecta Montserratensia*, par les religieux de Montserrat, tome I. In-4. Monastère de Montserrat.

Correspondance.

MM. Baguenault de Puchesse et Alfred Coville, élus, le 4 juin dernier, l'un premier vice-président et l'autre second vice-président, adressent leurs remerciements au Conseil.

MM. le marquis de Beauchesne, le duc de la Force, de Mandrot et Moranvillé s'excusent de ne pouvoir assister à la séance.

Travaux de la Société.

État des impressions :

Annuaire-Bulletin de 1917. Fasc. 3-4. Au brochage.

Annuaire-Bulletin de 1918. Fasc. 1-2. En cours d'impression.

Dépêches des Ambassadeurs milanais. T. II. Feuilles 12 à 16 en bon à mettre en pages.

Mémoires de Martin et Guillaume du Bellay. Feuilles 16 et 17 en placards, pas de changement.

Mémoires de Brienne. T. III. On compose l'Introduction et la Table.

Grandes Chroniques de France. T. I. Feuilles 2 et 3 en pages; feuilles 4 à 7 en placards.

M. Omont fait connaître l'avis du Comité de publication sur deux propositions soumises à son examen et dont le Conseil avait été saisi par deux lettres lues à la précédente séance et insérées à son procès-verbal. En ce qui touche l'offre faite par M. Bonnefon, éditeur des *Mémoires de Brienne*, de publier, pour faire suite à ces Mémoires, trois volumes de la correspondance politique du même personnage, le Comité estime qu'il n'y a pas lieu, quel que pût être l'intérêt de cette publication, de l'entreprendre sous les auspices de la Société. Au contraire, la proposition faite par M. A. de Saint-Léger, tant en son nom qu'en celui de M. le docteur Lemaire, d'imprimer en deux volumes les papiers authentiques du maréchal Godefroy d'Estrades pour la période de 1638 à 1661 peut être acceptée en principe.

Ces conclusions sont adoptées par le Conseil.

M. le Trésorier donne quelques renseignements sur la vente de nos volumes au cours des derniers mois.

La séance est levée à cinq heures et demie.

II.

BIBLIOGRAPHIE.

86. — PFISTER (C.). Comment la république de Mulhouse s'est donnée à la France. In-8, 20 p. Paris-Nancy, Berger-Levrault.

87. — PITON. Guillaume de Saint-Marcel. In-8, 24 p. Paris, Édouard Champion.

(Extrait de la Correspondance historique et archéologique.)

88. — POULAIN (abbé F.). Découvertes archéologiques au vieux château de Voutenay. In-8, 17 p. avec figures. Auxerre, impr. Gallot.

(Extrait du Bulletin de la Société des sciences historiques et naturelles de l'Yonne.)

89. — PRINET (Max). Le reliquaire de la Sainte-Épine de Poligny. In-8, 6 p. Besançon, impr. Jacques et Demontrond.

(Extrait des Mémoires de l'Académie de Besançon.)

Restitue le texte de la légende inscrite au XIII^e siècle sur ce reliquaire qui contenait une épine de la couronne du Christ; ce texte, incomplètement lu par Chevalier dans ses *Mémoires historiques sur la ville et seigneurie de Poligny*, parus au XVIII^e siècle, et non interprété par les érudits qui se sont, depuis, occupés de ce reliquaire, est très probablement emprunté à un recueil de conseils moraux du moyen âge et forme deux vers léonins.

90. — PRINET (Max). Les armoiries familiales dans la décoration des sceaux des évêques français au XIII^e siècle. In-8, 12 p. avec planches. Paris, Impr. nationale.

(Extrait du Bulletin archéologique du Comité des travaux historiques.)

Établit, contrairement à l'opinion de M. Roman, d'après une série d'exemples, que, dès la première moitié du XIII^e siècle, les évêques français ont commencé à faire figurer sur leurs contre-sceaux les armoiries de leurs familles et, au milieu de ce siècle, sur la face principale de leurs sceaux. Cet usage, assez rare au XIII^e siècle, se répand au XIV^e.

PROUÈS-VERBAL

DE LA

SÉANCE DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

DE LA

SOCIÉTÉ DE L'HISTOIRE DE FRANCE,

TENUE LE 3 DÉCEMBRE 1918,

A l'École des chartes, à quatre heures un quart,

SOUS LA PRÉSIDENCE DE M. H. STEIN, PRÉSIDENT.

(Procès-verbal adopté dans la séance du 4 mars 1919.)

Le secrétaire donne lecture du procès-verbal de la précédente séance; la rédaction en est approuvée par le Conseil.

Avant d'aborder l'ordre du jour, M. le Président prononce l'allocution suivante :

« Au mois de juin dernier, notre président, M. Lefèvre-Pontalis, la voix toute empreinte d'émotion, ouvrait la réunion du Conseil en nous faisant participer aux inquiétudes que causait à tous la situation critique dans laquelle se trouvait notre pays envahi et en signalant les dangers qui menaçaient Paris. Les obus, périodiquement projetés sur la capitale, scandaient ses paroles; mais la gravité de l'heure ne nous empêchait pas d'avoir confiance, de tenir séance comme à l'ordinaire et de faire des projets d'avenir pour les temps qui suivraient la victoire. Ces temps sont venus, plus tôt que nous n'eussions osé l'espérer. Depuis le 11 novembre, grâce à la splendide conduite de nos héroïques combattants et à leur admirable commandement, un armistice a été signé, notre territoire a été pleinement libéré de l'envahisseur. Nous occupons nos chères provinces recouvrées, nous prenons des gages en pays ennemi, nous acclamons nos vaillantes troupes et celles de nos alliés, nous nous rapprochons chaque jour de la signature d'une paix bienfaisante, victorieuse et réparatrice. Aux félicitations qu'ont reçues de toutes parts les artisans de cette œuvre

glorieuse, joignons les nôtres, et saluons l'heureux jour qui nous fait entrer dans une phase nouvelle de l'histoire de notre chère France. »

Le Conseil s'associe par ses applaudissements aux sentiments exprimés par M. le Président.

M. le Président annonce la mort d'un de nos confrères, M. Pierre de Pimodan, tué à l'ennemi le 31 mai 1918, et adresse à sa veuve ses respectueuses condoléances. Le Conseil s'associe à l'expression de ces regrets.

Publications adressées à la Société.

PUBLICATIONS PÉRIODIQUES. — *La nation tchèque*, revue bi-mensuelle, n° du 1^{er} novembre 1918. — *Bulletin yougoslave*, novembre 1918.

SOCIÉTÉS SAVANTES. — *Bulletin de la Société d'études des Hautes-Alpes*, 3^e trimestre de 1918. — *Bureau of American ethnology*, bulletin 61.

Ouvrages offerts par les auteurs ou les éditeurs.

Comtes de Civry de la maison souveraine de Bar (tige des comtes de Ferrette) (extrait du 5^e volume du *Nobiliaire du XX^e siècle*). Br. in-16. Paris. — *Catalogue général des manuscrits des bibliothèques publiques de France : Université de Paris et Universités des départements*. In-8. Paris, Plon-Nourrit et Cie.

Correspondance.

MM. de Barante et de Beauchesne s'excusent de ne pouvoir assister à la séance.

Travaux de la Société.

État des impressions :

Annuaire-Bulletin de 1917. Fasc. 3-4 terminé. En souffrance à Nogent-le-Rotrou par pénurie de transport.

Annuaire-Bulletin de 1918. Fasc. 1-2. En composition.

Dépêches des ambassadeurs milanais. T. II. Feuilles 13 à 15 en bon à tirer; on compose la suite.

Mémoires de du Bellay. T. IV. Feuilles 21 à 22 en bon à tirer; on compose l'Introduction.

Mémoires de Brienne. T. III. Introduction, 2 feuilles tirées; on compose la suite.

Grandes Chroniques de France. T. I. Feuilles 2 et 3 en bon à tirer; feuilles 4-5 en bon à mettre en pages.

M. Élie Berger ayant demandé, pour des raisons de santé, la nomination d'un commissaire responsable adjoint en vue de suivre la publication des *Grandes Chroniques*, M. Poupardin est désigné par le Conseil pour remplir cette mission. M. H. Cochin, pressenti par M. le Président, veut bien accepter d'être le commissaire responsable de la publication, entreprise par MM. de Saint-Léger et Lemaire, des papiers authentiques du maréchal d'Estrades.

Au nom du Comité des fonds, M. le comte Durrieu soumet au Conseil le projet de résolution suivant :

« Le Conseil décide que les cotisations des années 1915, 1916, 1917 et 1918 ne seront point réclamées aux membres de la Société, tant particuliers que bibliothèques publiques, appartenant aux pays envahis par l'ennemi, qui solliciteraient cette exonération. Les volumes publiés par la Société pendant ces quatre exercices leur seront envoyés gratuitement.

« Pour celles de ces bibliothèques dont les collections auraient été détruites, le Conseil décide de leur faire don de tous les volumes de ses publications dont il existera encore en magasin vingt exemplaires au moins.

« Quant aux Sociétés savantes correspondantes de la Société ayant leur siège dans les mêmes régions, le Conseil décide que les années 1914, 1915, 1916 et 1917 de l'*Annuaire-Bulletin* leur seront envoyées dès que cela sera possible et que, pour celles dont les collections auraient été détruites, la Société les leur remplacera gratuitement sous

la réserve qu'il en existera encore dans les magasins vingt exemplaires au moins.

« Il donne pouvoir à son trésorier, sous le contrôle du Comité des fonds, pour l'exécution de ces décisions. »

· Ce projet de résolution est adopté par le Conseil.

Sur le rapport présenté par M. le comte Durrieu, au nom du Comité des fonds, le Conseil donne pleins pouvoirs à M. le trésorier pour proroger jusqu'au 31 décembre 1920, par simple échange de lettres, et pour les seules conditions que l'état de guerre n'aura pas modifiées, le traité passé avec M. Protat, imprimeur, et qui arrivera à expiration le 31 juillet 1919.

La séance est levée à cinq heures.

PRIX DÉCERNÉS PAR L'INSTITUT AUX OUVRAGES HISTORIQUES.

L'Académie française, dans sa séance publique annuelle du 28 novembre 1918, a décerné les prix suivants :

PRIX GOBERT. — Le premier prix (9,000 fr.) à M. Pierre de Nolhac, pour son *Histoire du château de Versailles*. — Le second prix (1,000 fr.) à M. Édouard Driault, pour son ouvrage intitulé : *Napoléon et l'Europe*.

PRIX THÉROUANNE. — Un prix de 2,000 fr. à M. le baron Beyens, pour son livre *L'Allemagne avant la guerre*. — Un prix de 1,000 fr. à M. Bertrand Auerbach, pour son livre *Les races et les nationalités en Autriche-Hongrie*. — Deux prix, de 500 fr. chacun, à M. Picavet, pour son ouvrage sur *Les dernières années de Turenne (1660-1675)*, et à M. Émile Sageret, pour son ouvrage sur *Le Morbihan et la chouannerie morbihannaise sous le Consulat*.

PRIX JUTEAU-DUVIGNEAUX. — Un prix de 1,000 fr. à M. l'abbé Charles Guillemant, pour son livre sur *Pierre-*

Louis Parisis. — Un prix de 500 fr. à M. Albert Autun, pour son ouvrage intitulé : *L'Échec de la Réforme en France au XVI^e siècle.*

PRIX SOBRIER-ARNOULD. — Un prix de 1,000 fr. à M. Ernest Jovy, pour son *Fénelon inédit.*

PRIX FURTADO. — Un prix de 500 fr. à MM. Léon Bocquet et Ernest Hosten, pour leur ouvrage *L'agonie de Dixmude.*

PRIX CHARLES-BLANC. — Un prix de 1,000 fr. à M. Paul Léon, pour son livre *Les monuments historiques.* — Deux prix, de 500 fr. chacun, à M. Dubois-Corneau, pour son étude sur *Pâris de Montmartel*, et à M. l'abbé Hardy, pour son ouvrage sur *La cathédrale de Saint-Pierre de Lisieux.*

PRIX BROQUETTE-GONIN. — Ce prix, de la valeur de 10,000 fr., est décerné à M. Émile Mâle, pour ses travaux sur *L'art religieux en France.*

PRIX SAINTOUR. — Un prix de 1,000 fr. à M. Émile Magne, pour sa publication des *Lettres inédites de Marie-Louise de Gonzague sur la cour de Louis XIV.*

PRIX MONTYON. — Deux prix, de 500 fr. chacun, à Mgr Cagnac, pour son étude sur *Fénelon apologiste de la foi*, et à M. l'abbé Contrasty, pour son *Histoire de Sainte-Foy de Peyrolières.*

L'Académie des inscriptions et belles-lettres, dans sa séance publique annuelle du 22 novembre 1918, a décerné les prix suivants :

PRIX GOBERT. — Le premier prix (9,000 fr.) à M. Jules Viard, pour son livre intitulé : *Les Journaux du trésor de Charles IV.* — Le second prix (1,000 fr.) à M. le baron Le Barrois d'Orgeval, pour son étude sur *Le tribunal de la connétablie de France du XIV^e siècle à 1790.*

ANTIQUITÉS DE LA FRANCE. — La première médaille (1,500 fr.) à M. R. de Saint-Venant, pour son *Dictionnaire topographique, historique, biographique, généalogique et héraldique du Vendômois*. — La deuxième médaille (1,000 fr.) à M. G. Mollat, pour son *Étude critique sur les « Vitae paparum Avinionensium » d'Étienne Baluze*.

PRIX DUCHALAIS. — Ce prix, de la valeur de 1,000 fr., est décerné à M. le comte de Castellane, pour ses *Mélanges de numismatique du moyen âge*.

PRIX BORDIN. — Un prix de 1,500 fr. à M. André Blum, pour son livre sur *L'estampe satirique en France pendant les guerres de religion*. — Deux prix, de 500 fr. chacun, à M. A. Långfors, pour *Les Incipit des poèmes français antérieurs au XVI^e siècle*, et à M. l'abbé Ch. Guéry, pour son *Histoire de l'abbaye de Lyre*.

PRIX BRUNET. — Un prix de 1,500 fr. à M. Henri Hauser, pour *Les sources de l'histoire de France au XVI^e s. (1494-1610)*. — Un prix de 1,000 fr. à M. Louis Loviot, pour son ouvrage intitulé : *Auteurs et livres anciens (XVI^e et XVII^e siècles)*. — Un prix de 500 fr. à M. P. Le Verdier, pour son livre sur *L'atelier de Guillaume Le Talleur, premier imprimeur rouennais*.

PRIX DE LA GRANGE. — Ce prix, de la valeur de 1,000 fr., est décerné à M. Ernest Langlois, pour le tome I de son édition du *Roman de la Rose*.

PRIX JEAN-JACQUES BERGER. — Un prix de 4,000 fr. au docteur E. Wickersheimer, pour sa publication des *Commentaires de la Faculté de médecine de l'Université de Paris*. — Deux prix, de 3,000 fr. chacun, à M. E. Coyecque, pour son *Recueil d'actes notariés relatifs à l'histoire de Paris au XVI^e siècle*, et à M. A. Vidier, pour son ouvrage intitulé : *Les marguilliers laïcs de Notre-Dame de Paris*. — Un prix de 2,000 fr. à M. L. Dorez, pour son ouvrage sur la *Faculté de décret de l'Université de Paris au XV^e siècle*. — Deux prix, de 1,000 fr. cha-

cun, à M. l'abbé Clerval, pour son édition du *Registre des procès-verbaux de la Faculté de théologie de Paris*, et à M. P. Lacombe, pour son travail sur *Les anciens livrets des rues de Paris imprimés aux XV^e et XVI^e siècles*. — Un prix de 500 fr. à M. Paul Lecestre, tué à l'ennemi, pour sa *Notice sur l'Arsenal royal de Paris jusqu'à la mort de Henri IV*.

PRIX PROST. — Ce prix, de 1,200 fr., est décerné à M. Germain de Maidy, pour l'ensemble de ses travaux d'archéologie lorraine.

L'Académie des sciences morales et politiques, dans sa séance publique annuelle du 28 décembre 1918, a décerné les prix suivants :

PRIX DROUYN DE LHUYS. — Deux prix, de 1,500 fr. chacun, à M. le vicomte de Guichen, pour son livre *La révolution de Juillet 1830 et l'Europe*, et à M. Émile Laloy, pour son livre *La diplomatie de Guillaume II, depuis son avènement jusqu'à la déclaration de guerre de l'Angleterre*. — Deux récompenses, de 500 fr. chacune, à M. Ernest Lémonon, pour son étude sur *Les alliés et les neutres : août 1914-décembre 1918*, et à M. le comte Louis de Voïnovitch, pour son livre sur *La monarchie française dans l'Adriatique*.

PRIX PAUL-MICHEL PERRET. — Un prix de 1,500 fr. à M. Jean Monval, pour son livre *Soufflot, sa vie, son œuvre, son esthétique*. — Une récompense de 500 fr. à M. René Lote, pour son livre intitulé : *Germania ; l'Allemagne et l'Autriche dans la civilisation et dans l'histoire*. — Une mention honorable à M. Henri Martin, pour son travail sur *Les biens nationaux dans le diocèse de Toulouse*.

PRIX FRÉVILLE. — Ce prix, de 1,500 fr., est décerné à M. J. Tramond, pour son *Manuel d'histoire maritime de la France*.

PRIX LE DISSEZ DE PENANRUN. — Ce prix, de 2,000 fr., est décerné à M. Julien Hayem, pour sa publication de *Documents pour servir à l'histoire du commerce et de l'industrie en France*.

PRIX AUDIFFRED. — Une récompense de 1,000 fr. à M. Crémieux, pour son livre sur *Marseille et la royauté pendant la minorité de Louis XIV*.

PRIX JEAN REYNAUD. — Ce prix, de la valeur de 10,000 fr., est décerné à la mémoire de M. Vidal de la Blache, pour son livre sur *La France de l'Est*.

PRIX ERNEST THOREL. — Une récompense de 500 fr. à M. Huvelin, pour son livre sur *La deuxième guerre punique*.

II.

BIBLIOGRAPHIE.

91. — PRINET (M.). Les sceaux et le seing manuel de Pierre Hauteville, prince d'amour. In-8, 15 p. Nogent-le-Rotrou, impr. Daupeley-Gouverneur.

(Extrait de la Bibliothèque de l'École des chartes.)

92. — PRINET (M.). Les usages héraldiques au ^{xiv}^e s., d'après les chroniques de Froissart. In-8, 16 p. Nogent-le-Rotrou, impr. Daupeley-Gouverneur.

(Extrait de l'Annuaire-Bulletin de la Société de l'histoire de France.)

93. — RÉGNÉ (Jean). Le saint des Boutières : Jean-François Régis (1597-1640). In-8, 12 p. Aubenas, impr. Clovis Habauzit.

(Extrait de la Revue du Vivarais.)

94. — REVEL (J.). Histoire des Normands ; tome I. In-8, x-611 p. Paris, Eugène Fasquelle.

95. — SALINIS (Père A. DE). M^{me} de Villeneuve, née Marie L'Huillier d'Interville, fondatrice et institutrice de la Société de la Croix (1597-1650); essai documentaire d'après des sources inédites. In-8, xix-547 p. et portrait. Paris, Gabriel Beauchesne.

96. — SALOMON (E.). Les ex-libris d'André Christophe Chomel, seigneur de la Fayolle et du Mont, juge châtelain de Saint-Didier-Nérestang, maître des requêtes au parlement de Dombes; les armes des Dupuy; généalogie des Dervieu et des la Beau de Bérard, marquis de Maclas; blasons inédits des d'Espinchal, Courtin de Neufbourg, Mabiez de Malval, Syveton, Desverneys, Mathevon de Curnieu, etc. In-8, 16 p., 19 illustrations. Paris, H. Daragon.

97. — SALTET (abbé L.). Histoire sommaire de l'Église; dessins de Joseph Girard. In-8, 303 p., grav. et cartes. Paris, J. de Gigord.

98. — SAUVAGE (R.-N.). Comptes de dépenses pour la guerre engagées par Charles de France, duc de Normandie, en 1468. In-8, 17 p. Rouen, impr. A. Lainé.

99. — SEPET (M.). Observations critiques sur l'histoire de Jeanne d'Arc : la lettre de Perceval de Boulainvilliers. In-8, 11 p. Nogent-le-Rotrou, impr. Daupeley-Gouverneur.

(Extrait de la Bibliothèque de l'École des chartes.)

100. — SERTILLANGES (abbé A.-D.). Saint Louis. In-16, 64 p., 43 illustrations. Paris, Henri Laurens.

101. — SERTILLANGES (abbé A.-D.). Sainte Geneviève. In-16, 64 p., 45 illustrations. Paris, Henri Laurens.

102. — SÉVESTRE (E.). Les idées gallicanes et royalistes du haut clergé à la fin de l'ancien régime, d'après la correspondance et les papiers inédits de Pierre-Augustin Godart de Belbeuf, évêque d'Avranches (1762-1803). 296 p. et portrait, fac-similé et grav. Caen, E. Domin; Paris, Auguste Picard.

103. — STEIN (H.). Pierre Tristan, chambellan de Phi-

lippe-Auguste, et sa famille. In-8, 21 p. Nogent-le-Rotrou, impr. Daupeley-Gouverneur.

(Extrait de la Bibliothèque de l'École des chartes.)

104. — TOUZERY (chanoine J.). Histoire de saint Amans, premier évêque de Rodez. In-8, xxiv-79 p. avec grav. Rodez, impr. catholique.

105. — TOUZERY (chanoine J.). Histoire de saint Martial, apôtre d'Aquitaine, fondateur de l'église de Rodez. In-8, viii-63 p. avec grav. Rodez, impr. catholique.

106. — UZUREAU (F.). Andegaviana (20^e série). In-8, 540 p. avec carte. Paris, Auguste Picard.

107. — VAN DER LINDEN (H.). Vue générale de l'histoire de Belgique. In-16, 287 p. Paris, Payot et C^{ie}.

108. — VILLEMAGNE (A.). Bullaire du bienheureux Pierre de Castelnau, martyr de la foi (16 février 1208). In-8, xlii-425 p. Montpellier, M. Valat.

109. — VOINOVITCH (comte Louis DE). La monarchie française dans l'Adriatique; histoire des relations de la France avec la république de Raguse (1667-1789); préface de Ernest Denis. In-16, xxx-243 p. Paris, Bloud et Gay.

110. — WRANGEL (comte F.-U.). Choix de lettres intimes d'un épicurien du xvii^e siècle (comte Jean Oxenstiern), publiées d'après les originaux inédits. In-8, 204 p. Paris, J. Chevreton.

TABLE DES MATIÈRES

CONTENUES

DANS LA PREMIÈRE PARTIE

DE L'ANNUAIRE-BULLETIN

DE L'ANNÉE 1918.

Décret reconnaissant la Société de l'Histoire de France comme établissement d'utilité publique, 5.
Règlement de la Société, 6.
Liste des membres de la Société, 9.
Bibliothèques associées, 33.
Sociétés correspondantes, 37.
Liste des membres du Conseil d'administration, 39.
Bureau de la Société nommé en juin 1917, 39; en juin 1918, 40.
Comité de publication, 40.
Comité des fonds, 40.
Jours des séances de la Société, 40.
Ordre de publication des ouvrages édités par la Société, 41.

I. — *Analyse des procès-verbaux.*

Assemblée générale, 63-93.
Attribution gratuite de volumes à diverses bibliothèques, membres de la Société, 56, 113-114.
BAGUENAUT DE PUCHESSE (M. le comte). — Lecture historique, 48.
Censeurs : MM. Ch. DE LASTEYRIE, G. DAUMET. — Rapport à l'Assemblée générale, 91-93.
COCHIN (M. Henry). — Lecture historique, 52, 60.
DELACHENAL (M. Roland), secrétaire. — Rapport à l'Assemblée générale, 82-90.
Dépôt aux Archives nationales d'une partie des publications de la Société, 103.
Élections : des membres du Conseil, 63-64; des censeurs, 64; des membres du bureau et des comités, 96.

- Institut (élection à l') de membres de la Société, 47, 94.
- LEFÈVRE-PONTALIS (M. Germain), président. — Discours à l'Assemblée générale, 64-81; — paroles prononcées en quittant la présidence, 96-97.
- NÉCROLOGIE : M. le prince Amédée DE BROGLIE, 47, 73; M. Frédéric JOÛON DES LONGRAIS, 47, 74; M. Paul MEYER, 66-73; M. Valentin DE COURCEL, 73; M^{me} la baronne DE RUBLE, 73; M. Maurice PERRETTE, 74; M. Paul LE BLANC, 94; M. le comte d'ANTIOCHE, 107; M. le comte Sanche DE GRAMONT, 107; M. Octave NOËL, 107; M. Raymond CHEVALIER, 107; M. le comte d'USSEL, 107; M. René CHOPPIN, 107; M. le vicomte DE CORMENIN, 107; M. Pierre DE PIMODAN, 112.
- Ouvrages offerts, 48, 51, 55, 97, 98, 108, 112.
- Photographie d'un manuscrit des *Grandes Chroniques* au British Museum, 103.
- Présentation de membres nouveaux, 107-108.
- Prix décernés par l'Institut aux ouvrages historiques, 114-118.
- Procès-verbaux des séances : 8 janvier 1918, 47; 5 février, 51; 5 mars, 55; 9 avril, 58; 7 mai, 63; 4 juin, 95; 5 novembre, 107; 3 décembre, 111.
- Publications de la Société : Propositions, 98-103.
- Annuaire-Bulletin, 59, 98, 109, 112.
- Correspondance du comte de Brienne, 98-100, 109.
- Grandes Chroniques de France, 60, 98, 199, 113.
- Journal de Jean Vallier, 48, 51, 56, 60, 98.
- Lettres des ambassadeurs milanais en France sous Louis XI, 98, 109, 113.
- Mémoires de Martin et Guillaume du Bellay, 98, 109, 113.
- Mémoires du comte de Brienne, 48, 52, 56, 60, 83-85, 98, 109, 113.
- Mémoires du maréchal de Richelieu, 52, 56, 60, 86-88.
- Mémoires du marquis de Torcy, 89-90.
- Papiers authentiques du maréchal d'Estrades, 100-103, 109.
- Table des Chroniques de Froissart, 103.
- STEIN (M. Henri), président. — Paroles prononcées en prenant la présidence, 97; — à l'occasion de la victoire, 111-112.
- Traduction anglaise de la Chronique de Jean le Bel (autorisation pour une), 59.
- Trésorier (pouvoirs donnés au), 103-104, 114.

II. — Bibliographie.

- | | |
|--------------------------------|---------------------------------|
| Abbeville (confrérie de Notre- | Ancien régime (histoire de l'), |
| Dame du Puy d'), 57. | 61. |
| Alsace, 58. | Angleterre, 62. |
| Amans (saint), 120. | Anjou (histoire de l'), 120. |

- Anjou (Charles d'), 57.
 Anne de Bretagne, reine de France, 106.
 Antilles (les), 61.
 Archéologie, 61, 110.
 Archives nationales, 62.
 Armée (histoire de l'), 61.
 Armel (saint), 50.
 Arméniens (les) en France, 104.
 Art (histoire de l'), 54.
 Astruc (Raimond), 57.
 Auxerre, 49.
 Avallon, 105.
 Basque (pays), 105.
 Bastides, 104.
 Belgique, 120.
 Berry (pays de), 53.
 Berthelot (Pierre), 60.
 Bibliographie, 62.
 Bibliothèque nationale, 106.
 Bibliothèques, 50, 106.
 Blason (histoire du), 105, 110, 119.
 Bonizo de Sutri, 58.
 Bordeaux, 53.
 Boulainvilliers (Perceval de), 119.
 Bullaire, 120.
 Capitole (le) à Toulouse, 104.
 Cardinaux, 49.
 Castelnau (Pierre de), 120.
 Castel-Roussillon (seigneurie de), 49.
 Catherine (sainte) d'Alexandrie, 50.
 Charles VIII, roi de France, 106.
 Charles-Quint, empereur, 50.
 Charles de France, frère de Louis XI, 119.
 Chartres (Jacques de), 57.
 Châtelet (le) de Paris, 104.
 Chomel (André-Christophe), maître des requêtes au parlement de Dombes, 119.
 Clergé (histoire du), 119.
 Colombiès (Aveyron), 49.
 Colonies (histoire des), 61.
 Commerce (histoire du), 61.
 Complant (contrat de), 60.
 Confréries, 57.
 Corse (histoire de la), 53.
 Courtin de Neufbourg (famille), 119.
 Coutumiers, 53.
 Denis de la Nativité (le bienheureux), 60.
 Dervieu (famille), 119.
 Desverneys (famille), 119.
 Dieppe, 62.
 Droit (histoire du), 58.
 Dupuy (les), 119.
 Du Vair (Guillaume), 58.
 Église (histoire de l'), 119.
 Elnes (seigneurs d') (Pas-de-Calais), 53.
 Espinchal (famille d'), 119.
 Eure (département de l'), 54.
 Évêques, 61, 110, 119, 120.
 Évreux (cathédrale d'), 49.
 Ex-libris, 119.
 Explorations (histoire des), 62.
 Foires (histoire des), 53.
 Froissart, 118.
 Fronde (la), 53.
 Gard (département du), 58.
 Généalogies, 53, 60, 119.
 Geneviève (sainte), 119.
 Gironde (département de la), 49, 52.
 Godart de Belbeuf (Pierre-Augustin), évêque d'Avranches, 119.
 Gobelins (manufacture des), 105.
 Hagiographie, 50, 60, 104, 118, 119, 120.
 Hauteville (Pierre), 118.
 Havre (le), 61.
 Henri IV, roi de France, 62.
 Histoire coloniale, 61.
 — diplomatique, 62.
 — littéraire, 62.
 — militaire, 61.
 — religieuse, 58, 119.
 Industrie (histoire de l'), 61.
 Jeanne d'Arc, 119.
 Joseph (le Père), 54.

- La Chapelle-Aude (prieuré de), 53.
 Leca (Matheo Vasquez de), 53.
 Liere en Brabant, 50.
 Lisieux (cathédrale Saint-Pierre de), 61.
 Lohéac (baronnie de), 60.
 Loire (la), 58.
 Loire (Haute-), 61.
 Lorraine (cardinal de), 49.
 Louis (saint), 49, 119.
 Louis XIV, 61.
 Luzuy (prieuré de), 58.

 Mabiez de Malval (famille), 119.
 Maclas (La Beau de Bérard, marquis de), 119.
 Maroc, 61.
 Martial (saint), 120.
 Mathevon de Curnieu (famille), 119.
 Milan (édit de), 53.
 Montaigne (Notre-Dame de), 50.
 Moreau-Nélaton (famille), 106.
 Mulhouse, 110.
 Muraud (seigneurie du), en Limousin, 50.

 Nancy, 49.
 Neuvy-Saint-Sépulcre (Indre), 57.
 Nicolas (saint), 104.
 Normandie, 54.
 — (nation de), à l'Université de Paris, 106.
 — (Charles de France, duc de), 119.
 Normands (les), 61, 118.

 Oxenstiern (comte Jean), 120.

 Panchien (Indre-et-Loire), 49.
 Paris, 105.
 — (siège de), en 1590, 58.
 — (Université de), 106.
 Parlement de Paris, 53.
 Paupérisme, 106.
 Pavie (Gers), 104.
 Philippe II, roi d'Espagne, 53.

 Poulies (rue des), à Paris, 105.
 Poligny (la Sainte-Épine de), 110.
 Provence, 50.
 Procédure, 62.

 Raguse (république de), 120.
 Réforme (histoire de la), 49.
 Régis (saint François), 118.
 Renaissance (la), 61.
 Rolland (famille), 60.
 Rouen, 106.
 — (cathédrale de), 61.
 Roumains (les), 61.

 Sainte-Épine (la) de Poligny, 110.
 Saint - Éloi - de - Nassandres (Eure), 54.
 Sainte-Eulalie (Gard), 62.
 Saint-Marcel (Guillaume de), 110.
 Saint-Nicolas-du-Port (église), 49.
 Saint-Pons (évêché de), 61.
 Samonac (Gironde), 57.
 Savoie (Pierre II de), 106.
 Seine-Inférieure (département de la), 54.
 Semelay (Nièvre), 58.
 Sigillographie, 110, 118.
 Soufflot (Jacques-Germain), 105.
 Syveton (famille), 119.

 Toulouse, 104.
 Tristan (Pierre), chambellan de Philippe-Auguste, 119-120.

 Université, 50.

 Vaire (seigneurie de), 50.
 Vaucouleur (hôtel de), à Paris, 105.
 Verdun, 105.
 Villeneuve (Marie L'Huillier d'Interville, M^{me} de), 119.
 Vorges (Doubs), 53.
 Voutenay (château de) (Yonne), 110.

ANNUAIRE-BULLETIN

DE LA

SOCIÉTÉ DE L'HISTOIRE DE FRANCE

SECONDE PARTIE.

DOCUMENTS ET NOTICES HISTORIQUES.

COMMENT ON LUTTAIT AUTREFOIS CONTRE LES ÉPIDÉMIES

On a beaucoup écrit sur les ravages exercés par les épidémies qui se sont lamentablement succédé, au travers des âges, dans nos pays d'Occident. Elles reparurent à intervalles très rapprochés. Mais nos aïeux se faisaient-ils une idée bien nette de la maladie dont ils avaient à souffrir? Ne confondaient-ils pas toutes les contagions sous une seule et même rubrique? La lecture des ouvrages spéciaux du xvi^e siècle tendrait à le faire croire. Familiarisés avec Hippocrate et Dioscoride, nos médecins d'autrefois savaient bien que ces épidémies provenaient d'un « venin composé de petits atomes et corpuscules » que l'on appelle aujourd'hui microbes, mais les manifestations morbides d'origine plus ou moins orientale, qu'ils entrevoyaient à travers les traités arabes, les incitaient à donner le nom générique de peste à des maladies endémiques et épidémiques de nature très diverse. Le célèbre chirurgien auvergnat Guy de Chauliac, qui vit apparaître en France la grande peste de 1348

et qui nous a fait part de ses observations, les médecins normands Duchesne et Dalechamps, le Liégeois Simon de Couvin, docteur de l'Université de Paris, pour ne citer que des auteurs réputés, ont cependant étudié d'assez près les fléaux dont souffrirent leurs contemporains et les conditions dans lesquelles la maladie apparut, se propagea et faucha par séries des milliers d'individus. Ambroise Paré lui-même, médecin de la cour, ne paraît guère mieux renseigné quand il définit la peste « une maladie venant de l'ire de Dieu, furieuse, tempestative, hastive, monstrueuse et espovantable, contagieuse, terrible beste sauvage, farouche et fort cruelle, ennemiè mortelle de la vie des hommes et de plusieurs bestes, plantes et arbres ». Ces épidémies, sans cesse renaissantes, « ce mal qui répand la terreur », furent le cauchemar des siècles passés. Combattues sur un point, elles reparaissaient ailleurs; on les voyait faire rage à l'heure où on les croyait dissipées; la déplorable situation hygiénique de nos villes et de nos villages constituait un foyer d'infection quasi permanent. L'on frémit rétrospectivement lorsqu'on lit, dans les *Fiancés* de Manzoni, la description des scènes de la peste qui désola Milan en 1630 ou quand on s'attarde à contempler la toile fameuse des *Pestiférés de Jaffa*.

Malgré les erreurs et les ignorances, les longs tâtonnements et les fréquents insuccès, nos pères ont eu un souci réel de la santé publique; mais ils n'étaient point armés, comme nous le sommes, par les théories pasteurienues et les médications métallo-colloïdales. Chez eux se manifeste une sérieuse préoccupation de prendre des mesures préventives, plus encore que de guérir ceux qui sont atteints d'une maladie « maligne, traîtresse et mortelle »; puis, le mal une fois vaincu, ils oublient vite la terreur qu'il a provoquée, jusqu'au jour où de nouvelles manifestations viennent à se produire : alors on s'affole de nouveau, on réédite les règlements antérieurs et l'on renouvelle les anciennes prescriptions médicales, même si l'épidémie se présente sous une forme radicalement différente. Les preuves en sont multiples et non équivoques. A de légères modifications près, ce sont les mêmes méthodes partout et toujours employées, et un examen rapide de ces méthodes nous convainc de l'insuffisance d'une thérapeutique encore trop incertaine et

de l'inefficacité de la lutte menée par les autorités d'autrefois, avec des règlements sévères et une surveillance rigoureuse, mais avec des moyens insuffisants.

On attribuait volontiers la contagion aux mouches, aux oiseaux et aux animaux en général, aux légumes et aux fruits avariés, plus encore à la présence de marchandises infectées, surtout de provenance étrangère. Dans les ports principalement, à Toulon, à Marseille, à Nantes, à Rouen, l'apport de ballots de laine et de pelleteries, débarqués de navires qui arrivaient de pays contaminés, suffisait à propager le mal, et les équipages eux-mêmes se chargeaient de le communiquer rapidement. Il est notoire qu'en 1664 la peste fut importée à Toulon par un navire arrivé de Djidjelli et qu'en 1720 Marseille dut d'être décimé par le fléau à un vaisseau qui en apporta le germe du Levant. A l'intérieur même du pays, on attribua souvent au colportage des marchandises la recrudescence de la maladie. On prétendit en 1580, à Chartres, que des transports de meubles l'avaient amenée de Paris; à La Rochelle, en 1603, qu'on la devait à un colporteur arrivé de Niort; à Rodez, en 1652, à un religieux cordelier; en Auvergne, en 1630, qu'elle aurait été propagée par des marchands de moutons venant de Cosne et de Pouilly-sur-Loire et fréquentant les foires. Les magistrats de Girone ayant demandé un jour à leurs collègues de Narbonne si le fléau n'avait pas pour origine des poisons apportés par des malfaiteurs, les Narbonnais leur répondirent que l'on avait bien arrêté en effet et supplicié des mendiants, porteurs de poudres suspectes, qui auraient été payés sans doute par des ennemis du royaume; après avis pris auprès des hommes de science, ils se décidèrent à reconnaître plutôt la cause initiale du mal dans la conjonction de deux planètes, mais l'opinion publique continua de croire que le poison n'y avait pas été étranger. Une seule fois, en 1771, on voit les Auvergnats incriminer la mauvaise qualité du blé.

A certaines époques, la population accusait formellement les Juifs : en Dauphiné, on incarcéra et brûla par ordre supérieur soixante-quatorze de ces malheureux en une seule semaine. A Nantes, en 1602, on s'en prit même aux Calvinistes. L'imagination populaire eut tôt fait d'engendrer et de répandre les

idées les plus saugrenues et les plus intempestives, et de croire à l'influence des astres sur le développement des épidémies.

En vérité, l'on constate un plus grand développement des maladies épidémiques dans les années de disette et de guerre. Cette trilogie de fléaux solidaires aime à s'associer contre le genre humain; la recrudescence de la contagion résultait le plus souvent de l'intensité des deux autres maux. Bandes de soudards cosmopolites, campements prolongés auprès des lieux habités, méfaits des routiers, des Écorcheurs, des Jacques, guerres de religion, de la Ligue, de la Fronde, invasions étrangères, il n'en fallait pas davantage pour amener dans les villes et dans nos infortunées campagnes un contingent de maladies et d'impuretés qui infestaient l'air ambiant. On accusa, et sans doute avec raison, les odeurs pestilentielles dégagées des cadavres d'hommes d'armes tués pendant la guerre de Cent ans, et demeurés sans sépultures, d'avoir causé la « grande mortalité » de 1348. Les contemporains affirment qu'elle atteignit surtout la classe pauvre et que les gens mal nourris étaient frappés les premiers. La famine et la misère, son inévitable conséquence, ont toujours débilité les organismes devenus par là d'une réceptivité plus facile pour les épidémies qui ont marché ainsi de pair avec les grandes convulsions sociales.

Une fois installée dans quelque localité, la maladie trouvait d'excellents auxiliaires dans la malpropreté des rues, le manque d'eau potable, l'étroitesse des logis, l'insuffisance d'aération des immeubles, l'absence d'égouts et de latrines, la circulation intensive du bétail, les émanations des cimetières à l'intérieur des agglomérations, enfin la coutume des inhumations sous le dallage des églises, expressément défendues à Nantes dès 1582, mais définitivement interdites seulement par une ordonnance royale de 1776. Parfois les fâcheuses émanations de l'atmosphère avaient une cause toute spéciale, comme le desséchement des marais.

Une opinion, fort répandue chez les gens crédules et acceptée par le chroniqueur Jean de Venette, met au nombre des péchés que Dieu punissait ainsi le luxe des vêtements, la rapacité des marchands, la cruauté des belligérants. Cette crainte de la colère divine, dont on peut citer maintes preuves et dont nous

avons vu Ambroise Paré se faire l'écho, se manifestait par des prières publiques et des processions générales où l'on promenait en grande pompe les reliques les plus vénérées, où l'on se plaisait à invoquer particulièrement saint Roch et saint Sébastien, parfois saint Lazare et sainte Anne, ou bien encore tel saint local (saint Martin à Tours, saint Vulfran à Abbeville, sainte Geneviève à Paris, par exemple) en qui le peuple imbu de pieuses traditions mettait toute sa confiance.

Des chiffres fantastiques sont fournis par les contemporains eux-mêmes pour faire connaître le bilan des épidémies. Pendant la grande peste de 1348, d'après un rapport adressé au pape Clément VI, 120 000 personnes en seraient mortes en Provence et 30 000 dans la seule ville d'Avignon; 45 000 à Lyon, 80 000 en Bourgogne, 100 000 à Rouen, plus de 16 000 à Saint-Denis auraient péri dans les mêmes conditions; la dépopulation fut effrayante dans tout le Languedoc, et au fin fond de la Bretagne il restait à peine assez d'hommes vivants pour suffire à enterrer les morts. Froissart assure même que « la tierce partie du monde mourut ». Il est difficile de ne pas admettre une évidente exagération dans tous ces chiffres. Faut-il croire sur parole, sans l'ombre d'un doute, ce bourgeois de Paris qui relate, dans son *Journal*, que la capitale, en 1418, dans l'espace de cinq semaines, perdit plus de 50 000 de ses habitants et qu'en deux mois périrent 1 700 cordonniers, tant ouvriers que patrons? Peut-être vit-on réellement 5 000 personnes victimes de l'épidémie de 1563 à Limoges, 2 750 à Orléans en 1573, 14 000 à Bordeaux en 1585, 8 000 à Abbeville en 1596, 1 770 à Carcassonne et 5 500 à Montauban en 1630, 2 000 à Montpellier dans le seul mois de novembre 1629. Mais que dire du chiffre de 40 000 pour la ville de Cahors, fourni par un chroniqueur local? Dans ce cas, le nombre des décès aurait dépassé de beaucoup la population totale de la ville. Il se faut garder de prendre toutes ces soi-disant statistiques à la lettre. Avignon aurait perdu 9 000 habitants en huit mois, de septembre 1580 à mai 1584, d'après le journal d'un bourgeois qui nota ses impressions au jour le jour et déclara l'épidémie très meurtrière. Baluze évalue à 2 500 morts le nombre des victimes à Tulle en 1631. Un relevé officiel fait à Metz

en 1636 indique pour cette année-là 1782 décès de contagieux et 1350 maisons fermées pour la même cause. D'autre part, il est tout à fait impossible de se fier aux chiffres quand on les voit, pour Paris en l'année 1580, osciller entre 40 000 et 120 000; Claude Haton, qui dit 60 000, approche de la moyenne et peut-être de la vérité. Les ravages de l'épidémie devenaient surtout effrayants lorsqu'elle se perpétuait dans une même région ou renaissait périodiquement, à intervalles plus ou moins espacés. On a noté qu'en un siècle et demi la ville de Grenoble a vu se propager dans ses murs quatorze épidémies, dont six furent d'une intensité inouïe; qu'entre 1439 et 1640 Besançon eut à en supporter quarante; qu'il en a sévi dix en Limousin durant le xvi^e siècle seul, et vingt-deux à Orléans dans le même laps de temps. Et ces cas ne sont pas isolés.

La peste de 1348, en Quercy, atteignit plutôt les laboureurs et les gens de la campagne; dans d'autres cas, au contraire, ce sont les villes surpeuplées qui sont le plus frappées. A la même date, un chroniqueur parisien écrit que les jeunes gens et les femmes meurent en plus grande quantité que les vieillards; il en fut de même en 1443 et en 1448 à Paris. Un chirurgien local, Guillaume Lothier, nous a laissé un mémorial, daté de 1383, où il note que les personnes atteintes en Auvergne sont principalement les jeunes gens d'une vingtaine d'années. A Avignon, en 1580, la majorité des victimes furent des femmes. Mais il s'agit de toutes sortes de maladies qui n'ont guère de commun que l'infection, telles que la diphthérie, la cholérine, la fièvre typhoïde, la « picotte », la petite vérole, la fièvre pourprée, la « bosse », la « dando », le « tac » ou « harion », le « trousse-galant » ou « mal chaud », même la coqueluche ou simplement la dysenterie et autres épidémies, ancêtres de notre grippe et de notre influenza modernes. Guy de Chauliac, dont la « Grande chirurgie » a obtenu soixante-neuf éditions échelonnées entre 1478 et 1895, — c'est assez dire son prodigieux succès, — discerna deux phases dans la peste de 1348 : la première, qui dura environ deux mois, s'annonça par la fièvre et des crachements de sang; la seconde, qui s'affirma par des abcès, de l'infection et des accidents pulmonaires. D'autres spécialistes indiquent les symptômes suivants, qui se déclarent en temps d'épidémie :

maux de tête, de reins et d'estomac au début, courbature, nausées, soif inextinguible, toux sèche, fièvre, palpitations de cœur, sueurs froides, saignements de nez, décomposition du sang, où nos médecins modernes discerneraient des maladies d'ordre très différent.

Dans la plupart des villes de France, les mesures prises se ressemblaient. A partir du xvi^e siècle, on imprima et on afficha, dans les grands centres au moins, des placards contenant les prescriptions ordonnées par le conseil de ville, après consultation d'un ou de plusieurs médecins et chirurgiens; on les portait ainsi à la connaissance d'un public souvent affolé. Ces ordonnances de police étaient toutes forgées sur le même thème, avec des variations peu sensibles. Les préceptes et recommandations qu'elles édictaient suffisaient à constater qu'en général les soi-disant progrès de l'hygiène n'ont été que le rétablissement d'un état de choses ancien, momentanément tombé dans l'oubli.

Parfois l'action concertée des hommes de l'art et des municipalités était limitée ou contredite par d'autres autorités. Ce fut le cas du parlement de Bordeaux qui, un certain jour, s'avisa de déclarer que les mesures prises étaient autant d'entraves à la liberté individuelle. Ces manifestations étranges se renouvelèrent d'ailleurs rarement. La plupart du temps, les administrations eurent conscience de leurs devoirs. Il y eut bien quelques défaillances. Bordeaux encore nous en fournit un exemple, et quel exemple! Michel de Montaigne, qui était maire, se trouvait à la campagne lorsque des cas suspects se déclarèrent en ville. On lui écrit; il fait silence. On le sollicite à nouveau et on le presse de venir; il refuse net, et sa lettre de refus est conçue en des termes qui ne lui font pas honneur.

A l'heure où le mal fait d'inquiétants progrès, certaines villes voient s'enfuir les citoyens dont la présence eût été la plus réconfortante ou la plus nécessaire. Au xv^e siècle, à Saint-Flour, où sévissait un mal infectieux de nature indéfinissable, les malades furent abandonnés, faute de médecins, d'infirmiers et de fossoyeurs. A Dijon, en 1457, cinq échevins seulement sont restés à leur poste. En 1514, les fonctionnaires d'Auxerre désertent en masse; en 1519, le parlement de Besançon tremble

à l'idée de continuer à tenir ses assises régulièrement, et, en 1545, les magistrats communaux de la même ville abandonnant tous leurs fonctions, les séances ordinaires du conseil sont suspendues; en 1523, le capitaine d'Avallon a lui-même émigré. Souvent les municipalités ne purent délibérer, faute du quorum nécessaire pour la validité de leurs décisions, la plupart des conseillers s'étant absentés par peur de la contagion. Et que dire de ceux de Tournon qui, restés à leur poste et siégeant, n'osèrent pas apposer leur signature sur le registre des délibérations, de peur de se communiquer entre eux les germes du mal?

Les consuls de Grenoble obligent le chirurgien de service à demeurer en temps d'épidémie, sous peine de perdre ses privilèges, et à remplir très exactement ses fonctions sous peine de mort (1564). Au moment le plus critique, les religieuses de l'hôpital Saint-Jean d'Angers demandent à quitter la ville; le conseil s'en plaint énergiquement et en réfère à l'évêque, déclarant leur requête « incivile » (1583). Lors de l'épidémie de 1634, tous les chirurgiens de Riom furent unanimes à refuser d'exercer leur art, sauf un seul, un vieillard, qui proposa des conditions tellement onéreuses qu'elles ne purent être acceptées : on dut recourir aux talents d'un spécialiste lyonnais qui séjournait alors à Thiers et auquel on dut promettre des émoluments très élevés, 350 livres par mois. A Tournon, en 1628, les mêmes difficultés s'étaient présentées pour recruter un chirurgien : celui que l'on attendait de Bourg-Argental renonçant à se déplacer, on en trouva un à Valence qui accepta, mais exigea le don préalable d'une paire de souliers, estimée 45 sous, avant de se mettre en route. A Besançon, on avait pu voir deux médecins méconnaître leur devoir et prendre la fuite : on les condamna à la perte des avantages attachés à leur profession. La profession, d'ailleurs, n'était pas sans danger. A Grenoble, en 1628, tous les hommes de l'art furent enlevés successivement. A Chartres, dans le même temps, on avait dû recourir à un praticien de Rouen, qu'on disait habile, et auquel on promit de forts appointements, mais qui mourut presque aussitôt; on le remplaça par un autre, qui eut le même sort, puis par un troisième, qu'il fallut congédier parce qu'il battait

les malades au lieu de les soigner. La ville de Toulon eut, en 1588, l'ingénieuse idée d'offrir une sorte de prime aux médecins pour les soins à donner aux pestiférés : un écu par malade décédé, six écus par malade guéri.

Plusieurs fois, au cours des siècles, la magistrature changea de résidence dans l'espoir d'être épargnée. En 1454, la cour du sénéchal de Villefranche-de-Rouergue est transférée à Sauverre ; à la même époque, la justice d'Aurillac part pour Riom ; en 1467 et en 1494, les officiers de la Chambre des comptes de Dijon s'installent à Talant, et en 1471 le parlement de Bordeaux fait de même à Libourne. Déjà en 1414 et 1418 les audiences du Palais, à Paris, avaient été suspendues, et en 1438 les vacances prolongées, les conseillers n'étant pas en nombre pour siéger. Au cours du ^{xvi}^e siècle, les officiers du bailliage d'Auxerre se transportèrent plusieurs fois à Sens, au risque d'y propager l'épidémie. Viviers reçoit les magistrats du présidial de Nîmes. Le parlement de Rennes quitte la ville à chaque alerte qui se produit et s'installe en 1563 à Vitré, en 1564 à Nantes, en 1580 au Croisic, en 1584 à Dinan. Celui de Grenoble n'hésite pas à se réfugier à Moirans (1467), puis à Montbonnot (1589), puis à La Côte-Saint-André (1596). Le présidial de Rodez vient à Villeneuve en 1558. Le parlement d'Aix, en 1565, part pour Pertuis où, dit-il, il trouvera plus de commodité pour l'expédition des affaires.

Les plus hauts personnages donnaient d'ailleurs parfois le mauvais exemple. Tel l'évêque de Grenoble qui, lors de l'épidémie de 1410, se réfugie à la campagne, en son château de Saint-Hilaire, pour échapper à la contagion ; de même l'évêque d'Auxerre, en 1362, au château de Villechaud ; de même celui de Paris, à Saint-Maur, en 1418. En 1580, le cardinal d'Armagnac quitte Avignon pour Bédarrides, puis pour Sorgues, où il continue de faire bonne chère, et ne rentrera en ville qu'au mois d'août 1584, après dix mois d'absence, lorsque tout danger aura été à peu près conjuré ; ce qui fait écrire à un bourgeois de la ville dans son *Journal* : « Il peut dire le contraire de l'Évangile, *Ego sum pastor et non cognovi oves meas.* »

A Paris, lors de l'épidémie de 1580, au rapport de l'historien Claude Haton, les magistrats, avocats, notaires, bourgeois,

marchands, gentilshommes, avaient abandonné la capitale et s'étaient réfugiés à la campagne, chez eux ou chez des parents, « et ne demeura audit Paris que gens qui n'avoient moyen de se retirer nulle part ». Le roi ordonne aux officiers de la cour de ne pas quitter leur poste et invite ceux qui ont déserté à rentrer sans délai ; les dizainiers ont huit jours pour reprendre leur service. A Angers, en 1583, les magistrats furent invités à rentrer en ville sous peine de révocation ; à La Rochelle, en 1604, tous les habitants qui restaient plus de deux nuits hors de chez eux perdaient leurs privilèges, échevins comme bourgeois. Peut-être jugera-t-on un peu sévèrement la conduite de la duchesse de Bourgogne qui, installée momentanément à Auxonne avec ses enfants (1414) pour éviter la contagion, invite les habitants de Dijon à ne point se rendre dans la localité qu'elle habite, afin de n'y pas porter les germes du mal qui sévit, et les gens de son conseil à n'y demeurer que le temps indispensable à la conduite des affaires publiques sans s'attarder davantage.

Pour calmer l'émotion produite par ces défections, pour éviter des départs trop fréquents et capables d'affecter le moral des populations, des mesures énergiques devaient être prises. On voit, par exemple, le viguier d'Albi contraint de venir répondre devant la cour de sa négligence dans le service qu'il a abandonné ; en 1588, le parlement de Toulouse défend aux officiers du présidial de prétexter la contagion pour aller tenir leur siège ailleurs, à peine d'être privés de leurs offices. Malgré la grave mortalité, en 1596, les bourgeois d'Abbeville doivent réintégrer leur domicile, sous peine de perdre leur droit de bourgeoisie et de payer une forte amende. En 1635, un arrêt du parlement contraint les curés du diocèse d'Amiens à demeurer à leur poste et à assister les mourants ; mais il ne leur est permis d'administrer les derniers sacrements qu'à l'aide d'une longue baguette au bout de laquelle est attachée une étoupe de coton préalablement trempée dans les saintes huiles, la baguette devant être ensuite brûlée pour se conformer au rituel du diocèse.

Heureusement, on peut signaler en contre-partie des dévouements admirables. Celui de l'évêque de Marseille, lors de la peste de 1720, est trop connu pour qu'il soit nécessaire d'en

parler. Soixante-dix ans auparavant, le poète dramatique Rotrou, répondant à son frère et à des amis qui l'engageaient à fuir le fléau, écrivait que son devoir de lieutenant général au bailliage de Dreux l'enchainait à son poste et qu'il n'y faillirait point : peu de jours après il succombait à quarante et un ans. A Bordeaux, la conduite du maréchal d'Ornano fut au-dessus de tout éloge. Mais, à côté de ces nobles exemples, que la notoriété des personnages a sauvés de l'oubli, que d'inconnus, la plupart victimes du devoir, qui demeurent ignorés ! C'est le frère Thomas, observantin, à Périgueux, en 1524 ; Roche, chirurgien de la ville de Nantes, en 1574 ; le médecin Lethilleux, demeuré seul à son poste, à Angers, en 1583, et mort à la peine ; le Père Bonnet, à Saint-Flour, en 1628 ; P. Jaulpy, en Bourgogne, pendant l'épidémie de 1633 ; P. Alleaume qui, pendant vingt années consécutives, montra à Rennes un zèle admirable dans l'accomplissement de sa périlleuse mission ; le cordelier Jean de Beuffles qui, après avoir fait des merveilles à Meaux, accorda aux autorités d'Amiens, où le fléau sévissait depuis près de trois ans, un précieux concours bientôt couronné de succès. On vit des femmes, atteintes elles-mêmes, continuer à soigner les malades avec une héroïque abnégation. A Paris, en 1580, le prévôt des marchands, Aug. de Thou, son frère Christophe, premier président, n'abandonnèrent pas leurs fonctions, et le médecin Siméon de Malmédy se consacra tout entier à la noble tâche qui lui incombait sans faillir un seul instant. Le P. Blasset, capucin, avait bravé le péril en 1665, en s'enfermant avec les pestiférés dans un hôpital d'Amiens, et paya de sa vie ce dévouement, qui lui valut des obsèques solennelles. Le premier consul de Rodez fut récompensé de sa belle conduite en 1652 par des lettres de noblesse ; la municipalité d'Ussel demanda l'exemption de toutes les charges publiques pour le médecin Mornac en remerciement de son dévouement, et Villefranche-de-Rouergue honora les services du lieutenant criminel J. de Pomayrol, qui s'était dépensé sans compter pendant l'épidémie de 1628, en plaçant à l'hôtel de ville une plaque de bronze où sont commémorés ses mérites et qui a été conservée.

Dans une seule localité, deux contrôleurs, des chirurgiens, un prêtre, des commis et des fossoyeurs sont enlevés en quelques

jours; à Paris, en 1650, au dire de Guy Patin, bien renseigné en sa qualité de doyen de la Faculté, vingt-deux médecins avaient déjà succombé à la date du 6 septembre, et la mort fut encore cruelle au delà de cette date pendant près de dix-huit mois. A la même époque, on avait établi à Nîmes, hors des murs de la ville, près des ruines de Saint-Bauzile, un lazaret pour isoler les habitants atteints du fléau; les supérieurs de tous les monastères vinrent offrir au consul quelques religieux ayant pour mission de soigner les malades, et les ministres protestants avaient fait une démarche analogue : les Récollets ayant été choisis, leur gardien assembla la communauté et invita ses frères à se sacrifier; quatre d'entre eux se présentèrent et allèrent prendre aussitôt possession de leurs nouvelles fonctions en s'enfermant dans les cabanes de Saint-Bauzile, y trouvèrent bientôt la mort et furent remplacés par des Jésuites.

Pour éviter une contamination toujours à craindre dans la partie saine de la population, les religieux ou les civils qui se chargeaient d'exécuter les règlements vivaient toujours à l'écart. On leur assignait une habitation réservée, on louait souvent ou l'on achetait une maison qui devait leur servir de résidence pendant la durée de l'épidémie; on fournissait meubles, habits et linge. A Riom, en raison de la mortalité effroyable qui sévit en 1602 dans la grange même où étaient entassés les malades pauvres, les Capucins avaient dû se soumettre à l'obligation de passer les remèdes au bout d'une longue perche : on essayait de supprimer tout contact. D'après l'ordonnance promulguée à Dijon en 1594, toute personne bien portante qui aura été surprise visitant un malade est expulsée de la ville pour la durée d'une année. A Autun, la justice ecclésiastique édictait des peines sévères contre les délinquants. Mais cette procédure pouvait devenir fort inquiétante pour les communes voisines. C'est ainsi qu'en 1580 les Parisiens, contraints par ordre de s'éloigner de Paris, transmirent les germes de la contagion à Lagny, à Corbeil, à Melun, à Sens, à Provins, à Château-Thierry¹. Instruits par l'expérience, les magistrats municipaux,

1. En 1562, au rapport de Théodore de Bèze, parmi les victimes de la peste qui sévit à Orléans, dont il évalue le nombre à 10 000 en quatre

en 1596, opérèrent différemment et allèrent même jusqu'à supprimer le « corbillard » ou coche d'eau qui transportait les voyageurs de Paris à Corbeil. Exceptionnellement, on voit les Abbeillois prendre en 1605 une demi-mesure qui n'était guère efficace : les malades étaient autorisés à prendre l'air hors de la ville les mardi, mercredi et jeudi de chaque semaine, de midi à une heure, mais il était interdit aux prêtres de communier ces jours-là avec eux, sous peine d'amende et de réclusion momentanée. Signalons enfin un bel acte de solidarité qui date de 1653 : Figeac étant affligé d'une grave maladie épidémique, les gens d'Aurillac expédièrent à la ville voisine deux consuls et un notable pour offrir du grain, du bétail, des médicaments, des médecins, des apothicaires, ainsi qu'une somme d'argent votée à cet effet, proposant en outre de prendre à leur charge l'entretien à leur collège des enfants de Figeac qui accepteraient d'en bénéficier.

On vit en maint endroit se dérouler des scènes lugubres. Les maisons contaminées, mises à l'index, étaient généralement marquées d'une croix blanche, ou blanche et noire, et scellées du sceau de la ville. Toutes les personnes qui avaient approché le malade depuis les premiers symptômes constatés se voyaient introduites de force dans la maison, dont la porte d'entrée était cadenassée ou murée. En 1580, en Avignon, on mura de même le couvent des Jacobins où s'étaient produits neuf décès dans une seule journée. Une fois par vingt-quatre heures, on passait aux enfermés des vivres et des remèdes par un guichet ou une lucarne entr'ouverte. La nuit, une lanterne allumée à la façade de ces maisons prémunissait le passant contre le danger qui le guettait. Des notaires étaient appelés, auxquels les mourants dictaient leurs dernières volontés par les fenêtres. Et ainsi des quartiers entiers étaient mis en interdit. Ceux qui refusaient de se laisser ainsi enclorre, même s'ils n'étaient que suspects, se voyaient traqués et poursuivis dans les rues comme des bêtes enragées. Alors, on voyait des malheureux s'éloigner sans secours, s'affaisser lamentablement et tomber le long des rem-

mois, se trouvèrent quantité de protestants chassés de Paris, de Blois, de Tours et d'ailleurs.

parts ou des chemins pour ne plus se relever. La déplorable habitude que l'on avait, en Auvergne par exemple, de mettre à la poursuite des indigents atteints de maladie des agents spéciaux surnommés « chassegueux » n'était pas faite pour arrêter la marche du fléau; on poussait même la cruauté jusqu'à leur brûler les sourcils pour les mieux reconnaître.

Comment, avec de tels procédés, l'air n'eût-il pas été profondément vicié?

Dans son *Traité de la peste* paru en 1722, un praticien qui fut célèbre en son temps, Ph. Hecquet, s'insurge contre le transfert forcé des malades qui, à son avis, risque de semer la terreur dans la population, alors qu'il serait infiniment préférable de chercher à raffermir les courages. Déjà au xvi^e siècle, dans quelques grandes villes, cet usage avait été aboli. Les locaux spéciaux, affectés à l'isolement, que l'on avait créés à Besançon notamment, furent abandonnés; on reconnut l'inconvénient du transport à distance de personnes contaminées; par ordonnance municipale de 1542, on les condamna à rester enfermées chez elles sous peine de mort. Mais ce fut l'exception. A Riom, en 1634, on condamne l'idée de murer les habitants chez eux et l'on préconise la création de petites cabanes en planches pouvant contenir deux ou trois malades au plus. A Rennes, au contraire, les maisons spécialement organisées pour la garde des contagieux existaient encore au xvii^e siècle.

Fuir les lieux suspects, purifier l'air par le feu, éviter le brouillard, rechercher l'exposition au nord, se garder d'absorber de l'eau froide, du lait, des fruits et des légumes crus, ne se livrer qu'à des exercices modérés, utiliser des laxatifs et employer des boissons réconfortantes que l'on aura préalablement parfumées avec du sucre de rose ou acidulées avec du vinaigre, telles sont les mesures préventives qui, au temps de Guy de Chauliac, paraissaient les plus efficaces à écarter le danger. D'autre part, les soins curatifs qu'il préconise sont les suivants : emploi de vomitifs et de purgatifs; absorption de sirops reconstituants; application de cataplasmes de figes et d'oignons cuits et pilés, puis sur les membres tuméfiés d'onguents de laine huilée; purification de l'air par boules aromatiques et désinfection des locaux suivant diverses formules,

dont voici l'une des plus répandues : « Prenez de la gomme claire, des semences de cresson, du storax blanc, du safran byzantin, de l'asaret, de l'encens, du bois d'aloès d'Inde, de chacune de ces substances douze grammes; deux grammes de camphre, une once et demie de pierre; triturez avec de l'eau de roses; confectionnez des trochisques de la grosseur d'une noisette; jetez-en un ou deux dans le feu. » D'autres amalgames dérivaien't la plupart du temps des mêmes principes, appliqués indistinctement à tous les genres de maladies épidémiques. Aux parfums préservatifs et désinfectants le médecin tulleois Antoine Meynard, dans un chapitre de son *Traité de la dysenterie*, ajoute l'urine de bouc et « l'huile de costin vray ».

Voulez-vous une autre recette? La voici, empruntée à un médecin normand : « Coupez votre eau avec de la crème de tartre et du vinaigre; portez et respirez le parfum d'une boulette de bois de cyprès dans laquelle vous mettrez un morceau d'éponge trempé dans de l'eau de naph'te ou de roses, additionnée de quelques gouttes d'anis. » Ou encore ce vieux remède de Galien et d'Avicenne, à peine rajeuni : « Absorbez de l'opium mélangé de clous de girofle, de noix muscade, d'aristoloche, de gentiane, de tormentille, de dictame, de rue, de menthe, d'aloès, etc. » Le citron, le sirop de coings possèdent également des vertus très renommées.

Même si ces médicaments peuvent être vendus à bon compte, le nombre des malades est tel que, pour le budget d'une ville, les soins à donner aux indigents constituent une lourde charge : Nantes eut à débours'er de ce fait, au xvi^e siècle, 45 000 livres en vingt mois. A Abbeville, en 1484, on payait 408 sous un onguent à emplâtres, composé d'un pot d'huile d'olive, quatre livres de résine, une livre de poix noire, trois livres de suif de mouton, trois livres de graisse de porc mâle, une livre de moelle de bœuf, et un peu de vinaigre, d'encens et de miel rosat.

Plus raffiné, plus coûteux et sans doute aussi fort peu efficace était l'amalgame de la plupart des substances déjà mentionnées avec de la rô'tissure d'os, de perles et d'ivoire, des fragments de saphir, de corail et d'émeraude, le tout dilué dans un pot d'eau de scabieuse et d'eau de rose camphrée avec du sucre. Ces sortes d'électuaires, assez en vogue au moyen âge, n'étaient pas

d'une efficacité capable même d'atténuer les effets des maladies qui sévissaient si fréquemment et si cruellement.

A titre de curiosité documentaire, on nous saura peut-être gré de résumer l'ensemble des mesures d'hygiène prises en 1628 par un praticien local, le Dr Soulhols, dans une petite ville du Quercy, Saint-Céré, que l'on aurait pu croire plus retardataire et qui fut d'ailleurs préservée : laver les rues trois fois par semaine ; — soigner l'entretien des canaux ; — paver en pente les fosses des maisons ; — dessécher les lieux marécageux ; — expulser de la ville tanneurs, peaussiers, équarisseurs, etc. ; — interdire aux revendeurs de poissons de faire couler l'eau sale dans les ruisseaux ; — supprimer de la ville tous les animaux, même domestiques, dont les déjections empuantissent l'atmosphère ; — ne mettre en vente aucune viande qui n'ait été dûment visitée ; — s'abstenir de manger des herbes, des racines, des légumes et des potirons ; — défendre l'entrée de la ville aux étrangers (sauf à établir une quarantaine) et empêcher tout commerce avec les localités du voisinage déjà contaminées ; — ne permettre à aucun hôtelier de laisser sortir sans permission les personnes qu'il loge, faute de quoi il verra sa maison fermée pendant une période de vingt-cinq jours ; — exiger des médecins et chirurgiens la déclaration obligatoire des cas suspects ; — allumer de grands feux sur les places et les carrefours avec des bois odoriférants ; — supprimer les assemblées et les foires ; — construire en dehors de la ville des cabanes spéciales où seront hospitalisés les malades pauvres et nécessiteux ; — ensevelir les cadavres plus profondément que de coutume ; — ne pas brûler leurs hardes et les pailles où ils ont couché, en raison de la fumée maligne qui s'en peut dégager ; — désinfecter et blanchir à neuf les maisons empestées ; — et... prier Dieu.

Partout ce sont recommandations et interdictions analogues que nous retrouverons, amendées, développées ou légèrement modifiées.

Les portes de la ville doivent être gardées par un nombre d'hommes sains variable suivant les circonstances et en rapport avec l'importance de la ville ; à Rennes, ils ne sont que quatre, relevés tous les jours ; à Dijon, en 1534, deux des portes sont

fermées, tandis qu'aux autres deux sergents et quatre bourgeois demeurent en permanence; à Angers, en 1583, deux des portes seulement sont ouvertes, et trois notables, puis sept, sont désignés pour empêcher les vagabonds et les suspects de pénétrer à l'intérieur de la cité. Peut-être cette mesure ne donna-t-elle pas entière satisfaction, car, peu après, on voit que la garde est confiée à des hommes salariés qui reçoivent 40 livres par mois et auxquels il est défendu sous aucun prétexte de quitter la ville. Souvent les portes des villes étaient fermées par des chaînes ou à l'aide de gros clous, comme on le fit en 1508 à Vierzon.

En 1665, les étrangers ne sont admis à Amiens que sur le vu d'une autorisation écrite; d'ailleurs, on y fut particulièrement sévère cette année-là, et on ordonna de brûler les marchandises provenant de Calais et de mettre en interdit tous les produits manufacturés de même origine. On avait procédé identiquement à Cambrai en 1639. Dès que l'on signalait des cas suspects et foudroyants, l'autorité redoublait de vigilance. L'interdiction de circuler apportait de sérieuses entraves au commerce, les habitants des villages voisins devaient tenir le marché extérieurement, les foires étaient supprimées, et les municipalités sur ce point étaient intraitables. Des délégués envoyés de Riom à Clermont, en 1631, pour s'enquérir de l'état sanitaire, reviennent chez eux et décident les consuls à suspendre toutes relations avec la capitale de l'Auvergne : une lettre d'injures fut leur récompense. A Saint-Flour, en temps d'épidémie, on décide d'ouvrir momentanément l'accès de la ville pour favoriser la foire de la Toussaint, tout en laissant aux portes des surveillants armés; on eut sans doute à s'en repentir, car, au siècle suivant, les foires furent bel et bien interdites.

Si ces mesures ne suffisaient pas, on adoptait dans certaines localités, à Tours entre autres, un genre spécial de cordon sanitaire. Il consistait à faire fabriquer un ruban ou ceinture de cire, de la longueur du circuit de la ville, dont on faisait trois parts; la première était destinée à être brûlée en la cathédrale Saint-Gatien, la seconde en la basilique Saint-Martin, la troisième en l'église Notre-Dame-la-Riche; dans le cours de

l'année 1497, on employa à cet effet 392 livres de cire. Les Albigeois suivirent cet exemple, sans que nous puissions deviner si le mal put être enrayé par de telles méthodes.

Il est recommandé aux médecins parisiens de se laver les mains avec du vinaigre et de faire allumer du feu pendant les consultations; ils doivent porter un « masque en peau engainant la tête et le cou et simulant une tête d'oiseau, avec œil rond et bec allongé, et le masque coiffé d'un chapeau se continue au niveau des épaules par une robe d'enfant qui tombe droite aux talons »; leurs mains sont perdues dans des gants énormes, ils tiennent une baguette de la main gauche. Cet accoutrement bizarre date de la fin du xvi^e siècle, et nous apprenons par ailleurs que, pour se faire mieux distinguer, ces mêmes médecins doivent revêtir un costume de couleur amaranthe; mais il apparaît aussi bien que ces prescriptions n'ont pas dû être observées bien longtemps. Le port de la baguette ne se généralisa pas dans toute la France. On note aussi quelques variantes. A Dijon, en 1634, on oblige les praticiens à se coiffer d'un bonnet jaune; à Abbeville, à porter du drap noir en 1483, un vêtement vert et rouge en 1544; à Rennes, en 1563, on les invite à ne visiter aucun malade sans orner leur chapeau d'un écusson aux armes de la cité. Pendant la peste de 1649, le médecin de Louis XIII ordonna à tous ses confrères de s'habiller de camelot, de taffetas, même de maroquin si possible, pour aller dans les maisons infectées, et de ne jamais sortir sans avoir « dans la bouche de l'ail, dans le nez de la rue », — aujourd'hui remplacée par l'huile goménolée, — « dans les oreilles de l'encens, et sur les yeux des besicles ».

Pour ne pas être confondus avec les gens sains, les malades doivent porter à Dijon une bande jaune sur leurs habits; s'ils ne se soumettent pas à cette obligation, ils sont passibles de la pendaison. Le règlement de 1597 oblige en outre les prêtres, les porteurs et les lessiveuses (ou hériidesses) à agrémenter leur costume d'une bande de toile jaune qui les fera reconnaître, indépendamment de la baguette blanche qui est le signe de ralliement général pour tous ceux qui sont appelés à donner leurs soins aux malades. A Cambrai, des femmes sont commises par l'autorité pour prêter leur concours aux femmes enceintes que

le fléau a atteintes. Des mesures sont généralement prises contre les femmes de mauvaise vie; on les expulse ou on les parque dans une maison spécialement destinée à leur usage, aux frais de la ville.

Des individus chargés d'ensevelir les morts sont dénommés bayarts à Cambrai, corbeaux ou maugauguets dans l'ouest et dans l'est, hospitaliers à Annecy, désaiteurs dans d'autres villes de Savoie. Le conseil de ville de Chartres, en 1580, prend un arrêté qui défend de les appeler corbeaux et les désigne par l'appellation de « garçons de santé ». Ceux-là aussi sont le plus souvent logés dans des maisons spéciales et se reconnaissent à un bonnet ordinairement jaune, mais rouge avec casaque bleue barrée de blanc à La Rochelle. En cas de nécessité absolue, les pestiférés sont enterrés dans un simple linceul, sur un lit de chaux vive que l'on fait fuser pour la dissoudre. En cas d'insuffisance de chariots réquisitionnés, on les voyait porter en terre sur des brouettes ou tirer de loin à l'aide de cordes. En cas de refus des garçons de santé, il était fait appel à des volontaires et au besoin on recourait à des désignations d'office. Ainsi, en 1458, l'échevinage d'Abbeville nomma douze hommes pour faire ce service, à raison de 12 sous par décès; on les choisissait alors de préférence parmi les manœuvres et les hommes de peine. On se fera une idée des sommes que coûtaient ces enterrements quand on saura qu'à Bourg-en-Bresse, lors de l'épidémie de 1563, le maugauguet touchait 63 florins alors que le chirurgien en recevait 94 de la ville. Il n'était pas rare de voir les inhumations se faire précipitamment et la nuit; lumières, escortes, sonneries même étaient supprimées par ordre; et, vu l'affluence, on se voyait contraint d'agrandir les cimetières, d'en ouvrir de nouveaux, d'acquérir des propriétés ou des jardins destinés à devenir des nécropoles pour contagieux. En 1580, on avait eu la malencontreuse idée de choisir un quartier de la ville de Dijon pour cet objet : aussitôt des protestations s'élevèrent, violentes et justifiées, qui furent écoutées. Lorsqu'on songeait à procéder à des autopsies sur des cadavres de personnes suspectes, rarement elles donnaient un résultat, soit que la maladie d'un genre inconnu fût malaisée à diagnostiquer, soit que l'homme de l'art à qui

l'on faisait appel ne fût pas à la hauteur de la mission qu'on lui confiait. Des consultations de médecins étaient bien provoquées; à Paris, on sollicitait l'avis de la Faculté, même par ordre du roi; on discutait sur les origines du mal, on proposait aux échevins ou aux consuls des mesures d'hygiène à prendre d'urgence, mais le fléau continuait son œuvre.

S'il prenait de trop inquiétantes proportions, les assemblées, les sermons et les mystères, les divertissements et danses publiques, les jeux de quilles et de dés étaient défendus. On allait jusqu'à supprimer les distributions d'eau bénite, même jusqu'à fermer les lieux du culte : les offices se célébraient alors en plein air, comme à Besançon, à Riom, à Grenoble, où même on interdit les confessions pendant la grande épidémie de 1630. A Nantes, en 1563, on s'avisa de faire brûler dans les églises des herbes odoriférantes. A Laon, en 1596, tout pavoisement des rues pour la Fête-Dieu fut supprimé. En Avignon, au mois de novembre 1580, on jugea nécessaire d'interdire jusqu'aux cérémonies du jour des morts, et à Noël les églises furent fermées, pour ne rouvrir que le 12 janvier suivant. A Amiens, à Abbeville, à Angers, à Aurillac et à Mauriac, à Besançon, à Beaune, à Paris, à Toulouse, à Tours, à Troyes, dans différentes circonstances, écoles et collèges furent licenciés; à Périgueux, en 1628, la représentation théâtrale qui devait comme à l'ordinaire clore l'année scolaire fut supprimée. Quant aux processions, que de pieuses pratiques et de séculaires traditions recommandaient en cas de détresse, elles multipliaient les contacts fâcheux et étaient de nature à occasionner une recrudescence de l'épidémie; moyen infaillible de propagation, elles allaient ainsi à l'encontre de leur objet.

Comme la propagation par le contact peut être aussi nuisible que par l'air, il faut à tout prix éviter que les effets, hardes, objets de pansement et de couchage, et en général tout ce que les malades ont touché, aident à la funeste contagion. Les règlements édictèrent les peines les plus sévères pour empêcher les ventes publiques de linge et de literie, ordonnèrent la désinfection des logements, des matelas et du mobilier, la suppression par le feu des vêtements préalablement exposés à des vapeurs antiseptiques : on en chargeait des agents spéciaux,

soumis, eux aussi, à des quarantaines et appelés « parfumeurs ». Ces agents se servaient pour ces opérations de genièvre, — que l'eucalyptus a détrôné de nos jours, — de cyprès, de romarin, de lavande, de marjolaine, de thym, — principe du thymol, — de menthe, de camphre, de soufre, de myrrhe et d'encens ; ils utilisaient aussi des remèdes plus compliqués dans la composition desquels entraient toutes sortes d'aromates, de la gentiane, de la mélisse, de l'aristoloche, du buglose, du santal, de la terre sigillée. En 1580, le roi permit à la ville de Paris de prendre dans les forêts domaniales les plus proches cent mille fagots de genièvre. Toutefois, l'on constata à Avallon, en 1596, le peu d'effet des aromates et du genièvre. A l'Hôtel-Dieu de Paris, pour combattre la contamination, la coutume était de brûler du bois enduit de vinaigre. Aux pauvres de Dijon, il était recommandé de faire cuire de la graine de genièvre dans son propre suc pour en tirer une liqueur et de porter sur soi du citron lardé de clous de girofle ; aux femmes enceintes, il était enjoint de faire dissoudre trois grains de terre sigillée dans une cuillerée d'eau de rose mélangée avec du sucre rosat et du vin blanc. L'eau de scabieuse et la racine de contrahierva étaient, paraît-il, d'un effet souverain après que cette racine eût été trempée pendant douze heures dans un vin généreux. Faire brûler de la poudre de soufre et du camphre purifié et préserver, lit-on dans les manuels d'hygiène. Aux riches, on conseille des pourpoints, des cassolettes et des mouchoirs parfumés, et ils se trouveront fort bien de se munir d' « une lame d'or animée de mercure et enclose en toile de Quintin ou autre gaze fort déliée pendant sur la région du cœur », de se frotter la même région avec des gouttes d'huile essentielle de roses, d'avalier de la véritable essence d'anis « non sophistiquée », mélangée avec du bon vin l'hiver, avec des eaux « cordiales » l'été ; et à défaut de lames d'or ils utiliseront du mercure enfermé dans des tuyaux de plumes.

Autres recommandations à signaler : éviter le velours et les vêtements teints ; — se nourrir de bouillons aux herbes purifiantes, telles que bourrache, pourpier, pimpenelle, oseille, chicorée, laitue ; — renoncer au poisson, au laitage et au fromage, aux cidres et aux bières, aux fruits et aux salades crues ; — ne

pas se départir d'une sage sobriété, garder le lit, « sans autre recepte de médecine », ajoute le chroniqueur L'Estoile avec scepticisme. Il est évident que cette thérapeutique, parfois bizarre et puérile, le plus souvent vague et incertaine, ne laissait pas d'être généralement inefficace. Les mesures prises n'étaient pas inutiles, mais demeuraient incomplètes. Le chirurgien La Framboisière, après avoir fait venir de Lyon à Riom trois voitures chargées d'encens, de térébenthine, d'oliban et d'huile de nard, ne trouva rien de mieux que d'inviter les agents de désinfection à remplir leurs narines de thériaque, à porter au cou une aveline pleine de mercure, et à tenir en mains des brandons de bois de genièvre allumés.

Pour favoriser l'application de toutes les mesures prises, la plupart des villes créèrent un officier sanitaire et de police, sorte de dictateur aux pouvoirs fort étendus, qu'on appelait « capitaine de santé » ou « prévôt de la santé ». On remarque d'ailleurs que cette institution fut assez tardive. Paris ne la connut qu'au ^{xvi}^e siècle, de beaucoup devancé par Annecy. On le trouve mentionné pour la première fois en 1584 à Avignon, en 1583 à Orléans, en 1584 à Angers, en 1623 à Mâcon, en 1628 à Tournon. En 1573, le capitaine de la santé réclame 300 florins d'honoraires ! Ailleurs, sous un autre nom, on est en présence d'un personnage identique. A Besançon, le premier « contrôleur de peste », chargé de veiller à l'application rigoureuse des règlements et responsable, aux gages de 4, puis de 5 florins par mois, apparaît en 1543 ; il meurt, victime du devoir, l'année suivante, et, malgré ce fâcheux antécédent, on réussit sans peine à le remplacer. De même à Saint-Flour, où le « gouverneur de peste », établi en 1564, succombe peu de temps après et où ses six successeurs immédiats subissent le même sort. Enfin, un conseil de santé fut créé dans la plupart des villes : à Amiens il fonctionne en 1663, composé de quinze membres, pris parmi les échevins et les notables ; à Troyes en 1580 ; à Tours en 1602 ; à Angers dès 1598 ; à Grenoble dès 1577 ; à Bordeaux dès 1604, composé de fonctionnaires, de parlementaires et de membres de la Jurade ; à Albi en 1710 ; à Nantes en 1720 ; à Périgueux en 1724 ; à Melun en 1673, formé du lieutenant général, du prévôt et du maire. On n'y introdui-

sit les spécialistes qu'un peu plus tard. Ce conseil édictait des règlements qui souvent étaient valables pour tout le ressort du bailliage. A Angers, le prévôt de la santé était chargé de cadenasser les maisons infectées¹, avec le droit de réquisition sur les serruriers en cas de besoin, d'avertir la justice des cas suspects, de désigner les corbeaux ; il devait être vêtu d'une casaque agrémentée d'une ou de deux grandes croix blanches, l'une par devant, l'autre par derrière, porter une baguette blanche et agiter une clochette qui avertissait de son passage ; il touchait pour ses peines 50 livres de rémunération mensuelle.

On conçoit que, pour faire face à toutes les dépenses supplémentaires qu'exigeait cet état de choses, les villes étaient contraintes à s'endetter et à emprunter. Nous avons cité quelques chiffres ; il serait facile de les multiplier. Ils varieraient d'ailleurs à l'extrême suivant les époques et les localités. Veut-on un tarif à titre d'exemple ? Les Angevins payaient en 1598 : au médecin de service, 42 écus par semaine ; au chirurgien, 25 ; à l'apothicaire, 15 ; au prévôt de la santé, 3 ; aux corbeaux, 4 écu 15 sols ; au confesseur, 30 sols ; aux infirmières, 15 sols chacune ; au fossoyeur, 20 sols. Parfois, le recrutement des praticiens devenant plus difficile, il était indispensable d'augmenter leurs honoraires. Et ce n'était là qu'une minime partie des frais à acquitter lors des graves épidémies. C'étaient les achats des médicaments et les secours aux indigents, le salaire des sergents, des gardes des portes et autres fonctionnaires, le nettoyage des rues et des maisons, l'impression et l'affichage des règlements et proclamations, la nourriture des malades enfermés chez eux, et surtout la construction d'hôpitaux, de maisons et de cabanes isolées, l'achat de terrains et de cimetières nouveaux. Les municipalités se trouvaient fréquemment en présence d'un déficit immédiat à combler et faisaient appel à l'impôt d'une part, à la générosité publique de l'autre. Les quêtes à domicile, faites par les notables, comme on en signale à Chartres en 1546, étaient peu recommandées. Les contributions volontaires, sollicitées à Rennes en 1563, ou les

1. Ailleurs, à Orléans par exemple, cette mission incombait aux cinquanteniers.

prêts à un an sans intérêt, comme à Bourg en 1573, ne donnaient peut-être pas d'excellents résultats. Les avances de fonds consenties par les consuls ou les riches bourgeois, que l'on constate à Saint-Flour en 1564, à Angers en 1598, étaient assurément l'exception. Les citoyens de Sens, en 1565, furent imposés d'une contribution générale de 100 francs par semaine; à La Voulte, en 1629, on établit un rôle des gens aisés de la ville qui furent taxés au prorata de leur fortune; à Melun, un arrêt du Conseil d'État autorisa la levée d'une aide qui fut ainsi fixée : les maisons à portes cochères paieront 50 sols, les maisons à portes bâtarde 30 sols, les autres 20 sols; à Avignon, en 1584, une taxe spéciale frappa les « nouveaux riches ». Dans certaines villes, comme à Périgueux, il fut entendu que les habitants aisés, qui auront été reclus pendant l'épidémie et nourris aux frais de la communauté, devront rembourser les dépenses effectuées de ce chef. A Orléans, la taxe est établie par paroisses, et l'évêque, les abbayes, prieurés et couvents subissent un prélèvement sur leurs revenus ordinaires.

La contagion avait d'autant plus de prise que les règlements étaient moins bien observés. Il fallait parfois sévir, en commençant par l'amende jusqu'à la peine capitale progressivement, car les magistrats chargés de l'application des ordonnances ne badinaient pas sur ce sujet. Enhardis par une longue sécurité ou simplement par gaminerie, des Parisiens s'amusaient à effacer les croix qui marquaient les maisons contaminées : pour faire cesser ces actes de malveillance, on dut décider que les coupables découverts auraient le poing coupé. On dut aussi chasser des hôpitaux les « coquins valides » qui s'y réfugiaient au préjudice des véritables malades. A Dijon, en 1634, une femme fut condamnée au fouet et au bannissement pour avoir contrevenu aux ordres du conseil de ville. A Avignon, en 1580, un habitant qui avait enterré dans sa maison une chambrière atteinte de la peste fut « arquebusé » ; un Italien malade, trouvé vaguant par les rues, fut pendu. On vit aussi, à Rouen par exemple, des bourgeois soudoyer le prévôt de la santé pour qu'il épargnât leurs maisons et n'y inscrivit pas la croix réglementaire sur les logis infectés; on vit des sergents dissimuler la baguette blanche qu'ils étaient tenus de porter ostensiblement.

Des charlatans s'en mêlèrent, spéculant sur la misère humaine. Richement vêtus et casqués, chevauchant des mules d'Espagne brillamment parées, ils préconisaient publiquement l'emploi de drogues dont la valeur curative était nulle ou même néfaste ; une censure rigoureuse s'appliqua dans certains cas à les faire disparaître. On a noté qu'au mois de septembre 1629, dans certaines villes, il n'y avait plus d'autres malades que ceux qui s'obstinaient à consulter ces charlatans. Le chirurgien Panel, qui fut l'un des plus zélés à soigner les Parisiens pendant l'épidémie de 1596, s'obstina à les dénoncer et à les combattre. En outre, les propositions les plus étranges étaient faites aux municipalités pour des guérisons hypothétiques. Le maire de Dijon, en 1603, autorisa un Italien à vendre en ville de l'huile de pétrole et différents baumes dont les praticiens locaux affirmaient les propriétés salutaires, mais dont l'emploi ne mit aucun obstacle à la marche du fléau. Bordeaux vit, en 1648, un musulman converti apporter et recommander un remède qui devait faire merveille, et mourir presque aussitôt du mal qu'il se faisait fort d'enrayer avec succès.

Ainsi des siècles se passèrent à recourir à tous les expédients pour lutter contre des fléaux dont on ignorait souvent l'origine exacte et la nature, mais dont on constatait les attristants résultats. Les hommes les plus capables et les plus ingénieux demeuraient impuissants à protéger les populations affolées. Dès que l'épidémie ralentissait son œuvre de mort et semblait disparaître, on permettait aux malades en voie de guérison de regagner leurs maisons, après avoir pris la précaution de purifier l'air par des fumigations de genièvre ou d'encens et des aspersions de chaux vive ; on les soumettait même à des quarantaines dont la durée variait un peu : de dix à douze jours à Nantes en 1602, un mois à Rennes en 1563, quarante jours à Chartres en 1546, six semaines à Dijon en 1596. Mais peut-être allait-on quelquefois trop vite en besogne et se hâtait-on de reprendre les habitudes normales avant d'acquérir l'absolue certitude d'un meilleur état sanitaire. Il ne fut pas rare de voir les Parisiens, par exemple, rassérénés et confiants aux approches de l'hiver, quand le fléau diminuait sensiblement d'intensité, se trouver au prochain printemps en présence d'une reprise plus violente

du mal par suite du relâchement des précautions et des garanties obligatoires. C'est le propre des maladies épidémiques de présenter des phases successives de calme apparent, suivies de retours offensifs d'autant plus redoutables qu'ils sont moins surveillés.

PRINCIPALES SOURCES CONSULTÉES : André JOUBERT, Étude sur les misères de l'Anjou aux ^{xv}^e et ^{xvi}^e siècles (Angers-Paris, 1886, in-8); — M. BOUDET et R. GRAND, Les épidémies de peste en Haute-Auvergne (*Revue de la Haute-Auvergne*, 1902); — Dr BARTHÉLEMY, La peste d'Avignon en 1580-1581 (*Bulletin historique du Comité*, 1884); — Dr LIMON, Comment on se défendait de la peste à Besançon au ^{xvi}^e siècle (*Mémoires de la Société d'émulation du Doubs*, 7^e série, t. X, 1905); — Dr PÉRY, Recherches historiques et médicales sur les épidémies qui ont régné à Bordeaux (*Recueil des actes de l'Académie de Bordeaux*, 1867); — CLÉMENT-JANIN, Les pestes en Bourgogne (Dijon, 1879, in-16); — Dr COULON, L'hôpital Saint-Jacques de Cambrai (*Mémoires de la Société d'émulation de Cambrai*, 1899); — Aug. PRUDHOMME, L'assistance publique à Grenoble (Grenoble, 1898, in-8); — G. LE BORGNE, Recherches historiques sur les grandes épidémies qui ont régné à Nantes (*Annales de la Société académique de Nantes*, 1852); — Ch. CUISSARD, La peste noire à Orléans (*Bulletin de la Société d'agriculture, sciences et arts d'Orléans*, 1898); — L. DELOURMEL, La peste à Rennes (*Bulletin de la Société archéologique d'Ille-et-Vilaine*, 1897); — Dr BOUCHER, Recherches sur la peste à Rouen (*Précis analytique des travaux de l'Académie de Rouen*, 1897); — H. GOMOT, La peste noire de 1631 (Riom, 1874, in-16); — L. COMBARIEU, Précautions prises par une ville du Quercy pour se préserver de la peste [Saint-Céré] (*Bulletin de la Société d'études du Lot*, 1893); — Dr GIRAUDET, Des anciennes pestes de Tours (Tours, 1854, in-8); — René FAGE, La vie à Tulle aux ^{xvii}^e et ^{xviii}^e siècles (Paris, 1901, in-8); — Ed. ANDRÉ, La peste de 1629 dans le Vivarais (*Bulletin historique du Comité*, 1897); — Dr E. MARCHAND, Étude sur quelques épidémies du moyen âge (Paris, 1873, in-8); — M. FOSSEYEUX, L'Hôtel-Dieu de Paris au ^{xvii}^e et au ^{xviii}^e siècle (Paris, 1912, in-8); — Archives municipales d'Albi, Avallon, Cambrai, Chartres, Laon, Lyon, Mâcon, Périgueux, Soissons, Toulon.

Henri STEIN.

L'AMBASSADE DE NICOLAS DE SANCY

EN ANGLETERRE

AU MOIS DE MAI 1596.

Longtemps après son avènement, la situation de Henri IV resta très précaire, harcelé qu'il était par les ligueurs et par les Espagnols, qui envoyaient de puissants renforts aux catholiques intransigeants que commandait le duc de Mayenne. Les contingents suisses, amenés par Sancy à la veille de la mort de Henri III, avaient été fort utiles. Mais les victoires d'Arques et d'Ivry n'avaient pas suffi à assurer la pacification. Il fallait ville par ville conquérir le royaume. Un jour, le siège de La Fère occupait toutes les forces disponibles. Le lendemain, c'était Amiens qu'il fallait défendre, et malheureusement les troupes royales étaient épuisées. On devait avoir recours aux étrangers qui hésitaient à faire de nouveaux sacrifices. Les conseillers de Henri IV l'engagèrent à tenter un grand effort près de l'Angleterre, et Sancy fut choisi comme ambassadeur extraordinaire près de la reine Élisabeth. Sa mission a été plus d'une fois racontée, et elle a fourni à Prévost-Paradol le sujet d'une brillante thèse de doctorat en 1855. Néanmoins, les détails en sont si curieux et font juger si complètement le caractère très anglais de la souveraine qu'il est toujours intéressant de les reprendre à nouveau, d'autant que bien des pièces sont encore inédites et viennent s'ajouter aux documents qu'avait recueillis à l'époque même le célèbre président du Vair.

Le roi attaqué de plusieurs côtés ne peut résister seul. Il croyait pouvoir compter sur l'appui toujours promis de l'Angleterre. Si le secours en hommes et en argent ne vient pas de ce côté, il sera contraint de traiter avec ses ennemis plutôt que de s'exposer à un désastre. Or, tout ce que redoute Élisabeth est

que la France s'entende avec l'Espagne, qui se propose de l'attaquer et qui ne manquerait pas de tenter une invasion si elle était libre du côté de la France. La reine avait envoyé à Paris un ambassadeur avec mission d'empêcher le roi de faire la paix. C'était Sir Henry Unston, qui avait déjà représenté sa maîtresse près de Henri IV, auquel il était très sympathique. Mais ses instructions étaient des plus vagues : il devait assurer le roi de toute la bonne volonté des Anglais à son égard ; que si les troupes et les flottes de la reine s'étaient éloignées de la Bretagne, les mouvements séditeux de l'Irlande et les menaces de l'Espagne les y avaient contraintes. Que le roi soit décidé à continuer la guerre et qu'il consente à discuter dans une conférence la condition de l'entente commune, il sera très facile de s'accorder. Tels étaient les termes d'une lettre autographe que Sir Unston, débarqué à Dieppe dans les premiers jours de janvier 1596, devait remettre à Henri IV lors de sa première audience. Le roi ne dissimula pas sa désillusion en face de promesses aussi vagues. La réponse qu'il fit faire par Villeroy, datée de Folembay le 22 janvier, cachait sous des formes courtoises un mécontentement qui ressemblait à une rupture. Le pauvre ambassadeur se montrait désolé de cet accueil qui n'avait rien de personnel, mais faisait mal augurer de la mission dont il était chargé. Trois mois de négociations n'amenèrent aucun résultat, et Unston mourait à Paris, sur ces entrefaites, laissant les affaires entre les mains d'un secrétaire, Sir Edmonds, dont le crédit était médiocre.

C'est alors que le roi déclara qu'il allait envoyer à Londres « une personne confidente » afin de s' « éclaircir » de ce qu'il avait « à espérer de fraternité et d'assistance » de la part de la reine, sa « bonne soeur ». Il avait, comme nous avons dit, fait choix de Sancy et il l'avait accrédité par des lettres très élogieuses, non seulement près d'Élisabeth, mais aussi près du chancelier Bacon ; puis il lui avait adjoint l'ambassadeur de France, Beauvoir-la-Nocle, et aussi le duc de Bouillon, resté très huguenot et dont l'influence pouvait être profitable¹.

1. « Instructions de Sancy, allant en Angleterre et en Hollande, le xii^e d'avril 1596 » (Bibl. nat., ms. fr. 3463, fol. 99 à 112).

Sancy emmenait une sorte de secrétaire volontaire, personnage notable, qui avait joué un rôle important dans la Ligue à Paris, faisant partie de ces « politiques » qui rallièrent l'opinion au Béarnais. On ne voit pas bien à quel titre Guillaume du Vair accompagnait l'envoyé extraordinaire; mais, observateur sagace et bon écrivain, il a donné de la négociation un résumé piquant qui suffirait presque, si nous n'avions aussi le compte-rendu fait par Sancy lui-même et maints témoignages contemporains¹.

C'est le 20 avril 1596 au soir que le représentant de Henri IV arriva à Londres. Le bruit de la prise de Calais courait déjà. Sancy déclara hautement que la nouvelle était fausse, mais que le danger était grand; et, connaissant la mauvaise volonté du premier ministre lord Burghley (Guillaume Cecil), il fit demander son audience royale par le comte de Stafford, qui avait été ambassadeur en France. On ne le mena que le lendemain à Greenwich où était la reine, qui la nuit précédente avait envoyé Sidney au roi à Boulogne pour l'assurer d'un prompt secours à condition que Calais délivré serait remis aux Anglais comme place de sûreté. Ce serait alors que le roi aurait répondu avec indignation que, s'il fallait être dépouillé, il aimait mieux que ce fût par ses ennemis que par ses amis². Mais ce propos, qui est de tradition, ne figure pas dans les documents³. Les lettres de Henri IV, qui furent écrites quelques jours après, ne portent point trace de rancune trop accentuée. De son côté, la reine, dès sa première conversation avec le négociateur, dit qu'on l'avait mal comprise, que son intention n'était aucunement de garder Calais, mais seulement d'occuper la place pour l'empêcher de tomber au pouvoir des ennemis communs.

Le grand trésorier d'Angleterre fut plus franc : il déclara brutalement que toute liaison d'amitié avait cessé entre sa souveraine et le roi quand celui-ci avait abandonné la Religion, qu'il existait bien des intérêts communs aux deux pays et d'an-

1. Négociations en Angleterre (Bibl. nat., ms. Dupuy, 661).

2. De Thou, éd. de Londres, t. XII, p. 648.

3. « Discours de la négociation de Messieurs de Bouillon et de Sancy en Angleterre pour le fait de la ligue offensive et deffensive contre le roy d'Espagne l'an 1596 » (Cinq-Cents de Colbert, vol. 35, fol. 223 à 250).

ciennes alliances, mais à la condition que chacun y trouvât son avantage particulier. Lord Burghley ajouta qu'il admirait beaucoup les Espagnols d'avoir surpris un prince aussi avisé que Henri IV et d'avoir manœuvré assez habilement pour arriver ainsi au cœur de la France.

Plus généreux que ses chefs, le peuple anglais fut indigné en apprenant la chute de la citadelle de Calais¹, et c'est sous la pression de l'opinion publique que la reine écrivit au comte d'Essex de se diriger vers Boulogne avec la flotte et de débarquer des troupes; ce que du reste il ne tenta même point. Le duc de Bouillon qui venait rejoindre Sancy s'arrêta à Douvres et insista vivement près d'Essex pour qu'il fit renoncer sa souveraine à une expédition navale contre l'Espagne qui l'éloignerait du théâtre des événements; mais les ordres d'Élisabeth étaient formels et elle n'avait hésité un instant que pour détourner l'attention.

Le duc de Bouillon malade demanda quelques jours de repos et fit présenter par Sancy les lettres du roi qui l'accréditaient. L'ouverture des conférences fut fixée au 7 mai, à Greenwich. Les principaux hommes d'État anglais : lord Cobham, lord Bukurst, le chancelier de l'Échiquier, étaient désignés pour y assister sous la présidence de lord Burghley. Du côté de la

1. 24 avril 1596. Le jour même, Henri IV écrivait à Sancy, sans doute par un courrier spécial, la lettre suivante qui, comme deux autres de la même date, a échappé aux éditeurs des *Lettres missives*; elles sont originales, une même est autographe et se trouvent dans le volume déjà cité des Cinq-Cents de Colbert, vol. 35, fol. 481, 482 et 483 :

« A Mons^r de Sancy, conseiller en mon Conseil d'Estat et colonel général de mes Suisses.

« Mon cousin, l'on vient d'apporter la triste nouvelle de la perte de la citadelle de Callais, qui a esté prinse d'assault, dont je resens ung extresme déplaisir. Je feray demain passer à vous mon cousin le duc de Bouillon pour conférer avec vous sur cest accident. Je vous prie de l'attendre et ne faire cependant rien débarquer de ce qui est embarqué, vous priant de m'aimer tousjours.

« Je prie Dieu de vous avoir en sa sainte garde.

« De Boullongne, ce xxiiii avril, à dix heures du soir.

« Signé : HENRY.

« Et plus bas : FORGET. »

France, les quatre représentants étaient : Bouillon, Sancy, du Vair, récemment nommé conseiller d'État, et Guillaume Ancel, agent diplomatique très utile, que le roi devait bientôt envoyer comme ambassadeur près les princes de l'Empire. La première séance eut lieu le mardi 30 avril. Cecil, mal disposé pour Henri IV, souleva tout d'abord une question de procédure, déclarant qu'il ne s'agissait pas de conclure une alliance nouvelle, mais que, la France demandant des secours, c'était à elle d'exposer les avantages qu'elle offrait à ceux qui pourraient lui venir en aide. Le duc répondit que l'Espagne était la grande ennemie, aussi dangereuse pour l'Angleterre que pour la France, et que ce serait folie de lui résister séparément, quand une ligue formée contre elle présentait beaucoup plus de chance de succès. Au reste, les Anglais devraient savoir que c'est surtout à eux que veut s'attaquer Philippe II, qui, ayant fait la paix avec la France, aurait toutes ses forces disponibles pour s'emparer entièrement des Flandres et menacer en même temps les Pays-Bas et l'Angleterre. Le grand trésorier répliqua que la reine n'avait cessé d'envoyer dans le continent ses soldats et son argent, qu'aujourd'hui ses finances étaient épuisées et que si Henri IV voulait s'entendre avec le duc de Lorraine à l'est, le duc de Mercœur à l'ouest et la Savoie dans le midi, il éteindrait ainsi l'opposition de ses sujets rebelles et recouvrerait toutes ses forces. Sancy lui objecta que le péril hollandais intéressait au même degré l'Angleterre comme la France et qu'une ligue était indispensable pour organiser la défense commune, d'autant qu'au cas où les Espagnols tenteraient une descente en Angleterre, c'était sur leurs vieilles troupes des Flandres qu'ils comptaient pour mener cette campagne. Toujours agressif, Burghley se tourna alors vers ses collègues pour leur rappeler en anglais le proverbe qui parle de la peau de l'ours qu'on vend avant de l'avoir tué. A quoi Sancy, qui avait entendu et compris, répartit : « Nous ne voulons pas vous vendre la peau de l'ours ; nous vous donnons un conseil très salutaire : c'est à vous d'en profiter ! » Mais Cecil répondit encore qu'il n'y avait pas lieu de s'occuper des Hollandais, lesquels n'entreraient jamais dans une ligue offensive, ayant trop le désir de sauvegarder leur commerce du monde entier. Et Sancy, voyant que la mauvaise

volonté des Anglais était évidente, finit par leur déclarer que, si le roi ne devait attendre de leur part ni alliance ni secours, la reine pouvait le lui dire nettement, afin que de son côté il prit tel parti qui lui semblerait convenir le mieux à ses affaires. On se sépara en faisant appel à la décision d'Élisabeth.

Quelques jours après, les 7 et 9 mai, les commissaires se réunirent de nouveau; et, les mêmes objections se renouvelant, le duc de Bouillon observa que si les Espagnols s'étaient attaqués à Calais, il apparaissait bien que ce port, très éloigné de leur pays, ne les intéressait que comme point d'appui pour leur projet de descente en Angleterre; et Sancy, le moins patient des négociateurs, déclara que, du moment que l'on ne pouvait s'entendre, le plus sage pour eux était de repasser au plus vite en France¹.

Alors, Burghley tira un papier portant que la reine, épuisée d'hommes et d'argent, ne pouvait fournir au roi plus de 3,000 soldats et encore à condition qu'aucun frais ne serait à sa charge et que les troupes ne sortiraient point d'Angleterre qu'on ne leur eût payé un mois de solde. Bouillon observa que s'il s'agissait de recruter des mercenaires, le roi en trouverait en Allemagne et en Suisse à des conditions meilleures; et, levant la séance, il se retira avec ses collègues. Ceux-ci, décidés à s'embarquer promptement, ne voulurent pas toutefois demander leur audience de congé avant d'avoir envoyé à la reine une sorte de mémoire dans lequel ils résumaient l'objet de leur ambassade et les instructions qu'ils avaient reçues, ajoutant que, si le représentant de la reine, Sir Henry Unston, n'avait point parlé le premier en France d'un projet de ligue contre l'Espagne, Sancy ne serait point venu en Angleterre, pas plus que le duc de Bouillon².

Ce dernier avait très bien découvert la pensée secrète de Burghley et les négociations assez mystérieuses qu'il entretenait avec l'Espagne pour faire renoncer Philippe II à ses plans d'invasion en Angleterre et au fond pour s'entendre avec lui contre la France. Mais l'entreprise était hasardeuse, et la reine, meil-

1. « Discours de la négociation en Angleterre », dans les *Œuvres de du Vair*, in-fol., 1641, p. 1129.

2. Harangue de Sancy à la reine d'Angleterre le 19 mai 1596.

leure politique, ne voulait à aucun prix rompre avec Henri IV. Dès le soir même du 14 mai, elle passa au logis de nos ambassadeurs, leur déclara qu'elle tenait à ce qu'ils partissent satisfaits, et le lendemain elle leur remit pour le roi une avance de 20,000 écus sur la seule parole de Bouillon et de Sancy et sans autre garantie. Puis elle hésita encore, ne manda les ambassadeurs français à Greenwich que le 20 mai et leur déclara, en se promenant avec eux, qu'elle était décidée à secourir le roi, qu'elle avait donné des ordres en ce sens à ses ministres, même qu'elle les avait autorisés à s'entendre pour une ligue commune avec les Hollandais.

Voyant que la politique de Burghley perdait faveur, les ambassadeurs retournèrent à Londres pour saisir l'occasion. Dans quelques conférences du 21 au 23 mars, ils rédigèrent d'accord avec les ministres anglais les clauses principales du traité, les mirent en latin, selon l'usage d'alors, et les signèrent dans une réunion commune le 24 mai 1596¹.

Ce traité, que l'on trouve intégralement dans le grand recueil diplomatique de Dumont, comprend vingt-trois articles, exposant les obligations réciproques du roi et de la reine dans leur union offensive et défensive contre l'Espagne. Toutes les nations ayant des griefs contre Philippe II étaient invitées à se joindre aux confédérés, qui s'engageaient à mettre immédiatement sur pied une grande armée. Le contingent de l'Angleterre était fixé à 8,000 hommes et celui de la France au même chiffre. De plus, la reine devait lever aussi promptement que possible 4,000 fantassins qu'elle mettrait à la disposition de la France, mais aux frais de celle-ci, en Picardie et en Normandie, dans les provinces voisines des possessions belges de l'Espagne et pas à plus de cinquante lieues de Boulogne. Dans aucun cas les deux contractants ou leurs représentants ne pourraient conclure une paix ou même une trêve avec l'ennemi sans le consentement écrit de leurs alliés. Par une annexe secrète à la convention, Élisabeth se réservait de ne fournir que 2,000 hommes

1. Le texte abrégé du traité est dans Camden, *Annales*, 1625, p. 677, et on le trouve intégralement reproduit dans les Cinq-Cents de Colbert, vol. 35.

au roi pour le moment; et les ambassadeurs avaient cédé sur ce point, comptant que les circonstances forceraient l'Angleterre à une intervention plus importante.

Malgré ces restrictions et la parcimonie de la reine, le nouveau traité était fort avantageux pour la France, surtout dans l'état critique où elle se trouvait. Il ratifiait une fois de plus l'alliance conclue par Charles IX à la veille de la Saint-Barthélemy; il ne sacrifiait rien de la dignité nationale; il faisait de la lutte contre la maison d'Autriche une lutte en quelque sorte européenne, si le mot pouvait s'appliquer à l'époque. Les ministres d'Élisabeth, puritains et intolérants, avaient bien essayé d'ajouter une clause relative à la liberté dont devraient jouir les protestants en France; mais Bouillon s'y était absolument refusé parce que, bien que huguenot lui-même, il ne voulait pas mêler à cette union purement militaire une question toute différente. Guillaume du Vair était même intervenu pour répliquer à Burghley que le roi saurait bien protéger ses sujets protestants et que, si l'on persistait à exiger des garanties, la France demanderait, par une juste réciprocité, que la liberté des catholiques fût sauvegardée en Angleterre. Le lord trésorier n'insista pas.

Aussitôt leur mission terminée, les ambassadeurs avaient pris congé de la reine. Bouillon, Sancy¹ et du Vair repassèrent en France; Ancel se rendit directement en Hollande emportant une copie du traité.

Comte BAGUENAUT DE PUCHESSE.

1. Sancy écrivait de Douvres à Bongars, le 31 mai 1596 :

« Mon grand amy, nous avons traicté icy une ligue, Monsieur de Bouillon et moy, de laquelle nous portons les articles au Roy pour les ratifier s'il les a agréables. Cela fait, Monsieur Ancel passera en Allemagne avec les ambassadeurs de la Royne et de Messieurs les Estats... Je vous escriray quand nous lui envoyrons sa dépesche plus amplement... Je pensoys passer en Hollande et en avoyr la commande du Roy, mais les affaires qu'il se trouve sur les bras ont rompu mon voyage; il a dépesché trois fois depuis huit jours en ce pays pour haster mon retour : je m'en retourne *ad metallum* » (Bibl. nat., ms. fr. 7127, fol. 6).

NOTES ET DOCUMENTS

POUR

SERVIR A L'HISTOIRE DE LA FORMATION TOPOGRAPHIQUE

DES

HÔTELS DE ROHAN-SOUBISE

AU MARAIS.

De tous les hôtels parisiens, l'*hôtel Soubise* est, et à juste titre, l'un des plus célèbres. Son histoire est connue dans ses grandes lignes¹; on sait que, propriété du connétable Olivier de Clisson et de ses descendants, il appartient au début du ^{xvi}^e siècle aux Babou de la Bourdaisière, puis fut acquis par la maison de Guise, de qui il passa aux princes de Rohan-Soubise. Mais bien des détails de son histoire sont encore peu connus; il reste beaucoup à glaner parmi les documents qui permettent de suivre les

1. Indépendamment des ouvrages généraux sur Paris (Sauval, Piganiol de la Force, etc.), consulter : 1° sur l'HÔTEL DE SOUBISE, Bordier, *les Archives de la France*, Paris, 1855, in-8°, p. 28 et suiv.; — J. Guiffrey, *Histoire et description du palais des Archives nationales*, Paris, 1883, grand in-8°; — Id., *le Palais Soubise*, Paris, 1893, in-fol.; — Id., *Notice historique sur le palais des Archives*, en tête du *Catalogue sommaire du musée des Archives nationales*, Paris, 1893, in-8°; — Id., *Documents sur l'ancien hôtel Soubise, aujourd'hui palais des Archives nationales*, dans *Mémoires de la Société de l'histoire de Paris et de l'Ile-de-France*, t. XLII (1915); — J. Quicherat, *la Porte de l'hôtel de Clisson*, publié dans la *Revue archéologique*, t. IV (1848), p. 760-769, et reproduit dans les *Mélanges d'archéologie et d'histoire*, t. II, p. 228; — Raymond, *Pièce de l'hôtel de Clisson, aujourd'hui palais des Archives et École des chartes*, dans *Bibliothèque de l'École des chartes*, t. XX, p. 516, et t. XXI, p. 447. — 2° sur l'HÔTEL DE ROHAN, Henri Jouin, *L'ancien hôtel de Rohan*, Paris, 1889, in-fol.; — Arthur Christian, *les Débuts de l'imprimerie en France. L'Imprimerie nationale. L'hôtel de Rohan*, Paris, 1905, in-4°.

diverses périodes de l'existence de cette demeure princière et d'apporter des précisions qui fournissent en même temps une utile contribution à l'histoire et à la topographie parisiennes.

Les terrains sur lesquels s'élevèrent au cours des âges les hôtels de Soubise et de Rohan, — que l'on ne saurait séparer, — étaient situés en dehors de l'enceinte de Paris du ^{xiii}^e siècle. Ils se trouvaient dans un faubourg déjà très peuplé où s'élevaient de nombreuses habitations, au milieu de jardins, de cultures maraichères, de carrières de plâtre et de chantiers de construction. Deux portes donnaient, de la ville, accès dans ce faubourg; c'était la porte du Temple ou Sainte-Avoye, située dans l'axe de la rue du Temple, un peu au nord de son croisement avec la rue de Rambuteau, à la hauteur de l'hôtel Saint-Aignan et du passage Sainte-Avoye¹; c'était la porte Barbette, dans la rue Vieille-du-Temple, alors appelée aussi rue Barbette, à la hauteur de l'actuel marché des Blancs-Manteaux². Le rapide développement de ce quartier rendit bientôt ces deux portes insuffisantes : des rues, séparées par l'épaisseur du mur d'enceinte, existaient à l'intérieur et à l'extérieur des murs, correspondant à la moderne rue des Archives. C'est vraisemblablement pour remédier à cet inconvénient que les Hospitaliers de Saint-Jean de Jérusalem sollicitèrent et obtinrent de Philippe le Bel le 18 janvier 1288 l'autorisation de percer une porte d'usage public à mi-chemin entre la porte du Temple et la porte Barbette³; c'est la porte du Chaume qui fut ouverte dans l'axe de la rue des Archives, un peu au sud de son croisement avec les rues de Rambuteau et des Francs-Bourgeois, à la hauteur des numéros 41 et 54 de la rue des Archives.

Cette nouvelle facilité d'accès aida au rapide développement du quartier, que sillonnaient de nombreuses rues. C'était, le long et à l'extérieur de la muraille, entre la porte du Chaume et la rue Vieille-du-Temple, la rue des Jardins ou rue de Paradis, que

1. Cf. A. Bonnardot, *Dissertations archéologiques sur les anciennes enceintes de Paris, suivies de recherches sur les portes fortifiées qui dépendaient de ces enceintes*, Paris, 1852, in-4°, p. 82 et suiv. et pl. VII, et p. 245 et 299.

2. *Ibid.*

3. Cf. appendice n° I.

représente actuellement la rue des Francs-Bourgeois; c'était, dans l'axe de la nouvelle porte, la rue de la Porte-du-Chaume ou du Grand-Chantier, aujourd'hui rue des Archives, au delà rue de Rambuteau; c'était, parallèlement à la rue de Paradis et débouchant à quelques centaines de mètres au nord de la porte Barbette, la rue des Quatre-Fils ou rue des Deux-Portes. L'espace compris dans le rectangle formé par les rues Vieille-du-Temple, du Chaume, de Paradis et des Quatre-Fils paraît avoir alors porté le nom de Chantier du Temple, désignation provenant de ce que des chantiers de construction y avaient été établis, au moment où ce quartier avait été bâti; et parmi les principaux propriétaires d'immeubles que l'on y rencontre à la fin du ^{xiii}^e et au début du ^{xiv}^e siècle, on relève le nom de maçons et de plâtriers comme les Ogier, d'entrepreneurs de charpenterie comme les Lempereur, de tailleurs de pierres comme les de Londres et les de Huy. Dans ce rectangle, à la hauteur de la rue actuelle de Braque, dite alors des Bouchers-du-Temple, s'ouvrait, vers l'est, dans la direction de la rue Vieille-du-Temple, une ruelle ou une venelle qui permettait d'accéder dans le Chantier du Temple; c'était la rue Sans-Chef ou du Petit-Chantier, qui deviendra plus tard la rue de la Roche-Guyon, plus communément de la Roche, et qui se terminait en cul-de-sac, butant à un hôtel, qui avait sa façade vers la rue Vieille-du-Temple et qui sera au ^{xv}^e et au ^{xvi}^e siècle l'hôtel de la Roche-Guyon; et il semble bien que la partie du Chantier du Temple à droite de cette rue, c'est-à-dire s'étendant jusqu'à la rue de Paradis, ait plus spécialement porté le nom de Chantier ou Grand Chantier du Temple, tandis que la partie située à gauche, vers la rue des Quatre-Fils, était désignée sous le nom de Petit Chantier. Peut-être même pourrait-on supposer qu'un chemin de desserte existait entre la rue du Petit-Chantier et la rue des Quatre-Fils, desserte dont la trace aurait subsisté jusqu'au ^{xvii}^e siècle, à la hauteur du mur séparant aujourd'hui les terrains de l'hôtel des Archives d'avec ceux de l'hôtel de l'Imprimerie nationale.

Dès les premières années du ^{xiv}^e siècle, ce nom de Chantier du Temple n'avait plus, semble-t-il, d'autre valeur que celle d'un souvenir; sur ces anciens terrains de construction s'élevaient

des maisons, se cultivaient des jardins; quelques plâtrières seules subsistaient encore rue des Quatre-Fils et rue de Paradis. Mais si l'on sait que cette partie du sol parisien était habitée, il est difficile, sinon impossible, d'en retracer, même approximativement, la topographie¹. Les propriétés étaient enchevêtrées les unes dans les autres; il est très difficile d'en déterminer les tenants et les aboutissants; le sol, très morcelé, changeant facilement de main, appartenait à des familles qui possédaient diverses parcelles disséminées de divers côtés. Les documents contemporains n'apportent, par ailleurs, que peu d'éclaircissements; les censiers en particulier, — et le plus ancien ne remonte qu'à 1350, — ne doivent être consultés qu'avec beaucoup de réserve et une grande circonspection². L'ordre topographique y est, en effet, souvent mal observé; le collecteur inscrivait sur son registre le nom des propriétaires et, par suite, le nom des immeubles, suivant la direction de sa tournée; des immeubles où rien n'a été perçu sont passés sous silence; beaucoup d'entre eux étaient situés en retrait des rues, formant des sortes d'impasses qu'il est impossible de déterminer d'une manière précise; un certain nombre de jardins n'avaient d'autre issue qu'une servitude de passage sur des terrains avoisinants qui les séparaient de la rue. Ce sont là des raisons d'erreur auxquelles s'ajoute fréquemment la fantaisie avec laquelle les noms des propriétaires sont indiqués dans le texte³. De tout cela, résulte l'impossibilité de donner une précision topographique de ces terrains avant la seconde moitié du xiv^e siècle, époque à laquelle furent constituées des propriétés importantes que possédèrent quelques-uns des serviteurs les plus fidèles de Charles V et de Charles VI, Olivier de Clisson, Bureau de la Rivière, Bau-

1. Sur la topographie de ce quartier en général, cf. H. de Curzon, *la Maison du Temple de Paris*, Paris, 1888, in-8°, surtout à l'appendice, au nom des diverses rues.

2. Les censiers du xiv^e siècle conservés aux Archives nationales dans la série S, n^{os} 5586 et 5587, ont été publiés, pour la partie concernant le rectangle présentement étudié, aux appendices n^{os} XVI, XVII, XIX, XXVI.

3. Très fréquemment le nom d'un ancien propriétaire notoire est maintenu longtemps même après que l'immeuble a cessé de lui appartenir; par ailleurs, le nom d'un locataire est substitué à celui du propriétaire.

det de Vauvilliers; et c'est la réunion aux ^{xvi}^e et ^{xvii}^e siècles entre les mains d'une même famille de ces demeures de Clisson, de la Rivière, de Vauvilliers, qui sera l'origine des hôtels de Guise et de Rohan-Soubise.

I.

HÔTEL DE CLISSON.

Les terrains qui, à la fin du ^{xiv}^e siècle, constituèrent l'hôtel d'Olivier de Clisson, noyau du futur hôtel de Guise puis de Soubise, étaient situés en façade de la rue du Chaume, entre la rue des Quatre-Fils-Aymon au nord et la rue du Petit-Chantier ou Sans-Chef, plus tard rue de la Roche, au sud; en profondeur, dans la direction de la rue Vieille-du-Temple, c'est-à-dire vers l'est, ils comprenaient une partie de ce que, semble-t-il, on appelait le Petit Chantier du Temple.

Le premier censier qui nous fixe sur la possession de ces terrains par le connétable de Clisson, — celui de 1375¹, — nous apprend que ce dernier avait acquis six propriétés diverses :

1° Les maisons, au nombre de quatre, s'étendant du coin de la rue des Quatre-Fils au coin du Chantier du Temple (chargées de 32 sous de cens);

2° Un jardin appartenant à J. Le Galois (chargé de 16 sous de cens);

3° Un petit jardin appartenant à Louis Ostruche (chargé de 5 sous de cens);

4° Une maison au même propriétaire (chargée de 15 sous de cens);

5° Une maison de Robert de Rouen (chargée de 40 sous de cens);

6° Une maison de Pierre de Vernon (chargée de 100 sous de cens).

Quelle avait été, antérieurement à cette date, l'histoire de ces divers immeubles? Il est assez difficile de le préciser.

Pour les maisons sises entre la rue des Quatre-Fils et la rue

1. Cf. appendice n° XXVI.

du Petit-Chantier, en façade sur la rue du Chaume, on sait que le premier censitaire remontant à la fin du ^{xiii}e siècle avait été un riche bourgeois parisien, Gilles Chat Blanc¹. Depuis, au cours du ^{xiv}e siècle, ses descendants avaient aliéné une partie de leurs rentes sur ces immeubles, qui appartinrent à divers propriétaires, dont quelques-uns nous sont connus. C'est ainsi que la maison située à l'angle de la rue du Petit-Chantier et de la rue du Chaume, à l'endroit où se voient actuellement la porte et les tourelles de l'hôtel de Clisson, appartenait, dans les premières années du ^{xiv}e siècle, à un marinier de Marne, Jean de Paris, et à sa femme Rose, qui, le 3 mai 1320, la vendirent moyennant 16 l. 10 s. à Gilles Le Corbelier, charpentier². Ce nouveau propriétaire racheta peu à peu diverses rentes qui grevaient cet immeuble³, dont il semble être demeuré assez longtemps possesseur, peut-être jusqu'au jour où toutes les maisons de ce pâté furent acquises, vers 1350, par Marguerite de Malaunoy⁴; on rencontre ensuite comme propriétaire de ces quatre immeubles Jean de Cerisy qui, le 22 mai 1368⁵, vendit son « manoir à quatre pignons, sis en la rue du Chaume, tenant à la rue des IIII filz Hemon et d'autre à la rue Sans Chief », moyennant 300 l. t. à un des plus riches bourgeois de Paris et des plus importants conseillers de Charles V, Nicolas Braque, fils d'Ernoul Braque, fondateur de la chapelle de ce nom, située de l'autre côté de la rue du Chaume, au coin de la rue des Bouchers-du-Temple; les Braque possédaient au reste de nombreux immeubles dans le quartier. Si nous sommes relativement assez bien renseignés sur cette première maison, les documents sont beaucoup plus rares pour les trois autres immeubles de la rue du Chaume; celui qui touchait à la maison de Gilles Le Corbelier paraît avoir appartenu vers 1323 à Abraham Lalemant⁶, puis en 1327-1328 à Gilbert de Beauvais⁷; la troisième maison était à cette dernière date possédée

1. Cf. appendice n° XIX, censier de 1362. Sur la possession de rentes par cette famille dans la rue du Chaume, cf. appendices n°s IX et X.

2. Cf. appendice n° IV.

3. Cf. appendices n°s V, XI.

4. Cf. censier de 1350, appendice n° XVI.

5. Cf. appendice n° XX.

6. Cf. appendice n° V.

7. Cf. appendice n° IX. Dans ce document, il est question d'une mai-

par Jeanne de Chelles, dite la Charbonnière¹, et celle qui se trouvait à l'angle de la rue des Quatre-Fils par Robert Le Cat, puis, en 1322-1323, par Jean Le Chambellan², et en 1326 par Denise Barbette³. Elles furent ensuite, à une date inconnue, réunies comme nous venons de le voir, en une seule propriété aux mains de Jeanne de Malaunoy, puis de Jean de Cerisy et enfin de Nicolas Braque. Propriétaire de ces maisons ainsi que de celle qui se trouvait de l'autre côté de la rue du Petit-Chantier, Nicolas Braque voulut se libérer de l'obligation de laisser entre sa propriété une rue servant de passage public, telle que la rue Sans-Chef ou du Petit-Chantier; et, le 30 décembre de cette année, il obtint du Temple l'autorisation de la faire clore, moyennant le paiement de 1 denier obole de cens à la Saint-Rémy⁴. Il est vraisemblable que ce fut Nicolas Braque qui vendit ces maisons de la rue du Chaume à Olivier de Clisson.

Si l'on est, en somme, assez mal renseigné sur ces maisons de la rue du Chaume, l'incertitude est encore plus grande pour le reste des immeubles qui constituèrent l'hôtel de Clisson. Il paraît bien que, derrière ces quatre maisons, dans le Petit Chantier, se trouvait une propriété appartenant en 1320 à Jean de Haveskerque, chevalier, seigneur de Watten⁵, qui l'avait peut-être acquise le 28 mai 1319 de Pierre d'Aubigny, gouverneur du château de Bourges, clerc du roi⁶, pour agrandir un immeuble voisin qu'il avait acheté le 19 février de cette année à Raoul L'Esveillé, boulanger, à Jean Langlois, regrattier, et à sa femme

son « qui fu Gille Le Mestre, assise en ycelle rue [du Grand-Chantier], et faisant le coing de la rue Sans Chief ». Il s'agit peut-être de la maison de Gilet Le Corbelier, bien qu'il ne faille pas avoir une confiance absolue dans la terminologie de ces actes; il arrive fréquemment que cette expression « au coin de » « faisant le coin de » s'applique à un immeuble qui se trouve à proximité de l'angle d'une rue.

1. Cf. appendice n° IX.

2. Cf. appendice n° VI.

3. Cf. appendice n° X.

4. Cf. appendice n° XXII.

5. Cf. appendice n° IV. Dans ce document, la maison de Gilles Le Corbelier est indiquée comme aboutissant dans le Chantier au seigneur de « Watres ».

6. Arch. nat., MM 129, fol. 10 v°.

Marguerite, gendre et fille de L'Esveillé¹. Cet immeuble paraît avoir été situé vers la rue du Petit-Chantier, tandis que du côté de la rue des Quatre-Fils se trouvaient deux maisons appartenant la première, à partir de la rue du Chaume, en 1326, à Regnaut du Fay², et la seconde à Jeanne de Fontenay, qui en fit don, à cette époque, à sa nièce Jeanne et au mari de cette dernière, Guillaume de Crécy³. Cette dernière maison tenait à l'est, du côté de la rue Vieille-du-Temple, à la propriété d'une famille parisienne, dont nous connaissons deux membres, Jean Le Galois, sergent au Châtelet, et Pierre Le Galois, mercier, et il semble bien qu'entre 1326 et 1349 cette famille Le Galois se soit rendue propriétaire d'un important lot de terrains dans le Petit Chantier. C'est tout du moins ce que laissent supposer certains textes, constatant des aliénations de biens, et où les Le Galois se trouvent toujours mentionnés comme voisins⁴. C'est ainsi qu'il paraît bien que les maisons de Regnaut du Fay et des Fontenay-Crécy aient été rachetées par les Le Galois et que le jardin et la maison de Louis Ostruche, ainsi que les maisons de Robert de Rouen et de Pierre de Vernon⁵, aient été aliénés par eux. D'autre part, au cours de ces partages, dont on devine l'existence sans en avoir cependant la certitude absolue, on sait que certains terrains, tel le jardin Le Galois, — qu'acquit plus tard Olivier de Clisson⁶, — fut accensé à 16 s. p., puis fut acheté par Jacques Le Boucher, bourgeois de Paris⁷, qui, le 25 avril 1349, le vendit à Thévenin Le Pellier; ce dernier le transmet le 18 décembre de cette même année à Pierre Bérenger⁸, de qui il semble bien que les Le Galois l'aient racheté, puisque ce fut l'un d'entre eux qui l'aliéna à Olivier de Clisson.

A quelle date se fit cette vente? Quand Olivier de Clisson

1. Arch. nat., MM 129, fol. 6 v°.

2. Cf. appendice n° VIII.

3. *Ibid.*

4. Cf. appendices n°s XII, XIV, XV.

5. Cf. censiers de 1350 (appendice n° XVI), 1358 (appendice n° XVII), 1360 (appendice n° XVIII), 1362 (appendice n° XIX).

6. Cf. censier de 1375 (appendice n° XXVI).

7. Cf. appendice n° XIV.

8. Cf. appendice n° XV.

entreprit-il de se constituer ainsi une demeure parisienne? Ce fut le 14 novembre 1370 et le 15 août 1371 que Charles V fit à deux reprises don de 4,000 l. au futur connétable pour acheter une maison¹. Il est vraisemblable que l'acquisition ne tarda pas beaucoup, et Clisson étant indiqué dans le censier de 1375 comme propriétaire de ces divers immeubles, c'est entre 1371 et 1375 qu'il faut placer l'acquisition par lui faite de ces divers immeubles.

Quelles raisons déterminèrent son choix? Il y fut sans doute conduit par l'exemple de nombreux conseillers et serviteurs de Charles V qui, se rapprochant de l'hôtel royal de Saint-Pol, avaient fixé leur résidence dans ce quartier. Du Guesclin avait son hôtel dans la rue de la Verrerie, avec une issue sur la rue actuelle du Temple. Bureau de la Rivière, Jean Le Mercier avaient acquis des terrains contigus au Chantier du Temple². Olivier de Mauny était propriétaire d'un hôtel au coin de la rue du Chaume et de la rue des Quatre-Fils; le roi de Navarre possédait l'immeuble qui se trouvait à l'angle des rues du Chaume et des Bouchers. Il n'est donc pas surprenant que Clisson ait fixé son choix dans ce quartier. En 1375, toutes ses acquisitions étaient accomplies; il avait, sans aucun doute, dès ce moment, la volonté d'élever sur l'emplacement des immeubles existants une demeure digne de son nom et de sa fortune; l'œuvre fut accomplie, et aujourd'hui encore la porte flanquée de deux tourelles qui subsiste dans l'hôtel Soubise atteste ce que furent les constructions du connétable³. Quand ces travaux commencèrent-ils? A en croire certains écrivains, cet hôtel aurait été terminé au début de 1383⁴; on rapporte que, après la victoire de Rosebecke, lorsque Charles VI entra dans Paris, — encore en proie aux derniers soubresauts de l'insurrection des Maillets, — dans le dessein de réprimer la rébellion⁵, ce

1. P. Anselme, *Histoire généalogique...*, t. VI, p. 201.

2. L'hôtel de Jean Le Mercier, acquis par lui de Bureau de la Rivière, et qui avait appartenu précédemment à Sevestre de la Cervelle, évêque de Coutances, et à Gui de Champdivers, se trouvait rue de Paradis, contigu à l'hôtel de Bureau de la Rivière, et rue Vieille-du-Temple, touchant l'hôtel des Bordes.

3. Cf. Quicherat, *art. cité*.

4. *Ibid.*

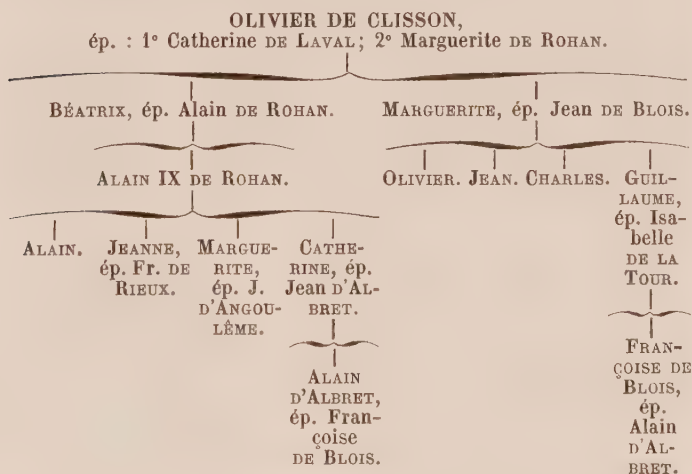
5. Sur cette répression, cf. Léon Mirot, *les Insurrections urbaines...*, Paris, 1906, in-8°, p. 177 et suiv.

fut à l'hôtel de Clisson que l'on proposa au peuple parisien de choisir entre des châtimens corporels et individuels et une amende pécuniaire; la seconde solution fut adoptée aux cris de « Miséricorde », et de ce cri qui aurait retenti sous ses voûtes, l'hôtel de Clisson aurait été appelé l'hôtel de *Miséricorde*. Ce nom en effet se retrouve dans plusieurs documents du *xvi^e* siècle¹; rien, toutefois, ne permet d'établir l'authenticité du fait, et, d'autre part, il est vraisemblable d'admettre que la construction de l'hôtel, au moins sur la rue du Chaume, n'était pas alors achevée, puisque le 23 août 1388 les religieux du Temple accordèrent au connétable huit toises et demie et trois pieds et demi au long de la rue du Chaume pour l'édification de son hôtel². On ne peut donc rien affirmer de précis sur la date de construction de cette demeure. Le connétable mourut en 1413, laissant deux filles de son premier mariage avec Catherine de Laval; aucun enfant n'était né de son union avec Marguerite de Rohan. Une de ses filles, Béatrix, avait épousé Alain de Rohan, sieur de Léon; l'autre, Marguerite, s'était mariée avec Jean de Blois, comte de Penthievre, fils de Charles de Blois et de Jeanne de Penthievre³. Un procès

1. Cf. Arch. nat., MM 172, fol. 88 v°, et appendice n° XXX.

2. Cf. appendice n° XXVII.

3. Généalogie de la descendance d'Olivier de Clisson :



s'engagea entre Béatrix et son mari d'une part, et Marguerite de Clisson et son fils Olivier, comte de Penthievre, d'autre part. Les Rohan demandaient que Marguerite restituât les meubles qu'elle avait pris dans l'*hôtel de Clisson* et qu'elle leur rendit la part qui leur appartenait dans la possession de l'hôtel. Un accord intervint entre eux le 2 mai 1443, et un arrêt du Parlement du 24 février 1445 attribua l'*hôtel de Clisson* au comte de Penthievre¹. Ce dernier n'en demeura pas longtemps paisible propriétaire. En effet, lors de la domination anglaise à Paris, l'*hôtel de Clisson* fut confisqué et donné au duc de Clarence, puis, après la mort de ce prince, le 23 mars 1424, au duc de Bedford, régent du royaume durant la minorité de Henri VI². Ces illustres personnages n'habitèrent pas l'hôtel, qu'ils louèrent à divers particuliers : Thomas de Carnavalet, Raoul le Saige, Jean Poupain.

La rentrée de Charles VII à Paris rendit l'*hôtel de Clisson* aux Penthievre; Olivier de Penthievre mourut sans enfants, ainsi que ses frères Jean et Charles. La demeure de Clisson passa-t-elle aux mains de leur frère cadet Guillaume ou bien l'hôtel fit-il retour à Béatrix de Clisson et à son fils Alain IX de Rohan, seigneur de Léon? En tout cas, on le retrouve à la fin du xv^e siècle possédé par Alain d'Albret, descendant d'Olivier de Clisson par sa mère Catherine, petite-fille de Béatrix de Clisson, et par sa femme Françoise de Blois, fille de Guillaume de Blois, vicomte de Limoges, fils de Marguerite de Clisson. Alain d'Albret en fit don à Jean Malaisié, bourgeois de Paris, chirurgien d'Anne de Bretagne; mais son fils Jean d'Albret, devenu roi de Navarre par son mariage avec Catherine de Foix, invoqua le droit de retrait lignager. Le don fut transformé en usufruit révocable et, le 8 août 1489, Malaisié renonça à la propriété de l'*hôtel de Clisson*; un compromis intervint entre les Albret et Malaisié le 4 mars 1504; Alain et Jean d'Albret lui en laissèrent l'usufruit, ne gardant que la nue propriété et se réservant d'y habiter lors de leurs séjours à Paris³.

A quelle date et pour quelle raison les d'Albret renoncèrent-

1. Quicherat, *art. cité*.

2. Longnon, *Paris pendant la domination anglaise*, Paris, 1898, in-8°, n° LXVII.

3. P. Raymond, *Pièce sur l'hôtel de Clisson, aujourd'hui palais des*

ils à leur hôtel et l'aliénèrent-ils? On l'ignore; mais l'hôtel de Clisson était, quelques années après, et sans qu'on puisse expliquer les raisons et l'origine de cette possession, la propriété d'un des favoris de François I^{er}, Jean de la Barre, chevalier, vicomte de Bridiers, baron de Veretz, seigneur de la Barre, de Villemartin, comte d'Étampes, prévôt de Paris et gouverneur de l'Île-de-France¹. Le 28 novembre 1528, Jean de la Barre vendit l'*hôtel de Clisson*, « assis près de la chapelle Bracque, consistant en plusieurs corps d'ostel, louages, cours, jardins et autres aisances », moyennant 12,000 l. t., à Philibert Babou, seigneur de la Bourdaisière, chevalier, conseiller du roi et trésorier de France².

Nous ne savons malheureusement rien sur l'état de cet hôtel ni ses dispositions intérieures. Deux textes seuls peuvent fournir quelques renseignements, et encore sont-ils bien vagues. C'est tout d'abord un état des réparations à effectuer en 1504, lors du compromis entre les d'Albret et Jean Malaisié³; une constatation

Archives et École des chartes, dans *Bibliothèque de l'École des chartes*, t. XX, p. 516, et t. XXI, p. 447.

1. Jean de la Barre, valet de chambre du roi, premier gentilhomme de la Chambre, reçut en don viager le comté d'Étampes qui avait fait retour à la couronne après la mort de Claude de France, en récompense des services qu'il avait rendus à Pavie et pendant la captivité du roi (Fleuriot, *Histoire d'Étampes*, p. 221, et *Catalogue des actes de François I^{er}*, t. I, n° 2313). Il fut à diverses reprises commis à faire les marchés des demeures royales (*Ibid.*, t. I, n° 3071, 3086, t. II, n° 4643) et commis à la garde des bijoux du roi (*Ibid.*, t. III, n° 7993; t. VI, n° 20613). Lieutenant général du gouverneur de Paris le 27 mai 1526 (*Ibid.*, t. I, n° 2394), il fut nommé gouverneur le 4 décembre 1528 (*Ibid.*, t. I, n° 2466). Bailli de Rouen en décembre 1515 (*Ibid.*, t. VII, n° 23364), il devint prévôt de Paris en 1526. En février 1533, il fut chargé de recevoir la dot de 70,000 livres que François I^{er} donna à Charlotte de Brosse, comtesse de Penthièvre, à l'occasion de son mariage avec François de Luxembourg (*Ibid.*, t. II, n° 5668). Possesseur d'immeubles rue des Deux-Écus (*Ibid.*, t. II, n° 4262) et rue Saint-Honoré (*Ibid.*, t. II, n° 6300), il fut comblé des faveurs royales; il touchait 2,500 livres de pension comme gentilhomme de la Chambre et maître de la garde-robe du roi (*Ibid.*, t. V, n° 18552), et, en 1527, recevait 11,000 livres à prendre sur les revenus du comté d'Étampes. Il mourut avant le 1^{er} mars 1534 (*Ibid.*, t. II, n° 6788). Il avait épousé Marie de la Primaudaye; sa fille Denise épousa Jean d'Estouteville, seigneur de Villebon, prévôt de Paris, lieutenant général en Normandie (P. Anselme, t. VIII, p. 101).

2. Cf. appendice n° XXIX.

3. Raymond, *art. cité*.

doit être tout d'abord faite, celle du mauvais état de l'hôtel : aucune pièce qui n'ait besoin de travaux. Mais en somme ce document apprend peu de chose ; il mentionne l'existence d'une grande salle, à côté de laquelle se trouvait une galerie « traversant la rue », suivie d'une petite salle, ouvrant sur les jardins ; d'une chapelle et d'une grande chambre voisine d'un corps d'hôtel du côté de la rue des Quatre-Fils ; un portail existait vers la rue du Temple ; — il s'agit sans doute du corps d'hôtel où se trouvaient la porte d'entrée et les deux tourelles au coin de la rue de la Roche ; — une terrasse s'ouvrait sur le jardin, en avant sans doute de la grande salle ; la cuisine semble s'être trouvée dans un corps d'hôtel particulier. Le second document, de vingt-cinq ans postérieur, se rapporte à une demande faite par Philibert Babou à l'échevinage parisien pour obtenir le rétablissement d'une fontaine existant de toute ancienneté dans l'hôtel de Clisson ou de « Misericordia », peu après son acquisition sur Jean de la Barre¹. Des experts furent commis par la ville pour reconnaître le bien fondé de la demande ; leur rapport fournit des indications précieuses, surtout pour la connaissance de l'adduction des eaux, mais intéressantes aussi pour la description de l'hôtel. Il paraît en résulter que le jardin s'étendait du côté de la rue des Quatre-Fils, dont il était séparé par un mur ; ce jardin se divisait en deux parties ; dans le grand jardin se trouvait un grand bassin ; un autre existait aussi dans le petit jardin. Le grand corps d'hôtel était séparé de celui où était située la cuisine, et à la sortie sur la rue du Chaume « souloit avoir une gargouille, robinet et issue d'eau pour servir au commun peuple ». Toute cette canalisation longuement décrite se raccordait aux gros tuyaux des fontaines des Innocents.

Tels sont les seuls renseignements et bien vagues que nous possédons sur cet hôtel.

Philibert Babou laissa l'hôtel de Clisson à son fils Philibert Babou, évêque d'Angoulême ; ce fut ce dernier qui, le 14 juin 1553, le vendit à Anne d'Este, femme de François de Lorraine, duc de Guise, moyennant 16,000 l., dont 6,900 étaient payées le 28 mars 1554. Mais le duc et la duchesse de Guise ne gardèrent pas longtemps leur acquisition. Dans son étude sur la

1. Cf. appendice n° XXX.

Porte de l'hôtel de Clisson, Quicherat¹ a très finement exposé les raisons financières qui incitèrent le duc de Guise à faire don, le 7 octobre 1556, à son frère le cardinal Charles de Lorraine, archevêque-duc de Reims, duc de Chevreuse, de l'hôtel acquis trois ans plus tôt sur l'évêque d'Angoulême. Il s'agissait de créer ce que nous appellerions actuellement un majorat, alors une substitution, en faveur des aînés de la maison de Guise. En effet, moins d'un mois après cette donation, le cardinal de Lorraine, qui avait, le 14 juin 1556, donné, à charge de substitution, à son frère et au fils aîné de ce dernier, l'*hôtel de Laval*², par lui acquis peu auparavant, fit à son tour donation à son neveu Henri de Lorraine, prince de Joinville, fils aîné du duc et de la duchesse de Guise, de l'hôtel du connétable de Charles VI.

II.

HÔTEL DE LA RIVIÈRE.

Quelques années avant qu'Olivier de Clisson n'acquît les terrains qui viennent d'être décrits, un autre conseiller de Charles V, Bureau de la Rivière, s'était constitué un important domaine urbain dans le même rectangle compris entre les rues de Paradis et des Quatre-Fils, d'une part, du Chaume et de la rue Vieille-du-Temple, d'autre part. On peut facilement diviser en deux parties bien distinctes les acquisitions de la Rivière.

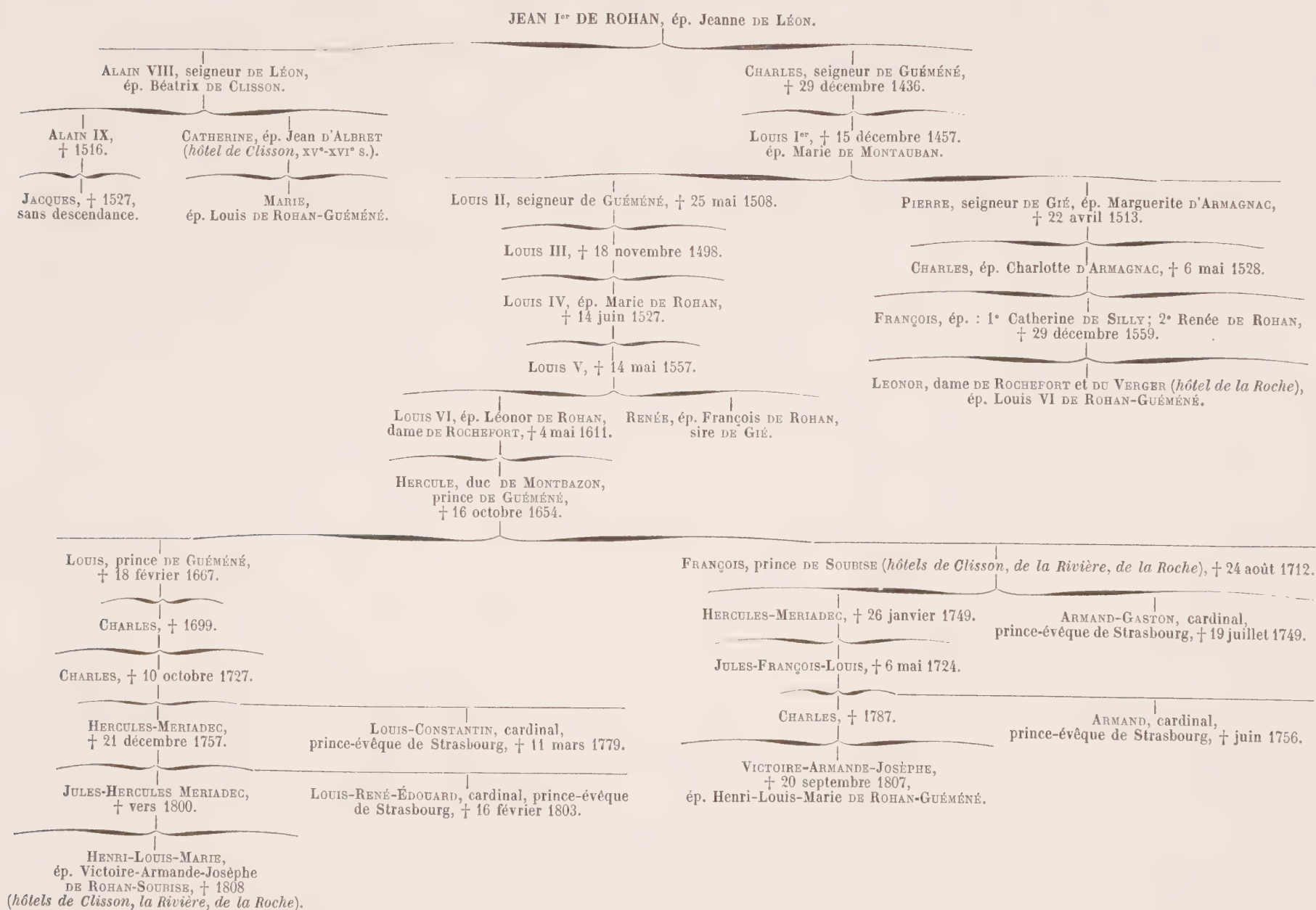
A. Le premier groupe était composé d'immeubles sis entre la rue de Paradis au sud, la rue du Petit-Chantier au nord, la rue du Chaume à l'ouest et les propriétés de Jean Le Mercier à l'est. Bureau de la Rivière en était propriétaire avant 1368³, et un acte de règlement du cens dû aux religieux du Temple de

1. Cf. Quicherat, *art. cité*. Dans cet article, l'auteur indique que les titres d'acquisition par le duc et la duchesse de Guise existent encore et qu'il les cite d'après les copies existant dans la bibliothèque Le Roux de Lincy. N'ayant pu suivre d'une manière précise les destinées de la bibliothèque Le Roux de Lincy, il m'a été impossible de retrouver ces documents.

2. Voir plus loin, p. 178.

3. Dans l'acte de reconnaissance par Nicolas Braque au prieur du

GÉNÉALOGIE RÉSUMÉE DE LA MAISON DE ROHAN (BRANCHES DE LÉON, DE MONTAUBAN-GUÉMÉNÉ, DE SOUBISE, DE GIÉ).



1373 indique d'une manière précise quels étaient ces immeubles. C'étaient :

1° La maison de messire Mahieu de Hocquencourt ou Rocquencourt, prêtre, à l'angle de la rue du Petit-Chantier et de la rue du Chaume, chargée de 27 s. 6 d. de cens.

2° La maison de Jacques Lempereur, chargée de 73 sous.

3° La grande maison de Jacques Lempereur, chargée de 6 den.

4° La cour et les maisons de Nicolas de Londres, chargées de 4 den.; ces dernières maisons étaient situées à l'angle de la rue du Chaume et de la rue de Paradis.

5° La maison de Jacques Lempereur et avant de Gautier Petit, chargée de 6 s. 8 den. et assise rue de Paradis.

6° La maison de messire Gui Petit, prêtre, chargée de 20 s. 8 den. et située même rue.

Dans la rue du Petit-Chantier, du côté sud, Bureau de la Rivière avait également acheté :

1° Une maison et un jardin de Robert de Nesle, chargés de 18 s.

2° Une maison de Michel Baillet, chargée de 40 s.

3° Un petit jardin de Pierre de Clermont, boucher, chargé de 10 s.

Ce fut cet ensemble qui constitua l'hôtel de la Rivière¹.

L'histoire de ces divers immeubles nous est mieux connue que celle des terrains qui devinrent l'hôtel de Clisson.

La maison sise au coin de la rue du Chaume et de la rue du Petit-Chantier appartenait, au début du ^{xiv}e siècle, à Colin de « Coagni », fils de Robert de « Coagni », tisserand, bourgeois de Paris; elle se composait de la maison proprement dite, d'un

Temple de 1 d. p. de cens en échange du droit de clore la ruelle du Petit-Chantier (cf. appendice n° XXI), il est indiqué que ses maisons aboutissaient aux jardins de Bureau de la Rivière.

1. Cf. appendice n° XXII. Bureau de la Rivière avait même acquis d'autres terrains, voisins de ce qui constitue son hôtel; ces terrains, sis rue de Paradis et ayant issue rue Vieille-du-Temple, avaient appartenu à Pierre et à Jean de Tierceleu, à Pierre de Dormans, à Gui de Champdivers, puis à Sevestre de la Cervelle, aumônier de Charles V et évêque de Coutances. Ce dernier les vendit à Bureau de la Rivière, qui les céda à Jean Le Mercier (Arch. nat., S 5073A, accord du 8 janvier 1382 entre Jean Le Mercier et le Temple, relativement au cens dû par Le Mercier pour son hôtel).

courtil et d'une petite maison sise en arrière; elle tenait d'un côté à une maison de Robert de « Coagni », d'autre à une maison et à un courtil appartenant à Sevestre Le Recouvreur. Colin de « Coagni » la vendit en mai 1301 à Guillaume du Plessis, clerc¹. Ce dernier n'en demeura pas longtemps propriétaire, et il paraît l'avoir vendue à Pierre Hurtaut et à sa femme Jeanne, qui eux-mêmes l'aliénèrent le 14 octobre 1318 à Jean Prevost, dit de Poncy²; Jean Prevost de Poncy la céda à son tour le 22 avril 1325 à Artus Le Voier, écuyer, seigneur de Pommeuse, et à Agnès, sa femme, pour le prix de 20 l. par.³ Des Le Voier, cette maison paraît avoir passé à un personnage qui, à un moment donné, semble avoir constitué une importante fortune territoriale dans ce quartier, Jean d'Aubigny⁴, parent de Pierre d'Aubigny, gouverneur du château de Bourges, que l'on trouve installé dans ce quartier dès 1319; Jean d'Aubigny était, dès 1350, remplacé dans la possession de cette maison par le célèbre Arnoul Braque, à qui, avant 1358, succéda messire Mahieu de Hocquencourt, propriétaire encore en 1362⁵, et qui dut vendre sa maison à Nicolas Braque, à moins que l'on ne doive le considérer comme un locataire, mentionné à ce titre dans les censiers de 1358 à 1362; en tout cas, en 1368, Nicolas Braque possédait cet immeuble, puisqu'il sollicitait, ainsi que nous l'avons vu, l'autorisation de fermer la ruelle du Petit-Chantier, englobée dans ses maisons⁶, et ce fut lui qui, vraisemblablement, vendit la maison dont il s'agit à Bureau de la Rivière, comme il semble avoir vendu celle qui se trouvait à l'autre angle de la rue du Petit-Chantier à Olivier de Clisson.

La seconde maison sur la rue du Chaume appartenait en 1301 à Robert de « Coagni ». On la retrouve un peu plus tard aux mains de Jean de Survillers; en 1318, elle était possédée par Pierre d'Aubigny, puis sans doute par Jean d'Aubigny⁷; en

1. Cf. appendice n° II.

2. Cf. appendice n° III.

3. Cf. appendice n° VII.

4. « Ernoul Brac pour sa meson du coing qui fu messire Jehan d'Aubigni. » Appendice n° XVI.

5. Cf. appendices n°s XVII, XVIII, XIX.

6. Voir plus haut, p. 165.

7. Cf. appendice n° III.

1350, une famille Haudecœur la détenait¹; Jacques Lempereur l'engloba avant 1358 dans l'ensemble des immeubles qu'il acquit dans cette rue², et nous la retrouvons en 1373 aux mains de Bureau de la Rivière³.

C'est également de Jacques Lempereur que la Rivière acquit une grande maison qui, avant lui, avait appartenu à la famille d'Aubigny⁴. Enfin, entre cette maison et la rue de Paradis existaient un certain nombre de maisons et jardins, possédés en 1348 par Nicolas de Londres, qui, le 9 février de cette année, les abandonna au Temple⁵; ce furent sans doute les religieux qui les vendirent au célèbre Thomas de la Marche; ce dernier n'en demeura pas longtemps propriétaire; dès 1350 Jacques Lempereur s'en était rendu acquéreur⁶, et il figure encore comme détenteur de ces maisons en 1362⁷; à quelle époque le duc d'Orléans, frère de Philippe VI, les posséda-t-il? On l'ignore; mais on sait qu'il en fut propriétaire, et peut-être fut-ce à sa mort qu'elles échurent par achat ou par don à Bureau de la Rivière⁸.

Ces quatre immeubles, sis entre la rue du Petit-Chantier et la rue de Paradis, ne devaient sans doute pas avoir une grande profondeur, et ce fut pour compléter sa propriété que Bureau de la Rivière acquit, tant rue Paradis que rue du Petit-Chantier, un certain nombre de terrains.

Dans la première de ces rues, il acheta deux maisons; l'une, chargée de 20 s. 8 d. de cens, et touchant aux maisons de Nicolas de Londres, avait été successivement possédée au cours du xiv^e siècle par René Farine⁹, par Pierre et Jean d'Aubigny¹⁰, puis par Gui Petit et par Jacques Lempereur¹¹; la seconde, qui

1. Cf. appendice n° XVI.

2. Cf. appendices n°s XVII, XVIII, XIX.

3. Voir plus haut, p. 173.

4. Cf. appendice n° XVII.

5. Cf. appendice n° XIII.

6. Cf. appendice n° XVII.

7. Cf. appendice n° XIX.

8. Cf. appendice n° XIII.

9. Arch. nat., MM 129, fol. 16 v°.

10. Cf. appendice n° XVII, à la rue de Paradis.

11. Cf. appendice n° XIX, à la rue de Paradis.

payait 6 s. 8 d. de cens, avait eu de nombreux propriétaires, dont nous connaissons un certain nombre : Jean Lescuier, puis Gervaise Boileau en 1321¹, Jean d'Anneel, tisserand, sergent des foires de Champagne en 1322², la dame de Barres³, Simon de Montepilloy en 1347⁴, Jean Roussel en 1350 et 1358⁵. Gautier Petit la possédait en 1360⁶, et ce fut lui qui, avant 1362, la vendit à Jacques Lempereur⁷, de qui l'acheta sans doute Bureau de la Rivière.

Ces maisons, dont la façade se trouvait rue de Paradis, abou-tissaient par derrière à des terrains allant jusqu'à la rue du Petit-Chantier; derrière la maison d'angle de la rue du Chaume et de la rue du Petit-Chantier se trouvait un petit jardin que l'on sait avoir appartenu à Sevestre Le Recouvreur⁸, puis en 1362 à Pierre de Clermont⁹, boucher; ce jardin provenait vraisemblablement d'un démembrement de la propriété que possédait en 1304 Sevestre Le Recouvreur, et qui, chargée de 10 s. de cens, passa successivement aux mains de Thomas Lenglais, de Hue d'Amiens en 1350¹⁰, de Jacques Lempereur en 1358¹¹, de Michel Baillet en 1360 et 1362¹², avant d'être acquise par Bureau de la Rivière, ainsi que, semble-t-il, une maison voisine, mentionnée en 1362 comme chargée de 18 s. de cens et possédée à cette date par Robert de Neelle¹³.

B. Ce premier groupe constitua l'*hôtel de la Grande-Rivière*; mais de l'autre côté de la rue du Petit-Chantier, le conseiller de Charles V et de Charles VI s'était assuré la pos-

1. Arch. nat., MM 129, fol. 16 v°.

2. *Ibid.*, fol. 16. Vente par Jean d'Anneel de 50 sous par. de croix de cens à Guillaume de Malaunoy, marchand de sel, bourgeois de Paris, et à Tyece, sa femme, sur la maison où ils demeurent rue de Paradis, tenant à Pierre d'Aubigny, clerc du roi, et à Ernoul de Montepilloy.

3. Censier de 1350, à la rue de Paradis. Appendice n° XVI.

4. Arch. nat., S 5075A.

5. Cf. appendices n°s XVI et XVII.

6. Cf. appendice n° XVIII.

7. Cf. appendice n° XIX.

8. Voir plus haut, p. 174.

9. Cf. appendice n° XIX.

10. Cf. appendice n° XVI, à la rue de la Porte-du-Chaume.

11. Cf. appendice n° XVII, à la rue de la Porte-du-Chaume.

12. Cf. appendices n°s XVIII et XIX.

13. Cf. appendice n° XIX, à la rue du Chaume.

session d'autres immeubles, dont le principal, qui était une vaste propriété ayant appartenu à messire Robert d'Anneville en 1350¹ et « que on souloit dire le Chantier », puis à Simon Durant en 1358² et à François Salles en 1362³, s'étendait jusqu'à la rue des Quatre-Fils; sur cette dernière rue, et vraisemblablement englobées dans cette propriété, se trouvaient deux maisons qui appartinrent la première à Conte Le Mire, puis à Simon Grimault en 1350⁴, à Nicolas Le Brun en 1358⁵, et Guillaume de Marsilly ou de Marseille en 1358 et 1360⁶, la seconde à Jacques Quatre-Yeux et à ses héritiers en 1358 et 1362⁷, avant d'être acquises par Bureau de la Rivière avec une partie de l'ancienne propriété de la famille Le Galois.

Ce second groupe fut partiellement l'origine de ce que l'on appella l'*hôtel de la Petite-Rivière*.

A la mort de Bureau de la Rivière, son vaste hôtel passa à son fils Charles de la Rivière, comte de Dammartin, qui, dévoué à la cause du dauphin, vit ses biens confisqués et donnés en 1420 au duc de Bedford. L'hôtel de la Rivière est alors indiqué comme tenant à l'hôtel de Clisson à l'ouest, à l'hôtel des Bordes à l'est⁸. Restituée à ses légitimes propriétaires lors de la rentrée de Charles VII à Paris, la demeure de la Rivière passa aux la Roche-Guyon, par suite du mariage de Perette de la Rivière, fille du conseiller de Charles VI, avec Gui VI de la Roche-Guyon; la fille de ces derniers, Marie, l'apporta avec la terre de la Roche-Guyon à son mari Bertin de Silly, comte de Rochefort.

Mais l'hôtel ne demeura pas dans sa totalité aux mains des Silly. S'ils conservèrent l'*hôtel de la Petite-Rivière*, sis entre les rues du Petit-Chantier et la rue des Quatre-Fils⁹, ainsi que l'*hôtel des Bordes*, les censiers de 1475 donnent comme délen-

1. Cf. appendice n° XVI, à la rue du Chaume.

2. Cf. appendice n° XVII, à la rue du Chaume.

3. Cf. appendice n° XIX, à la rue du Chaume.

4. Cf. appendice n° XVI, à la rue des Quatre-Fils.

5. Cf. appendice n° XVII, à la rue des Quatre-Fils.

6. Cf. appendices n°s XVII et XVIII.

7. Cf. appendices n°s XVII et XIX.

8. Sauval, t. II, p. 287, et Longnon, *ouvr. cité*, n° XXIV.

9. Arch. nat., MM 137 (année 1463) à MM 148 (année 1478). A partir

teur de l'*hôtel de la Grande-Rivière* Charles I^{er} de Gaucourt¹; dans les années suivantes, sans que l'on connaisse les raisons de ces rapides changements, on voit se succéder comme propriétaires Urbain Castaigne, Benoit d'Espignolles et François Doria, mentionnés en 1483². S'agit-il de propriétaires ou de locaux? On ne sait. En tout cas, en 1483, on se trouve en présence d'un nouveau possesseur, « Monsieur du Gaure ou de Gaure », nom sous lequel il faut peut-être voir un membre de la famille de Laval, qui fonda la seigneurie de Gaure³. Puis, en 1529, l'hôtel est désigné sous le nom d'*hôtel de Laval*, « faisant le coing de la rue de Paradis, où il y a une fontaine »⁴. C'est là, remarquons-le, la première indication de la fontaine qui, située à l'angle de la rue du Chaume et de la rue de Paradis, servira à l'usage public, comme la fontaine qui existait à l'hôtel Clisson, jusqu'au moment où elle fut, au XVIII^e siècle, transformée en un simple regard.

Les Laval ne demeurèrent pas longtemps propriétaires de l'hôtel. En 1545, le 16 août, Guillaume de Coste, abbé de Bonrepos, agissant comme procureur de Guy de Laval, vendait cet hôtel à Jean Brinon, conseiller au Parlement⁵. Ce dernier, quelques années plus tard, cédait sa propriété au cardinal Charles de Lorraine, archevêque-duc de Reims, premier pair du royaume et duc de Chevreuse. Le cardinal de Lorraine, le 11 juin 1556, faisait donation de l'*hôtel de Laval* à son frère

de cette date, l'hôtel de la Petite-Rivière est confondu dans les censiers avec l'hôtel des Bordes ou de la Roche-Guyon.

1. Jusqu'en 1473 (MM 145), l'hôtel est indiqué comme appartenant aux la Roche-Guyon; le censier de 1475 (MM 146, fol. 12) porte « M. de Gaucourt au lieu de madame de la Roche Guyon, pour ung autre ostel appelé l'ostel de la Riviere ». M. de Gaucourt est mentionné comme détenteur de cet hôtel jusqu'en 1461 (MM 147 à MM 151).

2. Arch. nat., MM 152, fol. 9 v°. « (François Doria) Messire Benoit d'Espignolles au lieu de Urbain Castaigne pour un grant hostel qui fut à M. de Gaucourt et par avant à M. de la Roche Guyon, nommé l'ostel de la Rivière, faisant le coing de la rue de Paradis. »

3. *Ibid.*, MM 153, fol. 12. « Mons. du Gaure au lieu de François Doria et messire Benoit d'Espignoles. » Cette mention de M. de Gaure se retrouve en 1499.

4. *Ibid.*, MM 157, fol. 17 v°.

5. Quicherat, *art. cité*.

François, duc de Guise, à sa femme, Anne d'Este, et à leur fils, Henri, prince de Joinville, et par cet acte de donation établissait la substitution de l'hôtel aux « aînés males des aînés descendants des dits duc et duchesse de Guise¹ ». Quelques mois plus tard, nous l'avons vu, la donation par le cardinal à son neveu Henri, prince de Joinville, de l'hôtel Clisson, effectua la réunion désormais définitive des deux hôtels².

Cependant, le cardinal de Rohan n'acheta pas la totalité de l'hôtel de la Rivière; une partie en avait été détachée quelques années auparavant. En effet, à partir de 1534, les censiers du Temple mentionnent la possession par divers particuliers d'une « partie de la maison de Laval, tenant à l'hôtel de Laval et à l'hôtel de Noyon³ ». Il s'agit donc de la partie de l'hôtel de la Rivière, sise rue de Paradis, dans la direction de la rue Vieille-du-Temple, et qui était chargée de 2 s. p. de cens.

En 1534, cette partie de l'hôtel était possédée par J. de Harlus et par Jean Briçonnet, seigneur du Plessis-Rideau, conseiller du roi et président en la Chambre des comptes⁴. Ces deux personnages n'en demeurèrent pas longtemps propriétaires; la maison passa peu après aux mains de quatre marchands de l'argenterie du roi, Pierre Gallant, Robert Fichepain, René Tardif et Étienne de la Salle; indiqués au censier comme propriétaires en 1534⁵, ils passaient déclaration le 8 avril 1540 pour cet immeuble qui tenait d'un côté à l'hôtel de Laval et de l'autre à Jean Briçonnet⁶; après eux, on trouve comme propriétaire Christophe du Refuge, écuyer, seigneur des Menus, qui le possédait en 1536⁷. A Christophe du Refuge succéda après 1564 Jacques de Marle, puis, antérieurement à 1572, Jean Cherruyer, seigneur de Malestroit, et sa femme Barbe Marcel⁸.

1. Cf. appendice n° XXXII. Je dois communication de ce document à l'obligeance de M. Mahot de la Quérantonais, notaire à Paris, qui m'a très libéralement facilité l'accès de son minutier, et à qui j'exprime mes vifs remerciements.

2. Cf. plus haut, p. 172.

3. Arch. nat., MM 159, fol. 31 v°.

4. *Ibid.*

5. Arch. nat., MM 160, fol. 24.

6. Cf. appendice n° XXXI.

7. Arch. nat., MM 170, fol. 37.

8. *Ibid.*, MM 172, fol. 139.

Après la mort de Jean Cherruyer et de Barbe Marcel, leurs héritiers conservèrent l'hôtel indivis : c'étaient Jean Almeras, conseiller du roi, audienier de la chancellerie, et sa femme Madeleine Cherruyer; Michel Musnier, trésorier et payeur de la gendarmerie, et Séline Cherruyer; Jérôme Habert, trésorier également de la gendarmerie, et Angélique Cherruyer; Jacques Le Camus, écuyer, et Lucrèce Cherruyer; Éléonore et Suzanne Cherruyer, qui, le 28 novembre 1600, vendirent cette maison « consistant en plusieurs édifices, cours, puis, aisances et appartenances, tenant à la demoiselle du Vieverger, d'autre et aboutissant à l'hôtel de Guise », à Jacques Amelot, sieur de Carnetin, conseiller au Parlement¹. A la famille Amelot succéda, le 24 avril 1644, Morin de la Châteigneraye, puis Étienne Daurat, conseiller au Parlement, acquéreur par adjudication au Châtelet le 29 décembre 1695; la veuve de Daurat, Marie de Murat, qui passa déclaration le 13 octobre 1696, le vendit le 23 mars 1704 au marquis de Miromesnil et à sa femme Blanche de Bar. En mars 1706, J.-Pierre Chaillou s'en rendit acquéreur et, le 18 mai 1719, il acheta au prince de Soubise une parcelle du terrain touchant à l'hôtel de ce dernier. A la mort de J.-Pierre Chaillou, sa sœur, épouse de J.-B. Viole de la Garde, hérita de ses biens, et elle vendit l'hôtel ainsi agrandi, le 29 juillet 1729, au président de Chavaudon². L'hôtel consistait en « porte cochère, bâtiment au dessus ayant plusieurs étages; à droite et à gauche de la porte cochère, deux corps de bâtiments à plusieurs étages, cour commune, et deux ailes de bâtiments de droite et de gauche; au fond, un autre grand corps de logis à plusieurs étages, et derrière un jardin³ ».

Cet hôtel, passé à la fin du XVIII^e siècle aux mains de la famille Geoffroy d'Assy, fut vendu à l'État le 28 mai 1845 par Alexandre-Louis Geoffroy d'Assy, et réuni au palais des Archives nationales; tout l'ancien *hôtel de la Grande-Rivière* se trouva ainsi reconstitué topographiquement et englobé dans l'hôtel Soubise.

1. *Ibid.*, § 5073A. Cet hôtel était alors loué à maître Jean du Moulin, conseiller du roi, trésorier de France en la généralité de Paris.

2. Cf. appendice n° XXXIV.

3. *Ibid.*

Il en avait été de même pour l'hôtel de la *Petite-Rivière*, qui avait en majeure partie suivi le sort de l'hôtel de la Roche-Guyon.

III.

HÔTELS DE LA PETITE-RIVIÈRE ET DE LA ROCHE-GUYON.

Si les destinées de l'hôtel de la *Grande-Rivière*, c'est-à-dire de l'ensemble des terrains compris entre les rues du Petit-Chantier, de Paradis, du Chaume et l'hôtel de Jean Le Mercier, nous sont aisément connues, il règne plus d'obscurité sur le sort des terrains que Bureau de la Rivière avait acquis au nord de la rue du Petit-Chantier jusqu'à la rue des Quatre-Fils; cette partie fut désignée sous le nom d'hôtel de la *Petite-Rivière*, nom plus particulièrement appliqué cependant à la partie orientale de ces terrains et qui fut de bonne heure unie à l'hôtel des Bordes ou de la Roche-Guyon.

En prenant ce nom de *Petite-Rivière* dans son sens le plus étendu, on peut dire qu'au ^{xv}^e siècle l'ensemble de ces terrains suivit le sort de l'hôtel de la *Grande-Rivière*¹. Confisqué en 1420 sur Charles de la Rivière, il fut ensuite restitué aux descendants de Bureau; Perette de la Rivière le porta à son mari Gui VI de la Roche, et par le mariage de leur fille Marie avec Bertin de Silly, comte de Rochefort, il passa à cette dernière maison. Les Silly le possédèrent pendant tout le ^{xv}^e siècle; le censier de 1478 mentionne encore « Madame de la Roche Guyon, pour un hostel et appartenances appelé la *Petite Rivière*, où souloit avoir jeu de paulme² ». Il était alors chargé d'un cens de 48 sous. Nous le retrouverons au ^{xvi}^e siècle, suivant les destinées de l'hôtel des Bordes de la Roche.

Une partie paraît toutefois en avoir été détachée à une date qu'il est difficile de préciser, mais qui doit être fixée à la fin du ^{xv}^e siècle ou au début du ^{xvi}^e siècle, antérieurement à 1504; c'est la partie qui touchait à l'hôtel de Clisson. Tandis qu'en effet jusqu'à la fin du ^{xv}^e siècle les deux hôtels de Clisson et de

1. Cf. plus haut, p. 177.

2. Arch. nat., MM 148, fol. 12.

la Petite-Rivière sont indiqués comme étant limitrophes, on voit dans l'état des réparations à effectuer en 1504 au premier de ces hôtels qu'il touchait à l'est à l'hôtel de M. de Gannay¹, et le censier de 1529 mentionne également à la suite de l'hôtel Clisson ou de Laval « les hoirs de Jehan de Quesnoy, en son vivant chancelier de France, pour une maison, court, jardin et appartenances tenant aud. hotel de Clisson² ». Il ne peut être question que d'un immeuble sis à l'est de l'hôtel du connétable, entre la rue de la Roche et la rue des Quatre-Fils, c'est-à-dire correspondant à des terrains que nous savons avoir fait partie des acquisitions de Bureau de la Rivière. La famille de Gannay est encore indiquée comme propriétaire en 1536³. L'hôtel fut peu après vendu à un conseiller au Parlement, Jacques Doulcet, et à sa femme Jeanne Tueleu⁴. Après la mort de Jacques Doulcet, l'immeuble demeura indivis, et ce fut seulement à la mort de sa veuve que l'héritage fut partagé. Son fils, Louis Doulcet, seigneur de Chaudereau, et son beau-frère Jacques Le Hardi, commissaire au Châtelet, mari de Jeanne Doulcet, en eurent une moitié; l'autre échut à Charles Collier, avocat, et à sa femme, Marie Doulcet, ainsi qu'à Denise Doulcet, veuve de Simon de la Guymarde, seigneur du Vivier. Charles Doulcet et Charles Collier rachetèrent par la suite les droits de leurs cohéritiers, et ce fut à eux que le cardinal Charles de Lorraine acheta les deux parties de cet hôtel les 24 novembre 1557⁵ et 17 septembre 1561⁶ et les réunit à l'hôtel de Guise.

Ces acquisitions coïncidaient avec celles de l'hôtel de la Roche-

1. Raymond, *art. cité*.

2. Arch. nat., MM 157, fol. 17 v°.

3. *Ibid.*, MM 162, fol. 17 v°.

4. Les héritiers de Jacques Doulcet figurent comme propriétaires en 1537 (*Ibid.*, MM 163, fol. 19 v°).

5. Cf. appendice n° XXXIII.

6. Quicherat, *art. cité*. La totalité de la propriété de Jacques Doulcet ne fut pas acquise par le cardinal de Lorraine. En effet, le censier de 1572 (Arch. nat., S 5591, fol. 22 v°) mentionne, parmi les propriétaires de la rue des Quatre-Fils, les « hoirs feu Guillaume Tarteron, au lieu de la veuve et héritiers Jacques Doulcet ». Cet immeuble Tarteron fut, le 11 décembre 1769, acquis sur M^{me} Françoise-Éléonore Dallenou, veuve de Claude Saulnier, baron de Cournon (*Ibid.*, S* 5636, p. 684). Il correspond au n° 13 de la rue des Quatre-Fils, englobé dans l'Imprimerie nationale.

Guyon et de la partie qui lui avait été unie de l'*hôtel de la Petite-Rivière*.

L'*hôtel de la Roche-Guyon*, appelé aussi *hôtel des Bordes* ou *hôtel de Rochefort*, avait été formé au ^{xiv}^e siècle par la réunion de plusieurs immeubles, dont les deux plus importants étaient situés l'un rue Vieille-du-Temple, l'autre au fond du cul-de-sac de la ruelle du Petit-Chantier, derrière le premier. Leur histoire est assez mal connue. Il paraît bien, du reste, que, dès le début du ^{xiv}^e siècle, leurs propriétaires aient été les mêmes personnages, sauf quelques exceptions.

La première de ces propriétés, sise rue Vieille-du-Temple, en face de la rue Barbette actuelle, payait au Temple 7 sous de cens; elle avait appartenu, peut-être vers 1328-1330, dates auxquelles on trouve ce personnage, à Pierre de Pontoise, maçon du roi ¹. Elle se composait d'une maison et d'un jardin derrière. En 1350, on la voit aux mains de messire Louis Billouart ², qui la possédait encore en 1358 ³; vers cette époque, elle fut acquise par un bourgeois d'une vieille famille parisienne connue, Bernard Coquatrix ⁴.

Coquatrix s'était en même temps rendu propriétaire de l'autre immeuble contenant également maison et jardin, soumise à un cens de 24 s. Elle avait antérieurement appartenu à Nicolas Le Cresté, bourgeois de Paris, qui l'avait vendue, semble-t-il, en 1328, à Pierre de Pontoise ⁵, puis à Binde Le Mire ⁶. A partir de 1350, elle fut réunie à la précédente maison par Louis Billouart, de qui elle passa à Bernard Coquatrix ⁷.

Ce dernier les conserva jusqu'au 12 novembre 1374, date à laquelle il vendit « deux maisons et jardins d'icelles, assis à

1. Cf. appendice n° XVI, à la rue Porte-Barbette.

2. *Ibid.*

3. Cf. appendice n° XVII.

4. Cf. appendice n° XVIII.

5. Arch. nat., MM 129, fol. 84. Vente par Nicole Le Cresté, bourgeois de Paris, et Nicole, sa femme, à Pierre de Pontoise, juré, maçon de la ville de Paris, et à Isaure, sa femme, d'une grange et jardin derrière sis en la rue du Chantier-du-Temple.

6. Cf. appendice n° XVI, à la rue du Chaume.

7. Cf. appendices nos XVI à XIX.

Paris en la rue du Chantier du Temple, tenant d'une part à l'héritage qui fut Henri Hulin et Georges Le Maçon, et par derrière tout du lonc à l'héritage qui fu Robert Alain, faisant issue en la rue de la porte Barbette et oudit Chantier du Temple, chargées... la grant maison et jardin devers led. Chantier en ij s. de fons de terre et xxij s. de rente, et l'autre maison et jardin devers la rue Barbette en xij d. de fons de terre et vj s. de rente¹ » à Baudet de Vauvilliers, huissier d'armes de Charles V, et à sa femme Jacqueline de Pacy, moyennant 60 l. t. Quelques mois auparavant, Baudet de Vauvilliers avait acquis de Jean Arrode, seigneur de Chaillot et bourgeois de Paris, un hôtel et deux jardins sis au Grand Chantier, tenant à Jean Clément, épiciier, et à Bureau de la Rivière², et le jour même où il se rendait maître de l'hôtel de Bernard Coquatrix, il achetait la maison et jardin de Jean Clément, tenant à un hôtel qui fut Jean du Celier et à l'hôtel qu'il venait d'acquérir de Coquatrix³. Ces acquisitions furent complétées par celle d'un jardin voisin ayant appartenu à Jacques de Hangest.

La propriété de Baudet de Vauvilliers correspondait à peu près aux bâtiments de l'actuelle Imprimerie nationale, dans l'axe de la rue de Barbette et de la rue de la Roche, et comprenait sans doute la cour d'honneur et le corps d'hôtel principal, en partie du moins. On ignore comment cet immeuble passa, après Baudet de Vauvilliers, à Guillaume des Bordes, porte-oriflamme de Charles VI; il appartint ensuite, au début du xv^e siècle, à Aubert Le Fèvre. A ce moment des acquisitions l'avaient agrandi sur la rue Vieille-du-Temple. Confisqué, lors de l'occupation anglaise⁴, sur la famille d'Aubert Le Fèvre⁵, cet hôtel, tenant d'un côté aux jardins de l'hôtel de Nouvion, d'autre à l'hôtel de

1. Cf. appendice n° XXIV.

2. Cf. appendice n° XXIII.

3. Cf. appendice n° XXV.

4. Sauval, t. III, p. 287.

5. Le censier de 1448 (Arch. nat., S* 5586^e, fol. 28) donne de curieux renseignements sur la constitution de cet hôtel : « Les hoirs Aubert Le Fevre pour toutes leurs maisons et masures, cours et jardins, tous entretenans, qui furent messire Guillaume des Bordes et par avant jadis aux heritiers Guillaume l'Asnebrun et Baudet de Vauvilliers, tenant d'une part aux hoirs... Bellerac, et d'autre aux hoirs M^e Robert de Bailleul, abou-

la Petite-Rivière, derrière aboutissant à la ruelle qui s'ouvrait jusqu'à la rue du Chaume, dans l'axe de la chapelle Braque¹, fut possédé après la rentrée de Charles VII à Paris par Henri de Lisac, écuyer, maître d'hôtel de la reine Marie d'Anjou, mari d'Alix de Jeurre, veuve d'Aubert Le Fèvre; le 4^{er} février

tissant aux maisons et jardins de l'hostel des Bordes, declairées en la rue du Grant Chantier, par an xlvij s.

« Declaration desd. maisons :

« La première doit x s. p.

« La seconde et appartenances xx s.

« Appert par lettres faictes en l'an mil CCC LX, le mercredi xxiiij^e jour de fevrier, comment l'Ospital bailla à Guillaume l'Asnebrun, charpentier, lad. maison et ses appartenances et la chargea de xx s. p.

« La tierce et ses appartenances doit par an vij s. vj d.

« Et les haultes maisons ensuivans, où sont greniers et y est la grand porte, par an doivent xvij d. de fond de terre et ix s. de rente.

« Item, unes lettres faictes le lundi x^e jour de décembre mil III^e IIII^{xx}, comment Thomas de Eule, dit de S. Aumer, vendi une maison et ses appartenances à J. Toutain, chargée envers led. hospital de xvij d. de fond de terre et ix s. de rente. »

Le même document fournit également, au fol. 21, quelques renseignements sur la partie de l'hôtel des Bordes située vers le Grand Chantier :

« Les hoirs Aubert Le Fevre, pour ung jardin joignant à l'ostel de la Petite Rivière et fut à Jacques de Hangest, et pour les maisons et jardins ensuivant, tout entretenans, qui furent Bernard Coquatrix, et c'estend au bout du Grant Chantier, duquel à present on fait court, et dès longtemps, et depuis à messire Guillaume des Bordes et à Baudet de Vauvillier, tenant aux jardins et maison dud. petit hostel de la Rivière et d'autre à la court et jardin desd. heritiers dud. Aubert, aboutissant aud. jardins de la Petite Rivière, par an xxxj s.

« Item, pour le bout dud. Grant Chantier, qui est devant lesd. maisons où l'on joue à la paulme, lequel fut accensé par l'ospital et baillé aud. Baudet de Vauvillier pour accroistre les maisons dessusd., par paient à la saint Remy ij s.

« Appert par lettres faictes en l'an mil CCC LXXV, le vendredi vij^e jour de mars, comment l'Ospital bailla et adsença lesd. maisons, jardins et chantier à noble homme Baudet de Vauvillier, et ou registre de l'an mil III^e LXXVI elles sont à xxvj s. ob. C'est curieux, car lesd. lettres portent lad. somme de xxxj s. p. »

1. Arch. nat., MM 133, fol. 15 v^o. « L'ostel des Bordes contenant plusieurs edifices avec les jardins repont derriere à la rue du Petit Chantier, entre l'ostel de Clisson et l'ostel de la Riviere, allant tout droit à la chapelle Braque. »

1444, il passait déclaration pour « l'hostel des Bordes et ses appartenances, court, estables, edifices, jardins et louaiges... appartenant audit Henri de Lisac et à damoiselle Aleps de Jeurre, sa femme, vesve de feu Aubert Le Fevre, à cause d'elle, assis à Paris en la rue de Barbete, ayant yssue par derrieres en une ruelle qui va en la rue des Bouchiers, qui est entre deux hostelz appelez l'un la petite Riviere et l'autre la grant Riviere, tenant d'une part au long des jardins de l'ostel de Nouviant et à Robert de Bailleul, et d'autre part tenant aud. hostel de la petite Riviere, aux jardins d'icellui hostel et aux jardins et maisons de feu maistre Robert de Helbuterne, qui à present sont aux hoirs Bellerac¹ ». En 1473, il était possédé par Madame de la Roche-Guyon et par conséquent uni à l'hôtel de la Petite-Rivière². Dès lors, il ne sortit plus de la maison de Silly. Le 12 avril 1540, Louis de Silly et son frère, Jacques, chevalier, seigneur de la Roche-Guyon, en passèrent déclaration³, et le 13 février 1542, Philippe de Sarrebrück, dame de la Roche-Guyon, était condamnée à payer les cens arriérés « pour son hôtel tenant et ayant issue à une ruelle allant de la chapelle Braque aud. hostel, et aux hoirs de feu Jean de Ganay, d'autre part à Guillaume Flache et au jardin de l'hôtel de Novion et à plusieurs autres⁴ ». Vingt ans plus tard, l'hôtel de la Roche-Guyon allait changer de mains.

La dernière héritière des Silly, Catherine, dame de la Roche-Guyon, de Rochefort-en-Iveline et du Verger, avait épousé François de Rohan, sire de Gié; leur fille Léonor de Rohan apporta l'hôtel de la Roche-Guyon et l'hôtel de la Petite-Rivière à son mari Louis VI de Rohan, comte de Montbazou, prince de Guéméné⁵. Un procès était depuis longtemps pendant entre la maison de Guise et la maison de Rohan, relativement à l'héritage de la maison d'Armagnac, et particulièrement aux seigneuries de Guise, de Novion et d'Hérisson.

1. Cf. appendice n° XXVIII.

2. Arch. nat., MM 146, fol. 14.

3. *Ibid.*, Q¹ 1099, 16^b.

4. *Ibid.*, S 5074^a.

5. Voir ci-contre le tableau généalogique de la maison de Rohan. Pierre de Rohan, le maréchal de Gié, avait épousé Marguerite d'Armagnac; son fils, Charles, avait épousé Charlotte d'Armagnac.

A la suite de deux arrêts du Parlement de Paris des 22 mai 1556 et 9 juillet 1558, un accord intervint entre les parties le 13 mars 1560¹, et Léonor de Rohan abandonna au duc de Guise l'*hôtel de la Roche-Guyon*. Cet accord reçut son exécution définitive le 14 août 1573, et l'*hôtel de la Roche-Guyon*, avec partie de l'ancien *hôtel de la Petite-Rivière*, fut ainsi réuni aux hôtels de Clisson et de la Rivière².

L'hôtel de Guise était constitué, tel qu'il demeura jusqu'au xviii^e siècle. Il comprenait, en résumé, l'ancien *hôtel de Clisson*, l'ancien *hôtel de la Grande-Rivière*, ces deux hôtels constituant la partie principale le long de la rue du Chaume, depuis la rue des Quatre-Fils jusqu'à la rue de Paradis; la partie de l'ancien *hôtel de la Petite-Rivière*, allant de la ruelle de la Roche à la rue des Quatre-Fils, qui avait à la fin du xv^e et au xvi^e siècle constitué l'hôtel de Gannay; la partie de l'*hôtel de la Petite-Rivière* englobée dans l'*hôtel de la Roche-Guyon*, ainsi que ce dernier hôtel, qui rejoignaient la rue Vieille-du-Temple et y donnaient accès. Quant à ses limites à l'intérieur de ce rectangle, on peut admettre avec vraisemblance que du côté de la rue de Paradis elles correspondaient au mur qui sépare l'hôtel de Soubise et l'ancien hôtel de Chavaudon, le long de la colonnade actuelle, là où au xvii^e siècle se trouvait une ruelle dépendant de l'hôtel³; qu'entre cette limite et la rue Vieille-du-Temple, parallèlement à la rue de Paradis, elles répondaient aux bâtiments sud de l'Imprimerie nationale et rejoignaient la colonnade par une ligne droite partant de l'extrémité de ces bâtiments; que du côté de la rue des Quatre-Fils, l'hôtel de Guise s'étendait jusqu'au mur séparant actuellement l'hôtel Soubise des ateliers de l'Imprimerie nationale, et que la largeur de l'hôtel de la Roche-Guyon et de la partie de l'hôtel de la Petite-Rivière y annexée correspondait à peu près à la largeur des terrains où fut élevé au xviii^e siècle l'hôtel de Rohan ou de Strasbourg.

1. Bibl. nat., coll. Dupuy, vol. 435, fol. 204.

2. Arch. nat., S 5074.

3. Cf. un plan conservé à la Bibl. nat., département des estampes, topographie, Paris, III^e arr. Ce plan provient du cabinet de Robert de Cotte.

IV.

LES DERNIERS AGRANDISSEMENTS AU XVIII^e SIÈCLE.

L'hôtel ainsi constitué à la fin du xvi^e siècle ne fut pas modifié au cours du xvii^e; les diverses transformations intérieures qui y furent effectuées, et qu'il n'y a pas lieu d'étudier présentement, n'affectèrent en rien ses limites topographiques; et l'immeuble que le prince de Soubise acquit le 27 mars 1700 des héritiers de la dernière duchesse de Guise était, comme extension, identique à celui que les Guise avaient constitué de 1545 à 1564.

Au cours du xviii^e siècle, d'importantes modifications furent apportées; elles s'appliquèrent surtout à la partie appelée jadis *l'hôtel de la Roche-Guyon* et *l'hôtel de la Petite-Rivière*; jusqu'au xviii^e siècle, il n'y avait eu comme constructions du côté de la rue Vieille-du-Temple que les bâtiments de service (écuries, remises, logements d'officiers et de domestiques) qui s'allongeaient de chaque côté de l'ancienne rue de la Roche jusqu'à la rue Veille-du-Temple, où une porte de sortie s'ouvrait dans l'axe de rue de Barbette. Ces bâtiments ont du reste été conservés dans leur ensemble jusqu'à nos jours. Ce qui constitue aujourd'hui la cour d'honneur et l'hôtel de Rohan était occupé par les jardins de l'hôtel de Guise. Ce fut seulement au début du xviii^e siècle que l'hôtel de Rohan fut construit, en même temps que d'importantes modifications et des transformations considérables étaient apportées à l'hôtel de Guise, de manière à former le magnifique et majestueux ensemble qui subsista intact jusqu'au début du xix^e siècle. En 1748, le plan de La Caille nous montre l'état des deux hôtels après les modifications apportées par Delamare à l'hôtel de Guise et après la construction de l'hôtel de Rohan, dit communément de Strasbourg, par le cardinal Armand-Gaston de Rohan, prince évêque de Strasbourg. Ce fut ce dernier qui, entre 1714 et 1736, se rendit acquéreur de divers immeubles sis rue Veille-du-Temple et rue des Quatre-Fils, de manière à construire des dépendances

dignes de l'hôtel qui venait d'être édifié rue Vieille-du-Temple.

L'histoire de ces divers immeubles est assez difficile à connaître; on se trouve là encore en présence de maisons enchevêtrées les unes dans les autres, d'impasses où il est presque impossible de se reconnaître. En outre, l'absence de censiers de 1375 à 1443, les modifications importantes apportées dans le montant du cens, par suite sans doute d'unions et de divisions de propriétés, ne permettent pas de suivre l'historique de ces immeubles, tout au moins en ce qui concerne ceux de la rue Vieille-du-Temple jusqu'au xiv^e siècle.

Le cardinal de Rohan songea tout d'abord à acquérir des immeubles rue Vieille-du-Temple, de manière à se rendre propriétaire des maisons entre les jardins de l'hôtel de Guise donnant sur la rue Vieille-du-Temple et la rue des Quatre-Fils.

La première acquisition fut réalisée le 9 janvier 1714¹ sur Charles et Jean-Charles Louvard, propriétaires d'une maison contiguë aux jardins de Guise. L'histoire de cet immeuble peut, comme pour la plupart de ces maisons, être suivie depuis le xv^e siècle. Possédé au début de ce siècle par Robert d'Hébuterne², puis par une famille Bellerac en 1443 et 1460, il passa ensuite à Guillaume de Beaumont (en 1460 et 1472) et à Jacques Rebours; en 1475, on le trouve aux mains de l'hôpital du Saint-Esprit-en-Grève; cette maison religieuse semble l'avoir conservé jusqu'au milieu du xvi^e siècle; en 1560, le propriétaire était un charpentier de la grande cognée, Guillaume Harenger, qui peut-être le vendit avant 1597 à Étienne Pujet, conseiller du roi³; à Étienne Pujet succéda Jacques Bigot, de qui l'acquit Jean Habert, seigneur du Mesnil, conseiller d'État, qui passa déclaration pour les 4 deniers de cens dus au Temple le 11 mars 1632⁴; quelques années plus tard, le 10 septembre 1636, Habert du Mesnil vendit la maison à Nicolas le Pot et à Catherine Boisan, sa femme; ces derniers, le 11 juin 1649, la cédèrent à Charles Louvard et à Jeanne Tavernier, de qui l'héritait Charles

1. Cf. appendice n° XXXV.

2. Cf. la déclaration d'Henri de Lissac en 1441. Appendice n° XXVIII.

3. Arch. nat., censiers du Temple, MM 133 à MM 146.

4. *Ibid.*, S* 5630, fol. 61.

Louvard, sieur du Pressoir, père de Charles et de Jean-Charles Louvard¹.

La seconde maison, mitoyenne de la première, était chargée d'un cens de 3 sous 9 deniers. Possédée en 1443 et 1447 par Jean Lande, on la trouve, à partir de cette date et jusqu'en 1499, aux mains des bonnes femmes Haudriettes², qui le 28 mai 1487 l'accensèrent par un nommé Tassin Rousseau³, maçon et tailleur de pierres, dont la fille Perette l'apporta à son mari Guillaume de Courroy, tailleur de pierres; la fille de Guillaume de Courroy, Jeanne, et son mari Gilles Falaise en furent ensuite propriétaires⁴; les Haudriettes en rentrèrent ensuite en possession, et la louèrent, moyennant 4 l. de rente annuelle, à Jean de Vaudernant, archer du guet à cheval de Paris, et à sa femme Marguerite Roullard, veuve en premières nocces de Jean Jagot. Ces derniers en firent don aux enfants du premier lit de Madame de Vandernant, François et Marguerite Jagot⁵. François Jagot, bourgeois de Paris, la laissa à son fils François, prêtre, qui en passa déclaration le 18 février 1632⁶ et la vendit le 6 août 1644 à Jacques Meslier, maréchal, et à sa femme Louise Parent; elle fut, le 3 mars 1685, adjugée, par sentence de licitation au Châtelet, sur les enfants de Jacques Meslier, à Noël Dugast et à Thomasse le Roy, sa femme; leur fils Noël Dugast, prêtre, l'hérita le 18 février 1713 et la vendit le 4 février 1718 au cardinal de Rohan⁷.

Le troisième immeuble, acquis le 31 juillet 1734 par le cardinal de Rohan, paraît avoir fait partie d'un ensemble de quatre maisons chargées envers l'hôpital du Saint-Esprit-en-Grève d'une rente annuelle de 8 l. t. Le Temple percevait un cens de 3 sous 9 deniers sur cette maison, possédée au xv^e siècle par Guillaume Courtault et par ses héritiers, puis par un

1. Cf. appendice n° XXXV.

2. Arch. nat., MM 133 à MM 153.

3. *Ibid.*, S 5073^b.

4. *Ibid.*, MM 171.

5. Arch. nat., S 5073^a.

6. *Ibid.*, S* 5630.

7. Cf. appendice n° XXXV.

nommé Martin Planche¹. Les gouverneurs du Saint-Esprit la louèrent le 24 mars 1487 à Martin Tessier, laboureur², dont la famille la détenait encore en 1536; l'acte d'accensement à Tessier fournit quelques renseignements sur ces terrains, comprenant « une maison, cour, louages, puis, galeries, deux jardins, un grand, un petit »; la maison contenait sur rue 25 pieds 1/2 de large (8^m262) et 20 toises de long (38^m960); le grand jardin avait 14 toises 4 pieds (28^m568) de long sur 7 1/2 de large (14^m610). En 1537, on la trouve aux mains de Jean Charreau, de qui elle passa à Denis et Guillaume Charreau³. A la mort de ce dernier, elle demeura indivise, semble-t-il, entre ses héritiers⁴; elle comprenait cinq corps d'hôtel, cour, jardins. Demeurée indivise pendant un assez long espace de temps, la maison fut rachetée par Marie Charreau⁵, qui épousa successivement Raoulin Aimery, marchand, bourgeois de Paris, qui passa déclaration le 13 avril 1595⁶, puis Bernard de Vauton. En effet, le 10 février 1632, Marie Charreau passait déclaration pour les quatre maisons⁷. Les descendants de cette famille Charreau-Aimery demeurèrent propriétaires durant tout le cours du xvii^e siècle; et ce fut sur une descendante de Marie Charreau, Geneviève-Louise Laurencin, que le cardinal de Rohan acquit cet immeuble le 31 juillet 1731⁸.

L'immeuble sis au coin de la rue Vieille-du-Temple et de la rue des Quatre-Fils, et dont le cardinal de Rohan se rendit acquéreur le 10 juillet 1719 sur Claude Boucher, conseiller au Parlement, faisait partie d'un ensemble de terrains qui avaient au xiv^e siècle appartenu à Jean Le Tourneur, Guillaume Cauvet et Michel du Doigt, avant d'être, antérieurement à 1350,

1. Arch. nat., MM 133-153.

2. *Ibid.*, S 5073^a.

3. *Ibid.*, MM 163-171.

4. Denis Charreau, Marie Charreau et Claude du Lac, Jeanne Charreau, veuve Bordier, Jeanne Charreau.

5. Arch. nat., S 5073^a.

6. *Ibid.*

7. *Ibid.*, S* 5630, fol. 44.

8. Cf. appendice n° XXXV.

réunis par l'hôpital de Saint-Gervais¹, qui avant 1358 les loua à Thomas Le Latimier². Ce dernier avait déjà acquis une maison, qui avait été possédée par Jean le Bourrellier, située vraisemblablement derrière les places de l'hôpital Saint-Gervais, sans façade sur la rue, ainsi que trois autres immeubles sis rue Vieille-du-Temple, touchant au terrain de l'hôpital Saint-Gervais, et qui avaient toujours avant 1350 appartenu à Jean de Biaces, Lambin Le Queux et Guillaume Cauvet³. Après la mort de Latimier, sa veuve et ses héritiers vendirent ces immeubles à Guillaume Sery, notaire au Châtelet, et à Simone, sa femme, qui passèrent déclaration au Temple le 8 avril 1365⁴. Guillaume Sery étant mort, Nicolas d'Ableges, tuteur de ses enfants Guillaumin, Jeannin et Jannet, vendit ce bien à Jean Baillet, poissonnier, et à sa femme Marguerite⁵. A Jean Baillet succéda Robert Louvel, puis on rencontre Guillaume Hemonnet de 1443 jusqu'en 1473⁶. Jeanne Jodouyn, femme de Guillaume Hemonnet fit don de ces maisons à Jean Boule et à sa femme Jeanne, épouse en secondes noces de Guillaume Champion. Champion posséda ces biens comme usufruitier avec Arnoul des Friches, mari peut-être de Thomasse Le Vaast, veuve en premières noces de Pierre Hinsselin⁷; et les descendants des familles Champion, Le Vaast, Hinsselin paraissent avoir possédé ces immeubles, à l'*enseigne de Notre-Dame*, conjointement avec une famille Chemin, propriétaire, semble-t-il, d'une maison faisant partie peut-être du même ensemble et située en retrait de la rue⁸. Cette sorte d'indivision dura jusqu'aux environs de 1529, date à laquelle il semble que ces immeubles aient formé trois lots différents :

Le premier appartint à Arnoul des Friches, qui figure au lieu

1. Cf. appendice n° XVII.

2. Arch. nat., S 5072^b, actes du 6 avril 1358 et du 12 avril 1360.

3. Cf. appendice n° XVII.

4. Arch. nat., S 5072^b.

5. *Ibid.*, MM 132, fol. 58.

6. *Ibid.*, MM 133 à MM 185.

7. *Ibid.*, S 5072^b, déclaration du 23 novembre 1505. La maison se composait de deux pignons, trois ou quatre degrés devant et à l'entrée, jardins. Elle portait pour enseigne l'*Image Notre-Dame*.

8. *Ibid.*, MM 146 à MM 154.

de Guillaume Champion comme propriétaire dans les censiers de 1529 à 1545; après lui, on trouve une famille Blandin Musnier, à qui, avant 1572, succéda Bertrand Le Picard, conseiller du roi, receveur général des finances à Amiens¹.

Le second, mentionné en 1531 comme appartenant à l'abbesse de Jouarre, était en 1534 la propriété de Jean Bouyn, barbier, dont une fille épousa Bertrand Le Picard, à qui elle apporta cet immeuble².

Le troisième lot passa par le mariage d'une demoiselle Chemin à Pasqual des Champs, propriétaire en 1521; puis, à partir de 1536, on le trouve possédé par la famille Charreau, de qui Bertrand le Picard semble l'avoir acquis vers 1570³.

La réunion de ces maisons entre les mains d'un même propriétaire ne dura pas longtemps; au début du xvii^e siècle, la partie sise à l'angle des rues Vieille-du-Temple et des Quatre-Fils était possédée par J. Barbeau, seigneur de Vignolles, conseiller du roi, de qui elle passa le 1^{er} janvier 1606 à Antoine Le Redde, entrepreneur des bâtiments du roi. La veuve de ce dernier vendit à Valentin Delahaut, dit du Plessis, barbier, valet de chambre du roi, qui passa déclaration le 18 janvier 1634⁴. Les héritiers la licitèrent et elle fut adjugée au Parlement le 16 janvier 1672 à Jean Bannelier, dont la fille l'apporta à son mari Nicolas-René Boucher, grand audencier de France. Ce fut leur fils Claude Boucher qui, le 10 juillet 1719, la vendit au cardinal de Rohan⁵.

Ce prélat, quelques années plus tard, acquit une autre partie de la propriété de Bertrand Le Picard, qui avait été, au moment de la liquidation de sa succession, vendue à J. Barbeau, de qui Antoine Le Redde l'acquit en 1604; sa veuve la vendit à Antoine Lefèvre⁶, qui y édifia une maison⁷ que ses héritiers possé-

1. Arch. nat., MM 157 à MM 174.

2. *Ibid.*

3. *Ibid.*

4. *Ibid.*, S* 5630, fol. 188 v^o.

5. Cf. appendice n^o XXXV.

6. Minutes de l'étude Panhard.

7. Arch. nat., S* 5630, fol. 109, déclaration d'Antoine Lefèvre du 18 avril 1632.

dèrent durant tout le xvii^e et les premières années du xviii^e siècle. Ce fut en effet aux descendants de demoiselle Élisabeth Lefèvre, femme de Pierre Lescot, que le cardinal de Rohan acheta cet immeuble le 30 janvier 1736¹.

Ces diverses acquisitions servirent à construire les écuries et les dépendances de l'hôtel de Rohan à l'angle des rues Vieille-du-Temple et des Quatre-Fils². L'hôtel avait atteint les dimensions qu'il garda jusqu'en 1789, formant avec l'hôtel Soubise le merveilleux ensemble si malheureusement défiguré au cours du xix^e siècle.

LÉON MIROT.

1. Cf. appendice n° XXXV.

2. Le cardinal de Rohan, qui fit construire l'hôtel de la rue Vieille-du-Temple, ne devait avoir qu'un usufruit viager sur cet immeuble; en effet, par son testament daté du 3 mars 1748, il ne légua à son neveu que les immeubles par lui acquis de 1714 à 1636 (cf. appendice, n° XXXV). Le prince de Soubise, propriétaire de la totalité de cet immeuble, céda le 19 août 1782, à titre viager, la propriété de cet hôtel à son cousin Louis-René-Édouard de Rohan-Guéméné, cardinal, prince-évêque de Strasbourg, que rendit trop célèbre l'*affaire du collier* (Arch. nat., T 288¹. Ce document a été partiellement publié par Christian, *ouvr. cité*, appendice III, p. 285). Les deux autres cardinaux de Rohan, Armand de Rohan-Soubise, prince-évêque de Strasbourg, mort en 1756, et Louis-Constantin de Rohan-Guéméné, également prince-évêque de Strasbourg, mort en 1772, qui occupèrent cet hôtel, n'en furent que des locataires. L'hôtel de Rohan, ainsi que l'hôtel de Soubise, furent vendus par expropriation forcée le 13 août 1807, et adjugés moyennant 601,000 francs au sieur Chandor, qui, le 14 mars 1808, les céda à l'État moyennant 690,000 francs.

APPENDICE.

I.

1288, dimanche 18 janvier.

Autorisation par Philippe IV de percer une porte dans l'enceinte de Paris entre la porte du Temple et la porte Barbette.

(Arch. nat., S 5073^A, liasse 67.)

Philippus, Dei gratia Francorum rex. Universis presentes litteras inspecturis, salutem. Notum facimus quod nos dilecto et fideli nostro thesaurario et fratribus domus milicie Templi Parisiensis concessimus et gracia speciali quamdam portam communem construendam in muris nostris Parisius, inter portam per quam itur ad domum Templi Parisiensis et portam que vocatur vulgariter posterna Barbete, sita in veteri vico Templi Parisius, habendam et tenendam ab eisdem quamdiu nostre placuerit voluntati. Non est tamen intencionis nostre ut ex hujusmodi concessione nobis et communitati nostre Parisiensi prejudicium sive dampnum aliquod generetur. Actum apud Meledunum, die dominica ante festum beati Vincentii, anno Domini millesimo ducentesimo octogesimo septimo.

(Orig. parch., jadis scellé sur simple queue.)

II.

1301, mai.

Vente par Colin de Coagni à Guillaume du Plessiz d'une maison au coin de la rue du Chaume et du Petit-Chantier.

(Arch. nat., S 5072^a, liasse 60.)

A touz ceus que ces letres verront, Guillaume Tybout, garde de la prevosté de Paris, salut. Nous fasons asavoir que par devant nous vint en propre personne Colin de Coagni, filz Robert de Coagni le viel, tesserant et bourgeois de Paris, afferma en droit que il avoit, tenoit et poursivoit de sun heritage par partage et

par division faite à lui une meson avec un courtil et une petite meson derriers, assis dehors les murs de Paris, en la cousture du Temple, en la rue de la nueve posterne, joignant d'un costé à la meson dudit Robert de Coagni et fet le coing de la rue du Chantier du Temple, tout contreval, aboutant à la meson et courtil Sevestre Le Recouvreur, en la censive et seignourie du Temple, charchiée en vint et un soulz tant de fonz de terre que de cens ou de rente par an tant seulement, renduz, paieiz touz les anz au temple aus quatre termes à Paris acoustumez, si comme il disoit. Laquelle meson avec le courtil et la petite meson derriers si comme il se comportent et estendent en lonc, en lé, en haut et en bas avec toutes leurs apparteneuances et appendances le devant dit Colin pour ce present par devant nous, de sa bonne volonté non contraint et pour sans proufit recongnut et confessa lui avoir vendu et en nom de pure vente otroié, transporté, cessé, quitée et desor endroit delessié à touz jours à Guillaume du Plesseiz, clerc, et à ses hoirs, pour le pris de soissante et dis livres de parisisis que icil vendeur en a ja euz et receuz dudit acheteur avant que ces lettres feussent faites en bonne pecunne comptée si comme il recongnut et dont il se tint entierement pour bien païé par devant nous, et de laquelle somme desdites soissante dis livres parisisis il quitta et quite bonnement du tout en tout audit acheteur ou ses hoirs estant de li, mettant, cessant, transportant et delessant dés maintenant du tout en tout aud. acheteur et à ses hoirs ou en tous qui auront cause de lui tout le droit, l'action reale et personele, possession, saisine, propriété et touz autres droiz qu'il soient, que il avoit et devoit avoir en ladicte meson et en ses appartenances par quelque cause ou reson que ce fust sanz riens retenir en icelle desore enavant à soi ne à ses hoirs, promectant par devant nous par son leal creantement, ledit vendeur par son serement fait corporellement que contre ceste vente, cession et quitance ne vendra ne venir fera ne procurra à venir par lui ne par autre desore en avant à nul jour par droit de heritaige, de dan fet, de doayre ou par aucun autre droit quelque il soit, commun ou especial. Emcois la meson desusdite, si que ele se comporte à toutes ses appartenances, si comme il est dit dessus, au cens dessusdit sanz autre charche ni obligation aud. acheteur à ses hoirs ou à ceus qui auront cause de lui garantira, delivrera et deffendra contre tous en jugement et dehors toutes fois qu'il en sera requis aus us et coustumes de Paris perpetuellement à ses propres couz et rendra et paiera touz couz, damages et interés qui seroient faiz ou soustenuz par deffaute de sa garantie

et le quint denier de la somme dessusdite en non de peine, se ladite vente estoit retraits ou eue d'aucun toute ou partie, et dès maintenant il se tint et tendra pour denuncié où quelque liu qu'il soit et qu'il sera sanz autre denunciation fere lui et prist et receut la garandie sus soi. Et quant à ce tenir fermement et droite garantie porter, le quint denier, les couz, damages et interest rendre et paier, ledit vendeur en obligera soi ses hoirs et tous ses biens et de ses hoirs muebles et non muebles, presenz et avenir, quieux qu'il soient et où qu'il soient et s'en sousmist du tout à la jurisdiction de la prevosté de Paris et de la justice souz qui il seroit trouvez. Apres ce, vint par devant nous ledit Robert de Coagni le viel, pere dudict Colin, si comme il disoit, vault, loa, agreea, approuva et accepta la vente, la quittance et cession de la meson desus dite en la maniere qu'elle est desus divisée, la quitta, delessa du tout en tout audit acheteur et à ses hoirs ou à ceus qui auront cause de lui, et s'en establi et fist de sa volenté plege et garantisseur pour ledit Colin envers touz et contre touz et de rendre et paier le quint denier et touz autres couz, damages et interés se aucuns en estoient faiz ou soustenuz par deffaute de garantie, et en obliga quant à ce soi et touz ses biens et de ses hoirs muebles et non muebles, quieuxque il soient et où qu'il soient à justice par toutes justices souz qui il seront trouvez, renuncanz les dites personnes par leurs seremenz à toute mal action de fet, d'engin, de fraude, de decevance, à touz priveleges donnez et à donner, à convention et reconvention de lieu et de juge, à toute lesion et que decevance ait esté faite outre la moitié du juste pris et de plus et que autre chose ait esté faite qu'il est desus escripte, à touz establissemenz et coustumes de pais aprouvez et non aprouvez, à tout droit escript et non escript, et generalment à toutes autres exceptions, barres, deffenses, cavillacions de fet et de droit qui porroient estre dites ne proposées contre ces lettres, et especialment au droit qui dit general renunciacion non valoir. En tesmoing de ce, nous avons miz en ces lettres le seel de la prevosté de Paris, le an de grace mil trois cens et un, le jeudi avant la Penthecouste, ou mois de mai.

(Orig. parch., scellé sur double queue.)

A cette pièce est attachée une copie contemporaine au dos de laquelle est écrit : Lettre faisant mention de xxj s. de rente et xii d. de fons de terre sus une maison qui fait le coing du Grant Chantier du Temple et de la rue du Chaume, et est à present messire Mahieu de Hauquencourt.

III.

1318, 14 octobre.

*Vente par Pierre Hurtaut à Jean Prevost de Poncy d'une maison
au coin du Petit Chantier du Temple.*

(Arch. nat., MM 129, fol. 3.)

Item, l'an dessus dit [1318], le samedi apres la feste Saint Denis, vendirent Pierre Hurtaut et Jehanne, sa fame, à Jehan Prevost, dit de Poncy, une meson que il avoient de leur conquest, assise à Paris outre la porte du Chaume, faisant le coing de la rue du Chantier, tenant d'une part à la meson mestre Pierre d'Albingni, qui fu jadis mestre Jehan de Sorvilers, c'est assavoir pour le pris de xxx... par. — Poié pour ventes, xliiij s. par.

IV.

1320, 20 mai.

*Vente par Jean de Paris, marinier de Marne, à Gillet Le Corbelier,
charpentier, d'une maison à l'angle de la rue du Chaume et du
Petit Chantier.*

(Arch. nat., MM 129, fol. 11 v°.)

Item, l'an dessus dit, le samedi iij jourz en may, vendirent Jehan de Paris, marinier de Marne, et dame Rose, sa fame, demeurant à Paris, en la rue Frogier l'Anier, à Gillet Le Corbelier, charpentier, et à ses hoirs, une meson et un jardin avecques toutes leurs appartenances, que il avoient de leur conquest, assis à Paris au dehors de la porte du Chaume, faisant d'une part le coing de la ruele du Petit Chantier, et tenant d'autre part aus enffanz feu Abraham Lallement, et aboutist par darriere au seigneur de Watres, le pris de xvj l. x s. par. — Poié pour ventes, xxiiij s.

V.

1323, 30 janvier.

Vente par Tiece et Guillaume de Mauregart à Gillet Le Corbelier de

24 s. p. de crois de cens sur la maison dudit acheteur, au coin de la rue du Chaume et de la rue du Petit-Chantier.

(Arch. nat., MM 129, fol. 36.)

Tiece de Mauregart, fame feu Pierre de Mauregart, et Guillaume de Mauregart, leur filz, ont vendu à Gillet Le Corbelier, charpentier, et à ses hoirs, xxiiij s. p. de crois de cens ou de rente que il avoient sur la meson dudit Gillet, assise au dehors de la porte du Chaume, faisant d'une part le coing de la ruele du Petit Chantier, et d'autre part aus enfanz feu Habrehan Lallement, c'est assavoir pour le pris de viij l. parisis. Fait l'an dessus dit, le dymanche devant la Chandeleur. — Poié pour ventes, xij s.

VI.

1323, 12 juin.

Vente par Robert le Chat et sa femme à Jean Le Chambellan, écuyer, d'une maison au coin de la rue du Chaume et de la rue des Quatre-Fils-Aymon.

(Arch. nat., MM 129, fol. 40 v°.)

Robert dit Le Chat, bourgeois de Senliz, et Marie, sa fame, ont vendu à Jehan Le Chambellanc, escuier, à damoiselle Katerine, sa fame, et à leurs hoirs, une meson et j jardin, si comme ils se comportent, assis dehors de la porte du Chaume, tenant d'une part à la meson Renaud du Fay et fait le coing de la rue aus iii filz Hemon et aboutist par derriere aud. Renaut du Fay, pour le pris de c l. p. Fait l'an XXIII, le dymanche xij jours en juing. — Poié pour ventes, vj l. xiiij s. iiij d.

VII.

1325, lundi 22 avril.

Vente par Jean Prevost de Poncy à Artus Le Voier, écuyer, seigneur de Pommeuse, d'une maison au coin du Chantier.

(Arch. nat., MM 129, fol. 57 v°.)

Adenin Guinart de Ponsy, procureur de Jehan, dit Prevost de Poncy, escuier, a vendu au nom dudit Jehan Prevost de Poncy à Artus Le Voier, escuier, seigneur de Pommeure, à damoiselle

Annés, sa femme, et à leurs hoirs, une meson ci comme elle se comporte, avec le jardin derriere, que ledit Jehan avoit seant à Paris, au chantier de l'Ospital du Temple, tenant d'une part à la meson au signeur de Waices, et fesent le coing de la rue du Chantier dessus dit. C'est à savoir pour le priz et la somme de vint livres par. Fait l'an mil III^e XXV, le lundi xxij jours du mois d'avril. — Poïé pour ventes trente sols par. Somme :

xxxviiij l. xij s.

VIII.

1326, 17 juillet.

Don par Jeanne de Fontenay à Jeanne de Fontenay et à Guillaume de Crécy de deux maisons rue des Quatre-Fils-Hémon.

(Arch. nat., MM 129, fol. 67 v^o.)

Jehanne de Fontenay donne en pure et vray aumone à Jehanne de Fontenay, sa cousine, à Guillaume de Crecy, son mary, à leur hoirs deus mesons entretenens, si comme elle se comportent, assises à Paris en la rue aus iii Filz Hémon, tenans d'une part à Pierre Le Galoiz, et d'autre part à Regnaut du Fay, aboutissant à la rue du Petit Chantier. Fait l'an XXVI, le jeudi xvij jours en juingnet. — Ventes, *nichil*.

IX.

1327, 19 avril.

Vente par Louiset Chat Blanc à Jean Esté de rentes sur des maisons sises au Chantier du Temple.

(Arch. nat., MM 129, fol. 74 v^o.)

Loyset, filz jadis de feu Jehanne de Monstereil, jadis premiere fame de Gringoire Chat Blanc, bourgeois et bouchier de Paris, Gille Chat Blanc et Jehan Bonne Fille, cousins dudit Loyset et tuteurs et curateurs d'icelui Loiset, ont vendu à Jehan Esté, mercier et bourgeois de Paris, à Marie, sa fame, et à leurs hoirs quatre livres deus soulz parisis de crois de cens ou de rente que ledit Loiset avoit de la succession de ladicte Jehanne, jadis sa mere, sur les lieux qui s'ensuient : c'est assavoir sur la meson Gillebert de Biauvez, tapicier, assise à Paris vers le chantier jadis du Temple, en la grant rue, tenant d'une part à la meson Gillet Le

Cherpentier, et d'autre part à la meson Jehanne de Chiele, xlij s. de crois de cens ou de rente, et xl s. parisis de crois de cens ou de rente sur la meson qui fu Gille Le Mestre, assise en ycelle rue et faisant le coing de la rue Sans Chief, pour le pris de xxviij l. parisis. Fait l'an mil III^e XXVI, le juedi apres Pasques flories.
— Poïé pour ventes, xl d.

X.

1328, 6 mars.

Vente par Louiset Chat Blanc à Jean d'Orgemont de rentes sur des immeubles à lui appartenant.

(Arch. nat., MM 129, fol. 84.)

Loiset Chat Blanc, fils Gringuoire Chat Blanc, bouchier, vent à touz jours à Jehan d'Orgemont, à Perrenelle, sa fame, et à leur hoirs quatre livres onze soulz et sis deniers parisis de rente par an, que il avoit de son heritage, c'est assavoir sus la meson Jehanne La Charbonniere et la granche xl s. p. après ij s. vj d. de fons de terre, assise lad. meson et lad. granche en la rue de la porte du Chaume, tenent d'une part à Pierre Le Mestre, mercier, et d'autre part à Denise Barbette, — et lj s. vj d. apres iij s. de fons de terre sur la meson et granche de ladicte Denise, tenent à ladicte Jehanne d'une part, et d'autre part feisent le coing de la rue aus iiii Filz Hemon, abboutissant à ladicte Jehanne, pour le pris de xl livres et x s. par., et baille ledit Loiset en contre plesge xxxiiij s. par. que il prent sus la meson monseigneur de Wauces, chevalier, joignant du chantier de l'Ospital, jadiz du Temple, de laquelle rente dessusdicte à la requeste desdis vendeurs avons mis en saisine lesd. acheteurs, sans couz, droiz, l'an M CCC XXVII, le dimenche vj jours ou mois de mars. — Païé pour ventes, l s. par.

XI.

1328, 3 mai.

Vente par Sedile de Champeaux à Gillet Le Corbelier de 8 s. p. de rente sur la maison dud. acheteur, au coin de la rue du Chaume et du Petit Chantier.

(Arch. nat., MM 129, fol. 86.)

Sedile, famme Guillaume de Champiaus, a vendu à Gilet Le

Corbilier et à ses hoirs huit soulz parisis de rente par an, que elle avoit de son heritaige sus la meson dudit Gile, assise à Paris, oultre la porte du Chaume, tenant d'une [part] à Gillebert de Biauvals, et d'autre part faisant le coing de la rue du Petit Chantier, pour le pris de lx s. par. Fait l'an M CCC XXVIII, le mardy iij jours ou mois de may. — Paié pour ventes, iiij s.

XII.

1340, 3 décembre.

Reconnaissance par Guillaume Michel et sa femme de rentes à eux appartenant sur divers immeubles, et particulièrement sur les immeubles de Pierre Le Galoys, au Chantier du Temple.

(Arch. nat.. S 5073^a, liasse 64.)

A touz ceus que ces lettres verront, Guillaume Gormont, garde de la prevosté de Paris, salut. Savoir faisons que par devant ... personnellement establiz maistre Guillaume Michiel, clerc dudit nostre seigneur le Roy et Jehanne sa fame, demourans à Paris, en la rue des Blans Mantiaux, si comme il disoient, à laquelle Jehanne ycelui mestre Guillaume, son mari, donna et outroya auctorité et licence de faire, passer et acorder les choses qui ci après s'ensuient, affermerent en bonne verité que comme eulx eussent et preissent chascun an heritablement de leur conquest neuf livres six soulz parisis de annuele rente en la terre de l'Os-pital qui jadiz fu du Temple, en et sus pluseurs mesons assises à Paris et sus leurs appartenances aus quatre termes à Paris acoustumez, c'est assavoir en sus la maison Michiel Cosse, appelée *au Moulinet* dehors la porte Barbete, tenant d'une part à Thomas de La Roche et d'autre part à une maison des hoirs dud. feu mon-seigneur Jehan de Braye, jadis chevalier, cent soulz parisis après vint et trois soulz parisis que led. Hospital y prent chascun an tant de fons de terre comme de cens ou de rente, et sur pluseurs mesons entretenanz qui sont aus hoirs de feu Pierre Le Galoys, jadiz bourgeois de Paris, si comme elles se comportent devant et derriere, assises en la rue du Petit Chantier pardevant, et en la rue que l'on dit aus Quatre Filz Aymon par derrieres, tenanz d'une part par devant à mestre Robert d'Anneville et d'autre part à Pierre Le Galoys, sergent à cheval du Chastellet de Paris, et par derrieres aud. mestre Robert d'une part et d'autre à Jehan Le Galoys, quatre livres six soulz parisis apres seize soulz parisis que

le devant dit Hospital y prent comme dessus

 Avons mis en ces lettres le seel de la prevosté de Paris l'an de
 grace mil trois cens et quarante, le dyemenche tiers jour de
 decembre.

(Orig. parch., jadis scellé sur simple queue.)

XIII.

1348, 9 février.

*Vente par Nicolas de Londres au commandeur du Temple de 60 s. p.
 de rente sur ses maisons rue du Chaume, au coin de la rue de
 Paradis.*

(Arch. nat., S 5115^a, liasse 21.)

A tous ceus que ces presentes lettres verront, Guillaume Gormont, chevalier le Roy nostre sire et garde de la prevosté de Paris, salut. Savoir faisons que par devant Jehan d'Artois et Nicolas Lequentays, clers notaires jurez, establiz de par le Roy nostre dit seigneur ou Chastellet de Paris et aus chouses qui s'ensuivent faire oir et mettre en fourme publique commis et deputez, furent personelment establiz Nicolas de Londres et Katherine, sa femme, demouranz à Paris ou cimiterie Saint Jehan, à laquelle il donna en la presence desd. notaires jurez, comme en la nostre, plain pouvoir, licence et auctorité de faire, passer et accorder avec lui ce qui s'ensuit, et recongnurent par devant les diz notaires jurez comme pardevant nous eulz avoir vendu quicté et en nom de pure vente cessié, transporté et delessié desor en droit à tous jours et promis à garantir à leurs cous chascun pour le tout de tous troubles, obligacions et empeschemenz quelzconques, à religieux homs et honeste frere Pierre de la Gaucherie, commandeur de l'Ospital de Saint Jehan de Jherusalem près du Mont Sainte Genevieve à Paris, achetant pour lui, pour ledit hospital et pour ses successeurs commandeurs oud. Hospital et pour les aians cause d'eulz, soixante solz parisis de rente ou croiz de cens annuel et perpetuel à avoir, prendre, gaiger, lever, recevoir et parcevoir par ledit frere Pierre et ses successeurs commandeurs oudit Hospital et par les aians cause d'eulz chascun an d'ores en avant perpetuellement aus quatre termes en l'an generalment à Paris accoustumez tantost et sanz aucun moien après treize livres et trente deus deniers parisis tant de fons de terre

comme de croiz de cenx ou de rente en et sur plusieurs maisons entretenantes et sur chascune par soy et pour le tout l'une res-
 ponnant sanz faire division pour l'autre et à la miex apparant ou
 garnye et sur toutes les appartenances, apendances et droiz quelz-
 conques d'icelles, si comme tout se comporte et extent de toutes
 pars en lonc, en lé, en haut, en bas, devant et derriere, que il
 se disoit avoir de l'heritage dud. Nicolas, seanz à Paris, oultre la
 porte du Chaume et en la rue de Paradiz, tenant d'une part à
 messire Jehan d'Aubigny, prestre, faisans le coing de ladicte rue de
 Paradis, et tenant d'autre part et aboutissanz par derriere à yce-
 lui messire Jehan d'Aubigny, en la censive de l'Ospital de Paris,
 qui jadiz fu du Temple. C'est assavoir ceste presente vente faite
 pour le pris et somme de vint deux livres et dix solz parisis forte
 monnoie courant à present, qu'il en confesserent avoir eu et receu
 dudit acheteur avant la confection de ces lettres en bonne peccune
 bien et loyaument comptée et nombrée, dont il se tindrent à bien
 paieiz en la presence desdiz notaires jurez comme en la nostre et
 en quitterent et quictes clamerent absolument à touz jours des
 orendroit ledit commandeur à present, ledit Hospital et ses suc-
 cesseurs commandeurs en ycelui hospital et touz autres à qui
 quittance en appartient. Parmy lequel pris ilz chargerent, asser-
 virent et obligerent à touz jours desorendroit les dictes maisons et
 chascune par soi et pour le tout, comme dit est, desdiz soixante sols
 parisis de rente ou croiz de cenx venduz comme dit est, et pour euls
 dessaisir d'icelz soixante sols parisis de rente ou crois de cenx es
 mains des seigneurs à qui il appartient, et pour en faire saisir et
 bailler la possession et saisine audit frere Pierre pour lui, pour
 ledit Hospital et pour ses successeurs commandeurs en ycelui et
 pour les aians cause d'eulz, ilz firent procureur senz rappel pour
 euls et en leurs noms Guillaume Berchere, auquel seul et pour
 le tout portant ces lettres ilz donnerent et octroierent, mesmement
 ladite Katerine de l'auctorité dessusdite, plain pouvoir, auctorité et
 mandement especial de ce faire et tout autant en ce que se il y
 estoient presenz. Et promistrent, etc. ... En tesmoing de ce nous
 avons miz en ces lettres le seel de la prevosté de Paris, à la rela-
 cion desdiz clers notaires jurez ausquies nous adjoustons foy
 pleniére en ce cas et en greigneur. Ce fu fait l'an de grace M CCC
 quarante sept, le samedi neuf jours du mois de fevrier.

A. LEQUENTOIS.

(Orig. parch., jadis scellé sur simple queue.)

Au dos : Lettre de lx s. parisis de rente que nous prenons sur

toutes les maisons qui furent à Jaques Lempereur et qui depuis ont esté à monseigneur le duc d'Orliens, et sont oultre la porte du Chaume faisant le coing de la rue de Paradis.

XIV.

1349, 25 avril.

Echange de Jacques Le Boucher avec Thevenin Le Pellier de 33 sous de croix de cens sur une maison au Petit Chantier du Temple.

(Arch. nat., MM 130, fol. 22 v°.)

... le samedi jour saint Marc, xxv^e jour du moys d'avril, ce des-saisit en nostre main Jacques Le Boucher, bourgeois de Paris, de trente trois soulz par. de crois de cens, etc., que il se disoit avoir de son propre heritaige sur une maison et ses appartenances, assise au Petit Chantier du Temple, tenant d'une part à maistre Robert d'Anneville et d'autre part à la maison qui fu Pierre Lenglois¹, aboutissant par derriere en la rue des Quatre Filz Hemon, les quix xxxij s. de crois de cens, etc., ledit Jaques avoit eschangé but à but et sanz aucunes soltes à Thevenin Le Pellier, bourgeois de Paris, pour et en lieu d'autres xxxij s. de crois de cens que il se disoit avoir de son propre heritage seur plusieurs maisons, gardins et appartenances assises en la rue Richart aux Poulies, qui est à present Jehan Marcel, bourgeois de Paris, demourant en la Poterie, tenant d'une part à Guillaume de Fontenay, et d'autre part à Nicolas Deve, aboutissant par derriere à l'alée joignant des murs de la maison du Temple.

XV.

1349, 18 décembre.

Vente par Etienne Le Pellier à Pierre Berenger d'une maison au Petit Chantier du Temple.

(Arch. nat., MM 130, fol. 28 v°.)

L'an mil CCC XLIX, le xvij^e jour de decembre, se dessaisi en nostre main Estienne Le Pellier, filz feu Pierre Le Pellier, d'une meson avec le jardin, si comme tout se comporte avec toutes lez

1. En interligne, au lieu de « Le Galoys », effacé.

appartenances et appendences, seans à Paris en la rue du Petit Chantier du Temple, tenant d'une part à mestre Robert d'Anneville et d'autre aux hoirs Berthaut Castaigne, aboutissant par derrieres en la rue des Quatre Fieux Emont, tenant en icelle rue d'une part à Jehan Le Galois et d'autre part aud. mestre Robert d'Anneville, vendue à Pierre Berengier et à ses hoirs à la charge de xvj s. de fons de terre deu aud. hospital, pour le pris et somme de trente neuf livres parisis, paiés les ventes au commendeur ledit jour.

XVI.

Extraits du censier du Temple de 1350.(Arch. nat., S* 5586¹.)

(Fol. 6.) EN LA RUE DE LA PORTE DU CHAUME.

Toutes les mesons, jardins et appartenances, qui furent feu
NICOLAS DE LONDRES¹, xlij s. viij d.

Saint Jehan	x s. viij d.
Saint Remy	x s. viij d.
Noel	x s. viij d.
Pasques	x s. viij d.

Messire JEHAN D'AUBIGNY, pour sa grant meson, à la Saint Remy, vj d.

(Fol. 6 vo.) Les hoirs feu SIMON HAUDÉCUER, pour leur meson en
granche joingnant, lxviij s.

Saint Jehan	xviiij s. iij d.
Saint Remy	xviiij s. iij d.
Noel	xviiij s. iij d.
Pasques	xviiij s. iij d.

ERNOUL BRAC, pour sa meson du coing, qui fu messire JEHAN
D'AUBIGNI, xxj s.

Saint Jehan	v s. iij d.
Saint Remy	v s. iij d.
Noel	v s. iij d.
Pasques	v s. iij d.

HUE D'AMIENS, pour sa granche, qui fu THOMAS LENGLES, x s.

Saint Jehan	ij s. vj d.
-------------	-------------

1. En marge : « messire THOMAS DE LA MARCHÉ ».

Saint Remy	ij s. vj d.
Noel	ij s. vj d.
Pasques	ij s. vj d.

Messire LOUYS BILLOUART, pour sa meson et jardin, qui fu
BINDE LE MIRE, xxiiij s.

Saint Jehan	vj s.
Saint Remy	vj s.
Noel	vj s.
Pasques	vj s.

Mestre ROBERT d'ANNEVILLE, pour toutes ses mesons et jardins
que on souloit dire le Chantier¹, c s.

Saint Jehan	xxv s.
Saint Remy	xxv s.
Noel	xxv s.
Pasques	xxv s.

Mestre LOYS OSTRUSSE, pour ses mesons du Petit Chantier, qui
furent mestre PIERRE DE LIVILLER, xv s.

Saint Jehan	iiij s. ix d.
Saint Remy	iiij s. ix d.
Noel	iiij s. ix d.
Pasques	iiij s. ix d.

PIERRE BERENGIER, pour son jardin et appartenances², xvj s.

Saint Remy	xvj s.
------------	--------

Toutes les mesons depuis le Chantier jusques en la rue au
III Filz Hemont³, xxxij s.

Saint Jehan	viiij s.
Saint Remy	viiij s.
Noel	viiij s.
Pasques	viiij s.

(Fol. 7 vº.) EN LA RUE AUX III FILZ HEMON.

Mestre ROBERT d'ANNEVILLE, pour toutes ses mesons et appar-
tenances⁴, lxvj s.

Saint Jehan	xvj s. vj d.
-------------	--------------

1. *Nichil* dud.

2. JEHAN LE GALOYS la tient.

3. MARGUERITE DE MALAUNOY.

4. En marge : « vij ans ».

Saint Remy	xvj s. vj d.
Noel	xvj s. vj d.
Pasques	xvj s. vj d.

Les mesons et appartenances qui furent feu CONTE LE MIRE¹, l s.

Saint Jehan	xij s. vj d.
Saint Remy	xij s. vj d.
Noel	xij s. vj d.
Pasques	xij s. vj d.

PIERRE OGIER, pour sa meson et appartenances joignant, qui furent REIGNAUT DORIG, xx s.

Saint Jehan	v s.
Saint Remy	v s.
Noel	v s.
Pasques	v s.

MARIE, femme feu RICHART HUET, pour sa granche et appartenances, qui furent GUILLAUME BONNET, x s.

Saint Jehan	ij s. vj d.
Saint Remy	ij s. vj d.
Noel	ij s. vj d.
Pasques	ij s. vj d.

L'OSTEL DIEU SAINT GERVÉS, pour ses places et meson, qui furent JEHAN DE BIECES, x s.

Saint Jehan	ij s. vj d.
Saint Remy	ij s. vj d.
Noel	ij s. vj d.
Pasques	ij s. vj d.

(Fol. 8.) EN LA RUE DE LA PORTE BARBETTE.

L'OSTEL DIEU SAINT GERVÉS, pour leurs mesons et appartenances, qui furent GUILLAUME CAUVET et MICHIEL DU DOET², xxj s.

Saint Jehan	v s. iij d.
Saint Remy	v s. iij d.
Noel	v s. iij d.
Pasques	v s. iij d.

1. En marge : « vij ans. *Nichil.* SIMON GRIMAUT, sergent à cheval ».

2. « Elles sont à THOMAS LE LATIMIER. »

La meson et appartenances que fu JEHAN DE BIACES, joingnant,
qui est ad present. Elle est THOMAS LE LATIMIER, vij s.

Saint Jehan	xviiij d.
Saint Remy	xviiij d.
Noel	xviiij d.
Pasques	xviiij d.

La meson et appartenances qui fu LAMBIN LE QUEUX et y demeure-
roit, où est à present JEHAN DE LAON, bourelier, vj s.

Saint Jehan	xviiij d.
Saint Remy	xviiij d.
Noel	xviiij d.
Pasques	xviiij d.

GUILLAUME CAUVET, pour sa meson et appartenances, vj s. iij d.
THOMAS LE LATIMIER la tient pour x s.

Saint Jehan	xviiij d. j tour.
Saint Remy	xviiij d. j tour.
Noel	xviiij d. j tour.
Pasques	xviiij d. j tour.

(Fol. 8 vº.) JEHAN DE RAINS, pour la meson qui fu GUILLAUME
POTIER, vij s. vj d.

Saint Jehan	xxij d. ob.
Saint Remy	xxij d. ob.
Noel	xxij d. ob.
Pasques	xxij d. ob.

La meson qui fu feu GUILLAUME LENGLES, x s.

Saint Jehan	ij s. vj d.
Saint Remy	ij s. vj d.
Noel	ij s. vj d.
Pasques	ij s. vj d.

La meson et appartenances qui fu feu mestre JEHAN DE VELLI,
mire¹, xij s.

Saint Jehan	iiij s.
Saint Remy	iiij s.
Noel	iiij s.
Pasques	iiij s.

1. En marge : *Nichil*.

Messire LOUYS BILLOUART, pour sa meson et jardin derriere, qui furent feu PIERRE DE PONTOISE ¹, vij s.

Saint Jehan	xxij d. ob.
Saint Remy	xxij d. ob.
Noel	xxij d. ob.
Pasques	xxij d. ob.

Messire PIERRE DE TIERCELEU, pour ses places et jardins², xvj s.

Saint Jehan	iiij s.
Saint Remy	iiij s.
Noel	iiij s.
Pasques	iiij s.

La meson qui fu feu BERTHAUT RAVASSE et ses appartenances, xij s.

Saint Jehan	iiij s.
Saint Remy	iiij s.
Noel	iiij s.
Pasques	iiij s.

La fame feu ROBERT DE LOUVECIENNES, pour sa meson et appartenances à la Saint Remy, iiij s. vj d.

Les hoirs feu SIMON PANNIER, pour leur meson³, x s.

Saint Remy	iiij s. vj d.
Noel	iiij s. vj d.
Pasques	iiij s.

ROBERT DE LA RUELLE, pour sa meson, qui fu messire GERART LA COURRE⁴, v s. iiij d.

Saint Jehan	xxxj d. ob.
Saint Remy	xxxj d. ob.

Item, led. ROBERT, pour toutes ses mesons entretenans, qui font le coing de la rue de Paradis⁵, xiiij s. v d.

Saint Jehan	iiij s. iiij d. poit.
Saint Remy	iiij s. iiij d. poit.
Noel	iiij s. iiij d. poit.
Pasques	iiij s. iiij d. poit.

1. En marge : « ij termes ».

2. En marge : « vij ans ».

3. En marge : « COURRAT ANGUETIN ».

4. En marge : « LES RELIGIEUSES DES BILLETES ».

5. En marge : « LES RELIGIEUSES DES BILLETES ».

(Fol. 10 v^o.) EN LA RUE DE PARADIS.La meson qui fu feu mons. HENRY DE GENOULLI¹, ij s.

Saint Jehan vj d.

Saint Remy vj d.

Noel vj d.

Pasques vj d.

La meson qui fu JEHAN ROUSSEL, et par avant la DAME DES
BARRES², vj s. viij d.

Saint Jehan xx d.

Saint Remy xx d.

Noel xx d.

Pasques xx d.

Les mesons et appartenances qui furent messire JEHAN D'AUBI-
GNI³, vj s. viij d.

Saint Jehan xx d.

Saint Remy xx d.

Noel xx d.

Pasques xx d.

XVII.

Extrait du censier du Temple de 1358.(Arch. nat., S* 5587².)

LA PORTE DU CHAUME.

(Fol. 10.) JACQUES LEMPEREUR, pour les maisons qui furent mes-
sire THOMAS DE LA MARCHE, pour cens et fons de terre, xlij s. viij d.

Saint Jehan x s. viij d.

Saint Remy x s. viij d.

Noel x s. viij d.

Pasques x s. viij d.

Pour la maison qui fu messire JEHAN D'AUBIGNY, Saint
Remy, vj d.

1. En marge : « iiij termes ».

2. En marge : « vij ans ».

3. En marge : « vij ans ».

Pour celle qui fu SYMON HAUDECUER, lxxiij s.

Saint Jean	xviiij s. iiij d.
Saint Remy	xviiij s. iiij d.
Noel	xviiij s. iiij d.
Pasques	xviiij s. iiij d.

Messire MAHEU DE ROQUENCOURT, pour sa maison du coing, xxj s.

Saint Jehan	v s. iiij d.
Saint Remy	v s. iiij d.
Noel	v s. iiij d.
Pasques	v s. ilj d.

Dedens le grant chantier.

JAQUEZ LEMPEREUR, pour la maison qui fu HUE D'AMIENS, x s.

Saint Jehan	ij s. vj d.
Saint Remy	ij s. vj d.
Noel	ij s. vj d.
Pasques	ij s. vj d.

Messire LOUYS BILLOUART, pour sa maison, xxiiij s.

Saint Jehan	vj s.
Saint Remy	vj s.
Noel	vj s.
Pasques	vj s.

Mestre MICHEL DURANT, pour sa meson, c s.

Saint Jehan	xxv s.
Saint Remy	xxv s.
Noel	xxv s.
Pasques	xxv s.

Mestre P. DE VERNON, pour sa meson du coing, c s.

Saint Jehan	xxv s.
Saint Remy	xxv s.
Noel	xxv s.
Pasques	xxv s.

Mestre LOUYS OSTRUCE, pour sa meson, xv s.

Saint Jehan	iiij s. ix d.
Saint Remy	iiij s. ix d.
Noel	iiij s. ix d.
Pasques	iiij s. ix d.

JEHAN LE GALOYS, pour son jardin et appartenances, Saint Remy, xvj s.

(Fol. 11 v^o.) LA RUE DES III FILZ HEMON.

Mestre ROBERT D'ANNEVILLE, pour ses maisons et appartenances, lxxvj s.

Saint Jehan	xvj s. vj d.
Saint Remy	xvj s. vj d.
Noel	xvj s. vj d.
Pasques	xvj s. vj d. ¹ .

NICOLAS LE BRUN, pour son jardin et appartenances, l s.

Saint Jehan	xij s. vj d.
Saint Remy	xij s. vj d.
Noel	xij s. vj d.
Pasques	xij s. vj d. ² .

JEHAN QUATRELX, pour son jardin et maison, xj s. iij d.

Saint Jehan	xiiij d. j t.
Saint Remy	xiiij d. j t.
Noel	xiiij d. j t.
Pasques	xiiij d. j t. ³ .

(Fol. 12.) P. OGIER, pour sa maison pour cens, fons de terre, xx s.

Saint Jehan	v s.
Saint Remy	v s.
Noel	v s.
Pasques	v s.

Les hoirs feu RICHART HUET, pour sa granche, x s.

Saint Jehan	ij s. vj d.
Saint Remy	ij s. vj d.
Noel	ij s. vj d.
Pasques	ij s. vj d. ⁴ .

1. « Il doit plusieurs années et doit de vij ans que valent xxxiiij l. ij s. » (S. 5586², fol. 19).

2. « Et doit de vj ans pour TESTART et doit Saint Remy et Noel l'an LVII que valent xxv s. » (S. 5586², fol. 19 *bis*).

3. « Et doit de iij ans qui valent senz Pasques l'an LVIII xxxiiij s. ix d. » (S. 5586², fol. 19 *bis*).

4. « Et doit iij termes : Saint Jehan, Saint Remy, Noel LVII, que valent xv s. » (S. 5586², fol. 19 *bis*).

THOMAS LE LATUMIER, pour sa maison qui fu à l'OSTEL DIEU SAINT
GERVÉES, pour cens et fons de terre, x s.

Saint Jehan	ij s. vj d.
Saint Remy	ij s. vj d.
Noel	ij s. vj d.
Pasques	ij s. vj d.

(Fol. 12 vº.)

LA PORTE BARBETE.

THOMAS LE LATUMIER, pour l'OSTEL DIEU SAINT GERVAYS, pour
celle qui fu JEHAN DE BEATEZ, pour celle qui fu LANEBRUN, xl s.
Pour celle qui fu GUILLAUME CAUVET, pour cens et fons, xxxix s. iij d.

Saint Jehan	ix s. ix d. j t.
Saint Remy	ix s. ix d. j t.
Noel	ix s. ix d. j t.
Pasques	ix s. ix d. j t.

JEHAN DE RAINS et ROBERT D'ORLEANS, pour leur maison, vij s. vj d.

Saint Jehan	xxij d. ob.
Saint Remy	xxij d. ob.
Noel	xxij d. ob.
Pasques	xxij d. ob.

(Fol. 13.) JEHAN TRENCHART, pour sa maison,

x s.

Saint Jehan	ij s. vj d.
Saint Remy	ij s. vj d.
Noel	ij s. vj d.
Pasques	ij s. vj d.

Messire JEHAN DE VILLEMERE, pour sa maison,

xij s.

Saint Jehan	iiij s.
Saint Remy	iiij s.
Noel	iiij s.
Pasques	iiij s.

Messire LOUYS BILLOUART, pour son jardin,

vij s.

Saint Jehan	xxij d. ob.
Saint Remy	xxij d. ob.
Noel	xxij d. ob.
Pasques	xxij d. ob. ¹ .

1. En marge : « G. LASNEBRUN, xx s. d. novel ».

Messire JEHAN DE TIERCELEU, pour son jardin, xvj s.

Saint Jehan	iiij s.
Saint Remy	iiij s.
Noel	iiij s.
Pasques	iiij s.

GUILLAUME PESQUET, pour sa maison et appartenances, xij s.

Saint Jehan	iiij s.
Saint Remy	iiij s.
Noel	iiij s.
Pasquez	iiij s.

JEHAN RICHART, pour sa maison, à la Saint Remy, iiij s. 6 d.

GUILLAUME DE BRUNOY, pour sa maison, x s.

Saint Remy	iiij s. vj d.
Noel	iiij s. vj d.
Pasquez	iiij s.

(Fol. 13 v°.) JEHAN DES QUENEZ, pour ses ij maisons, xviiij s. viij d.

Saint Jehan	iiij s. viij d.
Saint Remy	iiij s. viij d.
Noel	iiij s. viij d.
Pasques	iiij s. viij d.

(Fol. 14 v°.) LA RUE DE PARADIS.

JEHAN MAINFROY, pour son jardin, qui fu J. DE LA ROCHE, ij s.

Saint Jehan	vj d.
Saint Remy	vj d.
Noel	vj d.
Pasques	vj d.

JEHAN ROUSSEL, pour sa maison, qui fut J. DANNEL, vj s. viij d. t.

Saint Jehan	xx d.
Saint Remy	xx d.
Noel	xx d.
Pasques	xx d.

JEHAN LE BEL, au iiij termes, xx s.

XVIII.

Extrait du censier du Temple de 1360.(Arch. nat., S* 5586².)(Fol. 3 v^o.)

LA RUE DU CHAUME.

JAQUES LEMPEREUR,	x s. viij d.
Pour la maison qui fu messire JEHAN D'AUBIGNY ⁴ .	
Pour la maison qui fu SYMON HADECUER,	xviiij s. iij d.
Messire MAHEUX DE ROQUENCOURT,	v s. iij d.

Dedens le Chantier :

MICHEL BAILLET,	x s.
[Messire LOYS BILLOART ²],	vj s.
RAMPILLON,	xxv s.
Maistre LOYS OSTRUCE,	iiij s. vj d.
Pour le jardin à lui accensé	xv s.
Maistre P. DE VERNON,	xxv s.
JEHAN LE GALOYS ³ .	

Toutes les maisons depuis le Chantier jusques à la rue aux
 IIII Filz Hemon, viij s.

(Fol. 4.)

LA RUE DES IIII FILZ HÉMON.

Maistre MICHEL DURANT,	xvj s. vj d.
GUILLAUME DE MARCELLEZ,	xij s. xj d.
Les hoirs JAQUEZ IIII YEULZ,	xxxiiij d.
BESENCON, pour P. OGIER,	v s.

LA LATUMIERE, pour les jardins ou places wides qui furent l'Ostel
 DIEU SAINT GERVAIS, tant ou bout de ceste rue comme en la rue
 Barbete, joignant l'un à l'autre, tant pour fons de terre comme de
 crois de cens ou rente, x s.

LA RUE BARBETE.

(Fol. 4 v^o.) LA LATUMIERE, pour sa meson deles les mesures du
 bout de ceste rue, à luy de nouvel accensée, qui fut JEHAN LE BOUR-

1. Rayé.

2. BERNARD COQUATRIX (rayé).

3. Rayé.

RELIER et l'autre empres pour cens et fons de terre,	iiij s.
Receu le xviii ^e jour de may.	
ROBERT D'ORLIENS,	xj d.
JEHAN DE REINS,	xj d. poit.
GUILLOT LANEBRUN,	iiij s.
BERNARD COQUATRIX,	xxij d. ob.
GUILLAUME CONTART,	ij s. vj d.
Messire JEHAN DE TIERCELEU,	iiij s.
GUILLAUME PESQUET,	iiij s.
Receu le mardi premier jour de juin.	
GUILLAUME DE BRUNOY,	iiij s. vj den.
JEHAN DES QUESNES, pour ses maisons du coing,	iiij s. iiij d. poit.

(Fol. 5.) LA RUE DE PARADIS.

JEHAN MAINFROY, pour la maison qui fu messire HENRY DE	
GENOYLLY,	vj d.
GAUTIER PETIT, pour la maison qui fu JEHAN ROUSSEL, et par	
avant la dame DES BARRES,	xx d.
Les estuves pour amortissement Brac,	x s.

XIX.

Extrait du censier du Temple de 1362.(Arch. nat., S* 5586⁴.)

(Fol. 9.) EN LA RUE DU CHAUME.

Toutes les maisons depuis l'autre coing jusques au Petit Chan-	
tier, qui doit estre pris sus la censive de GRINGOIRE CHABLANC, pour	
ce qu'il estoit premier censier, aus iiij termes	xxxiij s.
JEHAN LE GALLOIS, pour les jardins qui furent PIERRE BERANGER,	
au terme Saint Remy	xvj s.
Maistre LOYS WAUTRUCHE, pour son petit jardinet à lui acenssé,	
à iiij termes	v s.
Item, ledit maistre Lois pour toutes ses maisons dudit Petit	
Chantier en l'autre part, aus diz iiij termes	xv s.
Maistre ROBERT DE ROUAN, pour sa meson de nouvel adcensée,	
à iiij termes	xl s.
Maistre PIERRE DE VERNON, pour sa maison et appartenances	
où solloit demourer feu ADAM DE DAMPMARTIN, à iiij termes	c s.
FRANÇOYS SALLES, pour sa maison et appartenances, qui fu feu	

maistre ROBERT D'ANEVILLE, aboutissant à la rue des III Filz Hemon¹, à iiij termes viij l. vj s.

(Fol. 9 v^o.) BERNART COQUATRIX, pour sa granche, mesures et jardins, qui furent PIERRE DE PONTOISE, à iiij termes xxiiij s.

ROBERT DE NEELLE, pour toutes ses maisons et jardins du Grand Chantier, à iiij termes² xviiij s.

MICHEL BAILLET, pour sa granche, jardin et appartenances, qui furent HUE D'AMIENS, ausdiz iiij termes³ xl s.

PIERRE LE BOUCHER, pour son jardin⁴

Messire MAHIEU DE ROQUENCOURT, prestre, pour sa maison qui fait le coing dudit Chantier, à iiij termes⁵ xxj s.

JACQUES LEMPEREUR, pour sa granche, qui fu SYMON HAUT DU CUER, à iiij termes⁶ lxxiiij s.

Item, pour la grant maison, qui fu messire JEHAN D'AUBIGNY, au terme de la S. Remy⁷.

Item, pour sa court et toutes ses maisons qui font le coin de la rue de Paradis, jardins et appartenances qui furent feu NICOLAS DE LONDRES, aus iiij termes devant diz⁸ xliij s. iiij d.

(Fol. 10.) EN LA RUE DES III FILZ HEMON.

JEHAN LE GALLOIS, pour une partie de son jardin où jadis ot maison, à la Saint Remi⁹ ij s.

GUILLAUME DE MARSAILLE, cordoennier, pour sa mesure et jardins qui furent feu SYMON GRIMAUT, à iiij termes¹⁰ j s.

(Fol. 10 v^o.) Les hoirs feu JACQUES QUATREYEX, pour leur mesure et jardin qui fu GUILLAUME LE MAIRE, aus iiij termes dessus diz¹¹ xj s. iiij d.

La maison et jardin qui fu feu PIERRE OGIER joignant, aus dessus diz iiij termes¹² xx s.

1. En marge : « messire BUREAU ».
2. En marge : « à messire BUREAU ».
3. En marge : « à messire BUREAU ».
4. En marge : « à messire BUREAU ».
5. En marge : « à messire BUREAU ».
6. En marge : « à messire BUREAU ».
7. En marge : « à messire BUREAU ».
8. En marge : « à messire BUREAU ».
9. En marge : « à messire BUREAU ».
10. En marge : « à messire BUREAU ».
11. En marge : « à messire BUREAU ».
12. En marge : « GUILLAUME THIBAUT, espicier ».

MARIE, femme feu RICHART HUET, pour sa mesure joignant, qui fu GUILLAUME BONNET, aus iiij termes dessus diz x s.

La femme et hoirs feu THOMAS LE LATIMIER, pour sa mesure et jardins du bout de ceste rue, à lui adconssees par l'Ospital, aus iiij termes dessus diz xl s.

(Fol. 11.) EN LA RUE BARBETE.

La femme et les hoirs feu THOMAS LATIMIER, pour plusieurs maisons, aus iiij termes xvj s.

ROBERT D'ORLIENS et JEHAN DE REINS, pour leurs maisons et appartenances, qui furent GUILLAUME POTIER, aus diz iiij termes vij s. vj d.

(Fol. 11 vº.) BERNART COQUATRIS, pour plusieurs mesures et jardins qui furent feu PIERRE DE PONTOISE, aus iiij termes dessus diz vij s.

Messire JEHAN DE VILLEMERE, pour sa maison, au terme de la Saint Remy iij s.

JEHAN TRANCHANT, pour sa maison et appartenances, qui furent GUILLAUME LANGLOIS, à iiij termes¹ x s.

GUILLAUME dit L'ASNE BRUN, pour une mesure à li adconsseée, aus iiij termes xx s.

Messire JEHAN DE TIERCELEU, pour plusieurs mesures et jardins, aus diz iiij termes xvj s.

GUILLAUME PEQUET, maçon, pour sa maison et jardin joignant, aus diz iiij termes xij s.

JEHAN RICHART, orfèvre, pour sa maison joignant, qui fu ROBERT DE LOUVEGIENNES, à la S. Remi iij s. vj d.

La maison qui fu SYMON LE PAUMIER, et depuis à GUILLAUME DE BRUNAY, aus termes de S. Remy, de Noel, de Pasques, c'est assavoir à S. Remi, et à Noel, à chascun iij s. vj d., et iij s. à Pasques² x s.

(Fol. 12.) JEHAN LE PELLETIER, pour toutes ses maisons tant de ceste rue comme de la rue de Paradis et leurs appartenances, aus iiij termes dessus diz, et furent à feu ROBERT DE LA RUELE et JEHAN DES QUESNES³ xix s

1. Rayé. « La femme et hoirs feu GUILLAUME COUSTART. »

2. En marge, rayé : « JACQUES LORGEREL, oublier. THOMAS DES ORGES. »

3. Au dessus du nom : « JEHAN LANLOIS, escuier » (rayé), et dans le texte : « JEHAN DE SAINT JEAN, estuveur » (rayé).

(Fol. 13 vº.) EN LA RUE DE PARADIS.

JEHAN MAINFROY, pour son jardin et mesure joignant à l'eritage
JEHAN DE SAINT JOAN qui fu JEHAN LE PAGE, et messire HENRI DE
GENOILLI, aus iiij termes ij s.

Messire JEHAN DE TIERGELEU, pour sa maison et appartenances,
aus iiij termes dessus diz vj s. viij d.

(Fol. 14.) La maison wide et appartenances où il y ot estuves à
femmes, qui fu feu PIERRE OGIER, pour l'amortissement de la cha-
pelle feu sire Ernoul Brac, aus iiij termes xl s.

JAQUES LEMPEREUR, pour sa mesure, qui fu GAUTIER PETIT et ses
appartenances, aus diz iiij termes vj s. viij d.

La mesure et appartenances joignant qui furent messire GUY
PETIT, prestre, aus iiij termes xx s. viij d.

XX.

1368, 22 mai.

*Vente par Jean de Cerisy à Nicolas Braque de ses maisons rue du
Chaume entre la rue des Quatre-Fils et la rue du Petit-Chan-
tier.*

(Arch. nat., MM 131, fol. 21 vº.)

L'an mil CCC LXVIII, le jeudi xxij^e jour de may, vint par
devers nous messire Mahieu de Hoquencourt, comme procureur
de sire Jehan de Cerisy, pour soy dessaisir en nostre main comme
en main de justice d'un manoir à iiij pignons, assis en la rue du
Chaume, tenant à la rue des iii Filz Hemon et d'autre à la rue
Sans Chief, et est appelée le Petit Chantier, à la charge de liij s.
deuez à nous, desquex liij s. il ne le vent que à la charge de xlij s.,
ainsy appert que il nous en hoste xj s. de rente, et recognut ledit
sire Jehan et ledit procureur avoir vendu le manoir dessusdit à
noble homme messire Jehan Nicolas Brac, le prix de iiij^e l. t.
Païé pour ventes xij l. xvj s.

XXI.

1368, 30 décembre.

Reconnaissance par Nicolas Braque au Temple de 1 d. p. de cens en

échange du droit à lui accordé de clore la ruelle du Petit-Chantier.

(Arch. nat., S 5072^b, liasse 60.)

A touz ceuls qui ces lettres verront, Nicolas Braque, chevalier, seigneur de Chastillon, conseiller et maistre d'ostel du Roy nostre sire, salut. Comme nous aions plusieurs maisons au dehors de la porte du Chaume à Paris, entre lesquelles avoit une ruelle appelée le Petit Chantier du Temple, tenant d'une part et d'autre à nous et aboutissant aus jardins monseigneur Bureau de la Riviere, chevalier, chambellan du Roy nostre sire, laquelle ruelle les religieux du Temple à Paris, en quelle censive elle est, nous aient donné congié d'icelle clore parce que nous leur en sommes tenuz de paier chascun an à la Saint Remi un denier de fons de terre, et pour ce nous de nostre bonne voulanté, senz contrainte ou aucune decevance, confessons que pour icelle ruelle nous sommes et serons tenuz et promettons en bonne foy rendre et paier chascun an à la Saint Remi audiz religieux par nous, noz hoirs et aians cause tenans icelle, un denier parisis pour fons de terre, et promettons en bonne foy non venir contre, soubz l'obligation de touz noz biens. En tesmoing de ce, nous avons mis à ces lettres notre seel, l'an mil CCC LXVIII, le samedi penultieme jour de decembre.

(Orig. parch., scellé sur double queue.)

XXII.

1373.

Accord entre Bureau de la Rivière et les religieux du Temple au sujet du cens dû par Bureau de la Rivière pour ses immeubles.

(Arch. nat., S 5072^a, liasse 59.)

A tous ceulx que ces presentes lettres verront, frere Robert de July, de la sainte maison de l'Ospital de Saint Jehan de Jherusalem, humble prieur en France et commandeur de la maison et baillie d'icelluy Hospital à Paris, qui jadiz fut du Temple, salut. Savoir faisons que nous pour le prouffit et utilité de nostre Religion et par especial de lad. maison et baillie, du conseil et assentement de noz freres, avons eschangé, baillé, quieté, cédé, transporté et delaisé et par la teneur de ces presentes lettres eschangeons, baillons, quittons, cedons, transportons et delaissons dés

maintenant perpetuellement et hereditablement à tousjours à noble homme et puissant monseigneur Bureau de la Riviere, chambellan du Roy nostre sire, pour luy, ses hoirs et pour ceux qui de luy et de ses hoirs auront cause, les rentes cy après nommées et esclarcies, comme il nous devoit par an à cause de nostre dite baillie, à prendre et percevoir aux quatre termes à Paris acoustumez en et sur les lieux, mesures et jardins cy après nommez.

Premierement, pour une partie du jardin qui fut Jehan Le Galloys, seant à Paris, en la rue des Quatre Filz Hemon, deux solz, trois deniers; — item, l s. p. sur ung jardin qui fut Simon Grimaut en ladite rue; — item, xj solz trois deniers sur une maison et jardin qui furent Jaques Quatre Yeux; — item, viij l. six solz sur la maison et jardins qui furent m^e Robert d'Aneville et depuis François Salles en la rue du Chaume, ou lieu que l'on dit le Grand Chantier du Temple; — item, xvij s. sur la maison et jardin qui furent Robert Neelle; — item, xl s. sur la maison qui fut Michel Baillet; — item, x s. sur ung petit jardin qui fut Pierre de Clermont, bouchier; — item, xxvij s. sur la maison qui fut messire Mahieu de Hocquencourt, prestre, tout oud. Grant Chantier; — item, soixante treize sous sur une maison qui fut Jacques Lempereur; — item, six d. sur la grant maison joignant à ycelle, tout en la rue du Chaume; — item, xliij s. iij d. sur sa court et pluseurs petites maisons et jardins qui furent Nicolas de Londres; — item, six sous viij d. sur une maison qui fut Gautier Petit et depuis aud. Jaques; — item, xx s. viij d. sur une mesure et jardin, qui furent messire Guy Petit, prestre, tout en la rue de Paradis; — item, soixante s. p. sur ycelles deux dernieres maisons qui sont et estoient de l'Ospital ancien de Paris, qui font en somme toute xxvj livres ij s. v d. par. C'est assavoir cest eschange et transport fait pour et en l'encontre des rentes ou croiz de cens que led. messire Bureau nous a baillé assiz et assigné par eschange purement et absolument pour et au profit dud. Hospital et par especial de lad. baillie en et sur les lieux cy aprez nommez : c'est assavoir soixante deux solz m d. p. de la condition d'autres lxxvj s. ij d. de rente prinz tantost et sanz moyen aprez xvij d. de fons de terre en et sur une maison et jardin avecques leurs appartenances qui sont à present Guillaume Le Lanier, assise à Paris en la rue des Blans Manteaux, tenant d'une part à Symon Poitevin et d'autre part à Perrenelle, femme de feu Evrart Le Flament, aboutissant par derriere à Hennequin Stouppetrou, tum-

bier; — item, xxxj s. vj d. de rente prinz tantost aprez quatre solz vj d. par. de rente ou fons de terre en et sur deux maisons entretenans qui furent Jehan Quarré, jadis tixerant de draps, seant en lad. rue des Blans Manteaulx, tenant d'une part à une maison qui fut aud. Jehan et d'autre part à lad. Perrenelle, aboutissant par derriere à l'ostel du *Chauderon*, qui fait yssue en la rue de la Bretonnerie et est à present à Jehan Le Barillet; — item, soixante s. les premiers prins en six livres de rente prinz tantost et sans moyen apres fons de terre en et sur une maison et appartenances seant à Paris, en la rue du Temple, dedens la porte, à l'opposite de la *Fleur de Lis*, laquelle est à present à Edouart Brouart, à cause de sa femme, tenant d'une part à Jaques Ridel, sergent d'armes du Roy nostre sire, et d'autre part et aboutissant par derriere à m^e Jehan Le Peletier, charpentier; — item, vj livres xij s. de rente prinz tantost et sans moyen aprez viij s. de fons de terre en et sur une maison et appartenances qui fut messire Jehan Perier, prestre, et est à present à Ysembart du Chou, buffetier, seant à Paris, en la rue Barbette, tenant d'une part à Millet de Capi et d'autre part à Raoul Fouques, aboutissant par derriere aux *Poliez de draps*; — item, iiij l. de rente prinz tantost aprez soixante s. de rente sur une maison et ses appartenances seant à Paris en la rue du Temple, faisant le coing de la rue du Plastre, par devant le quarrefour du Temple, et est à present Jehan Hays, sergent à cheval du Roy nostre sire en son Chastelet de Paris, tenant d'une part et aboutissant par derriere à Denis de Dampmartin; — item, viij livres de rente tant sur une maison seant en lad. rue du Temple et tenant d'une part à lad. maison qui fait le coing et d'autre part à Simon Le Hay, sergent à cheval, après quatre deniers de fons de terre, comme sur deux maisons entretenans, seans en lad. rue du Plastre, tenant d'une part l'une d'icelles deux maisons à lad. maison dud. Jehan Hays et l'autre maison tenant à Estienne Bruyant, aboutissant ycelles trois maisons aud. Estienne en dix s. de rente par an, et sont lesd. trois maisons dernieres nommées et esclarcies respondans l'un pour l'autre, etc.

En tesmoing de ce, nous avons scellé ces lettres du seel de nostre prioré de France. Donné à Paris, en nostre general chapitre, le mercredi aprez la feste Sainct Bernabé, apostre, l'an de grace mil CCC soixante et treize.

(Copie contemp., papier.)

XXIII.

1374, 14 juillet.

*Vente par Jean Arrode à Baudet de Vauvilliers d'une maison
et de deux jardins au Chantier du Temple.*

(Arch. nat., MM 132, fol. 23 v°.)

L'an LXXIII, le xiiij^e jour de juillet, se dessaisi, etc., Andriet de Mante, ou nom et comme procureur de Jehan Arrode, seigneur de Chailliau et bourgeois de Paris, d'un hostel et de deux jardins entretenans, seans au Grant Chantier du Temple, tenant d'une part à Jehan Climent, espicier, et d'autre part et aboutissant à noble homme monseigneur Bureau de la Riviere, premier chambellan du Roy nostre sire, lequel hostel et jardins ledit Jehan Arrode avoit vendus à noble homme Baudet de Vauviller, huis-sier d'armes du Roy nostre sire, le priz de onze vins frans d'or, si comme tout ce que dessus est dit nous apparu par lettres sur ce faictes, et parmi ce en meismes en saisine et possession ledit Baudet, sauf touz droiz...

XXIV.

1374, 12 novembre.

*Vente par Bernard Coquatrix à Baudet de Vauvilliers de deux maisons
et jardins, rue Barbette et au Grand Chantier du Temple.*

(Arch. nat., MM 132, fol. 25.)

L'an dessus dit, le dymenche xij^e jour de novembre, se des-saisi, etc., Pierre d'Orliens, au nom et comme procureur de sire Bernart Coquatrix, bourgeois de Paris, de deux maisons et des jardins d'ycelles, ainsi comme tout se comporte, etc., assis à Paris en la rue du Chantier du Temple, tenant d'une part à l'heritage qui fu Henri Hulin et George Le Maçon, et par derriere tout au lonc à l'heritage qui fu Robert Alain, faisant issue en la rue de la porte Barbette et ou dit Chantier du Temple, chargées à nous, c'est assavoir la grant maison et jardin devers led. Chantier en ij s. de fons de terre et xxij s. de rente, et l'autre maison et jardin devers la rue Barbette en xij d. de fons de terre et vj s. de rente, lesquelles maisons et jardins ledit sire Bernart avoit ven-

duz à Baudet de Vauviller, huissier d'armes du Roy nostre sire, la somme de soixante livres tournois, si comme il nous apparu par lettres, et parmi ce nous à la requeste dud. procureur en meismes en saisine ledit acheteur, sauf touz droiz.

XXV.

1374, 12 novembre.

*Vente par Jean Climent à Baudet de Vauvilliers d'une maison
et d'un jardin au Grand Chantier du Temple.*

(Arch. nat., MM 132, fol. 25.)

L'an LXXIII, le dimenche xije jour de novembre, se dessaisi, etc., Pierre d'Orliens, au nom et comme procureur de Jehan Climent, espicier, et de Gille, sa fame, d'une maison et jardin, si comme tout se comporte, etc., assiz à Paris au dehors de la porte du Chaume, au Grant Chantier du Temple, tenant d'une part à un hostel qui fu à Bernart Coquatrix et d'autre part à un hostel qui fu Jehan du Cellier, en nostre censive, etc., laquelle maison et jardin lesdiz mariez avoient venduz à Baudet de Vauviller, huissier d'armes du Roy nostre sire, et à Jaqueline de Pacy, sa fame, la somme de quatre vins frans d'or, si comme il nous apparut par lettres, et parmi ce nous à la requeste desd. parties en meismes en saisine, etc., les diz acheteurs, sauf touz droiz.

XXVI.

Extraits du censier du Temple de 1375.

(Arch. nat., S* 5588.)

(Fol. 14.) EN LA RUE DU CHAUME ET DU
GRANT CHANTIER.

Messire OLIVER DE CLICHON, chevalier, pour toutes ses maisons depuis l'autre coing de la rue des iii Filz Hemon jusques au coing du Grand Chantier, et est comprise dedens icelles maisons et jardins la petite ruelle que l'en souloit appeller le Petit Chantier, qui lui fu acenssée à une obole, et depuis le coing d'icelui Grant Chantier jusques aus maisons messire BUREAU DE LA RIVIERE, lesquelles maisons furent FRANÇOIS SALLES, et sont du costé devers le Temple, par fons de terre et crois de cens, aus iiij termes sur toutes

vj d.

Declaracion des rentes sur lesdis lieux :

Primo, sur les iiij maisons qui sont à iiij pignons, dont la premiere fait le coing de la rue des iii Filz Hemon, xxxij s.

Item, sur le jardin joignant, qui fu JEHAN LE GALLOIS, xvj s.

Item, sur un autre petit jardinet, qui fu maistre LOUYS WAU-
TRUCHE, v s.

Item, pour la petite ruelle du Petit Chantier aud. chevallier
accenssée obole.

Item, pour les maisons joignant à ladicte rue, qui furent aud.
maistre Loys, xv s.

Item, sur la maison qui fu maistre ROBERT DE ROUEN, xl s.

Item, sur la maison qui fut maistre PIERRE DE VERNON, c s.

Valent en tout x l. viij s. ob., et avons lettres desd. c s. et sont
datté de l'an mil III^e et XXX.

(Fol. 14 v^o.) BAUDET DE VAUVILLER, pour son jardin joignant à
messire Bureau de la Riviere, et fu JAQUES DE HANGEST, et pour
les maisons et jardins qui furent à BENART COQUATRIX, joignant
après, et se estendent jusques au bout du Grant Chantier, pour
fons de terre à la S. Remi, ob. t., aus iiij termes xxiiij s.

Item, pour le bout dudit Grand Chantier, lequel lui fut baillé
en l'an LXXV pour acroistre son hostel, par paiant à la Saint
Remi pour fons de terre chascun an ij s.

Messire BUREAU DE LA RIVIERE, chambellan du Roy nostre sire,
pour toutes ses maisons et jardins du Grant Chantier d'une part
et d'autre, qui furent FRANÇOIS SALLES et ROBERT DE NEELLE et
MICHEL BAILLET et PIERRE LE BOUCHER et messire MAHIEU DE
ROQUENCOURT. Et pour les grans maisons depuis le coing du Grant
Chantier jusques au coing de la rue de Paradis, sur la rue du
Chaume, lesquelles furent JAQUES LEMPEREUR, et pour autres mai-
sons qui sont en la rue de Paradis, qui furent audit JAQUES LEM-
PEREUR et à messire GUY PETIT, prestre, et pour les maisons de la
rue des iii Filz Hemon, qui furent JEHAN LE GALLOIS et GUIL-
LAUME DE MARSAILLE, et aus hoirs JAQUES QUATRE YEX, sur toutes
ensemble pour fons de terre vj d.

C'est assavoir que pour les rentes que nous prenions sur icelles
maisons il nous a baillée, assigné en pluseurs autres lieux à Paris
xxvj l. v s. d. de rente, de laquelle, si comme il nous en appartenoit
pour le Temple, xxiiij l. ij s. v d. que nous prenions sur ses dictes
maisons, et à l'Ospital ancien appartenoit lx s., lequelz nous
prenons pour led. Hospital en rabat des xij l. eschangées entre
nous et eulz, comme dessus est dist, et iiij s. v d., en quoi la
somme qu'il nous a baillée surmonte et valle plus que ses maisons

ne nous devoient, si sont pour certains murs et cheminées qui passent plus avant en nostre voierie qu'ils ne deussent, et sera faicte plus expresse declaration des rentes dessus dites es rues es places et es lieux où elles sont assises, et pour ce que dit est appert iij s. v d. estre acquis pour ladite voyerie.

(Fol. 15 vº.) EN LA RUE DES III FILZ HEMON
DEVERS LE TEMPLE.

(Fol. 16). Les hoirs GUILLAUME CERY, pour leur jardin du bout de ladite rue, qui fu à la femme et aus hoirs THOMAS LE LATIMIER et fu acenssé par l'Ospital audit Guillaume en l'an M CCC LX V, à iij termes xl s.

MONS. DE BAZENTIN, pour son jardin joingnant, qui fu GUILLAUME BONNET et depuis à la femme RICHART HUET, à iij termes x s.

(Fol. 16 vº.) GIRARDIN DORILLART, pour la maison et jardin joingnant, qui fu à GUILLAUME THIBAUT et par avant à PIERRE OGIER, aus iij termes dessus dis xx s.

Et joingnant d'autre part aus jardins messire Bureau de la Riviere, lesquelz ne nous doivent plus riens, pour ce qu'il nous a assigné autre part rente.

EN LA RUE BARBETTE.

Les hoirs GUILLAUME SERY dessus dis, pour leur maison joingnant à leur jardin, qui fait le coing de la rue des III Filz Hemon, au terme Saint Remi pour fons de terre vj s.

Et souloit devoir xvj s., mais depuis que le registre de l'an LXII fu fait, tout fu rebailé audit Guillaume et perdismes x sol. de rente.

DROUET DE TORCY et MICHELET POTIER, pour leurs ij maisons joingnans toutes à une couverture, qui furent ROBERT D'ORLIENS et JEHAN DE REIMS vij s. vj d.

Les hoirs GUILLAUME LASNEBRUN, pour une mesure accenssée aud. Guillaume, joingnant à la maison qui fu audit Guillaume, en laquelle demeure à present JEHAN LA SELLE, à qui il ont vendue, à iij termes xx s.

Et povons gager sur ladite maison ou deffaut de lad. mesure tenue sens lettres.

BAUDET DE VAUVILLER, pour plusieurs mesures, places et jardins qui furent (fol. 17) BENART COQUATRIX, à iij termes xij s.

HENRIET LE BRETON, pour sa maison joingnant, qui fu messire

Jehan de Villemere, au terme S. Remi pour fons de terre xviiij d.

JEHAN DE LA TRAILLE, pour sa maison joignant, qui fu audit messire Jehan pour fons de terre, aud. terme S. Remi xviiij d.

JEHAN DE LA TRAILLE, pour sa maison joignant, qui fu JEHAN TRANCHART et par avant à la femme et aus hoirs GUILLAUME COUSTART et [par avant GUILLAUME LENGLOIS¹], à iiij termes par lettres x s.

JEHAN LE MERCIER, pour tous ses jardins où jadis ot maisons, qui furent l'une à messire JEHAN DE TIERCELEU et l'autre à GUILLEMET PEQUET, maçon, et la tierce à JEHAN RICHART, orfèvre, et depuis furent toutes trois à l'EVEQUE DE COUTANCES, à iiij termes xxxj s. vj d.

C'est assavoir à chascun terme vij s., et à la Saint Remi pour fons de terre iiij s. vj d. plus.

THOMAS DES ORGES, pour sa maison joignant, qui fu SYMON LE PAUMIER et depuis à GUILLAUME DE BRUNAY, au termes S. Remi iiij s. vj d., et autant à Noël et à Pasques, iiij s. valent pour tout l'an x s.

JEHAN LE PEULLETIER, pour toutes ses maisons joignant, dont l'une fait le coing de la rue de Paradis et furent JEHAN DE SAINT JEHAN, estuveur, et par avant à ROBERT DE LA RUELE, à iiij termes xix s.

(Fol. 49 v^o.) EN LA RUE DE PARADIS.

JEHAN LE PELLETIER, pour son jardin joignant à sa maison à ij pignons, qui fu JEHAN MAINFROY, aus iiij termes ij s.

JEHAN LE BEL, pour sa maison joignant et appartenances, à iiij termes xx s.

Et en avons lettres de l'an MCCC LXIII, comment il nous furent baillés par eschange dud. Jehan pour autres xx s. que nous prenions ou coing de la rue des IIII Filz Hemon sur la rue du Chaume.

JEHAN LE MERCIER, pour sa maison qui fu à l'EVEQUE DE COUTANCES et par avant à messire JEHAN DE TIERCELEU, à iiij termes vj s. viij d.

Item, pour sa maison joignant, où furent les estuves qui furent PIERRE OGIER, pour l'amortissement de la chapelle Ernoul Braque, de quoi nous avons lettres, à iiij termes xl s.

XXVII.

1388, 23 août.

Concession par le prieur du Temple à Olivier de Clisson de huit toises et demie et trois pieds et demi de voierie au long de la rue du Chaume, moyennant 100 fr. d'or.

(Arch. nat., S 5072^b, liasse 60.)

Sachent tuit que nous frere Adam Boulart, humble prieur de l'Ospital Saint Jehan de Jherusalem en France, cognoissons avoir eu et receu de noble et puissant seigneur monseigneur Olivier, seigneur de Clisson et connestable de France, par les mains de honorable et discrete personne maistre Jehan Le Roy, son secretaire, la somme de cent frans d'or, en quoy ledit seigneur estoit tenuz à nostre religion pour raison et à cause de huit toises et demie et trois piez et demi de terre que nous li avons bailliez et octroiez sur notre voyerée au lonc de la rue du Chaume pour la edification de son hostel, de laquele somme de cent frans et pour la cause dessus dicte nous pour et au nom de nous et de nostre religion nous tenons pour contens, satisfait et agréé, et en quittons ledit seigneur, ledit maistre Jehan le Roy et tous autres, par la teneur de ceste quittance, faicte et donnée soulz nostre seel à Paris, le dymanche xxij^e jour d'aoust, l'an mil CCC IIII^{xx} et huit.

(Orig. parch., scellé sur simple queue.)

XXVIII.

1441, 1^{er} février.

Déclaration d'Henri de Lisac pour l'hôtel des Bordes.

(Arch. nat., S 5073^b, liasse 64.)

Noble homme Henry de Lizac, escuyer, maistre d'ostel de la royne, confesse et certifie pour verité que comme il feust deu aus religieux de la maison de l'Ospital dit jadis Temple à Paris, depuis la reduction de ceste ville de Paris, qui fut le vendredi après Pasques, l'an mil CCCC trente six, jusques au terme de Noel inclus et derrain passé, la somme de vint trois livres onze solz parisis tant à cause de soixante neuf solz et maille parisis tant de fons de terre que de rente que les commandeur et religieux

dudit Hospital prennent par an sur l'*ostel des Bordes* et ses appartenances, court, estables, edifices, jardins et louaiges, ainsi comme tout se comporte et appartient audit Henry de Lizac et à damoiselle Alips de Jeurre, sa femme, veuve de feu Aubert Le Fevre, à cause d'elle, assis à Paris en la rue de Barbete, ayant yssue par derrieres en une ruelle qui va en la rue des Bouchiers, qui est entre deux hostelz, appelez l'un la *Petite Riviere* et l'autre la *Grant Riviere*, tenant d'une part au long des jardins de l'*ostel de Nouviant* et à Robert de Bailleul, et d'autre part tenant audit *hostel de la Petite Riviere*, aux jardins d'icellui hostel et aus jardins et maisons de feu maistre Robert de Helbuterne, qui à present sont aux hoirs Bellerac, et à autres, comme à cause de trente et ung solz six deniers parisis qu'ilz prennent par an tant de fons de terre que de rente sur l'ostel dudict Henry de Lizac et ses appartenances, assis à Paris es rues de Barbete et de Paradis et faisant le coing de ladicte rue de Paradis, toutesvoies les diz commandeur et religieux et procureur dudit hospital, pour consideration de ce que les rentes et revenues à Paris sont mal revenans, avoient et ont admodéré, remis et quictié audit Henry de Lizac ladite somme de xxij l. xj s. p. à la somme de quatorze livres unze solz parisis que led. Henry leur en a payé et baillé seulement, et dont il lui ont fait et baillé quittance, dont, etc., promettant, etc., obligéant, etc. Fait le mercredi premier jour de fevrier l'an mil CCCC et quarante.

J. LAYOTE.

MAUTAINT.

(Orig. parch.)

XXIX.

1528, 28 novembre.

Acquisition de l'hôtel de Clisson par Philibert Babou de la Bourdaisière sur Jean de la Barre.

(Arch. nat., S 5069A, liasse 47.)

A tous ceulx que ces presentes lettres verront, Anthoine de Bourg, conseiller du Roy nostre sire et lieutenant civil de la prevesté de Paris, salut. Savoir faisons que par devant Roger Rohart et Aignan Pichon, notaires du Roy nostredit seigneur, de par luy establis ou Chastellet de Paris, fut present et comparut en sa personne noble seigneur messire Jehan de la Barre, chevalier, conte d'Estampes, viconte de Bridiers, baron de Veretz, seigneur de la Barre, de Villemartin, du Plessis du Parc lez Tours, conseiller

chambellain ordinaire du Roy nostre sire, premier gentilhomme de sa chambre et prevostz de Paris, lequel, de son bon gré, bonne volonté, propre mouvement et certaine science, lui sur ce bien conseillé, advisé et délibéré, comme il disoit, recongnut et confessa en la présence et par devant lesdictz notaires comme par devant nous en jugement, avoir vendu, cedé, quicté, transporté et delaissé en tout à tousjours, promist et promet par ces presentes lettres, cedde, quicte, transporte et delaisse à en tout et tousjours, promist, promet par cesdites presentes garantir et deffandre envers et contre tous en jugement, hors jugement et par tout aillieurs, à ses propres coustz et despens, toutesfois que requis en sera, de tous troubles, debatz, et de tous autres empeschemens generalement quelconques jusques à la somme de douze mil livres tournois, pour laquelle ceste presente vendition est faicte tant seullement, à noble homme et saige messire Philibert Babou, chevalier, seigneur de la Bourdairière, conseiller du Roy nostredit seigneur et trésorier de France, à ce présent, accepteur pour luy, ses hoirs et ayans cause, *l'ostel de Clichon*, assis à Paris, près la chapelle Bracque, qui se consiste en plusieurs corps d'ostel, louages, cours, jardins et aultres aïssances et appartenances, ainsin que les lieux s'étendent et comportent, audit seigneur conte appartenant à juste tiltre, comme il dict, pour dud. hostel de Clichon, lieux et appartenances d'icelluy joyr doresnavant par ledit seigneur de la Bourdairière, acheteur, ses hoirs et ayans cause, et en faire et disposer à tousjours, comme de sa chose. Ces présens vendicion, cession et transport fais à la charge du droict de cens et charges foncières et anciennes dont lesd. lieux sont et pevent estre tenus et chargéz d'ancienneté, sans autres charges quelconques, et oultre et moyennant et parmy la somme de douze mil livres tournoys que ledit seigneur conte en confesse avoir eue et receue dud. seigneur acheteur, dont led. seigneur conte se tint et est tenu et tient contant et en quicta et quicte icelluy acheteur et tous aultres, et en ce faisant icelluy seigneur conte cedda et transporta, cedde et transporte aud. acheteur tout droict de propriété, fons, saisine, seigneurie, possession, raisons et actions quelconques qu'il avoit, a et peult avoir aud. hostel de Clichon, lieux et appartenances d'icelluy pour et au proffict d'icelluy acheteur, et s'en dessaisist du tout es mains desd. notaires, voulant que icelluy acheteur en feust, soit et demeure saisy, vestu, mis et receu en bonne possession et saisine par le seigneur ou dame dont il est tenu et mouvant, et d'abondant pour ce faire vouloir, consantir et requerir estre fait, led. seigneur conte feist et constitue son procureur général

especial et irrévocable le porteur de ces presentes, auquel il donna et donne pouvoir de ce faire ensemble tout ce que au cas appaſtiendra, et si a promis et promet led. seigneur conte bailler aud. seigneur achepteur les lettres et tiltres au moyen desquelz lesd. lieux venduz luy appartiennent, desquelz tiltres icellui achepteur sera tenu aider aud. seigneur conte vendeur se poursuivy estoit, cy après de garantir. Lesquelz vendicion, cession, transport, garantie, promesses et aultres choses cy dessus et en ces presentes lettres contenues et escriptes, ledict seigneur conte vendeur promistz et jura par sa foy et serment corporellement es mains desd. notaires avoir agreables, fermes et estables à tousjours, les tenir, entretenir et loyaument accomplir sans contrevenir en aucune maniere, aincoys promist rendre et payer tous coust, frais, missions, despens, dommages, interetz qui fais, souffris et soustenus seroient pour raison et en deffault des choses dessusd. ou d'aucunes d'icelles non accomplies, ainsin que dessus est dict. Et quant à ce tenir, entretenir et accomplir comme dict est, icelluy seigneur conte vendeur obligea et ypothécqua, oblige et ypothèque tous et chascuns ses biens meubles et immeubles, presens et advenir et ceulx de ses hoirs qu'ilz en soubmist et soubmect pour ce du tout à la juridicion et contraincte de lad. prevosté de Paris et à toutes aultres justices et juridicions où il seront et pourront estre sceuz et trouvéz, et cy renonce icelluy seigneur conte vendeur à toutes exceptions, cautelles, baratz, cavillacions, à toutes lettres d'estat, de grace, reliefz, impetracions, à tout droict escript et non escript, us, stilles, coustumes, ordonnances et autres choses généralement quelconques, qui servir, valoir ou nuyre pouroint pour venir contre ses lettres, leur contenu et effect, aussi au droict disant général renonciation non valoir. En tesmoing de ce, nous, à la relacion desd. notaires avons fait mettre le seel de ladicte prevosté de Paris à ces lettres, qui furent faictes et passées l'an mil cinq cent vingt huit, le samedi vingt huitieme jour de novembre.

(Copie contemporaine, non signée, papier.)

XXX.

1529, février.

Rapport d'experts sur l'état des canalisations d'eau de l'hôtel Clisson.

(Arch. nat., Q¹ 1221.)

A nobles hommes et saiges et nostres honnoréz seigneurs nos-

seigneurs les prevost des marchans et eschevins de la ville de Paris, Jacques Coriasse, maître des œuvres de maçonnerie, Bastien de Caulmont, maistre des œuvres de charpenterie, et Jehan de Chon, fontaynier de ladite ville de Paris, voz humbles serveurs, avec toute révérence et deue obéyssance.

Nos seigneurs, plaise à vous savoir que en par vertu et en ensuivant certaine requeste à vous présentée par noble homme messire Philibert Babou, chevalier, trésorier de France et seigneur de la Bourdaizière et cy attachée et de l'ordonnance inserée au bout d'icelle requeste, dont la teneur ensuit :

« A messeigneurs les prevost des marchans et eschevins de la ville de Paris, supplie humblement Philibert Babou, tresorier de France et seigneur de la Bourdaizière, comme ledit suppliant ayt, puis aucun temps en ça acquis l'*hostel de Clisson* et ses appartenances, autrement appellé la *maison de Misericordia*, assis en ceste ville de Paris, auquel de toute ancienneté y a eu fontaine, ainsi qu'il peult apparoir par les conduictz et tuyaulx de plomb estans es jardins dudict hostel en pluseurs et divers lieux en grosse quantité, ce considéré il vous plaise permectre que ladite fontaine soit restablie et mise en son premier estat et vous ferez bien. »

Il a esté ordonné que les maistres des œuvres et fonteniers de lad. ville se transporteront oud. hostel, visiteront lad. fontaine et tuyaulx d'icelle en la présence du procureur du Roy et de lad. ville pour lad. visitation faicte et rédigée par escript avec leur advis en estre ordonné comme de raison. Fait au bureau de la ville, le xxij^e jour de février M V^e vingt huit. *Ainsi signé* : SPIFAME.

Nous, le jeudi xxv^e jour desd. mois et an, sommes transportéz à la requeste de messire Philibert Babou en l'*hostel et maison de Clisson*, assis en ceste ville de Paris, ouquel lieu en la présence de monseigneur m^e Jehan Benoise, procureur du roy et de lad. ville, avons veu et visité certains tuyaulx et conduicts d'eaues qui d'ancienneté ont esté oud. hostel et maison de Clisson et avons trouvé grant quantité de tuyaulx de plomb dedens terre, environ deux piedz; l'entrée et commencement desquels tuyaulx et conduictz est commencée par ung tuyau de la grosseur de sept poulces de tour par dessus plomb, passant par dessoubz la muraille faisant closture dud. jardin sur la rue des Hauldriettes, antiennelement dite des Quatre Filz, joignant et suivant la muraille mictoienne d'entre led. hostel de Clisson et la maison appartenant à la vefve feu maistre Jehan Doulcet, en son vivant conseiller en la court de Parlement, et ce en l'encoigneure de lad. muraille, ainsi respondant sur la rue des Hauldriettes, du costé du Champ

Dolent, autrement dit la Cousture du Temple, et de lad. entrée et commencement se conduist et continue led. tuyau de lad. grosseur par dedens led. grant jardin dud. Clisson, à travers icelui la longueur de vingt quatre toises jusques environ le meilleu dud. grant jardin, où y a ung deschargeoir maçonné de pierre en forme de puyz, qui servoit à descharger les eaues quand on vouloit besongner au reste dud. tuyau, et dud. deschargeoir se continue led. tuyau jusques à l'encoigneure de la muraille du grant corps d'hostel dud. Clisson, de la longueur de dix toises ou environ, ouquel lieu fourche led. tuyau de deux fourchoirs ou branches et tire l'une d'icelles branches tousjours de lad. grosseur vers le petit jardin, et traverse pardessous le mur qui fait séparation des grant et petit jardin dud. hostel jusques environ le meilleu dud. petit jardin, où y a maçonnerie qui servoit et a servi à porter le bassin par lequel sailloit l'eaue oud. jardin et dud. lieu passe outre lad. branche de la grosseur susd. jusques dedans le puy, estant oud. petit jardin ouquel faisoit son deschargeoir, et contient led. tuyau depuis le lieu où il fourche jusques aud. puyz dix huit toises ou environ, et du lieu où la seconde branche fourche se continue icelle seconde branche de la grosseur de cinq poulces de tour pardessus plomb, suivant le peignon du grant corps d'hostel jusques à la muraille de la grant cuysine, selon laquelle il retourne à main d'extre et suyt lad. muraille de la cuysine la longueur de quinze toises ou environ depuis lesd. fourchoirs, et en icelle cuysine entre dedens led. tuyau ou seconde branche passant à travers la muraille à rez de chaussée d'icelle cuysine en laquelle il servoit pour aisance d'icelle comme il nous est apparu par les vestiges y estans, et de lad. cuysine sort led. tuyau de la grosseur susd. dedens ung petit jardin estant de lad. maison, passant par le travers d'iceluy jusques à la muraille respondant sur la rue du Chaulme, autrement dicte de la traverse Cadier, traversant anciennement iceluy tuyau lad. muraille et sortant en lad. rue du Chaulme, où souloit avoir une gargouille, robinet et yssue d'eaue pour servir au commun peuple, et là au dessoubz du pertuys sont encore des vestiges et apparences qu'il y a coulé eaue, et est la pierre à l'endroit usée par la continuelle cheute de l'eaue dud. tuyau, et contient led. tuyau venant de la cuisine en la rue cinq toises ou environ, et par les choses dessusd. avons trouvé et congneu avoir eu fontayne gectant eaue aud. hostel et maison de Clisson, en plusieurs lieux et aussi en lad. rue, et les tuyaulx et conduictz d'icelle prendre leur source et origine au groz tuyau des fontaines des Saintz Ynocens, estans

pres lad. hostel de Clisson et traversant par le travers dud. Champdolent, autrement appellé la Culture du Temple, et tout ce, noz très honnoréz seigneurs, certiffions estre vray et par nous ainsi avoir esté fait en la présence dud. procureur du Roy et de lad. ville et de Anthoine Guerreau, sergent d'icelle, Bertrand Bergier, clerc, demourant à Paris, et autres. Tesmoing noz seings manuelz, cy mis les an et jour dessusdiz.

J. DE CAUMONT.

J. CORIASSE.

BENOISE.

J. DE CHON.

A. GUERREAU.

Je certifie avoir veu et visité le contenu cy dessus, que j'ay trouvé ainsi que dit est, fors que le toysé n'a pas esté fait en ma presence.

SPIFAME.

(Orig. parch.)

XXXI.

1540, 8 avril.

*Déclaration de Pierre Gallant et consors
pour partie de l'hôtel de Laval.*

(Arch. nat., Q¹ 1099, 31^a.)

Honorable homme Pierre Gallant, marchand de l'argenterie du Roy nostre sire, en son nom et comme soy faisant fort de Robert Fichepain, Regné Tardif et Estienne de la Salle, aussy marchand de lad. argenterie, ses compaignons, lequel, par devant Nicolas Brahier et Phelippes Boissellet, notaires du Roy n. s. ou Chastelet de Paris, a déclaré et affermé que à luy et à sesd. compaignons appartient une maison comme elle se comporte, assise à Paris, rue de Paradis, tenant d'une part et aboutissant par derrière à l'hostel de Laval et d'autre part à messire Jehan Brissonnet, chevalier, et par devant sur lad. rue, estant en la censive du grand prieur de France et charchée envers luy de douze denyers parisis de cens, et croyt estre en la justice dud. grand prieur de France, laquelle présente declaration il fait et baille au Roy nostre dit seigneur suyvant ses lettres et mandemens, de laquelle il a requis ausd. notaires avoir lettres, qui luy ont fait et baillé ces présentes le jedy huictiesme jour d'avril l'an mil cinq cens quarante, après Pasques.

N. BRAHIER

BOISSELLET

(Orig. parch.)

(avec paraphe.)

(avec paraphe.)

XXXII.

1556, 11 juin.

Donation par le cardinal de Lorraine de l'hôtel de Laval au duc de Guise, avec substitution en faveur des aînés mâles de la maison de Guise.

(Minutes Bergeon, année 1556. Étude Mahot de la Quérantonais.)

Fut présent monseigneur illustrissime et révérendissime Charles, cardinal de Lorraine, archevesque duc de Reims, premier per de France, légat né du Saint Siège apostolique, seigneur et duc de Chevreuse, lequel de son bon gré, etc., recongneut et confessa avoir donné, cédde, quicté, transporté et délaissé, et par ces presentes donne, cédde, quicte, transporte et délaissé du tout dès maintenant à tousjours en pur don, vray et irrévocable, faict entre vifz, sans aucune garentye, sinon de ses faictz tant seullement, et pour toute autre garentye a baillé et délaissé les lettres de don que faict luy a esté par cy devant des choses cy après declerées, à très hault et très illustre prince François de Lorraine, son frère, duc de Guise, chevalier de l'ordre du Roy, et à très haulte et très illustre princesse madame Anne d'Este, son espouse, et au survivant d'eulx, et après leurs decés et trespas à Henry de Lorraine, prince de Joynville, filz aîné desd. sieurs duc et duchesse de Guise, et de là en avant à tousjours aux aînéz masles des aînéz descendans desd. sieur et dame duc et duchesse, sans ce que les frères et seurs desd. aînéz y puissent avoir ny pretendre aucun droict, part, ny portion, et si led. filz aîné ou ses enfans masles descendans en bon et loyal mariage decedderoient sans enfans masles desdiz mariages, oud. cas lesd. hostel, maison cy après déclarés retourneroient au plus aîné masle d'après dud. sieur duc de Guyse, pour estre et demourer à tousjours perpetuellement au plus aîné masle descendant desd. sieur et dame duc et duchesse de Guise. Lesditz sieur duc de Guise et dame duchesse, sadite espouse, à ce présents, stipullans et acceptans pour eulx et leur dit filz aîné et aînéz des aînéz tout et tel droict, nom, raison et action que icellui illustrissime et révérendissime, au moien et à cause de la donation à luy par cy devant faicte par feu m^e Jehan Brynon, en son vivant seigneur de Villaines, ou autrement y a et peult avoir et luy competent et appartiennent, peuvent competter et appartenir en une maison et hostel, court et jardin, appelé l'*hostel de*

Laval, lesd. lieux ainsi qu'ilz se poursuivent et comportent, assis à Paris, rue du Chaulme, faisant l'un des coings de lad. rue et de la rue de Paradis, tenant d'une part à lad. rue de Paradis, d'autre part à une ruelle estant entre l'hostel de Laval et l'hostel de Guyse, aboutissant d'un bout par derrière en partie à Christoffe du Reffuge, escuier, seigneur des Menuz, et en partie aux héritiers ou aians cause de feu m^e Jehan Brissonnet, en son vivant président des Comptes, en la censive de la commanderie du Temple à Paris, et chargé envers lad. commanderie de quatre solz parisis de cens, rente et fons de terre, pour en joyr, etc. Cestz presentz don, cession et transport faictz à la charge dud. cens, rente et fons de terre et outre pour la bonne et vraye amitié que led. seigneur illustrissime et révérendissime a et porte ausditz seigneur duc de Guise et dame son espouse et à leur dict filz aîné, et aussi parce que tel est son plaisir et volonté de ainsi en faire, transportant tous droictz, etc., dessaisissant, etc., voullant, etc., promettant en foy de prince et parrolle de prélat, etc., obligeant, etc., renonçant, etc. Et ce fait, ont lesd. notaires soubzsignéz, notiffié et adverty lesd. seigneurs et dame donateur et donataires de l'édict du Roy sur le faict des insinuations, des contractz, donations et obligations et ampliatiions, faicte sur led. édict, ad ce qu'ilz n'en prétendent cause d'ignorance, et pour insinuer la présente donation par tout où mestier sera, suivant led. édict, iceulx seigneurs et dame feirent et constituèrent, font et constituent respectivement leur procureur le porteur de cesd. présentes, auquel ils donnèrent et octroièrent, donnent et octroient pover de en faire tout ce que au cas appartiendra suivant led. édict. Faict et passé double, l'an mil V^e cinquante six, le jeudy unziesme jour de juing.

HAULT DE SENS.

BERGEON.

XXXIII.

1557, 24 novembre.

*Vente par Louis Doulcet au cardinal de Lorraine,
de moitié d'une maison rue de la Roche.*

(Minutes Bergeon, année 1557. Étude Mahot de la Quérantonais.)

Noble homme m^e Loys Doulcet, advocat en la court de Parlement, seigneur de Chauderau, confesse avoir baillé, ceddé, quitté, transporté et délaissé, et par ces présentes baille, cédde, quitte, transporte et délaisse à tiltre de rente annuelle et perpétuelle du

tout dés maintenant à tousjours, promist et promet garentir à très hault et très puissant prince monseigneur illustrissime et révérendissime Charles, cardinal de Lorraine, archevesque et duc de Reims, premier per de France, légat né du Saint Siège apostolicque et duc de Chevreuse, absent, révérend père en Dieu, messire Louys Guillard, évesque de Chaallon sur la Sone, et noble homme et saige m^e Jehan Hurault, abbé de Brueil Benoist, conseiller du Roy nostre sire en sa court de Parlement, ad ce présents, stipulans et acceptans, avec les notaires soubzsignéz, pour led. seigneur illustrissime et révérendissime, ses hoirs, la moictié par indivis d'une maison contenant grand corps d'hostel, court, estables, grand jardin, les lieux ainsi qu'ilz se poursuyvent, comportent et extendent de toutes pars, de fons en combles, assis à Paris, rue de la Roche, prés la chappelle de Bracque, tenant d'une part à l'hostel de Guyse, d'autre part à l'hostel de la Roche Guyon, aboutissant d'un bout par derrière à la rue des Quatre Filz Aymond et par devant à lad. rue, par laquelle l'en vient dudict hostel de la Roche Guyon à lad. chappelle de Bracque, aud. Doulcet appartenant, assavoir la moictyé de lad. moictyé qui est d'un quart en la totallité de son conquest à tître d'eschange par lui fait de m^e Jacques Hardy, examinateur au Chastelet de Paris, et Jehanne Doulcet, sa femme, seur dudict bailleur, comme icelluy bailleur a dict et affirmé, en la censive du grand prieur de France à cause de sa commanderye du Temple à Paris, et chargée envers luy la totallité de lad. maison et lieux avec aultres maisons joignans de douze deniers parisis de cens pour toutes et sans autres charges, arréraiges ni ypothecques quelzconques debvoir, pour en joyr, cestz presens bail et prise faictz à la charge dud. cens pour portion seullement, et oultre et moyennant troys cens cinquante livres tournois de rente annuelle et perpétuelle et de nouvelle charge que pour ce lesd. sieurs et révérend évesque de Chaallon et abbé de Brueil, ou nom et comme eulx faisans et portans fors dud. seg. révérendissime cardinal de Lorraine, promettant luy faire ratifier le contenu en ces présentes dedans le premier jour de janvier prochain venant, en ont promis fere tenir, promettent et gaigent oud. nom rendre, bailler et payer aud. Doulcet, ses hoirs ou au porteur doresnavant par chascun an aux quatre termes en l'an à Paris acoustuméz, premier terme de payement escheant au jour de Noel prochain venant, pour portion de temps et continuer tant en et sur lad. moictyé de maison et lieux cy dessus declairéz et bailléz qui en sont et demeurent chargéz, affectéz, obligéz et ypothecqués, etc., lesquels led. s. révérendis-

sime sera tenu et promet et led. sr révérend évesque de Chaallon et abbé de Brueil oud. nom tenir et entretenir en bon et suffisant estat valleur et nature, tellement que led. cens ensemble lad. rente de troys cens cinquante livres tournois y soyent et peuvent estre prises et par eulz bien et aysement doresnavant par chascun an aud. terme à tousjours, comme généralement à fournir et faire valloir, nonobstant et sens ce que la générale obligation derogue à l'especialle, et est assavoir que en ce faisant led. Doulcet a baillé et délaissé aud. sieur révérend évesque de Chaallon pour led. sr illustrissime les lettres de transport et eschange aud. Doulcet faict par lesd. le Hardy et sa femme de la quarte partage desd. lieux de ce faictes et passées par devant Guillaume Nicolas l'aisné et Pierre Courtellier, notaires ou Chastelet de Paris, le mardy séziesme jour de mars mil cinq cens cinquante six et dernier passé, desquelles led. seigneur révérend oud. nom a promis ayder ou faire ayder aud. Doulcet au cas où d'aucuns le voudroient par cy après poursuyvre pour raison et à cause de ce que dit est, transportant tous droictz, à la charge desd. troys cens cinquante livres tournoys de rente, dessaisissant..., à lad. charge voulant et le promettant le porteur, etc., donnant pover, etc., promettant, etc., obligeant, etc., chacun en droit soy esd. noms, etc., renonçant, etc., et ce faict, ont lesd. notaires soubzsignéz, notiffié et adverty lesd. parties esd. noms de l'édict du Roy sur le faict des insinuations, des contractz et obligations et ampliatiions faicte sur led. édict, ad ce qu'elles n'en pretendent cause d'ignorance. Faict et passé double, l'an mil cinq cens cinquante sept, le mercredi vingt quatriesme jour de novembre.

GODART.

BERGEON.

XXXIV.

1752, 13 décembre.

Déclaration du président de Chavaudon pour son hôtel rue de Paradis.

(Arch. nat., S* 5631, fol. 242.)

Savoir faisons que le treize decembre mil sept cent cinquante deux est comparu par devant m^e Jean Pierre Le Court et Jean François Guesnon, conseillers du Roy, notaires ou Chastelet de Paris, soussignés, messire LOUIS GUILLAUME DE CHAUDAUDON, chevalier, conseiller du Roy en ses conseils, président au Parlement de la première des enquestes et maitre des requestes honoraire,

et dame Anne Elizabeth Masson, son épouse, de lui autorisée, demeurant à Paris, en la maison cy après, paroisse Saint Jean.

Lesquels ont déclaré et reconnu être propriétaires et detemp-teurs d'une grande maison à porte cochère, couverte d'ardoises, consistant en un corps de logis sur le devant, un autre en aïse avec un autre bâtiment aussy en aïse, nouvellement construit sur deux parties de terrain ou emplacement dépendant cy devant de l'hôtel de Soubise, appartenances et dépendances, tenant la totalité de lad. maison d'un costé et d'un bout par derrière à l'hôtel de Soubise, d'autre costé à m^e Claustrier, auparavant madame de Breteuil, et par devant sur la rue de Paradis.

Apartenante à monsieur de Chavaudon, au moyen de l'acquisition qu'il en a faite de dame Marguerite Chaillou, veuve de messire Jean Baptiste Voile de la Garde, par contrat passé devant Roussel et son confrère, notaires à Paris, le vingt neuf juillet M VII^e vingt neuf, duement ensaisiné au Temple.

A laquelle dame de la Garde lad. maison apartenoit comme héritière en partie de Jean Pierre Chaillou, son père, escuyer, conseiller secrétaire du Roy, maison, couronne de France et de ses finances, et comme luy étant échue par partage des biens de sa succession passé entr'elle et ses cohéritiers devant Le Masle et son confrère, notaires à Paris, le deux juin M VII^e vingt trois.

Lequel feu s^r Chaillou avoit acquis la totalité de lad. maison, sçavoir led. emplacement sur lequel lad. aïse a été nouvellement construite, de M. le prince de Soubise par contract passé devant Doyen et son confrère, notaires à Paris, le dix huit may M VII^e neuf, et lad. maison et dépendances par contrat passé devant led. Doyen et son confrère, notaires, le vingt mars M VII^e six, de messire Jean Baptiste Hue, chevalier, marquis de Miromesnil et de tuteur de messieurs et demoiselles ses frères et sœurs mineurs, auxquels lad. maison apartenoit, sçavoir deux tiers aud. s. marquis de Miromesnil comme seul héritier de déffunt messire Thomas Hue, chevalier, marquis de Miromesnil, son père, maitre des requestes, président au Grand Conseil, au moyen des renonciations faites à la succession par les enfants de la première communauté, frères germains dud. s. marquis de Miromesnil, et l'autre tiers aux s. et demoiselles ses sœurs consanguines comme seules héritiers de deffunte dame Blanche de Bar, leur mère, épouse en secondes noces dud. s. président de Miromesnil, lequel avoit acquis lad. maison conjointement avec lad. dame Blanche de Bar, de dame Marie de Murat, veuve de messire Etienne Dau-

rat, conseiller au Parlement, par contrat passé devant Huet et son confrère, notaires à Paris, le vingt trois mars M VII^e un, à laquelle lad. maison étoit échue par le partage des biens de la communauté d'entre elle et le dit feu sieur son mary, passé devant Levasseur et son confrère, notaires à Paris, le neuf may M VI^e quatre vingt quinze.

Auquel feu s. Daurat lad. maison apartenoit au moyen de l'adjudication qui luy en avoit été faite par sentence de decret dud. Chastelet du vingt neuf decembre M VI^e quatre vingt quinze sur la poursuite de saisie réelle qui en avoit été faite sur messire Denis Marin, seigneur de Chataigneraye, qui l'avoit acquise de messire Amelot et autres, par contract passé devant Bronod et son confrère, notaires à Paris, le vingt quatre avril M VI^e quarante un, lequel s. Amelot et consorts étoient aux droits de la veuve et héritiers feu Jean Cherrier, sieur de Malestroit, qui estoit au lieu de Jean de Marles, et auparavant Christophe du Refuge.

Etant lad. maison et dépendances en la censive et seigneurie de S. A. S. monseigneur le prince de Conty, prince du sang, à cause de son grand prieuré de France et commanderie du Temple à Paris, et chargé envers lad. commanderie de douze deniers parisis de cens, y compris lad. aïe batie sur led. emplacement, dont le devoir est confondu dans celui qui est dû par M. le prince de Soubise à cause de son hostel et dépendances, lesd. cens portant lods, ventes, deffaut, saisine et amende quand le cas y écheoit, payable chacun an au jour et feste de Pasques lesd. douze deniers parisis, éably par les anciens titres de lad. commanderie et par les aveux rendus au Roy par les seigneurs grans prieurs de France en M V^e soixante douze et M V^e quatre vingt seize, conformément à la déclaration du fondé de procuration de Christophe du Refuge, passé devant Maheu, notaire à Paris, le treize decembre M V^e cinquante cinq.

Auxquels titres et déclarations se rapportent les déclarations de lad. dame veuve de messire Etienne Daurat, passé devant Boscheron, notaire, le treize octobre M VI^e quatre vingt seize, et dud. Jean Pierre Chaillou, passé devant Bronod, notaire, le dix neuf mars M VII^e vingt un.

Lequel devoir de douze deniers parisis mond. sieur président de Chavaudon promet acquitter conjointement avec lad. dame son épouse, tant qu'ils seront propriétaires de lad. maison.

Et pour l'exécution des présentes, lesd. sieur et dame comparans ont élu leurs domiciles en leurs demeures à Paris, susd., auquel lieu nonobstant, promettant, etc. Fait et passé à Paris, es

estudes lesd. jour et an, et a signé la minutte des présentes étant aud. registre, demeurée à M. Guesnon, notaire, fol. 372.

LE COURT	GUESNON
(signature autographe, avec paraphe).	(signature autographe, avec paraphe).

XXXV.

1753, 18 janvier.

Déclaration du prince de Soubise pour son hôtel.

(Arch. nat., S* 5631, fol. 185.)

... Sçavoir faisons que le dix huit janvier aud. an mil sept cent cinquante trois est comparu, par devant m^e Jean Baptiste Vivien et Jean François Guesnon, conseillers du Roy, notaires au Chastelet de Paris, très haut et très puissant prince monseigneur CHARLES DE ROHAN, PRINCE DE SOUBISE ET D'EPINAY, DUC DE ROHAN ROHAN, pair de France, lieutenant général des armées du Roy, capitaine lieutenant des gendarmes de sa garde ordinaire, gouverneur et lieutenant général pour Sa Majesté des provinces de Flandres et du Haynault et gouverneur particulier de la ville de Lisle, demeurant à Paris, en son hostel cy après designée, paroisse Saint Jehan :

Lequel a déclaré et reconnu être propriétaire et détempteur :

1^o *D'un grand hôtel* scitué en ceste ville, rue du Chaume, où est une porte d'entrée, une autre Vieille Rue du Temple et la principale rue de Paradis, consistant en plusieurs corps de batimens, plusieurs cours, dans l'une desquelles est une collonade, remises, écuries et un grand jardin, le tout tenant d'un costé à la rue des Quatre Fils et à plusieurs particuliers le long du mur du jardin, d'autre costé à la rue de Paradis et à plusieurs maisons, abouissant sur la cour des écuries, d'un bout le long de la rue du Chaume et d'autre bout à la Vieille rue du Temple.

Ledit hostel appartenant à mondit seigneur le prince de Soubise, en qualité d'héritier substitué de feu très haut et très puissant prince monseigneur François de Rohan, son ayeul, prince de Soubise, duc de Fontenay, capitaine lieutenant des gendarmes de la garde du Roy, lieutenant général pour Sa Majesté en ses provinces de Champagne et de Brie, auquel led. hotel apartenoit au moyen de l'acquisition qu'il en avoit faite par contrat passé devant Robillard et son confrère, notaires à Paris, le vingt sept

mars MCVII^e, deuement ensaisiné au Temple, de très haut et très puissant prince monseigneur Henry de Bourbon, prince de Condé, prince du sang, pair et grand maitre de France, et dame Anne, palatine de Bavière, son épouse, et de m^e François Dupin, intendant des maisons et affaires, et au nom de procureur de madame Bénédite, palatine de Bavière, veuve de Jean Frédéric, duc de Brunswick et de Lunebourg, mesdites dames princesses de Condé et duchesse de Brunswick, propriétaires dud. hostel comme héritières bénéficiaires quant aux propres paternels de mademoiselle Marie de Lorraine, duchesse de Guise, et encore leurs Altesses sérénissimes aux droits des légataires de madame feu duchesse de Guise, par contract passé devant Lange et son confrère, notaires à Paris, le vingt six septembre MCI^e quatre vingt dix huit, lequel hostel avoir auparavant appartenu à monseigneur Henry de Lorraine, duc de Guise, qui étoit au lieu de messire Philibert Babou, évesque d'Angoulesme, et d'autre messire Philibert Babou, seigneur de la Bourdaisière, son père, qui étoit aux droits de messire Olivier de Clisson, connétable de France, pour le corps principal dud. hôtel de Guise, anciennement nommé l'hôtel de Clisson; étoit aussy led. seigneur de Guise au lieu de messire Jean Brinon, conseiller au Parlement, pour l'hôtel de Laval, aujourd'huy enclavé dans led. hôtel de Soubise, où est la colonade; étoit encore au lieu de Louis Doulcet, pour portion du jardin dud. hôtel, du coté de la rue des Quatre Fils; et encore au lieu de monseigneur Louis de Rohan, duc de Montbazon, auparavant messire Jacques de Sailly, comte de Rochefort, pour l'emplacement de l'hôtel de la Roche Guyon, anciennement apelé l'hôtel de Rochefort.

2^o *D'un terrain* où estoient cy devant construittes quatre maisons, scituées sur la Vieille rue du Temple et sur la rue des Quatre Fils, acquises par feu monseigneur le cardinal de Rohan par quatre contrats passés devant Vatry et son confrère, notaires à Paris. La première de Charles et Jean Charles Louvart, le dix neuf janvier M VII^e quatorze; — la deuxième de Noel Dugast, prêtre, le quatre février M VII^e dix huit; — la troisième de Geneviève Louise Laurencin, le trente un juillet M VII^e trente un; — et la quatrième de Claude Boucher, le dix juillet M VII^e dix neuf, toutes lesquelles maisons ont été démolies et au lieu d'icelles monseigneur cardinal de Rohan a fait construire un logement faisant aujourd'huy coin avec led. hôtel de Soubise, des écuries à la suite dud. logement et ensuite desd. écuries une nouvelle maison faisant l'encoignure desd. Vieille Rue du Temple et des

Quatre Fils, et à la suite de lad. maison et sur lad. rue des Quatre Fils plusieurs bâtimens au milieu desquels est une grande porte d'entrée servant pour la basse cour dud. hôtel, laquelle basse cour fait aussi partie desd. quatre maisons démolies et des terrains qui en dépendoient, le tout tenant du côté de la Vieille Rue du Temple aud. hostel de Soubise et du côté de la rue des Quatre Fils aux s^{rs} Lugat, par derrière auxd. basse cour et par devant sur lad. Vieille Rue du Temple et des Quatre Fils.

3^e *D'une maison* scituée susd. rue des Quatre Fils, vis à vis celle d'Orléans, tenant d'un côté au sieur Lugat, d'autre à madame de Chavigny, au lieu de M. Portail, par derrière sur le jardin dud. hostel Soubise et par devant sur ladite rue des Quatre Fils.

Et finalement *d'une autre maison* susd. rue des Quatre Fils, tenant d'un côté aux sieurs et dames, d'autre aux bâtimens de la basse cour construits par mond. seigneur cardinal, par derrière aud. hôtel de Soubise et par devant sur lad. rue des Quatre Fils, lesd. deux dernières maisons acquises par mond. seigneur cardinal de Rohan par deux contracts passés devant led. Vatry et son confrère, notaires à Paris, les cinq janvier M VII^e trente cinq et trente janvier M VII^e trente six.

Lequel terrain et lesd. dernières maisons appartiennent à mond. seigneur prince de Soubise en qualité de légataire universel de mond. seigneur le cardinal de Rohan, son grand oncle, suivant son testament olographe du trois mars M VII^e quarante huit, déposé à m^e Hazon, notaire à Paris, le [en blanc], duquel legs délivrance a été faite par acte des vingt un avril et sept juillet M VII^e cinquante deux, reçues le premier devant Lechanteur et le second devant Hazon, notaires, et leurs confrères.

Toutes lesquelles susdites maisons apartenoient, sçavoir celle acquise par contracts desd. dix neuf janvier M VII^e quatorze auxd. Charles et Jean Charles Louvart frères, en qualité de seuls enfans du sieur Charles Louvart, sieur du Pressoir, leur père, dont lesd. Charles Louvart fils aîné étoit héritier par bénéfice d'inventaire et led. sieur Jean Charles Louvart étoit héritier pure et simple pour sa part, auquel s. Louvart père lad. maison apartenoit moitié comme héritier pour pareille portion de Charles Louvart et Jeanne Tavernier, sa femme, ses père et mère, et l'autre moitié comme seul héritier de Claude Louvart de Beaumont, son frère, qui étoit pareillement héritier desdits deffunts, ses père et mère, lesquels avoient acquis lad. maison de Nicolas Le Pot et Catherine Boisan, sa femme, par contrat passé devant Montel et son confrère, notaires à Paris, le onze juin M VI^e qua-

rante neuf, auquel Le Pot lad. maison avoit été cédée par m^e Jean Habert, sieur du Mesnil, conseiller d'Etat, par contract passé devant de Monthenaut et son confrère, notaires à Paris, le dix septembre M VI^e trente six.

La maison acquise par contract du quatre février M VII^e dix huit appartenoit à messire Noël Dugast, prêtre, comme luy étant lad. maison échue par le partage passé devant Dupuis et son confrère, notaires à Paris, le dix huit fevrier M VII^e treize, des biens des successions de Noel Dugast et Thomasse Le Roy, sa femme, ses père et mère, auxquels lad. maison avoit été adjugée par sentence de decret du Chastelet du quinze septembre M VI^e quatre vingt cinq, en conséquence de l'acquisition qu'ils en avoient faite par sentence de licitation dud. Chastelet du trois mars aud. an mil six cent quatre vingt cinq des enfans et héritiers de Louise Parent, veuve de Michel Meurt et auparavant de Jacques Meslier, auquel lad. maison avoit appartenu comme l'ayant fait décréter sur luy par sentence dud. Chastelet du treize decembre M VI^e quarante cinq, en conséquence de la déclaration passée en sa faveur par devant Cousinet et son confrère, notaires à Paris, le six aoust M VI^e quarante quatre, par Jean de Civy de l'acquisition qu'il en avoit faite par contract passé devant les mêmes notaires, le même jour de m^e François Jagot, pretre, auquel ladite maison appartenoit de son propre comme seul héritier de François Jagot, bourgeois de Paris.

La maison acquise par contract du trente un juillet M VII^e trente un appartenoit à d^{lle} Geneviève Louise Laurencin, de son propre, tant comme héritière seule et unique de demoiselle Geneviève Batard, sa mère, veuve de Bernard Laurencin, qu'en qualité aussy de seule héritière des propres maternels de Catherine Charlotte Lecomte, sa cousine germaine, qui étoit fille unique et seule héritière de Jean Charles Boromée Lecomte, lequel étoit seul héritier des propres maternels d'autre demoiselle Geneviève Batard, seule héritière de Charles Batard, son père, laquelle maison provenoit des successions de Rollin Amaury et Marie Charreau, ayeulx maternels desd. Batard, qu'ils ont partagé entre eux par acte passé devant le commissaire Le Laboureur, clos le vingt huit mars M VI^e quarante quatre.

Lad. maison acquise par contract du dix juillet M VII^e dix neuf appartenoit à m^e Claude Boucher, conseiller clerc au Parlement, comme luy étant lad. maison échue et luy ayant été delaissée par le partage des biens de la communauté d'entre deffunt messire Nicolas René Boucher, grand audiencier de France, et dame

Marie Bannelier, son épouse, ses père et mère, et de la succession de lad. dame, fait devant le commissaire Goullon, datté au commencement du vingt trois septembre M VII^e douze, laquelle maison apartenoit auxd. s. et d^e Boucher, sçavoir un quart en propre à lad. dame, en qualité d'héritière seule et unique de m^e Jean Bannelier, son père, et les trois autres quartiers à lad. communauté d'entre lesd. s^r et d^e Boucher, comme s'en étant rendus adjudicataires, et de lad. maison en entier conjointement avec lesd. Bannelier par forme de licitation faite à la barre de la cour du Parlement le seize janvier M VI^e soixante douze, sur les héritiers et légataires de Valentin Delahault, sieur du Plessis, et Claude Desprez, sa femme, qui étoient au lieu de Philippes Manessier, veuve d'Antoine Le Redde, lequel étoit aux droits de Jean Barbeau.

La maison acquise par contract du cinq janvier M VII^e trente cinq apartenoit à Cir Gabriel Montmergue et consorts, frères et sœurs, enfans et héritiers de deffunts Cyr Montmergue, écuyer, et dame Nicole de Saint Martin, son épouse, lesd. enfans et héritiers subrogés aux créances des deffunts leurs père et mère, s'étant fait adjuger lad. maison par arrest du Parlement du dix huit février M VII^e vingt neuf sur la succession de demoiselle Charlotte Lucie de Cottentin, décédée mineure et seule heritière du sieur marquis de Cottentin, led. arrest dument ensaisiné au Temple, laquelle maison provenoit anciennement de m^e François Pajot, docteur en medecine, et de Claude Pajot, son frère.

Enfin, la maison acquise par contract du trente janvier M VII^e trente six sous le nom de m^e Etienne Villatte, qui en a à l'instance passé déclaration par devant les mêmes notaires, au profit de mond. seigneur cardinal, apartenoit au sieur Jacques Lescot, bourgeois de Paris, et demoiselle Françoise Lescot, sa fille majeure, sçavoir l'usufruit aud. sieur Lescot père, comme seul et unique héritier de deffunt messire Jean Baptiste Lescot, prêtre, son frère, et à lad. demoiselle Lescot, sa fille, pour la propriété, le tout conformement au testament dud. deffunt s. Lescot, prêtre, reçu par Dejean et son confrère, notaires à Paris, le vingt un juillet M VII^e quinze, desquelles qualités lesd. s. et demoiselle Lescot avoient seuls droits en lad. maison au moyen des abstentions faites par leurs cohéritiers à la succession dud. deffunt s. Lescot, prêtre, auquel lad. maison apartenoit par le partage fait entre luy et led. s. Antoine Lescot, son frère, par devant de Combes et son confrère, notaires à Paris, le dix sept janvier M VI^e quatre vingt unze, des biens à eux délaissés par d^{lle} Eliza-

bet Lefebvre, leur mère, veuve dud. Pierre Lescot, par acte en forme de transaction passé entre lad. demoiselle, lesd. sieurs Lescot et autres leurs cohéritiers, devant Monnier et son confrère, notaires à Paris, le vingt neuf fevrier M VI^e soixante dix huit, laquelle maison venoit moitié du chef de lad. demoiselle Lescot et l'autre moitié avoit été acquise par les sieur et dame Lescot de François Treboil, sieur du Coudray, et de Marie Madeleine Lefèvre, son épouse, par contract du vingt septembre M VI^e cinquante deux, lesd. dames Lescot et du Coudray, sœurs, filles d'Antoine Lefèvre, lesquelz contracts d'acquisitions desd. six maisons ont été ensaisnés au Temple.

Etant la totalité dud. grand hôtel, bâtimens, écuries, basse cour et les trois maisons actuelles existantes, le tout susdésigné en la censive et seigneurie de S. A. sérénissime le prince de Conty, prince du sang, à cause de son grand prieuré de France et commanderie du Temple à Paris, et chargée envers lad. commanderie, sçavoir le grand hôtel, de quatre livres deux sols parisis, conformément à la déclaration dud. seigneur duc de Guyse passé devant Nonet et son confrère, notaires à Paris, le trois mars M VI^e soixante.

Lad. maison acquise de Louvart de cinq deniers tournois, conformément à la déclaration de Charles Habert, conseiller d'Etat, passé devant Robinot et son confrère, notaires à Paris, le vingt mars M VI^e trente deux, et de celle de Charles Louvart, passé devant Parque et son confrère, notaires à Paris, le vingt neuf janvier M VI^e cinquante quatre; celle acquise de Dugast de trois sols six deniers parisis, suivant la déclaration de François Jagot, passé devant Robinot et son confrère, notaires à Paris, le dix huit fevrier M VII^e trente deux, et celle de Louise Parent, femme de Jacques Meslier, passé devant led. Parque et son confrère le vingt cinq avril M VI^e quarante sept; celle acquise de lad. Laurencin de quinze sols six deniers parisis, conformément à la déclaration de Marie Charreau, veuve de Rolin Amaury, passé devant Robinot et son confrère le dix fevrier M VI^e trente deux, et celle de Charles Batard passé devant led. Parque et son confrère le premier may M VI^e quarante sept, et celle de Geneviève Batard passé devant Boscheron et son confrère, notaires à Paris, le sept septembre M VI^e quatre vingt seize, et celle de Geneviève Louise Laurencin passé devant Bronod et son confrère, notaires à Paris, le quinze mars M VII^e vingt trois; celle construite à l'encoignure des rues Vieille rue du Temple et des Quatre Fils, tenant lieu de celle acquise de m^e Boucher de trente un sols cinq

deniers tournois, suivant deux déclarations de Valentin Delahault, dit Duplessis, et l'une passée devant Robinot et son confrère le dix huit janvier M VI^e trente quatre et l'autre devant led. Parque et son confrère le dix huit decembre M VI^e vingt neuf; celle acquise de Mommergue de trois deniers parisis, suivant deux déclarations de Claude Pajot, l'une passée devant led. Robinot et son confrère le huit avril M VI^e trente trois, et l'autre devant led. Parque et son confrère le quatre decembre M VI^e quarante neuf; et celle acquise de Lescot de six sols tournois, faisant moitié de douze sols aussy tournois dont l'autre moitié est à la charge de la maison attenant appartenante au s. Antoine Marin Lescot et à la demoiselle sa sœur, lesd. douze sols tournois portés en deux déclarations des s. Antoine et Jacques Lescot, passé devant led. Bronod et son confrère, notaires, le vingt cinq may M VII^e vingt trois et douze septembre M VII^e trente un, lesquels sont conformes à deux autres anciennes déclarations d'Antoine Lefèvre passé devant ledit Robinot et son confrere le dix huit aoust M VI^e trente deux et devant ledit Parque et son confrere le dix neuf mars M VI^e quarante sept.

Toutes lesquelles déclarations se raportent aux anciens titres et papiers censiers de laditte commanderie et suivant lesquels les devoirs cy devant enoncés montent ensemble à huit livres quatre sols quatre deniers obole et pite tournois de cens portant lods, vente, déffaut, saisine et amende, quant le cas y écheoit, payable chacun an au jour et feste de Pasques, lequel cens mond. seigneur prince de Soubise promet acquitter tant qu'il sera propriétaire dud. hotel et desd. maisons.

Et pour l'exécution des présentes, mond. seigneur reconnoissant a eslu son domicile irrévocable en son hôtel susdit, auquel lieu nonobstant, promettant, etc., obligeant, etc. Fait et passé à Paris es études, lesd. jour et an, et a signé la minutte des presentes étant aud. registre demeurée aud. m^e Guesnon, l'un des notaires soussignés.

VIVIEN

(signature autographe,
avec paraphe).

GUESNON

(signature autographe,
avec paraphe).

TABLE DES MATIÈRES

CONTENUES

DANS LA SECONDE PARTIE

DE L'ANNUAIRE-BULLETIN

DE L'ANNÉE 1918.

Comment on luttait autrefois contre les épidémies, par Henri
STEIN, 125.

L'ambassade de Nicolas de Sancy en Angleterre au mois de mai
1596, par le comte BAGUENAUT DE PUCHESSE, 151.

Notes et documents pour servir à l'histoire de la formation topo-
graphique des hôtels de Rohan-Soubise au Marais, par Léon
MIROT, 159.

ANNUAIRE-BULLETIN
DE LA SOCIÉTÉ
DE L'HISTOIRE DE FRANCE

IMPRIMERIE DAUPELEY-GOUVERNEUR

A NOGENT-LE-ROTRON.

ANNUAIRE-BULLETIN
DE LA SOCIÉTÉ
DE L'HISTOIRE DE FRANCE.

ANNÉE 1919



A PARIS
SOCIÉTÉ DE L'HISTOIRE DE FRANCE
46, RUE JACOB

—
1919

T. LVI.

D É C R E T

RECONNAISSANT

LA SOCIÉTÉ DE L'HISTOIRE DE FRANCE

COMME ÉTABLISSEMENT D'UTILITÉ PUBLIQUE.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

Liberté, Égalité, Fraternité.

AU NOM DU PEUPLE FRANÇAIS.

Le Président de la République,
Sur le rapport du Ministre de l'Instruction publique et des Cultes,
Le Conseil d'État entendu,
Décrète :

ARTICLE PREMIER.

La *Société de l'Histoire de France*, établie à Paris, est reconnue comme ÉTABLISSEMENT D'UTILITÉ PUBLIQUE.

Son règlement est approuvé tel qu'il est et demeure ci-annexé. Il ne pourra y être apporté de modification qu'en vertu d'une nouvelle autorisation donnée dans la même forme.

ART. II.

Le Ministre de l'Instruction publique et des Cultes est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois.

Fait à l'Élysée-National, le 31 juillet 1851.

Signé : L. N. BONAPARTE.

Le Ministre de l'Instruction publique et des Cultes,

Signé : DE CROUSSEILLES.

RÈGLEMENT

DE

LA SOCIÉTÉ DE L'HISTOIRE DE FRANCE

ARRÊTÉ LE 23 JANVIER 1834 ET MODIFIÉ LE 10 MAI 1836.

TITRE PREMIER.

But de la Société.

ART. 1^{er}. Une société littéraire est instituée sous le nom de SOCIÉTÉ DE L'HISTOIRE DE FRANCE.

ART. 2. Elle se propose de publier :

1° Les documents originaux relatifs à l'histoire de France, pour les temps antérieurs aux États généraux de 1789;

2° Des traductions de ces mêmes documents, lorsque le Conseil le jugera utile;

3° Un compte rendu annuel de ses travaux et de sa situation;

4° Un annuaire.

ART. 3. Toutes les publications de la Société sont délivrées gratis à ses membres.

ART. 4. Elle entretient des relations avec les savants qui se livrent à des travaux analogues aux siens; elle nomme des associés correspondants parmi les étrangers.

TITRE II.

Organisation de la Société.

ART. 5. Le nombre des membres de la Société est illimité. On en fait partie après avoir été admis par le Conseil, sur la présentation faite par un des sociétaires.

ART. 6. Chaque sociétaire paie une cotisation annuelle de TRENTE FRANCS.

ART. 7. Les sociétaires sont convoqués au moins une fois l'an, au mois de mai, pour entendre un rapport sur les travaux de la Société et sur l'emploi de ses fonds, ainsi que pour le renouvellement des membres du Conseil.

TITRE III.

Organisation du Conseil.

ART. 8. Le Conseil se compose de quarante membres, parmi lesquels sont choisis :

Un président,

Un président honoraire,

Deux vice-présidents,

Un secrétaire,

Un secrétaire adjoint,

Un archiviste,

Un trésorier.

ART. 9. Les membres du Conseil, à l'exception du président honoraire, sont renouvelés par quart, à tour de rôle, chaque année. Le sort désignera, les premières années, ceux qui devront sortir; les membres sortants peuvent être réélus. Le secrétaire continuera ses fonctions pendant quatre ans.

ART. 10. L'élection des membres du Conseil a lieu à la majorité absolue des suffrages des membres présents.

ART. 11. Le Conseil nomme, chaque année, un Comité des fonds, composé de quatre de ses membres.

Il nomme aussi des commissions spéciales.

Les nominations sont faites au scrutin. La présidence appartient à celui qui réunit le plus de suffrages.

ART. 12. L'assemblée générale nomme, chaque année, deux censeurs chargés de vérifier les comptes et de lui en faire un rapport.

ART. 13. Le Conseil est chargé de la direction des travaux qui entrent dans le plan de la Société, ainsi que de l'administration des fonds.

Les décisions du Conseil pour l'emploi des fonds ne pourront être prises qu'en présence de onze membres au moins, et à la majorité des suffrages.

ART. 14. Le Conseil désigne les ouvrages à publier, et choisit les personnes les plus capables d'en préparer et d'en suivre la publication.

Il nomme, pour chaque ouvrage à publier, un commissaire responsable chargé d'en surveiller l'exécution.

Le nom de l'éditeur sera placé en tête de chaque volume.

Aucun volume ne pourra paraître sous le nom de la Société sans l'autorisation du Conseil, et s'il n'est accompagné d'une déclaration du commissaire responsable portant que le travail lui a paru mériter d'être publié.

ART. 15. Le Conseil règle les rétributions à accorder à chaque éditeur.

Le commissaire responsable aura droit à cinq exemplaires de l'ouvrage à la publication duquel il aura concouru.

ART. 16. Tous les volumes porteront l'empreinte du sceau de la Société. Après la distribution gratuite faite aux membres de la Société (art. 3), les exemplaires restants seront mis dans le commerce, aux prix fixés par le Conseil.

ART. 17. Le Conseil se réunit en séance ordinaire au moins une fois par mois.

Tous les sociétaires sont admis à ses séances.

ART. 18. Nulle dépense ne peut avoir lieu qu'en vertu d'une délibération du Conseil.

ART. 19. Les délibérations du Conseil portant autorisation d'une dépense sont immédiatement transmises au Comité des fonds par un extrait signé du secrétaire de la Société.

ART. 20. Le Comité des fonds tient un registre dans lequel sont énoncées au fur et à mesure les dépenses ainsi autorisées, avec indication de l'époque à laquelle leur paiement est présumé devoir s'effectuer.

Le Comité des fonds tient un registre dans lequel sont inscrits tous ses arrêtés portant mandat de paiement.

ART. 21. Le Conseil se fera rendre compte, tous les trois mois au moins, de l'état des impressions, ainsi que des autres travaux de la Société.

ART. 22. Le Comité des fonds devra se faire remettre, dans le cours du mois qui précédera la séance où il doit faire son rapport, tous les renseignements qui lui seront nécessaires.

ART. 23. Les dépenses seront acquittées par le trésorier sur un mandat du président du Comité des fonds, accompagné des pièces de dépense dûment visées par lui; ces mandats rappellent les délibérations du Conseil par lesquelles les dépenses ont été autorisées.

Le trésorier n'acquitte aucune dépense, si elle n'a été préalablement autorisée par le Conseil et ordonnancée par le Comité des fonds.

ART. 24. Le Comité des fonds et le trésorier s'assemblent une fois par mois.

ART. 25. Tous les six mois, en septembre et en mars, le Comité des fonds fait, d'office, connaître la situation réelle de la caisse, en indiquant les sommes qui s'y trouvent et celles dont elle est grevée.

Le même Comité présentera au Conseil, dans les premiers mois de l'année, l'inventaire des exemplaires des ouvrages imprimés existant dans le fonds de la Société.

ART. 26. A la fin de l'année, le trésorier présente son compte au Comité des fonds, qui, après l'avoir vérifié, le soumet à l'assemblée générale pour être arrêté et approuvé par elle.

La délibération de l'assemblée générale sert de décharge au trésorier.

La SOCIÉTÉ DE L'HISTOIRE DE FRANCE a été fondée le 21 décembre 1833.

Le Dépôt des publications de la Société est à Paris, rue Jacob, n° 46; il est ouvert pour la vente les mardis et vendredis, de 10 heures à midi.

LISTE DES MEMBRES

DE

LA SOCIÉTÉ DE L'HISTOIRE DE FRANCE

JUILLET 1919.

MM. les Membres de la Société sont priés de vouloir bien faire connaître leurs changements d'adresse à M. Lecestre, trésorier de la Société, rue des Francs-Bourgeois, n° 60, aux Archives nationales.

Les noms précédés d'un astérisque sont ceux des sociétaires qui ont racheté leur cotisation annuelle.

MM.

AGUILLON (Gabriel), [1489], avocat au Conseil d'État et à la Cour de cassation, rue Richempanse, n° 10.

AIX (*Bibliothèque Méjanes*, à), [687], représentée par M. Éd. Aude, conservateur; correspondant, M. Garnier, libraire, à Aix-en-Provence.

AIX (*Bibliothèque de l'Université d'*), [2083], représentée par M. Fleury, bibliothécaire; correspondant, M. Picard, libraire, rue Bonaparte, n° 82.

ALBANY (*New York State Library*, à) (États-Unis), [2373]; correspondant, M. Stechert, libraire, rue de Condé, n° 16.

ALBON (marquis d'), [2562], rue de l'Université, n° 41.

ALGER (*Bibliothèque de l'Université d'*), [2081], représentée par M. Paoli, bibliothécaire; correspondant, M. Le Soudier, libraire, boulevard Saint-Germain, n° 174.

AMBOIX DE LARBONT (général d'), [2453], C. ✱, place Malesherbes, n° 24.

AMSTERDAM (*Bibliothèque de l'Université d'*), [2351], représentée par M. Burger junior, bibliothécaire.

ANGERS (*Bibliothèque de la ville d'*), [2117], représentée par M. le Bibliothécaire; correspondant, M. Siraudeau, libraire, à Angers (Maine-et-Loire).

ANTIQUAIRES DE PICARDIE (*Société des*), [2336], à Amiens, au Musée de Picardie; représentée par M. L. Ledieu, trésorier, à Amiens (Somme), rue Porion, n° 12.

- ARCHIVES NATIONALES** (*Bibliothèque des*), [1147], représentée par M. Ch.-V. Langlois, O. ✱, directeur des Archives; correspondant, M. Picard, libraire, rue Bonaparte, n° 82.
- ARGENSON** (marquis d'), [2335], rue Barbet-de-Jouy, n° 17.
- ATHENÆUM CLUB**, [2168], à Londres, Pall Mall; correspondant, MM. Dulau et C^{ie}, libraires, à Londres, Soho Square, n° 37.
- AUBRY-VITET** (Eugène), [1485], archiviste-paléographe, rue de Varenne, n° 69.
- AUGERD** (lieutenant-colonel Louis), ✱, [2427], à Annecy (Haute-Savoie), boulevard du Lycée, n° 3.
- AVIGNON** (*Musée et Bibliothèque d'*), [645], représentés par M. J. Girard, conservateur; correspondant, M. Dailhe, libraire, à Avignon, place de l'Horloge.
- AVOCATS** (*Bibliothèque de l'ordre des*), à Paris, [720], représentée par M. Boucher, au Palais-de-Justice.
- ***BAGUENAUT DE PUCHESSE** (comte), [1735], docteur ès lettres, membre du Comité des travaux historiques, correspondant de l'Institut, rue de Surène, n° 24, et à Sandillon (Loiret).
- BÂLE** (*Bibliothèque de l'Université de*), [2282], représentée par M. le Dr Chr. Bernoulli; correspondant, M. Picard, libraire, rue Bonaparte, n° 82.
- BALORRE** (comte de), [1950], au château de la Cour, par Saint-Pourçain (Allier).
- BALTIMORE** (*Bibliothèque de « The Johns Hopkins University », à*) (États-Unis), [2531], représentée par M. L. Raney; correspondant, M. Champion, libraire, quai Malaquais, n° 5.
- ***BAPST** (Edmond), [2255], O. ✱, ministre de France en Danemark, au ministère des Affaires étrangères, bureau du départ.
- BARANTE** (baron de), [2193], rue du Général-Foy, n° 22.
- ***BARBEY** (Frédéric), [2401], archiviste-paléographe, à Genève (Suisse), rue des Granges, n° 16; correspondant, M. Picard, libraire, rue Bonaparte, n° 82.
- BARBIER** (Aimé), [2106], à Laval, place de Hercé, n° 33.
- BAUDRILLART** (Mgr Alfred), [2544], membre de l'Académie française, recteur de l'Institut catholique de Paris, rue de Vaugirard, n° 74.
- BAULNY** (de), [1332], ✱, ancien maître des requêtes au Conseil d'État, rue Boissy-d'Anglas, n° 30.
- BAYE** (baron de), [2174], membre de la Société nationale des Antiquaires de France, avenue de la Grande-Armée, n° 58.

BAYONNE (*Bibliothèque de la ville de*), [1407], représentée par M. le Bibliothécaire; correspondant, M. Jérôme, libraire à Bayonne.

BÉARN (M^{me} la comtesse René DE), [2445], rue Saint-Dominique, n° 123.

BEAUCHESNE (marquis Adelstan DE), [2105], avenue Marceau, n° 8.

BEAUVAIS (*Bibliothèque de la ville de*), [2052], représentée par M. P.-A. Boucher, bibliothécaire; correspondant, MM. Hachette et C^o, libraires, boulevard Saint-Germain, n° 79.

BEAUVERGER (baron DE), [1941], boulevard Haussmann, n° 153.

BELLAGUET (Mademoiselle), [2002], rue Bonaparte, n° 68.

BÉNÉDICTINS (*Bibliothèque des RR. PP.*) de l'abbaye de Saint-Wandrille, [2318], à Conques, par Herbeumont (Belgique); correspondant, les Dames Bénédictines, à Paris, rue Monsieur, n° 20.

BERGER (Élie), [1645], *, membre de l'Institut et du Comité des travaux historiques, ancien membre de l'École française de Rome, docteur ès lettres, archiviste honoraire aux Archives nationales, professeur à l'École nationale des chartes, conservateur du Musée Condé, quai d'Orléans, n° 14.

BERKELEY (*Bibliothèque de l'Université de Californie*, à) (États-Unis), [2415], représentée par M. J.-C. Rowell, bibliothécaire; correspondant, M. Stechert, libraire, rue de Condé, n° 16.

BERNARD (Lucien), [1320], à Guéret (Creuse), rue du Prat.

BERNE (*Bibliothèque de la ville de*), [2353], représentée par M. de Müllinen, directeur; correspondant, M. Picard, libraire, rue Bonaparte, n° 82.

***BERNON** (baron J.-A. DE), [1799], avocat à la Cour d'appel de Paris, rue des Saints-Pères, n° 3.

BESANÇON (*Bibliothèque de la ville de*), [1371], représentée par M. G. Gazier, *, bibliothécaire; correspondant, M. Alexandre, libraire, à Besançon (Doubs), Grande-Rue, n° 19.

BESANÇON (*Bibliothèque de l'Université de*), [2055], représentée par M. Prieur, bibliothécaire; correspondant, MM. Marion et C^o, libraires, à Besançon.

***BESSIÈRES** (René), [2603], rue du Faubourg-Poissonnière, n° 155.

BIBLIOTHÈQUE NATIONALE, représentée par M. l'Administrateur général; correspondant, MM. Émile Paul et Guillemain, libraires, rue des Bons-Enfants, n° 28.

BIBLIOTHÈQUES des châteaux de Compiègne, Fontainebleau, Pau et Versailles, [595 à 598].

BIDOIRE, [1499], ancien avocat au Conseil d'État et à la Cour de cassation, rue de Courcelles, n° 38.

- BLACAS** (comte Bertrand DE), [2109], avenue Georges V, n° 33, et au château d'Ussé, par Chinon (Indre-et-Loire).
- BLANC** (Alphonse), [2558], avoué au tribunal civil, à Brioude (Haute-Loire).
- BLÉTRY** (Paul), [1719], ancien auditeur au Conseil d'État, rue de l'Alboni, n° 8.
- BLOIS** (*Bibliothèque de la ville de*), [2288], représentée par M. le Bibliothécaire; correspondant, M. Vannier, libraire, à Blois.
- ***BOISLISLE** (Jean DE), [2463], archiviste-paléographe, avenue de Tourville, n° 1.
- BONNAULT D'HOUE** (baron DE), [2389], archiviste-paléographe, à Compiègne (Oise), place du Château.
- BONNEFON** (Paul), [2305], O. ✱, conservateur à la bibliothèque de l'Arse-
nal, rue Sully, n° 1.
- ***BOPPE** (Auguste), [2123], O. ✱, ministre de France à Pékin, à Nancy (Meurthe-et-Moselle), rue de Toul, n° 74.
- BORDEAUX** (*Bibliothèque de l'Université de*), [2118], représentée par M. Teulié, bibliothécaire; correspondant, M. Klincksieck, libraire, rue de Lille, n° 11.
- BOSTON** (*Bibliothèque publique de la ville de*) (États-Unis), [2235], représentée par M. H.-G. Wadlin, bibliothécaire; correspondant, M. Terquem, libraire, rue Scribe, n° 19.
- BOSTON** (*Bibliothèque du Boston Athenæum*, à) (États-Unis), [2598]; correspondant, M. Brentano's, rue Coëtlogon, n° 5.
- BOULAY DE LA MEURTHE** (comte Alfred), [1656], rue de Villersexel, n° 7.
- BOURGES** (*Bibliothèque de la ville de*), [2371], représentée par M. Jean Béreux, bibliothécaire; correspondant, M. Léon Renaud, libraire, à Bourges (Cher), rue Moyenne, n° 12.
- ***BOURRILLY** (V.-L.), [2488], docteur ès lettres, professeur à la Faculté des lettres d'Aix-Marseille, à Sainte-Marthe (Bouches-du-Rhône), boulevard Anatole de la Forge, n° 13.
- ***BOUSQUET** (Henri), [2582], boulevard Raspail, n° 284.
- BROGLIE** (prince Emmanuel DE), [2233], rue de Solferino, n° 10.
- BROGLIE** (prince François DE), [2429], ancien officier d'état-major, rue de la Bienfaisance, n° 39.
- BRUEL** (Alexandre), [2146], ✱, membre du Comité des travaux historiques, chef de section honoraire aux Archives nationales, rue Delambre, n° 17.

- BRUXELLES** (*Bibliothèque de S. M. le roi des Belges*, à), [2568], rue de la Régence, n° 2, représentée par M. Schweisthal, bibliothécaire; correspondant, M. Dewit, libraire, rue de Rennes, n° 117.
- BRUXELLES** (*Bibliothèque royale de Belgique*, à), [2346], représentée par M. Stainier, conservateur en chef; correspondant, M. Champion, libraire, quai Malaquais, n° 5.
- BULTEAU** (M^{me}), [2512], ✱, rue Alfred de Vigny, n° 20.
- CAEN** (*Bibliothèque de la ville de*), [1014], représentée par M. Sauvage, bibliothécaire; correspondant, M. Picard, libraire, rue Bonaparte, n° 82.
- CAEN** (*Bibliothèque de l'Université de*), [2078], représentée par M. Bonnet, bibliothécaire; correspondant, M. Le Soudier, libraire, boulevard Saint-Germain, n° 174.
- CAHORS** (*Bibliothèque de la ville de*), [2289], représentée par M. Palame, bibliothécaire; correspondant, M. Girma, libraire, à Cahors (Lot).
- CAIX DE SAINT-AYMOUR** (comte DE), [2606], boulevard Pereire, n° 198.
- CAMBRIDGE** (*Bibliothèque de l'Université de*), [2169], à Cambridge (Angleterre), représentée par M. Jenkinson, bibliothécaire en chef; correspondant, MM. Dulau et C^{ie}, libraires, à Londres, Soho Square, n° 37.
- CASENAVE** (Maurice), [2274], ✱, ministre plénipotentiaire, avenue Malakoff, n° 87.
- ***CASTÉJA** (comte Stanislas DE), [2494], avenue de Friedland, n° 22.
- CASTELLANE** (M^{me} la comtesse Jean DE), [2444], avenue Bosquet, n° 12 bis.
- CELIER** (comte Léonce), [2582], archiviste aux Archives nationales, avenue de Breteuil, n° 70.
- CHABANNES** (comte Henri DE), [2220], à Lyon (Rhône), place Bellecour, n° 30.
- CHABRILLAN** (comte Aynard DE), [2388], rue Christophe-Colomb, n° 8.
- CHALANDON** (Ferdinand), [2470], archiviste-paléographe, ancien membre de l'École française de Rome, boulevard de la Tour-Maubourg, n° 19.
- CHAMBRE DES DÉPUTÉS** (*Bibliothèque de la*), [1660], représentée par M. Chervet, bibliothécaire; correspondant, M. Le Soudier, libraire, boulevard Saint-Germain, n° 174.
- CHAMPION** (Édouard), [2569], libraire-éditeur, quai Malaquais, n° 5.
- CHARPIN-FEUGEROLLES** (comte DE), [2265], rue Francisque-Sarcey, n° 5, et au château de Feugerolles, par le Chambon (Loire).
- CHARTRES** (*Bibliothèque de la ville de*), [1516], représentée par M. le Bibliothécaire; correspondant, M. Lester, libraire, à Chartres.

- ***CHARVÉRIAT** (Émile), [2436], rue du Regard, n° 1.
- CHÂTEAUDUN** (*Bibliothèque de la ville de*), [1855], représentée par M. A. Lacoste, bibliothécaire; correspondant, M. H. Laurens, libraire, rue de Tournon, n° 6.
- CHÂTEAU-GONTIER** (*Bibliothèque de la ville de*), [2180], représentée par M. Buchard, bibliothécaire.
- CHÂTEAURoux** (*Bibliothèque de la ville de*), [2224], représentée par M. Lelong, bibliothécaire; correspondant, M. Pichon, libraire, à Châteauroux.
- CHAYANE DE DALMASSY**, [2154], lieutenant-colonel au 5^e régiment de cuirassiers, à Asnières (Seine), avenue La Lauzière, n° 8.
- CHAZELLES** (Étienne DE), [1863], ancien préfet, rue de Varenne, n° 58, et au château de la Canière, par Aigueperse (Puy-de-Dôme).
- CHEVALIER** (M^{me} Raymond), [2602], rue de Rivoli, n° 216.
- CHÉVRIER** (Jacques), [2442], rue de Téhéran, n° 13.
- CHICAGO** (*Bibliothèque de l'University of Press*, à) (États-Unis), [2542], Ellis Avenue, n° 5750; correspondant, M. Champion, libraire, quai Malaquais, n° 5.
- CHICAGO** (*Newberry Library*, à) (États-Unis), [2238], représentée par M. Chatten Carlton, bibliothécaire; correspondant, M. Terquem, libraire, rue Scribe, n° 19.
- CLERMONT-FERRAND** (*Bibliothèque de la ville et de l'Université de*), [1937], représentée par M. J. Laude, bibliothécaire, avenue Chartras, n° 20; correspondant, M. Delaunay, libraire, à Clermont-Ferrand.
- COCHIN** (baron Denys), [2600], membre de l'Académie française, ancien ministre d'État, rue de Babylone, n° 51.
- COCHIN** (Henry), [2054], ancien député, quai d'Orsay, n° 23; correspondant, M. Chevalier, libraire, rue Saint-Jacques, n° 71.
- COLMAR** (*Bibliothèque de la ville de*), [2578]; correspondant, M. Hüffel, libraire, à Colmar.
- CONDÉ** (*Bibliothèque du Musée*), [2332], représentée par M. Macon, *, conservateur adjoint, à Chantilly (Oise); correspondant, M. Champion, libraire, quai Malaquais, n° 5.
- CONTADES** (comte Gaston DE), [2605], rue Saint-Dominique, n° 35.
- ***CONTÉ** (Maurice), [2315], à Nice (Alpes-Maritimes), rue Rossini, n° 19.
- CONTENSON** (baron Ludovic DE), [2399], ancien officier d'état-major, avenue Montaigne, n° 53.
- COPENHAGUE** (*Bibliothèque royale de*), [2291], représentée par M. H.-O.

Lange, directeur; correspondant, M. Lamotte, libraire, rue de l'Antienne-Comédie, n° 11.

***COUDERC** (Camille), [2425], archiviste-paléographe, conservateur adjoint à la Bibliothèque nationale, rue de Harlay, n° 20.

***COURCEL** (baron DE), [2133], G. C. ✱, sénateur, ancien ambassadeur, membre de l'Institut, boulevard du Montparnasse, n° 10.

COURCIVAL (M^{me} la marquise DE), [2469], rue de Bellechasse, n° 46.

COURTEAULT (Henri), [2249], conservateur adjoint aux Archives nationales, rue Denis-Poisson, n° 7.

COVILLE (Alfred), [2163], O. ✱, archiviste-paléographe, docteur ès lettres, directeur au ministère de l'Instruction publique, rue des Vignes, n° 58.

CRESSON (Paul), [2400], avocat à la Cour d'appel de Paris, avenue du Coq, n° 6.

CROÿ-SOLRE (prince Étienne DE), [2452], à Paris, rue Jean Goujon, n° 8, et au château du Rœulx (Belgique, province de Hainaut); représenté par M. Piérard, administrateur des propriétés, au Rœulx.

DAGUIN (Fernand), [1726], ✱, docteur en droit, avocat à la Cour d'appel de Paris, secrétaire général de la Société de législation comparée, rue de l'Université, n° 29.

***D'ALLEMAGNE** (Henri), [2121], ✱, archiviste-paléographe, bibliothécaire honoraire à la Bibliothèque de l'Arsenal, membre de la Société nationale des Antiquaires de France et de la Société des Bibliophiles français, rue des Mathurins, n° 30.

DARESTE (Pierre), [2537], ancien avocat à la Cour de cassation, à Bellevue (Seine-et-Oise), rue du Bassin, n° 3.

DAUMET (François), [2607], boulevard Raspail, n° 87.

DAVANNE, [1901], conservateur honoraire à la bibliothèque Sainte-Geneviève, rue des Petits-Champs, n° 82.

DEDOUVRES (l'abbé Louis), [2382], docteur ès lettres, professeur aux Facultés catholiques d'Angers, à Beaulieu (Maine-et-Loire).

***DELABORDE** (comte Henri-François), [1912], ✱, membre de l'Institut et de la Société nationale des Antiquaires de France, sous-chef de section honoraire aux Archives nationales, ancien membre de l'École française de Rome, professeur à l'École nationale des chartes, rue de Phalsbourg, n° 14.

***DELACHENAL** (Roland), [2197], archiviste-paléographe, rue de Babylone, n° 4.

DELAUVAUD (Louis), [2272], O. ✱, ministre de France à Stockholm, rue La Boétie, n° 85.

***DÉPINAY** (J.), [2200], ✱, ancien notaire, boulevard Haussmann, n° 153.

* **DES FORTS** (Philippe **FEUGÈRE**), [2221], ✱, archiviste-paléographe, rue de Sèvres, n° 29.

DESJOYEUX (Claude-Noël), [2508], rue du Bac, n° 108.

DES MÉLOIZES (marquis), [2518], à Bourges, rue Jacques-Cœur, n° 18.

DESPRAS (Pierre), [2466], archiviste-paléographe, attaché à la questure du Sénat, rue Cernuschi, n° 6.

DES RÉAULX (marquis), [2378], rue de Grenelle, n° 81, et au château d'Eurville (Haute-Marne).

DES ROYS (M^{me} la marquise), [2591], rue de Chaillot, n° 69.

DIEPPE (*Bibliothèque de la ville de*), [1054], représentée par M. le directeur; correspondant, M. Le Tremble, libraire, à Dieppe (Seine-Inférieure), Grande-Rue, n° 156.

* **DIGARD** (Georges), [2097], archiviste-paléographe, ancien membre de l'École française de Rome, professeur à l'Institut catholique de Paris, à Versailles (Seine-et-Oise), rue Maurepas, n° 41.

DIJON (*Bibliothèque de la ville de*), [1279], représentée par M. Oursel, bibliothécaire; correspondant, M. L. Groffier, libraire, à Dijon (Côte-d'Or), place du Théâtre, n° 10.

DIJON (*Bibliothèque de l'Université de*), [2080], représentée par M. Ballard, bibliothécaire.

DOREZ (Léon), [2306], archiviste-paléographe, ancien membre de l'École française de Rome, bibliothécaire à la Bibliothèque nationale, rue Littré, n° 10.

DOUDEAUVILLE (M^{me} la duchesse de), [2498], rue de Varenne, n° 47.

DOWNSIDE ABBEY (*Bibliothèque de*), [2573], à Stratton-on-the-Fosse, près Bath (Somerset, Angleterre), représentée par le R. P. Bibliothécaire; correspondant, M. Picard, libraire, rue Bonaparte, n° 82.

DOYON (Pierre), [2549], rue Boissière, n° 26.

DULAU et C^{ie}, [2129], libraires, à Londres, Soho Square, n° 37; correspondant, M. Le Soudier, libraire, boulevard Saint-Germain, n° 174.

DUMAINE (M^{me} Charles), [2467], rue d'Alésia, n° 113.

DU PONT (comte), [1977], rue du Regard, n° 5.

* **DUPONT-FERRIER** (Gustave), [2465], archiviste-paléographe, docteur ès lettres, professeur à l'École nationale des chartes, rue Gay-Lussac, n° 28.

DURRIEU (comte Paul), [1873], ✱, archiviste-paléographe, membre de l'Institut, de la Société nationale des Antiquaires de France et du Comité des travaux historiques, ancien membre de l'École française de Rome, conservateur honoraire au musée du Louvre, avenue de Malakoff, n° 74.

ÉCOLE DES HAUTES ÉTUDES (*Bibliothèque de l'*), [2126], à la Sorbonne; correspondant, M. Picard, libraire, rue Bonaparte, n° 82.

ÉCOLE DES HAUTES ÉTUDES DE SAINT-AUBIN (l'), [2189], à Angers (Maine-et-Loire), rue Donadieu de Puycharic, n° 22, représentée par Mgr H. Pasquier, docteur ès lettres, directeur.

ÉCOLE FRANÇAISE DE ROME (l'), [2298], représentée par Mgr Duchesne, C. ✱, membre de l'Académie française et de l'Académie des inscriptions et belles-lettres, directeur de l'École, au palais Farnèse, à Rome; correspondant, M. Fontemoing, libraire, rue Médicis, n° 1.

ÉCOLE NATIONALE DES CHARTES (l'), [1703], représentée par M. Maurice Prou, ✱, directeur de l'École, rue de la Sorbonne, n° 19; correspondant, M. Picard, libraire, rue Bonaparte, n° 82.

ÉCOLE NORMALE SUPÉRIEURE (l'), [1617], représentée par M. E. Lavis, G. C. ✱, directeur de l'École, rue d'Ulm, n° 45; correspondant, M. Klincksieck, libraire, rue de Lille, n° 11.

ÉDIMBOURG (*Signet library*, à) (Écosse), [2171], représentée par M. J. Minto, bibliothécaire; correspondant, MM. Dulau et C^{ie}, libraires, à Londres, Soho square, n° 37.

* ÉPERNAY (*Bibliothèque de la ville d'*), [1474], représentée par M. Griveau, bibliothécaire.

ESNEVAL (baron d'), [1942], au château d'Acquigny (Eure).

ETCHEGOYEN (comte G. d'), [2424], rue de Babylone, n° 51, et à Ismaïlia (Égypte).

ÉTUDES (*Bibliothèque des*), revue fondée par les RR. PP. Jésuites, [2317], place Saint-François-Xavier, n° 5.

* EU (S. A. R. Mgr le comte d'), [2421], à Boulogne-sur-Seine (Seine), boulevard de Boulogne, n° 7.

EURE (*Société libre d'agriculture, sciences, arts et belles-lettres du département de l'*), [1770], représentée par M. Albert Doucerain, secrétaire perpétuel, à Évreux (Eure), rue de la Banque, n° 12.

FALCON DE LONGEVIALLE (Louis), [2275], au château de Vaurenard, à Gleizé, par Villefranche (Rhône).

FELS (comte FRISCH DE), [2368], rue du Faubourg-Saint-Honoré, n° 135.

* FÉNAILLE (Maurice), [2599], rue de l'Élysée, n° 14.

FIRINO (Roger), [1785], ancien député, avenue Montaigne, n° 3.

FLORENCE (*Bibliothèque nationale de*) (Italie), [2522], représentée par M. Seeber, libraire à Florence; correspondant, M. Le Soudier, boulevard Saint-Germain, n° 174.

* FLORIAN (comte Xavier DE), [2075], rue Royale, n° 8.

- FONTENILLES** (DE LA ROCHE, marquis DE), [1436], rue du Bac, n° 44.
- FRAISSINET** (Albert-Georges), [2376], armateur, à Marseille (Bouches-du-Rhône), promenade de la Corniche, n° 337.
- FRAISSINET** (Alfred), [1996], gérant de la Compagnie Marseillaise de navigation, à Marseille (Bouches-du-Rhône), place de la Bourse, n° 6.
- FRÉMY** (comte Elphège), [2472], archiviste-paléographe, rue Casimir-Périer, n° 11 *bis*.
- FRÉMY** (comte René), [2005], rue Casimir-Périer, n° 11 *bis*.
- FRIBOURG** (*Bibliothèque cantonale et universitaire de*) (Suisse), [2482], représentée par M. Max de Diesbach, directeur; correspondant, M. Gamber, libraire, rue Danton, n° 7.
- FROMAGEOT** (Henri), [2214], ✱, avocat à la Cour d'appel de Paris, au Chesnay (Seine-et-Oise), avenue de l'Église, n° 6.
- FROMENT** (Albert), [2457], archiviste-paléographe, boulevard Raspail, n° 129.
- FUNCK-BRENTANO** (Frantz), [2234], ✱, archiviste-paléographe, bibliothécaire à la bibliothèque de l'Arsenal, à Montfermeil (Seine-et-Oise), rue Delagarde, n° 61.
- GAIL** (baron Jean DE), [2604], O. ✱, colonel du 4^e régiment de cuirassiers, avenue des Champs-Élysées, n° 102.
- GALARD** (marquis DE), [2438], au château de Captan, par Saint-Sever-sur-l'Adour (Landes).
- GALLAVRESI** (Giuseppe), [2519], professeur à l'Académie royale, à Milan (Italie), via del Monte Napoleone, n° 28.
- GENÈVE** (*Bibliothèque publique de la ville de*), [1821], représentée par M. F. Gardy, directeur.
- GERMINY** (comte Robert DE), [2526], rue Paul-Baudry, n° 8.
- GERMON** (Louis DE), [2007], au château de Labatut, par Maubourguet (Hautes-Pyrénées); correspondant, M. Picard, libraire, rue Bonaparte, n° 82.
- GOMEL** (Charles), [1025], ✱, ancien maître des requêtes au Conseil d'État, rue de la Ville-l'Évêque, n° 1.
- GONSE** (Henri), [2460], rue Alfred-de-Vigny, n° 20.
- GONTAUT-BIRON** (comte Théodore DE), [2061], rue de Varenne, n° 45.
- GRAND** (Roger), [2339], archiviste-paléographe, professeur à l'École nationale des chartes, ancien archiviste du Cantal, à Kerverho-en-Arradon (Morbihan).
- GREENWICH** (*Bibliothèque de la Rosemary Hall School*, à) (Connecticut,

- États-Unis), [2539], représentée par Miss Ruutz Rees, directrice; correspondant, M. Champion, libraire, quai Malaquais, n° 5.
- GRENOBLE (*Bibliothèque de la ville de*), [948], représentée par M. le Bibliothécaire; correspondant, M. J. Rey, libraire, à Grenoble (Isère), Grande-Rue, n° 23.
- GRENOBLE (*Bibliothèque de l'Université de*), [1976], représentée par M. Nicaud, conservateur; correspondant, M. J. Rey, libraire, à Grenoble, Grande-Rue, n° 23.
- GRISSELLE (abbé), [2525], docteur ès lettres, à Sèvres (Seine-et-Oise), rue des Fontaines, n° 3.
- GUÉBIN (P.), [2580], boulevard Pereire, n° 235.
- GUERRE (*Bibliothèque du ministère de la*), [2361], représentée par M. Tuetey, bibliothécaire; correspondant, M. Fournier, libraire, boulevard Saint-Germain, n° 264.
- * GUILHIERMOZ (Paul), [1994], archiviste-paléographe, bibliothécaire honoraire à la Bibliothèque nationale, quai Voltaire, n° 5.
- GUILLAUME (Joseph), [2162], archiviste-paléographe, professeur aux Facultés catholiques de Lille, avenue de Breteuil, n° 54.
- GUISE (Mgr le duc de), [2543], château du Nouvion-en-Thiérache (Aisne); correspondant, M. Pallu de Lessert, rue de Vaugirard, n° 23.
- HANOTAUX (Gabriel), [2285], O. ✱, archiviste-paléographe, membre de l'Académie française, ancien ministre, avenue Hoche, n° 4.
- HANOTEAU (capitaine Jean), [2530], cité Vaneau, n° 14.
- HANQUEZ (Rodolphe), [990], ancien procureur de la République, à Noyon (Oise).
- HAUTE-GARONNE (*Archives du département de la*), [2069], à Toulouse, représentées par M. Pasquier, archiviste; correspondant, M. Privat, libraire, à Toulouse (Haute-Garonne), rue des Arts, n° 14.
- HAVRE (*Bibliothèque de la ville du*), [1193], représentée par M. Millot, bibliothécaire; correspondant, M^{me} veuve Dombre, libraire, au Havre (Seine-Inférieure).
- HELSINGFORS (*Bibliothèque de l'Université de*) (Finlande), [2349], représentée par M. W. Bolin, bibliothécaire; correspondant, M. Gaulon, rue Madame, n° 39.
- HÉRAULT (Alfred), [1479], G. O. ✱, premier président honoraire de la Cour des comptes, ancien sous-secrétaire d'État au ministère des Finances, boulevard Haussmann, n° 154.
- HODJES, [2172], libraire, à Dublin (Irlande); correspondant, MM. Dulau et C^{ie}, libraires, à Londres, Soho Square, n° 37.

HOMBERG (Octave), [2430], secrétaire d'ambassade, place des États-Unis, n° 18.

HOUEBINE (l'abbé), [2320], professeur d'histoire au collège de Combrée (Maine-et-Loire).

* HYDE (James-H.), [2515], O. ✱, rue Adolphe-Yvon, n° 18.

* IMBART DE LA TOUR (Pierre), [2545], docteur ès lettres, membre de l'Institut, avenue Marceau, n° 25.

INSTITUT DE FRANCE (*Bibliothèque de l'*), [2394], quai Conti, n° 23, représentée par M. Dehérein, bibliothécaire; correspondant, M. A. Picard, libraire, rue Bonaparte, n° 82.

INSTITUT CATHOLIQUE DE PARIS (*Bibliothèque de l'*), [2207], représentée par M. l'abbé Langlois, bibliothécaire, rue de Vaugirard, n° 74; correspondant, le Syndicat de l'Enseignement libre, rue Madame, n° 49.

IOWA (*Bibliothèque de l'Université d'*), à Iowa-City (États-Unis), [2552], représentée par M. Malcolm-G. Wyer, bibliothécaire; correspondant, M. Champion, libraire, quai Malaquais, n° 5.

ITHACA (*Cornell University's library*, à) (État de New-York), [2379], représentée par M. G.-W. Harris, bibliothécaire; correspondant, M. Stechert, libraire, rue de Condé, n° 16.

JARRY (Eugène), [2355], archiviste-paléographe, à Orléans (Loiret), place de l'Étape, n° 8.

* JORDAN (Édouard), [2595], professeur à la Faculté des lettres de l'Université de Paris, rue de Varenne, n° 48.

JOUSSELIN (Fernand), [2426], villa Guibert, rue de la Tour, n° 83.

KERGORLAY (comte Jean DE), [2213], rue Mesnil, n° 6.

KERMAINGANT (P. DE), [1753], ✱, avenue des Champs-Élysées, n° 102.

KERMOYSAN (vicomte DE), [2410], à Vitré (Ille-et-Vilaine), hôtel Lantivy.

LA BATUT (Guy DE), [2548], élève de l'École des chartes, avenue Kléber, n° 67.

LABORDE (comte Alexandre DE), [2454], O. ✱, membre de l'Institut, président de la Société des Bibliophiles français, boulevard de Courcelles, n° 81.

LA CAILLE (Gaston), [2018], ✱, ancien magistrat, boulevard Malesherbes, n° 50.

LA CHAISE (Eugène-A.), ✱ [2073], rue Joubert, n° 39.

LACOMBE (Paul), ✱ [2435], bibliothécaire honoraire à la Bibliothèque nationale, rue de Moscou, n° 5.

LA FERRONNAYS (marquis DE), [2501], député, rue de Chaillot, n° 40.

LA FONTAINE (Georges DE), [2404], avenue de Messine, n° 26.

LA FORCE (duc DE), [2500], rue Pierre-Charron, n° 55.

LA HAYE (*Bibliothèque royale de*), [2313], représentée par M. le docteur W.-G.-C. Byvanck, bibliothécaire; correspondant, MM. Van Stockum, libraires, à la Haye (Hollande), Buitenhof, n° 36.

L'AIGLE (M^{me} la marquise DE), [2219], membre de la Société des Bibliophiles français, rue d'Astorg, n° 12.

LAIR (M^{me} Jules), [2456], rue Bossuet, n° 8.

* LA MORANDIÈRE (Gabriel DE), [2017], rue de Lille, n° 83.

LANGLOIS (Charles-Victor), [2565], O. ✱, membre de l'Institut et du Comité des travaux historiques, docteur ès lettres, directeur des Archives, rue des Francs-Bourgeois, n° 60.

LANGLOIS (Ludovic), [2449], notaire honoraire, rue Dupont-des-Loges, n° 8.

* LAPIERRE (l'abbé), [2331], chanoine honoraire de Meaux, à Saint-Mandé (Seine), rue Sacrot, n° 1, villa Marcès.

LA ROCHE-AYMON (M^{me} la comtesse Alard DE), [2160], rue de Varenne, n° 72.

LA ROCHEFOUCAULD (comte Aimery DE), [1949], rue de l'Université, n° 93.

* LA ROCHEFOUCAULD (comte Xavier DE), [2405], rue de Lisbonne, n° 49.

LA ROCHEFOUCAULD (M^{me} la comtesse Gabriel DE), [2473], rue Murillo, n° 8.

* LA RONCIÈRE (Ch. BOUREL DE), [2553], ✱, archiviste-paléographe, ancien membre de l'École française de Rome, conservateur du département des imprimés à la Bibliothèque nationale, membre du Comité des travaux historiques, rue Jacob, n° 46.

LASTEYRIE (comte Charles DE), [2476], ✱, archiviste-paléographe, ancien inspecteur des finances, professeur à l'École des sciences politiques, rue Bayard, n° 4.

LAUER (Ph.), [2243], archiviste-paléographe, docteur ès lettres, membre de la Société nationale des Antiquaires de France, bibliothécaire à la Bibliothèque nationale, boulevard Jules-Sandeau, n° 25.

LAURENS (H.), [2124], libraire-éditeur, rue de Tournon, n° 6.

LAUSANNE (*Bibliothèque cantonale et universitaire de*), [2477], représentée par M. Louis Dupraz, directeur; correspondant, MM. Grund et Maguet, libraires, rue Mazarine, n° 9.

LAVAL (*Bibliothèque de la ville de*), [1852], représentée par M. Cahour, bibliothécaire; correspondant, MM. Larchon et Ernouf, rue Soufflot, n° 24.

LAVISSE (Ernest), [1582], G. C. ✱, membre de l'Académie française, directeur de l'École normale supérieure, rue de Médicis, n° 5.

- LAVOLLÉE (Robert), [2407], archiviste-paléographe, rue Christophe-Colomb, n° 16.
- *LECESTRE (Léon), [2112], archiviste honoraire aux Archives nationales, rue Saint-Sulpice, n° 18.
- *LEFÉBURE (Paul), [2383], rue de Logelbach, n° 7.
- LEFÈVRE-PONTALIS (Germain), [2019], archiviste-paléographe, secrétaire d'ambassade, rue du Faubourg-Saint-Honoré, n° 118.
- *LELONG (Eugène), [2085], archiviste-paléographe, avocat à la Cour d'appel d'Angers, membre du Comité des travaux historiques, chargé de cours à l'École nationale des chartes et à la Faculté de droit, rue Monge, n° 59, et à Angers (Maine-et-Loire), rue Desjardins, n° 9.
- *LEMAÎTRE (Henri), [2409], archiviste-paléographe, bibliothécaire à la Bibliothèque nationale, rue Guénégaud, n° 11.
- LEMOISNE (Paul-André), [2567], archiviste-paléographe, bibliothécaire à la Bibliothèque nationale, rue de l'Université, n° 91.
- LE SÉNÉCAL (Julien), [2579], à Caen, rue des Chanoines, n° 18.
- *LE Sourd (Auguste), [2367], archiviste-paléographe, à Saint-Maurice, par Baix (Ardèche).
- LÉVIS (marquis DE), [2179], rue de Lille, n° 121.
- LÉVIS-MIREPOIX (duc DE), [2583], au château de Lérans (Ariège); correspondant, M. Olive, régisseur.
- LÉVY (Raphaël-Georges), [1808], O. ✱, membre de l'Institut, rue de Noisiel, n° 3.
- *L'HORME (baron DE), [2516], au château de Bussièrès-lès-Belmont (Haute-Marne).
- LIÈGE (*Bibliothèque de l'Université de*), [2348], représentée par M. Delmer, bibliothécaire; correspondant, M. Béranger, libraire, rue des Saints-Pères, n° 15.
- LIGNE (prince DE), [2479], rue de Babylone, n° 32, et au château de Belœil, province de Hainaut (Belgique).
- LIGUGÉ (*Bibliothèque des RR. PP. Bénédictins de l'abbaye de*), [2280], à Chevetogne, par Leignon (Belgique, province de Namur), représentée par Dom Léopold Gaugain, abbé; correspondant, M. Picard, libraire, rue Bonaparte, n° 82.
- LILLE (*Bibliothèque de l'Université de*), [2079], représentée par M. Vanycke, bibliothécaire.
- LILLE (*Bibliothèque des Facultés catholiques de*), [1854], représentée par M. l'abbé Dubrulle, bibliothécaire, à Lille, boulevard Vauban, n° 60.
- LIMOGES (*Bibliothèque de la ville de*), [1908], représentée par M. Caillet,

- bibliothécaire; correspondant, MM. Ducourtieux et Gout, libraires, à Limoges, rue des Arènes, n° 7.
- LONDON LIBRARY, [2271], à Londres, Saint-James's square, représentée par M. Hagberg Wright, secrétaire.
- LONDRES (*Inner Temple library*, à) (Angleterre), [2170], représentée par M. Latton Pickering, bibliothécaire; correspondant, MM. Dulau et C^{ie}, libraires, à Londres, Soho square, n° 37.
- LONDRES (*Bibliothèque du Public Record Office*, à), [2483], représentée par M. Théodore Craib, bibliothécaire; correspondant, M. David Nutt, libraire, à Londres, Shaftesbury Avenue, n° 212.
- LONDRES (*Bibliothèque de la Chambre des communes*, à), [2588]; correspondant, M. David Nutt, libraire, à Londres, Shaftesbury Avenue, n° 212.
- LORIÈRE (Ed. DE), [2323], ancien officier de cavalerie, au Moulin-Vieux, par Avoise (Sarthe).
- LOUIS-LUCAS (Paul), [1970], professeur à la Faculté de droit de Dijon, à Dijon (Côte-d'Or), boulevard Carnot, n° 2.
- LOUVAIN (*Bibliothèque de l'Université catholique de*) (Belgique), [812], représentée par M. Paul Delannoy, bibliothécaire; correspondant, M. Picard, libraire, rue Bonaparte, n° 82.
- LOUVAIN (*Bibliothèque du collège philosophique et théologique de*) (Belgique), [2559], représentée par M. de Ghellinck, bibliothécaire, à Louvain, rue des Récollets, n° 11; correspondant, M. Champion, libraire, quai Malaquais, n° 5.
- LUGAGNE (Charles), [2250], ancien sous-préfet, à Lodève (Hérault).
- LUPPÉ (marquis DE), [2309], *, membre de la Société des Bibliophiles français, rue Barbet-de-Jouy, n° 29.
- LYON (Ernest), [2504], archiviste-paléographe, avocat à la Cour d'appel, rue de Courcelles, n° 87.
- LYON (*Bibliothèque de l'Université de*), [1998], quai Claude-Bernard, n° 18, représentée par M. Dreyfus, bibliothécaire; correspondant, M. Picard, libraire, rue Bonaparte, n° 82.
- LYON (*Grande bibliothèque de la ville de*), [2211], représentée par M. R. Cantinelli, bibliothécaire en chef; correspondant, M. Georg, libraire, à Lyon.
- LYON (*Bibliothèque des Facultés catholiques de*), [1851], représentée par M. L. Bernard, secrétaire, à Lyon (Rhône), rue du Plat, n° 25.
- * MAGNE (Napoléon), [2165], ancien député, avenue Montaigne, n° 31.
- MANCHESTER (*John Rylands library*, à) (Angleterre), [2326], représentée par M. H. Guppy, bibliothécaire; correspondant, M. David Nutt, libraire, à Londres, Shaftesbury Avenue, n° 212.

MANCHESTER (*Bibliothèque de l'Université Victoria*, à) (Angleterre), [2491], représentée par M. Ch. Leigh, bibliothécaire; correspondant, M. Croville-Morand, libraire, rue de la Sorbonne.

* **MANDROT** (B. DE), [2218], archiviste-paléographe, avenue du Président-Wilson, n° 42.

MANS (*Bibliothèque de la ville du*), [1696], représentée par M. le Conservateur; correspondant, M. Gaulon, libraire, rue Madame, n° 39.

MANTES (*Bibliothèque de la ville de*), [1295], représentée par M. le Maire.

* **MARCHAND** (l'abbé Ch.), [2212], docteur ès lettres, professeur aux Facultés catholiques d'Angers, à Angers (Maine-et-Loire), rue de l'Esvière, n° 3.

MAREUSE (Edgard), [1902], boulevard Haussmann, n° 81.

MARGUERIE (René), [1664], C. ✱, président honoraire du Conseil d'État, cité Martignac, n° 6.

MARINE (*Bibliothèque centrale du ministère de la*), [1102], rue Royale, n° 2; correspondant, M. Berger-Levrault, libraire, boulevard Saint-Germain, n° 229.

MARSEILLE (*Bibliothèque de la ville de*), [1684], représentée par M. le Bibliothécaire; correspondant, M. Laffitte, libraire, boulevard du Musée, à Marseille.

MARTINET (comte André), [2284], boulevard de La Tour-Maubourg, n° 22.

MAZARINE (*Bibliothèque*), [767], représentée par M. de Porto-Riche, O. ✱, administrateur, quai Conti, n° 21; correspondant, MM. Sandoz et Fischbacher, libraires, rue de Seine, n° 33.

MÉLY (F. DE), [2096], membre de la Société nationale des Antiquaires de France, rue La Trémoille, n° 26, et au Mesnil-Germain (Calvados).

MEYNIAL (Édouard), [2375], professeur à la Faculté de droit de Paris, à Versailles, avenue de Saint-Cloud, n° 85.

MICHIGAN (*Bibliothèque de l'Université de*), [2566], à Ann Arbor (États-Unis d'Amérique); correspondant, M. Terquem, libraire, rue Scribe, n° 19.

MILAN (*Bibliothèque nationale de la Brera*, à), [2480], représentée par M. Carta, bibliothécaire en chef; correspondant, MM. Bocca frères, libraires à Milan, corso Vittorio Emanuele, n° 21.

MIMEREL, [2263], avocat au Conseil d'État et à la Cour de cassation, boulevard Saint-Germain, n° 205.

MIROT (Léon), [2374], ancien membre de l'École française de Rome, membre de la Société nationale des Antiquaires de France, archiviste principal aux Archives nationales, à Versailles, rue Royale, n° 75.

MONACO (*Bibliothèque du palais de*), [2254], représentée par M. le chanoine de Villeneuve, conservateur.

MONACO (*Bibliothèque de la ville de*), [2524], représentée par M. Labande, conservateur; correspondant, M. Champion, libraire, quai Malaquais, n° 5.

MONSTIERS-MÉRINVILLE (marquis **DES**), [1989], au château du Fraisse, par Mézières-sur-Issoir (Haute-Vienne).

MONTALIVET (comte Georges **DE**), [1805], avenue Montaigne, n° 53.

MONTESQUIEU (baron Roger **DE**), [2437], avenue Victor-Hugo, n° 37, et château d'Ouilly, par Brandon (Saône-et-Loire).

MONTMORAND (vicomte **DE**), [2586], rue de Lubeck, n° 31.

MONTPELLIER (*Bibliothèque de l'Université de*), [2045], représentée par M. Henri Bel, bibliothécaire; correspondant, M. Champion, libraire, quai Malaquais, n° 5.

MONTRÉAL (*Bibliothèque de Saint-Sulpice*, à) (Canada), [2574], représentée par M. Egidius Fauteux, bibliothécaire; correspondant, M. Picard, libraire, rue Bonaparte, n° 82.

***MORANVILLÉ** (Henri), [1047], archiviste-paléographe, bibliothécaire honoraire à la Bibliothèque nationale, boulevard Pereire, n° 112.

MOSCOU (*Bibliothèque de l'Alliance française*, à) (Russie), [2577], Pretchistenka Gagarinski, n° 23; correspondant, M. Champion, libraire, quai Malaquais, n° 5.

MOULINS (*Bibliothèque de la ville de*), [1365], représentée par M. E. Maquet, bibliothécaire; correspondant, M. Brosset, libraire, à Moulins (Allier), rue d'Allier.

MOULINS (*Bibliothèque de l'ordre des avocats de*), [1504], représentée par M. Boyron, trésorier du barreau de Moulins; correspondant, M. Grégoire, libraire, à Moulins (Allier), rue François-Péron, n° 2.

MUN (comte Gabriel **DE**), [2474], archiviste-paléographe, avenue Marceau, n° 4.

MUSSY (le R. P. Henry **GUÉNEAU DE**), [2596], des Dominicains enseignants, rue de l'Abbaye, n° 13.

NADAILLAC (comte J. **DE**), [2418], avenue Bosquet, n° 15.

NANCY (*Bibliothèque de la ville de*), [850], représentée par M. Favier, conservateur; correspondant, M. V. Berger, libraire, à Nancy, rue Saint-Georges, n° 13.

NANCY (*Bibliothèque de l'Université de*), [2062], représentée par M. Dumont; correspondant, M. Berger-Levrault, libraire, rue des Beaux-Arts, n° 5.

NAVENNE (Ferdinand **DE**), [2287], O. ✱, ministre plénipotentiaire, avenue Bosquet, n° 28; correspondant, M. Dosseur, banquier, rue de Lille, n° 5.

- * **NERVO** (baron Jean DE), [2510], boulevard de la Tour-Maubourg, n° 41 bis.
- NEUFILIZE** (baron DE), [2464], rue Lafayette, n° 31.
- NEWHAVEN** (*Yale University*, à) (États-Unis, Connecticut), [2319], représentée par M. J.-C. Schwab, bibliothécaire; correspondant, M. G.-E. Stechert, libraire, rue de Condé, n° 16.
- NEW-YORK** (*Bibliothèque publique de la ville de*), [2556], (États-Unis), Fifth Avenue, n° 476; correspondant, M. Terquem, libraire, rue Scribe, n° 19.
- NICOLAY** (comte Antoine DE), [2176], rue de Lille, n° 80.
- NOUVELLE-ORLÉANS** (*Howard Memorial library*, à LA) (États-Unis), [2536], représentée par M. Beer, bibliothécaire; correspondant, M. Terquem, libraire, rue Scribe, n° 19.
- ODESSA** (*Bibliothèque de l'Université de la Nouvelle-Russie*, à) (Russie), [2301], représentée par M. Sesterikof, conservateur; correspondant, M. Gaulon, libraire, rue Madame, n° 46.
- OMONT** (Henry), [1992], ✱, archiviste-paléographe, membre de l'Institut, du Comité des travaux historiques et de la Société nationale des Antiquaires de France, conservateur du département des Manuscrits à la Bibliothèque nationale, inspecteur général des bibliothèques, rue Raynouard, n° 17.
- ORLÉANS** (*Bibliothèque de la ville d'*), [2100], représentée par M. Cagnieul, bibliothécaire; correspondant, M. Delagrave, libraire, rue Soufflot, n° 15.
- ORLÉANS** (Monsieur le duc D'), [2270]; correspondant, M. F. Doyen, rue de Varenne, n° 59.
- OXFORD** (*Bibliothèque du Brasenose college*, à) (Angleterre), [2136]; correspondant, M. David Nutt, libraire, à Londres, Shaftesbury Avenue, n° 212.
- OXFORD** (*Bibliothèque de Lady Margaret Hall*, à) (Angleterre), [2386], représentée par Miss Edith A. Pearson, bibliothécaire; correspondant, M. Terquem, libraire, rue Scribe, n° 19.
- PANGE** (marquis DE), [2010], O. ✱, avenue Montaigne, n° 37; correspondant, M. Champion, libraire, quai Malaquais, n° 5.
- PANNIER** (Jacques), [2260], docteur ès lettres, pasteur de l'Église réformée, directeur de l'École préparatoire de théologie, rue Nollet, n° 103.
- PARIS** (*Bibliothèque de la Faculté de droit de*), [1883], représentée par M. Bouvy, bibliothécaire, rue Cujas, n° 5; correspondant, M. L. Larose, libraire, rue Soufflot, n° 22.
- PARIS** (*Bibliothèque de la ville de*), [135], représentée par M. Marcel

Poète, conservateur, hôtel Le Peletier de Saint-Fargeau, rue Sévigné, n° 29.

PARIS (*Bibliothèque de l'Université de*), [766], représentée par M. Chate-lain, ✱, membre de l'Institut, conservateur; correspondant, M. Lais-ney, libraire, place de la Sorbonne, n° 5.

PARME (*Bibliothèque Palatine de la ville de*) (Italie), [2299], représentée par M. Alvisi, bibliothécaire; correspondant, M. Gaulon, libraire, rue Madame, n° 39.

PASSY (Edgard), [1536], ✱, ancien secrétaire d'ambassade, avenue de Messine, n° 27.

PAU (*Bibliothèque de la ville de*), [1592], représentée par M. Loirette, bibliothécaire.

PELAIN (Pierre), [2555], à Bordeaux (Gironde), rue Calvé, n° 19.

PÉREIRE (Alfred), [2572], faubourg Saint-Honoré, n° 35.

PHILADELPHIE (*Bibliothèque de l'Université de Pennsylvanie*, à), [2563], (États-Unis); correspondant, M. Stechert, libraire, rue de Condé, n° 16.

PICARD (Auguste), [2455], libraire-éditeur, rue Bonaparte, n° 82.

POITIERS (*Bibliothèque de l'Université de*), [2094], représentée par M. Va-cher de Lapouge, bibliothécaire; correspondant, M. Le Soudier, libraire, boulevard Saint-Germain, n° 174.

POMMEREAU (DE), [2513], rue des Belles-Feuilles, n° 65.

* POUPARDIN (René), [2528], ancien membre de l'École française de Rome, secrétaire de l'École des chartes, directeur à l'École des hautes études, membre du Comité des travaux historiques, boulevard Saint-Michel, n° 72.

* POURTALÈS (comte Hubert DE), [2406], rue de l'Élysée, n° 2.

PRÉVOST (Gustave-A.), [1955], ancien magistrat, à Rouen (Seine-Infé-rieure), rue Chasselièvre, n° 52.

* PRINET (Max), [2242], archiviste-paléographe, directeur à l'École pratique des Hautes-Études, auxiliaire de l'Institut, membre du Comité des tra-vaux historiques et de la Société nationale des Antiquaires de France, à Versailles (Seine-et-Oise), rue d'Anjou, n° 10.

* PROU (Maurice), [2594], ✱, membre de l'Institut, du Comité des travaux historiques et de la Société nationale des Antiquaires de France, direc-teur de l'École nationale des chartes, bibliothécaire honoraire à la Bibliothèque nationale, rue Madame, n° 75.

PUAUX (Frank), [2547], O. ✱, pasteur de l'Église réformée, président de la Société de l'Histoire du Protestantisme français, boulevard Raspail, n° 41.

- RAGUENET DE SAINT-ALBIN (Octave), [1804], archiviste-paléographe, à Orléans (Loiret), rue d'Illiers, n° 17.
- RAYNAUD (M^{me} Gaston), [2541], avenue de Villiers, n° 130.
- * RAYNAUD (Marc), [2363], ancien sous-bibliothécaire à la bibliothèque Mazarine, avenue des Champs-Élysées, n° 120.
- REIMS (*Bibliothèque de la ville de*), [2135], représentée par M. H. Jadart, bibliothécaire; correspondant, M. Michaud, libraire, à Reims (Marne), rue du Cadran-Saint-Pierre, n° 19.
- RENNES (*Bibliothèque de la ville et de l'Université de*), [1956], représentée par M. Le Hir, bibliothécaire; correspondant, MM. Plihon et Hommay, libraires, à Rennes (Ille-et-Vilaine).
- REY (Léon), [2581], archiviste-paléographe, rue Galilée, n° 11.
- RHÔNE (*Archives du département du*), [2597], à Lyon, représentées par M. Guigue, archiviste; correspondant, M. Georg, libraire, à Lyon.
- * RICÉ (Georges), [2560], avenue de La Bourdonnais, n° 18.
- RILLY (comte François DE), [2576], au château d'Oysonville, par Sainville (Eure-et-Loir).
- ROCHETAILLÉE (M^{me} la baronne Camille DE), [2546], rue Chateaubriand, n° 27; correspondant, M. Champion, libraire, quai Malaquais, n° 5.
- ROHAN (M^{me} la duchesse DE), [2443], boulevard des Invalides, n° 35, et au château de Josselin (Morbihan).
- ROMANA DI STORIA PATRIA (*Società*), [2362], à Rome, bibliothèque Valli-cellane, représentée par M. V. Federici, secrétaire.
- ROME (*Biblioteca nazionale Vittorio-Emanuele*, à), [2584], représentée par M. G. Bonazzi, directeur; correspondant, M. Champion, libraire, quai Malaquais, n° 5.
- ROTHSCHILD (baron Edmond DE), [1183], rue du Faubourg-Saint-Honoré, n° 41.
- ROTHSCHILD (baron Henri DE), [2222], rue du Faubourg-Saint-Honoré, n° 33.
- ROTHSCHILD (M^{me} la baronne James DE), [1962], avenue de Friedland, n° 42.
- ROTT (Édouard), [1946], O. ✱, avenue du Président-Wilson, n° 50.
- ROUEN (*Bibliothèque de la Cour d'appel de*), [1884], représentée par M. le conseiller Robillard, questeur de la Cour, à Rouen (Seine-Inférieure).
- ROUEN (*Bibliothèque de la ville de*), [2012], représentée par M. Labrosse, bibliothécaire; correspondant, M. Lestringant, libraire, à Rouen (Seine-Inférieure).

ROUSSEAU (François), [2601], boulevard Raspail, n° 276.

* ROUSSIER (Paul), [2461], archiviste-paléographe, rue Dupont-des-Loges, n° 8.

ROUSSIGNÉ (Charles), [2589], rue Bayard, n° 8.

* ROY (Maurice), [2008], conseiller référendaire à la Cour des comptes, avenue Rapp, n° 20.

ROY (Paul), [2585], docteur en médecine, rue Hautefeuille, n° 19.

SABATIER D'ESPEYRAN (Frédéric), [2420], attaché à l'ambassade de France à Saint-Petersbourg, rond-point des Champs-Élysées, n° 9.

SAINT-ANDREWS (*Bibliothèque de l'Université de*) (Écosse), [2484], représentée par M. J. Maitland-Anderson, bibliothécaire.

SAINT-DENIS (*Bibliothèque de la ville de*), [2357], représentée par M. le Bibliothécaire.

SAINTES (*Bibliothèque de la ville de*), [2408], représentée par M. Dangibaud, bibliothécaire; correspondant, M. A. Picard, libraire, rue Bonaparte, n° 82.

SAINT-FIRMIN (M^{lle} Jane HAZON DE), [2487], au château de Palteau, à Levet (Cher).

SAINT-MAUR-SUR-LOIRE (*Bibliothèque des RR. PP. Bénédictins de l'abbaye de*), [2303], représentée par Dom Albert Noël, bibliothécaire, à Clervaux (grand-duché de Luxembourg).

SAINT-NAZAIRE (*Bibliothèque de la ville de*), [2185], représentée par M. Richet, bibliothécaire; correspondant, M. Champion, libraire, quai Malaquais, n° 5.

SANCY DE ROLLAND (baron LELOUP DE), [1373], ✱, ancien auditeur au Conseil d'État, rue de Monceau, n° 62.

SCHONEN (baron E. DE), [2385], manoir de Lesbi'ch, à Plestin-les-Grèves (Côtes-du-Nord).

SÉGUR (comte Louis DE), [2247], rue La Boétie, n° 44.

SEILLIÈRE (baron Léon), [2366], avenue Georges V, n° 41.

* SEMICHON (Charles), [1964], O. ✱, inspecteur général honoraire des finances, rue Cassette, n° 27.

SÉNAT (*Bibliothèque du*), [956], représentée par M. Samuel, ✱, bibliothécaire; correspondant, M. Pedone-Lauriel, libraire, rue Soufflot, n° 13.

SERVOIS (Gustave), [1136], O. ✱, archiviste-paléographe, directeur honoraire des Archives, membre du Comité des travaux historiques, boulevard Malesherbes, n° 101.

* SORHNÉE (Frédéric), [2329], ancien membre de l'École française de Rome, archiviste principal aux Archives nationales, rue de Verneuil, n° 40.

- SOLESMES** (*Bibliothèque des RR. PP. Bénédictins de l'abbaye de*), [1661], représentée par Dom Cagin, bibliothécaire, à Quarr Abbey, Ryde (île de Wight, Angleterre); correspondant, M. A. Picard, libraire, rue Bonaparte, n° 82.
- * **SOMMIER** (Edme), [2499], quai d'Orsay, n° 57.
- * **SOUCAILLE** (Antonin), [2507], à Béziers (Hérault), rue Diderot, n° 2.
- STATHAM** (le Révérend S.-P.-H.), [2387], ancien lieutenant-colonel au corps des chapelains de l'armée anglaise, à Parkhurst (île de Wight, Angleterre), Chaplains house on H. M. Prisons.
- * **STEIN** (Henri), [2084], conservateur aux Archives nationales, membre du Comité des travaux historiques et de la Société nationale des Antiquaires de France, rue Gay-Lussac, n° 38.
- STOCKHOLM** (*Bibliothèque royale de*), [2481], représentée par M. E.-W. Dahlgren, conservateur en chef; correspondant, M. Champion, libraire, quai Malaquais, n° 5.
- STRASBOURG** (*Bibliothèque de l'Université de*), [2300].
- TALHOUËT-ROY** (marquis DE), [2023], avenue Bosquet, n° 2, et au château du Lude (Sarthe).
- * **TARDIF** (E.-J.), [2114], archiviste-paléographe, avocat à la Cour d'appel de Paris, membre de la Société nationale des Antiquaires de France, cité Vaneau, n° 8.
- TERREBASSE** (Humbert DE), [1948], ✱, au château de Terrebasse, par Rousillon (Isère).
- * **TEULET** (Raymond), [1933], archiviste du département des Landes, bibliothécaire de la ville de Mont-de-Marsan, archiviste honoraire aux Archives nationales, à Mont-de-Marsan (Landes).
- * **TEXIER** (René), [2502], boulevard du Montparnasse, n° 4.
- THIERS** (*Bibliothèque de la Fondation*), [2324], représentée par M. Boutroux, G. O. ✱, membre de l'Académie française, directeur, rond-point Bugeaud, n° 5.
- TOCQUEVILLE** (comte DE), [2251], rue Chanaleilles, n° 4.
- TORONTO** (*Bibliothèque de l'Université de*) (Canada), [2257], représentée par M. Hornby Langton, bibliothécaire; correspondant, M. Terquem, libraire, rue Scribe, n° 19.
- TOULOUSE** (*Bibliothèque de la ville de*), [2082], représentée par M. Guitard, bibliothécaire; correspondant, M. Privat, libraire, à Toulouse (Haute-Garonne), rue des Arts, n° 14.
- TOULOUSE** (*Bibliothèque de l'Université de*), [2037], représentée par M. Crouzel, bibliothécaire; correspondant, M. Privat, libraire, à Toulouse (Haute-Garonne), rue des Arts, n° 14.

TOURNOUËR (Henri), [2115], archiviste-paléographe, conseiller général du département de l'Orne, ancien attaché aux archives du ministère des Affaires étrangères, boulevard Raspail, n° 5.

TREUILLE (Raoul), [2428], au château de Chitré, par Vouneuil-sur-Vienne (Vienne).

TRIGER (Robert), [2478], président de la Société historique et archéologique du Maine, au château des Talvasières, par le Mans (Sarthe).

TROYES (*Bibliothèque de la ville de*), [1754], représentée par M. Morel-Payen, bibliothécaire; correspondant, M. Paton, libraire, à Troyes (Aube).

TUNIS (*Bibliothèque de la ville de*) (Tunisie), [2532], représentée par M. Louis Barbeau, *, bibliothécaire; correspondant, M. Champion, libraire, quai Malaquais, n° 5.

TURIN (*Bibliothèque nationale*, à) (Italie), [2347], représentée par M. Avetta, bibliothécaire en chef; correspondant, MM. Bocca frères, libraires, à Turin.

UNION (*Bibliothèque du Cercle de l'*), [2446], boulevard de la Madeleine, n° 11, représentée par M. le gérant du cercle.

UPSAL (*Bibliothèque de l'Université d'*) (Suède), [2294], représentée par M. J.-M. Hueth, bibliothécaire en chef; correspondant, Akademiska Bokhandeln, à Upsal; M. Per Lamm, libraire, rue de Lille, n° 7.

URBANA (*Bibliothèque de l'Université d'Illinois*, à) (États-Unis), [2534], représentée par M. Ph. L. Windsor, bibliothécaire; correspondant, M. Stechert, libraire, rue de Condé, n° 16.

URSEAU (l'abbé), [2354], chanoine de la cathédrale, à Angers (Maine-et-Loire), parvis Saint-Maurice.

UTRECHT (*Bibliothèque de l'Université d'*) (Hollande), [2328], représentée par M. Van Someren, bibliothécaire; correspondant, MM. Vanderhoeft et C^{ie}, rue Saint-Martin, n° 239.

***VAISSIÈRE** (Pierre de), [2330], docteur ès lettres, archiviste principal aux Archives nationales, rue des Francs-Bourgeois, n° 60.

***VALOIS** (M^{lle} Cécile), [2592], rue de l'Abbaye, n° 13.

VALOIS (Charles) [2593], archiviste-paléographe, rue de l'Abbaye, n° 13.

VATICAN (*Bibliothèque Apostolique du Palais du*), [2297], représentée par Mgr Ratti, préfet, à Rome; correspondant, M. Picard, libraire, rue Bonaparte, n° 82.

VENISE (*Bibliothèque de Saint-Marc*, à), [2521], représentée par M. C. Frati, directeur; correspondant, M. Champion, libraire, quai Malaquais, n° 5.

VERSAILLES (*Bibliothèque de la ville de*), [2127], représentée par M. Hirschauer, bibliothécaire; correspondant, M. Jousse, libraire, à Versailles (Seine-et-Oise), rue de la Paroisse, n° 65.

* VESNITCH (Milenko), [2529], O. ✱, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire de Serbie en France, rue Léonce-Reynaud, n° 7.

* VIARD (Jules), [2188], conservateur adjoint aux Archives nationales, à Saint-Mandé (Seine), avenue Gambetta, n° 17.

VIGNAT, [1811], à Orléans (Loiret), cloître Saint-Aignan, n° 7.

VINCK DE DEUX-ORP (baron DE), [2514], ministre plénipotentiaire de Belgique, rue de Presbourg, n° 12.

* VINDRY (Fleury), [2489], à Francheville-le-Haut (Rhône).

VIRE (*Bibliothèque de la ville de*), [2296], représentée par M. Le-lièvre, bibliothécaire.

WALCKENAER (baron), [2506], O. ✱, inspecteur général des Mines, boulevard Saint-Germain, n° 218.

WASHINGTON (*Bibliothèque du Congrès*, à) (États-Unis), [2422], représentée par M. Putnam, bibliothécaire; correspondant, M. Terquem, libraire, rue Scribe, n° 19.

* WENDEL (Humbert DE), [2475], rue de Clichy, n° 10.

ZURICH (*Bibliothèque de la ville de*) (Suisse), [1830], représentée par M. le Dr Hermann Escher, conservateur; correspondant, M. Gamber, libraire, rue Danton, n° 7.

BIBLIOTHÈQUES ASSOCIÉES.

BIBLIOTHÈQUE MÉJANES, à AIX, [M. AUDE, n° 687].

- de l'UNIVERSITÉ D'AIX, [M. FLEURY, n° 2083].
- de l'ÉTAT DE NEW-YORK, à ALBANY, [n° 2373].
- de l'UNIVERSITÉ D'ALGER, [M. PAOLI, n° 2081].
- de la SOCIÉTÉ DES ANTIQUAIRES DE PICARDIE, à AMIENS, [n° 2336].
- de l'UNIVERSITÉ D'AMSTERDAM, [M. BURGER junior, n° 2351].
- de la ville d'ANGERS, [M. le bibliothécaire, n° 2117].
- de l'ÉCOLE DES HAUTES ÉTUDES DE SAINT-AUBIN, à ANGERS, [Mgr PASQUIER, n° 2189].
- de l'UNIVERSITÉ DE MICHIGAN, à ANN ARBOR, [n° 2566].
- de la ville d'AVIGNON, [M. J. GIRARD, n° 645].
- de l'UNIVERSITÉ DE BALE, [M. le D^r Ch. BERNOULLI, n° 2282].
- de l'UNIVERSITÉ JOHN HOPKINS, à BALTIMORE, [M. L. RANEY, n° 2531].
- de la ville de BAYONNE, [M. le bibliothécaire, n° 1407].
- de la ville de BEAUVAIS, [M. BOUCHER, n° 2052].
- de l'UNIVERSITÉ DE CALIFORNIE, à BERKELEY, [M. J.-C. ROWELL, n° 2415].
- de la ville de BERNE, [M. DE MÜLINEN, n° 2353].
- de la ville de BESANÇON, [M. G. GAZIER, n° 1371].
- de l'UNIVERSITÉ DE BESANÇON, [M. PRIEUR, n° 2055].
- de la ville de BLOIS, [M. le bibliothécaire, n° 2288].
- de l'UNIVERSITÉ DE BORDEAUX, [M. TEULIÉ, n° 2118].
- de la ville de BOSTON, [M. WADLIN, n° 2235].
- du BOSTON ATHENÆUM, à BOSTON [n° 2598].
- de la ville de BOURGES, [M. BÉREUX, n° 2371].
- de S. M. LE ROI DES BELGES, à BRUXELLES, [M. SCHWEIS-THAL, n° 2567].
- ROYALE DE BELGIQUE, à BRUXELLES, [M. STAINIER, n° 2346].
- de la SOCIÉTÉ DES BOLLANDISTES, à BRUXELLES, [n° 2356].
- de la ville de CAEN, [M. SAUVAGE, n° 1015].
- de l'UNIVERSITÉ DE CAEN, [M. BONNET, n° 2078].
- de la ville de CAHORS, [M. PALAME, n° 2289].
- de l'UNIVERSITÉ DE CAMBRIDGE, [M. JENKINSON, n° 2169].
- du MUSÉE CONDÉ, à CHANTILLY, [M. MAGON, n° 2332].
- de la ville de CHARTRES, [M. le Conservateur, n° 1516].
- de la ville de CHATEAUDUN, [M. A. LACOSTE, n° 1855].
- de la ville de CHATEAU-GONTIER, [M. GUILLEMAIN, n° 2180].
- de la ville de CHATEAUXROUX, [M. LELONG, n° 2224].
- NEWBERRY, à CHICAGO, [M. CHATTIN CARLTON, n° 2238].
- de l'UNIVERSITY OF PRESS, à CHICAGO, [n° 2542].
- de la ville et de l'UNIVERSITÉ DE CLERMONT-FERRAND, [M. J. LAUDE, n° 1937].
- de la ville de COLMAR, [n° 2578].
- du château de COMPIÈGNE, [n° 595].
- ROYALE DE COPENHAGUE, [M. H.-O. LANGE, n° 2291].
- de la ville de DIEPPE, [M. le bibliothécaire, n° 1054].

- BIBLIOTHÈQUE** de la ville de **DIJON**, [M. OURSEL, n° 1279].
 — de l'**UNIVERSITÉ DE DIJON**, [M. BALLAND, n° 2080].
 — **SIGNET**, à **ÉDIMBOURG**, [M. John MINTO, n° 2171].
 — de la ville d'**ÉPERNAY**, [M. GRIVEAU, n° 1474].
 — de la **SOCIÉTÉ D'AGRICULTURE, SCIENCES, ARTS ET BELLES-LET-
 TRES DE L'EURE**, à **ÉVREUX**, [M. A. DOUCERRAIN, n° 1770].
 — **NATIONALE DE FLORENCE**, [D° 2522].
 — du château de **FONTAINEBLEAU**, [n° 596].
 — **CANTONALE ET UNIVERSITAIRE DE FRIBOURG**, [M. DE DIES-
 BACH, n° 2482].
 — de la ville de **GENÈVE**, [M. F. GARDY, n° 1821].
 — de la **ROSEMARY HALL SCHOOL**, à **GREENWICH**, [Miss RUTZ
 REES, n° 2539].
 — de la ville de **GRENOBLE**, [M. le bibliothécaire, n° 948].
 — de l'**UNIVERSITÉ DE GRENOBLE**, [M. NICAUD, n° 1976].
 — de la ville du **HAVRE**, [M. MILLOT, n° 1193].
 — de l'**UNIVERSITÉ DE HELSINGFORS**, [M. W. BOLIN, n° 2349].
 — de l'**UNIVERSITÉ D'LOWA**, [M. Malcolm-G. WYER, n° 2552].
 — de la **CORNELL UNIVERSITY**, à **ITHACA**, [M. HARRIS, n° 2379].
 — de **S. M. LE ROI DES BELGES**, à **BRUXELLES**, [M. SCHWEIS-
 THEAL, n° 2236].
 — **ROYALE DE LA HAYE**, [M. le D^r BYVANCE, n° 2313].
 — **CANTONALE ET UNIVERSITAIRE DE LAUSANNE**, [M. L. DU-
 PRAZ, n° 2477].
 — de la ville de **LAVAL**, [M. CAHOUR, n° 1832].
 — de l'**UNIVERSITÉ DE LIÈGE**, [M. DELMER, n° 2348].
 — de l'abbaye de **LIGUGÉ**, [Dom Léopold GAUGAIN, n° 2280].
 — des **FACULTÉS CATHOLIQUES DE LILLE**, [M. l'abbé DUBRULLE,
 n° 1854].
 — de l'**UNIVERSITÉ DE LILLE**, [M. VANRYCKE, n° 2079].
 — de la ville de **LIMOGES**, [M. CAILLET, n° 1908].
 — de l'**ATHENÆUM CLUB**, à **LONDRES**, [n° 2168].
 — d'**INNER TEMPLE**, à **LONDRES**, [M. L. PICKERING, n° 2170].
 — de **LONDRES**, à **LONDRES**, [M. H. WRIGHT, n° 2271].
 — du **PUBLIC RECORD OFFICE**, à **LONDRES**, [M. Th. CRAIB, n° 2483].
 — de la **CHAMBRE DES COMMUNES**, à **LONDRES**, [n° 2588].
 — de l'**UNIVERSITÉ DE LOUVAIN**, [M. DELANNOY, n° 812].
 — du **COLLÈGE PHILOSOPHIQUE ET THÉOLOGIQUE DE LOUVAIN**,
 [M. DE GHELLINCK, n° 2559].
 — de la ville de **LYON**, [M. CANTINELLI, n° 2211].
 — des **ARCHIVES DU RHONE**, à **LYON**, [M. GUIGUE, n° 2597].
 — des **FACULTÉS CATHOLIQUES DE LYON**, [M. L. BERNARD, n° 1851].
 — de l'**UNIVERSITÉ DE LYON**, [M. DREYFUS, n° 1998].
 — de **JOHN RYLAND**, à **MANCHESTER**, [M. GUPPY, n° 2326].
 — de l'**UNIVERSITÉ DE MANCHESTER**, [M. LEIGH, n° 2491].
 — de la ville du **MANS**, [M. le bibliothécaire, n° 1696].
 — de la ville de **MANTES**, [M. le Maire, n° 1295].
 — de la ville de **MARSEILLE**, [M. le bibliothécaire, n° 1684].
 — de la **BRERA**, à **MILAN**, [M. CARTA, n° 2480].
 — de la ville de **MONACO**, [M. LABANDE, n° 2524].
 — du palais de **MONACO**, [M. le chanoine DE VILLENEUVE,
 n° 2254].

- BIBLIOTHÈQUE de l'UNIVERSITÉ DE MONTPELLIER, [M. FÉCAMP, n° 2045].
- de SAINT-SULPICE, à MONTRÉAL, [M. E. FAUTEUX, n° 2574].
- de l'ALLIANCE FRANÇAISE, à MOSCOU, [n° 2577].
- de la ville de MOULINS, [M. MAQUET, n° 1365].
- de l'ordre des AVOCATS de MOULINS, [M. BOYRON, n° 1504].
- de la ville de NANCY, [M. FAVIER, n° 850].
- de l'UNIVERSITÉ DE NANCY, [M. DUMONT, n° 2062].
- de YALE-UNIVERSITY, à NEWHAVEN, [M. J.-C. SCHWAB, n° 2319].
- de la ville de NEW-YORK, [n° 2556].
- HOWARD, à LA NOUVELLE-ORLÉANS, [M. BEER, n° 2536].
- de l'UNIVERSITÉ DE LA NOUVELLE-RUSSIE, à ODESSA, [M. SESTERIKOF, n° 2301].
- de la ville d'ORLÉANS, [M. CAGNIEUL, n° 2100].
- du BRAZENOSE COLLEGE, à OXFORD, [n° 2136].
- de LADY MARGARET HALL, à OXFORD, [Miss E. A. PEARSON, n° 2386].
- de la ville de PARIS, [M. POËTE, n° 135].
- des ARCHIVES NATIONALES, à PARIS, [M. le Directeur des Archives, n° 1147].
- de l'ordre des AVOCATS de PARIS, [M. BOUCHER, n° 720].
- du CERCLE DE L'UNION, à PARIS, [n° 2446].
- de la CHAMBRE DES DÉPUTÉS, à PARIS, [M. CHERVET, n° 1660].
- de l'ÉCOLE DES HAUTES ÉTUDES, à PARIS, [n° 2126].
- de l'ÉCOLE NATIONALE DES CHARTES, à PARIS, [M. le Directeur, n° 1703].
- de l'ÉCOLE NORMALE SUPÉRIEURE, à PARIS, [M. le Directeur, n° 1617].
- de la FACULTÉ DE DROIT DE PARIS, [M. BOUVY, n° 1883].
- de la FONDATION THIERS, à PARIS, [M. le Directeur, n° 2324].
- de l'INSTITUT CATHOLIQUE DE PARIS, [M. l'abbé LANGLOIS, n° 2207].
- de l'INSTITUT DE FRANCE, à PARIS, [M. DEHÉRAIN, n° 2394].
- MAZARINE, à PARIS, [M. DE PORTO-RICHE, n° 33].
- du MINISTÈRE DE LA GUERRE, à PARIS, [M. le Bibliothécaire, n° 2361].
- du MINISTÈRE DE LA MARINE, à PARIS, [n° 1102].
- NATIONALE, à PARIS, [M. l'Administrateur général].
- des RR. PP. BÉNÉDICTINS du prieuré de PARIS, [n° 2318].
- des ÉTUDES, revue fondée par les RR. PP. JÉSUITES de PARIS, [M. DOIZÉ, n° 2317].
- du SÉNAT, à PARIS, [M. SAMUEL, n° 956].
- de l'UNIVERSITÉ DE PARIS, [M. CHATELAIN, n° 767].
- ROYALE DE PARME, [M. ALVISI, n° 2299].
- du château de PAU, [n° 597].
- de la ville de PAU, [M. LOIRETTE, n° 1592].
- de l'UNIVERSITÉ DE PENNSYLVANIE, à PHILADELPHIE, [n° 2563].
- de l'UNIVERSITÉ DE POITIERS, [M. VACHER DE LAPOUGE, n° 2094].
- de la ville de REIMS, [M. H. JADART, n° 2135].

- BIBLIOTHÈQUE** de la ville de RENNES, [M. LE HIR, n° 1956].
- de l'UNIVERSITÉ DE RENNES, [M. le bibliothécaire, n° 1346].
- de l'ÉCOLE FRANÇAISE DE ROME, [M. le Directeur, n° 2298].
- NATIONALE VICTOR-EMMANUEL, à ROME, [M. BONAZZI, n° 2584].
- de la SOCIETÀ ROMANA DI STORIA PATRIA, à ROME, [n° 2362].
- du palais du VATICAN, à ROME, [Mgr Ratti, n° 2297].
- de la ville de ROUEN, [M. LABROSSE, n° 2012].
- de la COUR D'APPEL DE ROUEN, [M. ROBILLARD, n° 1884].
- de l'UNIVERSITÉ DE SAINT-ANDREWS, [M. MAITLAND-ANDERSON, n° 2484].
- de la ville de SAINT-DENIS, [n° 2357].
- de l'abbaye de SAINT-MAUR-SUR-LOIRE, [Dom Albert NOËL, n° 2303].
- de la ville de SAINT-NAZAIRE, [M. RICHET, n° 2185].
- de la ville de SAINTES, [M. DANGIBEAUD, n° 2408].
- de l'abbaye de SOLESMES, [Dom CAGIN, n° 1661].
- ROYALE DE STOCKHOLM, [M. E.-W. DAHLGREN, n° 2481].
- de l'UNIVERSITÉ DE STRASBOURG, [n° 2300].
- de DOWNSIDE ABBEY, à STRATTON-ON-THE-FOSSE, [M. le Bibliothécaire, n° 2573].
- de l'UNIVERSITÉ DE TORONTO, [M. H. H. LANGTON, n° 2257].
- de la ville de TOULOUSE, [M. GUITARD, n° 2082].
- des ARCHIVES DE LA HAUTE-GARONNE, à TOULOUSE, [M. PASQUIER, n° 2069].
- de la SOCIÉTÉ ARCHÉOLOGIQUE DU MIDI DE LA FRANCE, à TOULOUSE, [n° 2158].
- de l'UNIVERSITÉ DE TOULOUSE, [M. CROUZEL, n° 2037].
- de la ville de TROYES, [M. MOREL-PAYEN, n° 1754].
- de la ville de TUNIS, [M. BARBEAU, n° 2532].
- NATIONALE, à TURIN, [M. AVETTA, n° 2347].
- de l'UNIVERSITÉ D'UPSAL, [M. J.-M. HUETH, n° 2294].
- de l'UNIVERSITÉ D'ILLINOIS, à URBANA, [M. Ph. L. WINDSOR, n° 2534].
- de l'UNIVERSITÉ D'UTRECHT, [M. VAN SOMEREN, n° 2328].
- de SAINT-MARC, à VENISE, [M. FRATI, n° 2521].
- du château de VERSAILLES, [n° 598].
- de la ville de VERSAILLES, [M. HIRSCHAUER, n° 2127].
- de la ville de VIRE, [M. LELIÈVRE, n° 2296].
- du CONGRÈS, à WASHINGTON, [M. PUTNAM, n° 2422].
- de la ville de ZURICH, [M. le Dr H. ESCHER, n° 1830].
-

SOCIÉTÉS CORRESPONDANTES DE LA SOCIÉTÉ DE L'HISTOIRE
DE FRANCE.

EN FRANCE.

- ACADÉMIE DES SCIENCES, ARTS ET BELLES-LETTRES DE CAEN.
 ACADÉMIE DES SCIENCES, ARTS ET BELLES-LETTRES DE DIJON.
 ACADÉMIE DES SCIENCES, ARTS ET BELLES-LETTRES DE MACON.
 ACADÉMIE DES SCIENCES, LETTRES ET ARTS D'ARRAS.
 ASSOCIATION PHILOTECHNIQUE, à Paris.
 COMMISSION DES ANTIQUITÉS ET DES ARTS DU DÉPARTEMENT DE SEINE-ET-OISE, à Versailles.
 SOCIÉTÉ ACADÉMIQUE DE L'AUBE, à Troyes.
 SOCIÉTÉ ACADÉMIQUE DE NANTES.
 SOCIÉTÉ ACADÉMIQUE DES SCIENCES, ARTS ET BELLES-LETTRES DE SAINT-QUENTIN.
 SOCIÉTÉ ARCHÉOLOGIQUE DE RAMBOUILLET.
 SOCIÉTÉ ARCHÉOLOGIQUE D'EURE-ET-LOIR, à Chartres.
 SOCIÉTÉ ARCHÉOLOGIQUE DU MIDI DE LA FRANCE, à Toulouse.
 SOCIÉTÉ ARCHÉOLOGIQUE ET HISTORIQUE DE L'ORLÉANAIS, à Orléans.
 SOCIÉTÉ ARCHÉOLOGIQUE, SCIENTIFIQUE ET LITTÉRAIRE DE BÉZIERS.
 SOCIÉTÉ BELFORTAINE D'ÉMULATION.
 SOCIÉTÉ D'AGRICULTURE, SCIENCES ET ARTS DU DÉPARTEMENT DU NORD, à Douai.
 SOCIÉTÉ DE L'HISTOIRE DU PROTESTANTISME FRANÇAIS, à Paris.
 SOCIÉTÉ D'ÉMULATION DE LA HAUTE-SAÔNE, à Vesoul.
 SOCIÉTÉ D'ÉMULATION DE LA VENDÉE, à la Roche-sur-Yon.
 SOCIÉTÉ D'ÉMULATION DE ROUBAIX.
 SOCIÉTÉ D'ÉMULATION ET DES BEAUX-ARTS DU BOURBONNAIS, à Moulins.
 SOCIÉTÉ DES ANTIQUAIRES DE LA MORINIE, à Saint-Omer.
 SOCIÉTÉ DES ANTIQUAIRES DE NORMANDIE, à Caen.
 SOCIÉTÉ DES ANTIQUAIRES DE L'OUEST, à Poitiers.
 SOCIÉTÉ DES ANTIQUAIRES DE PICARDIE, à Amiens.
 SOCIÉTÉ DES SCIENCES HISTORIQUES ET NATURELLES DE L'YONNE, à Auxerre.
 SOCIÉTÉ D'ÉTUDES DES HAUTES-ALPES, à Gap.
 SOCIÉTÉ D'HISTOIRE ET D'ARCHÉOLOGIE, à Chalon-sur-Saône.
 SOCIÉTÉ HISTORIQUE DE COMPIÈGNE.
 SOCIÉTÉ LIBRE D'AGRICULTURE, SCIENCES, ARTS ET BELLES-LETTRES DU DÉPARTEMENT DE L'EURE, à Évreux.
 SOCIÉTÉ NATIONALE D'AGRICULTURE, SCIENCES ET ARTS D'ANGERS.
 SOCIÉTÉ NATIONALE DES ANTIQUAIRES DE FRANCE, à Paris.

EN PAYS ÉTRANGERS.

- ACADÉMIE ROYALE DE BELGIQUE, à Bruxelles.

COMITÉ DE PUBLICATION DES ANALECTES POUR SERVIR A L'HISTOIRE ECCLÉSIASTIQUE DE LA BELGIQUE, à Louvain.

INSTITUT ARCHÉOLOGIQUE LIÉGEOIS.

INSTITUT D'ÉTUDES CATALANES, à Barcelone.

INSTITUT SMITHSONIEN, à Washington.

MUSÉE NATIONAL SUISSE, à Zurich.

ROYAL HISTORICAL SOCIETY, à Londres.

SOCIÉTÉ D'ARCHÉOLOGIE DE BRUXELLES.

SOCIÉTÉ D'ART ET D'HISTOIRE DU DIOCÈSE DE LIÈGE.

SOCIÉTÉ D'HISTOIRE DE LA SUISSE ROMANDE, à Lausanne.

SOCIÉTÉ D'HISTOIRE ET D'ARCHÉOLOGIE DE GENÈVE.

SOCIÉTÉ HISTORIQUE DU MASSACHUSETTS, à Boston.

SOCIÉTÉ HISTORIQUE ET ARCHÉOLOGIQUE DE BALE.

SOCIÉTÉ HISTORIQUE ET ARCHÉOLOGIQUE DE TOURNAI.

SOCIÉTÉ PHILOSOPHIQUE AMÉRICAINE, à Philadelphie.

LISTE

DES

MEMBRES DU CONSEIL D'ADMINISTRATION,

avec l'indication des années où cessent leurs fonctions.

1919.	1920.
MM. BARANTE (DE).	MM. AUBRY-VITET.
BEAUCHESNE (DE).	BERGER.
BRUEL.	COURCEL (DE).
CONTENSON (DE).	COURTEAULT.
COVILLE.	DUPONT-FERRIER.
DELAUVAUD.	LELONG.
LA FORCE (DE).	MANDROT (DE).
POUPARDIN.	PROU.
ROTT.	ROY.
SERVOIS.	STEIN.
1921.	1922.
MM. BOULAY DE LA MEURTHE.	MM. BAGUENAUT DE PUCHESSE.
DELABORDE.	BOISLISLE (DE).
DELACHENAL.	COCHIN (H.).
DURRIEU.	KERMAINGANT (DE).
GUILHIERMOZ.	LASTEYRIE (DE).
HANOTAUX.	LECESTRE.
IMBART DE LA TOUR.	MORANVILLÉ.
LANGLOIS.	OMONT.
LEFÈVRE-PONTALIS.	PRINET.
VAISSIÈRE (DE).	SEHNÉE.

BUREAU DE LA SOCIÉTÉ NOMMÉ EN JUIN 1919.

<i>Président</i>	MM. le comte BAGUENAUT DE PUCHESSE.
<i>Vice-Présidents</i>	A. COVILLE et IMBART DE LA TOUR.
<i>Secrétaire</i>	R. DELACHENAL.
<i>Secrétaire adjoint</i> . .	H. COURTEAULT.
<i>Trésorier-Archiviste</i> . }	L. LECESTRE.
<i>Bibliothécaire</i> }	
<i>Censeurs</i>	L. MIROT et R. LAVOLLÉE.

COMITÉ DE PUBLICATION.

MM.

BOULAY DE LA MEURTHE.
H. COCHIN.
DE COURGEL.

MM.

DELABORDE.
DE MANDROT.
OMONT.

COMITÉ DES FONDS.

MM.

DE BARANTE.
DURRIEU.

MM.

MORANVILLÉ.
ROY.

JOURS DES SÉANCES

DE LA SOCIÉTÉ DE L'HISTOIRE DE FRANCE

PENDANT L'ANNÉE 1919.

4 mars.

1^{er} avril.

6 mai.

3 juin.

4 novembre.

2 décembre.

Le Conseil d'administration de la Société se réunit à l'École des chartes (rue de la Sorbonne, n° 19), à quatre heures un quart, le premier mardi de chaque mois (août, septembre et octobre exceptés, et sauf le cas où le premier mardi est jour de fête). Tous les membres de la Société ont le droit d'assister aux séances.

La séance du **6 mai** est celle de l'Assemblée générale de la Société.

ORDRE DE PUBLICATION

DES OUVRAGES ÉDITÉS PAR LA SOCIÉTÉ

DEPUIS L'ANNÉE 1892.

(Voir, pour l'ordre de publication des 256 volumes édités par la Société depuis sa fondation jusqu'en l'année 1891, les *Annuaire-Bulletins* de 1863 à 1891.)

1892.

257. MÉMOIRES DE DU PLESSIS-BESANÇON 20 mai 1892.
 258. HISTOIRE UNIVERSELLE D'AGR. D'AUBIGNÉ, t. VI . . . 25 août 1892.
 259. EXTR. DES AUTEURS GRECS CONCERN. LES GAULES, t. VI. 30 nov. 1892.
 260. MÉMOIRES DU MARÉCHAL DE VILLARS, t. V. 25 mars 1893.
 261. ANNUAIRE-BULLETIN, t. XXIX. Année 1892.

1893.

262. CHRONOGRAPHIA REGUM FRANCORUM, t. II 15 avril 1893.
 263. HISTOIRE DE GASTON IV, COMTE DE FOIX, t. I. . . . 30 avril 1893.
 264. CHRONIQUES DE LOUIS XII, PAR JEAN D'AUTON, t. III. 25 oct. 1893.
 265. HISTOIRE UNIVERSELLE D'AGR. D'AUBIGNÉ, t. VII. . . 15 nov. 1893.
 266. ANNUAIRE-BULLETIN, t. XXX. Année 1893.

1894.

267. MÉMOIRES DE GOURVILLE, t. I 15 mars 1894.
 268. L'HISTOIRE DE GUILLAUME LE MARÉCHAL, t. II . . . 10 juill. 1894.
 269. CHRONIQUES DE J. FROISSART, t. IX. 1^{er} août 1894.
 270. JOURNAL DE JEAN DE ROYE, t. I 25 nov. 1894.
 271. ANNUAIRE-BULLETIN, t. XXXI. Année 1894.

1895.

272. MÉMOIRES DE GOURVILLE, t. II 24 déc. 1894.
 273. CHRONIQUES DE LOUIS XII, PAR JEAN D'AUTON, t. IV. 10 avril 1895.
 274. LETTRES DE LOUIS XI, t. V 20 juill. 1895.

275. HISTOIRE UNIVERSELLE D'AGR. D'AUBIGNÉ, t. VIII . . 25 oct. 1895.
 276. ANNUAIRE-BULLETIN, t. XXXII. Année 1895.

1896.

277. HISTOIRE DE GASTON IV, COMTE DE FOIX, t. II 5 déc. 1895.
 278. CHRONIQUE DE RICHARD LESCOT 25 mars 1896.
 279. JOURNAL DE JEAN DE ROYE, t. II 20 juin 1896.
 280. BRANTÔME, SA VIE ET SES ÉCRITS 5 juillet 1896.
 281. ANNUAIRE-BULLETIN, t. XXXIII. Année 1896.

1897.

282. CHRONIQUES DE J. FROISSART, t. X 1^{er} août 1896.
 283. HISTOIRE UNIVERSELLE D'AGR. D'AUBIGNÉ, t. IX . . . 15 mars 1897.
 284. CHRONOGRAPHIA REGUM FRANCORUM, t. III 20 nov. 1897.
 285. JOURNAL DE JEAN BARRILLON, t. I 15 déc. 1897.
 286. ANNUAIRE-BULLETIN, t. XXXIV. Année 1897.

1898.

287. LETTRES DE LOUIS XI, t. VI 20 janv. 1898.
 288. LETTRES DE CHARLES VIII, t. I 20 mars 1898.
 289. MÉMOIRES DU CHEVALIER DE QUINCY, t. I 20 nov. 1898.
 290. CHRONIQUE D'ANTONIO MOROSINI, t. I 30 nov. 1898.
 291. ANNUAIRE-BULLETIN, t. XXXV. Année 1898.

1899.

292. CHRONIQUE D'ANTONIO MOROSINI, t. II 20 mai 1899.
 293. MÉMOIRES DU CHEVALIER DE QUINCY, t. II 5 juillet 1899.
 294. CHRONIQUES DE J. FROISSART, t. XI 15 oct. 1899.
 295. JOURNAL DE JEAN BARRILLON, t. II 5 déc. 1899.
 296. ANNUAIRE-BULLETIN, t. XXXVI. Année 1899.

1900.

297. LETTRES DE LOUIS XI, t. VII 30 avril 1900.
 298. LETTRES DE CHARLES VIII, t. II 20 juill. 1900.
 299. DOC. POUR SERVIR A L'HIST. DE L'INQUISITION, 1^{re} part. 20 août 1900.
 300. DOC. POUR SERVIR A L'HIST. DE L'INQUISITION, 2^e part. 20 août 1900.
 301. ANNUAIRE-BULLETIN, t. XXXVII. Année 1900.

1901.

302. MÉMOIRES DU VICOMTE DE TURENNE 20 janv. 1901.
 303. CHRONIQUE D'ANTONIO MOROSINI, t. III 15 avril 1901.
 304. L'HISTOIRE DE GUILLAUME LE MARÉCHAL, t. III . . . 23 oct. 1901.
 305. MÉMOIRES DU CHEVALIER DE QUINCY, t. III 15 nov. 1901.
 306. ANNUAIRE-BULLETIN, t. XXXVIII. Année 1901.

1902.

307. CHRONIQUE DE PERCEVAL DE CAIGNY 15 janv. 1902.
 308. CHRONIQUE D'ANTONIO MOROSINI, t. IV 15 janv. 1902.
 309. JOURNAL DE JEAN VALLIER, t. I. 30 janv. 1902.
 310. LETTRES DE CHARLES VIII, t. III 30 août 1902.
 311. ANNUAIRE-BULLETIN, t. XXXIX. Année 1902.

1903.

312. LETTRES DE LOUIS XI, t. VIII 8 août 1902.
 313. LETTRES DE CHARLES VIII, t. IV 15 mai 1903.
 314. MÉMOIRES DE SAINT-HILAIRE, t. I. 5 nov. 1903.
 315. JOURNAL DE CLÉMENT DE FAUQUEMBERGUE, t. I . . . 10 nov. 1903.
 316. ANNUAIRE-BULLETIN, t. XL. Année 1903.

1904.

317. CHRONIQUE DE JEAN LE BEL, t. I. 20 juill. 1904.
 318. MÉMOIRES DU MARÉCHAL DE VILLARS, t. VI 15 oct. 1904.
 319. LETTRES DE LOUIS XI, t. IX 15 mars 1905.
 320. MÉMOIRES DU CONSEIL DE LOUIS XIV, t. I. 1^{er} mai 1905.
 321. ANNUAIRE-BULLETIN, t. XLI. Année 1904.

1905.

322. LETTRES DE CHARLES VIII, t. V 20 nov. 1905.
 323. CHRONIQUE DE GILLES LE MUISIT. 15 janv. 1906.
 324. CHRONIQUE DE JEAN LE BEL, t. II. 15 avril 1906.
 325. MÉMOIRES DU CONSEIL DE LOUIS XIV, t. II. 1^{er} oct. 1906.
 326. RAPPORTS ET NOTICES SUR LES MÉMOIRES DU CARDINAL
 DE RICHELIEU, fasc. I et II.
 327. ANNUAIRE-BULLETIN, t. XLII. Année 1905.

1906.

328. MÉMOIRES DU COMTE DE SOUVIGNY, t. I 15 oct. 1906.
 329. MÉMOIRES DE SAINT-HILAIRE, t. II. 1^{er} avril 1907.
 330. MÉMOIRES DU COMTE DE SOUVIGNY, t. II. 15 déc. 1907.
 331. RAPPORTS ET NOTICES SUR LES MÉMOIRES DU CARDINAL
 DE RICHELIEU, fasc. III (complément du t. I).
 332. ANNUAIRE-BULLETIN, t. XLIII. Année 1906.

1907.

333. MÉMOIRES DU CONSEIL DE LOUIS XIV, t. III 15 janv. 1908.
 334. RAPPORTS ET NOTICES SUR LES MÉMOIRES DU CARDINAL
 DE RICHELIEU, fasc. IV.
 335. MÉMOIRES DU CARDINAL DE RICHELIEU, t. I 10 mai 1908.
 336. LETTRES DE LOUIS XI, t. X 10 août 1908.
 337. ANNUAIRE-BULLETIN, t. XLIV. Année 1907.

1908.

338. MÉMOIRES DE MARTIN ET GUILLAUME DU BELLAY, t. I. 1^{er} nov. 1908.
 339. MÉMOIRES DU COMTE DE SOUVIGNY, t. III. 15 mars 1909.
 340. MÉMOIRES DU CARDINAL DE RICHELIEU, t. II 1^{er} août 1909.
 341. MÉMOIRES DE SAINT-HILAIRE, t. III. 15 sept. 1909.
 342. ANNUAIRE-BULLETIN, t. XLV. Année 1908.

1909.

343. HISTOIRE UNIVERSELLE D'AGR. D'AUBIGNÉ, t. X 30 oct. 1909.
 344. MÉMOIRES DU MARÉCHAL DE TURENNE, t. I. 15 déc. 1909.
 345. LETTRES DE LOUIS XI, t. XI. 10 mars 1910.
 346. JOURNAL DE CLÉMENT DE FAUQUEMBERGUE, t. II. 31 mai 1910.
 347. ANNUAIRE-BULLETIN, t. XLVI. Année 1909.

1910.

348. CHRONIQUE DES RÈGNES DE JEAN II ET CHARLES V, t. I. 15 juin 1910.
 349. MÉMOIRES DU MARÉCHAL D'ESTRÉES 15 sept. 1910.
 350. MÉMOIRES DE MARTIN ET GUILLAUME DU BELLAY, t. II. 1^{er} oct. 1910.
 351. CORRESPONDANCE DE VIVONNE SUR L'EXPÉDITION DE
 CANDIE. 15 déc. 1910.
 352. ANNUAIRE-BULLETIN, t. XLVII. Année 1910.

1911.

353. CHRONIQUE DE MORÉE 1^{er} avril 1911.
 354. MÉMOIRES DE SAINT-HILAIRE, t. IV. 1^{er} oct. 1911.
 355. CORRESPONDANCE DU CHEVALIER DE SÉVIGNÉ 30 déc. 1911.
 356. MÉMOIRES DE MARTIN ET GUILLAUME DU BELLAY, t. III. 1^{er} mai 1912.
 357. ANNUAIRE-BULLETIN, t. XLVIII. Année 1911.

1912.

358. MÉMOIRES DU CARDINAL DE RICHELIEU, t. III 15 juin 1912.
 359. JOURNAL DE JEAN VALLIER, t. II. 15 sept. 1912.
 360. LETTRES DU DUC DE BOURGOGNE, t. I 10 déc. 1912.
 361. MÉMOIRES DE BEAULIEU-PERSAG 15 mars 1913.
 362. ANNUAIRE-BULLETIN, t. XLIX. Année 1912.

1913.

363. MÉMOIRES DU MARÉCHAL DE FLORANGE, t. I. 1^{er} avril 1913.
 364. MÉMOIRES DU MARÉCHAL DE TURENNE, t. II 15 févr. 1914.
 365. HISTOIRE DE LA LIGUE, t. I. 15 mars 1914.
 366. CORRESPONDANCE DE VIVONNE SUR L'EXPÉDITION DE
 MESSINE, t. I. 30 mai 1914.
 367. ANNUAIRE-BULLETIN, t. L. Année 1913.

1914.

368. MÉMOIRES DE SAINT-HILAIRE, t. V. 15 févr. 1915.
 369. RAPPORTS ET NOTICES SUR LES MÉMOIRES DU CARDINAL
 DE RICHELIEU, fasc. V (complément du t. II). . .
 370. CAMPAGNES DE JACQUES DE MERCOYROL DE BEAULIEU. 20 avril 1915.
 371. JOURNAL DE CLÉMENT DE FAUQUEMBERGUE, t. III. . . 20 sept. 1915.
 372. ANNUAIRE-BULLETIN, t. LI. Année 1914.

1915.

373. MÉMOIRES DU COMTE DE BRIENNE, t. I 20 févr. 1916.
 374. LETTRES DU DUC DE BOURGOGNE, t. II 25 mars 1916.
 375. CHRONIQUE DES RÈGNES DE JEAN II ET CHARLES V,
 t. II. 8 mai 1916.
 376. DÉPÊCHES DES AMBASSADEURS MILANAIS SOUS LOUIS XI,
 t. I 15 mai 1916.
 377. ANNUAIRE-BULLETIN, t. LII. Année 1915.

1916.

378. MÉMOIRES DE SAINT-HILAIRE, t. VI 3 nov. 1915.
 379. JOURNAL DE JEAN VALLIER, t. III 28 déc. 1916.
 380. MÉMOIRES DU COMTE DE BRIENNE, t. II 1^{er} août 1917.
 381. ANNUAIRE-BULLETIN, t. LIII. Année 1916.

1917.

382. ANNUAIRE-BULLETIN, t. LIV. Année 1917.
 383. MÉMOIRES DU MARÉCHAL DE RICHELIEU 1^{er} févr. 1918.
 384. JOURNAL DE JEAN VALLIER, t. IV 25 avril 1918.
 385. MÉMOIRES DU COMTE DE BRIENNE, t. III 1^{er} févr. 1919.

1918.

386. ANNUAIRE-BULLETIN, t. LV. Année 1918.
 387. MÉMOIRES DE MARTIN ET GUILLAUME DU BELLAY, t. IV. 10 févr. 1919.
 388. DÉPÊCHES DES AMBASSADEURS MILANAIS SOUS LOUIS XI,
 t. II 10 avril 1919.
 389.
-

PROCÈS-VERBAL

DE LA

SÉANCE DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

DE LA

SOCIÉTÉ DE L'HISTOIRE DE FRANCE,

TENUE LE 4 MARS 1919,

A l'École des chartes, à quatre heures un quart,

SOUS LA PRÉSIDENCE DE M. H. STEIN, PRÉSIDENT.

(Procès-verbal adopté dans la séance du 1^{er} avril suivant.)

Le secrétaire donne lecture du procès-verbal de la séance précédente; la rédaction en est approuvée par le Conseil.

M. le Président annonce que, depuis la dernière séance, la Société a perdu deux de ses membres : M. Georges Dau-
met et M. le marquis de Nicolay.

M. Georges Dau-
met, archiviste honoraire aux Archives nationales et l'un de nos censeurs, a été enlevé subitement et prématurément à l'affection des siens et à la nôtre, n'ayant pas encore atteint la cinquantaine. C'était un érudit sérieux et consciencieux, qui avait en préparation d'utiles travaux, où il aurait fait preuve des mêmes qualités que dans ses publications antérieures sur l'histoire de Calais au moyen âge, sur les communautés religieuses de Paris et sur l'histoire d'Espagne, pour laquelle il avait une prédilection marquée.

M. le marquis de Nicolay, qui s'est éteint dans un âge très avancé, ne cultivait pas l'histoire personnellement, mais permettait aux autres de l'étudier aux sources. On sait les rapports amicaux qu'il entretenait avec notre éminent secrétaire M. de Boislisle, qui sut tirer un parti admirable des riches archives de la maison de Nicolay. On sait sans doute aussi que c'est sur la recommandation de M. de Boislisle que M. Courteault a été choisi pour être son collaborateur et continuateur dans l'étude de ces mêmes archives.

La mémoire de M. de Nicolay nous restera donc chère à plus d'un titre.

M. le Président proclame membre de la Société, après avoir soumis cette nomination à l'approbation du Conseil :

2605. M. le comte Gaston DE CONTADES, 35, rue Saint-Dominique; présenté par MM. Courteault et de Boislisle.

Publications adressées à la Société.

PUBLICATIONS PÉRIODIQUES. — *La nation tchèque*, n^{os} des 15 novembre-1^{er} décembre 1918 et 15 décembre 1918-1^{er} janvier 1919. — *Bulletin yougoslave*, décembre 1918.

SOCIÉTÉS SAVANTES. — *Bulletin de la Société de l'histoire du protestantisme français*, octobre-décembre 1918. — *Bulletin de la Société des Antiquaires de l'Ouest*, 2^e trimestre de 1918. — *Indicateur d'antiquités suisses*, 3^e fascicule de 1918. — *Royal historical Society transactions*, 4^e série, t. I. — *Proceedings of the American philosophical Society*, 1918, n^{os} 5 et 6.

Ouvrages offerts par les auteurs ou les éditeurs.

Procès-verbaux de la Commission temporaire des arts, publiés et annotés par Louis Tuetey, t. II. In-4. Paris, Imprimerie nationale. — *Recherches sur quelques fonctionnaires royaux des XIII^e et XIV^e siècles originaires du Gâtinais*, par Henri Stein. In-8. Paris, Picard. — *Les traités de 1915 et 1916*. Discours de M. Victor Bérard à la réunion de la « Serbie victorieuse », tenue le 16 janvier 1919. Br. in-8. Paris, impr. Lang, Blanchong et Cie. — *L'Italie et les Yougoslaves; une situation dangereuse*, par sir Arthur Evans. Br. in-8. Paris, ibid. — *La question de Fiume*, par A. E. Br. in-8. Paris, ibid.

Correspondance.

MM. le baron de Barante, le marquis de Beauchesne, Henry Cochin et Courteault s'excusent de ne pouvoir assister à la séance.

Travaux de la Société.

État des impressions :

Annuaire-Bulletin de 1918. Fasc. 1-2. 4 feuilles tirées; on compose la suite.

Mémoires de G. et M. du Bellay. T. IV. Terminé; au brochage.

Dépêches d'ambassadeurs milanais. T. II. 19 feuilles tirées; feuilles 20 à 24 en pages.

Mémoires de Brienne. T. III. 22 feuilles tirées; on compose la fin de la table.

Grandes Chroniques de France. T. I. 5 feuilles tirées; feuilles 6 à 8 en pages.

M. le Trésorier ajoute de vive voix quelques renseignements complémentaires sur l'état d'avancement de ces travaux.

Le secrétaire donne lecture d'une lettre de M. Louis Tuetey proposant au Conseil de publier, sous les auspices de la Société, les Mémoires inédits de Michel Camus-Destouches, colonel, brigadier, puis inspecteur de l'artillerie sous Louis XIV, mémoires qui sont conservés à la bibliothèque du ministère de la Guerre. Le Conseil décide que le Comité de publication ne sera saisi de la proposition de M. Tuetey qu'autant qu'une copie des Mémoires dont il s'agit pourra être soumise à son examen.

La séance est levée à cinq heures.

II.

BIBLIOGRAPHIE.

1. — AIGRAIN (abbé R.). Sainte Radegonde (vers 520-587). In-18, xi-181 p. Paris, J. Gabalda.

2. — AULARD (A.). La Révolution française et le régime féodal. In-16, iv-290 p. Paris, Félix Alcan.

3. — BOULAUD (J.). Le Mas de Gigondas (paroisse d'Isle). In-8, 29 p. avec gravures. Limoges, Ducourtieux et Gout.

(Extrait du Bulletin de la Société archéologique et historique du Limousin.)

ANNUAIRE-BULLETIN, T. LVI, 1919.

4. — BÉCOURT (L. DE). Histoire de Ceyssac (Haute-Loire); illustrée de gravures hors texte. In-8, iv-183 p. Le Puy-en-Velay, impr. Peyriller, Rouchon et Gamon.

5. — CARNÉ-TRÉCESSON (marquis DE). La seigneurie de Coëtlogon en Bretagne; ses seigneurs, châtelains et possesseurs; ouvrage illustré de dessins et croquis du vicomte H. Frotier de la Masselière et de l'auteur et de reproductions de portraits et précédé d'une lettre de M. Pierre de la Gorce, de l'Académie française. In-8, 411 p. Rennes, J. Plihon et L. Hommay.

6. — CASTRIES (comte Henry DE). Les relations du martyr d'André de Spolète; Fez, 1532. Gr. in-8, 43 p. Paris, Ernest Leroux.

7. — Catalogue (le second) des publications de l'Imprimerie royale (1651). In-8, 3 p. Paris, impr. P. Renouard.

(Extrait du Bulletin de la Société de l'histoire de Paris et de l'Ile-de-France.)

8. — CHALLINE (C.). Recherches sur Chartres; transcrites et annotées par un arrière-neveu de l'auteur. In-8, xiv-507 p. avec gravures. Chartres, impr. Durand.

9. — CHARPENTIER (C.). La ville de Bruyères-et-Montbérault; documents historiques. In-8, 234 p. Dijon, impr. R. de Thorey.

10. — Chartes de communes et d'affranchissements en Bourgogne, publiées sous les auspices de l'Académie des sciences, arts et belles-lettres de Dijon; introduction de Joseph Garnier, terminée par Ernest Champeaux. In-4, xvi-1003 p., portrait et carte. Dijon, impr. V. Darantière.

11. — CHEVALIER (Ulysse). Regeste dauphinois ou répertoire chronologique et analytique des documents imprimés et manuscrits relatifs à l'histoire du Dauphiné, des origines chrétiennes à l'année 1349. 4 vol. in-4 de 960 col. chacun. Valence, impr. valentinoise.

PROCÈS-VERBAL

DE LA

SÉANCE DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

DE LA

SOCIÉTÉ DE L'HISTOIRE DE FRANCE,

TENUE LE 1^{er} AVRIL 1919,

A l'École des chartes, à quatre heures et demie,

SOUS LA PRÉSIDENTENCE DE M. H. STEIN, PRÉSIDENT.

(Procès-verbal adopté dans la séance du 3 juin suivant.)

Le secrétaire donne lecture du procès-verbal de la séance précédente; la rédaction en est approuvée par le Conseil.

M. le Président annonce que depuis la dernière séance la Société a perdu trois de ses membres : MM. le comte Lecointre, le marquis du Lau d'Allemans et Guétonny, inscrits sur nos listes, le premier depuis 1867, le second depuis 1909, le troisième depuis 1912. Le Conseil s'associe aux regrets exprimés par M. le Président.

Publications adressées à la Société.

PUBLICATIONS PÉRIODIQUES. — *La nation tchèque*, 15 janvier-1^{er} mars 1919.

SOCIÉTÉS SAVANTES. — *Bulletin de la Société d'études des Hautes-Alpes*, 4^e trimestre de 1918. — *Mémoires de la Société d'histoire et d'archéologie de Chalon-sur-Saône*, 2^e série, t. VII.

Ouvrages offerts par les auteurs ou les éditeurs.

La nouvelle carte de l'Autriche, par Georges Blondel. Br. in-8. Paris, impr. Lang. — *L'Italie et les Yougoslaves*, par Zdenko Moravec. Br. in-8. Paris, ibid. — *Les revendications territoriales yougoslaves*. Conférence de M. Smolaka. Br. in-8. Paris, ibid. — *France et Italie* (extrait de *The New-Europe* du 20 février 1919). Br. in-8. Paris, ibid. — *La presse italienne et les relations italo-yougoslaves*. Br. in-8. Paris, éditions du Comité yougoslave.

Correspondance.

MM. le baron de Barante, le marquis de Beauchesne, Courteault, le duc de la Force, Langlois, de Mandrot s'excusent de ne pouvoir assister à la séance.

M. le comte Gaston de Contades remercie la Société de l'avoir admis au nombre de ses membres.

M. le Président donne lecture d'une lettre de M. Jean Cordey l'informant qu'il tient à la disposition de la Société le manuscrit du deuxième et dernier volume de la *Correspondance du maréchal de Vivonne relative à l'expédition de Sicile*, qui est prêt pour l'impression.

Travaux de la Société.

État des impressions :

Annuaire-Bulletin de 1918. 2 feuilles tirées; feuilles 3 à 6 en placards.

Mémoires du maréchal de Florange. T. II. 4 feuilles et demie en placards.

Mémoires du cardinal de Richelieu. T. IV. 4 feuilles tirées; feuilles 5 à 8 en placards.

Dépêches d'ambassadeurs milanais. T. II. 15 feuilles tirées; feuilles 16 à 25 sous presse. Introduction, feuilles *a* et *b* en placards.

Dépêches d'ambassadeurs milanais. T. III. On commence la composition.

Grandes Chroniques de France, règnes de Jean II et Charles V. T. III. 4 feuilles en placards.

Mémoires de Brienne. T. III. La composition de la table n'est pas achevée.

Grandes Chroniques de France. T. I. 8 feuilles tirées; feuilles 9 à 10 en bon à mettre en pages.

Sur la proposition de M. Lecestre, trésorier, le Conseil

décide : 1° que le tome IV et dernier des *Mémoires de Guillaume et de Martin du Bellay*, actuellement terminé et prêt à être distribué, pourra être substitué au tome III, encore inachevé, des *Mémoires de Brienne*, pour compléter l'exercice 1917 ; 2° que le nombre des volumes à distribuer annuellement restera fixé à trois, — non compris l'*Annuaire-Bulletin*, — pour l'année 1919 et les exercices suivants, jusqu'à nouvel avis.

M. le Trésorier donne communication d'une lettre du conservateur de la bibliothèque de la ville de Liège, en date du 28 mars 1919, par laquelle celui-ci remercie de l'offre gracieuse qui lui a été faite de remplacer celles de nos publications (volumes de textes et *Annuaire-Bulletins*) qui seraient en déficit dans ses collections par des causes imputables à la guerre. « Notre bibliothèque, écrit-il, a eu grandement à souffrir des bandits en août 1914 ; ils l'ont transformée en caserne et converti notre salle des périodiques en écurie. Presque toutes nos publications qui s'y trouvaient déposées ont été détruites. » Le même correspondant ajoute qu'il a vu des soldats ivres fumer au milieu de la paille amassée pour leur couchage. « C'est miracle, conclut-il, que notre dépôt n'ait pas partagé le sort de la bibliothèque de Louvain. »

Le Conseil désigne comme commissaire responsable de la publication des *Mémoires du maréchal de Florange* M. Pierre de Vaissière, à la place de M. le marquis de Laborde, décédé.

Au nom de M. Ch.-V. Langlois, désigné pour suivre, en qualité de commissaire responsable, l'impression de l'*Historia Albigensis* de Pierre des Vaux-de-Cernay, M. Lecestre fait connaître au Conseil qu'après examen de la question M. Langlois estime que la traduction française, contemporaine de ladite chronique, offre un réel intérêt au point de vue historique et philologique ; par conséquent, il y aurait lieu de la publier en même temps que le texte latin ; la nouvelle édition de l'œuvre de Pierre des Vaux-de-Cernay formerait deux volumes. Le Conseil adopte les conclusions de M. Ch.-V. Langlois.

M. le comte Durrieu présente, au nom du Comité des fonds, le rapport annuel sur l'état des finances de la Société et le projet de budget pour l'exercice 1919-1920; l'un et l'autre sont renvoyés à l'examen de MM. les Censeurs. En raison du décès de M. Daumet et de l'impossibilité où se trouve M. de Lasteyrie de remplir ses fonctions, le Conseil décide de faire appel, pour cette année, à l'obligeance et à l'expérience d'un ancien censeur, M. Frédéric Sœhnée.

M. le comte Baguenault de Puchesse fait une intéressante communication sur l'*Ambassade de Nicolas de Sancy en Angleterre au mois de mai 1596*.

La séance est levée à cinq heures et demie.

II.

BIBLIOGRAPHIE.

12. — CORDIER (H.). Notes sur Eusèbe de Salle. In-8, 61 p. Paris, Henri Leclerc.

(Extrait du Bulletin du bibliophile.)

13. — COURTEAULT (P.). Une famille française [Marie-Brizard]. In-8, 32 p. Bordeaux, impr. Gounouilhou.

(Extrait de la Revue philomathique de Bordeaux et du Sud-ouest.)

14. — DELAHACHE (G.). Petite histoire de l'Alsace-Lorraine; préface de M. Paul Deschanel. In-16, 80 p. Paris, Bernard Grasset.

15. — DELFOUR (J.). Le collège de Poitiers après l'expulsion des Jésuites (1762-1795). In-8, 242 p. Poitiers, impr. G. Roy.

(Extrait des Mémoires des Antiquaires de l'Ouest.)

16. — DEMIMUID (Mgr). Saint Jean de la Croix (1542-1591). In-18, VIII-211 p. Paris, J. Gabalda.

17. — DUCOURTIEUX (P.). Les communes limousines et

les Anglais au moyen âge. In-8, 28 p. Limoges, Ducourtieux et Gout.

(Extrait du Bulletin de la Société archéologique et historique du Limousin.)

18. — EMPRIN (abbé). Paroisse de Sainte-Foy-Tarentaise (Savoie); procès-verbal de la visite pastorale faite, en 1633, par Mgr Benoît-Théophile de Chevron-Villette, archevêque de Tarentaise, avec introduction et notes. In-8, 32 p. Montpellier, impr. de la manufacture de la Charité.

19. — ESPÉRANDIEU (E.). Recueil général des bas-reliefs, statues et bustes de la Gaule romaine. T. VII : Gaule germanique. I : Germanie supérieure. In-4 à 2 col., vi-399 p. avec gravures. Paris, Ernest Leroux.

20. — EUDELIN (abbé). Hauville; notes pouvant servir à l'histoire de cette commune; ouvrage orné d'une carte, de 18 planches hors texte et de 23 figures dans le texte. In-4, xv-596 p. Rouen, Lestringant.

21. — GIBON (vicomte DE). Un archipel normand; les îles Chausey et leur histoire; ouvrage orné de gravures et de cartes. In-8, viii-658 p. Coutances, impr. Notre-Dame.

22. — GRANIER (abbé M.). Un martyr de la Révolution, Jean-Antoine Guilleminet, de Bédarieux (Hérault) (1738-1792). In-8, 37 p. Montpellier, impr. de la manufacture de la Charité (Pierre-Rouge).

23. — GRAS (L.-J.). Deux enfants de Saint-Chamond dignes de mémoire : Jean-Claude Flachat (1718-1775), initiateur de l'industrie cotonnière dans la région lyonnaise, et son petit-fils Eugène Flachat (1802-1873), initiateur du génie civil en France. In-8, 37 p. Saint-Étienne, impr. J. Théolier, J. Thomas et C^{ie}.

(Extrait du Bulletin de la Société d'études économiques du département de la Loire.)

24. — HENNET DE GOUTEL (baron). Vergennes et l'indépendance américaine; Vergennes et Wilson; avec un portrait de Vergennes. In-8, 44 p. Paris, éditions de la « Nouvelle Revue nationale ».

25. — HENRIET (M.). L'académicien Thomas (1732-1785), d'après des correspondances inédites. In-8, 122 p. Paris, Henri Leclerc.

(Extrait du Bulletin du bibliophile.)

26. — JOURDA DE VAUX (vicomte Gaston DE). Les Jourda de Vaux; leurs alliances, leurs anciens fiefs; étude généalogique et héraldique illustrée. In-4, 84 p. et pl. Le Puy-en-Velay, impr. Peyriller, Rouchon et Gamon.

27. — JOVY (E.). Fénelon inédit, d'après les documents de Pistoia. In-8, 492 p. et une gravure. Poitiers, Société française d'imprimerie et de librairie.

28. — JOVY (E.). Quelques documents français des archives d'Italie. II : Le collège janséniste de Noyon en 1719. In-8, 28 p. Paris, Henri Leclerc.

(Extrait du Bulletin du bibliophile.)

29. — LE MOY (A.). Correspondances bretonnes du XVIII^e siècle; extraits relatifs à la guerre d'indépendance américaine. In-8, 44 p. Angers, G. Grassin.

(Extrait de la Revue de l'Anjou.)

30. — LOMBARD (A.). L'abbé Du Bos; un initiateur de la pensée moderne (1670-1742); ouvrage renfermant un portrait, une planche hors texte et trois fac-similés d'autographes. In-8, viii-616 p. Paris, Hachette et C^{ie}.

31. — MACON (G.). Grotius dans la région de Senlis en 1623. In-8, 9 p. Senlis, impr. E. Vignon fils.

(Extrait des Mémoires du Comité archéologique de Senlis.)

32. — MARQUISET (A.). Le marquis de Marigny (1727-1781). In-16, 243 p. et portrait. Paris, Émile-Paul frères.

33. — MARTIN (chanoine). Dreux; la chapelle royale Saint-Louis, sépulture de la famille d'Orléans; son origine; son histoire; sa description, avec une mention sommaire des autres monuments de la ville. In-16, 32 p. avec gravures. Chartres, impr. Durand.

PROCÈS-VERBAL

DE

L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE

DE LA SOCIÉTÉ DE L'HISTOIRE DE FRANCE,

TENUE LE 6 MAI 1919,

A l'École des chartes, à quatre heures,

SOUS LA PRÉSIDENTE DE M. H. STEIN, PRÉSIDENT.

(Procès-verbal adopté dans la séance du 3 juin suivant.)

L'Assemblée entend la lecture :

1° Du discours de M. le Président (voir p. 58);

2° Du rapport de M. R. Delachenal, secrétaire, sur les travaux et publications de la Société pendant l'exercice 1918-1919 (voir p. 77);

3° Du rapport de M. Fr. Sœhnée, désigné pour faire fonction de censeur, en l'absence de M. Ch. de Lasteyrie, sur les comptes des recettes et des dépenses de la Société pendant l'exercice 1918 (voir p. 89).

Les conclusions de ce rapport, approuvant la gestion et les comptes de M. Léon Lecestre, trésorier de la Société, sont mises aux voix par M. le Président et adoptées par l'Assemblée.

Élections.

Sont réélus membres du Conseil pour siéger jusqu'en 1923 :

MM. DE BARANTE,
DE BEAUCHESNE,
BRUEL,
DE CONTENSON,
COVILLE,

DELAVAUD,
DE LA FORCE,
POUPARDIN,
ROTT,
SERVOIS.

Est élu en remplacement de M. le comte d'Antioche, décédé, dont les pouvoirs expiraient en 1922 :

M. Charles DE LASTEYRIE.

Sont élus censeurs en remplacement de M. G. Daumet, décédé, et de M. Ch. de Lasteyrie, élu membre du Conseil :

MM. MIROT,
LAVOLLÉE.

La séance est levée à six heures.

DISCOURS DE M. HENRI STEIN,
PRÉSIDENT DE LA SOCIÉTÉ PENDANT L'EXERCICE 1918-1919.

Messieurs et chers Collègues,

« On vient trop tard depuis qu'il y a des hommes et qui pensent. » Cette citation, empruntée à un célèbre écrivain français, me permettra de vous dire un simple merci et de me contenter de ce seul mot comme expression de ma profonde gratitude pour l'honneur que vous m'avez fait en m'appelant à la présidence de la Société de l'Histoire de France après tant de hautes personnalités qui m'ont précédé en ce fauteuil et qui vous ont remerciés. De générations en générations, vous voyez défiler à votre tête, pendant quelques mois, des visages nouveaux qui se succèdent, se présentent et disparaissent comme en un perpétuel kaléidoscope; les statuts l'exigent et il s'y faut conformer; chacun de vos présidents doit se soumettre à la règle immuable, mais je ne suis pas bien sûr que vous n'ayez très grand désir de vous insurger contre la règle, car, alors que vous aurez beaucoup de profit à tirer du rapport annuel de votre secrétaire qui, lui, ne change heureusement pas et saura du moins vous renseigner utilement sur la marche et les travaux de votre Société, vous voilà tout d'abord condamnés à écouter un indigne passant qui peut être ennuyeux, qui peut ne pas savoir bien jouer son rôle et n'aspire qu'à rentrer dans le rang où votre extrême bonté est venue le chercher.

Son rôle, Messieurs, est d'ailleurs tout tracé. Il convient que nous rendions un dernier hommage à ceux dont nous

avons été les compagnons et qui nous ont quittés dans le courant de cette présente année; nous ne devons pas les laisser s'éloigner sans apporter quelques modestes fleurs sur leur tombe à peine fermée. Ce devoir est bien défini; nous n'y avons jamais manqué; et nous jugerions avec sévérité celui qui s'aviserait de proposer la suppression de cet acte de patriotique solidarité.

Nous avons à regretter la disparition d'un des membres de notre Comité, M. le comte Adhémar d'Antioche. Il aimait notre Société et ne s'était pas contenté de s'y faire personnellement inscrire; zéléteur très actif, il recrutait un adhérent nouveau chaque fois qu'il entrevoyait la possibilité d'intéresser un ami à notre cause, et nous serions des ingrats si nous oublions les marques de sympathie qu'il ne cessait ainsi de nous donner. Né à Bruxelles en 1852, le comte d'Antioche avait des attaches dans la diplomatie; on ne sera donc pas surpris de le voir traiter, dans le seul ouvrage important qu'il ait publié, une question d'histoire diplomatique. Dans son *Chateaubriand ambassadeur à Londres en 1822 d'après des dépêches inédites* (Paris, 1912), il a cherché à mettre en évidence la clairvoyance prophétique du grand littérateur, homme d'État. Dans ce livre, très favorablement accueilli à son apparition, on trouve l'analyse détaillée, bourrée de citations, de toutes les correspondances diplomatiques françaises échangées entre Paris et Londres de 1814 à 1822, en suivant l'ordre chronologique; et pour la période du séjour de Chateaubriand, les mêmes documents agrémentés d'autres sources d'information, telles que les Mémoires d'outre-tombe, les souvenirs de Marcellus, les lettres de l'ambassadeur à Madame de Duras, pour ne citer que les principales. Le tout présente un vif attrait et apporte une note très vivante, Chateaubriand rédigeant lui-même et sachant donner de la couleur et de la variété aux matières les plus arides; de nombreuses notes biographiques, rédigées avec beaucoup de soin, augmentent encore l'intérêt du travail. On peut penser que notre collègue y aurait donné une suite quelque jour. Son urbanité était notoire, sa bienveillance naturelle.

Comme lui, Georges Daumet suivait avec assiduité nos séances; vous l'auriez vu bientôt entrer au sein du Comité puisqu'il est dans les habitudes de la Société de récompenser ainsi les collègues auxquels elle confie les fonctions de censeur. Daumet le méritait à tous égards et nous eussions ainsi reconnu, bien modestement, la valeur des travaux qu'il a signés de son nom et qui furent tous très remarquables. La thèse qu'il avait soutenue avec succès pour obtenir le diplôme d'archiviste-paléographe, imprimée un peu plus tard par les soins de l'Académie d'Arras (1902), traite de l'histoire de *Calais sous la domination anglaise* et apporte des vues très nouvelles, principalement d'après les archives de Londres, sur l'administration municipale de cette ville de 1347 à 1558, sur le commerce maritime, sur la Compagnie de l'étafle et sa décadence; c'est une bonne page d'histoire de France. Après avoir suivi les cours de l'École des Chartes et de l'École des Hautes-Études, Daumet fut nommé membre de l'École française de Rome et alla compléter au delà des Alpes une instruction déjà très soignée et développer une maturité d'esprit supérieure à la moyenne, grâce au milieu où il avait grandi. Les *Lettres de Benoît XII concernant la France*, qui font partie des publications de l'École de Rome, et un travail sur *Innocent VI et Blanche de Bourbon d'après des documents inédits* (1899) furent le résultat de son séjour en Italie. Dans cette dernière publication, sous une forme attrayante et érudite à la fois, il nous fait assister au supplice d'une femme, d'une princesse de sang royal français, dont la courte mais lamentable existence fut un véritable martyre; le pape, qui avait favorisé le mariage, dut ensuite prodiguer des conseils de résignation à l'épouse, tandis qu'il essayait de tout moyen pour faire rentrer Pierre le Cruel dans la voie du devoir : dépêches, envois de légats, excommunication, mise en interdit du royaume, rien n'y fit; et les deux personnages, le pape et la reine, disparurent de la scène du monde avant le châtimement du coupable.

Avec Pierre le Cruel, Daumet se familiarisait avec l'étude de l'histoire d'Espagne, qu'il allait désormais mener de

front avec ses autres travaux; et nous avons vu paraître sous son nom, successivement : dans la « Bibliothèque de l'École des Chartes », un article sur les *Testaments d'Alphonse X, roi de Castille*; puis deux volumes de la Bibliothèque de l'École des Hautes-Études : *Étude sur l'alliance de la France et de la Castille au XIV^e et au XV^e siècle*, complétée par un *Mémoire sur les relations de la France et de la Castille de 1255 à 1320*. Dès lors, l'Espagne l'attire spécialement, et quelques-uns d'entre vous savent qu'en suivant les cours de Morel-Fatio au Collège de France, il avait acquis à la fois une maîtrise réelle de la langue et de la littérature hispaniques et la confiance absolue du professeur et de l'ami. Après son retour d'Italie, Daumet était entré dans l'administration des Archives nationales, où il demeura trop peu de temps au gré de ses collègues, mais assez cependant pour y nouer de solides amitiés, comme il en avait noué sur les bancs du lycée, sur ceux de l'École et au « Studio » de Rome. Les travaux qui lui furent confiés au palais Soubise lui permirent de préparer les matériaux d'un volumineux travail, très nourri d'inédit, qu'il fit paraître en 1911-1912 sur les *Établissements religieux anglais, écossais et irlandais fondés à Paris avant la Révolution*. Dans ces dernières années, il avait entrepris avec un ami le Catalogue des actes de saint Louis. La place me manque pour ajouter quelques mots, pourtant nécessaires, sur son excessive délicatesse et la haute dignité de sa vie, qui n'excluaient pas un tour d'esprit malicieux, mais exempt de méchanceté. Une maladie de cœur a brisé cette existence heureuse, alors qu'il n'avait pas encore atteint la cinquantaine.

En la personne du marquis du Lau d'Allemans a disparu l'héritier d'un grand nom du Périgord; sa famille, sans avoir joué un rôle considérable, a compté des représentants distingués dans le clergé, dans l'armée et dans les belles-lettres. Armand du Lau, marquis d'Allemans, né au château de Montardy en 1651, mort au château de Champniers en 1725, est l'auteur d'un éloge de Malebranche qui a mérité de trouver place dans les « Fragments philosophiques » recueillis en 1866 par Victor Cousin : une notice

biographique lui a été consacrée par M. Dujarrie-Descombes. Henri-Charles du Lau d'Allemans, né en 1747, fut sacré évêque de Grenoble en 1789, et, ayant refusé de prêter serment à la Constitution, mourut en exil à Gratz en 1802, après avoir résidé à Aoste d'où il a daté quelques lettres pastorales et mandements. Louis-Auguste du Lau d'Allemans, né en 1778, mort en 1864, capitaine de cavalerie, a cultivé la poésie et la littérature. Jean-Antoine-Louis, officier d'infanterie, hérita de la succession de son cousin le marquis de Lanmary et devint ainsi propriétaire du château de Milly (Seine-et-Oise); son fils et sa belle-fille le possédèrent à leur tour et furent enterrés dans un somptueux monument du cimetière de cette commune, dont la porte, par une disposition testamentaire assez singulière, a été murée après l'inhumation du dernier survivant. Notre collègue, né lui-même au château de Montardy qu'il fit reconstruire avec un goût parfait après l'incendie de 1870, vient de s'éteindre à l'âge de quatre-vingt-cinq ans, après avoir été l'une des personnalités les plus marquantes de la société française dans ces cinquante dernières années. Son logis parisien, rempli de souvenirs de famille, était le rendez-vous d'une élite, et le roi Édouard VII l'honorait d'une amitié particulière. Aux cercles qu'il fréquentait, sa conversation était supérieurement goûtée. Sa réputation cynégétique le faisait participer à toutes les grandes chasses de France et d'Angleterre. La sûreté de son jugement l'avait fait admettre dans les conseils d'administration de plusieurs sociétés financières et de compagnies de chemins de fer. On l'avait vu s'enrôler dans l'armée en 1870 et devenir capitaine au 3^e bataillon des mobiles de la Dordogne, puis officier d'ordonnance du général Le Flô, ministre de la Guerre. On le vit plus tard s'intéresser au développement du musée de l'Armée et du musée du Périgord, et offrir aux archives départementales de la Dordogne, pour être mis à la disposition des érudits, ses importants papiers de famille. Le marquis du Lau d'Allemans sera unanimement regretté.

Le berceau de la famille de Aymard-Louis-Marie-Charles, marquis de Nicolaÿ, était la curieuse petite ville de Bourg-

Saint-Andéol, en Vivarais; l'hôtel de son aïeul, qui fut chancelier de Naples sous Louis XII, existe encore; il constitue une des curiosités archéologiques de l'endroit; il a été racheté, puis habilement restauré par le dernier représentant de la famille, récemment décédé dans un âge avancé. L'intérêt qu'il portait à ces vieux souvenirs le rendait également très soucieux de la bonne conservation de ses riches archives, dont son père avait confié le classement à notre cher ancien secrétaire A. de Boislisle et dont il appréciait lui-même toute la valeur. Il y a là de précieux documents sur les guerres d'Italie, en particulier sur Étienne de Vesc (sur lequel A. de Boislisle a écrit un volume) et sur le maréchal de Gié, la correspondance d'un dauphin de France, une foule de correspondances politiques et privées où se côtoient ministres, diplomates et financiers, les titres des seigneuries de Bercy, de Charenton, de Bléré, de Courances et du marquisat de Goussainville, et surtout un fonds très riche de documents sur la Chambre des comptes de Paris dont les Nicolaÿ occupèrent pendant trois siècles la première présidence, papiers d'une richesse historique et d'une valeur d'autant plus grande que les archives mêmes de cette institution ont en grande partie sombré dans un incendie. Le marquis de Nicolaÿ avait permis à Arthur de Boislisle d'en tirer de précieux textes, publiés à ses frais et bien connus des érudits; il l'avait autorisé à entreprendre sur sa famille et sur la Chambre des comptes elle-même une publication de proportions si vastes que l'entreprise n'a pu jusqu'ici aboutir; il a du moins permis à notre ami Henri Courteault, successeur désigné de Boislisle, de poursuivre ces recherches, qui ne sauraient être en de meilleures mains. L'exemple qu'a ainsi donné, après son père mort en 1875, le marquis Aymard de Nicolaÿ mérite d'être cité et d'être suivi par tous les possesseurs de fonds d'archives familiales, surtout quand les documents présentent un intérêt de premier ordre : pourquoi faut-il que certains détenteurs de telles richesses, sans en méconnaître la valeur, se refusent à les communiquer aux historiens? La Société de l'Histoire de France est tenue d'honorer tout particulièrement la

mémoire vénérée de ce gentilhomme à qui nous devons garder une vive reconnaissance de tant de bienfaits.

Si M. le comte Sanche de Gramont appartenait à une vieille souche béarnaise, il n'apparaît pas qu'il ait eu en sa possession de très riches archives; du moins est-il mort trop tôt pour en profiter personnellement, pour en faire profiter les autres. Parmi ses proches, on compte un diplomate, un homme de science (son père appartient à l'Académie des sciences); lui-même, qui savait déjà trouver dans les lectures historiques un heureux délassement, se préparait à entrer à l'École des Chartes lorsque la guerre éclata, et la guerre nous l'a ravi. Il était aviateur; il a pu donner la mesure de son courage en mourant pour la patrie. Il était des nôtres depuis 1913, ainsi que son ami le comte Pierre de Pimodan.

Nul ne fut surpris de voir ce dernier accepter de devenir notre collègue. N'était-il pas le fils du comte de Pimodan, anciennement notre attaché militaire à la légation française au Japon, auteur de souvenirs personnels et de deux volumes d'histoire fort appréciés, l'un sur le rôle du comte de Mercy-Argenteau, ambassadeur impérial à Paris sous Louis XV et sous Louis XVI (1911), l'autre sur les fiançailles de Madame Royale, fille de Louis XVI, et la première année de son séjour à Vienne (1912)? N'était-il pas le neveu du marquis Gabriel de Pimodan, poète délicat et écrivain très informé, à qui nous devons une bonne étude sur les étapes de Jeanne d'Arc en Champagne et un livre sur la réunion de Toul à la France? Le comte Pierre avait de quoi tenir; il avait manifesté déjà un désir réel de persévérer dans la tradition familiale; une mort héroïque, après de longs mois de guerre, est venue faucher trop tôt, hélas! une vive intelligence. Les deux amis ont eu le même sort glorieux.

M. le vicomte de la Haye de Cormenin était un lecteur passionné, un érudit, un curieux, un dilettante, possesseur d'une importante bibliothèque qu'il s'appliquait à rendre toujours plus riche et qu'il partageait entre son domicile parisien et son château du Loiret : homme affable et bon,

toujours prêt à rendre service et trouvant dans les œuvres de charité une autre occupation à ses loisirs. Il se défendait d'être le descendant d'un Deshayes de Cormenin, fils d'un bailli de Montargis, qui fut chargé de mission en Scandinavie, en Hongrie, en Russie, en Orient, il y a tantôt trois siècles, et dont un livre : *le Voyage du Levant*, publié par son secrétaire et par ordre du roi, contient une description de Smyrne, de Jérusalem et des Lieux-Saints que Chateaubriand a citée avec éloges. Ce personnage conspira finalement contre Richelieu, qui ne l'aimait pas, et paya de la vie, en 1632, une trop grande indépendance de caractère. Est-ce en raison de ce dénouement fâcheux que M. de Cormenin répudiait avec lui toute alliance? Ou véritablement n'y a-t-il aucune parenté entre les deux familles, en dépit de toutes les apparences? Je puis affirmer, quoi qu'il en soit, que notre aimable collègue n'eut jamais ni les allures ni la mentalité d'un conspirateur. Mais du moins son grand-père Louis-Marie de la Haye de Cormenin (1788-1868), pamphlétaire hardi et implacable ennemi du roi Louis-Philippe, fut-il doué d'un talent satirique, excellemment développé dans des brochures et des publications retentissantes qui eurent sous le gouvernement de Juillet un succès presque égal à celui qu'obtint Paul-Louis Courier. Conseiller d'État, jouissant par sa science juridique et administrative d'une grande autorité, il fut député du Loiret en 1828, puis de l'Ain en 1831; il mena une vie très agitée et demeura, sous le pseudonyme de Timon, l'auteur célèbre d'un *Livre des orateurs*, où les hommes politiques contemporains sont portraiturés d'une plume alerte et remarquablement fine, mais souvent virulente. Notre collègue, esprit très avisé et très doué, se contentait de penser tout bas ce que son aïeul avait pensé tout haut.

Je veux encore vous faire partager nos regrets d'avoir vu nous quitter M. Guétonny, qui, bien qu'habitant Paris, ne fréquenta jamais nos réunions; M. Raymond Chevalier, maire de Soisy-sous-Étiolles, qui avait continué à faire partie de notre Société après la mort de son père, mais que ses occupations retenaient ailleurs; M. le comte Pierre

Lecointre, notre collègue depuis 1867, qui résidait en Touraine et dont les goûts et les occupations étaient d'un homme de bien et d'intelligence ouverte à toutes les œuvres utiles. Si M^{me} Pierre Lecointre s'est fait remarquer par des travaux importants sur la faune de la province qu'elle habite, je ne sache pas que son mari ait eu le désir de donner aux presses le soin de transmettre son nom à la postérité; du moins sa présence sur nos listes lui vaudra ces quelques lignes de commémoration qu'il n'a pas tenu à moi de développer davantage.

Je ne connaissais pas non plus M. René Choppin; je puis du moins vous rappeler que son père, Albert Choppin, jurisconsulte distingué, avocat au Conseil d'État, puis gérant de la préfecture de police aux jours pénibles de janvier 1871, ensuite préfet de l'Oise et directeur de l'administration pénitentiaire au ministère de l'Intérieur, avait pris place dans nos rangs; lorsqu'il mourut, en 1894, son fils René se fit inscrire sur nos listes à sa place, continuant ainsi une tradition qui, malgré ce double exemple, n'est peut-être pas assez généralisée.

C'est ainsi que nous aurions souhaité de recevoir l'adhésion du vicomte Jean d'Ussel, auteur de deux ouvrages sur la *Défection de la Prusse en 1813* et l'*Intervention de l'Autriche en 1813*, parus en 1907 et en 1912, pour remplacer le comte Philibert d'Ussel, ancien ingénieur, puis inspecteur général des ponts et chaussées, originaire de Neuvic-d'Ussel (Corrèze), où il était né en 1841. Ce haut fonctionnaire, dont les occupations professionnelles s'éloignaient un peu de nos études, aimait à se retrouver, aux heures de loisir, dans la compagnie des historiens; et c'est ainsi qu'il fut amené à imprimer le résultat de ses réflexions et le fruit de ses lectures dans deux publications d'ordre social qui s'appellent : *Essai sur l'esprit public dans l'histoire* (1877) et la *Démocratie et ses conditions morales* (1884). Il aurait donné certainement d'autres preuves de son activité intellectuelle si son temps n'avait pas été absorbé par d'autres graves travaux.

Tout au contraire, Paul Le Blanc a vécu toute sa vie,

qui fut longue, au milieu de ses livres qu'il adorait. Né en 1828, il avait passé toute sa jeunesse à collectionner sur l'Auvergne, sa patrie; il n'a pour ainsi dire jamais quitté la petite ville de Brioude, dont il fut pendant quelque temps le bibliothécaire bénévole. La géographie et l'histoire locales n'avaient pas de secrets pour lui, mais il n'était pas homme à se confiner dans cette histoire et à restreindre le champ de ses investigations, témoin l'intérêt qu'il portait à nos travaux où l'Auvergne n'a jamais, que je sache, été particulièrement honorée. Providence des débutants, des ignorants, des étrangers à sa province, il savait beaucoup et, contrairement à beaucoup d'autres curieux, il ne gardait pas sa science pour lui. Il amassait, mais autant pour le profit des autres que pour sa satisfaction personnelle. Il a produit peu, malgré sa longévité, et on peut le regretter; son souffle ne fut jamais long, et il excellait à traiter dans une courte brochure un sujet de pure curiosité où il se réjouissait d'élucider un petit problème, de renouveler une question controversée, de faire revivre un personnage oublié. Sa collaboration à l'*Intermédiaire des chercheurs et des curieux* était vivement appréciée. Il a inséré dans les annuaires de son département, dans les publications des Sociétés savantes et dans les revues de sa province quelques études sur les vignobles du Puy (1869), sur les communications du Puy avec Brioude (1872), sur les Grands Jours du Languedoc en 1667 (1870), sur les inondations de l'Allier (1875), sur le château de Thiolent, sur la papeterie de Prades (1885), sur le protestantisme, sur les débuts de l'imprimerie au Puy (1894), sur les pierres précieuses du Riou-Pezouliou, sur l'ermitage de saint Euriat, sur des poètes, des peintres et des sculpteurs auvergnats, qui sont d'excellentes notices dont le seul défaut est la brièveté. Et combien d'inédit reste-t-il dans les cartons du collectionneur! Il avait entrepris, entre autres, une histoire complète de l'imprimerie au Puy qu'il me disait en 1894 être déjà trop vieux pour achever; que ne l'a-t-il fait paraître? Et l'on ne saura jamais tout ce que lui doivent ses compatriotes en quête d'un sujet à traiter, d'un renseignement à découvrir, d'une notice à compléter. J'en

sais qui furent ses élèves en bibliographie et qui, s'ils vivaient encore, lui tresseraient aujourd'hui des couronnes.

Il me reste à vous parler d'un de nos anciens collègues qui, contrairement à Paul Le Blanc, n'a pas craint d'aborder les vastes sujets et de se lancer, je n'ose dire imprudemment, dans d'immenses recherches où suffit à peine l'activité d'un homme appelé, d'autre part, à jouer un rôle dans la société contemporaine. Professeur à l'École des hautes études commerciales, publiciste, administrateur de sociétés maritimes et financières, trésorier de la Société d'histoire diplomatique, Octave Noël était né à Poissy en 1846. Une partie de son cours, intitulé *Principes d'économie politique et sociale*, a été publiée en 1913, en deux volumes, consacrés l'un à la production, l'autre à la circulation des richesses. Il est également l'auteur d'un ouvrage sur le *Socialisme et la question sociale* (1902), d'une étude sur *La Banque de France, historique et organisation administrative* (1891), et surtout d'une *Histoire du commerce du monde depuis les temps les plus reculés*, qui s'arrête à 1871, et comprend trois énormes in-quarto (1891-1906). Ce dernier livre, bien conçu et bien écrit, est un ouvrage agréable dont on peut recommander la lecture aux gens du monde, mais qui décevrait peut-être un peu ceux qui y chercheraient une histoire méthodique et critique du commerce. On y trouvera des idées générales, un exposé des principes généraux et des fluctuations qui ont été les causes de la prospérité et de la décadence du commerce de certains peuples, depuis les Hébreux, les Égyptiens, les Perses, les Phéniciens jusqu'à la Ligue hanséatique, aux grandes Compagnies des Indes, aux principales artères commerciales du XIX^e siècle. C'est une histoire de la civilisation et de l'économie politique tout à la fois, basée peut-être sur une préparation incomplète. Nous ne prendrions certes pas à notre compte toutes les idées dont il se fait le propagateur, et il en est parmi nous qui ne voudraient peut-être pas souscrire à l'opinion qu'il professe à l'égard de la patrie de Washington ; il déplore en effet que la France ait soutenu les colonies américaines dans leur révolte, d'autant plus, dit-il, que les États-Unis se sont

singulièrement montrés ingrats, tant sur le terrain commercial et politique qu'à l'heure de nos défaites de 1870-1871.

J'aime à espérer que cette idée, émise il y a vingt-cinq ans, Octave Noël ne la ferait plus sienne aujourd'hui. A situation nouvelle, opinion nouvelle. Il eut le temps, avant de mourir, de voir arriver en grand nombre les Américains au secours de la France et entrer dans la guerre; il a peut-être eu le temps d'entendre les cloches qui sonnèrent l'armistice du 11 novembre, jour où l'Eglise de France célèbre le saint populaire entre tous, auquel sont dédiées tant de paroisses de notre pays, saint Martin.

On voudrait pouvoir parler d'autre chose que de guerre et de paix, non pas à la manière de Tolstoï, mais échanger seulement quelques propos à la lumière des événements contemporains. A divers titres, et qu'on le veuille ou non, nous entrons dans une ère nouvelle, où les destinées historiques de la France, en fonction de la paix prochaine, vont se jouer autour du tapis vert de Versailles; une ère nouvelle où les conditions économiques devront créer la force résistante d'un pays plus encore que la démarcation des frontières; une ère nouvelle où le sentiment de notre force et de notre droit doit avoir raison de tous les graves problèmes qui vont se poser. Les prévoir n'est point trop malaisé; les démasquer est nécessaire.

Vous n'attendez pas de moi que je vous les analyse, que je vous en fasse du doigt toucher tous les dangers : il y aurait outrecuidance de ma part, et vous ne me le pardonneriez pas. Mais, puisque aussi bien nous n'avons tous en vue que la grandeur d'une patrie si profondément secouée, peut-être ne messiera-t-il pas d'examiner ensemble si quelque menace ne gronde pas encore au-dessus de nos têtes, après que nous avons refoulé et vaincu ceux, comme dit Malherbe,

Par qui sont aujourd'hui tant de villes désertes,
Tant de grands bâtiments en mesures changés,
Et de tant de chardons les campagnes couvertes.

Je ne voudrais pas être accusé de pessimisme. Loin de moi l'idée de prétendre que nous ne profiterons pas de notre victoire; assez de gens sont disposés à le croire et à le dire. Nous avons connu des pessimistes pendant la guerre; nous avons entendu Démophile s'écrier, comme dans *La Bruyère* : « Tout est perdu; c'en est fait de l'État; il est du moins sur le penchant de sa ruine. On a fait de lourdes fautes; je sais bien ce que je dis, je suis du métier, j'ai vu la guerre, et l'histoire m'en a appris. » Nous l'avons vu, comme dans *La Bruyère*, « débiter des nouvelles qui sont les plus tristes et les plus désavantageuses que l'on pourrait trouver, et si vous lui dites que ce bruit est faux et qu'il ne se confirme point, il ne vous écoute pas. Il vous explique que la cavalerie allemande est invincible, il pâlit au seul nom des cuirassiers de l'Autriche. Il entend déjà sonner le beffroi des villes et crier à l'alarme; il songe à son bien et à ses terres; où conduira-t-il son argent, ses meubles, sa famille? où se réfugiera-t-il, en Suisse ou à Venise? »

Ce type de défaitiste, qui a donc existé de tout temps, a survécu à la victoire. On sent qu'il a une terrible hâte de jouir des bienfaits de la paix, mais il agit comme si cette victoire équivalait à une catastrophe. On lui fait une injure personnelle en lui parlant des fruits que l'on souhaiterait d'y recueillir; il n'en savoure que l'amertume; il est sûr que l'occupation de la rive gauche du Rhin ne peut que semer des germes de discorde et des idées de vengeance.

Ce pessimiste est d'une race trop dangereuse, à laquelle il faut avoir honte d'appartenir; mais, si l'on a pu écrire que Napoléon ne concluait jamais une paix sans y laisser le grain d'une complication future, que dire des difficultés de tout genre qui apparaissent dans les négociations actuellement en cours entre les hommes d'État qui dirigent la politique européenne? La science des projets, écrit *Vauvenargues*, consiste à prévenir les difficultés de l'exécution.

Journalistes et hommes politiques nous décrivent à l'envi l'état d'abattement dans lequel est plongée l'Allemagne d'aujourd'hui. Les convulsions qui suivent une défaite retentissante ne pouvaient lui être épargnées. Mais nous ne

savons, nous ne pouvons savoir si le peuple allemand va changer de peau, s'il regrette sincèrement d'avoir joué une partie qui a si mal fini pour lui, s'il est prêt à reconnaître ses erreurs passées et à donner des gages sincères de son loyalisme en autorisant ses délégués à signer le papier qui va leur être présenté. Nous pouvons avoir des doutes à cet égard. Et c'est ici que peut intervenir l'historien, car l'historien n'ignore pas qu'on peut prendre momentanément son parti des grandes humiliations, mais qu'on ne s'en console jamais.

Un peuple qui garde sa volonté et le sentiment de sa force, comme est le peuple allemand, un peuple qui, comme le peuple allemand, porte en soi le sentiment de la haine pour tout ce qui fait mine de l'opprimer ou seulement de semer des obstacles sur sa route prétendue civilisatrice, pourra paraître, attendant des jours meilleurs, chercher dans d'autres luttes à pallier les rudes secousses de la fortune; il n'oubliera jamais que, le jour où l'on fera appel au sentiment national de réparation et de renaissance, inné en lui, on trouvera un écho dans toutes les classes de la société allemande. Plus dures soient les conditions qui leur seront imposées, plus éclatant sera son chauvinisme avec ses conséquences. Comme après les traités de Westphalie, comme après la défaite d'Iéna, un travail de rénovation intime pourra s'accomplir, en Allemagne, d'abord sourdement, obscurément, dans les profondeurs du tissu social; l'idée de la force et de l'unité allemandes s'exprimera ensuite, plus tôt qu'on ne le croit, et finira chez lui par s'imposer. Lorsque le ministre Stein présenta au tsar Alexandre I^{er} un mémoire sur la future constitution de l'Allemagne, il n'hésita pas à le déclarer : « Les traités de Westphalie nous ont été néfastes; ils ont réduit l'Allemagne à l'impuissance et ont paralysé son essor pendant plus d'un siècle. » A plusieurs reprises, ce ministre se fait l'avocat de cette idée que l'Allemagne doit être délivrée d'une loi imposée par l'étranger vainqueur afin de laisser libre jeu aux influences du dehors; et, confiant dans l'avenir, cet homme d'État clairvoyant développe sa pensée intime : « Si je pouvais par

enchantement faire revivre un état où l'Allemagne fût florissante et pleine de force, je la ferais naître sous nos grands empereurs du x^e au xiii^e siècle qui maintenaient par leur seule volonté la constitution allemande et qui étendaient leurs lois et leur protection sur plusieurs peuples étrangers. »

Gardons-nous de croire que le ministre prussien de 1812 fut un novateur. Par une admirable discipline, il applique des principes énoncés cent ans plus tôt; il fait siennes les théories exprimées par un philosophe, par un historien, par un moraliste, par un savant universel tout à la fois dont les vues élevées, incomprises peut-être parfois de son vivant, ont singulièrement influé à travers les âges sur l'opinion allemande et sur la mentalité du peuple allemand.

Les théories de Leibniz dérivent d'une même pensée directrice, qui est l'intérêt national de l'Allemagne considérée dans son ensemble. Elles s'appliquent à démontrer combien est sacré le caractère de l'Empire, comment l'Empereur doit être le chef de la chrétienté, opposé aux barbares et aux infidèles, protecteur-né des peuples de l'Occident, pourquoi la suprématie de l'Empereur sur tous les princes chrétiens est une nécessité de politique nationale. Revendiquer les droits anciens que l'Allemagne a eu le tort de laisser périmer, abolir les traités où l'Allemagne a dû consentir à des cessions de territoires, protester contre les clauses désastreuses des paix de Nimègue et Ryswick, pousser un cri d'alarme lorsque Strasbourg, « ce joyau de l'Allemagne », est arraché à l'Empire et prédire pour Cologne le sort de Strasbourg, prévoir les nouvelles complications qui peuvent naître de la succession d'Espagne ou de la succession d'Angleterre, attirer l'attention des dirigeants de son pays sur les précautions à prendre et les inconvénients à éviter dans l'œuvre diplomatique de demain, telles sont les grandes lignes du programme leibnizien. Et ce n'est pas tout. Il insiste en même temps sur la nécessité d'atteindre la France dans les sources mêmes de sa richesse; en matière d'économie sociale, sa fertile imagination va plus loin encore que dans le domaine politique pur. Il prône dans son pays

le développement intensif des cultures et du commerce où la France excelle et entrevoit pour lui les heureux effets d'une concurrence toujours grandissante. Et, lorsqu'il propose à Louis XIV d'entreprendre une expédition en Égypte, n'est-ce pas avec le secret espoir de voir le roi de France se lancer dans une aventure coloniale d'où ses forces militaires en Europe sortiraient amoindries ?

Leibniz est un précurseur. Le sera-t-il jusqu'au bout ? Voici ce que je lis dans un de ses articles : « Il est sûr que le duché de Courlande et la république de Dantzic dépendent de la Pologne et n'en sauraient être démembrés suivant les règles de la justice, à moins que la Pologne n'y consente. » La réponse à ma question nous sera donnée, Messieurs, dans peu de jours.

Ce passage, je l'extrais des « Observations de Leibniz sur le projet d'une paix perpétuelle » présenté par notre abbé de Saint-Pierre, où, se montrant assez sceptique sur ce programme, il ne prend pas ouvertement parti et se contente d'y joindre quelques remarques « pour le contentement d'un auteur de ce mérite qui doit avoir beaucoup de réputation et de fermeté, dit-il, pour avoir osé et pu s'opposer avec succès à la foule des prévenus et au déchaînement des railleurs ». Leibniz proclame d'ailleurs que le tribunal de la Société des souverains, — c'est ainsi qu'il le nomme, — devrait être établi à Lucerne. N'est-ce point tout au moins curieux à rappeler ?

Au XVIII^e siècle, des rêveurs ont parlé de pacifisme, ils ont émis sur cette thèse, en Allemagne comme en France, des variations qui sont restées des espoirs sans lendemains. Mais, quand parmi ces rêveurs on rencontre un Kant, on s'attend à ce que leurs opinions soient sérieusement discutées. Kant a vécu avec l'illusion de l'établissement d'une paix perpétuelle, universelle, où les États civilisés, renonçant à vider leurs querelles à coups de canon, accepteraient de se soumettre, en cas de conflit, à un arbitrage qui arrêterait l'effusion de sang. Que nous voici bien près de cette Ligue des Nations, aujourd'hui préconisée, et dont le principe à peine posé semble déjà compromis par le plus fâcheux

des malentendus ! Mais beaucoup de sang a été versé depuis que Kant a parlé, et les plaies glorieuses de la France, comme ses héroïques souvenirs, sont là pour attester l'inanité de ce programme d'aspect si riant, si décevant toutefois et d'application si difficile. Et, sans vouloir m'ériger en prophète de malheur, j'ai peine à croire à la possibilité d'une telle réalisation.

D'ailleurs, Kant n'a pas attendu bien longtemps avant d'être violemment combattu. L'attaque vint d'un compatriote, philosophe comme lui, mais imbu de doctrines toutes différentes, puisées aux pures sources de la théorie leibnizienne. Chez Hegel, l'esprit d'étatisme est basé sur la force morale et guerrière d'une nation ; la loi du plus fort est traduite en style métaphysique. Sa doctrine a paru d'une vigueur et d'une clarté telles que nul en Allemagne ne s'est risqué à la contester. Pour lui, la guerre est indispensable pour régler les différends entre États, parce qu'il faut aux États des ennemis ; elle est la condition du progrès dans l'histoire ; loin d'être un mal, elle est le facteur nécessaire de l'évolution de l'idée ; elle n'a par conséquent besoin d'aucune justification ; elle est nécessaire, donc elle est raisonnable ; autrement dit, elle est divine. Par suite, dès qu'un État se croit en droit de défendre son honneur, son intérêt, sa sécurité, nul n'a le droit de l'en empêcher, car il est maître absolu de ses destinées ; au-dessus de lui, aucune force ne peut prévaloir, et l'État ignore les règles de la morale humaine ; ces règles n'existent pas pour lui. Il est nécessaire et juste que l'existence et la prospérité d'un État servent de règle de conduite à ceux qui ont pour mission de le diriger, et ses dirigeants doivent subordonner tout, même les traités qu'ils ont signés, à leur unique intérêt. Il est nécessaire et juste que l'oppression et la violence, compagnes de la guerre, soient les facteurs nécessaires de l'évolution des peuples. Et, ajoute Hegel, les peuples dont l'époque de grandeur est passée ne comptent plus dans l'histoire du monde ; la philosophie de l'histoire est basée sur la mission nécessaire de certains peuples, et, comme conclu-

sion, c'est au tour du peuple allemand à jouer un rôle prépondérant, dominateur.

Bien que cosmopolite et paraissant se soucier assez peu des intérêts politiques de l'Allemagne, Herder n'est pas moins patriote à sa façon; il veut assouvir ses rancunes contre la France et prépare lui aussi l'unité matérielle et morale de l'Allemagne; il le déclare ouvertement : « L'Allemagne étonnera l'Europe et le monde par l'étendue et l'âpreté de ses revendications, n'ayant jamais cessé de considérer comme siennes des provinces qui depuis longtemps vivent de la vie d'autres États. » Ces provinces, on les connaît : elles manquent à la gloire nationale allemande. Les publicistes d'outre-Rhin n'ont jamais caché leurs noms. De même ils n'ont jamais oublié d'affirmer la grandeur de la mission que l'Allemagne doit être, à leur sens, appelée à jouer dans l'histoire; l'Allemagne perdue, c'en serait fait, disent-ils gravement, de toute la civilisation.

L'Allemagne moderne n'est donc pas, à proprement parler, l'œuvre unique de ses généraux et de ses hommes d'État; elle est avant tout la résultante des théories de ses philosophes et de ses intellectuels; à Leibniz, à Hegel, à Herder ont succédé les Fichte, les Arndt, les Kleist et les Treitschke, pour n'en citer que quelques-uns. Et les contemporains de la reine Louise ont jugé et compris que la Sainte-Alliance et sa politique étaient l'application pure et simple de la théorie hégélienne.

Fils et petits-fils d'Hegel, les Allemands d'aujourd'hui continueront sans doute les mêmes traditions. Ils souffriront en silence, comme le leur conseillait Gervinus il y a un siècle, mais ils ne se transformeront pas. N'avons-nous pas lu, ces derniers jours, chez quelques-uns, que l'idée de revanche apparaissait déjà? Ce sentiment national, que les lettres des généraux de la Grande Armée ne laissaient pas ignorer à Napoléon, croyez-vous qu'il va définitivement disparaître avec les amputations que l'on fera subir à l'Allemagne, avec la crise passagère dont nous ne voulons pas être dupes? Le ministre Stein ne doutait pas, en 1808,

qu'une fois libérée de l'occupation française, la Prusse se relèverait dotée d'une force nouvelle; êtes-vous bien sûrs que l'avenir ne nous réservera pas pareil sursaut d'énergie? Une docilité apparente ne fera-t-elle pas, dans un délai que nous ne saurions prévoir, place à une renaissance pour nous pleine de périls? Qui vous dit que nos voisins ne feront pas encore une fois appel aux éducateurs de la jeunesse et du peuple pour devenir, suivant une expression allemande, les architectes du monde moral suivant l'esprit de Luther? N'y verrons-nous pas surgir un nouveau Fichte pour écrire : « Le combat par les armes est fini ; voici que va commencer le combat des principes, des mœurs, des caractères »? En désarmant l'Allemagne affaiblie, les généraux de Napoléon n'ont pas songé à l'éducation, qui à elle seule a pu tirer la patrie de ses maux et la régénérer. Soyez sûrs, Messieurs, qu'en associant par un travail en commun leurs élèves au développement de leur propre pensée, les maîtres enseignant dans l'Allemagne moderne poursuivront d'une haine implacable les vainqueurs de 1918, entretiendront la fermentation dans les esprits et prépareront, comme au temps où Rapp commandait à Dantzig, le réveil de l'esprit national.

C'est aux détenteurs actuels de la puissance européenne, c'est au Congrès de la Paix, dont nous connaissons bientôt les décisions suprêmes, qu'il convient de se prémunir contre toutes éventualités, de régler toutes questions épineuses, de se rendre un compte bien exact de ce que sont le caractère et l'esprit allemands, capables de puiser dans la détresse et dans l'insuccès de nouvelles forces pour lutter au jour marqué contre l'abatement et le désespoir. Les circonstances ont pu changer les grimaces et les attitudes, mais la morgue et l'arrogance n'ont pas disparu ; l'âme de la race a toujours pour aliments l'hypocrisie et la cruauté. Un disciple de Kant, venu de fort loin, imbu d'idéologie, pourra s'illusionner à son tour et, n'ayant pas assez vécu au contact des dures réalités de la guerre, ne possédant pas le sens européen, croire que l'Allemagne est devenue d'un seul coup, après l'anathème lancé contre elle, la plus sage et la plus pacifique des nations, qu'elle est capable de rejeter bien loin le

venin qu'elle distillait chez ses voisins. L'expérience est dangereuse à tenter. Car Lohengrin, le chevalier au cygne, le héros au cœur pur, est une légende; et l'appel au dieu Thor est toujours synonyme de vengeance.

Assurer la paix, la garantir pour une longue période de temps, voilà ce que nous devons chercher; nous voulons qu'elle porte en elle-même les plus grandes réalités de justice et les plus sûres précautions de stabilité. C'est là une formidable besogne que la science et l'histoire, les deux conseillères de nos diplomates, se chargeront d'éclairer et d'alléger. Cicatrisons nos plaies béantes et souvenons-nous. Montons la garde vigilante autour de la victoire et ayons foi dans la France immortelle.

RAPPORT DE M. R. DELACHENAL, SECRÉTAIRE,
SUR L'ÉTAT DES TRAVAUX DE LA SOCIÉTÉ.

Messieurs,

J'ai pu craindre, au cours du présent exercice, que le régime des restrictions, dont nous ne sommes qu'à moitié affranchis, ne s'étendît même au nombre des volumes distribués annuellement aux membres de la Société de l'Histoire de France. Vous avez reçu, il est vrai, de bonne heure, — dès l'automne dernier, — le tome IV du *Journal de Jean Vallier*, mais de tout l'hiver aucun autre volume n'est venu s'ajouter à celui-là, et la correspondance échangée avec nos imprimeurs n'autorisait que des prévisions médiocrement encourageantes. Depuis deux ou trois mois, nous pouvons envisager l'avenir avec plus de confiance. Grâce à l'armistice, M. Daupeley-Gouverneur a repris la direction de son imprimerie, dont le rendement a été fort amélioré par la présence du maître. Plusieurs de nos collaborateurs ont été démobilisés et se sont remis à l'œuvre. C'est ainsi que le tome IV des *Mémoires de Martin et Guillaume du Bellay*, annoncé comme le premier volume de l'exercice 1918, a pu être terminé un peu plus tôt que nous ne l'espérions. Il

vous serait même parvenu avant notre assemblée générale si la crise des transports, toujours aussi aiguë, n'immobilisait à Nogent-le-Rotrou une bonne partie de l'édition. L'achèvement du tome III des *Mémoires de Brienne*, par lequel doit se clore l'exercice 1917, subit au contraire un retard assez fâcheux, qui, je l'espère, sera de courte durée. La table n'en est pas encore entièrement tirée. Vous me permettrez de tenir ce contretemps pour négligeable et de faire figurer le volume attardé dans mon rapport, au même titre que les deux premiers, — l'un déjà distribué, l'autre qui vous sera remis dès que nous aurons reçu la totalité des exemplaires destinés aux sociétaires.

Les du Bellay, — je suis l'ordre chronologique pour passer en revue les travaux de notre Société, — étaient une très vieille famille originaire de l'Anjou, qui, au cours des âges, essaima dans les pays voisins : le Maine, le Dunois et le Vendômois. La branche des seigneurs de Langey, par qui le nom patronymique fut porté avec le plus d'éclat, parvint à l'apogée de sa fortune sous le règne de François I^{er}. Trois frères, Guillaume, Jean et Martin du Bellay, — un diplomate, un prince de l'Église et un homme d'épée, — contribuèrent également, par l'importance et la variété des services rendus, à l'élévation de leur maison. Cependant, si le nom de du Bellay a gardé quelque notoriété, s'il évoque dans notre esprit des souvenirs familiers, il le doit moins à ces grands personnages, trop oubliés aujourd'hui, qu'à leur petit cousin, Joachim du Bellay, le compagnon de Ronsard, l'une des gloires de la Pléiade, l'auteur de *La défense et illustration de la langue française*. Qui ne connaît le vibrant appel adressé aux Français, descendants des vieux Gaulois, pour les inciter à piller de nouveau Rome et la Grèce, non point afin d'en rapporter, comme leurs ancêtres, des dépouilles opimes, mais pour enrichir leur idiome natal des trésors accumulés des deux antiquités grecque et latine : « Là doncques, François, marchez courageusement vers cette superbe cité romaine..., donnez en cette Grèce menteresse..., pilliez-moi sans conscience les

sacrés trésors de ce temple delphique, ainsi que vous avez fait autrefois... » Cette page naïvement éloquente est dans toutes les mémoires. Joachim du Bellay a témoigné, en termes expressifs, de la soif d'imitation qui tourmentait ses contemporains, mais déjà son illustre parent, Guillaume du Bellay, avait subi lui aussi la fascination des chefs-d'œuvre classiques. Ce Guillaume est le fameux diplomate dont la très brillante carrière, étudiée antérieurement par M. Bourrilly dans une publication spéciale, est résumée en quelques pages de l'introduction placée en tête des *Mémoires*. Témoin de la rivalité de François I^{er} et de Charles-Quint, presque acteur dans le drame qui se jouait sous ses yeux, Guillaume du Bellay avait eu l'ambition d'en raconter les péripéties, en prenant pour modèle les Décades de Tite-Live. Sa chronique, rédigée d'abord en latin, puis en français à l'instigation du roi, aurait été divisée en huit livres, d'où le titre d'*Ogdoades*, choisi par l'auteur. Mais l'œuvre a été à peine ébauchée ou le meilleur en a péri, car il n'en reste plus que des fragments. Le travail préparatoire qu'elle avait demandé n'a pas été perdu. Il a été utilisé par un frère de Guillaume, Martin du Bellay, qui en a tiré la matière de mémoires fort précieux parce qu'ils embrassent tout le règne de François I^{er}, mais sèchement écrits, sans art, par un homme de culture médiocre et d'intelligence assez bornée, qui ne fut qu'un brave soldat. Ils ont toutefois le mérite, — le très grand mérite, — d'être exacts, et tel n'est pas toujours le cas de récits plus vivants et plus colorés, où l'imagination du narrateur s'est donné libre carrière. Imprimés de bonne heure, réimprimés plusieurs fois, mais de façon peu fidèle et avec des changements arbitraires, ils ont été la source principale où ont puisé les historiens du règne de François I^{er}. Ils attendaient et ils méritaient l'édition rigoureusement critique, de tout point satisfaisante, que MM. Bourrilly et Vindry viennent de nous donner.

Les trois premiers volumes vous ont été signalés au fur et à mesure de leur apparition par le regretté Noël Valois. Le quatrième prend le récit des événements au lendemain du

voyage de Charles-Quint en France, — voyage entrepris pour aller punir les Gantois révoltés, — et le conduit jusqu'à la mort de François I^{er}.

L'assassinat des deux agents de François I^{er}, Rincon et Fregoso, ne tarde pas à rallumer la guerre entre le roi de France d'une part, l'Empereur et Henri VIII de l'autre. Par le jeu des alliances, toute l'Europe a part au conflit. Le Piémont est un des théâtres de la lutte, qui s'y poursuit obscurément jusqu'au jour où la victoire de Cérisoles jette un dernier éclat sur le règne finissant de François I^{er}. Mais c'est ailleurs que porte le principal effort de l'ennemi, et il va jusqu'à mettre en péril la capitale du royaume. Tandis que les Anglais, venus de Calais, assiègent Boulogne, Charles-Quint pénètre en France, arrive à la Marne et, après l'avoir franchie, se rend maître de Château-Thierry et d'Épernay. Pour couvrir Paris menacé, le dauphin, — le futur Henri II, — appelle à lui sept ou huit mille fantasins, qui prennent position à Lagny-sur-Marne, et fait occuper fortement la ville de Meaux. Quels rapprochements, douloureux et glorieux à la fois, entre l'histoire d'il y a près de quatre siècles et celle que nous vivions il y a moins d'une année! Mais en 1544 un « rétablissement » se produit aussi, d'ordre diplomatique, il est vrai, non d'ordre militaire. Avant que la nouvelle de la capitulation de Boulogne ne se soit propagée, François I^{er} conclut avec les Impériaux le traité de Crespy qui, à des conditions onéreuses, mais en somme acceptables, le débarrassait de son plus redoutable ennemi.

Le tome IV du *Journal de Jean Vallier*, qui ne comprend pas moins de 400 pages, n'embrasse pourtant qu'une période d'un peu plus d'une année (1^{er} août 1652-31 décembre 1653). C'est dire que Vallier a tenu registre des moindres événements survenus pendant ce laps de temps et qu'il aime à entrer dans le détail des faits. Il est incontestable qu'il a su beaucoup de choses par lui-même ou par des témoignages autorisés. Lecteur assidu de la Gazette, il la

résume souvent et la cite parfois textuellement. Son journal nous renseigne sur ce qui se passait hors de France, notamment en Angleterre, dans cette république, régie par la main de fer de Cromwell, et dont la seule existence était pour un bourgeois de Paris, même en pleine Fronde, un sujet de scandale et d'effarement. Les premières années du règne de Louis XIV nous reportent à l'âge héroïque de la marine hollandaise, engagée dans un furieux duel avec la marine anglaise, duel inégal, mais où elle ne succombe pas sans gloire, car elle est commandée par un grand homme de mer, l'amiral Tromp. Vallier n'ignore rien de ces batailles navales qui mettent aux prises plus de cent vaisseaux de haut bord de chaque côté. Nos flottes modernes donnent à peine un spectacle plus terrifiant. « La mer, écrit Vallier, en parut tout en feu et le ciel tout obscurci de l'épaisse fumée des canons et de la mousqueterie. »

C'est surtout pour l'histoire de Paris que le Journal de Vallier, édité par M. Courteault avec une sûreté et une richesse d'information qui rappellent la manière d'Arthur de Boislisle, a la valeur d'un document original et une autorité particulière. Dès les premières pages du quatrième volume, nous nous acheminons vers le dénouement désiré et prévu par tous les esprits sages, par tous les bons Français. On a vu quels excès avaient jeté le discrédit sur le parti des princes, quelles violences il avait encouragées ou laissé commettre. La mesure était comble. Nulle sécurité dans Paris et encore moins dans sa banlieue. Les soldats de Condé se conduisaient comme jadis, — au xiv^e siècle, — les brigands des Grandes Compagnies. Pour faire en paix leurs vendanges et éloigner ces bandits, les habitants de Saint-Cloud, de Suresnes et de quelques autres villages paient une rançon de 30 à 40,000 livres.

Le 13 octobre, Condé, sentant grandir son impopularité, comprend que sa place n'est plus à Paris, sur ce sol mouvant et semé d'embûches où depuis longtemps il a perdu pied. Il s'éloigne, laissant le champ libre au parti de la cour, et, en effet, le roi ne tarde pas à rentrer dans sa

bonne ville, où son retour est salué avec joie. Un simulacre de retraite avait donné satisfaction aux ennemis les plus acharnés de Mazarin. Une amnistie générale était promise à tous, même à Condé, nommément visé dans la déclaration royale. Mais en ce qui le concernait, cette mesure de clémence était de pure forme. On le savait parti pour toujours. Il était déjà loin et guerroyait sur les bords de l'Aisne. Les Espagnols, qu'il était allé rejoindre, lui firent grand accueil et poussèrent même la courtoisie jusqu'à lui déférer le commandement suprême. Mais ce fut tout; jamais ils ne secondèrent ses opérations, s'appliquant au contraire à les entraver et à les faire échouer. Que leur importait que le prince perdît les dernières places fortes qu'il conservait en Champagne? La Fronde les avait bien servis, qui leur avait permis de reconquérir, en une seule campagne, Gravelines, Dunkerque, Casal et Barcelone. Ils s'en tenaient à ces résultats. Aux suggestions de Condé, dont le sens stratégique et le sens tactique ne furent jamais plus merveilleux, ils n'opposaient qu'une inertie malveillante et maladroite qui, plus d'une fois, sauva l'armée royale et le royaume de France d'un désastre imminent.

La guerre prend un tour assez favorable pour qu'on y conduise Louis XIV lui-même, qui y fait vraiment belle figure de roi. Ce n'est pas encore le monarque solennel et compassé de Boileau, que sa grandeur enchaîne au rivage; il vit au milieu de ses troupes, que sa présence réconforte et anime. Telle de ses réparties eût ravi d'aise, par son à-propos et sa crânerie juvénile, son aïeul le Béarnais. Comme à un moment donné il se trouvait à une très faible distance des Espagnols, son Conseil voulait lui persuader de faire rompre un pont par où l'ennemi aurait eu la possibilité de venir jusqu'à lui : « Qu'on en fasse plutôt faire une douzaine pour aller jusqu'à lui », riposte vivement le jeune roi.

L'année 1653, avec laquelle se termine le quatrième volume du Journal de Vallier, redonnait espoir aux bons Français. La guerre étrangère pouvait durer longtemps

encore, il n'y aurait plus de guerre civile. Au nord, Condé ne combattait plus que pour les Espagnols et à leur solde. Au midi, Bordeaux avait fait sa soumission, ruinant le dernier espoir des rebelles. Vallier a noté, avec une évidente satisfaction, le changement survenu en quelques mois : « En France, dit-il, on voyait l'autorité royale en son plus haut point et les peuples n'y respirer que l'obéissance. »

Le tome III et dernier des *Mémoires de Brienne* s'ouvre par une très intéressante introduction où M. Bonnefon nous fait faire plus ample connaissance avec le singulier personnage, dont les excentricités et les infortunes doivent vous être quelque peu familières. A propos des deux premiers volumes de ces mémoires, je vous ai présenté déjà leur auteur. J'ai noté au passage quelques traits de son caractère et indiqué brièvement les vicissitudes de son existence, l'une des plus mouvementées qu'on puisse imaginer. Ce que je vous ai dit antérieurement se trouve confirmé et complété par M. Bonnefon avec l'autorité que donnent au savant éditeur la connaissance des sources contemporaines et la conscience avec laquelle il les a explorées.

La vie de Louis-Henri de Loménie de Brienne ne nous fait pas voir, pour emprunter le langage de Bossuet, « toutes les extrémités des choses humaines », mais le plus affligeant contraste entre les débuts et la fin d'une carrière qui s'annonçait comme exceptionnellement heureuse et facile. En plein rêve d'avenir, une brusque disgrâce trompe cruellement des espérances qui paraissaient assurées, entraînant après elle une longue suite de déchéances matérielles et morales, dont la plus navrante fut une réclusion de plus de quinze années dans une maison de fous. Quelles furent les causes de la catastrophe? Pourquoi les Brienne furent-ils contraints par le roi de se défaire de cette charge de secrétaire d'État que le père avait acquise en 1643 et dont son fils avait obtenu la survivance en 1651, à l'âge de moins de seize ans? La raideur autoritaire du père, la légèreté et les imprudences du fils dictèrent et justifient la conduite du roi.

Que Louis XIV n'ait pas voulu pour futur ministre, — et pour futur ministre des Affaires étrangères! — d'un homme qui n'avait ni tact, ni discrétion, nul ne s'en étonnera, et le manque d'équilibre moral dont le jeune Brienne donnait des preuves multiples devait inspirer à Louis XIV une aversion instinctive. « Louis XIV, a dit Sainte-Beuve, n'avait que du bon sens, mais il en avait beaucoup. » Or, ce qui manquait le plus à Brienne, c'était précisément le bon sens. Le sens moral peut-être aussi, car il fut impliqué dans une vilaine affaire, très disqualifiante pour un homme de son rang et de sa situation. Une « friponnerie de jeu », comme le dit un contemporain, aurait eu une grande part à sa disgrâce; il faut qu'elle ait passé l'ordinaire, car bien des joueurs à cette époque ne craignaient pas de corriger la fortune par des procédés malhonnêtes. Quand il fut tombé, il se trouva beaucoup de gens pour dénoncer ses défauts, ses travers. Tous n'étaient pas également graves. Ainsi, il avait la manie, — assez innocente en somme, — d'écrire en latin, de faire des vers latins. Chapelain le lui reproche lourdement. Il est remarquable que Guy Patin, qui n'était pas bonne langue, parle de Brienne avec indulgence, presque avec sympathie : « Voilà un jeune homme, écrit-il, que les jeux et les pipeurs ont perdu... Il méritoit une meilleure fin, car c'étoit un honnête homme et très savant. »

Il faut ajouter qu'il avait des goûts de prodigue, faisant collection de tableaux, jouant au Mécène, moyens assurés de gaspiller sa fortune. Par là s'expliquent l'interdiction prononcée contre lui, à la diligence de ses proches, et sa longue réclusion à Saint-Lazare. Cette réclusion si mal entendue, puisqu'elle aurait dû lui faire perdre le peu de raison qui lui restait, finit par l'assagir, si elle ne lui procura pas une complète guérison. Sa passion pour la lecture, sa manie d'écrire et de transcrire le préservèrent de la folie qui le guettait. Le tome III de ses *Mémoires* ne contient que des fragments, composés pour la première fois ou refaits à Saint-Lazare, qui ne nous apprennent rien que nous ne connaissions par les deux premiers volumes. Mêmes

anecdotes, déjà rapportées antérieurement, sur Richelieu ou Mazarin, récits de voyages empruntés à des relations plus étendues. Parfois, on rencontre quelques morceaux plus développés ou plus nouveaux, par exemple sur le caractère de Louis XIV ou l'arrestation de Fouquet. Mais aucun lien logique entre ces pages qui se suivent sans ordre, à l'aventure, au risque de produire les contrastes les plus choquants. C'est ainsi qu'après une effusion mystique, une prière à Dieu, Brienne nous entretient des amours de Louis XIV. Le pis est que le malheureux s'aperçoit de l'étrangeté de tels rapprochements et s'en excuse auprès du lecteur. *Ægri somnia!*

Dans la seconde partie de l'*Annuaire-Bulletin* de 1917 ont été imprimés quatre articles, d'inégale étendue, dont deux offrent ceci de particulier que les membres du Conseil en eurent la primeur. C'était, en effet, un ancien usage, jamais abrogé, mais tombé quelque peu en désuétude, que de courtes communications fussent faites, de temps à autre, aux séances du Conseil, et il était d'autant plus opportun de rétablir cette coutume qu'en raison des circonstances et de la lenteur avec laquelle progressaient nos publications l'ordre du jour de nos réunions mensuelles était parfois un peu court.

Sous ce titre : *Les volontaires suisses en France à l'avènement de Henri IV*, M. Baguenault de Puchesse a raconté la mission d'un actif et habile négociateur, Nicolas Harlay de Sancy, qui réussit, non sans peine, à procurer à Henri III d'abord et ensuite à Henri IV, après l'assassinat du dernier Valois, le secours de 14,000 mercenaires, dont 12,000 Suisses et 2,000 reîtres allemands. Il fit même mieux, car il sut trouver, sur bons gages il est vrai, l'argent nécessaire pour la solde de ces troupes.

Vous aurez eu à lire l'étude de M. H. Cochin sur *Pétrarque et les rois de France* le même plaisir que les membres du Conseil éprouvèrent à entendre cette communication, riche de faits nouveaux, si ingénieusement colli-

gés et commentés. Pétrarque a parlé du roi Jean en des termes bien faits pour nous surprendre. Il va jusqu'à l'égaliser à Jupiter, au Grand Pan; il l'appelle le plus grand des rois, le déclare bon, bienveillant, auguste. « Amas d'épithètes, dira-t-on, mauvaise louange! » Peut-être. Ces éloges, auxquels la postérité n'a guère habitué le vaincu de Poitiers, n'en témoignent pas moins du prestige qu'un roi de France du xiv^e siècle gardait même après une écrasante défaite et une longue captivité.

Jacques Barbel ou *Jacques de Chartres*, le maître charpentier de Charles V, est un personnage de second plan à coup sûr, mais, semble-t-il, injustement oublié. Pendant un quart de siècle, son nom est constamment associé à celui de Raymond du Temple, beaucoup plus célèbre, sinon mieux connu. Rien ne prouve que de son vivant Jacques de Chartres n'ait pas eu autant de notoriété et de crédit que le maître maçon de Charles V, son contemporain et son collègue.

Vous aurez certainement remarqué, sous la même rubrique *Notices et documents*, une *Liste d'invités à Marly en 1711*, publiée par M. Lecestre, qui a donné en notes toutes les précisions utiles sur les invités du roi de France.

J'ai dit au commencement de ce rapport que l'exercice 1917 sera clos par l'achèvement du tome III des *Mémoires de Brienne*. Sur l'exercice 1918 seront imputés le tome IV des *Mémoires de Martin et de Guillaume du Bellay*, achevé, mais non encore distribué, et le tome II de la *Correspondance d'ambassadeurs milanais*, qui sera terminé dans un bref délai. Je m'abstiendrai cette année d'émettre des prévisions à plus longue échéance. La raison en est, d'une part, que plusieurs de nos publications, déjà commencées, en sont au même point, ayant un égal nombre de feuilles composées ou tirées, et que, d'autre part, l'exercice 1919 et les suivants sont largement assurés par les volumes en cours d'impression et ceux dont la mise en train est prochaine. Je vous signalais, il y a un instant, comme

très près de son achèvement, le tome II de la *Correspondance d'ambassadeurs milanais*. La composition du tome III de cette même correspondance est amorcée. Mais d'autres volumes sont d'ores et déjà en bonne voie : le tome I des *Grandes Chroniques de France*, le tome IV des *Mémoires du cardinal de Richelieu*, le tome II des *Mémoires du maréchal de Florange*, le tome III de la *Chronique des règnes de Jean II et de Charles V*.

Nous n'attendrons sans doute pas longtemps le manuscrit du tome I des *Mémoires de Torcy*. Enfin, votre Conseil a accepté en principe la proposition de M. A. de Saint-Léger, professeur à la Faculté des lettres de l'Université de Lille, faite tant en son nom qu'au nom de M. le Dr Louis Lemaire, de publier les papiers authentiques du maréchal Godefroy d'Estrades. Ce personnage a eu pendant une bonne partie du xvii^e siècle un rôle diplomatique et politique important. Il a été chargé, à partir de 1638, de fréquentes missions en Hollande, auprès des princes Frédéric-Henri et Guillaume d'Orange. Ambassadeur dans le même pays de 1663 à 1668, il a été l'un des plénipotentiaires du traité de Nimègue. Ses papiers offrent un grand intérêt. Tout ce qui en a été publié, — correspondance et mémoires, — l'a été d'une façon très infidèle ou même, ce qui est plus grave, a souvent un caractère apocryphe. Une édition critique de ces documents est indispensable. La publication projetée formera deux volumes.

Vous voyez que, sans même escompter la continuation des *Chroniques de Froissart*, que j'entrevois sans pouvoir lui assigner encore de date précise, nous n'aurons pas de peine à alimenter nos futurs exercices.

Par ailleurs, un champ plus vaste s'ouvre devant nous si nous savons élargir et rénover quelque peu notre programme. La Société de l'Histoire de France a fourni déjà une longue carrière, mais les personnes morales, qui ne sentent pas les atteintes de la vieillesse, n'en ont pas l'excuse. Elles demeurent toujours jeunes et elles doivent fournir toujours le même effort. Lorsque le prix de revient de

nos volumes, — doublé présentement, — n'entravera plus toute initiative, — il y aura lieu peut-être de greffer sur notre vieux tronc une branche nouvelle de publications, cette collection *ad usum scholarum*, désirable autant que désirée, et dont il ne faut pas laisser le monopole et le profit à la librairie allemande. Que serait cette collection? Quelles œuvres y comprendre et comment les éditer? Je n'ai pas la prétention de résoudre, au pied levé et en quelques lignes, des questions d'autant plus délicates que, si l'argent est le nerf de la guerre, il n'est pas moins indispensable aux travaux de la paix. Ce que je puis dire, c'est que, l'heure de la réalisation venue, il faudra avoir un plan et un programme, sans quoi le temps et l'argent seront gaspillés en pure perte, comme ils le sont dans beaucoup d'entreprises similaires.

Enfin, on nous a suggéré, — et il y a quelque chose à retenir de cette suggestion, — de donner de temps à autre, — ceci surtout pour le grand public, — des volumes égayés par la reproduction d'un choix de miniatures ou même des albums entiers de miniatures. Comment serait accueillie une telle innovation? Nous ne tarderons pas à le savoir, car précisément le tome III de la *Chronique de Jean II et de Charles V* doit être complété par un album où seront reproduites une cinquantaine de miniatures. Or, il y a plus de dix ans que la publication de cet album a été décidée par votre Conseil, non pas sur la proposition de l'éditeur, mais sur celle du regretté L. Delisle.

Quoi qu'il en soit, alors qu'il n'est question autour de nous que de restauration et de renouveau, le moment ne semble-t-il pas venu de faire plus et mieux que nous n'avons fait jusqu'à présent? Par là notre Société, tout en restant fidèle à ses traditions, ne risquera pas de vivre d'une vie languissante et routinière, qui serait indigne d'elle, mais continuera à tenir dans le concert des associations scientifiques, nées sur le sol de la France, la place éminente qu'elle y a toujours occupée, et la seule qui lui convienne.

RAPPORT DE M. FR. SCHENÉE, CENSEUR INTÉRIMAIRE,
SUR L'ÉTAT DES FINANCES DE LA SOCIÉTÉ AU 31 DÉ-
CEMBRE 1918.

Messieurs,

Nous avons vérifié, suivant nos règlements, les pièces comptables et les comptes que M. le Trésorier a bien voulu nous communiquer, et voici, telle qu'elle se présentait au 31 décembre 1918, la situation financière dont nous vous devons le rapport :

Recettes.

303 cotisations de l'année	9,090 fr. »» c.
35 cotisations arriérées	1,050 »»
Vente de volumes par la librairie	2,014 40
Souscription ministérielle pour 1917	1,470 »»
Intérêts des fonds et valeurs.	3,226 06
Remboursement de bons de la Défense nationale	5,000 »»
Remboursement de frais d'envoi de volumes	55 »»
2 rachats de cotisation	600 »»
Reliquat en caisse au 1 ^{er} janvier 1918.	11,782 75
Total	<u>34,288 fr. 21 c.</u>

Dépenses.

Impression de quatre volumes	10,095 fr. »» c.
Honoraires d'éditeurs	1,500 »»
Frais de recouvrement des cotisations	217 55
— de distribution des volumes	321 60
— de magasinage à l'entrepôt	55 85
— de gestion	400 »»
A reporter.	<u>12,590 fr. »» c.</u>

<i>Report</i>	12,590 fr. » c.	
Frais de librairie (magasin de la rue Jacob).	1,442	15
Indemnités aux secrétaire, trésorier et rédacteur de l' <i>Annuaire-Bulletin</i>	925	» »
Impressions diverses	68	» »
Dépenses diverses.	437	15
Acquisition de volumes épuisés.	131	» »
Photographie du manuscrit des <i>Grandes Chroniques</i>	1,094	95
Déménagement de l'entrepôt de Javel	127	» »
Placement de fonds	5,000	» »
Total	21,815 fr. 25 c.	

La balance de l'exercice 1918 s'établit de la manière suivante :

Recettes	34,288 fr. 21 c.
Dépenses	21,815 25
Restait en caisse au 31 décembre 1918.	12,472 fr. 96 c.

L'excédent ainsi réalisé dépasse les prévisions d'une somme de 1,485 fr. 21. Cet excédent provient d'une part d'un supplément de recettes portant sur le recouvrement des cotisations arriérées, sur deux rachats de cotisations, sur la vente des publications de la Société; d'autre part, d'économies réalisées sur l'impression des volumes, sur les frais de recouvrement et de distribution. Le nombre des cotisations restant à recouvrer sur les exercices 1914 à 1918 est encore assez élevé, puisqu'il atteint le chiffre de soixante-quatorze; mais pour chaque exercice en particulier il tend à diminuer d'une manière sensible.

Le nombre des membres de la Société a malheureusement diminué au cours de l'exercice 1918. Il était de 428 le 1^{er} janvier 1918; il est tombé au chiffre effectif de 417 le 1^{er} janvier 1919. Les membres nouveaux admis dans le courant de l'année sont de 3; par contre, le chiffre de nos pertes s'est élevé à 14, dont 10 décès et 4 démissions.

Le projet de budget pour l'exercice 1919 prévoit 32,092 fr. 96 de recettes et 23,109 fr. 60 de dépenses, soit un excédent de 8,983 fr. 36.

Parmi ces dépenses figurent 15,000 fr. pour l'impression de cinq nouveaux volumes et le solde dû pour la photographie d'un manuscrit des *Grandes Chroniques*.

Certifié exact et conforme aux écritures de M. le Trésorier de la Société.

Paris, le 6 mai 1919.

Le Censeur désigné par le Conseil :

F. SCHEHNÉE.

PROCÈS-VERBAL

DE LA

SÉANCE DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

DE LA

SOCIÉTÉ DE L'HISTOIRE DE FRANCE,

TENUE LE 3 JUIN 1919,

A l'École des chartes, à quatre heures un quart,

SOUS LA PRÉSIDENCE DE M. BAGUENAUT DE PUCHESSE, VICE-PRÉSIDENT,
PUIS PRÉSIDENT.

(Procès-verbal adopté dans la séance du 4 novembre suivant.)

Le secrétaire donne lecture du procès-verbal de la dernière séance ; la rédaction en est approuvée par le Conseil.

M. le Président annonce le décès d'un membre de la Société, M. Perret, ancien conseiller d'État. Il souhaite la bienvenue à M. Léon Mirot, élu censeur à la dernière Assemblée générale, qui est présent à la séance.

Il proclame membre de la Société, après avoir soumis cette admission à l'approbation du Conseil :

2606. M. le comte DE CAIX DE SAINT-AYMOUR, boulevard Pèreire, n° 198 ; présenté par MM. Germain Lefèvre-Pontalis et Jean de Boislisle.

L'ordre du jour appelle le renouvellement du Bureau et des Comités.

Sont élus pour l'exercice 1919-1920 :

Président : M. le comte BAGUENAUT DE PUCHESSE.

1^{er} vice-président : M. Alfred COVILLE.

2^e vice-président : M. IMBART DE LA TOUR.

Secrétaire adjoint : M. Henri COURTEAULT.

Trésorier-archiviste-bibliothécaire : M. Léon
LECESTRE.

Comité de publication.

Sont réélus :

MM. BOULAY DE LA MEURTHE.
H. COCHIN.
DE COURCEL.
H.-Fr. DELABORDE.
DE MANDROT.
OMONT.

Comité des fonds.

Sont réélus :

MM. DE BARANTE.
DURRIEU.
MORANVILLÉ.
ROY.

M. Baguenault de Puchesse remercie le Conseil de l'honneur qu'il lui a fait en l'appelant pour la seconde fois à la présidence de la Société. Sur sa proposition, le Conseil renouvelle les pouvoirs donnés précédemment à M. Lecestre, réélu trésorier de la Société, afin qu'il touche à la caisse centrale du Trésor public le montant de la somme due par le ministère de l'Instruction publique pour fourniture d'exemplaires des publications de la Société et qu'il en donne quittance et valable décharge.

Publications adressées à la Société.

PUBLICATIONS PÉRIODIQUES. — *La nation tchèque*, 15 mars-15 avril 1919.

SOCIÉTÉS SAVANTES. — *Bulletin de la Société de l'histoire du protestantisme français*, janvier-mars 1919. — *Bulletin de la Société des Antiquaires de Picardie*, 3^e et 4^e trimestres de 1917. — *Bulletin historique de la Société des Antiquaires de la Morinie*, 1914 (juin) à 1918. — *Bulletin de la Société archéologique et historique de l'Orléanais*, 1^{er} et 2^e trimestres de 1918. — *Mémoires de la Société d'his-*

toire et d'archéologie de Chalon-sur-Saône, 2^e série, t. VIII. — *Annales de l'Académie de Mâcon*, 3^e série, t. X. — *Indicateur d'antiquités suisses*, 1919, 1^{er} fascicule.

Ouvrages offerts par les auteurs ou les éditeurs.

La situation actuelle de Rijeka (Fiume) : conséquence d'un faux, par Ferdo de Sisic. Br. in-8. Paris. — *Ce que j'ai souffert : procédés des autorités italiennes dans les territoires yougoslaves occupés*, par Antun Farcic. Br. in-8. Paris.

Correspondance.

M. Charles de Lasteyrie, élu membre du Conseil, MM. Léon Mirot et R. Lavollée, élus censeurs, adressent leurs remerciements à la Société. MM. de Barante, de Beauchesne, Moranvillé et Stein s'excusent de ne pouvoir assister à la séance.

Par une lettre en date du 28 mai 1919, M. Boutroux, président du *Comité français d'initiative*, constitué pour coopérer à l'*Œuvre internationale de la restauration de l'Université de Louvain*, sollicite l'adhésion et le concours de la Société de l'Histoire de France. Il indique les formes dans lesquelles ce concours pourrait être apporté au Comité d'initiative où la Société est invitée à se faire représenter par son président ou tel de ses membres qu'elle choisirait. Le Conseil donne très volontiers son adhésion à cette demande.

Travaux de la Société.

État des impressions :

Annuaire-Bulletin de 1918. 1^{re} partie : feuilles 1 à 8 au brochage; 2^e partie : feuilles 9 et 10 en placards.

Mémoires du maréchal de Florange. T. II. 4 feuilles et demie en placards (pas de changement).

Mémoires du cardinal de Richelieu. T. IV. 4 feuilles tirées; feuilles 5 à 8 en placards (pas de changement).

Dépêches d'ambassadeurs milanais. T. III. 7 feuilles en placards.

Grandes Chroniques de France, règnes de Jean II et Charles V. T. III. 4 feuilles en pages.

Mémoires de Brienne. T. III. Au brochage.

Grandes Chroniques de France. T. I. Pas de changement.

La séance est levée à cinq heures.

II.

BIBLIOGRAPHIE.

34. — MARTIN (H.). Bibliothèque de Bourgogne; date de l'inventaire dit de 1467. In-8, 11 p. Paris, Henri Leclerc.

(Extrait du Bulletin du bibliophile.)

35. — MATHOREZ (J.). Le ligueur écossais John Hamilton, curé de Saint-Cosme. In-8, 27 p. Paris, Henri Leclerc.

(Extrait du Bulletin du bibliophile.)

36. — MEURGEY (J.). Étude sur les armoiries de l'abbaye de Tournus; blasons dessinés et gravés par Henry-André. In-8, 60 p. Paris, H. Champion.

37. — ONORAN (vicomte H.-F. d'). Généalogie de la maison de Chausiergues (Berry, Languedoc, Comtat-Venaissin). In-8, 23 p. Paris, H. Daragon.

38. — PANEL (D^r G.). Documents concernant les pauvres de Rouen; extraits des archives de l'hôtel de ville, publiés avec introduction, notes et table. T. II : 1631 à 1763. In-8, 291 p. Rouen, A. Lestringant.

39. — PICOT (E.). La querelle des dames de Paris, de Rouen, de Milan et de Lyon au commencement du xvi^e s. In-8, 60 p. avec figures. Paris, impr. P. Renouard.

(Extrait des Mémoires de la Société de l'histoire de Paris et de l'Ile-de-France.)

40. — PRINET (M.). Deux monuments funéraires de l'ab-

baye de Saint-Antoine-des-Champs. In-8, 4 p. Paris, impr. P. Renouard.

(Extrait du Bulletin de la Société de l'histoire de Paris et de l'Ile-de-France.)

41. — RAVEAU (Paul). La vie économique en Poitou au *xvi*^e siècle, d'après les minutes de notaires de l'époque. In-8, 68 p. Poitiers, impr. G. Roy.

(Extrait des Mémoires de la Société des Antiquaires de l'Ouest.)

42. — REYNAUD (chanoine A.). Généalogie et livre de famille de Jean Signoret, du hameau des Prads de Saint-Paul, paroisse de Saint-Paul (Basses-Alpes). In-8, 76 p. Digne, impr. Chaspoul.

43. — RICCI (S. DE) et GIRARD (P.-F.). Lettres inédites de Cujas et de Scaliger. In-8, 26 p. Paris, librairie du « Recueil Sirey », Léon Tenin.

(Extrait de la Nouvelle Revue historique de droit français et étranger.)

44. — RIGAL (J.-L.) et P.-A. VERLAGUET. Documents sur l'ancien hôpital d'Aubrac. T. I : 1108-1341. In-8, x-686 p. et gravures. Rodez, impr. Carrère.

45. — ROUSSEAU (F.). Le premier monastère des Carmélites en France; le couvent de l'Incarnation, faubourg Saint-Jacques. In-8, 109 p. avec illustrations. Paris, impr. P. Renouard.

(Extrait des Mémoires de la Société de l'histoire de Paris et de l'Ile-de-France.)

46. — ROY (M.). Le Primatice à Meudon. In-8, 13 p. avec une gravure. Paris, impr. P. Renouard.

(Extrait du Bulletin de la Société de l'histoire de Paris et de l'Ile-de-France.)

47. — SACHET (abbé A.). Le pardon annuel de la Saint-Jean et de la Saint-Pierre à Saint-Jean de Lyon (1392-1790); Saint-Jean du *xiv*^e au *xviii*^e siècle. In-4, 682 p. avec gravures dans le texte et hors texte. Lyon, chez l'auteur, à Fourvières.

PROCÈS-VERBAL

DE LA

SÉANCE DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

DE LA

SOCIÉTÉ DE L'HISTOIRE DE FRANCE,

TENUE LE 4 NOVEMBRE 1919,

A l'École des chartes, à quatre heures un quart,

SOUS LA PRÉSIDENTENCE DE M. LE COMTE BAGUENAUT DE PUCHESSE, PRÉSIDENT.

(Procès-verbal adopté dans la séance du 2 décembre suivant.)

Le secrétaire donne lecture du procès-verbal de la dernière séance; la rédaction en est adoptée par le Conseil.

M. le Président annonce que, depuis la dernière séance, la Société a perdu trois de ses membres :

M. le baron de Courcel, sénateur, ancien ambassadeur, membre de l'Institut, dont le souvenir nous demeurera toujours cher. Il avait présidé la Société pendant l'exercice 1906-1907 et faisait partie du Conseil et du Comité de publication; — M. Lucien Bernard, à Guéret, et M. Bidoire, ancien avocat au Conseil d'État et à la Cour de cassation. Le Conseil s'associe aux regrets exprimés par M. le Président.

M. le Président proclame membres de la Société, après avoir soumis ces admissions à l'approbation du Conseil :

2607. M. François DAUMET, boulevard Raspail, n° 87; présenté par MM. le comte Delaborde et Courteault.

2608. M. Henri BOUCHER, rue de Prony, n° 15; présenté par MM. Couderc et Lecestre.

2609. M. Henri DUHAMEL, docteur en droit, rue du Quinconce, n° 28, à Angers; présenté par MM. Lecestre et Stein.

2610. M. Armand SIGWALT, architecte, rue de la Pompe, n° 6; présenté par MM. Courteault et Lecestre.

2611. M. le baron DE COURCEL, boulevard du Montparnasse, n° 10; présenté par MM. le comte Baguenault de Puchesse et Lecestre.

M. le Président adresse ses félicitations et celles du Conseil à M. Henri Courteault, qui a obtenu à l'Académie des sciences morales le prix principal de la fondation Paul-Michel Perret pour les quatre premiers volumes du *Journal de Jean Vallier*. Le rapport de M. Lacour-Gayet fait ressortir la haute valeur de la publication éditée avec tant d'érudition et de conscience par notre confrère.

Publications adressées à la Société.

PUBLICATIONS PÉRIODIQUES. — *La nation tchèque*, 15 mai-15 juin, 15 juillet-15 août 1919.

SOCIÉTÉS SAVANTES. — *Mémoires de la Société nationale des Antiquaires de France*, 8^e série, t. V, 1915-1918. — *Bulletin trimestriel de la Société des Antiquaires de Picardie*, 1918-1919, 1^{er} et 2^e trimestres. — *Mémoires de la même Société*, 4^e série, t. VIII. — *Catalogue des manuscrits de la bibliothèque de la même Société*, par Clovis Brunel. — *Bulletin de la Société des sciences historiques et naturelles de l'Yonne*, année 1917, 2^e trimestre. — *Bulletin de la Société de l'histoire du protestantisme français*, avril-juin, juillet-septembre 1919. — *Mémoires de la Société nationale d'agriculture, sciences et arts d'Angers*, année 1918. — *Bulletin de la Société archéologique et historique de l'Orléanais*, 3^e et 4^e trimestres de 1918. — *Bulletin de la Société des Antiquaires de l'Ouest*, 3^e et 4^e trimestres de 1918, 1^{er} trimestre de 1919. — *Bulletin de la Société archéologique de Béziers*, t. XLIII, 1^{re} livraison. — *Mémoires de la Société archéologique de Montpellier*, 2^e série, t. VI et VII. — *Archives historiques du département de la Gironde*, t. LII. — Académie royale de Belgique : *Bulletin de la Commission royale d'histoire*, t. LXXXIII, 2^e bulletin. — Même Académie : *Bulletin de la classe des lettres et des sciences morales et politiques et de la classe des beaux-arts*, 1914, nos 5 à 12. — Même Académie : *Bulletin de la classe des lettres et des sciences morales et politiques*, 1919, nos 1 à 6. — Même Académie : *Annexe aux Bulletins de la classe des beaux-arts*, 1915-1918. — Même Académie : *Bulletin de la classe des beaux-arts*, 1919, nos 1 à 6. — Même Académie : *Catalogue onomastique des accroissements de la bibliothèque : lettres et sciences morales et politiques*, 1887-1914; *beaux-arts*, 1890-1914. — Même Académie : *Tables générales des Bulletins des deux classes*, 4^e et 5^e séries, 1892-1910 et 1911-1914. — Même Académie : *Rapport succinct sur l'état du palais des Académies après le départ des Alle-*

mands, par Louis Le Nain. — Même Académie : *Table des notices biographiques publiées dans l'Annuaire* (1835-1919), par F. Leuridan. — *Annales de la Société royale d'archéologie de Bruxelles*, t. XXVII, livraisons 3 et 4 (1913), et t. XXVIII (1914-1919). — *Bulletin de l'Institut archéologique liégeois*, t. XLIII (1913). — *Annales de la Société historique et archéologique de Tournai*, nouvelle série, t. XV (1912). — *Mémoires et documents publiés par la Société d'histoire de la Suisse romande*, seconde série, t. X. — *Musée national suisse de Zurich*, 27^e rapport, annuel (1918). — *Indicateur d'antiquités suisses*, 1919, fasc. 2. — *Proceedings of the American philosophical Society*, 1918, n^o 7. — *Bureau of American ethnology*, bulletin 59.

Ouvrages offerts par les auteurs ou les éditeurs.

La parenté d'Érasme en Bourgogne, par Gabriel Jeanton. Br. in-8. Mâcon, impr. Protat. — *La Marseillaise, son histoire depuis 1792*, par Henry Coutant. Br. in-8. Paris. — *La richesse de l'Allemagne : ce qu'ils peuvent payer*. Br. in-8. Paris, Albin Michel. — *L'apogée de l'effort militaire français*, par le lieutenant François Maury. In-8. Paris. — *Dictionnaire historique et archéologique de la Picardie*. III : Arrondissement d'Amiens, cantons d'Oisemont, Picquigny, Poix et Villers-Bocage. In-8. Paris, Picard. — *Un appel des Indes à la liberté*. Br. in-8. Copenhague. — *Pourquoi l'Allemagne a capitulé le 11 novembre 1918 ; étude faite sur documents du G. Q. G. français*. Br. in-8. Paris. — *Les Lorrains et la France au moyen âge*, par le comte Maurice de Pange. In-8. Paris, Champion. — *La première ambulance sous Henri IV*, par le baron de Bonnault d'Houët. Br. in-8. Paris. — *Les Croates et les Slovènes ont été les amis de l'Entente pendant la guerre*, par François Barac. In-8. Paris. — *Biographie nationale de Belgique*, t. XXII, 1^{er} fasc. In-8. Bruxelles. — *Bibliographie générale des travaux historiques et archéologiques publiés par les Sociétés savantes de la France*, par R. de Lasteyrie et A. Vidier, t. VI, 4^e livraison. In-4. Paris. — *Itinerari de Jaume I el Conqueridor*, par J. Miret y Sans (*Institut d'estudis catalans*). In-4. Barcelone. — *Recueil général des bas-reliefs, statues et bustes de la Gaule romaine*, par Émile Espérandieu, t. VII. In-4. Paris (*Collection de documents inédits*). — *Le pacte de Rome, l'Italie et sa morale*, par le Dr Ivan Marija-Cok. Br. in-4. Paris. — *L'effort français pendant la guerre*, 1^{er} et 2^e fasc. Br. in-4. Paris.

Correspondance.

MM. Aubry-Vitet, de Beauchesne, le comte Durrieu, Lavollée et Mirot s'excusent de ne pouvoir assister à la séance.

Travaux de la Société.

État des impressions :

Annuaire-Bulletin de 1918. 10 feuilles tirées ; feuilles 11 à 16 en pages.

Annuaire-Bulletin de 1919. 2 feuilles tirées ; feuilles 3 à 5 en placards.

Mémoires du maréchal de Florange. T. II. 4 feuilles et demie en placards. Pas de changement.

Mémoires du cardinal de Richelieu. T. IV. 15 feuilles tirées. (Fin de la copie reçue.)

Dépêches des Ambassadeurs milanais. T. III. 7 feuilles tirées. On compose la suite.

Grandes Chroniques de France. Règnes de Jean II et Charles V. T. III. Feuilles 5 à 8 reçues en bon à tirer. On compose la suite.

Correspondance du maréchal de Vivonne. T. II. 5 feuilles tirées ; feuilles 6 à 12 en placards.

Sur la proposition du Comité des fonds, le Conseil décide :

1° Qu'étant donné le prix de revient exceptionnellement élevé du tome IV des *Mémoires de du Bellay*, que M. Fleury Vindry devait prendre entièrement à sa charge, la Société participera jusqu'à concurrence de 500 francs aux frais d'impression dudit volume ;

2° Que, vu l'augmentation du prix du papier et le relèvement des tarifs de son imprimeur habituel, la Société ne distribuera plus annuellement que deux volumes et un *Annuaire-Bulletin*. Pour les mêmes raisons le prix de vente de nos volumes sera, à partir de l'exercice 1920, porté de 12 à 15 francs.

Sur l'avis conforme du Comité de publication, le Conseil décide :

1° Qu'il n'y a pas lieu d'accepter la proposition faite par M. l'abbé J.-B. Kaiser, professeur au petit séminaire de Montigny-lès-Metz, de publier pour le compte de la

Société les lettres du cardinal de Givry, évêque de Metz (1608-1612), conservées à la bibliothèque de ladite ville ;

2° Qu'il y a lieu, au contraire, d'accepter une proposition de M. Charles de La Roncière, telle qu'elle est formulée dans la lettre en date du 16 avril 1919, dont la teneur suit :

J'ai l'honneur de proposer à la Société de l'Histoire de France la publication d'un ouvrage inédit : *les Mémoires d'un chirurgien de marine écrits dans le bague de Tripoli (1644-1681)*. C'est l'histoire, jusqu'ici inconnue, des flibustiers français de l'Archipel, dont les magnifiques exploits n'ont pas eu, comme ceux de nos flibustiers des Antilles, un Oëxmelin pour les célébrer. C'est à ces braves, — luttant parfois un contre cinquante, — que les Vénitiens ont dû de « tenir » vingt-cinq ans à Candie ; du moins, en attaquant sans cesse les caravanes chargées du tribut de l'Égypte ou les galères du Capoudan-pacha chargées de janissaires, ont-ils privé d'argent ou de renforts l'armée turque qui assiégeait Candie. Ils se battaient sous pavillon de Malte, de Toscane ou de Venise pour ne point violer les Capitulations. Mais leurs exploits appartiennent bien à notre patrimoine national, les exploits, dis-je, des chevaliers d'Hocquincourt, fils du maréchal de France, de Tourville, qui fit là ses débuts, de Théméricourt, « le fléau des mers », dont le Capoudan-pacha ne put triompher malgré des forces cinquante fois supérieures, du Marseillais de Lescases tenant tête avec deux vaisseaux à cinquante-six, des chevaliers de la Boissière, de Ragny, de Tincourt, d'Harcourt, etc.

Et peut-être n'est-il pas à taire pour notre amour-propre national que le marin qui parvint à vaincre nos flibustiers était un Français, un élève du fameux chevalier Pol. L'amiral tripolitain Bayran Raïs était de Provence et s'appelait Aube. Du Quesne, les ambassadeurs de France Nointel et Guilleragues sont également parmi les héros de ces *Mémoires*.

C'est dans la familiarité de rudes lours de mer qu'a vécu notre chirurgien : compagnon d'Hocquincourt, de Tourville, de Lescases, il tomba prisonnier de Bayran qui en fit son confident. Ainsi avons-nous le récit pittoresque de la vie à bord des corsaires barbaresques ; après avoir vécu en compagnie des corsaires français de l'Archipel, le chirurgien suivit comme esclave leurs adversaires.

L'auteur, qui était de la Seyne en Provence et qui se trouve de trop modeste condition pour se nommer, avait commencé des mémoires durant son séjour dans le bague de Tripoli de 1668 à 1678. Il les a transformés ensuite en une histoire de Tripoli comprise dans les manuscrits de la Bibliothèque nationale 12219 et 12220.

De cette histoire de Tripoli, il n'est pas question ici. Mais les *Mémoires du chirurgien* relatent de la façon la plus précise et la plus sûre les hauts faits, inconnus jusqu'ici, de nombre de nos compatriotes. Ils constituent une suite à ces autres exploits que j'ai eu l'honneur d'exhumer pour la Société de l'Histoire de France, ceux de Beaulieu-Persac. C'est tout un pan de notre histoire navale qui sort de l'ombre.

L'ouvrage, préface et tables comprises, aurait de 400 à 450 pages. Il serait prêt aux environs du mois de juillet.

M. Dupont-Ferrier fait une intéressante communication sur : *l'Enseignement mondain et le théâtre au collège Louis-le-Grand, du XVI^e au XVIII^e siècle.*

La séance est levée à cinq heures et demie.

II.

BIBLIOGRAPHIE.

48. — ADAM (A.). L'église et la paroisse Saint-Sauveur, anciennement Notre-Dame-de-Froide-Rue. In-8, 36 p. avec gravures. Caen, Louis Jouan.

49. — Alsace-Lorraine (l') et la frontière du Nord-Est (Travaux du Comité d'études, t. I). In-4, VIII-453 p. et 7 planches. Paris, Impr. nationale.

Ce premier volume d'une œuvre considérable contient quatorze rapports présentés au Comité d'études formé, le 17 février 1917, pour réunir une série de dossiers pouvant être utilisés par les représentants de la France au Congrès de la paix et traitant de toutes les questions touchant l'Europe et la Turquie d'Asie. La première des questions qui ait retenu l'attention des membres du Comité est naturellement celle de notre frontière du Nord-Est. Il faut signaler dans ce volume l'étude de MM. Lavis et Pfister sur la formation de l'Alsace-Lorraine, celle de M. Émile Bourgeois sur la neutralité et la liberté de navigation du Rhin, les pages très précises et très nourries de M. Jullian sur les populations rhénanes dans l'antiquité et le tableau historique que trace M. Pfister des pays rhénans depuis les invasions barbares jusqu'à la Révolution.

50. — ANGOT (E.). Dames du grand siècle : M^{me} de Sévigné et M^{me} de Grignan ; M^{me} de La Fayette, la présidente de Motteville. In-18, 360 p. Paris, Émile-Paul frères.

51. — Archives historiques du département de la Gironde. T. LII. In-4, XXI-280 p. Bordeaux, Féret et fils ; Paris, Alphonse Picard et fils.

52. — BATIFFOL (L.). L'Alsace est française : par ses origines, sa race, son passé. In-16, 251 p. Paris, Ernest Flammarion.

53. — BERNOIS (abbé). Histoire de l'abbaye royale de Sainte-Euverte d'Orléans, avec lettre de S. G. Mgr Touchet, évêque d'Orléans. In-8, XII-380 p. et gravures. Orléans, chez l'auteur, 4, rue Sainte-Euverte.

54. — BONNAULT D'HOUE (baron X. DE). La première ambulance sous Henri IV. In-8, 16 p. Paris.

Très curieux et intéressants renseignements donnés sur une ambulance qui fonctionna, au moment du siège d'Amiens par Henri IV en 1597, au petit village de Longpré et dont ce prince eut l'initiative. Le règlement et les comptes de cette ambulance, conservés dans un manuscrit de la collection Clairambault, ont permis à notre confrère de donner les détails les plus précis sur les origines de cette ambulance, les ressources qui permirent de la créer, son personnel, son fonctionnement, les blessés qu'elle hospitalisa, et dont 228 en sortirent guéris, ce qui ne laisse pas de surprendre quand on sait de quels remèdes et de quels procédés usaient les médecins et les chirurgiens de cette époque.

55. — BRANDIN (Louis). La chanson d'Aspremont, chanson de geste du XII^e siècle ; texte du manuscrit de Wollaton Hall. T. I : vers 1-6154. In-16, iv-196 p. Paris, Édouard Champion.

56. — BRY (Joseph). Notice sur un formulaire du XIV^e siècle à l'usage de l'officialité d'Orléans (bibl. de Tours, ms. 663). In-8, 44 p. Paris, libr. de la Société du « Recueil Sirey » (Léon Tenin, directeur).

(Extrait de la Nouvelle Revue historique de droit français et étranger.)

57. — CARPENTIER (L.-J.-R.). Une page de l'histoire de

la médecine : Ambroise Paré (1517-1590). In-8, 40 p. Bordeaux, impr. F. Pech et C^{ie}.

58. — CARTAILHAC (Émile). Dictionnaire archéologique de la Gaule : époque celtique. T. II, fasc. 2 et 3. Gr. in-4 à 2 col., p. 97 à 416. Paris, Impr. nationale.

59. — CHARBONNEL (J.-Roger). La pensée italienne au XVI^e siècle et le courant libertin. In-8, ix-A-Z-AA-UU, 720-LXXXIV p. Paris, Edouard Champion.

60. — CHAUVET (J.). Variétés : autour du château de Valserres. In-8, 15 p. Gap, L. Jean et Peyrot.

(Extrait du Bulletin de la Société d'études des Hautes-Alpes.)

61. — COUDERC (C.). Bibliographie historique du Rouergue. I : A.-K. In-8 à 2 col., p. 1 à 168. Paris, Champion.

62. — EMPRIN (J.-M.). La chapelle de Notre-Dame de la Lée, Valezan (Savoie); documents et notes imprimés avec l'autorisation de l'ordinaire de Belley. In-8, 45 p. Belley (Ain), impr. Louis Chaduc.

63. — ESTAILLEUR-CHANTERAINE (P. d'). Jeanne d'Arc; orné de compositions originales de Walter-André. In-8, xiv-52 p. Paris, éditions de la Nouvelle Revue nationale.

64. — FAGES (le P.). Histoire populaire de l'apôtre des Bretons, saint Vincent Ferrier. In-16, 200 p. Vannes, impr. Lafolye frères.

65. — FISCHER (U.). Une famille de sculpteurs et de peintres comtois : les Rosset. In-16, xi-198 p. Paris, impr. Lahure.

66. — FRANCE (D.). Essai sur Estampures, canton de Trie (Hautes-Pyrénées). In-8, 74 p. Tarbes, impr. J. Lesbordes.

67. — GOYAU (G.). Une ville-église : Genève (1535-1907). 2 vol. in-16 avec illustrations, xxvi-248 p. et viii-320 p. Paris, Perrin et C^{ie}.

68. — GRISELLE (Eugène). Formulaire de lettres de Fran-

çois I^{er} à Louis XIV et État de la France dressé en 1642. In-8, 267 p. Paris, Paul Catin.

69. — HAVARD DE LA MONTAGNE (M. et R.). Sainte Catherine de Sienne; sa vie, sa mort et ses miracles, d'après un manuscrit italien du xv^e siècle, de Stéphane Maconi; traduction du texte latin de Thomas Caffarini, avec une introduction et des notes. In-16, xviii-309 p. Paris, Perrin et C^{ie}.

70. — HEINRICH (P.). Les premiers établissements français dans le bassin supérieur du Mississipi. In-18, 14 p. Paris, Édouard Champion; Émile Larose.

(Extrait de la Revue des colonies françaises.)

71. — HENNET DE GOUTEL (baron). Vergennes and the American independence; Vergennes and Wilson; translated by L. Ensor; with a portrait of Vergennes. In-8, 41 p. Paris, éditions de la Nouvelle Revue nationale.

72. — JAMERY (E.). Histoire de Maizières-la-Grande-Paroisse, arrondissement de Nogent-sur-Seine (Aube). In-8, 220 p. et plan. Romilly-sur-Seine, Thiébault.

73. — JAURGAIN (Jean DE). Deux comtes de Comminges béarnais au xv^e siècle : Jean de Lescun, bâtard d'Armagnac, et Odet d'Aydie, seigneur de Lescun. In-8, 164 p. Paris, Édouard Champion.

(Extrait du Bulletin de la Société archéologique du Gers.)

74. — JEANTON (Gabriel). La parenté d'Érasme en Bourgogne. In-8, 27 p. avec planche. Mâcon, impr. Protat.

(Extrait des Annales de l'Académie de Mâcon.)

Donne la descendance, du xvi^e siècle à nos jours, du peintre Grégoire Guérard, venu s'établir à Tournus au commencement du xvi^e siècle et qui serait neveu ou cousin d'Érasme, lequel était fils naturel du médecin hollandais Gérard ou Guérard.

75. — JEANTON (Gabriel). Les Juifs en Mâconnais. In-8, 38 p. Mâcon, impr. Protat.

(Extrait des Annales de l'Académie de Mâcon.)

Complète, en particulier à l'aide de documents des cartulaires de Saint-Vincent-de-Mâcon et de Cluny, les renseignements four-

nis par M. L. Gauthier dans son étude sur *Les Juifs dans les deux Bourgognes*, sur la colonie juive en Mâconnais à partir du ix^e siècle, montre que les textes antérieurs à l'an 1000, concernant les Juifs de ce pays, sont assez nombreux, conte quelques épisodes inédits de leur histoire, de leur persécution au xiv^e siècle et termine par une liste des Juifs mentionnés en Mâconnais que ne cite point M. Gauthier.

76. — LA RONCIÈRE (Ch. DE). Un grand ministre de la marine : Colbert. In-16, iv-315 p. Paris, Plon-Nourrit et C^{ie}.

77. — LA RONCIÈRE (Ch. DE). L'attaque du Fort-Royal de la Martinique par Ruyter (20 juillet 1674). In-8, 16 p. Paris, Edouard Champion ; Émile Larose.

(Extrait de la Revue d'histoire des colonies françaises.)

78. — LASTEYRIE (R. DE) et A. VIDIER. Bibliographie générale des travaux historiques et archéologiques publiés par les Sociétés savantes de la France, dressée sous les auspices du ministère de l'Instruction publique. T. VI, 4^e livraison (n^{os} 126722 à 132235). In-4, xii-p. 601 à 816. Paris, Ernest Leroux.

Avec ce fascicule, dernier du tome VI, s'achève la partie principale du grand ouvrage entrepris en 1880 et dont le premier volume paraissait en 1885. Dans un bref avertissement, M. de Lasteyrie expose notamment les motifs qui lui en ont fait exclure certaines publications qu'on serait peut-être tenté de lui reprocher de n'y avoir point comprises. On sait que l'œuvre, close par ce fascicule, arrête les dépouillements à l'année 1900 et que neuf suppléments ont paru depuis, qui les mènent jusqu'en 1910. Souhaitons que M. de Lasteyrie et son actif collaborateur ne reculent pas devant la continuation de leur tâche et puissent donner aux travailleurs, sans trop de retard, les dépouillements des neuf années écoulées depuis.

79. — LEMAIRE (D^r Louis). Dunkerque et la politique de Mazarin. I : D'Estrades et Cromwell (1649-1652). In-8, 35 p. Lille, impr. Lefebvre-Ducrocq.

(Extrait de la Revue du Nord.)

M. le D^r Lemaire, qui s'apprête à publier pour notre Société, avec M. de Saint-Léger, les papiers authentiques de Godefroi d'Estrades, nous montre, par cette première étude qu'une seconde

ne tardera pas à suivre, qu'il connaît dans le détail l'histoire fort compliquée des événements qui, de 1646, date de la prise de Dunkerque sur les Espagnols, au 18 septembre 1652, date de sa perte par les Français, et particulièrement depuis 1649 que le maréchal de camp d'Estrades remplaça Rantzau dans le commandement de la place, mirent en vedette la personnalité, mal connue, de ce serviteur de Mazarin. Ce travail, très fouillé, fondé sur des documents pour la plupart inédits des archives des Affaires étrangères et du fonds Clairambault, où sont conservés les papiers d'Estrades, est surtout révélateur de la politique trop hésitante, pendant cette période, du cardinal : il est vrai que les difficultés intérieures le gênaient fort et qu'il n'était pas toujours bien servi. Les Espagnols surent intriguer à Londres avant que Mazarin eût consenti à reconnaître sans conditions la politique anglaise, et d'Estrades, qui fut peut-être un moment tenté de céder à des offres avantageuses de Cromwell, mais qui défendit ensuite de son mieux la ville attaquée, dut finalement capituler, la flotte de secours, envoyée trop tard, n'ayant su que se faire cueillir au passage par les Anglais.

80. — LOT (F.). Étude sur le Lancelot en prose. In-8, 460 p. Paris, Edouard Champion.

81. — MALO (H.). Les fâcheux errements du capitaine Jacques Thomas (1684-1685). In-8, p. 289 à 302. Paris, Edouard Champion ; Émile Larose.

(Extrait de la Revue d'histoire des colonies françaises.)

82. — MIROT (Léon). Lettres closes de Charles VI conservées aux archives de Reims et de Tournai. In-8, 77 p. Paris, Edouard Champion.

(Extrait du Moyen Âge.)

Du grand recueil de lettres closes du roi Charles VI qu'il espère de publier un jour, notre confrère, dans une pieuse pensée d'actualité, a extrait trente documents, dont dix-huit proviennent des archives de Reims (hospitalisées à Paris pendant la guerre) et douze de celles de Tournai. De ces documents, que sa profonde connaissance des choses de cette époque lui a permis de dater aisément, quinze, venant de Reims, ont un grand intérêt pour l'histoire de 1417 à 1422 ; ils sont très copieusement annotés. Le plus curieux document tournaisien est assurément celui, publié en note, où le procureur de la ville raconte, d'une manière très vivante, son entrevue dans le jardin de l'hôtel Saint-Pol avec Charles VI le 6 septembre 1406 ; le roi relevait à peine d'une crise de folie.

83. — MOLLAT (G.). Jean XXII (1316-1334) : lettres communes analysées d'après les registres dits d'Avignon et du Vatican, 17^e fascicule. In-4, p. 153 à 413. Paris, E. de Boccard.

84. — MOURRET (Fernand). Histoire générale de l'Église. T. II : Les Pères de l'Église, iv^e et v^e siècles. In-8, 532 p. Paris, Bloud et Gay.

85. — OMONT (Henri). Inventaire des collections Emmery et Clouët-Buvignier sur l'histoire de Metz et de la Lorraine, conservées à la Bibliothèque nationale (Mettensia, VII). In-8, 156 p. Paris, Klincksieck.

En décembre 1915, sont entrées au département des manuscrits de la Bibliothèque nationale, acquises des héritiers de M^{lle} Marie Buvignier, ces deux importantes collections, l'une formée au xviii^e siècle par le comte Emmery, de Metz, et recueillie depuis en partie par François Clouët, l'autre constituée au xix^e siècle par ce dernier érudit et son fils l'abbé Louis Clouët, tous deux bibliothécaires de Verdun. Elles sont venues accroître les richesses que, sur l'histoire de nos provinces de l'Est, le département des manuscrits possédait déjà par sa collection de Lorraine et par la collection Auguste Prost, léguée en 1897. La collection Emmery, sur Metz, compte soixante-quinze volumes inscrits sous les nos 22659 à 22733 des nouvelles acquisitions françaises, et la collection Clouët-Buvignier, sur Verdun et la Lorraine, se compose de soixante-trois volumes classés sous les nos 22596 à 22658 du même fonds. En outre, vingt-huit autres volumes ont été classés dans les fonds latin et français des nouvelles acquisitions. Le présent volume donne du tout un inventaire analytique.

PROCÈS-VERBAL

DE LA

SÉANCE DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

DE LA

SOCIÉTÉ DE L'HISTOIRE DE FRANCE,

TENUE LE 2 DÉCEMBRE 1919,

A l'École des chartes, à quatre heures un quart,

SOUS LA PRÉSIDENCE DE M. LE COMTE BAGUENAUT DE PUCHESSE, PRÉSIDENT.

(Procès-verbal adopté dans la séance du 6 janvier 1920.)

Le secrétaire donne lecture du procès-verbal de la dernière séance; la rédaction en est adoptée par le Conseil.

M. le Président annonce la mort d'un de nos confrères, M. Louis-Lucas, doyen de la Faculté de droit de Dijon, mort subitement en revenant de Strasbourg où il était allé assister, comme ses fonctions l'y appelaient, à l'inauguration de la nouvelle Université.

M. le Président proclame membres de la Société, après avoir soumis ces admissions à l'approbation du Conseil :

2612. M. Ed. ESMONIN, professeur à la Faculté des lettres de l'Université de Grenoble; présenté par MM. Lavis et Poupardin.

2613. M. L. BEAURE D'AUGÈRES, à la Jonchère (Haute-Vienne); présenté par MM. le comte Baguenaut de Puchesse et Lecestre.

2614. M. le vicomte Joseph DE CROÿ, archiviste-paléographe, au château de Montaux, par Onzain (Loir-et-Cher); présenté par MM. Courteault et de La Roncière.

2615. M. LÉON DE LANZAC DE LABORIE, publiciste, rue de l'Université, n° 96; présenté par MM. le comte Baguenaut de Puchesse et Delachenal.

2616. Robert PERRET, docteur ès lettres, rue François I^{er}, n° 6; présenté par MM. le comte Baguenaut de Puchesse et Delachenal.

Publications adressées à la Société.

SOCIÉTÉS SAVANTES. — *Bulletin de la Société nationale des Antiquaires de France*, 1917. — 32^e annual Report of the Bureau of american ethnology, 1910-1911.

Ouvrages offerts par les auteurs ou les éditeurs.

Les Juifs en Mâconnais, par Gabriel Jeanton. Br. in-8. Mâcon, Protat frères. — *Dunkerque et la politique de Mazarin*, par le Dr Louis Lemaire. Br. in-8. Lille. — *Mettensia*. VII : Collections Emmercy et Clouët-Buvignier sur l'histoire de Metz et de la Lorraine, conservées à la Bibliothèque nationale ; inventaire par Henri Omont. In-8. Paris, Klincksieck.

Correspondance.

M. Armand Sigwalt, architecte, remercie le Conseil de l'avoir admis au nombre des membres de la Société.

MM. Aubry-Vitet, le baron de Barante, de Beauchesne, H. Cochin, le comte Durrieu, Mirot, s'excusent de ne pouvoir assister à la séance.

Travaux de la Société.

État des impressions :

Annuaire-Bulletin de 1918. Terminé ; dernier fascicule au brochage.

Annuaire-Bulletin de 1919. Feuilles 1 à 5 (1^{er} et 2^e fascicules) sous presse.

Mémoires du maréchal de Florange. T. II. 4 feuilles et demie en placards. Pas de changement.

Mémoires du cardinal de Richelieu. T. IV. 15 feuilles tirées ; appendices en composition.

Dépêches des Ambassadeurs milanais. T. III. 7 feuilles tirées ; feuilles 8 à 14 en placards.

Grandes Chroniques de France. Règnes de Jean II et Charles V. T. III. 8 feuilles tirées ; feuilles 9 à 12 en placards.

Correspondance du maréchal de Vivonne. T. II. 5 feuilles tirées; feuilles 6 à 12 en bon à mettre en pages.

Grandes Chroniques de France. T. I. Feuilles 16 à 19 en bon à mettre en pages; feuille 20 en placards.

M. le Trésorier présente quelques observations au sujet de la publication des *Mémoires de Torcy* et de la nécessité de se rendre un compte exact de l'étendue de cette publication.

Il annonce que l'Académie des Inscriptions et Belles-Lettres, grâce aux bons offices de nos confrères membres de ladite Académie et en particulier de M. Omont, a alloué une somme de 800 francs à la Société de l'Histoire de France pour contribuer à la reproduction photographique d'un manuscrit du British Museum indispensable à la publication des *Grandes Chroniques de France*.

M. le comte Baguenault de Puchesse fait une très intéressante communication sur *Gilles de Souvré et Henri III, d'après les lettres inédites du roi*.

La séance est levée à cinq heures et demie.

PRIX DÉCERNÉS PAR L'INSTITUT AUX OUVRAGES HISTORIQUES.

L'Académie française, dans sa séance publique annuelle du 27 novembre 1919, a décerné les prix suivants :

PRIX GOBERT. — Le premier prix à M. Marcel Marion, pour son *Histoire financière de la France depuis 1715* (2 vol.). — Le second prix à M. Louis Batiffol, pour son livre sur *Les anciennes républiques alsaciennes*.

PRIX THÉROUANNE. — Trois prix, de 1,000 fr. chacun, à M. Julien Rovère, pour son ouvrage sur *Les survivances françaises dans l'Allemagne napoléonienne depuis 1815*; à M. l'abbé Sachet, pour ses deux volumes sur *Le pardon annuel de la Saint-Jean et de la Saint-Pierre*

de Lyon; à M. Ph. Sagnac, pour son livre sur *Le Rhin français pendant la Révolution et l'Empire*. — Deux prix, de 500 fr. chacun, à M. l'abbé Gaugain, pour son *Histoire de la Révolution dans la Mayenne*, et à M. Marc de Villiers, pour son *Histoire de la fondation de la Nouvelle-Orléans*.

PRIX THIERS. — Un prix de 1,800 fr. à M. A. Gérard, pour son ouvrage intitulé : *Ma mission en Chine*. — Un prix de 1,000 fr. à M. Fr. Barbey, pour son livre sur *Félix Desportes et l'annexion de Genève à la France (1794-1799)*.

PRIX BROQUETTE-GONIN. — Ce prix, de la valeur de 10,000 fr., est décerné à M. Stéphane Gsell, pour son *Histoire ancienne de l'Afrique du Nord*.

PRIX BORDIN. — Un prix de 1,500 fr. à M. Albert Cherel, pour son ouvrage intitulé : *Fénelon au XVIII^e siècle en France (1715-1820)*.

PRIX MARCELIN-GUÉRIN. — Un prix de 1,000 fr. à M. René Lote pour son étude sur *Les intellectuels dans la société française de l'ancien régime à la démocratie*. — Un prix de 500 fr. à M. l'abbé Paquier pour son ouvrage sur *Luther et l'Allemagne*.

PRIX JEAN REYNAUD. — Ce prix, de la valeur de 10,000 fr., est décerné à M. Henri Pirenne, pour son *Histoire de la Belgique*.

PRIX SAINTOUR. — Ce prix, de la valeur de 3,000 fr., est décerné à M. Lucien Foulet, pour son livre sur *Le roman de Renard*.

PRIX NARCISSE MICHAUT. — Un prix de 2,000 fr. à M. Eugène Lintilhac, pour son *Histoire générale du théâtre en France* (5 vol.).

PRIX DE JOËST. — Un prix de 1,000 fr. à M. Albert Casagagne, pour son ouvrage intitulé : *La vie politique de François de Chateaubriand*.

PRIX JUTEAU-DUVIGNEAUX. — Un prix de 1,000 fr. à M. l'abbé Pourrat, pour son livre sur *La spiritualité chrétienne des origines de l'Église au moyen âge*.

PRIX FABIEN. — Un prix de 1,700 fr. à M. Jean Vic, pour son ouvrage en deux volumes sur *La littérature de guerre*.

PRIX CHARLES-BLANC. — Deux prix, de 1,000 fr. chacun, à Mgr Landrieux, pour son livre sur *La cathédrale de Reims*, et à M. André Pératé, pour son livre sur *Sienna*.

L'Académie des inscriptions et belles-lettres, dans sa séance publique annuelle du 28 novembre 1919, a décerné les prix suivants :

PRIX GOBERT. — Le premier prix à M. Ferdinand Lot, pour son *Étude sur le Lancelot en prose*. — Le second prix à M. Ph. Barrey, pour son ouvrage sur *La colonisation française aux Antilles*.

ANTIQUITÉS DE LA FRANCE. — La deuxième médaille (1,000 fr.) à M. le chanoine Deslandes, pour son *Étude sur l'église de Bayeux*. — La troisième médaille (500 fr.) à M. l'abbé Galabert, pour son ouvrage sur *Montpezat de Quercy, sa collégiale, ses seigneurs*. — La première mention à M. Henri Stein, pour ses trois études : *Pierre Tristan, chambellan de Philippe-Auguste* ; *Conjectures sur l'auteur du « Livre de Jostice et de Plet »* ; *Recherches sur quelques fonctionnaires royaux originaires du Gâtinais* ; — la deuxième mention à M. l'abbé Duine, pour son *Mémento des sources hagiographiques de l'histoire de Bretagne* ; — la troisième mention à M. Moret, pour son livre intitulé : *Le Croisic : précis historique sur la presqu'île croisicaise*.

PRIX DU BUDGET. — Ce prix, de la valeur de 2,000 fr., a été décerné à M. Pierre d'Espezel, pour son mémoire sur

Les institutions militaires en France de la mort de Louis XI à la fin des guerres d'Italie (sujet mis au concours).

PRIX DE LA GRANGE. — Un prix de 600 fr. à M. Brunel, pour son édition de la *Vie de sainte Énimie* en vers provençaux par Bertrand de Marseille. — Un prix de 400 fr. à M^{lle} Nicod, pour son édition des *Jeux partis* d'Adam de la Halle.

PRIX PROST. — Ce prix, de la valeur de 1,200 fr., a été attribué à M. L. Davillé, pour son ouvrage sur *Bar-le-Duc à la fin du XVI^e siècle*.

PRIX HONORÉ CHAVÉE. — Ce prix, de 1,800 fr., est décerné à M. Tanquerey, pour son livre sur *L'évolution du verbe en anglo-français (XII^e-XIV^e siècles)*.

L'Académie des sciences morales et politiques, dans sa séance publique annuelle du 20 décembre 1919, a décerné les prix suivants :

PRIX DROUYN DE LHUYS. — Un prix de 2,000 fr. à M. Auguste Gauvain, pour ses six volumes sur *L'Europe au jour le jour*. — Deux récompenses, de 500 fr. chacune, à M. Gravier, pour son livre sur *Les frontières historiques de la Serbie*, et à M. Yovan Radowitch, pour son *Histoire des Serbes de Hongrie*.

PRIX GABRIEL MONOD. — Ce prix, de la valeur de 3,000 fr., est décerné à M. Henri Prentout, pour son *Étude critique sur Dudon de Saint-Quentin*.

PRIX PAUL-MICHEL PERRET. — Un prix de 1,500 fr. à M. Henri Courteault, pour ses deux ouvrages : *Journal de Jean Vallier, maître d'hôtel du roi*, tomes I à IV, et *Un journal inédit du Parlement de Paris pendant la Fronde*. — Deux récompenses, de 500 fr. chacune, à M. l'abbé Sabatié, pour son livre sur *La déportation révo-*

lutionnaire du clergé français, et à M. Gaston Bouniols, pour son *Histoire de la Révolution de 1848*.

PRIX AUDIFFRED. — Deux récompenses, de 1,000 fr. chacune, à M. le docteur Cabanès, pour son livre *Chirurgiens et blessés à travers l'histoire*, et à M. R. Musset, pour son ouvrage sur *Le Bas-Maine*. — Une récompense de 500 fr. à M. P.-H. Hugues, pour son livre *Un impôt sur le revenu sous la Révolution*.

PRIX LUCIEN DE REINACH. — Un prix de 1,500 fr. à M. Victor Demontes, pour son ouvrage sur *La colonisation militaire sous Bugeaud*. — Une récompense de 500 fr. à M. Martineau, pour son livre sur *Les origines de Mahé*.

II.

BIBLIOGRAPHIE.

86. — PANGE (comte Maurice DE). Les Lorrains et la France au moyen âge. Gr. in-8, xxx-196 p. Paris, Champion.

Le comte Maurice de Pange, mort le 11 juin 1913, appartenait à une ancienne famille lorraine et c'est à la Lorraine qu'il a consacré tous les loisirs de sa laborieuse existence. Familiarisé de bonne heure avec les documents originaux, il avait pu remonter aux sources et les travaux qu'il a publiés et où il a souvent rectifié les erreurs commises par des historiens éminents demeurent comme des modèles d'érudition à la fois précise et large. Des mains pieuses ont réuni dans le présent volume les plus importants de ces travaux, et cette réunion fait admirablement ressortir l'unité de l'œuvre. Comme le dit excellemment l'auteur de la remarquable introduction placée en tête du volume, il ne suffisait pas à M. Pange de connaître l'histoire des faits : « A travers la sécheresse des annales et l'aridité des actes diplomatiques, c'est l'esprit même des hommes [du moyen âge] qu'il cherchait à évoquer. Comment le patriotisme français s'est-il formé en Lorraine, quelle a été la nature et l'évolution particulière de ce sentiment dans une pro-

vince qui, théoriquement, relevait de l'Empire, pourquoi Jeanne d'Arc, étant Lorraine, a-t-elle ressenti si vivement le caractère religieux du roi de France et l'obligation de le faire sacrer à Reims, tels sont les divers aspects de la question qu'il a étudiée toute sa vie. » Aujourd'hui que la Lorraine est redevenue entièrement française, la lecture de ces pages offre le plus grand intérêt.

Dans une première partie, sous le titre *Le patriotisme français en Lorraine*, on retrouvera ces belles études dont la plupart ont paru ici même, notamment sur le pays de Jeanne d'Arc, le fief et l'arrière-fief et les Baudricourt. Dans une seconde partie, *Les Lorrains dans l'histoire littéraire de la France*, ont été groupées trois études sur Garin le Lohérain, Albéron de Montreuil et Gautier d'Épinal, cette dernière inédite et qui avait dû servir d'introduction à l'édition des œuvres de ce chansonnier que M. Lindelöf a fait paraître en 1902. Le dernier mémoire, qui forme la troisième partie sous le titre général *La Lorraine et le Barrois au XII^e siècle*, est consacré à Ferri de Bitche et avait paru dans les *Mémoires de la Société d'archéologie lorraine*; M. de Pange y tranche la question controversée de savoir si Simon II, duc de Lorraine en 1176, a eu pour successeur son frère ou bien son neveu, qui ont porté le même nom de Ferri; il conclut, contre dom Calmet, en faveur du second.

87. — PARAT (abbé A.). Notices archéologiques villageoises : Pontaubert; les ordres religieux militaires dans l'Avallohnais. In-8, 25 p. Auxerre, impr. Gallot.

(Extrait du Bulletin de la Société des sciences historiques et naturelles de l'Yonne.)

88. — PARAT (abbé A.). Les foires anciennes dans l'Avallohnais. In-8, 14 p. Auxerre, impr. Gallot.

(Extrait du Bulletin de la Société des sciences historiques et naturelles de l'Yonne.)

89. — PARISOT (R.). Histoire de la Lorraine (duché de Lorraine, duché de Bar, Trois-Évêchés). T. I : Des origines à 1552; ouvrage illustré de seize gravures hors texte et d'une carte. In-16, xiv-520 p. Paris, Auguste Picard.

90. — PASQUIER (F.). La question d'Andorre au xiii^e et au xx^e siècle, d'après l'acte constitutif de 1278. In-8, 31 p. Toulouse, impr. Douladoure.

(Extrait des Mémoires de l'Académie des sciences, inscriptions et belles-lettres de Toulouse.)

Publie in extenso le texte latin et une traduction romane du

xv^e siècle du fameux « paréage » de 1278, passé entre Roger-Bernard III, comte de Foix, et l'évêque d'Urgel, coseigneurs d'Andorre, et qui est encore en vigueur. Le texte latin avait été imprimé déjà par Baudon de Mony; la traduction romane, inédite, est extraite du registre E 392 des archives des Basses-Pyrénées. L'occasion de cette publication est la campagne ouverte en Espagne pour aboutir à la dénonciation du paréage de 1278 et au rattachement de l'Andorre à la couronne espagnole, moyennant des rectifications de frontière à offrir à la France dans le val d'Aran et en Cerdagne.

91. — PASTEAU (E.-G.). Le bailliage de Clermont-en-Beauvaisis. In-8, 8 p. Clermont (Oise), impr. Thiron et et Franjou.

92. — PFISTER (C.). Comment et pourquoi la république de Mulhouse s'est donnée à la France. In-18, 62 p. Nancy-Paris-Strasbourg, Berger-Levrault.

93. — PFISTER (C.). Comment et pourquoi l'Alsace s'est donnée à la France. In-18, 63 p. Nancy-Paris-Strasbourg, Berger-Levrault.

94. — PICAUVET (Camille-Georges). Les dernières années de Turenne (1660-1675). In-8, VII-520 p. Paris, Calmann-Lévy.

95. — PORÉE (Ch.). Les prisonniers de guerre dans l'Yonne, de Louis XIV à Napoléon (1643-1814). In-8, 94 p. Auxerre, impr. Gallot.

(Extrait du Bulletin de la Société des sciences historiques et naturelles de l'Yonne.)

96. — PORÉE (Ch.). Les communautés de métiers dans la région de l'Yonne, étude suivie du texte des statuts des corporations et de divers autres documents. In-8, 104 p. Auxerre, impr. Gallot.

(Extrait du Bulletin de la Société des sciences historiques et naturelles de l'Yonne.)

97. — PREVOST (G.-A.). La vie bourgeoise de Pierre Corneille. In-8, 32 p. Rouen, impr. Cagniard.

(Extrait des Mémoires de l'Académie des sciences, belles-lettres et arts de Rouen.)

Très agréable étude où, à l'occasion d'un récent ouvrage de

M. G. Dubosc sur Corneille, Flaubert et Maupassant, notre érudit confrère, par des comparaisons et des rapprochements ingénieux, rafraîchit, rajeunit et affermit la thèse du contraste souvent signalé entre la vie privée, de tous points si modeste, de Pierre Corneille, ses allures bourgeoises et simples, son extérieur presque commun, et son œuvre géniale et quasi surhumaine.

98. — RAMBAUD (P.). La communauté des maîtres chirurgiens de Poitiers (1410-1792). In-8, 265 p. Paris, Edouard Champion.

99. — Recueil de mémoires et documents sur le Forez, publiés par la Société de la Diana. T. XV. In-8, iv-279 p. Montbrison, impr. Éleuthère Brassart.

100. — RICHEMOND (E.). Partage du territoire de Fromonville à la fin du XI^e siècle; éclaircissements sur l'origine des seigneurs de Nemours. In-8, 35 p. avec schéma et tableau généalogique. Nemours, impr. E. Vaillot.

101. — RONDEAU (chanoine E.). L'hôtel Haute-Mule (XII^e-XX^e siècles). In-8, 50 p. et gravures. Angers, G. Grassin.

(Extrait des Mémoires de la Société nationale d'agriculture, sciences et arts d'Angers.)

102. — ROUX (chanoine). Saint Vincent Ferrier et les vallées vaudoises du diocèse d'Embrun; à propos de topographie et d'étymologie. In-8, 7 p. Gap, impr. Jean et Peyrot.

103. — ROUX (marquis DE). Pascal et le Poitou et les Poitevins dans les *Provinciales*, avec deux portraits. In-8, 51 p. Paris, Édouard Champion.

(Extrait du Bulletin de la Société des Antiquaires de l'Ouest.)

104. — ROYAUMONT (Louis DE). La Fayette et Rochambeau au pays de Washington; la guerre de l'Indépendance américaine (1776-1783). In-4, 161 p., gravures et cartes. Grenoble, A. Rey.

105. — RUUTZ-REES (C.). Charles de Sainte-Marthe (1512-1555); étude sur les premières années de la Renaissance française; traduit par Marcel Bonnot, préface de Abel

Lefranc, gravure sur bois de Jacques Beltrand. In-8, xxiv-387 p. Paris, Édouard Champion.

106. — SALOMON (Émile). L'abbé Laurent de Veron du Poyet et son ex-libris d'André-Christophe Chomel; les armoiries des Vissaguet dans l'ex-libris Gonon de Saint-Fresne; les premiers degrés généalogiques des La Pierre de Saint-Hilaire; cachets inédits. In-8, 15 p. Paris, H. Daragon.

107. — STEIN (Henri). A propos de Thomas Toustain; comment on désignait les architectes au moyen âge. In-8, 11 p. Nogent-le-Rotrou, impr. Daupeley-Gouverneur.

(Extrait des Mémoires de la Société nationale des Antiquaires de France.)

108. — STEIN (Henri). Recherches sur quelques fonctionnaires royaux des ^{xiii}^e et ^{xiv}^e siècles originaires du Gâtinais. In-8, 210 p. Paris, A. Picard et fils.

Ce livre est infiniment instructif; il pourra servir de modèle aux érudits locaux qui voudraient, pour d'autres régions de l'ancienne France, nous donner des notices aussi documentées que celles où M. Stein vient de biographier cinquante à soixante personnages, — certains connus déjà, d'autres mal, la plupart point, — originaires de ce pays de Gâtinais dont il a tant contribué, depuis quelque trente ans, à enrichir l'histoire. Il s'agit de fonctionnaires royaux de tout rang, maréchaux de France, ambassadeurs, baillis, sénéchaux, gouverneurs de provinces et de villes, prévôts, châtellains, grands veneurs, panetiers, maîtres des eaux et forêts, etc., qui, aux ^{xiii}^e et ^{xiv}^e siècles, servirent le roi en France et hors de France, mais surtout dans leur pays d'origine. Si nos institutions du moyen âge commencent, pour la plupart, à être étudiées d'assez près, il n'en est pas de même du personnel administratif qu'employèrent les rois capétiens; est-il croyable que beaucoup des membres de ce personnel, et non des moindres, aient été à peine identifiés, même par les meilleurs auteurs? Mais verrons-nous jamais un P. Anselme rajeuni ou, si j'ose ainsi dire, mis à la page?

Un travail comme celui-ci, — l'annotation au bas des pages en témoigne, — suppose des dépouillements considérables de documents manuscrits, une connaissance très étendue de tout ce qui se rencontre épars dans une masse de recueils imprimés, des notions aussi très précises de toponymie qui permettent souvent de restituer leurs vraies formes à des noms de personnes défigu-

rés ou estropiés. L'ambassadeur de Louis VIII auprès de Frédéric II, que M. Petit-Dutaillis appelle Guillaume de Bagneux, deviendra désormais Guillaume de Baigneaux; il ne sera plus permis d'orthographier Villeblouain le nom des deux sénéchaux Pierre et Jean de Villeblevin; c'est Thomas de Moncelard que s'appelle le sénéchal de Béziers et de Carcassonne, dénommé à tort Thibaut de Montliard; le prévôt de Château-Landon et d'Orléans Robert Berfunée avait été, avant M. Antoine Thomas que M. Stein approuve, faussement appelé Barfumée ou Belfumée; et le bailli de Mâcon, jusqu'ici connu sous le nom de Jean Duisan ou Duissou, doit être dorénavant cité sous son vrai nom de d'Huissou; enfin M. Stein, se corrigeant héroïquement lui-même, rend à Henri de Gandevilliers, sénéchal d'Agenais et de Quercy, son véritable nom de Godonvilliers. Mais nous lui devons d'avantage : à propos de tel ou tel de ces personnages, — nul ne s'en plaindra, — notre confrère s'est laissé aller à reconstituer la généalogie de leurs familles (à propos notamment de Philippe de Corquilleroy, le grand veneur de Charles V et Charles VI) ou bien à compléter celles qu'on devait déjà à d'autres auteurs, M. Ém. Richemond, par exemple, qui s'était occupé des quatre maréchaux de France Clément, ou bien dom Fleureau, que tenta jadis l'histoire des Bouville, grande famille entre toutes. Et M. L. Mirot trouvera ici des notes pour son étude en préparation sur les Saint-Verain, comme M. Ch. Porée pour son travail annoncé sur les Le Latinier. Enfin, il nous est permis d'espérer une édition nouvelle, remaniée et grossie, de cette étude sur la famille des Barres, que notre infatigable et savant confrère a publiée naguère au tome III des *Inscriptions de l'ancien diocèse de Sens*, au tome V desquelles se retrouveront bien des noms mentionnés dans le présent volume.

109. — Un document concernant Nicolas Jarry, célèbre calligraphe du ^{xvii}^e siècle. In-8, 3 p. Paris, imprimerie P. Renouard.

(Extrait du Bulletin de la Société de l'histoire de Paris et de l'Ile-de-France.)

110. — UZUREAU (F.). Andegaviana (21^e série). In-8, 516 p. Angers, J. Siraudeau; Paris, Auguste Picard.

111. — VALLAS (Léon). Lyon au temps jadis : le théâtre et la ville (1694-1712). In-8, ix-134 p. Lyon, Cumin et Masson.

112. — VATIN (F.). Les ruines de Beaucens en Lavedan-de-Bigorre. In-8, 31 p. avec fig. Tarbes, impr. J. Lesbordes.

113. — VIARD (Jules). Les *Journaux du Trésor* de Charles IV le Bel. In-4 à 2 et 3 col., cix p., col. 1 à 1834. Paris, Impr. nationale.

Notre confrère, que n'effraient pas les entreprises de longue haleine, publie ici le texte complet du registre KK 1 des Archives nationales, qui nous a conservé les *Journaux du trésor* de Charles IV le Bel; c'est le pendant de la publication des *Journaux* analogues du règne de Philippe VI, que M. Viard avait déjà menée à bien dans cette même *Collection des documents inédits*. Ce registre va du 1^{er} janvier 1322 au 9 mai 1326. Pour la période du 14 mai 1326 au 6 février 1328, M. Viard a pu donner en outre quelques fragments de journaux sauvés dans les *Extraits de Menant*.

Ces textes, si précieux pour l'histoire de l'administration française et pour l'histoire générale, sont publiés avec un soin méticuleux, un souci tout particulier de ne laisser dans l'ombre, si possible, aucun des multiples personnages qui y apparaissent et qui y sont la plupart identifiés, tout comme les noms de lieux, souvent difficilement reconnaissables sous des formes latines ou françaises défigurées. Une connaissance profonde de tous les documents de cette époque a permis à l'éditeur de donner à l'annotation un caractère d'originalité tout à fait remarquable. Une table excellente permet d'utiliser l'ouvrage, quoiqu'il soit un peu décourageant pour le chercheur de voir les longues enfilades de chiffres qui s'alignent après certains noms.

L'introduction, de plus de cent pages, qui ouvre le volume, constitue une étude savante et approfondie, complément de celle dont M. Viard a fait précéder son édition des *Journaux* de Philippe VI et où il avait mis en lumière le fonctionnement de l'administration du Trésor royal. Ici, au contraire, disposant des chiffres de quatre exercices financiers complets, il a pu étudier les ressources et les charges de la royauté pendant une partie importante du règne de Charles IV. Mais, tout d'abord, les renseignements puisés dans ces *Journaux* lui ont permis de compléter les listes de baillis et de sénéchaux que L. Delisle a publiées au tome XXIV des *Historiens des Gaules*, et surtout de donner les listes des receveurs, adjoints, dans le Midi surtout, aux sénéchaux pour la perception des revenus du domaine de la couronne et dont on n'avait que les listes données par Robert Mignon dans son *Inventaire d'anciens comptes royaux* qu'a publié, il y a vingt ans, M. Langlois. M. Viard passe ensuite successivement en revue les divers éléments du budget des recettes : le produit des versements au trésor des ateliers monétaires, les droits de chancellerie, les droits de traites ou de douanes, qui n'avaient pas la fixité et la permanence de nos droits analogues d'aujourd'hui et qui n'étaient perçus qu'à l'occasion de cas particuliers (guerre, pro-

tection contre la concurrence étrangère, etc.); les amendes, confiscations et compositions; les droits perçus sur les nombreux Italiens qui commerçaient et faisaient la banque en France et souvent même participaient à l'administration financière; les annates, les régales et les décimes; enfin les recettes diverses, provenant de recouvrements de créances, d'apurements de comptes, de bénéfices sur le change des monnaies, de legs faits au roi, etc.

Dans l'étude, qui suit, du budget des dépenses, M. Viard distingue les dépenses de l'hôtel du roi, dont le rôle, souvent étudié ailleurs, était considérable dans l'administration au commencement du xiv^e siècle; celles de la chapelle royale, de l'écurie, de l'argenterie, des gages et des dons; celles des travaux publics, parmi lesquelles on remarque la transformation du château aujourd'hui disparu de Becoiseau en Seine-et-Marne, et les travaux faits dans les locaux de la Chambre des comptes qui, un moment, avait été installée à Vincennes, — et il faut signaler les détails que donne ici M. Viard sur les artistes, architectes, peintres, ouvriers, qui travaillèrent pour le roi; — les dépenses des ambassades, missions et voyages, — toujours l'un des plus intéressants chapitres de ces *Journaux* du trésor, car c'est là qu'on trouve les renseignements sur les relations de la France avec les pays étrangers et les noms de ceux qui étaient chargés des négociations; — les dépenses de charités et d'aumônes, les dons aux communautés religieuses et aux hôpitaux; les dépenses militaires (paiement des troupes, entretien du matériel, frais de la guerre de Gascogne); les dépenses diverses, parmi lesquelles figurent surtout les rentes payées aux particuliers par le trésor; et les emprunts faits par le roi à des particuliers ou aux puissantes sociétés italiennes de l'époque, comme les Peruzzi. M. Viard termine par des renseignements sur l'Échiquier de Normandie et sur les monnaies diverses signalées dans les *Journaux* de Charles IV et leur valeur dans l'usage courant; ce n'est pas la partie la moins instructive de cette substantielle introduction qui se termine par un aperçu sur les institutions qui, de 1322 à 1325, exercèrent un contrôle sur les finances; la Cour avait encore un rôle prépondérant, mais, à côté d'elle, apparaît la Chambre des comptes qui, plus tard, prendra sa place. Des tableaux récapitulatifs des recettes et des dépenses effectuées par le trésor pendant ces quatre années ont été reconstitués par M. Viard; ils nous apparaissent comme les ancêtres modestes, mais, hélas! inégalables de nos budgets contemporains.

TABLE DES MATIÈRES

CONTENUES

DANS LA PREMIÈRE PARTIE

DE L'ANNUAIRE-BULLETIN

DE L'ANNÉE 1919.

Décret reconnaissant la Société de l'Histoire de France comme
établissement d'utilité publique, 5.
Règlement de la Société, 6.
Liste des membres de la Société, 9.
Bibliothèques associées, 33.
Sociétés correspondantes, 37.
Liste des membres du Conseil d'administration, 39.
Bureau de la Société nommé en juin 1919, 39.
Comité de publication, 40.
Comité des fonds, 40.
Jours des séances de la Société, 40.
Ordre de publication des ouvrages édités par la Société, 41.

I. — *Analyse des procès-verbaux.*

Adhésion à l'Œuvre internationale de restauration de l'Université de Louvain, 94.
Assemblée générale, 57-91.
Attribution gratuite de volumes à diverses bibliothèques, 53.
BAGUENAUT DE PUCHESSE (M. le comte), président, 93. — Lecture historique, 54, 111.
Censeur : M. Fr. SOEHNÉE, censeur intérimaire. — Rapport à l'Assemblée générale, 89-91.
DELACHENAL (M. Roland), secrétaire. — Rapport à l'Assemblée générale, 77-88.
DUPONT-FERRIER (M. G.). — Lecture historique, 102.

- Élections : des membres du Conseil, 57; des censeurs, 58; des membres du bureau et des comités, 92-93.
- Institut (prix décerné par l') à une publication de la Société, 98.
- NÉCROLOGIE : M. Georges DAUMET, 47, 60-61; M. le marquis DE NICOLAY, 47, 62-64; M. le comte LECOINTRE, 50, 65-66; M. le marquis DU LAU D'ALLEMANS, 50, 61-62; M. GUÉTONNY, 50, 65; M. le comte D'ANTIOCHE, 59; M. le comte Sanche DE GRAMONT, 64; M. Pierre DE PIMODAN, 64; M. le vicomte DE CORMENIN, 64-65; M. Raymond CHEVALIER, 65; M. René CHOPPIN, 66; M. le comte D'USSEL, 66; M. Paul LE BLANC, 66-68; M. Octave NOËL, 68-69; M. le baron DE COURCEL, 97; M. Lucien BERNARD, 97; M. BIDOIRE, 97; M. LOUIS-LUGAS, 109.
- Ouvrages offerts, 48, 50, 93, 98, 110.
- Photographie d'un manuscrit des *Grandes Chroniques de France* au British Museum, 111.
- Présentation de membres nouveaux, 48, 92, 97, 109.
- Prix de vente (relèvement du) des publications de la Société, 100.
- Prix décernés par l'Institut aux ouvrages historiques, 111.
- Procès-verbaux des séances : 4 mars 1919, 47; 1^{er} avril, 51; 6 mai, 57; 3 juin, 92; 4 novembre, 97; 2 décembre, 109.
- Publications de la Société : Propositions, 49, 87, 101.
- Annuaire-Bulletin, 48, 52, 85-86, 94, 100, 110.
- Chronique de Pierre des Vaux-de-Cernay, 53.
- Correspondance du maréchal de Vivonne sur l'expédition de Sicile, 52, 100, 111.
- Grandes Chroniques de France, 49, 52, 95, 111.
- Grandes Chroniques de France : règnes de Jean II et Charles V, 52, 95, 100, 110.
- Journal de Jean Vallier, 80-83, 98.
- Lettres des ambassadeurs milanais en France sous Louis XI, 49, 52, 94, 100, 110.
- Mémoires de Martin et Guillaume du Bellay, 49, 78-80, 100.
- Mémoires du cardinal de Richelieu, 52, 94, 100, 110.
- Mémoires du comte de Brienne, 49, 52, 83-85, 95.
- Mémoires du maréchal de Florange, 52, 94, 100, 110.
- Mémoires du marquis de Torcy, 111.
- Mémoires d'un chirurgien de la marine écrits au bagne de Tripoli, 101-102.
- Papiers authentiques du maréchal d'Estrades, 87.
- STEIN (M. Henri), président. — Discours à l'Assemblée générale, 58-77.
- Trésorier (pouvoirs donnés au), 93.

II. — *Bibliographie.*

- Abbayes, 95, 96, 103.
 Alsace, 103, 117.
 Alsace-Lorraine, 54, 102.
 Ambulances, 103.
 Amérique (États-Unis d'), 55.
 Andorre (val d'), 116.
 André de Spolète, 50.
 Anglais (les), 55.
 Anjou (province d'), 119.
 Archéologie, 55, 95, 104, 116.
 Architecture (histoire de l'), 119.
 Armorial, 95, 119.
 Aspremont (chanson d'), 103.
 Aubrac (hôpital d'), 96.
 Avallonnais (pays d'), 116.
 Aydie (Odet d'), sieur de Lessun, 105.
 Bailliages, 117.
 Beaucens (Hautes-Pyrénées), 119.
 Bibliographie, 104, 106.
 Bibliothèques, 95, 108.
 Bourgogne, 50, 105.
 — (bibliothèque de), 95.
 Bretons en Amérique, 56.
 Bruyères-et-Montbérault (Aisne), 50.
 Caen (église Saint-Sauveur à), 102.
 Carmélites (ordre des), 96.
 Catherine (sainte) de Sienne, 105.
 Ceyssac (Haute-Loire), 50.
 Chansons de geste, 103, 107.
 Charles IV le Bel, roi de France, 119.
 Charles VI, 107.
 Chartres, 50.
 Chausey (îles), 55.
 Chausiergues (famille de), 95.
 Chevron-Villette (Mgr de), archevêque de Tarentaise, 55.
 Chirurgie (histoire de la), 118.
 Clermont-en-Beauvaisis (Oise), 117.
 Clouët-Buvignier (collection), 108.
 Coëtlogon (seigneurie de), 50.
 Colbert (Jean-Baptiste), 106.
 Collèges, 54, 56.
 Colonies françaises, 105.
 Comminges (comtes de), 105.
 Communes (chartes de), 50.
 — (histoire des), 54.
 Corneille (Pierre), 117.
 Corporations (histoire des), 117.
 Cromwell (Olivier), 106.
 Cujas (Jacques), 96.
 Dauphiné (province de), 50.
 Dreux (Eure-et-Loir), 56.
 Du Bos (abbé Jean-Baptiste), 56.
 Dunkerque, 106.
 Église (Pères de l'), 108.
 Embrun (diocèse d'), 118.
 Emmery (collection), 108.
 Épistoliers, 96.
 Érasme (Desiderius), 105.
 Estampures (Hautes-Pyrénées), 104.
 Estrades (Godefroi, comte d'), 106.
 Évêques, 55, 56.
 Fénelon (François de Salignac de la Mothe-), 56.
 Féodalité, 49.
 Flachat (Jean-Claude et Eugène), 55.
 Foires (les), 116.
 Forez (pays de), 118.
 Formulaires, 103, 104-105.
 François I^{er}, roi de France, 104.
 Fromonville (Seine-et-Marne), 118.
 Gâtinais (pays de), 119.
 Gaule (la), 104.
 — romaine, 55.
 Généalogies, 56, 95, 96, 118.

- Genève, 104.
 Gigondas (le mas de), 49.
 Gironde (département de la), 103.
 Grignan (Françoise - Marguerite de Sévigné, comtesse de), 103.
 Grotius (Jean-Hugo de Groot, dit), 56.
 Guilleminet (Jean-Antoine), 55.
 Hagiographie, 49, 54, 104, 105.
 Hamilton (John), curé de Saint-Cosme, 95.
 Haute-Mule (hôtel), à Angers, 118.
 Hauville (Eure), 55.
 Henri IV, roi de France, 103.
 Histoire économique, 96.
 — financière, 119.
 — littéraire, 95, 103, 107.
 Hôpitaux, 96.
 Imprimerie royale, 50.
 Incarnation (couvent de l'), au faubourg Saint-Jacques, 96.
 Indépendance américaine (guerre d'), 55-56, 105, 118.
 Jansénisme, 56.
 Jarry (Nicolas), calligraphe, 119.
 Jean XXII, pape, 108.
 Jean de la Croix (saint), 54.
 Jeanne d'Arc, 104.
 Jourda de Vaux (famille), 56.
 Juifs (les), 105.
 La Fayette (Gilbert Motier, marquis de), 118.
 — (Marie-Madeleine Pioche de la Vergne, comtesse de), 103.
 Lancelot (roman de), 107.
 La Pierre de Saint-Hilaire (famille), 119.
 Lée (chapelle de Notre-Dame de la) (Savoie), 104.
 Lescun (Jean de), bâtard d'Armagnac, 105.
 Libertinage au xvi^e siècle, 104.
 Limousin (province de), 54.
 Lorraine, 108, 116.
 Lorrains (les), 115.
 Louis XIV, roi de France, 105, 117.
 Louisiane (la), 105.
 Lyon, 95, 119.
 — (Saint-Jean de), 96.
 Mâconnais (pays de), 105.
 Maizières-la-Grande-Paroisse (Aube), 105.
 Marie-Brizard (famille), 54.
 Marigny (Abel-François Poisson, marquis de), 56.
 Marine (histoire de la), 106.
 Martinique (la), 106.
 Mazarin (cardinal Jules), 106.
 Médecine (histoire de la), 104.
 Metz, 108.
 Meudon, 96.
 Milan, 95.
 Motteville (Françoise Bertaut, dame de), 103.
 Mulhouse, 117.
 Nemours (seigneurs de), 118.
 Noyon (collège de), 56.
 Ordres religieux, 96.
 — militaires, 116.
 Orléans (abbaye Sainte-Euverte d'), 103.
 — (officialité d'), 103.
 Papes, 108.
 Paré (Ambroise), 104.
 Paris, 95.
 Pascal (Blaise), 118.
 Paupérisme (le), 95.
 Peinture (histoire de la), 104.
 Poitevins (les), 118.
 Poitiers, 118.
 — (collège de), 54.
 Poitou, 96, 118.
 Pontaubert (Yonne), 116.
 Primatice (Francesco Primaticcio, dit le), 96.
 Prisonniers de guerre, 117.
 Radegonde (sainte), 49.
 Reims, 107.
 Renaissance française, 118.
 Révolution française, 49.

- Rochambeau (Jean-Baptiste-Donatien de Vimeur, comte de), 118.
 Rosset (les), sculpteurs et peintres comtois, 104.
 Rouen, 95.
 — (pauvres de), 95.
 Rouergue (pays de), 104.
 Ruyter (Michel-Adrianszoon de), 106.
 Saint-Antoine-des-Champs (abbaye), 96.
 Saint-Chamond (Loire), 55.
 Sainte-Euverte (abbaye de), à Orléans, 103.
 Sainte-Foy-Tarentaise (Savoie), 55.
 Sainte-Marthe (Charles de), 118.
 Salle (Eusèbe de), 54.
 Scaliger (Joseph-Juste), 96.
 Sculpture (histoire de la), 104.
 Senlis (Oise), 56.
 Sévigné (Marie de Rabutin-Chantal, marquise de), 103.
 Signoret (Jean), 96.
 Thomas (Antoine-Léonard), membre de l'Académie française, 56.
 — (capitaine Jacques), 107.
 Tournai, 107.
 Tournus (abbaye de), 95.
 Toustain (Thomas), architecte, 119.
 Trésor (journaux du), 121.
 Turenne (Henri de la Tour d'Auvergne, vicomte de), 117.
 Valserres (château de) (Hautes-Alpes), 104.
 Vergennes (Charles Gravier, comte de), 55, 105.
 Véron du Poyet (abbé Laurent de), 119.
 Vincent Ferrier (saint), 104, 118.
 Vissaguet (famille de), 119.
 Yonne (département de l'), 117.
-

ANNUAIRE-BULLETIN

DE LA

SOCIÉTÉ DE L'HISTOIRE DE FRANCE

SECONDE PARTIE.

DOCUMENTS ET NOTICES HISTORIQUES.

VINGT-QUATRE LETTRES INÉDITES

DE

HENRI III A GILLES DE SOUVRÉ

Il existe à la Bibliothèque nationale un recueil, qui semble complet, de lettres autographes de Henri III et de Henri IV adressées à un de leurs plus fidèles sujets, le marquis de Courtanvaux, Gilles de Souvré. Ce volume, relié aux armes des Souvré, mis en vente avec d'autres objets mobiliers par un héritier indifférent, a été acheté en 1783 au château de Courtanvaux, par la Bibliothèque du roi¹, pour la modique somme de cent francs : ce qui ne serait pas le prix aujourd'hui d'une seule des lettres; et il y en a vingt-quatre signées de Henri III et trente signées de Henri IV. Ces dernières ont été en partie publiées, sans beaucoup de discernement, dans la collection des

1. Le volume portait d'abord le n° 1939 du Supplément français; il est classé aujourd'hui à la Bibliothèque nationale sous le n° 10241 du fonds français.

Lettres missives de MM. Berger de Xivrey et Guadet. Celles de Henri III sont absolument inédites, et il n'en a jamais été fait usage.

La publication de ces lettres a semblé intéressante. Elle présente quelque difficulté, la plupart des billets n'étant pas datés et d'une écriture souvent presque indéchiffrable. On peut cependant deviner parfois ce que le roi veut dire et aussi établir, par les faits rapportés, l'époque très probable où chaque lettre a été écrite. Ce sera l'affaire de l'annotation jointe au texte.

Mais il importe auparavant de rappeler quel était le personnage si particulièrement honoré du commerce intime de deux de nos rois.

La maison de Souvré (quelquefois Souvray¹) est originaire du Perche. Gilles est le premier qui ait eu une véritable notoriété. Il débuta de bonne heure à la cour, où il se lia avec les jeunes seigneurs qui entouraient Charles IX et surtout avec le duc d'Anjou, qui était cependant de dix ans plus jeune que lui. Quand Henri de Valois fut élu roi de Pologne, Souvré le suivit avec beaucoup de dévouement et fut de ceux qui participèrent à son évasion de Varsovie en 1574. Il accompagna Henri à Vienne et à Venise, puis à Lyon, où la reine mère, Catherine de Médicis, attendait impatiemment son fils. Après l'avoir laissée pour se rendre en Champagne, Henri III s'arrêta à Chaumont-en-Bassigny. Là, le fidèle Souvré, qui ne le quittait pas, vint le réveiller un soir, à minuit, pour l'avertir d'une conspiration qu'on venait de découvrir sur la dénonciation d'un nommé Barat, qui accusait Monsieur (le duc d'Alençon) et les protestants d'avoir projeté l'assassinat du roi². L'affaire n'eut pas de suite, soit qu'elle fût un peu imaginaire, soit que Henri III ait cru plus habile de pardonner.

Rentré enfin à Paris, le nouveau roi s'empressa de nommer Souvré capitaine du château de Vincennes. La reine mère, le voyant, ainsi que du Guast, jouir des bonnes grâces du maître, se servait d'eux pour tenter de brouiller ensemble le duc d'Alençon et le roi de Navarre. Souvré, toutefois, gardait son indépendance.

1. Il signe toujours : Souvré (Pièces orig. 2722).

2. Mézeray, *Abrégé chronologique*.

De Thou raconte, sur la foi de du Plessis-Mornay¹, que Catherine, le roi et une partie de leurs conseillers avaient résolu de faire étrangler dans la prison de la Bastille, où il était détenu depuis la mort de Charles IX, le maréchal de Montmorency, fils aîné du connétable tué à la bataille de Saint-Denis. Marc Miron, premier médecin, était, paraît-il, du complot, et avait commencé à dire que le maréchal était très menacé d'un coup de sang. L'exécution devait être confiée à Gilles de Souvré, sur lequel on croyait pouvoir compter. Celui-ci n'hésita pas à faire quelques observations au roi ; de plus, il sut habilement gagner du temps, et bientôt le maréchal fut mis en liberté, comme avait été renvoyé dans sa maison le maréchal de Cossé².

Du Plessis-Mornay, à l'appui de son assertion, rappelle que le chancelier de Birague était l'ennemi du maréchal et que Malignon convoitait sa succession. Birague pourrait être un peu suspect ; mais la vie tout entière du maréchal de Malignon proteste contre une semblable supposition ; et quant à Miron, il semble avoir été incapable de se prêter à la froide préparation d'un forfait qu'on aurait voulu dissimuler aussitôt son accomplissement³. Quoi qu'il en soit, la résistance à une entreprise coupable est toute à l'honneur de Souvré, qui ne perdit pour cela ni la confiance, ni l'amitié de son souverain.

Très sceptique et très corrompu, Henri III n'était pas incapable d'apprécier la loyauté et l'honnêteté de ses serviteurs. Il avait refusé de nommer René de Villequier maître de sa garde-robe et en avait donné, dès sa rentrée en France, la charge à Souvré, qui ne comptait pas parmi les « mignons » et avait toujours conservé la réputation d'un homme d'honneur ; reconnaissant ses mérites, Henri disait quelquefois que, s'il n'était ni roi ni prince, il voudrait être Souvré.

1. Liv. LXI, édit. en 9 vol., t. V, p. 219.

2. Mézeray (t. VI, p. 205) ajoute que la maladie du maréchal de Damville aurait rendu l'opération plus facile ; mais le frère de Montmorency se remit et Henri II craignit son ressentiment.

3. Pour Duplessis-Mornay, il ne s'agit que d'une tradition orale ; car ni dans les *Mémoires de M^{me} de M.*, ni dans la collection de *Lettres*, il n'est question de Souvré et de Montmorency. Il est vrai que le président de Thou était très lié avec le maréchal.

Des deux favoris du moment, du Guast et Souvré, le premier était hautain, insolent et, selon l'expression de Marguerite de Valois, insupportable à tout le monde; tandis que Souvré, aimable, obligeant, discret, faisait prévaloir les idées modérées et sages. Henri III le favorisait de tout son pouvoir, en sachant bien qu'il ne faisait point partie de la bande des jeunes fous qui l'entouraient. En effet, Souvré avait eu soin de se lier avec les meilleurs de ceux qui jouissaient de la confiance du souverain. Se méfiant de Quélus et de Maugiron, c'était Antoine de Brichanteau, Philibert de la Guiche, grand maître de l'artillerie, le maréchal d'Aumont et le comte Joachim de Châteaueux, capitaine des gardes, qu'il fréquentait particulièrement¹. Il ne pouvait cependant pas éviter toujours les ennuis et les aventures douteuses. L'Estoile raconte que, « le mercredi, 2^e avril 1578, Souvrai et La Valette, pour démesler une querelle qu'ils avoient prise pour l'amour des dames, assemblèrent grandes troupes de jeunes gentilshommes de part et d'autre. Souvrai estoit soutenu par ceux de la maison de Guise; La Valette par les mignons du Roy². » Henri III apaisa leur querelle, sans les laisser en venir aux mains. C'était quinze jours avant le fameux duel Quélus-Enraguet.

Henri III avait pour Souvré une affection toute particulière, qui était même poussée jusqu'à la passion. Il lui écrivait fréquemment, portant grand intérêt à sa santé assez mauvaise, le tutoyant par moments et lui ayant donné le surnom familier de La Gode (dans le langage du temps, *la vieille brebis*), ce qui équivalait aux termes souvent employés familièrement : *mon vieux, ma vieille branche*.

On ne peut s'en faire une idée qu'en citant quelques phrases :

« Guérissez-vous bien et faites votre compte que votre bon maître vous aime toujours comme il doit.

« Je désire savoir [des nouvelles] de votre santé; car ce m'est un contentement extrême quand j'en sais; et que soyez bien. Quand vous aurez loisir, sans que ce vous soit à peine, mandez-m'en; et vous gardez, afin de plus sûrement vous remettre

1. *Mémoires de Beauvais-Nangis*, éd. de la Société de l'Histoire de France, 1862, in-8°, p. 24 et 110.

2. *Mémoires-journaux*, éd. Jouaust, t. I, p. 238.

en convalescence, qui me sera un si vivant plaisir indicible pour aimer ma Gode, comme elle sait que je fais. »

Puis de nouveau :

« Gode, jamais je n'eus plus d'aise que d'entendre que vous allez tout abonissant vostre santé, pour la désirer comme la mienne; et ne vous donnera jamais le Créateur l'heur de l'avoir toute recouverte si tost que je le désire, pour l'extrême amityé que je vous porte. Pour telles causes et raisons que je dis de l'âme plus que de bouche, guérissez-vous bien, à celle fin que bientôt mon desir extrême réussisse pour vous pouvoir avoir près de moy, qui suis, je m'en assure, celui qui vous tyens aussy cher que personne qui vous puisse aimer, vous estymant comme un second moy-mesme. »

Et quelques jours après, du même lieu (Poitiers) :

« Je suis tout hors de moi de penser que ma Gode soit guérie, et n'eus jamais tel plaisir. Contre gardez-vous bien, à celle fin que bientôt nous soyons ensemble. »

Il lui écrit encore de Paris, le 5 août (1584) :

« Gode, guérissez-vous bientôt, car le maître vous désire aussi sain que luy et vous revoir bientôt, mais bien net de tout ce qui peut vous faire tomber malade. Aimez-moi bien tous jours et croyez que de moi j'augmente plutôt que de diminuer... »

Et à la fin du même mois :

« Souvray, j'ai reçu vostre lettre et vous assure que, quand vous seriez cent ans dehors, rien ne me sauroit changer ni diminuer d'une scintille l'amityé et affection que je vous ay et auray tous jours, et ne croyez jamais le contraire... »

Ce sont, du reste, toutes les lettres qu'il faudrait analyser pour juger à quel point d'intimité Henri III en était venu, en tout bien tout honneur, avec cet ami très différent des autres trop connus. Quant aux appréciations du roi sur les événements du jour, grands ou petits, ils sont souvent intéressants par leur brutale franchise.

Les deux dernières lettres de Henri III sont datées et contiennent de vraies données historiques. La première a été écrite à Blois le 15 février 1589. Le roi y résidait depuis le mois de

septembre 1587, étant venu y ouvrir les États généraux le 16 octobre. Jaloux de la grande influence du duc de Guise, plus roi que lui-même, il l'avait fait assassiner le 23 décembre. Puis, en butte à l'opposition des États et effrayé des révoltes suscitées par la Ligue dans toute la France, il se décide à quitter Blois, où il ne se trouve plus en sûreté, et à s'établir à Tours, dont Souvré, gouverneur, lui offrait toute garantie. C'est quelques jours avant son départ qu'il lui mande :

« Souvré, montrez-moi combien vous m'êtes très affectionné. Je sais que je n'en ai pas un plus au monde ainsi, ni frère comme cela. C'est à ce coup qu'il me le faut montrer... »

Il arrive à Tours en mars 1589. Le 24 mai, un édit royal transférait le Parlement dans la capitale de la Touraine, qui devenait la vraie capitale de la France. C'est de là que Henri III entamait des négociations avec le roi de Navarre, qu'il associait presque au trône après l'entrevue du Plessis. Puis les deux rois, réunissant leurs armées, se cantonnaient au nord de Paris pour essayer de s'en rendre maîtres.

C'est « du camp devant Pontoise », où Henri III s'était établi depuis l'avant-veille, qu'il écrit le 16 juillet 1589 à Souvré :

« Faites ce que m'a dit ce porteur; car c'est le plus grand service que je puisse recevoir de vous, et gardez bien ma place; je sçay que vous n'y obmectrez rien de vostre fidélité et diligence... Mes affaires vont tousjours augmentant en bien. »

Le 25 juillet, c'est le roi de Navarre qui mande au gouverneur de Tours que le siège de Paris se continue et que la ville est sur le point de se rendre. Puis une autre lettre, datée de Saint-Cloud, le 4^{er} août, annonce la blessure du roi. C'est la dernière écrite avant l'avènement de Henri IV, le 4 août 1589.

Souvré était resté à Tours, où il avait fort à faire pour garder la ville de toute surprise et maintenir la fidélité de la province. Quand Henri III fut assassiné à Saint-Cloud, il ne put figurer parmi les seigneurs catholiques, qui, comme ses amis Manou, La Guiche ou Châteauvieux, reconnurent sans tarder le Béarnais comme leur roi¹. Aurait-il hésité, que les dernières

1. De Thou, t. VII, p. 533.

recommandations de son maître mourant auraient été sacrées pour lui.

Henri IV avait déjà eu l'occasion de l'apprécier et, dès le 11 août, il lui donnait séance et voix délibérative au Parlement, qui siégeait encore pour longtemps à Tours. Il ne joua pas de rôle marquant durant tout le règne du Béarnais. Le roi continua à le traiter familièrement, lui écrivant souvent et lui continuant son surnom de La Gode. Ces lettres, assez nombreuses, se trouvent dans le manuscrit que nous avons dépouillé, et elles figurent presque toutes dans la collection des *Lettres missives*.

Dès que le Dauphin, fils de Marie de Médicis, fut sorti de la première enfance, Souvré devint son gouverneur, et la régente lui maintint ses fonctions pendant la minorité de Louis XIII. Puis, en 1613, il reçut comme récompense le bâton de maréchal de France et se retira dans sa terre de Courtanvaux¹, où il mourut paisiblement en 1626, à quatre-vingt-quatre ans.

Il avait épousé Françoise de Bailleul, dont il eut plusieurs enfants : Jean, marquis de Courtanvaux, qui lui succéda comme gouverneur de Touraine, ayant d'abord été capitaine du château de Fontainebleau, marié à une Villeroy et mort sans enfants en 1636 ; Jacques de Souvré, chevalier de Malte, qui devint grand prieur de France et fit bâtir le superbe hôtel du Temple ; Françoise, dame de Lansac, qui fut en 1638 gouvernante des enfants de France ; une abbesse de Saint-Amand de Rouen ; et enfin Madeleine, qui devint la célèbre marquise de Sablé.

Le rapide examen des lettres autographes de Henri III pouvait fournir l'occasion de rappeler la mémoire d'un des dévoués serviteurs de la monarchie, comme il s'en trouve beaucoup dans notre histoire, et qui furent longtemps la force et la gloire du régime dont notre époque a vu disparaître jusqu'au souvenir.

Comte BAGUENAUT DE PUCHESSE.

1. Courtanvaux (Sarthe, cant. de Bessé-de-Braye).

I.

21 septembre [1575].

(Bibl. nat., ms. fr. 10241, fol. 91.)

Souvray, escrivez-moy souvant, car vous me ferez plaisir. Le Guas² retournera dans deus ou trois jours avesques ma résolution de ce quil est venu fayre. Aimez tousjours bien vostre maistre, car il n'oublira jamais sa Gode³; je ne sçay syl vous le connoissez. La Roynes, ma mère, est allée à Mantes⁴, pour de là pouvoyr parller à mon frère et essayer le regaigner. Dyeu le veuylle et Dyeu la veuylle conserver an seuretté et vous main-tenyr an bonne santté.

De Parys, le vint et uniesme jour de septambre.

HENRY.

(Au dos :) A Souvray.

II.

[6 janvier 1576].

(Bibl. nat., ms. fr. 10241, fol. 22.)

Souvray, je vous anvoie un perroquet; je suis byen mary qu'il n'est fort bon, mais tel qu'il est c'est vostre bon maystre quyl le vous doine : aymé-moy byen tousjours; je vous donneray unne guenon, mais que je soye à Paris, quil sera, s'il plaist à Nostre bon Dyeu, byen tost; le quel je pryé vous conscrver.

De Caudebec.

HENRY.

(Au dos :) A Souvray.

1. Rappelons que ce volume, qui faisait partie du Supplément français, n° 1959, porte un timbre aux armes du marquis de Courtanvaux et une indication qu'il a été acheté par la Bibliothèque du roi à la vente des livres du château le 31 juillet 1783. L'ex-libris armorié porte : « D. D. Le Tellier de Courtanvaux. »

2. Louis de Béranger, s^r du Gast ou du Gua, favori du roi.

3. Gode, d'après La Curne de Sainte-Palaye, signifiait *vieille brebis* : « aagé comme une vieille gode » (Coquillart).

4. Elle écrivait de Mantes, le 22 septembre 1575, à la duchesse de Nemours : « Je m'en suis venue ysi, ayent mendé mon fils d'Alanson pour voir s'il vodré fayre, et ayséier à lui remonstrer cet que je doins, luy estant mère, et desirent l'union de mes anfans et leur conservation et le repos de cet royaume » (*Lettres de Catherine de Médicis*, t. V, p. 138).

III.

5 juillet [1576].

(Bibl. nat., ms. fr. 10241, fol. 24.)

Souvray, je suis homme de promesse; et La Vuille¹ dict qu'yl le sera aussy de moy : je vous anvoye un perroquet que l'on m'a asseurray qu'yl parle; may's Liancourt² a si byen appris la langue de ce païs qu'il achèvera quand serons arryvez à le fayre des meyllleurs de France. Vous regreterez se voyaige, je vous assure, tant pour la quantitté de choses diverses qu'avons veues que pour n'avoir houy le language quy est fort beau, et vostre bon maistre que n'avez poynct veu. Achevez byen de vous guaryr et qu'yl ne vous demeure ny serot ni mallandre : je vous an pryé, aimez-moy byen tousjours. Priant Dyeu vous conserver.

De Gruménil³, le cinquyesme de juyillet.

HENRY.

(Au dos :) A Souvray.

IV.

19 septembre [1576].

(Bibl. nat., ms. fr. 10241, fol. 20.)

Souvrai, j'ai receu vos lettres par Mr Myron⁴ et par un auttre : je ne vous ferai pas grande lettre, car espérant vous voyr bien-tost, je me remettray à ceste ayse-là pour l'unne de mes plus grandes; et assurez-vous que rien ne me peust distraire de l'amytié que je vous porte. Et vous prie m'aimer byen tousjours. Priant sur ce Nostre Seigneur vous conserver.

De Paris, le disneufiesme jour de septambre, que j'ay vinct et cinq ans accomplis⁵.

HENRY.

(Au dos :) A Souvray.

1. Ne serait-ce pas Villequier? Henri III aimait les surnoms, qui étaient assez en usage à sa cour. Dans une lettre de l'année suivante, « La Ville » désigne assurément René de Villequier.

2. Charles du Plessis de Liancourt, gentilhomme de la Chambre, premier écuyer de Henri III.

3. Grumesnil (Seine-Inférieure), arr. de Neufchâtel-en-Bray.

4. Marc Miron, premier médecin du roi.

5. Henri III était né le 19 septembre 1551.

V.

[Octobre 1576].

(Bibl. nat., ms. fr. 10241, fol. 6.)

Godde, j'ay receu vostre lettre et ay éveu l'annui que pouvez pancer de vostre mal, que, s'yl plaist à Dyeu, ne sera grand, mais aussy me resjouï-je de pouvoir vous voyr, car ce que j'aime dure tousjours et ryen ne m'an peust jamais divertyr la mémoire; continuez à m'aimer byen tousjours. Et pour le fait que m'a parlai Blancy, je y ferai comme pour moy. Dyeu vous conserve.

De Parys.

(Au dos :) A Souvray.

VI.

17 novembre [1576].

(Bibl. nat., ms. fr. 10241, fol. 11.)

Souvré, guérissiez-vous byen et faites vostre compte que voustre bon maystre vous ayme tousjours comme yl doibt. J'ai les deus pour ryen et hun des plus beaus du monde que je croys. Je seray demain à Bloys et me porte très byen. Priant Dyeu qu'aincyn soyt de vous.

D'Orléans, le disseptiesme de novembre¹.

HENRY.

(Au dos :) A Souvray.

VII.

[Mai 1577].

(Bibl. nat., ms. fr. 10241, fol. 7.)

Souvray, sil je n'avoys l'afection comme à moy-mesmes de vostre bon portemant, je ne serois si soigneus à vous mander ce

1. Henri III arriva à Orléans avec la reine Louise de Lorraine le 15 novembre 1576, accompagné d'une partie de sa cour, et on lui fit une belle réception, agrémentée de nombreux dons de « boestes de condignac ». Les principaux personnages présents étaient : la reine de Navarre, le chancelier, le duc d'Alençon, le grand aumônier, Pinart, secrétaire d'État, Strozzi, Brûlart, secrétaire d'État, Villeroy, l'évêque d'Embrun.

qu'il me samble pour vous ravoyr vostre bonne santté; qu'il me faict vous pryer vous bien fortifier et ne vous haster pour retomber, car j'ay tant d'envie de vous voyr byen seing que je ne desire rien plus. Quand à vous aimer, l'absance n'y faist ryen, sinon d'augmanter, s'yl ce peust, l'amityé que je vous porte et de vous desirer byentost bien guary, pour vous voyr auprès de moy, car, quand sella sera, je seré très heurus; aimez-moi byen fort tousjours. Priant Dieu vous byen guaryr.

De Chenonsseaus.

(*Au dos :*) A Souvray.

VIII.

[Juin 1577].

(Bibl. nat., ms. fr. 10241, fol. 16.)

Vous aurez seu comme Brouaige est prins¹, quil nous est un grand heur; j'espère que l'assistance de Dyeu nous sera de plus an plus propisse. Je desire sçavoyr de vostre santté, car ce m'est un contantement extrême quant j'an sçay et que soyez byen; quant vous aurez loysir, sans que se vous soyct à paine, mandez-m'an, et vous gardez, affin de plus seurmant vous remettre an convallessance, quil me scera un sy ryant plaisir indicyble, pour aimer ma Gode, comme elle sçait que je fays : or donques le Seigneur vous y assiste, et il me fera trop de faveur le faisant, car je vous desire de la santé comme pour moy, quyl n'an eus jamays tant, grâces à sa bonté, que je prie de rechef vous illuminer de ses grâces et prospérytez.

(*Au dos :*) A Souvray.

IX.

[1577].

(Bibl. nat., ms. fr. 10241, fol. 17.)

Gode, j'anvoye Baratte à Parys pour tout plyn de ses petits affaires que vous sçavez que j'ai quelques foyes, et par lui vous aurez de mes nouvelles quil sont, grâces au Créateur, très bonnes.

1. La prise de Brouage en juin 1577 par le duc de Mayenne, tandis que Henri III était à Poitiers, très pressé, après ce succès, de conclure la paix.

Dieu vous les doynct pareylles, le louant infyniemant que vous soyez an chemyn si bon de guaryson et santté. Gardez-vous byen, car c'est l'un de mes plus grands heurs que vous avoir byen guailart et seyn auprès de moy, car je croys ne m'aimer pas plus que vous. Dieu vous conserve.

De Poytyers¹.

(*Au dos :*) A Souvray.

X.

[Septembre 1577].

(Bibl. nat., ms. fr. 10241, fol. 14.)

Gode, jamais je n'eus plus d'aise que d'antandre que vous allez tout abonissant vostre santé, pour la desirer comme la mienne, et ne vous donnera jamays le Créateur l'heur de l'avoyr toute recouverte sy tost que je le desyre, pour l'extrême amityé que je vous portte. Pour telles causes et raisons que je dys de l'âme plus que de bouche, guarissez-vous byen, à celle fyn que byen-tost mon desyr extrême réussisse pour vous pouvoir avoir auprès de moy, qui suis, je m'an asseure, celui qui vous tyens aussy cher que personne qui vous puisse aimer; vous estymant comme un second moy-mesmes. Voilla tout. La Vylle² s'est défaict de sa putain de fame³, de quy les jans d'honneur, comme vous, je m'asseurre, n'an hauroyt. Dyeu vous conserve.

De Poytiers.

XI.

[1577].

(Bibl. nat., ms. fr. 10241, fol. 13.)

Gode, Polidor vous dira mon bon portemant et l'aise que j'ai de vous scavoir am meilleur estre que n'aviez esté, comme syl

1. La cour séjourna à Poitiers du 3 juillet au 2 octobre 1577, d'après la date des lettres de Catherine de Médicis. Peut-être Henri III y était-il arrivé plus tôt.

2. *La Vylle*, abréviation pour Villequier. Voir plus haut.

3. Henri III étant à Poitiers, son favori René, frère cadet de Claude de Villequier, logeant avec lui dans le château, poignarda sa femme,

s'estoyct moy-mesmes, car j'aime ma Gode extrêmemant. Je vous prie donques vous byen guéryr et ranforcer, sy byen que a tous-jours nous ne nous laissons plus, que me sera, quant Dyeu vous donnera bonne, un plaisyr indicible. Priant Dyeu vous conserver.

De Poytyers.

(*Au dos :*) A Souvray.

XII.

[Septembre 1577].

(Bibl. nat., ms. fr. 10241, fol. 1.)

Je suis trop aise d'antandre que vous portez sy byen; continuez, affin que byentost nous puissions estre ansamble : la paix estant faicte après tant de malheurs¹, il nous faudra encores resjouir; Gode, c'est ce quil me peust faire reavoyr autant de resjouissance que vostre bonne santé, que je souhaicte comme la mienne propre. Ce porteur vous dyra le demeurant, car vous le connoissez. Dyeu vous mayntyenne an seste bonne santé.

De Poytiers.

(*Au dos :*) A Souvray.

XIII.

[Septembre 1577].

(Bibl. nat., ms. fr. 10241, fol. 15.)

Je suis tout hors de moi de pancer que ma Gode soyct guérye et n'eus jamais tel plaisyr; contregardez-vous byen donques à celle fyn que byentost nous soyons ansamble. Je me porte fort byen; aussy le porteur est de nos amys, comme vous le sçavez assez; je le tyen aussy byen pour tel et l'aime extrêmemant. J'espère que nous partyrons byentost de ceste fâcheuse vylle, Dyeu mercy, et tyrons vers cest estrange pays de la douce France; vous

Françoise de la Marck, qui sortait du lit, la soupçonnant, non sans raisons, de le tromper. Ce fut d'accord avec le roi, qui ordonna de surseoir à toute poursuite (Pierre de l'Estoile, *Registre-journal*, t. I, p. 204 et suiv.).

1. C'est évidemment la paix de septembre 1577.

pouvez pancer syl j'an suis ayse. Aimez-moy byen tousjours, car vous estes ma vraye Gode. Dyeu vous conscrive.

De Poytyers¹.

(*Au dos :*) A Souvray.

XIV.

[1577].

(Bibl. nat., ms. fr. 10241, fol. 23.)

Gode, le petiot Daniel² s'en va à Parys pour vous voyr, mais pour se maryer aussy : je ne l'ay voulléu laisser aller sans vous faire ce mot pour vous asseurer tousjurs de l'amytié que vostre bon maistre vous portte et qui vous prie de byentost vous guarir pour vous an revenir aveques lui. Je m'asseure qu'il vous conterait toutes nouvelles, quil me fera fynir. Priant Dyeu vous conserver et vous mette hors des mains de ses facheus médecyns, ou je ne sçai commant les nomer. Aimez-moi byen tousjours.

HENRY.

(*Au dos :*) A Souvray.

XV.

[Janvier-février 1578].

(Bibl. nat., ms. fr. 10241, fol. 12.)

Souvrai, il i a si longtamps que je n'ai heu nouvelles de vous que pour vous tenir cher, comme je fais, j'en ay esté an poine, byen que j'aie sceu que, grâces à Dyeu, vous portez byen, dont je le suplie vous continuer et restaurer vostre antyene santté, pour le desyrer comme de moy proppre. Aussy vous escrirray pour vous amployer anvers le conte Charles³ pour le mariage de Saintt-Luc avec mademoiselle de Brissac⁴, vous sçavez que je

1. Henri III, comme nous l'avons vu, avait séjourné longtemps à Poitiers; il suivit de là la guerre civile, puis les négociations qui aboutirent à la paix de Bergerac et à l'édit de Poitiers, lequel ne fut enregistré qu'en octobre au Parlement de Paris.

2. Ce surnom s'appliquerait-il à Saint-Luc, que nous allons voir se marier à la lettre suivante? La lecture « Daniel » est bien douteuse.

3. Le comte de Brissac est sans doute Charles II, le frère de Jeanne de Cossé.

4. François d'Espinay Saint-Luc était à cette époque un des « mignons » les plus favorisés de Henri III. A vingt-quatre ans, il était gentilhomme

l'aime; vous me ferez grand plaisir et vous vous l'obligerez comme je m'assure qu'il vous sayvra an récompance. Priant Dieu vous conscerver.

De Poytiers.

HENRY.

XVI.

13 décembre [1580].

(Bibl. nat., ms. fr. 10241, fol. 21.)

Souvrai, je vous ranvoye Baratte pour vous dire ce que je veus pour ses¹ étrenes procheines, et vous pryé, sellon se que je vous an mande, le suivre. Je me portte très byen et desire qu'ainsy faciez-vous, car je serois très aise que fussiez byen guarý pour vous pouvoyr ravoyr avesques moy, mais guarissez-vous byen, afyn que ne soyez plus an ses paines : aimez-moy byen tousjours. Priant sur ce Nostre Sceigneur vous conserver.

De Bloys, le trese decembre.

HENRY.

XVII.

22 octobre [1580-1582].

(Bibl. nat., ms. fr. 10241, fol. 4.)

Souvray, je vous ranvoye Selincourd² pour vous dyre de mes nouvelles, qui sont très bonnes, grâces à Dyeu; et aussy com-byen j'ay trouvé beau les chiens qu'il m'a amenez; et vous anvoye troys myl livres pour ce que par advanture vous n'estes pas trop guarni d'arjant. Venez-moi trouver dès que vous serez guarý, car c'est ce que je désire autant, et m'aymez byen tousjours. Priant Dyeu vous conscerver.

De Paris, le second octobre.

HENRY.

(*Au dos :*) A Souvray.

de la Chambre, premier mestre de camp des gens de pied; le roi allait lui donner le gouvernement très avantageux de Brouage et avait facilité son mariage, en dépit de l'opposition de la cour, avec Jeanne de Cossé, la fille assez disgraciée de Charles de Cossé, comte de Brissac, maréchal de France. La cérémonie eut lieu à Paris le dimanche gras 9 février 1578.

1. *Ses pour ces.*

2. Anthoine de Sacquespée, s^r de Selincourt, qui fut lieutenant général de l'artillerie en Picardie.

XVIII.

30 janvier [1581].

(Bibl. nat., ms. fr. 10241, fol. 1.)

Souvray, s'an alland ce sceigneur, je l'ay accompagné de ceste lettre pour vous asseurer tousjours de l'amytyé que je vous ay et que jamais je ne change, ayant tant d'occasyon de vous aimer comme j'ay, et suis très ayse de vous voyr bientost, quyl ne le scera jamais sy tost que je le desyre; vous priant de croire qu'auz tousjours an moy un très bon maystre. Et sur ce ferai fyn, priant Dyeu vous conserver.

De Bloys, le pénultième de janvyer.

HENRY.

(Au dos :) A Souvray.

XIX.

5 août [1581].

(Bibl. nat., ms. fr. 10241, fol. 3.)

Gode, guérissez-vous bientost, car le maistre vous desire aussy seing que luy et vous revoyr bientost, mais bien net de tout ce qui se peust vous faire retumber malade. Ayez-moy byen tousjours et croyez que de moy j'augmante plustost que de dyminuer. Priant Dyeu vous conserver.

De Paris, le cinquiesme jour de aoust.

HENRY.

Je me recomande à Monsieur Myron.

(Au dos :) A Souvray.

XX.

3 octobre [1581].

(Bibl. nat., ms. fr. 10241, fol. 19.)

Gode, ce porteur est sy sufisant que je ne feray pas grande lettre, synon pour vous asseuer de l'amytyé très grande que je porte à La Gode, et n'ay plus grand desyr que de vous voyr byen seyn et maryay¹. Comme je parlay à personnes icy, à Champigni,

1. Gilles de Souvré épousa, le 9 mai 1582, Françoise de Bailleul.

quil m'ont promis de sy employer du tout qui est Monsieur de Chavigny¹, qui s'y monstre très affectionnay. Aimez-moi byen toujours. Dyeu vous acheve de vous faire byen porter!

De Champigny, m^e jour d'octobre.

(*Au dos :*) A Souvray.

XXI.

26 août [1583].

(Bibl. nat., ms. fr. 10241, fol. 8.)

Souvray, j'ay receu vostre lettre et vous asseure que, quand vous sceriez çant ans dehors, ryen ne me scauroyt changer ni diminuer d'unne sintille² l'amytyé et afectyon que je vous ay et aurai tousjours, et ne croiez jamays le contrairre; je sçay que c'est l'amityé que vous me portez, qui le vous faict, et non que vous doubtiez jamays de moy; car, outre ce que je ne voys nul qui ne vous ayme infyniemant, quand il y an auroit aultre, yl ne m'an oseroyent venir parlay; et croiez-le pour vray, et ceulx qui vous dysent ou mandent le contrairre vous manttent. Revenez-vous an quand aurez faict vostre faict, car j'espère que scerez bien guarý et byen sain pour l'advenir, et vous asseure que n'an avez pas plus d'anvie que j'ay de vous voyr. Je me porte fort byen, Dieu mercy; je me recomande à mon médecin. Priant Dyeu vous conserver.

De Paris, le vint et sis d'aoust.

HENRY.

(*Au dos :*) A Souvray.

XXII.

30 août [1583].

(Bibl. nat., ms. fr. 10241, fol. 10.)

Souvray, j'ay receu unne de vos lettres depuis vous havoyr escryct et vous asseure que j'an ay esté très ayse, et ancores plus quand je vous voirray et que vous soyez byen guarý, affin

1. François Le Roy, comte de Chavigny, lieutenant général au gouvernement d'Anjou, Maine et Touraine. Aurait-il eu quelque part au mariage de Souvré?

2. *Scintille*. — Étincelle.

que nous ne nous laissions plus ; car ce m'est autant de deplaisir qu'à vous, qui sur ce me recommande à Carrouges¹ et à mon médecyn. Priant Dieu vous conserver.

De Parys, le pénultième d'aoust.

HENRY.

(*Au dos :*) A Souvray.

XXIII.

Blois, 15 février 1589.

(Bibl. nat., ms. fr. 10241, fol. 2.)

Souvray, montrés-moi combien vous m'estes très affectionné, je sçai que je n'an ai pas un plus au monde ainsin ni frere comme cella ; c'est à ce coup qu'il me le faust monstrier ; je vous anvoye ce porteur exprès, quil m'est aussi fidelle comme vous, et vous est intime ami. Je pryé à Dieu vous conserver.

De Bloys, le quinsiesme jour de febvryer 1589².

HENRY.

(*Au dos :*) A Monsieur Souvray.

XXIV.

Pontoise, 16 juillet 1589.

(Bibl. nat., ms. fr. 10241, fol. 18.)

Monsieur de Souvray, faites ce que m'a dict se porteur ; car s'est le plus grand servisse que je puisse resevoyr de vous, et guardés byen ma plasse ; je sçai que vous n'i obmectrez rien de vostre fidélité et dilijance, ausy faust-il ; car vous avez prou de messaige affayre aiant de ses Ligueurs, et faictes byen prendre garde à Monsieur de Guise, comme je m'aseure que n'i faudra

1. Tanneguy Le Veneur, s^r de Carrouges, gouverneur de Rouen.

2. Henri III est à Blois depuis le mois de septembre 1588 ; il y tient les États généraux le 16 octobre ; il fait assassiner le duc de Guise le 23 décembre. Puis, en butte à l'opposition des députés et effrayé des révoltes suscitées par la Ligue dans toute la France, il quitte Blois, où il ne se trouve plus en sûreté, et vient s'établir à Tours en mars 1589.

Une lettre de Henri III à Souvré, datée du 9 janvier 1588 (Bibl. nat., ms. fr. 3302, fol. 64), n'est que la copie d'une instruction sur la garde de ville de Tours, adressée aussi aux officiers de justice.

pas celui qui l'a an charge et le garde, qui est très homme de byen. Mes affaires vont tousjours augmantant an byen. Et adyeu.

Du camp devant Pontoise¹, le seisisme jour de juillet 1589.

HENRY.

(*Au dos :*) A Souvray.

1. Les deux rois étaient « au camp devant Pontoise » depuis le 14 juillet 1589. C'est Henri III qui avait désiré le siège de la ville, et le roi de Navarre écrivait, le 25 juillet, justement à M. de Souvré, que les assiégés étaient sur le point de se rendre. La lettre est également dans ce même manuscrit, fol. 31. Une autre lettre du 1^{er} août, de Saint-Cloud, annonce à Souvré la blessure du roi, quelques jours après la reddition de Pontoise et la prise du pont de Saint-Cloud (Ibid., fol. 25; *Lettres missives*, t. II, p. 502 et 503).

LE « SECRÉTAIRE DE LA MAIN » DU CARDINAL DE RICHELIEU

La véritable écriture du cardinal de Richelieu est restée longtemps, sinon ignorée, du moins très peu connue.

Pour s'en convaincre, il suffit de parcourir les recueils de fac-similés d'écritures ou d'autographes, de contrôler les identifications faites par les érudits et les historiens, et l'on s'aperçoit avec stupeur que sont attribuées à Richelieu toute une série d'écritures qui, pour avoir en quelque sorte un air de famille, n'en sont pas moins différentes. C'est que les secrétaires du Cardinal, en particulier Charpentier et Cherré, s'appliquèrent à imiter la main du maître. On sait maintenant avec certitude quelles sont les caractéristiques de l'écriture de Richelieu et de celles de ses principaux secrétaires. On pourrait même, avec quelque habitude, distinguer une lettre autographe du Cardinal d'une page de cet énigmatique personnage que, dans notre étude du tome II des *Rapports et Notices...*, nous avons appelé, faute de mieux, le « secrétaire de la main ¹ ». Son écriture, plus que toute autre, ressemble à celle de l'Éminence, quoique le ministre ne mette jamais de point sur les *i* ou sur les *y* et qu'il oublie d'accentuer et de ponctuer, alors que le « secrétaire de la main » agit de façon toute contraire. L'allure générale des deux écritures n'est d'ailleurs pas la même; celle de Richelieu est plus posée, plus inclinée, plus liée, plus appuyée que l'autre; les pleins et les déliés y sont moins accusés. Avec quelque attention, il est possible et même facile de distinguer ces deux écritures.

Nous n'insisterons pas davantage. Aussi bien notre but

1. *Rapports et Notices sur l'édition des Mémoires du cardinal de Richelieu*, p. 1-17.

essentiel est-il de rechercher ici quelle personnalité peut être identifiée à celle du « secrétaire de la main ».

Remarquons, avant d'aller plus loin, que celui-ci ne fut pas, à proprement parler, un secrétaire.

Les pages écrites par lui sont assez rares, infiniment moins nombreuses en tout cas que celles dues à Charpentier et à Cherré, les deux secrétaires attitrés du Cardinal. Mais, ce qui est frappant, c'est que notre homme avait, comme eux, toute la confiance de celui qui l'employait.

En effet, nous le voyons, dès le premier ministère de Richelieu, en 1616 et 1617, déchiffrer une bonne partie des dépêches que l'évêque de Luçon, secrétaire d'État pour les Affaires étrangères, recevait d'Allemagne, de Hollande, d'Angleterre et, d'une façon générale, des pays où la France avait des représentants¹; c'est lui qui, en janvier 1617, écrit un « Mémoire baillé à M. de Schomberg, touchant les électeurs et États d'Allemagne² ». En 1621 et 1622, entre les deux ministères de 1616 et de 1624, il déchiffre plusieurs lettres de l'importante correspondance que le futur maréchal de Marillac adresse de la cour à l'évêque de Luçon, pendant la campagne de Montauban, et qui le met au courant des événements et des intrigues³.

1. Affaires étrangères, *Correspondance politique*, ALLEMAGNE 5 (fol. 223, 316); ANGLETERRE 26 (notamment fol. 124, 125, 247); ROME 23 (fol. 414); AUTRICHE 10 (fol. 218-220); BELGIQUE 5 (fol. 130 v°); HOLLANDE 8 (fol. 24, 25). Nous ne citons pas les ouvrages dans lesquels pourraient avoir été publiés ces documents et ceux indiqués dans les notes qui suivent; ce qui nous intéresse ici, c'est de montrer le rôle joué par le « secrétaire de la main » auprès de Richelieu, comme secrétaire, et de permettre au lecteur de se reporter aux originaux mêmes, qui lui donneront autant de spécimens de son écriture. Voyez aussi *Rapports et Notices*, t. II, p. 11.

2. Aff. étr., *Corr. pol.*, ALLEMAGNE 5, fol. 302.

3. Aff. étr., FRANCE 775. Les lettres de Marillac occupent, pour 1621 (avril-décembre), les folios 54 à 90 et, pour 1622 (janvier-octobre), les folios 131 à 215. Ces lettres ne sont que partiellement chiffrées; lorsqu'elles le sont, c'est ordinairement Charpentier, le premier secrétaire de Richelieu, qui les déchiffre; mais plusieurs ont été mises en clair par le « secrétaire de la main » (voyez fol. 192, 194, 204-206, 208, 209-212). Voyez aussi *Rapports et Notices*, t. II, p. 12.

En 1622, on constate encore la présence du « secrétaire de la main » auprès de Richelieu; il tient la plume lorsque l'évêque, briguant le chapeau de cardinal, écrit à Puyzieulx et à Bérulle pour obtenir leur appui¹. C'est encore lui qui écrit, en 1624, la minute d'une lettre de Richelieu au roi d'Angleterre², ainsi qu'un « Extrait des lettres du roi d'Angleterre à ses chancelier et garde des sceaux, en faveur des catholiques, suivant les articles du mariage d'Espagne³ ». Les deux très importants documents que sont, d'une part, les instructions au Père de Bérulle, envoyé à Rome en 1624⁴, et, d'autre part, l'« avis » du Cardinal au Roi sur la « Recherche des financiers⁵ », de la même année, sont totalement ou partiellement de sa main, ainsi que le confidentiel mémoire intitulé « De l'alliance d'Angleterre. Savoir si la France la doit prendre⁶ ». Il griffonne, en 1625, des brouillons de lettres à Toiras et un projet de déclaration adressée aux provinces sur les mouvements possibles des huguenots⁷. Cette même année 1625, il écrit un document des plus secrets, qui est un exposé du Cardinal sur la « face des affaires présentes en toute la Chrétienté⁸ ». Cet avis se trouvait d'ailleurs complété par le « discours » que Richelieu prononça en présence du Roi, le 25 novembre 1625, sur ce sujet : « Ayant la guerre avec l'Espagne en Italie, faut-il la faire aussi au dedans du royaume

1. Richelieu à Puyzieulx, 1622 (Bibliothèque de l'Institut, Godefroy 548, pièce 62); le même au même, Nevers, 18 août 1622 (Bibl. nat., français 17362, fol. 190). Voyez *Rapports et Notices*, t. II, planche XVII. — Richelieu au Père de Bérulle, Lyon, 1^{er} octobre 1622 (Arch. nat., M 235).

2. Bibl. nat., nouv. acq. fr. 5131, fol. 61.

3. Bibl. nat., français 15990, fol. 33. — Cette pièce serait de septembre 1624.

4. « Mémoire de monseigneur le cardinal de Richelieu pour monstrier à Sa Sainteté » (Arch. nat., M 232).

5. « Avis sur la recherche des financiers » (Aff. étr., FRANCE 779, fol. 13 et suiv.).

6. Aff. étr., ANGLETERRE 26, fol. 247-249. Voyez *Rapports et Notices*, t. II, p. 12.

7. Bibl. nat., nouv. acq. fr. 5131, fol. 93.

8. Aff. étr., FRANCE 246, fol. 40-44.

contre les huguenots », discours dont la minute est du « secrétaire de la main¹ ». De lui encore cet important « avis » sur la « rébellion du sieur de Soubise² » et un brouillon de règlement ayant trait aux finances³.

Enfin, une pièce confidentielle des plus intéressantes, véritable plaidoyer composé par Richelieu pour se justifier, et intitulée « Mémoire pour l'Histoire de divers services particuliers rendus par le C[ardinal] », est en partie écrite par lui⁴; Le Masle, l'homme d'affaires éprouvé, qui sert occasionnellement de secrétaire au ministre, en a écrit le reste.

Il nous semble donc bien démontré que seul un familier du Cardinal, ayant toute sa confiance, a pu être appelé à copier ou à écrire sous la dictée de Richelieu ces lettres ou mémoires, qui presque tous, il est bon de le remarquer, ont été utilisés au moment de la rédaction des *Mémoires*. Quel était donc ce personnage admis dans l'intimité de Richelieu?

Constatons tout d'abord que le premier document écrit par lui, qui, à notre connaissance, nous soit parvenu, est de l'année 1615. C'est une lettre adressée par l'évêque de Luçon au libraire Cramoisy⁵. Nous en reparlerons tout à l'heure. Quant au dernier document de sa main, qu'il ait écrit comme secrétaire occasionnel de Richelieu, c'est un exposé, de décembre 1634 probablement, et intitulé « Points de ce que le Cardinal a dit à bâtons rompus sur le sujet de la vérification des édits au Parlement⁶ ».

Ainsi donc, le « secrétaire de la main » était dès 1615 auprès de Richelieu. Ce point est d'importance. A cette date, le train de maison de l'évêque de Luçon était assez réduit et l'on connaît exactement les noms de « ses domestiques ». De son propre aveu, Richelieu était « gueux »; il écrivait à ses amis

1. Aff. étr., FRANCE 246, fol. 40-44.

2. Aff. étr., FRANCE 780, fol. 117-118. Voyez *Rapports et Notices*, t. II, p. 12, et planche XVIII.

3. Ibid., fol. 215 v°.

4. Aff. étr., FRANCE 250, fol. 100-103. Cf. *Rapports et Notices*, t. II, p. 12.

5. Bibl. nat., français 17362, fol. 187 v°.

6. Aff. étr., FRANCE 799, fol. 340.

que sa bourse était « fort faible » et que sa « misère » était celle d'un « pauvre moine réduit à la vente de ses meubles et à la vie rustique¹ » ; ce qui ne l'empêchait pas d'avoir déjà des goûts de luxe très prononcés.

A cette époque, sa domesticité était ainsi composée : le fidèle Charpentier, son secrétaire, était à son service depuis 1608². Le Masle, plus tard prieur des Roches et chanoine de Notre-Dame, qualifié d'« intendant et de secrétaire », faisait partie dès l'année 1600 de la maison de Richelieu, au moment où le futur ministre poursuivait ses études à Paris. On dit que Le Masle, revêtu d'une casaque rouge, l'accompagnait aux cours du collège, portant son portefeuille, ses livres, son écritoire. De trois ans plus jeune que son maître, il deviendra l'homme d'affaires et aussi l'homme de confiance du ministre³. Desbournais, le valet de chambre, était de la maison de Richelieu depuis l'époque où le jeune Armand Du Plessis faisait sa philosophie⁴. Enfin, parmi la domesticité de l'évêque figurait le compagnon fidèle des premières années de jeunesse, l'abbé Jean Mulot, précepteur, confesseur de Richelieu. Nous ne mentionnerons pas Cherré, l'un des secrétaires les plus habituels du Cardinal après 1632, parce qu'il semble n'avoir été au service du ministre *qu'en 1630*⁵.

Bref ne sont de la « maison » de Richelieu, *en 1615*, et n'ont eu de rapports intimes avec le maître, à cette époque, que Charpentier, Le Masle, l'abbé Mulot et Desbournais. Or, l'écriture de Charpentier et celle de Le Masle sont parfaitement connues⁶. Quant à Desbournais, quoique des plus fidèles et chargé parfois de missions délicates d'ordre financier concernant la maison de Richelieu, il n'eut probablement jamais entre les mains de documents politiques importants⁷. N'est-on pas

1. M. Deloche, *la Maison du cardinal de Richelieu*, p. 18.

2. *Ibid.*, p. 116.

3. *Ibid.*, p. 103, 105.

4. *Ibid.*, p. 233-235.

5. *Ibid.*, p. 127, et *Rapports et Notices*, t. II, planches XXII, XXIII.

6. Voyez *Rapports et Notices*, t. II, p. 7 et 8, et planches XV, XVI et XXV.

7. Deloche, *op. cit.*, p. 234.

amené, dès lors, à supposer que l'écriture, non encore identifiée, de ce « secrétaire de la main » (évidemment attaché dès 1615 à la personne de l'évêque de Luçon) est celle de l'abbé Mulot, le confesseur de Richelieu?

Cette hypothèse prend d'autant plus de force qu'une particularité assez bizarre est révélée par l'examen de cette lettre de mai 1615 (dont nous avons parlé plus haut), envoyée par Richelieu au libraire Cramoisy¹, et qui est tout entière écrite par le « secrétaire de la main », sauf quelques mots du Cardinal et la signature, qui est autographe. Les cachets de cire qui fermaient cette lettre ne portent pas l'empreinte du cachet à ses armes, dont Richelieu se servait toujours, mais celle d'un monogramme qui n'est pas le sien. Sans trop de bonne volonté, on peut y distinguer les lettres formant le nom de J. Mulot. La rencontre est assurément curieuse; mais elle ne peut être considérée comme décisive, le nombre des combinaisons possibles avec six lettres étant suffisamment considérable!

Voyons donc ce qu'était l'abbé Jean Mulot.

Ouvrons les « Historiettes » de Tallemant des Réaux et nous allons être rapidement informés!

« Ce M. Mulot, — écrit le terrible conteur², — avoit un nez qui faisoit voir qu'il ne haïssoit pas le vin. En effet, il l'aimoit tant qu'il ne pouvoit s'empêcher de faire une aigre réprimande à tous ceux qui n'en avoient pas de bon; et quelquefois, quand il avoit diné chez quelqu'un qui ne lui avoit pas fait boire de bon vin, il faisoit venir les valets et leur disoit : « Or ça, « n'êtes-vous pas bien malheureux de n'avertir pas votre maître, « qui peut-être ne s'y connoit pas, qu'il se fait tort de n'avoir « pas de bon vin à donner à ses amis! »

Bien mieux, Tallemant assure³ que l'abbé enrageait d'être

1. Bibl. nat., français 17362, fol. 187. — Avenel, qui a donné cette lettre dans ses *Lettres ... du cardinal de Richelieu* (t. I, p. 144), en la considérant à tort comme un original autographe, constate que le « cachet n'est point le cachet armorié dont se sert ordinairement Richelieu » et que « celui-ci est tout simplement un monogramme ».

2. *Les Historiettes de Tallemant des Réaux* (édit. Monmerqué et P. Paris), t. II, p. 46.

3. *Ibid.*, t. II, p. 45.

appelé aumônier de S. É. et il raconte l'anecdote suivante : « Une fois le Cardinal, pour se divertir, car il se chatouilloit souvent pour se faire rire, fit semblant d'avoir reçu une lettre où il y avoit : A Monsieur, Monsieur Mulot, aumônier de S. É., et la lui donna. Cela le mit en colère et il dit tout haut que c'étoient des sots qui avoient fait cela. « Ouais!, dit le Cardinal, et si c'étoit moi! — Quand ce seroit vous, répondit « Mulot, ce ne seroit pas la première sottise que vous auriez « faite! »

Un jour, continue l'interissable des Réaux¹, le Cardinal avait fait mettre des épines sous la selle du cheval de son confesseur : « Le pauvre M. Mulot ne fut pas plus tôt dessus que, la selle pressant les épines, le cheval se sentit piqué et se mit à regimber d'une telle force que le bon chanoine [Mulot fut en effet chanoine de la Sainte-Chapelle] se pensa rompre le cou. Le Cardinal rioit comme un fou; Mulot trouve moyen de descendre et s'en va à lui tout bouillant de colère : « Vous êtes « un méchant homme! s'écrie Mulot. — Taisez-vous, taisez-vous, lui dit l'Éminentissime. Je vous ferai pendre; vous « révélez ma confession! »

Quoi qu'il en soit de ces anecdotes, il ne faut pas trop crier à l'in vraisemblance. Gui Patin affirme que lorsque le Cardinal n'était pas « tourmenté de la bile noire », il aimait « assez à rire² », et quelques contemporains prétendent que l'Éminence luttait avec ses domestiques, tirait sur eux avec une sarbacane, leur baillait des nasardes, les pinçait, les piquait, les chatouillait et leur lançait des livres à la tête³. Nous avouons hésiter un peu à considérer comme exacte cette énumération, qui nous est complaisamment donnée, des distractions habituelles du Cardinal; et les anecdotes dont Mulot est le héros nous paraissent sinon totalement invraisemblables, du moins fort sujettes à caution⁴. Nous éprouvons la même défiance à l'égard

1. *Les Historiettes de Tallemant des Réaux* (édit. Monmerqué et P. Paris), t. II, p. 45, 46.

2. Cité par Deloche, *op. cit.*, p. 59, 60.

3. Deloche, *op. cit.*, p. 60.

4. Que dire de cette anecdote du *Catholicon françois*, d'après laquelle

des pamphlets affirmant que Mulot n'est pas seulement le confesseur de l'Éminentissime, mais qu'il en est encore le bouffon¹. Quant à Bassompierre, il avait trop de raisons de ne pas aimer Richelieu et les siens pour que l'on ajoute foi à ce propos qu'on lui prête et d'après lequel chez le Cardinal « tout étoit grand, jusqu'à son fou qui étoit docteur en Sorbonne² ».

A côté de la légende, voici la réalité.

Jean Mulot naquit en 1568³; il avait donc dix-sept ans de plus que Richelieu.

Fils d'un « bourgeois de Paris », appelé lui-même Jean⁴, il avait un frère, Jacques, également « bourgeois de Paris⁵ », que le Cardinal chargea probablement en 1626, peu avant sa mort, d'une mission ayant trait aux affaires de la navigation⁶.

La famille Mulot ou Mullot remontait au moins jusqu'au xvi^e siècle. Elle compta, semble-t-il, parmi ses membres, un Jehan Mulot, secrétaire du duc de Guyenne en 1472⁷, et vrai-

Mulot, se trouvant « en carrosse avec le Cardinal et l'archevêque de Bordeaux, le Cardinal prit le chapeau du docteur, pissa dedans et l'en coiffa, disant que le sel de cette eau le rendroit apparemment plus sage! » (cité par les éditeurs des *Historiettes de Tallemant des Réaux*, t. II, p. 100).

1. Deloche, *op. cit.*, p. 89.

2. Cité par les éditeurs des *Historiettes de Tallemant des Réaux* (t. II, p. 100), d'après les *Mémoires manuscrits* du médecin Hugues de Salins.

3. Renseignement donné par Monmerqué et P. Paris dans les *Historiettes de Tallemant des Réaux*, t. II, p. 100.

4. Acte notarié du 4 novembre 1616 passé par « M^e Jehan Mulot, docteur en théologie en l'Université de Paris, et M^e Jacques Mullot, son frère, bourgeois de Paris, héritiers par bénéfice d'inventaire de défunt honorable homme Jean Mullot, leur père, aussi bourgeois de Paris... » (Bibl. nat., Cabinet des titres, *Pièces originales* 2080). On écrit indifféremment Mulot ou Mullot.

5. Ibid. et acte notarié du 6 novembre 1626 : « M^e Jehan Mullot, docteur en la Faculté de théologie à Paris, héritier par bénéfice d'inventaire, seul et pour le tout, de défunt M^e Jacques Mulot, bourgeois de Paris... » (Bibl. nat., *ibid.*).

6. Avenel, *Lettres ... du cardinal de Richelieu*, t. I, p. 566 note, t. II, p. 344.

7. Bibl. nat., Cabinet des titres, *Pièces originales* 2080.

semblablement un « docteur, régent en la Faculté de théologie en l'Université de Paris », Nicolas Mulot, qui vivait encore en 1578¹. Peut-être ce Nicolas Mulot fut-il frère d'Adam Mulot, « marchand bourgeois de Paris », époux de Claude de la Val, mort avant 1599, et grand-père du confesseur de Richelieu². Quoi qu'il en soit, lorsque vers 1594 le jeune Armand Du Plessis vint à Paris faire ses études au collège de Navarre³, Jean Mulot, âgé de vingt-six ans, devint son précepteur. On peut considérer le fait comme certain; les témoignages concordent. L'abbé Mulot était alors sur le point de solliciter son entrée dans la Société de Sorbonne. Si l'on en croit le bruit qui courut, l'abbé Mulot aurait été également le maître d'écriture du futur ministre. C'est très vraisemblable, car, en 1594, Richelieu avait neuf ans, il apprenait encore la grammaire et il est tout naturel que le précepteur ait été en même temps son maître d'écriture. La chose mérite d'être notée. A cette époque, en effet, on n'enseignait pas l'écriture « par principes », et l'élève devait seulement imiter l'écriture du maître. C'est du moins ce que nous apprend le cahier des Remontrances du clergé de l'année 1645. « L'écriture, — y est-il dit, — n'était anciennement montrée par précepte ni art, mais par imitation et conduite seulement, dont avenoit que chacune main retenoit quelque notable diversité qui empêchoit les falsifications désormais fort fréquentes⁴. » Ainsi donc, si Mulot fut le professeur d'écriture de Richelieu, il s'est contenté vraisemblablement,

1. Actes de 1557 et 1578 (Bibl. nat., *ibid.*).

2. Jean Mulot, le père du confesseur de Richelieu, était fils d'Adam Mulot, « marchand bourgeois de Paris », et de Claude de la Val; celle-ci était veuve d'Adam Mulot lorsqu'elle mourut en 1599 (Bibl. nat., Cabinet des titres, *Pièces originales* 2080). — On relève sur les états de la « Maison du Roi » de janvier 1624 et 1638 le nom d'un Michel Mulot, gantier du roi, aux appointements de trente livres; était-ce un cousin de l'abbé Mulot? C'est possible (voyez Griselle, *État de la maison du roi Louis XIII*, Supplément, p. 100, 157).

3. Les renseignements qui précèdent et la majorité de ceux qui suivent sont tirés de l'*Histoire du cardinal de Richelieu* de M. Hanotaux, t. I, p. 68-79, des *Historiettes* de Tallemant des Réaux (consultées avec prudence) et du beau livre de M. Deloche, déjà cité.

4. Cité par Deloche, *op. cit.*, p. 128, note 3.

selon la méthode alors en honneur, de lui faire imiter sa propre écriture. Dès lors, si Mulot et le « secrétaire de la main » ne font, comme nous le pensons, qu'une seule et même personne, rien d'étonnant à ce que son écriture et celle de Richelieu soient à ce point semblables, puisque ces deux écritures seraient respectivement celle du maître et celle de l'élève.

C'est à ce moment de la vie de Richelieu et de l'abbé Mulot que se rapporte l'anecdote suivante, tirée par M. Hanotaux des « Mémoires inédits de Claude Courtin¹ ». La voici : « M. le Cardinal, étudiant en philosophie, occupait un corps de logis en son particulier, qui avoit une entrée dans le jardin du collège de Saint-Jean-de-Latran, dont le jardinier étoit de Chinon et nommé Rabelais. Quarante ans après, S. É. rappelant dans sa mémoire ce temps-là témoigna à Desbournais qu'il aurait joie de savoir ce que ce jardinier étoit devenu et ses deux filles, et lui donna ordre de se transporter le lendemain à ce collège et, s'ils étoient encore en vie, de les lui amener avec toute leur famille. Ce que Desbournais ayant exécuté ponctuellement lui présenta à l'issue de son dîner le bonhomme Rabelais accompagné de ses deux filles et de leurs enfants, lequel, se jetant tous à genoux, demandoit pardon, protestant n'avoir jamais mal parlé de S. É., qui, riant de son ingénuité, lui commanda de se relever et lui dit : « N'ayez point de peur, bonhomme ! « Me reconnaissez-vous bien ? — Hélas ! mon bon seigneur, « répondit Rabelais, nous ne vous avons jamais vu. — Vous « souvenez-vous bien d'un jeune écolier, reprit le Cardinal, « qui avoit pour précepteur M. Mulot et pour valet de chambre « Desbournais, de votre pays, et un laquais à livrée rouge « [c'étoit Le Masle] ? — Oui da ! Monseigneur, répondit Rabelais. Ils ont bien croqué de mes pavies et de mes pêches « sans m'en dire mot. — C'est moi, mon bonhomme ; je veux « vous payer vos fruits. Desbournais, qu'on lui donne 400 pis- « toles et à chacune de ses filles 200. N'êtes-vous pas satis- « faits de moi ? » L'on peut juger de leur joie ! »

Dans les années qui suivirent ces premières études, il est probable que l'abbé Mulot ne quitta pas son jeune élève ou, du

1. Hanotaux, *op. cit.*, t. I, p. 78.

moins, qu'il resta en étroites relations avec lui. Il n'est même pas impossible que lorsque, vers 1603, abandonnant la carrière des armes pour embrasser l'état ecclésiastique, Richelieu aborda la théologie, les leçons de Mulot (alors docteur) soient venues compléter celles de Jacques Hennequin (qui enseignait au collège de Calvi) et, plus tard, celles de l'Anglais Richard Smith¹.

L'abbé Mulot était alors (en cette année 1603) un personnage d'importance. A trente ans, c'est-à-dire en 1598, il avait été admis dans la Société de Sorbonne, où il avait suivi le cours de philosophie²; en 1600, il avait été nommé licencié de la Faculté de théologie³, et il est presque certain qu'en 1604 il faisait, comme docteur, un cours sur les lois⁴. Ce pouvait donc être un bon professeur ès sciences théologiques pour le jeune débutant qu'était Richelieu!

Aux assemblées de la Sorbonne, véritables conseils de la Société, Mulot assiste parfois⁵. On lui donne mission d'enquêter sur les mœurs des bacheliers sollicitant leur entrée dans la Société⁶. Et, le 24 mars 1611, il est chargé avec son confrère Aubry d'écrire en faveur de M^e Bezot (incarcéré comme catholique en Angleterre) une lettre de recommandation au légat du Pape en France, les deux docteurs, — ajoute le procès-verbal de l'assemblée de la Sorbonne, — ayant quelquefois l'occasion de « fréquenter dans l'intimité » le haut personnage pontifical⁷.

Qu'il y a loin de l'abbé Jean Mulot, docteur de Sorbonne,

1. Hanotaux, *op. cit.*, p. 76, 77.

2. Bibl. nat., latin 15441, p. 438 (manuscrit intitulé : « Registre des prieurs », et qui est, en réalité, composé de procès-verbaux des assemblées de la Sorbonne).

3. Bibl. nat., latin 15440, p. 126.

4. D'après le manuscrit 266 (fol. 325) de la bibliothèque d'Avignon, Mulot, docteur de Sorbonne, faisait un cours de théologie sur « les lois » en 1601. D'autre part, le titre de docteur lui est donné en mai 1606, dans le procès-verbal de l'une des assemblées de la Sorbonne (Bibl. nat., lat. 15441, p. 500).

5. Ibid., p. 469, 503, 552, 575, 580, 784, 799, 894.

6. Notamment en 1604 et 1614 (Ibid., p. 481, 488, 580).

7. Ibid., p. 552.

chargé de mission auprès du légat, au grotesque bouffon, confesseur d'un Cardinal sans dignité, dont parle Tallemant!

Il n'est donc pas surprenant que dès 1594 l'abbé Mulot soit entré au service de Richelieu comme précepteur et qu'en 1606, à l'époque où son ancien élève fut nommé évêque de Luçon, il soit devenu son confesseur. Comme tel, il devait avoir toute la confiance de Richelieu et, par suite, il ne serait pas invraisemblable qu'il eût pris la plume à la place du secrétaire en pied Charpentier ou de l'intendant Le Masle.

Cette intimité de Mulot et de Richelieu, qui date des premières années d'étude du Cardinal, apparaît assez clairement dans une lettre du début de 1618 que l'évêque de Luçon adressait à un M. Des Marets : « Vous m'avez, — écrit l'évêque, — obligé de me rendre des témoignages de votre souvenir. Dans quelque temps que M. Mulot ira en vos quartiers vous saurez par lui, *qui est témoin irréprochable*, comme je vous avais écrit il y a déjà quelques mois...¹ » N'est-ce pas là, en quelque sorte, une preuve de la présence presque continuelle de Mulot aux côtés de Richelieu?

Et cependant, à l'une des heures les plus critiques de la vie du Cardinal, lors de son exil à Avignon (avril 1618), il n'est pas certain que le confesseur ait suivi son pénitent². Il est probablement resté à la cour, où il se serait employé à préparer le retour en grâce de l'évêque. C'est à cette époque qu'il lui aurait rendu le plus signalé des services. Aussi « gueux » qu'au temps de sa prime jeunesse, Richelieu aurait eu alors besoin d'un peu d'argent liquide, et Mulot lui aurait avancé trois à quatre mille écus; mais, pour réunir cette somme, le pauvre homme en aurait été réduit à vendre « tout ce qu'il avoit³ ». On peut se demander si son dévouement alla jusqu'à cet héroïsme?

1. Avenel, *Lettres ... du cardinal de Richelieu*, t. I, p. 565, 566.

2. Mulot n'est pas mentionné parmi les personnes qui accompagnèrent Richelieu à Avignon, et il est à croire qu'il fut au nombre de ceux que l'évêque de Luçon laissa à la cour pour y défendre ses intérêts (voyez Hanotaux, *op. cit.*, t. I, *passim*).

3. Tallemant des Réaux, *Historiettes*, t. II, p. 45.

Quoi qu'il en soit, nous retrouvons Mulot aux côtés de Richelieu, dès le retour de ce dernier à la cour, et il ne le quittera plus, semble-t-il, jusqu'en 1634, remplissant auprès de lui les fonctions de confesseur.

Jouissant de la confiance de Richelieu, des missions délicates lui sont données. C'est ainsi qu'en 1625 le Cardinal le charge d'une démarche difficile. En juillet 1625 mourait le professeur en Sorbonne Philippe Gamaches, partisan convaincu d'Edmond Richer, dont la doctrine était combattue par la Faculté de théologie. Or, Mauclerc, docteur de Sorbonne, s'était avisé de fabriquer une fausse déclaration, signée de son confrère décédé, sorte de testament écrit en latin, dans lequel Richer était désavoué, contrairement à l'opinion bien connue du prétendu auteur de la déclaration. L'imposture ayant été découverte, le Cardinal décida d'étouffer aussitôt l'affaire. Et il chargea Mulot de retirer des mains du faussaire l'original du document, dont des copies avaient déjà paru dans le public. L'abbé s'acquitta, paraît-il, fort bien de sa mission et Richelieu s'empressa de mettre en pièces le faux testament, défendant « qu'on en parlât, non plus que d'une chose qui ne seroit jamais arrivée¹ ».

Deux ans plus tard, en août 1627, Mulot était envoyé en Bretagne, et ce voyage se rattache aux efforts accomplis, à cette époque, pour secourir l'île de Ré menacée par les Anglais².

Mais, sauf d'assez rares exceptions, il est vraisemblable que l'abbé Mulot ne s'éloignait guère de la personne du Cardinal et qu'il l'accompagnait dans ses voyages. C'est ainsi qu'en mai 1629, au siège de Privas, il pensa perdre la vie dans une furieuse mêlée entre soldats du Roi et huguenots, les royalistes l'ayant pris pour un pasteur échappé de la ville assiégée. Richelieu, généralement assez sobre, dans ses lettres, d'anecdotes de ce genre, raconte l'aventure à la Reine mère et ajoute : « Le docteur Mulot... est maintenant plus fâché de la qualité

1. *Vie d'Edmond Richer*, par A. Baillet, p. 283.

2. Plusieurs agents du Cardinal et « Mulot, docteur de Sorbonne, [furent] envoyés en Bretagne, tous chargés d'instructions et commissions pour le Roi » (J. du Puy à Peiresc, Paris, 6 août 1627, dans *Lettres de Peiresc aux frères Dupuy*, publiées par Tamizey de Larroque dans les *Documents inédits*, t. I, p. 862).

[de ministre] qu'on lui a donnée que du péril qu'il a couru¹. »

Nous retrouvons Mulot, en décembre de cette année 1629, à Paris, assistant, par ordre de Richelieu, à une importante réunion de dix docteurs de Sorbonne, qui se tint chez le Cardinal, et dans laquelle, à propos de la prestation de serment des bacheliers en Sorbonne, fut abordé le problème des relations de la royauté avec Rome. Il y fut décidé que « la Sorbonne renoncerait aux principes romains sur les rapports entre les deux puissances, mais qu'elle jurerait respect et soumission aux décrets des souverains pontifes. Telle fut la base de la transaction imposée à la Faculté de théologie par le Cardinal-ministre² ».

Cependant, pour des causes qui nous échappent, les fonctions de l'abbé Mulot auprès de Richelieu allaient toucher à leur fin. Soit qu'il eût cessé de plaire, soit que les attaques des pamphlets le ridiculisant eussent rendu sa présence auprès du Cardinal trop compromettante pour le ministre, soit, tout au contraire, que Richelieu eût voulu récompenser la fidélité de son confesseur, toujours est-il qu'il reçut par lettres royales du 6 janvier 1634 provision de chanoinie et prébende en la Sainte-Chapelle du Palais, à Paris³. Or, il est à noter que le dernier document écrit pour Richelieu par le « secrétaire de la main » est, croyons-nous, de l'année 1630 ou 1631.

La nomination de Mulot comme chanoine de la Sainte-Chapelle l'obligeant à la résidence dans sa maison canoniale et à l'assistance fréquente aux offices, il est probable que Mulot, quoique observateur peu scrupuleux des règles du chapitre, mais n'ayant plus de fonctions auprès du Cardinal, fréquenta plus irrégulièrement la demeure de Richelieu, sans que les relations de l'ancien précepteur et de l'ex-élève en aient été rompues. D'ailleurs, le successeur de Mulot comme confesseur de l'Éminence, l'abbé Pierre d'Esclaux, chanoine de Bordeaux, n'entra probablement en fonctions que vers 1635⁴.

1. Richelieu à Marie de Médicis, 30 mai 1629 (Avenel, *Lettres ... du cardinal de Richelieu*, t. III, p. 327).

2. Abbé Puyol, *Edmond Richer*, t. II, p. 363, 364.

3. Arch. nat., LL 602, fol. 108, 109.

4. Deloche, *op. cit.*, p. 90.

Quoi qu'il en soit, c'est le 22 janvier 1634 que, succédant à défunt M^e Eustache Le Bossu de Beaulieu, le D^r Mulot fut reçu chanoine¹. La cérémonie se passa suivant les rites habituels. Le nouveau dignitaire, titulaire de la dixième chanoinie, prêta serment, donna le « baiser de paix » à chacun de ses confrères et fit une prière à genoux devant le maître-autel. Puis, au début de la messe qui fut alors célébrée, on l'installa « aux hautes chaires du côté droit² » (d'autres disent en la « basse Sainte-Chapelle », à cause de l'incendie qui avait pris dans le clocher au mois de juin précédent³). La messe terminée, le plus ancien chanoine, M^e Guillemain, lui montra la maison canoniale qui lui était dévolue. Elle était la seconde « après la trésorerie », dans la cour du Palais, et un jardin y attenait ainsi qu'une cour et des dépendances⁴. Mulot n'y résida guère au début, malgré la règle formelle sur ce point et que l'on fut obligé de rappeler aux chanoines, qui la transgressaient volontiers (avril 1634⁵). Il se fit même « admonester », en février 1633, de venir « habiter son logis et de se rendre plus assidu au service⁶ ». Il n'en reçut pas moins, mais « à titre de gratification et sans tirer à conséquence », une somme de 450 livres, qui lui fut accordée pour l'année 1632, égale à celle qui lui avait été remise en 1631⁷. Dès lors, notre chanoine, après s'être fait excuser pour maladie en juillet et août 1633⁸, assiste réguliè-

1. Arch. nat., LL 602, fol. 108.

2. Arch. nat., *ibid.*

3. *Mémoires pour servir à l'histoire de la Sainte-Chapelle du Palais*, par Gilles Dongois, chanoine de la Sainte-Chapelle à la fin du xvi^e siècle (Arch. nat., LL 630, p. 267, 268). — D'après un autre document, Mulot se tenait d'habitude « aux basses chaires du chœur, du côté droit » (Arch. nat., LL 602, fol. 139, 140).

4. Arch. nat., LL 602, fol. 108.

5. Dans l'assemblée des chanoines de la Sainte-Chapelle du 6 avril 1631, il fut rappelé que, « conformément aux décrets de tout temps pratiqués..., les trésoriers et chanoines de la Sainte-Chapelle étoient obligés d'habiter leurs maisons pour être censés résidants » (Arch. nat., LL 602, fol. 115).

6. *Ibid.*, fol. 151 v^o.

7. 16 février 1633 (*Ibid.*, fol. 151 v^o).

8. *Ibid.*, fol. 168.

rement aux séances, de septembre à novembre, si bien qu'en novembre il requiert ses confrères de le faire jouir sur-le-champ de ses quartiers, « attendu, — ajoute-t-il, — qu'il habite et couche dans sa maison canoniale ». Cependant, en homme consciencieux, il reconnaît n'y demeurer que depuis juin et il déclare se contenter, pour l'année, d'un demi-muid de blé; ce qui lui fut accordé¹.

Ce beau zèle ne devait pas durer; dès février 1634, Mulot vient moins fréquemment aux séances du chapitre, qui ont lieu à peu près tous les trois ou quatre jours².

Plus tard, de novembre 1635 à fin mai 1636, il est malade. Et, dès lors, son nom ne figure plus sur les registres de la Sainte-Chapelle. On sait seulement que le 29 octobre 1644 il résigna sa chanoinie à l'abbé Jean-Baptiste de Reins ou Desrains, clerc du diocèse de Condom³, qui faisait partie, en 1639, de la « maison » du Cardinal, peut-être comme prédicateur⁴. On ne sera pas surpris si Tallemant des Réaux nous raconte, à ce propos, une anecdote de sa façon. A l'en croire, Desrains « se mit à cajoler la servante de M. Mulot, qui fit tant que son maître résigna à son galant sa prébende de la Sainte-Chapelle ». Et Tallemant, qui n'est jamais à court, ajoute ce détail piquant : « Desrains fut si fou que de donner sa prébende au fils d'une femme dont il devint amoureux⁵ ! »

Quatre ans avant de résigner son canonicat, Mulot était devenu doyen de la Faculté de théologie; c'est le 4^{er} mars 1640 qu'il signe, en cette qualité, pour la première fois, les « conclusions » ou procès-verbaux de la Faculté. Et depuis ce jour jusqu'au 4^{er} février 1652, il signera régulièrement à chaque séance⁶.

Sa signature « J. Mulot » est d'une écriture courante, simple et naturelle; elle est quelquefois suivie d'un paraphe. Autant

1. Arch. nat., LL 602, fol. 172.

2. Ibid., fol. 195.

3. Ibid. et Dongois, *op. cit.* (Arch. nat., LL 630, p. 267, 268).

4. Deloche, *op. cit.*, p. 170.

5. *Historiettes*, t. V, p. 131.

6. Arch. nat., MM 252, fol. 68-171.

qu'on en peut juger, elle rappelle absolument l'écriture du « secrétaire de la main ». Même manière de poser la plume, mêmes formes des lettres, même importance respective des pleins et des déliés. On ne peut malheureusement se faire une opinion avec six lettres d'une signature !

Il ne saurait être question de résumer ici, même très sommairement, les « conclusions de la Faculté de théologie » qui comprennent, pour les douze années du décanat de Mulot, cent trois feuillets. Aussi bien le rôle du doyen n'apparaît-il que rarement dans ces discussions. Du moins, est-il permis de croire qu'il servit strictement les intérêts ou les visées politiques de Richelieu, car le ministre savait exiger des « siens » obéissance et fidélité ! Nous possédons, d'ailleurs, plusieurs preuves de l'intervention de Mulot auprès de la Faculté en faveur des protégés du Cardinal¹ et il est certain qu'il s'employa à défendre les idées politiques de l'Éminence. Témoin cette lettre de l'abbé Lescot, alors confesseur de Richelieu, écrite à Mulot, de Chaulnes, le 24 octobre 1644, et qui suffirait aussi à démontrer que les relations de l'abbé et de son ancien pénitent n'avaient pas été interrompues. « M. Veron, — écrivait l'abbé Lescot, — s'est plaint à Mgr le Cardinal par une lettre qu'il lui a écrite, d'une conclusion qu'il dit avoir été faite au *prima mensis* dernier contre M. Cantar, pour avoir approuvé l'un de ses livres, et de quelque chose aussi qu'il dit s'être passé contre M. de Saint-Simon. Son Éminence désire être informée de ces deux affaires à son retour. Vous tiendrez donc la main, s'il vous plaît, à ce que la Faculté n'y touche point davantage sans ses ordres. Au reste, S. É. se porte parfaitement bien grâce à Dieu. Je crois que vous la verrez bientôt. Faites-moi, s'il vous plaît, toujours l'honneur de m'aimer et de me croire, Monsieur, votre très humble et très obéissant serviteur²... »

Le Cardinal précéda de onze ans dans la tombe son ancien confesseur. L'abbé mourut, en effet, âgé de quatre-vingt-cinq ans, le 2 décembre 1653, et fut enterré en Sorbonne.

Cette Société de Sorbonne, il l'avait beaucoup aimée ; il en

1. Voyez notamment Arch. nat., MM 252, fol. 73, 76 et *passim*.

2. Arch. nat., M 72, n° 46.

faisait partie depuis l'âge de trente ans. Il lui avait rendu de réels services, dont les procès-verbaux des assemblées portent les traces¹. Aussi, ne faut-il pas s'étonner que la Société reconnaissante, réunie le 4 octobre 1644, se soit empressée de noter combien Mulot, « son vénérable doyen », est connu de ses confrères pour avoir toujours porté à la Société un intérêt particulièrement bienveillant et affectueux².

Ainsi, l'abbé Jean Mulot mourut entouré de l'estime de ceux qui l'avaient fréquenté pendant presque toute sa vie. Ce témoignage, joint aux quelques renseignements que nous avons réunis sur le premier confesseur de Richelieu, nous autorise donc à considérer comme peu ressemblants les portraits que nous ont donnés de lui Tallemant des Réaux et les pamphlétaires aux gages de Marie de Médicis exilée, et il nous semble permis de croire que l'abbé Mulot et le « secrétaire de la main » du cardinal de Richelieu n'ont fait qu'une seule et même personne.

Robert LAVOLLÉE.

1. Bibl. nat., latin 15441, p. 469, 481, 488, 500, 503, 552, 580, 742.

2. Ibid., p. 768.

SUR UN PORTRAIT
DE
LOUISE DE LA VALLIÈRE
ET DE SES ENFANTS.

Le sujet des pages qui vont suivre est d'ordre iconographique, mais il se trouve qu'une controverse est venue s'y greffer, et, sans doute, n'y aurait-il pas lieu pour celle-ci de prendre place dans ce *Bulletin*, si les figures qui en sont l'objet n'appartenaient à l'histoire d'une façon plus qu'incontestable et très notoire et si des déductions historiques n'intervenaient pas dans la dite controverse.

Il s'agit d'un portrait de Louise de La Vallière et de ses deux enfants, à propos duquel un autre portrait est mis en cause : celui de Madame, Élisabeth-Charlotte de Bavière, également avec ses deux enfants.

Il convient tout d'abord de les placer l'un et l'autre, à tour de rôle, sur un chevalet pour les bien mettre en lumière, autrement dit en donner la plus exacte description, afin que tous les éléments qui alimentent la controverse soient fournis à l'examen.

La première des œuvres que je viens d'indiquer est un ensemble de trois portraits de La Vallière et de ses deux enfants, M^{lle} de Blois et le comte de Vermandois, grandeur nature, peint par P. Mignard vers 1674. C'est forcément une assez grande toile, mesurant 4^m83 de haut sur 2^m46 de large ; elle n'est pas signée.

La Vallière, qui semble une jeune femme entre vingt-cinq et trente ans, y est représentée assise, de trois quarts à gauche, sur une chaise à dossier rouge, au côté droit de la toile et placée au-devant de deux grosses colonnes ; le bras droit coudé s'appuie sur une grande table devant elle et la main tient une

jolie rose rose qui s'effeuille, l'autre bras tombe le long du corps simplement. Bien que la tête, comme tout le corps, soit de trois quarts à gauche, les yeux, d'un ton bleuté, regardent en face le spectateur; les cheveux blond cendré bouclés sont séparés au milieu par une raie; une grosse perle en poire pend à l'oreille gauche. La figure, jolie, sans grande expression, mais encore pleine de jeunesse¹, avec une bouche plutôt mignarde et rouge, s'offre dans une pose quelque peu souignée. La robe, simple, d'une élégance sobre, entièrement de satin blanc gris, se compose d'un corsage à demi-manches allongé en pointe et décolleté et d'une ample jupe sans ornement. Une draperie bleue lamée d'or, passée dans le bras droit plié, retombe sur le giron. A l'échancrure du corsage, sous la retombée de la dentelle bordant le décolleté, s'attache une belle broche formée d'un gros rubis carré entouré de diamants, avec une perle en poire en pendentif, seule note riche de la parure. La taille est svelte et droite, avec quelque rigidité dans la pose; la jambe gauche est un peu portée en avant.

Le petit comte de Vermandois, enfant de six à sept ans, vêtu d'une tunique de velours noir, est assis aux pieds de sa mère, devant la table, au premier plan, sur un coussin bleu à galon d'or, le corps de trois quarts à gauche. Il relève vers la droite sa tête qui, toute bouclée de cheveux noirs, se détache sur le tapis rouge de la table. Il a le bras droit appuyé sur un tableau de calcul et la main tient un compas; un instrument de marine est à terre, près de lui, rappelant ainsi le titre de grand amiral de France, charge dont il avait été pourvu dès l'âge de deux ans.

Sa sœur, M^{lle} de Blois, est debout, au côté gauche de la toile, appuyée sur la table; se montrant de dos, elle retourne sa jeune et jolie tête inclinée de trois quarts à droite. Sur le tapis de la table, à côté d'elle, on voit une montre avec une petite croix attachée au bout d'un cordon. Tandis que, de la main gauche, elle retire, d'un vase bleu foncé placé sur la table, une des fleurs éclatantes qui s'y épanouissent, elle montre de son bras droit étendu sa mère, peut-on croire, mais bien plutôt deux

1. La Vallière n'avait pas trente ans lors de son entrée aux Carmélites, en 1674, époque à laquelle se placerait l'exécution de ce portrait.

volumes reliés posés l'un sur l'autre, au dos desquels on lit : *Imitation de J.-Christ* sur l'un, sur l'autre : *Règle de S^{te} Thérèse*. Elle porte une robe de riche damas d'or doublé de satin bleu, dont les pans sont ramenés et noués par derrière, comme une écharpe épaisse mettant à découvert une jupe de satin broché à fleurs, très riche également. Au-dessus de la tête de cet enfant se relève une grande draperie rouge à plis lourds laissant voir le paysage qui sert de fond et apparaît entre les colonnes. Sur la base de la colonne, à droite, on lit : SIC | TRANSIT | GLORIA | MUNDI, et au pied de cette colonne on remarque un pêle-mêle d'accessoires, symboles de la vanité humaine : une guitare, un masque, un jeu de cartes étalé, duquel se détache un as de cœur, allégorie évidente et voulue, un coffret débordant de bijoux, une bourse laissant échapper de l'or, un globe terrestre, et sur un tabouret un recueil de musique oblong ouvert, sur les feuillets duquel on distingue ces vers interrompus par les plis du papier :

Le monde étale en vain sa pompe et ses appas,

 ne daigne pas écouter sa voix qui m'appelle,
 Ah ! que l'on méprise aisément
 jouir d'une gloire éternelle,
 Celle qui passe en un moment.

La peinture de cette toile est des plus recommandables, et il n'y a aucune raison jusqu'ici de n'en pas conserver l'attribution à Pierre Mignard, puisqu'elle est suffisamment reconnue, comme on va le voir.

L'historique qui la concerne se résume en une donnée établie de longue date et qui tient en peu de mots. Cette peinture a été donnée par le Régent, vers 1720, à François Hardouin d'Oilliamson, marquis de Courcy, et n'est jamais sortie de cette famille, qui la possède encore, en la personne de M. le Marquis d'Oilliamson, et la conserve au château de Saint-Germain-Langot, près Falaise. Comme on le voit, c'est un historique de tradition.

Il n'y a pas lieu de m'arrêter à la copie qui en fut faite par le peintre Schmitz, en 1865, pour le musée de Versailles, qui

la conserve toujours, non plus qu'à la copie partielle, une partie de la figure de La Vallière seule, réplique excellente du temps et très supérieure à la copie de Schmitz, que possède M^{me} veuve J. Lair. Le document original nous suffit.

L'étude de ce portrait, une fois l'identité et l'authenticité admises, conduit à des considérations, dont certaines restent mal lumineuses, d'autres assez contradictoires.

On reste d'abord surpris du rôle de moraliste que semblerait avoir joué le peintre Mignard devant tous ces attributs et cette maxime sévère qui se justifierait au bas d'un portrait d'une Montespan, d'une Mancini ou d'une courtisane-favorite, mais mise ici en fausse note au bas de celui de la femme qui était un exemple de modestie dans ce rôle de favorite et d'effacement à cette gloire du monde que, bien plus, elle n'avait nullement cherchée.

Il était naturel de se mettre en quête d'une explication valable à cet égard. L'abbé de Monville, auteur de la *Vie de Pierre Mignard*¹, nous en fournit bien une, mais qui reste encore insuffisante, car il ne fait qu'émettre une supposition en avançant cette idée que la toile fut commandée au peintre par La Vallière avant sa retraite; il ne l'appuie d'aucune preuve : *Il est vraisemblable que ce fut elle, écrit-il, qui donna l'idée du tableau, ... et il est certain que ses agréments n'étaient pas diminués lorsqu'elle prit le parti de les ensevelir dans la plus austère retraite.* C'est sommaire et vague par quelque endroit, surtout si l'on considère que l'auteur n'avait sans doute jamais vu la peinture de Mignard, ce qui lui aura fait commettre cette erreur ou cette confusion de faire tenir à La Vallière, au lieu d'une rose, un chalumneau d'où pend une *boule* de savon, autour de laquelle est écrit : *Sic transit gloria mundi*. Considérons, en outre, que l'abbé donnait ces indications, faibles en consistance, cinquante-six ans après l'entrée de La Vallière aux Carmélites, trente-cinq ans après la mort du peintre et dix ans après l'entrée de la toile dans la demeure du marquis de Courcy, à la suite du don qu'en avait fait le Régent, fait qu'il paraît totalement ignorer. On voit donc, et encore mieux par ce dernier trait,

1. Abbé de Monville, *La Vie de Pierre Mignard*. Paris, J. Baudot, 1730, 1 vol. in-12, p. 99 et 100.

qu'il est impossible de se dissimuler l'ignorance où l'abbé de Monville était resté des destinations générales qui s'attachaient à la peinture de Mignard depuis son exécution¹.

Que nous fournit au demeurant l'abbé de Monville? Cette suggestion que la douce favorite, à la veille de quitter le monde, eut l'idée de faire résumer sa vie dans la peinture en question. M. J. Lair, dans son excellent ouvrage sur La Vallière², ne semble avoir fait autre chose qu'adopter la même idée, en écrivant : « Décidée à se séparer d'eux, Louise voulut laisser à son fils et à sa fille un souvenir. Elle se fit peindre par Mignard. » Et tout porte à croire qu'il l'a empruntée à l'ouvrage de l'abbé tout simplement et sans plus d'examen.

Évidemment, cette supposition émise par les deux écrivains est en somme admissible par la raison qu'elle implique, car on ne concevrait pas aisément que Mignard ait eu le mauvais goût et la maladresse d'introduire dans sa composition un luxe d'attributs, de symboles et de sentence relatifs aussi bien aux idées de renoncement volontaire qu'à la défaveur qui pesait alors sur cette charmante La Vallière. Il n'y a donc guère qu'elle-même qui aurait pu demander à l'artiste cette page où seraient condensées toutes les marques de sa faveur évanouie, celles de ses fautes, de ses erreurs et l'indice voilé d'un repentir et d'une expiation toute prochaine, alors que, et on le distingue fort bien, ses agréments n'étaient pas diminués à cette époque où elle songeait très sérieusement à se retirer du monde³.

1. L'abbé de Monville dit que ce portrait de La Vallière fut exécuté *après un portrait du Roi de profil, en pied, vêtu à l'antique, un page portant son casque, avec, dans le fond, un camp rempli de tentes et de pavillons* (p. 99). Il parle de ce portrait du Roi après avoir signalé la mort de M^{lle} Mignard, sur laquelle Bossuet, encore évêque de Condom, envoie des compliments au peintre, qui, après celui de La Vallière, exécute le portrait de La Reynie. Retrouver ces deux portraits et leur date d'exécution fixerait sur celle de l'image de La Vallière. Le malheur est que le bon abbé de Monville n'a rien dit que d'après M^{me} de Feuquières, et, si rapproché qu'il soit pourtant de l'époque et du sujet qu'il traite, il se montre parfois ignorant sur beaucoup de points et reste par là forcément suspect.

2. J. Lair, *Louise de La Vallière et la jeunesse de Louis XIV*. Plon-Nourrit, 1907, p. 305; voir aussi la notice iconographique.

3. M. Eud. Soulié a consacré une notice à cet intéressant portrait dans

Toutefois, d'autre part et à la réflexion, une objection se présente, et je me prends à hésiter devant ces raisons quelque valables qu'elles paraissent, me demandant comment cette femme déjà si repentante, si résignée à la retraite, aurait pu céder à cette pensée profane de laisser au monde, fût-ce à ses enfants, une image encore flatteuse, familiale et sententieuse à la fois, qui rappelait tout le sens coupable d'un passé qu'elle déplorait et abandonnait et qu'elle voulait, au contraire, ensevelir dans l'oubli et réparer par une vie de sanctification?

Mais alors où trouver la vraie raison? A quel mobile exact s'arrêter? Comment conclure sans embarras? Je n'ose me le permettre. Faut-il encore supposer avec plus de vraisemblance que, sous la poussée d'un regret aigu, véhément, tout gonflé de mélancolie, la tendre femme ait songé à faire tracer cette page où se résumait et s'arrêtait son passage dans le siècle? On s'expliquerait peut-être mieux l'empreinte de tristesse que reflète son visage; les emblèmes des vanités de ce monde sont sans peine abandonnés, gisant à terre dans un coin; seule la jolie fleur de son amour subsiste et la garde-t-elle au bout de ses doigts délicats, et voici qu'elle s'effeuille...

Le résultat est le même, je le concède; il n'y a que des nuances d'interprétation, mais la difficulté de dégager le vrai mobile subsiste.

Encore est-il une autre considération d'ordre matériel qui reste embarrassante au point de vue de la commande de ce portrait par La Vallière à Mignard, si l'on ne veut pas oublier qu'à cette époque, 1674, la situation pécuniaire de la favorite était plus que mauvaise. J. Lair fait entendre que le montant de ses dettes s'élevait à 450,000 livres. A cela on peut répondre que le royal et infidèle amant a pu se charger d'indemniser le peintre.

Tout considéré, et quoi qu'il en soit, c'est là un des plus authentiques portraits de La Vallière, puisque sa composition ne peut s'appliquer à nulle autre figure et qu'on peut remonter avec assurance à son origine. Il est regrettable que la trop

une plaquette : *Le Portrait authentique de M^{lle} de La Vallière*. Versailles, E. Aubert, 1866. On y rencontre des interprétations excessives ou faussées.

grande facilité qu'avait Mignard à interpréter ses modèles, et aussi une habituelle complaisance, ait affaibli la stricte ressemblance qu'on aurait pu espérer trouver dans un si intéressant document.

Pour l'historique de cette toile, je me suis conformé, on l'a vu, à la tradition conservée, et transmise par elle, dans la famille d'Oilliamson, tradition qui établit qu'elle entra dans cette famille par don du Régent vers 1720. Je ne me reconnais pas le droit de la discuter, mais je ne puis me dispenser de présenter ici une observation. M. J. Lair, à qui seul revient de droit le titre d'historien de La Vallière, a relevé et noté, — il ne mentionne pas sa source, — cette indication suggestive : « Dans l'inventaire dressé après la mort de la princesse de Conti, il est fait mention d'un tableau représentant *La duchesse de La Vallière avec ses enfants*¹. » Évidemment, avait-il ajouté primitivement, il s'agit de l'œuvre de Mignard. Il y a de grandes chances à cela, encore qu'on puisse supposer une autre œuvre que celle qui nous occupe. On avouera qu'il est malaisé de faire concorder les deux faits. Comment, en outre, expliquer le rôle du Régent dans le don d'une grande toile qui ne pouvait être ignorée à l'époque et la raison qui l'a motivé? Le Régent meurt en 1723; l'inventaire de la princesse de Conti après décès (Paris, 3 mai 1739) est sans doute de cette même année 1739. Que conclure? Difficultés auxquelles je ne puis donner actuellement de solution.

Au besoin, faudrait-il supposer que La Vallière, voulant laisser, comme le disent Monville et Lair, son image à ses enfants, ait fait faire un double de la dite toile; que celui du comte de Vermandois, mort prématurément, soit allé aux mains du Régent, ce serait celui qui est en cause; et l'autre serait resté en la possession de la princesse de Conti jusqu'à sa mort, et ainsi pouvait figurer à son inventaire?

Tel est le portrait de Louise de La Vallière et ses deux enfants, avec l'exposé des considérations qu'il comporte.

Ce portrait de La Vallière, que je désignerai par appellation abrégative le *La Vallière-Oilliamson*, a donné lieu, je l'ai fait

1. J. Lair, *op. cit.*, p. 399.

entendre, au sujet d'un portrait du château de Windsor, qui est tenu pour représenter Élisabeth-Charlotte de Bavière, la seconde Madame, avec ses deux enfants, à une controverse ouverte depuis déjà pas mal d'années. M. Lair s'y était engagé et lui a donné une solution. M. Lionel Cust, conservateur des Collections royales de Windsor, a fait de même en aboutissant à une solution différente. M. le marquis d'Oilliamson, qui, comme possesseur d'un des documents, y est fort intéressé, observe les partis en présence et tient son opinion en réserve. J'y suis entré moi-même forcément, et, puisqu'il s'agit de porter le plus de lumière dans la question, je vais m'y efforcer; je devrai conséquemment examiner les éléments de discussion et de preuves fournis par l'un et par l'autre, en supputer la valeur et montrer ensuite à quoi on peut aboutir.

Voici donc ce portrait d'Élisabeth-Charlotte de Bavière, duchesse d'Orléans, et de ses enfants.

La princesse est assise sur une chaise au milieu d'une pièce conventionnelle, une lourde draperie tombe dans le fond. Elle porte une robe décolletée assez simple que recouvre, sur une épaule et le bras droit, un manteau bleu fleurdelisé. D'un vase placé sur une table, à sa droite, elle retire une fleur de grenadier. Sur son genou droit s'appuie un bébé de deux ans et demi à trois ans au plus qui tient une jolie rose dans sa menotte, c'est sa fille, M^{lle} de Chartres (plus tard duchesse de Lorraine). A sa gauche, un peu plus en avant, on voit debout un autre enfant, qui peut avoir quatre ans et demi, en petite robe et en bonnet, comme sa sœur, et qui montre du doigt, à ses pieds, un coussin rouge sur lequel repose une épée assez courte; cet enfant est Philippe d'Orléans, le futur Régent. Les deux enfants sont habillés en bébés avec de fort jolies robes et des petits bonnets ornés de merveilleuses dentelles. La femme qu'on voit ici a les traits pleins, les lèvres plutôt ourlées et quelque petite nuance émerillonnée dans les yeux. Les figures sont grandeur nature. S'il y a une indication à tirer de l'épée sur le coussin, la seule plausible est que cette arme ne peut être montrée du doigt que par un enfant du sexe masculin, dans l'intention qu'on lui prête ainsi par avance d'être plus

tard homme d'épée. Il faut borner ici cette donnée plus que suffisante sur ce portrait d'Élisabeth-Charlotte.

Or donc, qu'est-il advenu à propos de ces portraits ?

C'est le regretté M. Lair qui, le premier, a soulevé la question et l'a pour ainsi dire posée en problème. Il faut lire toute la théorie et l'explication développées dans la *Note iconographique* de son ouvrage (4^e édit., 1907, p. 407 à 414). Pour lui, elles se résument à ceci : qu'il semble fort évident, étant donné toutes les concordances qu'il trouve entre le La Vallière-Oilliamson et la peinture de Windsor, que cette dernière toile représente également La Vallière et ses deux enfants (octobre 1906).

M. Lionel Cust, au contraire, estime que Lair a fait un faux pas en assimilant dans ce sens les portraits d'Oilliamson et de Windsor, et que, pour les raisons qu'il fait valoir dans un article du *Burlington Magazine*¹, on peut assurer avec quelque confiance que les deux groupes de Windsor et d'Oilliamson représentent tous deux Élisabeth-Charlotte, duchesse d'Orléans, et ses enfants, et, fort de la constatation que Lair établit lui-même du don de la toile par le Régent à la famille d'Oilliamson, il s'en sert comme point d'appui et d'argument pour sa propre théorie.

Je crois bien que l'un et l'autre de ces écrivains ont fait une pétition de principe sur la question et donné à leur raisonnement des éléments trop facultatifs. Ils ont aussi oublié à quelle duperie les artistes, ceux du xvii^e siècle aussi bien que ceux de tous les temps, entraînent nos regards autant que notre jugement sur les portraits principalement.

C'est un point essentiel sur lequel M. Lair n'a pas songé à s'arrêter ; il a perdu de vue l'insuffisance de ressemblance des portraits de Mignard, auquel sont attribués le La Vallière-Oilliamson aussi bien que le portrait-groupe de Windsor ; elle est pourtant des mieux établies et reconnue, même de son temps, ce qui fit, par exemple, que son portrait d'Innocent X, fait à Rome, ne put prévaloir contre la magistrale image de ce pape que peignit simultanément don Diego Vélasquez. C'était d'ail-

1. *On a supposed portrait of Louise de La Vallière at Windsor Castle*, by Lionel Cust. *The Burlington Magazine*, n° CI, vol. XIX, August 1911, p. 296.

leurs sa renommée de fondre l'expression dans une jolie formule qui resta un terme de peinture; et, sans lui retirer aucun de ses autres mérites au point de vue portrait, il possédait surtout, comme dit Charles Blanc, « un pinceau flatteur, l'art de saisir la ressemblance, non pas peut-être dans le sens le plus élevé du mot, mais de la façon qui plait aux hommes et ravit les femmes ». Il fallait donc commencer par user de méfiance à cet égard devant des portraits de ce peintre.

Nous sommes en présence, au demeurant, de deux types originaux : le portrait du château de Saint-Germain-Langot et le portrait du château de Windsor. Sans vouloir préciser par avance, pour qui les examine, les étudie sans idée préconçue, il est assez difficile d'arriver à reconnaître la même personne dans les deux femmes représentées et on peut se demander tout d'abord pourquoi ne pas leur conserver leur identité. Au reste, nous verrons ce qui peut défendre cette donnée initiale. En tout cas, il est inconsidéré et douteux d'avancer que la femme du La Vallière-Oilliamson ressemble à celle du Windsor ou réciproquement.

M. Lair, pour fortifier la ressemblance qu'il trouvait dans les visages, s'est attaché, en outre, à des arguments de similitude de coiffure, de mobilier, d'accessoires et, par contre, à des différences d'âge pour les enfants; ce ne sont, au fond, que des considérations secondaires à cause de la faculté qu'a le peintre de manier ces divers éléments à sa fantaisie; une seule importe : le caractère propre et la plus juste ressemblance du visage de la femme représentée. Ainsi, il se sert de la coiffure non seulement pour la rapprocher de celle de la figure du Windsor, mais aussi pour dater la peinture, argument d'une valeur simplement relative. Cette coiffure *bretaudée à la Martin*, à la mode entre 1671 et 1673, *hurlupée*, comme dit si drôlement M^{me} de Sévigné, n'est pas absolument celle qu'il prête à La Vallière et à la Palatine, c'est-à-dire *la petite tête de chou ronde sans nulle chose par les côtés*, dont le Roi et les dames se pâment de rire¹, comme nous la trouvons dans un autre portrait de La Vallière, celui de Petitot, et dans ceux de Marie-Louise d'Orléans et de

1. M^{me} de Sévigné, lettre du 18 mars 1671.

M^{me} de Montbazon; ce que nous voyons dans les portraits en question est une coiffure qui pouvait en dériver, quelque peu postérieure et qui comportait une longue boucle glissant et roulant ses anneaux sur une des épaules. Il paraît, en outre, assez vraisemblable que Mignard, dans des portraits d'un caractère sérieux ou quasi-officiel, ait songé à ne pas suivre cette mode si garçonnière et ait adopté un arrangement de coiffure qui ne prêtât pas à rire, à la famille royale surtout.

M. Lair s'attache encore à des conditions de mise en scène, à de simples accessoires d'atelier et au décor comme arguments de similitude et s'en sert de preuves là où il n'est nullement question de l'intérieur de La Vallière, pas plus que de celui de Madame, le peintre ayant combiné le tout à sa convenance et comme pouvant se prêter à un bel effet de portrait. Qui irait prétendre que le décor des colonnes que l'on voit dans le La Vallière-Oilliamson appartenait à la demeure de la favorite, alors que ce même décor se retrouve dans d'autres œuvres du même peintre, telle que la *Sainte Cécile*, au Louvre, avec un paysage de fond, la même draperie à gauche et le même gland, ainsi que dans les *Portraits de Louis de France et de sa famille*, également au Louvre? Même observation pour des détails invoqués par M. Lair : le dossier de la chaise et la pomme de cuivre qui le termine, on les voit aussi bien dans la *Vierge à la grappe* du Louvre. Le coussin, varié de couleur, se retrouve dans d'autres toiles. La montre, posée sur la table à gauche, était un accessoire familier au peintre, qui l'a mise à la même place, à gauche, dans le charmant portrait qu'il a peint d'Anne-Louise-Bénédicté de Bourbon. Tous ces points de similitude sont nombreux dans les œuvres d'un même artiste et ne peuvent être des indices assez déterminants et assez probants pour soutenir une identité, pas plus que certaines poses, familières au peintre qui a pu les répéter, parce qu'il les a trouvées favorables, même dans le détail. C'est ainsi que Mignard, après avoir montré la partie du bras nu, qui tombe naturellement le long du corps dans le portrait de La Vallière, n'a pas hésité à se servir du même effet de simplicité dans le fameux portrait de sa fille, M^{me} de Feuquières.

Après les comparaisons et assimilations d'accessoires et de détails, M. Lair en vient à la ressemblance des figures.

Il faut dire tout d'abord que le portrait de Windsor passa par un avatar d'identité. Il faisait anciennement partie de la Galerie du duc d'Orléans, et les *Notices historiques de la galerie*, publiées par J. Vatout, le désignaient bien, à la date de 1825, comme *Portrait d'Élisabeth-Charlotte de Bavière, Duchesse d'Orléans, et ses deux fils, peint par Mignard*¹. En 1848, quand il fut acquis des biens de la famille d'Orléans par la reine Victoria pour Windsor, il fut désigné comme le portrait de *Henriette, Duchess of Orleans and her two daughters*, identité qui lui fut maintenue durant de longues années, et même au delà du XIX^e siècle, par les conservateurs des collections royales. Or, ce n'était ni la charmante Henriette, première Madame, ni ses deux filles. Comment avait-on pu s'y tromper? Aujourd'hui, la toile originale de Windsor est indiquée comme *Portrait d'Élisabeth-Charlotte de Bavière et de ses enfants*. Cela montre et prouve en passant le degré d'inanité où pouvait s'égarer la critique du temps et des conservateurs et à quel point il faut se tenir sur ses gardes à son égard.

Les conservateurs du musée de Versailles, à l'époque où la Direction des Beaux-Arts fit exécuter la copie du portrait de Madame par Murat, ne s'égarèrent point et lui conservèrent son identité d'origine et leurs successeurs la lui ont maintenue. A ce propos, on remarquera le désaccord des historiographes et des conservateurs sur le sexe qu'ils ont attribué aux enfants : l'un dit deux fils, l'autre deux filles; M. Lair différencie les sexes. Dans les attributions Lair et Cust, il semble peu admissible que ce soit une petite fille qui montre une épée sur un coussin, l'explication donnée à ce geste paraîtra toujours forcée. Il est un point initial et important à retenir toutefois : on accordera que la famille d'Orléans devait plutôt mieux savoir que qui que ce soit si le portrait qu'elle possédait, depuis son origine sans doute, était bien celui d'une duchesse d'Orléans.

M. Lair, dans l'idée que le portrait du château de Windsor ne peut être celui de la Palatine, parce qu'il offre des traits séduisants, a recours à l'argument de la légendaire laideur de la seconde Madame, sans s'apercevoir qu'il part d'un point de

1. Il avait fait primitivement partie de la galerie du Palais-Royal.

vue faussé. On se demande comment, voulant se représenter Élisabeth-Charlotte jeune mère, il a été prendre comme type et document de comparaison le portrait peint par Largillière¹, qui non seulement la montre à soixante ans passés, mais où la ressemblance est loin d'avoir été respectée.

Ce n'est pas que j'aie l'intention de réhabiliter la laideur de Madame, alors qu'elle-même l'a hardiment proclamée et que les témoignages à l'appui sont aussi nombreux qu'accablants, mais on peut admettre qu'au moment de son mariage elle pouvait avoir figure acceptable. C'était bien, en tout cas, l'impression reçue et l'avis du marquis de Saint-Maurice, qui, *la première fois qu'il voit l'épousée de Monsieur*, n'hésite pas à écrire : « ... je la trouvai jolie, l'air jeune et spirituel » (Paris, 11 décembre 1671²). Et cet autre avis dans le même sens : « Elle avait, dit Ézéchiél Spanheim, un air ouvert et aisé, un visage qui, sans avoir les traits d'une beauté délicate et régulière, ne laissait pas d'avoir de l'agrément, de la noblesse et de la douceur³. » Bien sûr, le témoignage de l'envoyé de Brandebourg est d'une partialité favorable, il fallait s'y attendre; mais enfin Spanheim a traité l'ensemble général en arrondissant les angles, et assurément le manque de beauté de la jeune femme de dix-neuf ans ne pouvait se comparer à la réelle laideur de la femme de quarante ou de soixante ans. Laissons donc à la pauvre Charlotte son physique désavantageux, même à vingt-quatre ou vingt-six ans, âge approximatif de son portrait; mais, ce qu'on ne saurait supposer ou admettre, c'est qu'aucun des peintres qui l'ont portraiturée se soit permis de la représenter au naturel. Tous se sont trouvés dans l'obligation de corriger adroitement, à tout le moins, les imperfections et d'atténuer les pénibles désavantages de la nature. Il n'y a qu'à aller aux preuves; que l'on regarde les portraits de la Palatine jeune, ceux de l'époque de son

1. Musée Condé-Chantilly, n° 331, en Flore, avec des cheveux blancs, grosse, grasse et souriante.

2. Marquis de Saint-Maurice, *Lettres sur la cour de Louis XIV, 1667-1672*, publ. par Jean Lemoine (Paris, 1910-1912, 2 vol. in-8°), t. II, p. 205.

3. Ézéchiél Spanheim, *Relation de la Cour de France*, S. H. F., p. 61.

mariage, 1674, et, si l'on veut un beau document, celui du salon de l'Oeil-de-Bœuf à Versailles¹, dû au pinceau de Fr. de Troy, qui la montre jeune, grasse, blonde, peint au lendemain de ses noces dans une rare élégance de style, à l'antipode précisément de ceux de Rigaud² et de Largillière, tous deux peints plus de quarante ans après et d'ailleurs si loin l'un de l'autre comme ressemblance. Qu'on y ajoute les portraits gravés, non moins probants témoignages, dont je veux éviter ici la nomenclature par trop iconographique, et pouvant, dans leur ensemble, être assimilés au portrait de Windsor autant qu'une ressemblance toujours un peu de convention en pareil cas le permet. Seul, Rigaud, quand l'âge du modèle eut aboli la coquetterie qu'il n'avait même pas, a osé, avec une autorité et une maîtrise sans pareilles, refléter cette laideur authentique dans une image d'un caractère magistral et indiscutable.

M. Lair n'en est pas moins arrivé à ce point que, en plus de tous les arguments de similitudes qui lui ont servi à soutenir sa thèse, considérant les traits de la femme du Windsor trop avantageux pour la Palatine, il les lui refuse et les revendique pour La Vallière.

Eh bien, à défaut de l'œuvre même de Mignard à pouvoir mettre sous nos yeux, nous en avons trois reproductions fidèles à consulter; celles données par M. Lair dans son livre³ et par M. L. Cust dans le *Burlington Magazine*⁴, et, préférablement encore à ces deux-ci, l'héliogravure du *Charles II*⁵ de M. Osm. Airy, désignée faussement encore à l'époque de la publication de l'ouvrage, 1901 : *Henrietta of Orleans and her two daughters*. Vraiment, que ce soit au premier coup d'œil ou après attentif examen, on ne peut assimiler les deux visages.

L'excellente reproduction du *Charles II*, la seule qu'il faille consulter utilement, semble bien représenter en effet la Palatine et ses deux enfants; la ressemblance qu'on voudrait lui trouver

1. N° 2162. Portrait d'Élisabeth-Charlotte de Bavière, 1671.

2. Versailles, n° 2084, peint par Rigaud en 1713.

3. J. Lair, *op. cit.*, 4^e éd., 1907, planche, p. 400.

4. *The Burlington Magazine*, loc. cit.

5. *Charles II*, by Osmund Airy, Goupil and Co, 1901, planche p. 185 : *Henrietta of Orleans and her two daughters from the painting by Pierre Mignard*.

avec la femme du La Vallière-Oilliamson ne pouvant se soutenir que par une vague ou superficielle apparence, ou par une trop complaisante appréciation, le caractère physionomique n'étant pas le même; d'autant qu'à le scruter on distingue dans ce portrait de Windsor certains faibles traits de dureté et de lourdeur d'essence toute germanique, sans doute déjà fort atténués par le peintre, les yeux très différents de ceux de La Vallière, la bouche un peu épaisse, telle qu'on la retrouvera dans le Rigaud en 1713, signes précurseurs sensibles de l'empâté et de la dissymétrie futurs. D'autre part, en dehors de la figure, on y constate une richesse d'étoffe et de dentelles toute royale, tant de la mère que des enfants, et les symboliques fleurs de lis sur le manteau, légitime parure de la femme du frère du roi, dont une favorite, ne fût-elle pas déchue, ne pouvait s'accorder l'apanage.

Reste la question des enfants et de leur âge (ici il faut être attentif, je l'avoue); il y avait là une difficulté de plus pour M. Lair, puisqu'il lui fallait par conséquence retirer ces deux enfants à la Palatine pour les donner à La Vallière, et, comme ils accusent un plus jeune âge sur cette toile du Windsor, l'historiographe de la favorite, se trouvant obligé de rajeunir et les âges et l'exécution de la toile, a déclaré celle-ci antérieure à celle du La Vallière-Oilliamson, et, toujours par conséquence, il s'est encore trouvé obligé non seulement de forcer les âges par rapport à ceux qu'ils révèlent pour pouvoir arriver à une date de concordance avec la toile postérieure, mais, en outre, de substituer au jeune Philippe M^{lle} de Blois et à sa petite sœur le comte de Vermandois, faisant du garçon la fille et inversement, ce qui fait que la concordance pour les âges et les dates devient boiteuse, car les deux toiles arriveraient ainsi à avoir été peintes à un an ou deux au plus d'intervalle, ce qui est visiblement impossible¹. L'âge que donne M. Lair à chacun des enfants de la Palatine, afin de les lui contester et pour le soutien de ses déductions, est trop avancé. Le plus grand des deux ne peut avoir huit ans; un enfant de cet âge, debout à côté d'une femme assise, lui viendrait au moins à l'épaule, ce qui n'est

1. Les lecteurs désireux de se faire une plus juste opinion feront bien de comparer les documents-figurés dans le volume de M. Lair.

pas le cas pour celui que nous voyons dans la toile de Windsor, le jeune Philippe; il a quatre ans et demi au plus, et la petite, appuyée au genou maternel, ne peut avoir plus de deux ans et demi; ils ont encore tous deux figures de bébés. D'après ces âges des enfants de la Palatine, le petit Philippe et sa sœur étant nés, l'un en août 1674, l'autre en septembre 1676, c'est donc une peinture qui a pu être exécutée dans la seconde moitié de l'année 1678, tandis que l'exécution du La Vallière-Oilliamson ne pouvant se placer au plus tard qu'en 1674, il n'y aurait que quatre ans d'écart entre les deux toiles de Mignard, et non pas dix comme le fait entendre Lair.

Je ferai remarquer qu'à l'égard du comte de Vermandois enfant on ne peut confondre son visage avec celui de la fille de la Palatine. Celui du premier portrait a un caractère particulier, personnel, empreint d'un certain air éveillé et hardi qu'on lui retrouve dans ses portraits postérieurs. Les enfants des deux toiles de Mignard ne sont donc pas les mêmes.

Si je n'ai pas cru devoir faire intervenir dans cette longue controverse la copie du portrait de Windsor par Murat, que conserve le musée de Versailles (n° 3564), c'est que je le considère comme une trahison et un document secondaire et négligeable. On y voit représentée une fort jolie femme, plus jolie que celle du La Vallière-Oilliamson, et encore plus éloignée par sa beauté de ce qu'a jamais pu être Elisabeth-Charlotte dans son plus favorable moment. Ce qu'on peut dire, c'est que la femme qu'on a devant les yeux n'est ni la Palatine ni La Vallière.

Passons à l'autre thèse, soutenue par M. Lionel Cust. L'honorable conservateur, très catégorique dans ses déductions, a condensé d'une façon quelque peu abrégative dans un rapide article¹, à la mesure d'un magazine il est vrai, son opinion et ses conclusions.

Il établit d'abord que le portrait de La Vallière, dû à Mignard, mis en frontispice par M. Lair à son livre², ne pouvant être assimilé ni au Lavallière-Oilliamson, ni au portrait de Wind-

1. *The Burlington Magazine*, op. cit.

2. Il s'agit du beau portrait Le Berquier, où Mignard a déifié son modèle en une splendide créature et qui autorise toutes les hésitations sur son identité.

sor, ces deux derniers portraits ne peuvent conséquemment représenter la favorite. M. Cust ne s'est pas douté qu'il se servait là d'un document plutôt discutable, comme je le soutiendrai ailleurs, d'où élément de comparaison peu consistant et point de départ defectueux. Ensuite, il donne comme indiscutable l'identité du portrait du château de Windsor, peint par Mignard, présentant l'image de la Palatine jeune, Élisabeth-Charlotte de Bavière, seconde Madame, avec ses deux enfants.

C'est alors qu'il dit reconnaître la même Élisabeth-Charlotte dans le portrait-groupe d'Oilliamson, et qu'il regarde comme une erreur de la part de M. Lair d'avoir mis en question l'identité du portrait de Windsor par rapport à celui du La Vallière-Oilliamson, lequel, pour lui M. Cust, s'éloigne encore plus peut-être de la ressemblance de La Vallière avec ses portraits gravés que du Windsor, et, renversant complètement la proposition Lair, puisque cet auteur, dit-il, reconnaît la même ressemblance de visage et d'ensemble entre le La Vallière-Oilliamson et le portrait de Windsor, il s'ensuit qu'on peut assurer que les deux groupes Windsor et Oilliamson représentent Élisabeth-Charlotte de Bavière, duchesse d'Orléans, et ses enfants.

Cette thèse de M. Cust pêche par plusieurs côtés; on a vu par où elle ne peut se soutenir, et on doit, à mon sens, se garder d'y donner créance.

Et n'est-il pas plaisant, dans la question, de voir M. Lair et M. Cust, mal soucieux de certaines considérations pourtant très déterminantes, être en contradiction complète sur l'identité des deux femmes, en étant en contradiction vis-à-vis d'eux-mêmes sur l'image physique, le premier s'accommodant de celle de la Palatine pour La Vallière et le second faisant bénéficier Madame des charmes de la favorite?

Toutefois, pour M. Lair, il est juste de tenir compte qu'il n'est plus dans le débat et n'y peut plus intervenir, ce que je regrette fort, sans quoi eût-il modifié ses déductions?

Avant de donner une conclusion aux lignes qui précèdent, je crois nécessaire d'insister sur deux points très essentiels, les plus importants dans la poursuite du débat et les plus puissants par leur valeur probante.

On peut dire, en premier lieu, qu'on chercherait en vain une

figure autre que celle de Louise de La Vallière répondant mieux à la donnée du portrait décrit, tellement elle lui appartient en propre par tout ce qui la constitue. Sur ce point donc, il n'y a pas de prise pour le doute.

En second lieu, et par contre, il est de toute impossibilité d'appliquer cette donnée à Élisabeth-Charlotte de Bavière, même en dehors de toute question de ressemblance. Par quel artifice arriverait-on à admettre et à expliquer le *Sic transit gloria mundi* à son égard, sentence trop sévère d'ailleurs pour la première et tout à fait inutile pour la seconde; car la belle-sœur de Louis XIV était, d'abord, bien au-dessus de cette gloire du monde, et l'indiscutable moralité de son existence ne pouvait motiver aucune allusion dans un sens pareil, allusion qui aurait été au surplus absolument inexplicable à l'âge où elle n'était encore que toute jeune mère.

Ne voit-on pas maintenant, par tout ce qui a été exposé et déduit, à quoi peut se résumer la question en toute impartialité, à savoir que, jusqu'à plus ample informé, et il semble bien que les documents examinés et étudiés se révèlent dans leur véritable identité, nous nous trouvons, d'une part, devant un authentique portrait de Louise de La Vallière et de ses enfants, conservé au château de Saint-Germain-Langot chez M. le marquis d'Oilliamson, et, d'autre part, devant un portrait d'Élisabeth-Charlotte de Bavière, duchesse d'Orléans, et de ses enfants, conservé dans les Collections royales du château de Windsor?

Henri BOUCHER.

L'ÉDUCATION MONDAINE
AU
COLLÈGE LOUIS-LE-GRAND
DU XVI^e AU XVIII^e SIÈCLE.

A quelques pas de l'endroit où la Société de l'Histoire de France réunit son Conseil d'administration, de l'autre côté de la rue Saint-Jacques, le collège de Clermont, appelé depuis 1682 le collège de Louis-le-Grand, sut, pendant deux siècles, attirer à lui l'élite de la jeune noblesse française et de la bourgeoisie parisienne. Au temps de Jean-Baptiste Poquelin, il y avait là plus de 2,000 écoliers et 3,000 au temps de François Arouet. Beaucoup de ceux qui, dans les conseils, les cours souveraines ou les armées du roi, dans sa diplomatie, dans sa capitale, dans ses provinces, dans ses colonies, réussirent à faire cette histoire de la France, que notre Société a le souci de vulgariser à travers le monde, ont grandi dans ce vieux collège, dont le plan de Turgot nous a conservé le visage rébarbatif.

A l'intérieur de ces murs maussades, l'ambition des Jésuites n'était pas d'instruire simplement cette jeunesse, mais de l'élever et de la rendre aimable. Il fallait la dresser à la parfaite éducation mondaine. Le collège destinait ses élèves à occuper, dans l'État, un rang distingué : il s'agissait donc de leur donner les manières courtoises des « honnêtes gens ».

Et, par exemple, on songeait à les renseigner sur la bonne tenue à table : le savoir-vivre, observait-on dès 1575¹, défend de se nettoyer les dents avec son couteau, sauf peut-être au premier déjeuner ; de se laver la bouche pendant le repas ; de bousculer la bouteille de vin ; de manger la portion du voisin ;

1. Bibl. nat., lat. 10989, fol. 23 r^o : « Scripta a R. P. Provinciali, Claud. Matheo », § 36.

de souffler sur le bouillon ; d'apporter un supplément de vivres et de se le réserver avec un égoïsme jaloux.

Les Jésuites ne négligeaient même pas d'autres conseils, pour lesquels le latin¹ était plus à l'aise que le français : « Quand un élève décidait de s'isoler, il devait ne point se hâter de rabattre prématurément son haut-de-chausse, ni salir plus que de raison le réduit sans gloire, où il disparaissait un moment, ni même laisser ce réduit ouvert, ni enfin le transformer en un salon de conversation. »

Il fallait habituer ces jeunes gens à se présenter sans embarras, devant un auditoire, et à s'en faire écouter.

Le geste était surveillé par les Pères, autant que la voix : « Le corps, dans son maintien, disait Jouvancy², doit être ferme et droit ; la tête ne doit être ni trop rejetée en arrière, ni trop inclinée en avant ; les mains ne doivent pas s'élever au-dessus des épaules ; les bras ne doivent pas pendre aux côtés, comme les manches vides d'un amputé ; évitez de les appuyer sur les deux hanches, en forme d'anse. Ne fermez pas la main, ne montrez pas un poing menaçant ; il est disgracieux d'élever et d'agiter l'index isolé, en repliant les autres doigts dans la paume de la main ; l'annulaire et le médius rapprochés et les autres doigts, légèrement écartés, dessinent au contraire un joli geste. Une démarche trop libre est disgracieuse. Ne pas remuer les pieds, en parlant à quelqu'un, à moins qu'on n'ait l'intention de lui marquer du mépris. Ne pas trop écarter les jambes, comme le font les bancals et les cagneux, mais éviter de les séparer par un intervalle toujours égal. »

C'est surtout sur le théâtre que comptaient les Pères pour développer, chez leurs écoliers, les qualités mondaines. Ils s'étaient bornés à défendre dans leur *Ratio*, en 1599, les représentations dramatiques qui ne seraient pas édifiantes, ni écrites en latin ; aucun rôle féminin n'y devait paraître ni, entre les actes, aucun intermède d'une convenance douteuse.

1. Règles de 1584 (Pachtler I, 424) : « In locis communibus seu secretis ... nec ante vestes solvant quam ingressi sunt...; ne colloquantur, in istis locis, sibi mutuo nec ostia relinquant aperta, » etc.

2. Le P. Jouvancy, *De ratione discendi et docendi*, éd. 1725, p. 62-63, 163 (part. II, cap. 2, § 5).

En réalité, ces prescriptions ne furent pas toujours observées et les rôles féminins parurent sur le théâtre du collège. Ainsi, dans les tragédies des Pères Petau et Cellot, pour la première moitié du xvii^e siècle; ainsi encore, en 1653, 1656 et 1658, Loret n'a pas manqué de relater comment une charmante martyre, Suzanne, victime de la persécution de Dioclétien, n'avait pas oublié quelques artifices de toilette profane :

... Une vierge jeune et sage,
Dont le cœur était pur et saint,
Avait des mouches sur son teint,
De formes rondes et languettes,
Ainsi qu'on en voit aux coquettes,
Que, même à l'heure du trépas,
La dite sainte n'ôta pas.
Car, quand, d'une sanglante épée,
Sa belle teste fut coupée,
Pour n'adorer pas les faux dieux,
J'aperçus, de mes propres yeux,
Ces mouches, de couleur de More,
Qui, sur sa joue, étaient encore;
Et, regardant de toutes parts,
Je vis de bons frères Frapars,
Qui, loin d'y trouver à redire,
S'en étoufoient presque de rire.

Cinq ans plus tard, Loret voit jouer *Athalie* à Clermont. Et c'est encore un rôle de femme qui le charme :

Touchant la jeune Mariane,
Cyprine, Pallas et Diane
N'urent jamais, au gré de tous,
Des traits si jolis ny si doux :
A n'en point mentir, l'assistance
Admira son aimable enfance,
Qui charmoit et réjoüysoit
Chaque fois qu'elle paroissoit.

En 1672, *Sainte-Catherine* comportait, elle aussi, un rôle de femme, et c'est Antoine Monaco, de Valentinois, qui en fut chargé. Ajoutons qu'en 1658 les Pères avaient osé montrer la *Vérité sortant d'un puits*, sans choquer ni décevoir personne et pas plus, paraît-il, les prudes que les coquettes.

Et puis, en 1673 et en 1679, en 1694 et en 1705, n'est-ce pas une Bérénice, cette Palmyre, qui, le cœur enflammé d'un amour véritable, paraît dans le *Cyrus* du P. de la Rue? A cet amour, Palmyre renonce, malgré elle et malgré Cyrus, qui en est l'objet et qui aime autant qu'il est aimé. Elle y renonce par devoir.

A vrai dire, les Jésuites, ne voyant dans l'amour qu'une faiblesse, ne le laissaient jamais paraître que pour l'humilier sous le joug de la volonté. Ils étaient d'avis que Racine, dans ses tragédies, avait féminisé les hommes, mais que Corneille avait su viriliser les femmes. Et leurs préférences, Lejay et Porée le proclamaient bien haut, allaient à Corneille.

Pour l'éducation mondaine, la comédie pouvait être un instrument plus précieux que la tragédie : car elle choisissait des personnages plus proches de nous et dans la vie courante, au lieu de les prendre parmi les héros placés dans certaines circonstances exceptionnelles. Mais son écueil était la farce ou la bouffonnerie, dont le *Ratio* avait eu soin, pour les intermèdes, de dénoncer le péril. On ne saurait donc, disait Jouvancy, manier la comédie d'une main trop prudente : « Apprendre à des enfants bien nés les gestes, le langage, les plaisanteries et les mœurs de la valetaille serait monstrueux et contraire à toute éducation pieuse et libérale. Les parents auraient le droit de se plaindre et de nous dire : est-ce donc pour les dépraver que nous vous avons confié nos enfants? »

L'essentiel était, pour les auteurs, de ne pas rendre la vertu ridicule, en la considérant surtout sous ses petits côtés : ils y parvinrent, en somme, et par des routes assez diverses. Lejay puisait ses sujets dans les mœurs antiques ; Porée, qui en cela fit école, les puisait, comme du Cerceau, dans les mœurs de la jeunesse écolière ou dans celles des adolescents fraîchement émancipés du collège. C'était ouvrir les yeux des élèves sur le monde où ils vivaient et sur celui où ils vivraient :

A peine est-on hors du collège,
Qui dit collège dit prison,
Qu'on croit avoir le privilège
De choquer, en tout, la raison.

A force de finesse malicieuse, de verve naturelle et de gaité,

il s'agissait d'amuser des jeunes gens aux dépens de l'*Enfant gâté*, du *Paresseux*, du *Joueur*, du *Prodigue*, du *Petit-Maître*, du *Duelliste*, du *Débauché*. Et aussi de protester contre certains aveuglements paternels ou contre le scandale des vocations forcées. Il va de soi que du Cerceau faisait applaudir l'*École des Pères* par des parents enclins à y reconnaître leurs amis ou leurs proches, avant de s'y reconnaître eux-mêmes :

Sur nos défauts, la comédie
Aime à répandre le mépris
Et, mieux que la philosophie,
Corrige l'homme par les ris.

Les auteurs, qui comptaient sur le ciel pour convertir, se donnaient seulement pour mission d'avertir et de divertir. Et l'on peut croire que leur talent n'était pas toujours inférieur à sa tâche : dans le *Joueur*, Porée ne semble pas avoir été, il s'en faut, inférieur à Regnard.

Entre les actes de la comédie ou de la tragédie, le *Ratio* n'autorisait que les intermèdes latins et dignes : *latinum et decorum*. Il ne parlait ni de la musique ni de la danse. Or, il parut aux Jésuites du collège que, sans la musique ni la danse, leurs élèves s'exposeraient fâcheusement, dans le monde, à paraître étrangers aux belles manières ; la musique et la danse firent donc leur entrée dans la vieille maison. Elles allaient y exercer une charmante royauté, que d'aucuns jugèrent frivole. Et l'on put croire à de certains jours que l'Opéra avait une succursale chez les bons Pères.

La musique, qui parle à l'esprit et au cœur une langue plus subtile et plus mystérieuse que la poésie même, semblait au P. Lejay indispensable pour les représentations théâtrales. Et, à ce sujet, une méchante angoisse étreignit un moment ce Révérend Père, en août 1698. La tragédie allait commencer lorsque, tout à coup, les violons firent mine de partir. Exhortations du Père, supplications, menaces, tout fut inutile ; les violons ne voulurent ni se faire entendre ni rien entendre. Le Père, étant régent de rhétorique, ne pouvait, décemment, se résigner à perdre là tout son latin, ni surtout, étant jésuite, ne pouvait songer à se donner à tous les diables. Fort heureusement, le ciel le secourut, sous les espèces de Son Altesse

Royale, le duc d'Orléans, dont le prestige et la bonne grâce apaisèrent ce fâcheux conflit. Sa Majesté en fut informée et daigna en sourire.

S'il arrivait qu'un chanteur en renom fût invité au collège, c'était pour le public une attraction irrésistible : ainsi, en août 1733, quand le célèbre ténor Pierre Jélotte fit entendre sa magnifique voix.

Et puis, sans la musique, la danse eût semblé bien morne : elle seule savait ajouter, à l'harmonie des mouvements et des pas, les précisions nécessaires pour en dévoiler tout le sens : tristesse ou gaité, tendresse ou violence, langueur ou fureur guerrière. La danse, accompagnée de la musique, devenait une peinture mouvante et sonore, parlant aux yeux, à l'oreille, à l'esprit. Avant même qu'elle eût été favorisée à la cour par les goûts personnels de Louis XIV et promue, par lui, aux dignités académiques (mars 1664), elle avait paru, dès 1638, sur la scène de notre collège. L'essentiel était qu'elle ne tombât pas dans les bouffonneries proscrites par le *Ratio* et qu'elle ne justifîât jamais les craintes de certains Jésuites, disant d'elle : c'est le chef-d'œuvre du démon.

Il fut, sans doute, assez savoureux de voir quatre Jésuites, dont trois professeurs de rhétorique au collège de Paris : les PP. Mambrun, Ménestrier, Lejay et Porée, écrire, entre deux exercices spirituels, des traités dogmatiques sur l'art des ballets. Il put sembler piquant de les voir, ainsi que tels de leurs confrères, collaborer avec des compositeurs de profession et des artistes de l'Opéra. Le Père choisissait le sujet, en l'apparentant, le plus possible, avec la tragédie, dans laquelle il serait intercalé ; puis il en dessinait le plan et le distribuait en scènes, après quoi le maître de ballet intervenait pour traduire cette idée en pas et en régler la pantomime. Les frères Malterre se distinguèrent, entre tous, dans cette originale collaboration. Et nous ne parlons ni de Pécourt ou de Blondy, ni de Balon, de Laval ou de Dupré.

Pour les personnages des vents, expliquait le P. Lejay, que la danse soit légère et rapide, caractérisée par de fréquentes pirouettes, imitatrices des tourbillons de vents. S'agit-il de peindre la douleur ? Le danseur doit s'avancer à pas lents, lever les yeux vers le ciel, puis les abaisser vers le sol, croiser les

main, tordre les bras ou les laisser tomber avec accablement, le long du corps, comme pour rendre les dieux et les hommes témoins de son désespoir. Si vous peignez la joie, que la danse soit vive et agile, que les pieds, dans leurs sauts répétés, semblent à peine toucher la terre. Si vous avez à faire paraître des insensés ou des gens ivres, que le trouble, l'incohérence de leurs gestes et de leur démarche expriment la perturbation de leur esprit.

A l'occasion, les Jésuites vivaient donc volontiers entre la terre et le ciel, ainsi le jour où leur ballet représenta le monde malade. Coiffé du mont Olympe, l'Univers était vêtu de cartes géographiques cousues ensemble. Sur la jambe, on voyait l'Italie; sur le ventre, l'Allemagne; sur le cœur, la France; et, quelque part, en un lieu que nous rougirions de nommer, on lisait : *Terra Australis incognita*. Atlas et Hercule portaient le malade, ainsi accoutré. Les dieux médecins, Apollon et Esculape, hochant la tête, lui tâtaient le pouls; Mars se proposait à le saigner, Cérès à le nourrir, Bacchus à le désaltérer. Finalement, comme on était à la veille du carême, on lui ordonnait une diète de quarante jours.

Ni pour la morale, ni pour les études, nous ne croyons pas que le théâtre de Louis-le-Grand ait été condamnable. S'il l'eût été, les Pères auraient payé infiniment cher cet instrument d'éducation mondaine. Il reste que cet instrument était de qualité supérieure : pour discipliner la voix, le geste, le maintien; pour apprendre à un gentilhomme l'art de se présenter en public et de marcher, à un âge où l'on ne sait encore que courir, ce théâtre pouvait être précieux. Il y eut cependant des abus, mais c'est seulement dans les ballets et quelques-unes de leurs pirouettes qu'il faut les reconnaître. En développant ces danses, les Pères ont cédé à l'engouement du public. Ces directeurs d'âmes se laissèrent diriger. On les accusait d'être les courtisans du pouvoir; peut-être sont-ils devenus un peu trop les complaisants de la mode.

G. DUPONT-FERRIER.

LA
SOCIÉTÉ DE L'HISTOIRE DE FRANCE
ET LES
ÉTUDES HISTORIQUES DANS L'UNIVERSITÉ.

C'est en 1849 que la Société de l'Histoire de France, pour encourager les études historiques dans l'Université, décida de fonder un prix annuel pour l'élève de rhétorique qui aurait remporté le premier prix d'histoire au Concours général des lycées et collèges de Paris et de Versailles.

Avant de raconter les négociations qui eurent lieu à cette occasion entre M. de Monmerqué, vice-président de la Société, et le ministre de l'Instruction publique, M. de Falloux, il convient de jeter un regard en arrière sur l'état de ces mêmes études historiques dans les grands établissements universitaires. A vrai dire, l'enseignement de l'histoire, un peu négligé au commencement du siècle, n'avait pas été sans y recevoir depuis, et à plusieurs reprises, de puissants encouragements.

On sait que, d'après l'arrêté du 19 brumaire an XI (10 décembre 1802), il n'y avait pas de professeur particulier pour l'enseignement dont il s'agit. C'était le professeur de latin qui était chargé de cet enseignement. Il devait donner en quatrième une leçon de géographie ; en troisième une leçon de chronologie, d'histoire ancienne ; en seconde une leçon de géographie et d'histoire jusqu'à la monarchie française ; enfin, en rhétorique, une leçon de géographie et d'histoire de France. A partir de 1807, il n'y eut même plus d'enseignement de l'histoire en rhétorique et en seconde.

Comme on le voit, sous le Consulat et sous l'Empire, soit avant, soit depuis l'organisation de l'Université impériale, l'étude de l'histoire, et particulièrement celle de l'histoire de France, ne tenait qu'une place très restreinte dans le programme des études.

Sous la Restauration, il n'en fut pas de même, du moins pendant quelques années, grâce à l'heureuse initiative de Royer-Collard, devenu, en 1815, président de la Commission de l'Instruction publique. Un arrêté de cette Commission, daté du 15 mai 1818, prescrivit l'enseignement de l'histoire dans tous les collèges, et spécialement celui de l'histoire de France pour la rhétorique. Il y eut donc, à partir de la rentrée de 1818, un professeur d'histoire attaché à chacun des établissements universitaires de la capitale, et ces professeurs étaient tous des hommes d'un véritable mérite, tels que Auguste Trognon, le futur précepteur du prince de Joinville, connu ensuite par d'importantes publications historiques, qui fut chargé en ces années-là du cours d'histoire à Louis-le-Grand.

Est-il besoin d'ajouter qu'en 1819 et dans les années suivantes chacune des classes, depuis la rhétorique jusqu'à la quatrième, eut sa composition d'histoire au Concours général? On conserve d'ailleurs dans des dossiers spéciaux, à la bibliothèque de l'Université, beaucoup des copies couronnées à cette époque ou simplement nommées¹. Ce n'est pas, à vrai dire, que les compositions historiques de cette époque soient bien remarquables en elles-mêmes; elles sont intéressantes quand même, à cause des noms de leurs jeunes auteurs, dont quelques-uns sont devenus depuis des hommes célèbres ou tout au moins importants chacun dans leur genre. Ces lauréats s'appelaient en effet Émile Littré, Augustin Sainte-Beuve, Émile de Langsdorf, le futur diplomate, Gustave de Wailly, qui se fera un nom comme auteur dramatique, Silvestre de Sacy et Nompère de Champagny, destinés à devenir tous deux membres de l'Académie française, Olivier-Gaston Lannes de Montebello, fils cadet de l'illustre maréchal, François-Julien Oudot, qui sera plus tard un de nos plus savants jurisconsultes; enfin, qui l'eût cru? Louis-Auguste Blanqui, si célèbre depuis comme conspirateur révolutionnaire.

Malheureusement, en septembre 1821, Corbière, qui avait succédé à Royer-Collard à la tête de la Commission de l'Instruction publique, mû évidemment par des considérations poli-

1. Bibl. de l'Université, ms. 1541 et suivants.

tiques, crut devoir supprimer l'enseignement particulier de l'histoire dans la classe de rhétorique : fâcheuse lacune dans le programme des études universitaires qui ne devait être comblée qu'après la Révolution de 1830 !

Ce fut Guizot qui, dès son avènement, en octobre 1832, au ministère de l'Instruction publique, rétablit définitivement en rhétorique l'enseignement de l'histoire. Il y eut par conséquent au Concours général, à partir de 1833, une composition historique pour les rhétoriciens, et désormais elle ne cessera plus d'avoir lieu jusqu'à la suppression du Concours général en 1904.

L'année 1834 marque les débuts de la Société de l'Histoire de France ; curieuse coïncidence ! cette année marque également un très grand progrès pour les études historiques dans l'Université. L'élève qui, cette fois, avait été classé premier par les correcteurs était Jean Macé, alors élève de Stanislas, qui écrira plus tard l'*Histoire d'une bouchée de pain* et fondera la Ligue de l'enseignement. Sa rédaction se recommandait par des qualités très rares chez un écolier : vues originales, connaissance des premiers livres de l'*Histoire de France* de Michelet nouvellement parus, notions d'archéologie, tout cela était exprimé dans un style vif et pittoresque. Du reste, parmi les élèves qui, sous le règne de Louis-Philippe, eurent en rhétorique le premier prix d'histoire au Concours général, Jean Macé n'est pas le seul dont la copie mérite d'attirer notre attention. Celles d'Albert de Broglie (1838) et de Camille Rousset (1839) sont également très remarquables chacune dans leur genre, et il est à regretter que, pas plus que celle de Jean Macé, elles n'aient pas été publiées¹. On aurait pu, grâce à ces trois excellents devoirs couronnés, se faire une idée des progrès des études historiques dans l'Université sous le gouvernement de Juillet. Malheureusement, à cette époque, le recueil de Delalain, bien connu sous le nom d'*Annales du Concours général*, ne publiait pas encore les copies d'historiens ; il ne devait le faire qu'à

1. Elles sont conservées en original aux archives de l'Académie de Paris à la Sorbonne, où le regretté recteur M. Liard avait bien voulu, au commencement de 1914, nous autoriser à faire des recherches en vue de l'histoire du Concours général que nous préparons ; nous en possédons des copies faites par nous.

partir des premières années du second Empire. Toutefois, en 1844, le *Journal général de l'Instruction publique* eut l'excellente idée de reproduire la remarquable composition qui avait cette année-là valu à Eugène-Vincent Brochard le premier prix d'histoire en rhétorique. Deux autres copies de la même époque, celles de Louis-Jules Dubost (1843) et de Charles-Jules Libert (1847), qui, tout comme celles de Jean Macé, d'Albert de Broglie et de Camille Rousset, sont restées jusqu'ici inédites, seraient encore à signaler. Mais si la rédaction de Libert n'a pas reçu les honneurs de la publication, le triomphe scolaire de ce lauréat avait eu le plus grand éclat. Frappé des rares qualités qui, d'après le rapport des correcteurs, distinguaient la copie du jeune Libert, le ministre Salvandy avait accordé à celui-ci, sous forme de médaille commémorative, une récompense spéciale¹.

Est-ce l'exemple donné par le dernier ministre de l'Instruction publique du gouvernement de Juillet qui suggéra à un membre du Conseil de notre Société l'idée qu'il serait digne de celle-ci de fonder un prix à distribuer tous les ans en son nom à l'élève de rhétorique qui aurait le premier prix au Concours général? Toujours est-il que Natalis de Wailly, qui faisait partie de la Société de l'Histoire de France depuis les premières années de sa création, venait de soumettre cette idée au Conseil, quand, au printemps de 1849, celui-ci l'adopta et chargea son vice-président, M. de Monmerqué, de se mettre en rapport avec M. de Falloux, alors ministre de l'Instruction publique, pour arriver à sa réalisation. C'est alors qu'à la date du 3 juin, ce dernier écrivit au ministre la lettre suivante :

Monsieur le Ministre,

La Société de l'Histoire de France, que j'ai l'honneur de présider en l'absence de M. de Barante, me charge de vous exprimer un vœu qu'elle a formé, dont la réalisation ne pourrait qu'être favorable à l'étude de notre histoire. Le Conseil de la Société a pensé qu'il serait honorable pour elle, et encourageant pour les études, que vous voulussiez bien l'admettre à offrir à l'élève de rhétorique qui aura obtenu le premier prix d'histoire au Concours général un prix donné au nom de la Société de l'Histoire de

1. Arch. nat., F¹⁷ 80250, dossier Libert.

France; il serait composé de huit à dix volumes par elle publiés, tels que *Grégoire de Tours*, *Éginhard*, *Guillaume de Nangis*, le *Procès de Jeanne d'Arc*, *Philippe de Commynes*, la *Vie de saint Louis* par Le Nain de Tillemont, et d'autres ouvrages importants dont se compose sa collection. La Société de l'Histoire de France s'estimera honorée si Monsieur le Ministre voulait bien, après avoir remis le premier prix d'histoire au jeune rhétoricien qui en aurait été jugé digne, lui donner le prix de la Société de l'Histoire de France, comme un nouvel encouragement.

Votre haute approbation, Monsieur le Ministre, couronnerait ainsi les efforts et les sacrifices de la Société, et elle continuerait avec un nouveau courage à explorer notre histoire et à mettre au jour plusieurs monuments récemment découverts dont elle s'est procuré des copies certaines ou des manuscrits originaux.

J'ai l'honneur d'être, avec respect, Monsieur le Ministre, votre très humble et très obéissant serviteur.

MONMERQUÉ, de l'Institut,
vice-président de la Société de l'Histoire de France,
rue Saint-Louis, au Marais, 39.

Paris, 13 juin 1849.

Après avoir pris l'avis du Conseil de l'Université, M. de Falloux répondit à M. de Monmerqué par la lettre suivante :

Paris, le 3 juillet 1849.

A Monsieur de Monmerqué, de l'Institut,
vice-président de la Société de l'Histoire de France.

Monsieur, j'ai pris connaissance de la lettre où vous m'annoncez que la Société de l'Histoire de France offre un prix pour l'élève de rhétorique qui aura obtenu le premier prix d'histoire au Concours général. Je suis très reconnaissant de ce témoignage d'intérêt donné par la Société de l'Histoire de France aux études universitaires. Toutefois, avant de statuer sur cette proposition, j'ai besoin de savoir si la Société a entendu instituer un prix permanent qui serait décerné en son nom chaque année ou si ses intentions s'appliquent uniquement à l'année présente.

Je vous prie de vouloir bien me renseigner exactement sur ce point. Je statuerai alors sur l'offre libérale de la Société.

DE FALLoux.

A cette demande d'explications, M. de Monmerqué s'empressa

de répondre au ministre par la lettre suivante, datée du 9 juillet :

Monsieur le Ministre,

Je reçois la lettre que vous m'avez fait l'honneur de m'adresser le 3 de ce mois, par laquelle vous demandez quelques explications sur la proposition faite par la Société de l'Histoire de France, par une lettre du 13 juin dernier, d'un prix donné en son nom à l'élève de rhétorique qui aurait obtenu au Concours général le premier prix d'histoire.

L'intention de la Société est d'offrir ce prix chaque année tant qu'elle continuera d'exister. La question a été examinée de nouveau par le Conseil, le 2 juillet courant, et il a été bien reconnu que la Société entendait instituer un prix permanent distribué chaque année au jeune lauréat qui serait jugé digne du premier prix d'histoire.

Ce prix serait de préférence attaché au premier prix d'histoire de France tant qu'il sera dans l'usage de l'Université d'en décerner un spécial à cette étude, et, à défaut, au premier prix d'histoire en général.

Un autre point aurait pu causer quelques difficultés; il vient d'être réglé par le Conseil. La Société ne voudrait pas que son prix devint à charge à l'Université; elle se chargerait en conséquence des frais de reliure des volumes par elle donnés en prix. Ils seront reliés en plein veau, dorés sur tranche, en tout conformes aux prix décernés par le Conseil de l'Université.

La Société demande seulement que sur le plat des volumes par elle donnés, ces mots soient écrits : « Prix fondé par la Société de l'Histoire de France avec l'autorisation de Monsieur le ministre de l'Instruction publique. »

Je prends la liberté de vous prier de faire réponse dans un bref délai: le Conseil de la Société n'a plus devant lui que le temps indispensable au travail du relieur.

Le prix donné par la Société ne se composera que d'ouvrages terminés.

Je suis, avec respect...

MONMERQUÉ.

Le 16 du même mois, le ministre retourna au Conseil de l'Université la lettre qu'il venait de recevoir de M. de Monmerqué, en le priant de lui faire connaître son avis.

Toutefois, ce ne fut que sept semaines après, dans la séance du 7 septembre, que le Conseil de l'Université prit une délibé-

ration au sujet de la proposition qui lui était soumise. Voici le procès-verbal de cette délibération :

Ministère de l'Instruction publique, n° 1405.	UNIVERSITÉ DE FRANCE. <i>Extrait du registre des délibérations du Conseil de l'Université.</i>
--	---

Procès-verbal de la séance du 7 septembre 1849.

LE CONSEIL DE L'UNIVERSITÉ,

Vu la lettre en date du 13 juin dernier par laquelle M. de Monmerqué, vice-président de la Société de l'Histoire de France, annonce que cette Société se propose de fonder au Concours général un prix qui serait décerné en son nom au lauréat du premier prix d'histoire dans la classe de rhétorique;

Vu une nouvelle lettre du même en date du 9 juillet, aux termes de laquelle la fondation doit être permanente pour être appliquée chaque année aussi longtemps que durera la Société;

Est d'avis qu'il y a lieu d'autoriser la Société de l'Histoire de France :

1° A faire la fondation annoncée par Monsieur le Ministre..., mais sous la condition que les livres donnés par la Société soient reliés à ses frais et de la même manière que les prix décernés par l'Université;

2° A faire mettre l'inscription suivante sur le plat du volume :
« Prix fondé par la Société de l'Histoire de France avec l'autorisation de Monsieur le ministre de l'Instruction publique. »

Le conseiller secrétaire général du Conseil,

Signé : GUIGNIAUT.

Par le Chancelier,

Signé : ORFILA.

Approuvé :

*Le ministre de l'Agriculture et du Commerce, chargé par intérim
du ministère de l'Instruction publique et des Cultes,*

Signé : V. LANJUINAIS.

Par ampliation :

Le chef du secrétariat,

P. COUSIN.

En conséquence de cette délibération du Conseil de l'Uni-

versité, le ministre écrivit à M. de Monmerqué, à la date du 28 septembre, la lettre suivante :

J'ai examiné au Conseil de l'Université la proposition... Le Conseil de l'Université et le ministre de l'Instruction publique sont heureux de pouvoir donner leur pleine et entière adhésion à un projet qui, en favorisant le développement des études sur l'histoire de notre patrie, ajoutera un nouvel éclat à la principale des solennités universitaires.

Aussi, Monsieur le vice-président, à partir de l'année classique s'ouvrant au mois d'octobre 1849, un prix spécial fondé par la Société de l'Histoire de France sera décerné en son nom à l'élève de rhétorique ayant obtenu le premier prix d'histoire au Concours général. Ce prix sera proclamé immédiatement après le premier prix d'histoire et se composera, comme vous l'avez indiqué, de dix volumes choisis parmi les publications terminées de la Société de l'Histoire de France. Les volumes seront reliés comme les prix du Concours général et porteront sur le plat cette légende : « Prix fondé par la Société de l'Histoire de France avec l'autorisation de Monsieur le ministre de l'Instruction publique et des Cultes. »

Conformément au désir de cette Société, le prix spécial demeurera attribué au premier prix de l'histoire de France, à quelque classe qu'il appartienne. Si l'étude de l'histoire de France cessait d'être l'objet d'un prix particulier, le prix de la Société serait donné au premier prix d'histoire.

En communiquant ces dispositions à la Société de l'Histoire de France, je vous prie de lui exprimer ma reconnaissance pour le témoignage d'intérêt qu'elle a bien voulu donner aux études universitaires.

Ainsi, dans le courant d'octobre, M. de Monmerqué, comme l'y invitait M. de Falloux, put communiquer les dispositions qui précèdent à la Société de l'Histoire de France, puis, dans une dernière lettre adressée au ministre, il lui soumit le projet définitif. Nous ne possédons pas, il est vrai, cette lettre, mais nous avons celle que le ministre, qui n'était plus M. de Falloux, mais M. de Parieu lui répondit :

7 novembre 1849.

A Monsieur de Monmerqué, de l'Institut, vice-président, etc.

Monsieur le vice-président, j'ai pris connaissance de la lettre que vous m'avez adressée pour me soumettre le projet définitif.

Les observations contenues en votre lettre m'ont paru complètement dignes d'approbation. J'ai donc adopté la proposition du Conseil de la Société. En conséquence, il demeure arrêté : 1^o que chaque volume unique ou chaque premier volume portera sur le plat, en lettres d'or, ces mots : « Prix de la Société de l'Histoire de France » ; 2^o sur une planche gravée au burin et placée au commencement du même volume sera inscrite la légende suivante : « Prix fondé en 1849 par la Société de l'Histoire de France avec l'autorisation de Monsieur le ministre de l'Instruction publique et des Cultes, décerné le . . . à . . . , élève de rhétorique, qui a obtenu le premier prix d'histoire. » Ladite légende sera signée par le président et le secrétaire de la Société.

Je vous prie de porter la présente décision à la connaissance de la Société de l'Histoire de France¹.

Telles avaient été les négociations entamées et suivies dans le cours de l'année 1849 entre la Société de l'Histoire de France et le Conseil de l'Université au sujet de la fondation par notre Société d'un prix en faveur de l'élève de rhétorique ayant obtenu au Concours général le premier prix d'histoire. Ce prix fut distribué pour la première fois à la distribution de 1850, à l'élève Achille-Armand Guyou, nouveau du lycée Napoléon². On lit en effet sur le palmarès de l'Université à la suite de la proclamation de son nom : « La Société de l'Histoire de France ayant été autorisée par M. le ministre de l'Instruction publique et des Cultes à fonder un prix complémentaire pour encourager dans la jeunesse des lycées et des collèges l'étude des manuscrits de notre histoire nationale, ce prix, conformément au vœu de la Société, a été décerné à l'élève qui a remporté en rhétorique le premier prix d'histoire de France. »

Depuis cette époque jusqu'à la suppression du Concours général en 1904, cette mention n'a pas cessé d'être reproduite tous les ans à la même place sur le palmarès de l'Université. D'un autre côté, tous les ans aussi, le *Bulletin* de la Société de l'Histoire de France, dans son numéro d'octobre, ne manquait pas de mentionner le nom de l'élève de rhétorique à

1. Archives nationales, fonds du Concours général; F¹⁷, liasse 10835 (ancien F 87832).

2. Qu'est devenu ce lauréat? C'est ce que nous n'avons pas pu arriver à découvrir, malgré les très obligeantes recherches qu'a bien voulu faire pour nous M. Breton, bibliothécaire du lycée Henri IV.

qui notre prix avait été décerné à la dernière distribution des prix de la Sorbonne. Quelquefois même, comme en 1852, le père du lauréat, c'était alors M. Gerbidon, ancien directeur au ministère de la Marine, tenait à remercier lui-même, au nom de son fils, le Conseil de la Société d'Histoire de France, et ses remerciements étaient insérés dans le *Bulletin*.

Voici d'ailleurs, prise dans les palmarès de l'Université, conservés à la bibliothèque de la Sorbonne, la liste complète de ces lauréats depuis 1850 jusqu'à 1903 :

- 1850. Guyou (Achille-Armand), nouveau du lycée Napoléon ;
- 1851. Gerbidon (Émile-Victor), vétéran du lycée Bonaparte ;
- 1852. Hervé (Édouard), nouveau du lycée Napoléon ;
- 1853. Boutmy (Émile-Gaston), vétéran du lycée Bonaparte ;
- 1854. Poirré (Félix), vétéran du lycée Bonaparte ;
- 1855. Desjardins (Michel-Albert), vétéran du lycée Louis-le-Grand ;
- 1856. Bourdon (Georges-Étienne), vétéran du lycée Saint-Louis ;
- 1857. De Lamontagne (Léon), du lycée Louis-le-Grand ;
- 1858. Sayous (Édouard-Auguste), nouveau du lycée Bonaparte ;
- 1859. Dauchez (Charles-Joseph-Fernand), nouveau du lycée Louis-le-Grand ;
- 1860. Filon (Pierre-Marie-Augustin), vétéran du lycée Napoléon ;
- 1861. Vernes (Félix-Charles), nouveau du lycée Bonaparte ;
- 1862. Maréchal (Edmond-Henri), vétéran du lycée Charlemagne ;
- 1863. Ferrère (Jean-Raoul-Aristide), nouveau du lycée Louis-le-Grand ;
- 1864. Dietz (Jules), vétéran du lycée Charlemagne ;
- 1865. Rivalz (Hippolyte-Antoine-Marius), vétéran du lycée Charlemagne ;
- 1866. Renard (François-Georges), vétéran du lycée Napoléon ;
- 1867. Crozals (Joseph-Ferdinand), vétéran du lycée Napoléon ;
- 1868. Philibert (Alexandre-Vincent), vétéran du lycée Charlemagne ;
- 1869. Mertz (Louis-Eugène), vétéran du lycée Bonaparte ;

1870. Dehault de Pressensé (Francis-Charles), nouveau du lycée Bonaparte;

1872. Beyens (Eugène-Louis), nouveau du collège Rollin;

1873. Gourraigne (Louis-Gontran), vétéran du lycée Louis-le-Grand;

1874. Valliér (Charles-Alexandre-Auguste), vétéran du lycée Fontanes;

1875. Bourgeois (Émile), nouveau du lycée Charlemagne;

1876. Closier (Charles-Alfred), nouveau du lycée Henri IV;

1877. Imbart de la Tour (Pierre), vétéran du collège Stanislas;

1878. Holleaux (Maurice-Eugène), vétéran du collège Stanislas;

1879. Marcourt (Denis-Gabriel-Édouard), nouveau du lycée Henri IV;

1880. Constantin (Jean-Alfred), vétéran du lycée Henri IV;

1881. Audiat (Gabriel-Louis-Paul), vétéran du lycée Charlemagne;

1882. Durand (René-Optat), nouveau du lycée Louis-le-Grand;

1883. Dubois (Georges-Joseph-Benjamin), vétéran du collège Stanislas;

1884. Privat-Deschanel (Paul), nouveau du lycée de Vanves;

1885. Lorin (Louis-Marie-Joseph-Henri), vétéran du collège Stanislas;

1886. Bourguet (Léopold-Jules-Alfred), vétéran du lycée Louis-le-Grand;

1887. Bourguet (Jacques-Hippolyte-Émile), vétéran du lycée Louis-le-Grand;

1888. Vallaux (Camille-Joseph-Maximilien), nouveau du lycée Henri IV;

1889. Barrachin (Louis-Eugène-Clément), nouveau du lycée Saint-Louis;

1890. Couvreur (Paul), vétéran du lycée Lakanal;

1891. Simiand (François-Joseph-Charles), nouveau du lycée Henri IV;

1892. Landry (Adolphe-Michel-Auguste), nouveau du lycée Henri IV;

1893. Sarthou (Raymond), vétéran du lycée Henri IV;

1894. Fosseyeux (Robert-Xavier-Félix), vétéran du lycée Condorcet;

1895. Jardé (Auguste-François-Victor), vétéran du lycée Louis-le-Grand.

1896. Blanchard (Raoul-Marcel), vétéran du lycée Louis-le-Grand.

1897. Gaymard (Ludovic-Paul-Sérénas), vétéran du lycée Henri IV;

1898. Bourdon (Victor-Amédée-Pierre), vétéran du collège Stanislas;

1899. Daudin (Henri-Jean), vétéran du lycée Louis-le-Grand;

1900. Lévy (Roger), vétéran du lycée Condorcet;

1904. Lion (Maurice-Émile), vétéran du lycée Louis-le-Grand;

1902. Denis (Pierre), vétéran du lycée Henri IV;

1903. Granet (Marcel-Paul), vétéran du lycée Louis-le-Grand.

Comme on le voit, cette longue liste des lauréats du premier prix d'histoire en rhétorique, à qui, tous les ans, la Société de l'Histoire de France a accordé son prix spécial, contient un certain nombre de noms bien connus depuis dans la littérature, le journalisme ou la politique contemporaine; tels sont ceux d'Édouard Hervé, d'Augustin Filon, de Jules Dietz, de François de Pressenssé et du célèbre diplomate belge, le baron Beyens. On trouve aussi sur cette liste plusieurs membres de l'Académie des sciences morales et politiques: Émile Boutmy, Albert Desjardins, notre collègue Imbart de la Tour, Émile Bourgeois. On y rencontre également un certain nombre de professeurs de l'Université, dont plusieurs sont passés dans l'enseignement supérieur. Nous remarquons parmi ces derniers: Georges Renard, J.-F. Crozals, L.-G. Gourraigne, A. Vallier, Maurice Holleaux, qui fut directeur de l'école d'Athènes, René Durand, Henri Lorin, auteur d'intéressants articles sur l'histoire coloniale parus dans la *Revue des Deux-Mondes*, Émile Bourguet, Raoul Blanchard. Il convient d'ailleurs, en parlant des nombreux professeurs qui, après avoir été bénéficiaires du prix de la Société de l'Histoire de France, sont arrivés à l'enseignement supérieur, de ne pas oublier de simples professeurs de l'enseignement secondaire qu'une fin prématurée a seule empêchés d'y parvenir, par exemple Hippolyte Rivals, mort très jeune au moment où il préparait ses thèses de doctorat. Citons encore dans cet ordre d'idées Paul Privat-Deschanel, professeur de géographie au lycée Condorcet et à l'École coloniale, qui s'est

signalé dans la *Revue des Deux-Mondes* par un remarquable article sous ce titre : « Le seuil du désert. » Ce n'était pas non plus le premier venu qu'Alexandre Philibert, mort en 1912 après avoir enseigné longtemps la philosophie au lycée de Clermont-Ferrand, car il a publié, on le sait, d'excellentes études littéraires sur plusieurs auteurs contemporains, et on connaît même de lui quelques pièces de vers pleines de facilité et d'émotion.

En dehors des lauréats devenus professeurs de l'Université, quelques noms sur notre liste méritent encore d'être relevés : d'abord celui de Félix Poirré qui s'est fait prêtre, est entré dans l'ordre des Jésuites et a été un de leurs meilleurs professeurs de rhétorique; puis ceux d'Édouard Sayous et de Charles Vernes, qui, devenus tous deux pasteurs de l'église réformée, se sont fait connaître par d'importantes et intéressantes publications, le premier comme historien de la Hongrie et le second en traitant en prose ou en vers diverses questions relatives à la religion chrétienne. Chose assez curieuse! plusieurs lauréats de notre prix ont choisi des carrières auxquelles leurs études d'histoire ne semblaient pas précisément les avoir destinés : Émile Gerbidon, décédé en 1902, a passé sa vie comme employé au ministère de la Marine, ce qui ne l'a pas d'ailleurs empêché de faire partie, en membre très fidèle, de notre Société; Eugène Mertz est aujourd'hui banquier dans une ville de province; C.-A. Closier est devenu huissier près le tribunal de la Seine; L.-J.-A. Bourguet a embrassé la carrière militaire; et Adolphe Landry, député de la Corse, est aujourd'hui ministre de la Marine.

Est-il besoin d'ajouter que, parmi les anciens lauréats du prix de la Société de l'Histoire de France, ceux qui, en 1914, étaient encore en âge de servir leur patrie les armes à la main ont tous fait bravement leur devoir? Hélas! il en est un, Maurice Lion, professeur de troisième au lycée de Marseille, qui a payé de sa vie son généreux dévouement et est mort au champ d'honneur. Au sujet de ce lauréat, qui avait remporté en 1901 le grand prix de la Société de l'Histoire de France et dont la remarquable composition a été publiée dans le recueil de Delalain, il me sera sans doute permis de donner ici, en terminant cette étude, quelques renseignements nécrologiques d'un intérêt vraiment navrant dus à l'extrême obligeance du père de

ce jeune héros, actuellement professeur honoraire au lycée Janson.

Après m'avoir parlé des brillantes études de son fils et de sa trop courte carrière universitaire comme normalien, puis professeur agrégé au lycée de Marseille, M. Jules Lion ajoutait avec une légitime et mélancolique fierté : « ... comme tant d'autres parmi nos jeunes gens d'élite, il a disparu au moment où il allait justifier les espérances de ses parents et de ses maîtres... Parti dès le premier jour de la mobilisation à Toulon comme sergent au 342^e d'infanterie, il a été, avec son régiment, dirigé sur le front en août. Nous n'avons presque plus rien su, ni reçu de lui. Une carte, jetée en passant à la boîte de la gare de Châlons-sur-Marne, nous apprit qu'il allait entrer en ligne. Puis, du 2 septembre, une dépêche nous arrivait : « Avons accalmie, vais bien. » Et suivirent les jours de silence de plus en plus angoissants, et enfin, après de nombreuses et douloureuses démarches, la confirmation de nos craintes. Il était tombé, le 7 septembre, à Sérancourt (Meuse), dans une bataille où son régiment fut très éprouvé et dut faire retraite, abandonnant momentanément le terrain à l'ennemi. J'ignore où et comment il a été enseveli... Par des témoignages écrits ou oraux d'un sous-officier (devenu officier) et de son lieutenant (promu capitaine), qui ont survécu à la presque destruction de sa compagnie dans cette action du 7 septembre 1914, j'ai su qu'il avait fait tout son devoir. Alors qu'en terrain découvert, sans tranchées ni abris, ni soutien d'artillerie, ces fantassins devaient combattre sur un vaste plateau contre un ennemi bien supérieur en forces, il a été atteint d'une balle à la gorge, en tête des hommes qu'il entraînait sous le feu... Il a été, après décès, l'objet d'une citation à l'ordre de son régiment, avec croix de guerre... »

Voilà quelle a été, en 1914, l'héroïque conduite d'un de ces lauréats du prix d'histoire à qui nous accordions tous les ans une récompense spéciale, et s'il en est un qui s'en soit montré digne, je crois que c'est bien celui-là.

Marquis DE BEAUCHESNE.

TABLE DES MATIÈRES

CONTENUES

DANS LA SECONDE PARTIE

DE L'ANNUAIRE-BULLETIN

DE L'ANNÉE 1919.

Vingt-quatre lettres inédites de Henri III à Gilles de Souvré,
par le comte BAGUENAUT DE PUCHESSE, 129.

Le « secrétaire de la main » du cardinal de Richelieu, par
Robert LAVOLLÉE, 148.

Sur un portrait de Louise de la Vallière et de ses enfants, par
Henri BOUCHER, 166.

L'éducation mondaine au collège Louis-le-Grand du xvi^e au
xviii^e siècle, par G. DUPONT-FERRIER, 184.

La Société de l'Histoire de France et les études historiques dans
l'Université, par le marquis DE BEAUCHESNE, 191.

Nogent-le-Rotrou, imprimerie DAUPELEY-GOUVERNEUR.





ANNUAIRE-BULLETIN
DE LA SOCIÉTÉ
DE L'HISTOIRE DE FRANCE

ANNÉE 1918



A PARIS
SOCIÉTÉ DE L'HISTOIRE DE FRANCE
46, RUE JACOB

—
1919

T. LV.

*Ouvrages publiés par la SOCIÉTÉ DE L'HISTOIRE DE FRANCE
depuis sa fondation en 1834.*

IN-OCTAVO à 12 francs le volume, 10 francs pour les Membres de la Société.

Ouvrages épuisés.

L'YSTOIRE DELI NORMANT. 1 vol.
LETTRES DE MAZARIN. 1 vol. \
VILLEHARDOUIN. 1 vol.
HISTOIRE DES DUCS DE NORMANDIE. 1 vol.
GRÉGOIRE DE TOURS. HISTOIRE ECCLÉSIAST. DES FRANCS. 4 v.
BEAUMANOIR. COUTUMES DE BEAUVOISIS. 2 vol.
MÉM. DE COLIGNY-SALIGNY. 1 v.
MÉMOIRES ET LETTRES DE MARGUERITE DE VALOIS. 1 vol.
COMPTES DE L'ARGENTERIE DES ROIS DE FRANCE. 1 vol.
RICHER. HIST. DES FRANCS. 2 v.
MÉMOIRES DE COSNAC. 2 vol.
JOURNAL D'UN BOURGEOIS DE PARIS SOUS FRANÇOIS I^{er}. 1 v.
CHRON. DES COMTES D'ANJOU. 1 v.
LETTRES DE MARGUERITE D'ANGOULÊME. 2 vol.
JOINVILLE. HIST. DE SAINT LOUIS. 1 vol.
CHRONIQUE DES QUATRE PREMIERS VALOIS. 1 vol.
GUILLAUME DE NANGIS. 2 vol.
MÉM. DE P. DE FENIN. 1 vol.
ŒUVRES DE SUGER. 1 vol.
HISTOIRE DE BAYART. 1 vol.
PROCÈS DE JEANNE D'ARC. 5 v.
MÉMOIRES DE PH. DE COMMÈNES. 3 vol.
CHRONIQUE DE MORÉE. 1 vol.

Ouvrages épuisés en partie.

ŒUVRES D'ÉGINHARD. 2 vol.
BARBIER. JOURNAL DU RÉGNE DE LOUIS XV. 4 vol.
REGISTRES DE L'HÔTEL DE VILLE PENDANT LA FRONDE. 3 vol.
CHOIX DE MAZARINADES. 2 vol.
HIST. DE CHARLES VII ET DE LOUIS XI, PAR TH. BASIN. 4 v.
GRÉGOIRE DE TOURS. ŒUVRES DIVERSES. 4 vol.
ORDERIC VITAL. 5 vol.
CHRON. DE MONSTRELET. 6 vol.
CHRON. DE J. DE WAVRIN. 3 vol.
JOURNAL ET MÉMOIRES DU MARQUIS D'ARGENSON. 9 vol.
ŒUVRES DE BRANTÔME. 11 v.
COMMENTAIRES ET LETTRES DE BLAISE DE MONLUC. 5 vol.
MÉM. DE BASSOMPIERRE. 4 vol.
BIBLIOGRAPHIE DES MAZARINADES. 3 vol.
CHANSON DE LA CROISADE CONTRE LES ALBIGEOIS. 2 vol.
L'HISTOIRE DE GUILLAUME LE MARÉCHAL. 3 vol.
MÉMOIRES DE SOUVIGNY. 3 vol.

Ouvrages non épuisés.

CORRESP. DE MAXIMILIEN ET DE MARGUERITE. 2 vol.
LE NAIN DE TILLEMENT. VIE DE SAINT LOUIS. 6 vol.
MÉM. DE MATHIEU MOLÉ. 4 v.
MIRACLES DE S. BENOÎT. 1 vol.
MÉM. DE BEAUVAIS-NANGIS. 1 v.
CHRONIQUE DE MATHIEU D'ESCOUCHY. 3 vol.
PIÈCES INÉDITES DU RÉGNE DE CHARLES VI. 2 vol.
COMPTES DE L'HÔTEL. 1 vol.
ROULEAUX DES MORTS. 1 vol.
MÉM. ET CORRESP. DE M^{me} DU PLESSIS-MORNAY. 2 vol.
CHRON. DES ÉGLISES D'ANJOU. 1 v.
CHRONIQUES DE J. FROISSART. T. 1 à XI. 13 vol.
CHRONIQUES D'ERNOUL ET DE BERNARD LE TRÉSORIER. 1 v.
ANNALES DE S.-BERTIN ET DE S.-VAAST D'ARRAS. 1 vol.
HISTOIRE DE BÉARN ET DE NAVARRE. 1 vol.
CHRONIQUES DE SAINT-MARTIAL DE LIMOGES. 1 vol.
NOUVEAU-RECUEIL DE COMPTES DE L'ARGENTERIE. 1 vol.
CHRONIQUE DU DUC LOUIS II DE BOURBON. 1 vol.
CHRONIQUE DE J. LE FÈVRE DE SAINT-REMY. 2 vol.
RÉCITS D'UN MÉNESTREL DE REIMS AU XIII^e SIÈCLE. 1 v.
LETTRES D'ANT. DE BOURBONNET DE JEANNE D'ALBRET. 1 vol.
MÉM. DE LA HUGUERYE. 3 vol.
ANECDOTES ET APOLOGUES D'ETIENNE DE BOURBON. 1 vol.
EXTRAITS DES AUTEURS GRECS CONCERN. LES GAULES. 6 vol.
MÉMOIRES DE N. GOULAS. 3 v.
GESTES DES ÈVÈQUES DE CAMBRAI. 1 vol.
ÉTABLISSEMENTS DE S^t LOUIS. 4 vol.
CHRON. NORMANDE DU XIV^e S. 1 v.
RELATION DE SPANHEIM. 1 vol.
ŒUVRES DE RIGORD ET DE GUILLAUME LE BRETON. 2 v.
MÉM. D'OL. DE LA MARCHE. 4 v.
LETTRES DE LOUIS XI. 11 vol.
MÉMOIRES DE VILLARS. 6 vol.
NOTICES ET DOCUMENTS, 1884. 1 v.
JOURNAL DE NIC. DE BAYE. 2 v.
LA REGLE DU TEMPLE. 1 vol.
HIST. UNIV. D'AGRIPPA D'AUBIGNÉ. 10 vol.
LE JOUVENCEL. 2 vol.
CHRON. DE JEAN D'AUTON. 4 vol.
CHRON. D'A. DE RICHEMONT. 1 v.

CHRONOGRAPHIA REGUM FRANCORUM. 3 vol.
MÉMOIRES DE DU PLESSIS-BEAUSŒON. 1 vol.
ÉPHÉM. DE LA HUGUERYE. 1 vol.
HIST. DE GASTON IV, COMTE DE FOIX. 2 vol.
MÉMOIRES DE GOURVILLE. 2 vol.
JOURNAL DE J. DE ROYE. 2 vol.
CHRON. DE RICHARD LESCOT. 1 v.
BRANTÔME, VIE ET ÉCRITS. 1 vol.
JOURNAL DE J. BARRILLON. 2 v.
LETTRES DE CHARLES VIII. 5 v.
MÉM. DU CHEV. DE QUINCY. 3 v.
CHRON. DE MOROSINI. 4 vol.
DOC. SUR L'INQUISITION. 2 vol.
MÉM. DU VIC. DE TURENNE. 1 vol.
CHRON. DE PERCEVAL DE CAGNY. 1 vol.
JOURNAL DE J. VALLIER. T. 1 à IV.
MÉM. DE SAINT-HILAIRE. 6 vol.
JOURNAL DE FAUCQUEMBERGUE. 3 vol.
CHRON. DE JEAN LE BEL. 2 v.
MÉMOIRES DU CONSEIL. 3 vol.
CHRON. DE G. LE MUISIT. 1 vol.
RAPPORTS ET NOTICES SUR LES MÉM. DE RICHELIEU. T. 1 et II.
MÉM. DE RICHELIEU. T. 1 à III.
MÉMOIRES DE M. ET G. DU BELLAY. 4 vol.
MÉM. DU MAR. DE TURENNE. 2 v.
GRANDES CHRONIQUES DE FRANCE : JEAN II ET CHARLES V. T. 1 et II.
MÉM. DU MAR. D'ESTRÉES. 1 vol.
CORRESP. DE VIVONNE RELATIVE A CANDIE. 1 vol.
CORRESPONDANCE DU CHEVALIER DE SÉVIGNÉ. 1 vol.
LETTRES DU DUC DE BOURGOGNE. 2 vol.
MÉM. DE BEAULIEU-PERSAC. 1 v.
MÉM. DE FLORANGE. T. 1.
HISTOIRE DE LA LIGUE. T. I.
CORR. DE VIVONNE RELATIVE A MESSINE. T. I.
CAMPAGNES DE MERCOYROL DE BEAULIEU. 1 vol.
MÉM. DE BRIENNE. 3 vol.
DÉPÊCHES DES AMBASSADEURS MILANAIS. T. 1 et II.
MÉM. DU MARÉCHAL DE RICHELIEU.

SOUS PRESSE :

DÉPÊCHES DES AMBASSADEURS MILANAIS. T. III.
GRANDES CHRONIQUES : MÉROVINGIENS ET CAROLINGIENS. T. 1.

ANNUAIRES, BULLETINS ET ANNUAIRES-BULLETINS (1834-1918).

In-18 et in-8°, à 2 et 6 francs.

(Pour la liste détaillée, voir à la fin de l'Annuaire-Bulletin de chaque année.)

Nogent-le-Rotrou, imprimerie DAUPELEY-GOUVERNEUR.

ANNUAIRE-BULLETIN
DE LA SOCIÉTÉ
DE L'HISTOIRE DE FRANCE

ANNÉE 1919



A PARIS
SOCIÉTÉ DE L'HISTOIRE DE FRANCE
46, RUE JACOB

—
1919

T. LVI.

*Ouvrages publiés par la SOCIÉTÉ DE L'HISTOIRE DE FRANCE
depuis sa fondation en 1834.*

IN-OCTAVO à 12 francs le volume, 10 francs pour les Membres de la Société.

Ouvrages épuisés.

L'YSTOIRE DELI NORMANT. 1 vol.
LETTRES DE MAZARIN. 1 vol.
VILLEHARDOUIN. 1 vol.
HISTOIRE DES DUCS DE NORMANDIE. 1 vol.
GRÉGOIRE DE TOURS. HISTOIRE ECCLÉSIAST. DES FRANCS. 4 v.
BEAUMANOIR. COUTUMES DE BEAUVOISIS. 2 vol.
MÉM. DE COLIGNY-SALIGNY. 1 v.
MÉMOIRES ET LETTRES DE MARGUERITE DE VALOIS. 1 vol.
COMPTES DE L'ARGENTERIE. 1 v.
RICHER. HIST. DES FRANCS. 2 v.
MÉMOIRES DE COSNAC. 2 vol.
JOURNAL D'UN BOURGEOIS DE PARIS SOUS FRANÇOIS I^{er}. 1 v.
CHRON. DES COMTES D'ANJOU. 1 v.
LETTRES DE MARGUERITE D'ANGOUËME. 2 vol.
JOINVILLE. HIST. DE SAINT LOUIS. 1 vol.
CHRONIQUE DES QUATRE PREMIERS VALOIS. 1 vol.
GUILLAUME DE NANGIS. 2 vol.
MÉM. DE P. DE FENIN. 1 vol.
ŒUVRES DE SUGER. 1 vol.
HISTOIRE DE BAYART. 1 vol.
PROCÈS DE JEANNE D'ARC. 5 v.
MÉM. DE COMMYNES. 3 vol.
CHRONIQUE DE MORÉE. 1 vol.

Ouvrages épuisés en partie.

ŒUVRES D'ÉGINHARD. 2 vol.
BARBIER. JOURNAL DU RÉGNE DE LOUIS XV. 4 vol.
REGISTRES DE L'HÔTEL DE VILLE PENDANT LA FRONDE. 3 vol.
CHOIX DE MAZARINADES. 2 vol.
HIST. DE CHARLES VII ET DE LOUIS XI, par TH. BASIN. 4 v.
GRÉGOIRE DE TOURS. ŒUVRES DIVERSES. 4 vol.
ORDERIC VITAL. 5 vol.
CHRON. DE MONSTRELET. 6 vol.
CHRON. DE J. DE WAVRIN. 3 vol.
MÉMOIRES D'ARGENSON. 9 vol.
ŒUVRES DE BRANTÔME. 11 v.
MÉM. ET LETTRES DE MONLUC. 5 vol.
MÉM. DE BASSOMPIERRE. 4 vol.
BIBLIOGRAPHIE DES MAZARINADES. 3 vol.
CHANSON DE LA CROISADE CONTRE LES ALBIGEOIS. 2 vol.
CHRON. DE J. FROISSART. 13 v.
L'HISTOIRE DE GUILLAUME LE MARÉCHAL. 3 vol.
MÉMOIRES DE GOURVILLE. 2 vol.
MÉMOIRES DE SOUVIGNY. 3 vol.
MÉM. DE M. ET G. DU BELLAY. 4 v.

Ouvrages non épuisés.

CORRESP. DE MAXIMILIEN DE DE MARGUERITE. 2 vol.
LE NAIN DE TILLEMONT. VIE DE SAINT LOUIS. 6 vol.
MÉM. DE MATHIEU MOLÉ. 4 v.
MIRACLES DE S. BENOÎT. 1 vol.
MÉM. DE BEAUVAIS-NANGIS. 1 v.
CHRONIQUE DE MATHIEU D'ESCOUCHY. 3 vol.
PIÈCES INÉDITES DU RÉGNE DE CHARLES VI. 2 vol.
COMPTES DE L'HÔTEL. 1 vol.
ROULEAUX DES MORTS. 1 vol.
MÉM. ET CORRESP. DE M^{me} DU PLESSIS-MORNAY. 2 vol.
CHRON. DES ÉGLISES D'ANJOU. 1 v.
CHRONIQUES D'ERNOUL ET DE BERNARD LE TRÉSORIER. 1 v.
ANNALES DE S.-BERTIN ET DE S.-VAAST D'ARRAS. 1 vol.
HISTOIRE DE BÉARN ET DE NAVARRE. 1 vol.
CHRONIQUES DE SAINT-MARTIAL DE LIMOGES. 1 vol.
NOUVEAU RECUEIL DE COMPTES DE L'ARGENTERIE. 1 vol.
CHRONIQUE DU DUC LOUIS II DE BOURBON. 1 vol.
CHRONIQUE DE J. LE FÈVRE DE SAINT-REMY. 2 vol.
RÉCITS D'UN MÉNESTREL DE REIMS AU XIII^e SIÈCLE. 1 v.
LETTRES D'ANT. DE BOURBON ET DE JEANNE D'ALBRET. 1 vol.
MÉM. DE LA HUGUERIE. 3 vol.
ANECDOTES ET APOLOGUES D'ÉTIENNE DE BOURBON. 1 vol.
EXTRAITS DES AUTEURS GRECS CONCERN. LES GAULES. 6 vol.
MÉMOIRES DE N. GOULAS. 3 v.
GESTES DES ÉVÊQUES DE CAMBRAI. 1 vol.
ÉTABLISSEMENTS DE S^t LOUIS. 4 vol.
CHRON. NORMANDE DU XIV^e S. 1 v.
RELATION DE SPANHEIM. 1 vol.
ŒUVRES DE RIGORD ET DE GUILLAUME LE BRETON. 2 v.
MÉM. D'OL. DE LA MARCHE. 4 v.
LETTRES DE LOUIS XI. 11 vol.
MÉMOIRES DE VILLARS. 6 vol.
NOTICES ET DOCUMENTS, 1884. 1 v.
JOURNAL DE NIC. DE BAYE. 2 v.
LA RÈGLE DU TEMPLE. 1 vol.
HIST. UNIV. D'AGRIPPA D'AUBIGNÉ. 10 vol.
LE JOUVENCEL. 2 vol.
CHRON. DE JEAN D'AUTON. 4 vol.
CHRON. D'A. DE RICHEMONT. 1 v.
CHRONOGRAPHIA REGUM FRANCORUM. 3 vol.

MÉMOIRES DE DU PLESSIS-BESANÇON. 1 vol.
ÉPHÉM. DE LA HUGUERIE. 1 vol.
HIST. DE GASTON IV, COMTE DE FOIX. 2 vol.
JOURNAL DE J. DE ROYE. 2 vol.
CHRON. DE RICHARD LESCOT. 1 v.
BRANTÔME, VIE ET ÉCRITS. 1 vol.
JOURNAL DE J. BARRILLON. 2 v.
LETTRES DE CHARLES VIII. 5 v.
MÉM. DU CHEV. DE QUINCY. 3 v.
CHRON. DE MOROSINI. 4 vol.
DOC. SUR L'INQUISITION. 2 vol.
MÉM. DU VIC. DE TURENNE. 1 vol.
CHRON. DE PERCEVAL DE CAGNY. 1 vol.
JOURNAL DE J. VALLIER. T. I à IV.
MÉM. DE SAINT-HILAIRE. 6 vol.
JOURNAL DE FAUQUEMBERGUE. 3 vol.
CHRON. DE JEAN LE BEL. 2 v.
MÉMOIRES DU CONSEIL. 3 vol.
CHRON. DE G. LE MUISIT. 1 vol.
RAPPORTS ET NOTICES SUR LES MÉM. DE RICHELIEU. T. I et II.
MÉM. DU CARDINAL DE RICHELIEU. T. I à IV.
MÉM. DU MAR. DE TURENNE. 2 v.
GRANDES CHRONIQUES DE FRANCE : JEAN II ET CHARLES V. 4 vol.
MÉM. DU MAR. D'ESTRÉES. 1 vol.
CORRESP. DE VIVONNE RELATIVE A CANDIE. 1 vol.
CORRESPONDANCE DU CHEVALIER DE SÉVIGNÉ. 1 vol.
LETTRES DU DUC DE BOURGOGNE. 2 vol.
MÉM. DE BEAULIEU-PERSAC. 1 v.
MÉM. DE FLORANGE. T. I.
HISTOIRE DE LA LIGUE. T. I.
CORR. DE VIVONNE RELATIVE A MESSINE. T. I.
CAMPAGNES DE MERCOYROL DE BEAULIEU. 1 vol.
MÉM. DE BRIENNE. 3 vol.
DÉPÊCHES DES AMBASSADEURS MILANAIS. T. I et II.
MÉM. DU MARÉCHAL DE RICHELIEU.

SOUS PRESSE :

DÉPÊCHES DES AMBASSADEURS MILANAIS. T. III.
GRANDES CHRONIQUES : MÉROVINGIENS ET CAROLINGIENS. T. I.
CORRESP. DE VIVONNE RELATIVE A MESSINE. T. II.
MÉM. DU CARD. DE RICHELIEU. T. V.

ANNUAIRES, BULLETINS ET ANNUAIRES-BULLETINS (1834-1919).

In-18 et in-8°, à 2 et 6 francs.

(Pour la liste détaillée, voir à la fin de l'Annuaire-Bulletin de chaque année.)





